



HAL
open science

La représentation politique des femmes en Écosse : dévolution et Parlement écossais, 1979-2009

Elisabeth Mège-Revil

► **To cite this version:**

Elisabeth Mège-Revil. La représentation politique des femmes en Écosse: dévolution et Parlement écossais, 1979-2009. Science politique. Université Charles de Gaulle - Lille III, 2015. Français. NNT : 2015LIL30015 . tel-01202831

HAL Id: tel-01202831

<https://theses.hal.science/tel-01202831>

Submitted on 21 Sep 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Lille 3

École Doctorale Science de l'Homme et de la Société

Université Lille Nord de France

Département des Études anglophones

Laboratoire : CECILLE

La représentation politique des femmes en Écosse :

Dévolution et Parlement écossais : 1979-2009

Par Elisabeth MÈGE-REVIL

Thèse de doctorat en Langues, Littérature et Civilisation
Anglophones

Spécialité : civilisation britannique

Dirigée par Richard Davis

Soutenue et présentée le 22 juin 2015

Devant un jury composé de :

Christian Auer, Professeur des Universités, Université de Strasbourg

Edwige Camp, Professeure des Universités, Université de Valenciennes

Richard Davis, Professeur des Universités, Université de Lille 3, directeur

Gilles Leydier, Professeur des Universités, Université de Toulon, pré-rapporteur

Siân Reynolds, Professeure émérite, Université de Stirling, Écosse, pré-rapporteuse

Table des matières

Remerciements	3
Introduction	5
Première partie (1979-1997): de la marginalité à l'institutionnalisation	17
Chapitre 1 – Les renouveaux nationaliste et féministe:	19
1 – Deux mouvements encore marginaux prennent de l'ampleur	20
2 – Un terrain d'action commun s'ouvre aux deux mouvements : le chemin vers la dévolution	42
Chapitre 2 – Vers une représentation politique hommes-femmes plus équilibrée. 66	
1 – De la défense de la place des femmes dans la société à l'idée qu'elles doivent être présentes dans le domaine politique	66
2 – De la nécessité des mesures : la campagne pour le 50/50 face aux mesures plus modérées	108
Chapitre 3 – Les obstacles à la mise en œuvre institutionnelle de la parité	127
1 – Les contraintes politiques :	127
2 – Les contraintes légales :	142
Chapitre 4 – Le Scotland Act (1998) – le modèle adopté	154
1 – Le fonctionnement du parlement	156
2 – La problématique de la représentation des femmes marginalisée	173
Deuxième partie (1998-2009): du modèle à la réalité	183
Chapitre 5 – Le « seuil critique » atteint	185
1 – Les sélections et les élections	188
2 – Qui sont les élu-e-s?	227
Chapitre 6 – Un parlement féminisé ?	249
1 - Peut-on parler de gouvernance féminine?	250
2 – La vie politique : changée en profondeur ?	271
Conclusion	294
Annexes	300

Annexe 1 - Listes des femmes élues à la Chambre des communes pour des circonscriptions écossaises depuis 1979	300
Annexe 2 - Résultats des élections au Parlement écossais (1999-2003-2007)	301
Annexe 3 - Détails des calculs des Indices d'Homogénéité de Genres	303
Annexe 4 - Transcriptions des entretiens	306
Bibliographie	441
1 - Sources primaires	441
2 - Études	456
3 - Dans les médias	466
Index des acteurs-trices politiques	472

Remerciements

Je remercie vivement mes deux directeurs de thèse successifs : M. Keith Dixon qui m'a guidée à Lyon vers ce projet de recherche et pendant la première moitié de mon travail de thèse, puis M. Richard Davis avec qui j'ai pu le faire aboutir à Lille.

Je remercie aussi Esther Breitenbach et Catriona Burness pour leur aide bibliographique, leurs contacts et surtout leur gentillesse au cours de mes différents voyages en Écosse.

J'ai une pensée pour mes ami-e-s qui m'ont soutenue pendant ces longues années, qui ont écouté mes doutes et mes craintes, notamment Marion, ma compagne de route, et Karen qui m'a reçue si souvent à Glasgow, pour le travail et pour la détente.

En quelques chiffres, cette thèse représente pour moi : six ans de travail, deux universités et un transfert, deux académies et trois postes très différents, trois déménagements, deux grossesses et naissances, une disparition, neuf voyages en Écosse (pour la recherche et pour le plaisir), mais surtout une seule et unique famille, que je tiens à remercier pour son soutien indéfectible et indispensable, sous toutes ses formes.

Je remercie plus particulièrement mon mari, pour son aide (au quotidien et dans ma réflexion) et pour son soutien de manière générale. Merci à lui pour son aide à la relecture et pour les calculs et tableaux du chapitre 5. Lui aussi me pousse et m'aide à donner le meilleur de moi-même en toutes circonstances ! Enfin, je tiens à mentionner mes enfants, pour qui je souhaite être le meilleur exemple possible. Je remercie ma fille aînée qui m'a accompagnée lors de tous les voyages liés à ma recherche, in utero d'abord, puis qui a découvert la collectivité à la crèche du Parlement écossais, et surtout qui a eu la patience d'attendre que j'aie fini de travailler pour m'occuper d'elle. Enfin, j'ai une pensée pour mon second enfant, que j'ai attendu pendant ma rédaction et à qui je donne naissance en même temps qu'à ma thèse.

Liste des acronymes utilisés dans le texte

- AMS – Additional Member System : système de liste de membre additionnel
- AWS – All-Women Shortlist : liste de candidates préselectionnées
- CSG – Consultative Steering Group : comité consultatif d’orientation
- CSP – Campaign for the Scottish Parliament : campagne pour un parlement écossais
- EC – Executive Committee : comité de direction
- EOC – Equal Opportunity Committee : commission à l’égalité des chances
- FPTP – First Past the Post : scrutin uninominal à un tour et à majorité simple
- MP – Member of Parliament : député-e britannique
- MSP – Member of the Scottish Parliament : député-e écossais-e
- OMOV – One Member One Vote : une voix par membre
- PR – Proportional Representation : représentation proportionnelle
- SCC – Scottish Constitutional Convention : convention constitutionnelle écossaise
- SCUP : Senior Citizens Unity Party : parti écossais des personnes âgées
- SDP – Social Democratic Party : parti social démocrate
- SEC – Scottish Executive Committee : comité de direction écossais
- SNP – Scottish National Party : parti nationaliste écossais
- SPA : Scottish People’s Alliance : parti écossais de l’alliance du peuple
- SSP – Scottish Socialist Party : parti socialiste écossais
- STUC – Scottish Trade Union Congress : confédération des syndicats écossais
- STV – Single Transferable Vote : scrutin à vote unique transférable
- WAC – Women’s Action Committee : comité d’action des femmes

Introduction

L'année 2009 marqua le trentième anniversaire de l'accession au pouvoir de la première femme Premier ministre du Royaume-Uni, Margaret Thatcher, et en même temps le début d'une période dont la politique fut marquée par son idéologie, celle du parti conservateur sous sa direction. Certains avancent même que la politique entreprise par le parti travailliste ensuite (dans sa nouvelle forme de « *New Labour* », sous la direction de Tony Blair), et ce dès son élection en 1997, est une poursuite du travail mis en œuvre par les conservateurs dirigés par Margaret Thatcher. L'année 1979 constitua un épisode historique à plusieurs égards, symboliquement tout d'abord car l'on a pu se demander s'il fallait se féliciter d'une avancée dans l'histoire politique des femmes, mais aussi politiquement puisque les années qui suivirent furent imprégnées par le néo-libéralisme.

Les trois dernières décennies qui ont suivi cette date ont aussi vu une évolution spectaculaire des statuts des composantes de l'Union britannique. En effet, 1979 fut aussi l'année du premier référendum sur la question constitutionnelle. Cette année-là – avant l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher – l'on demanda aux Écossais – une démarche similaire fut opérée au pays de Galles – s'ils acceptaient la proposition de loi *Scotland Act 1978* dont les clauses prévoyaient l'établissement d'une assemblée écossaise aux pouvoirs dévolus mais très limités. Si ce référendum, par sa nature même, était voué à l'échec, à cause de l'amendement Cunningham¹ (échec que, par ailleurs, souhaitaient majoritairement les conservateurs qui craignaient un étiolement de l'Union britannique). Cet échec ne mit pourtant pas fin au travail acharné des partisans de l'autonomie écossaise. Sous l'influence de courants nationalistes, les nations périphériques de l'Union britannique acquirent davantage d'indépendance dans le processus nommé dévolution. Le mouvement autonomiste prit de l'ampleur dans les années 1960 en Écosse et connut son essor dans les années 1980 pour culminer, du

¹ Cf Chapitre 1 : 2.1.1.

moins provisoirement, en 1999 avec l'élection des premiers députés au parlement écossais.

L'accession au premier poste de la vie politique britannique par une femme pour la première fois en 1979 offre l'occasion de se pencher sur la problématique de la représentation politique et sociale des femmes. En effet, cette première fois pourrait être à l'origine d'une amélioration de la représentation des femmes dans la vie politique, et d'une augmentation du nombre de femmes engagées dans la vie politique locale et nationale (en Écosse et dans l'ensemble du Royaume-Uni). Mais un changement aussi radical que l'intégration des femmes à un monde dont elles étaient jusque là relativement absentes ne peut se faire de manière aussi abrupte. Il faut opérer un changement dans les mentalités des électeurs-trices et des représentant-e-s politiques, et ce grâce à des mesures concernant le nombre de femmes qui se présentent à des élections, notamment. Et c'est ce qui arriva enfin avec l'élection du premier parlement écossais en 1999, notamment grâce à un accord conclu auparavant entre deux partis politiques qui présentaient des candidat-e-s à ces élections. Cet accord, signé le 23 novembre 1995 à Inverness, est reproduit dans *Scotland's Parliament : Scotland's Right*² précédé d'une photographie des quatre signataires (deux représentants par parti : Rhona Brankin et George Robertson pour les travaillistes écossais, et Marilyn MacLaren et Jim Wallace pour les libéraux-démocrates écossais). La période de réflexion sur un projet de dévolution semble donc avoir permis à des groupes défendant la nécessité d'imposer une parité en politique de gagner du terrain et il semble que cette période ait été propice à la défense de deux causes en même temps, ce qui a permis à 37 % de femmes d'être présentes au premier parlement dévolu élu en 1999, un taux record toutes institutions confondues pour le Royaume-Uni.

Ces deux problématiques, d'une part la question constitutionnelle et d'autre part la place des femmes en politique, apparaissent intimement liées dans la période 1979-2009, puisque la population écossaise (par le biais d'associations) ainsi que des groupes de réflexion constitués de femmes ont travaillé ardemment afin d'obtenir une

² SCOTTISH CONSTITUTIONAL CONVENTION, *Scotland's Parliament : Scotland's Right : presented to the people of Scotland by the Scottish Constitutional Convention on the thirtieth day of November, nineteen hundred and ninety five in the General Assembly Hall, Edinburgh, Édimbourg, Scottish Constitutional Convention, 1995.*

meilleure représentation politique, et de manière générale, dans la société. En effet, il apparaît que les groupes de travail sur le projet du futur parlement écossais créent l'occasion de défendre la notion de parité. La création d'un nouvel organe dans la politique écossaise offre en effet une *tabula rasa* à partir de laquelle il est possible de penser un système électoral qui favorisera une représentation plus juste de la société et donc plus paritaire que ce que les élections apportaient jusqu'alors. C'est une période inédite et les deux mouvements (autonomiste et féministe) trouvent un terrain d'action commun. Il est en effet indéniable que la fin du XX^e siècle est synonyme de changement en Écosse : la démarche autonomiste est à l'origine d'une transformation profonde et visible de la société et de la politique en Écosse, et le travail des féministes (au sens large du terme) permet de remettre en cause, en partie au moins, le schéma patriarcal de la société et surtout les clichés concernant la place des hommes et des femmes dans la société écossaise. Les analystes, même non féministes, ont conscience des enjeux et des liens entre les deux questions. Ainsi un défenseur de l'autonomie, un nationaliste comme Tom Nairn prend tout à fait au sérieux la question de la représentation politique des femmes et illustre ainsi le lien précédemment décrit:

Scottishness has never been ethno-linguistic or 'cultural' in a folkish sense. It is more like a consciousness of a people who have accountably lost their way in history. Now at last a rallying cause has been disclosed: the world can again be shown the way, via a new start – by the first legislature of modern times fully to acknowledge the equality of genders and build an authentic constitution around that act of liberation³.

Il voit dans la création d'un parlement écossais l'opportunité de forger non seulement une identité commune aux Écossais, mais une identité qui formera un consensus et qui sera moderne, un exemple à suivre par d'autres. Il montre la volonté d'un peuple d'être à nouveau estimé à l'étranger, grâce à une idée unificatrice qui dépasse les questions ethniques, et dont la base est l'égalité entre les genres.

³ NAIRN T., « Gender goes on Top of the Agenda », E. BREITENBACH et F. MACKAY (dir.), *Women and Contemporary Scottish Politics: an Anthology*, Édinburgh, Polygon, 2001, p. 195.

Le parlement est ainsi conçu sur une volonté de représenter au plus près la population écossaise. Le *Scotland Act* de 1998⁴, le texte de loi qui crée de manière effective le Parlement, en donne l'illustration. Le texte explique comment seront élus les députés, grâce à une liste en ce qui concerne les élus régionaux (sept seront élus dans chacune des huit circonscriptions, déjà délimitées par les élections européennes) afin d'arriver à une élection la plus représentative possible, sans toutefois se retrouver avec des groupes parlementaires minoritaires et sans latitude pour agir. En revanche, il n'est jamais fait allusion à la parité dans la partie concernant les élections, cette notion dépend alors des partis politiques et de leur façon de sélectionner leurs candidat-e-s aux élections.

En 2009, soit dix ans après, et deux élections législatives plus tard (2003 et 2007), il est possible de commencer à tirer quelques conclusions sur « l'efficacité » du système électoral choisi en ce qui concerne le niveau de représentation des femmes au Parlement écossais et sur le travail effectué par le Parlement en vue d'une évolution de la condition des femmes dans la société écossaise. Car une bonne participation des femmes au premier Parlement n'est pas une fin en soi, d'autant que la parité n'est toujours pas atteinte et surtout l'égalité des chances est une cause qui reste à défendre dans la société.

Le travail suivant se propose d'étudier une période de trente ans, qui couvre à la fois les trois décennies qui suivent l'accession de Margaret Thatcher au poste de Premier ministre et l'échec du premier référendum, mais aussi les dix premières années de vie du jeune Parlement écossais dévolu. Certains éléments de réflexion et de comparaison proviennent de dates ultérieures car les recherches et surtout les entretiens avec les acteurs politiques ont été menés après la date de 2009, mais aussi car comme l'avait énoncé le Gallois Ron Davies, la dévolution n'est pas un événement unique et déterminant, mais un processus⁵. Ce processus de dévolution fait encore débat en 2014-2015 au moment de la rédaction de cette thèse, principalement à cause de la campagne pour ou contre l'indépendance écossaise qui a culminé par le référendum du 18 septembre 2014 et qui a induit des promesses de poursuite de dévolution.

⁴ « Scotland Act 1998 ».

⁵ « Devolution is not a single defining event but a process », BBC NEWS, « UK Politics: Ron Davies' fightback begins », février/1999.

Dès lors, il est nécessaire de questionner ce lien qui semble évident avec le recul : la question autonomiste et la question de la représentation politique des femmes sont-elles si intimement liées ? Nationalistes et féministes ont-ils œuvré ensemble en cette période historique ? Il faut dans un premier temps définir ce que ces mouvements sont réellement, chacun l'aboutissement d'une version, d'un courant et surtout d'une des causes défendues par les nationalistes et les féministes. En réalité, la dévolution telle qu'elle a été mise en œuvre n'est pas le projet des nationalistes dans l'acception stricte du terme (ni même du parti nationaliste seul⁶), tout comme les compromis politiques concernant la place à accorder aux femmes dans cette sphère ne sont exclusivement le produit de la réflexion des féministes au sens strict du terme, mais de femmes (et parfois d'hommes) partageant le sentiment de nombreuses féministes que la politique devait représenter la société plus fidèlement. Chacun de ces deux termes, féministe et nationaliste, peut s'entendre de différentes manières, avoir plusieurs interprétations et ils couvrent un large spectre de revendications. Ainsi, se revendiquer d'un courant n'est pas nécessairement faire partie d'un parti, ou d'une organisation. Dans tout mouvement, dans tout parti, il existe une vision dominante – une vision quelque peu consensuelle – et une vision plus radicale.

Il reste à montrer si le statut des femmes a changé ou non dans cette sphère politique en pleine transformation. Les années 1990 furent une période d'effervescence intellectuelle et de nombreuses organisations luttèrent pour la représentation politique des femmes, à une époque où d'aucuns pensaient peut-être que ces luttes étaient obsolètes⁷. Alice Brown, qui étudia la place des femmes en Écosse, explique à cette période que la présence de femmes dans le futur parlement écossais n'était pas perçue par ses défenseurs comme une fin en soi, mais une façon de réformer à la fois le processus décisionnel politique et la façon de faire de la politique, et ainsi de mettre en œuvre des politiques⁸. Le Parlement écossais devait donc avoir une façon de procéder

⁶ Le parti à l'idéologie nationaliste en Écosse s'appelle en réalité parti national écossais, Scottish National Party ou SNP.

⁷ SINCLAIR M., « Feminism in the Eighties », *Radical Scotland*, 01/1989. p. 22.

⁸ BROWN A., « Editorial: Women in Politics », *Scottish Affairs*, 1993, 5, automne 1993, p. 1-4. p. 3.

qui lui était propre et qui pouvait être en partie féminine ⁹, d'une part grâce à la façon dont il avait été conçu et d'autre part grâce au nombre de femmes élues qui dépassait le seuil critique des 30% et qui leur permettait d'avoir une influence certaine dans les débats (37,2% des sièges au Parlement écossais furent occupés par des femmes suite aux élections de 1999, 39,5% à celles de 2003 et 33,3 % à celles de 2007).

Puisqu'il est certain que des groupes dont l'origine se trouve dans des courants féministes ont souhaité profiter d'un renouveau, d'un élan qu'offrait directement la création d'un parlement sur des bases nouvelles, il se pose deux questions majeures: comment ces groupes ont-ils pu s'inscrire dans l'ordre du jour des organismes qui pensaient cette nouvelle institution, et dans quelle mesure cette transformation profonde de la vie politique écossaise a-t-elle eu un impact sur la représentation des femmes en Écosse, telle qu'elle peut être mesurée par leur présence dans la vie politique ?

De nos jours, le Parlement écossais – Holyrood – et ses *Members of the Scottish Parliament* (MSP ¹⁰) œuvrent pour l'égalité entre

genres, entre minorités (l'égalité des chances étant l'un des quatre piliers fondateurs de ce Parlement) et ce, de manière indirecte en quelque sorte, puisque les député-e-s sont les délégué-e-s des électeurs-trices. En parallèle de leur action agissent les membres d'associations dont le but est aussi de promouvoir l'égalité. Or leur action (par exemple d'aide à la prise de conscience des inégalités hommes-femmes) a une influence directe sur la population, leur travail a ainsi permis de mettre en lumière les écarts de traitement entre hommes et femmes, et la nécessité d'obtenir la parité, par exemple. Cependant, l'opposition entre sphère politique et société civile peut se montrer plus ténue, car malgré un certain écran qui se dresse traditionnellement entre un peuple et ses représentant-e-s, plaçant les élu-e-s au-dessus de leurs administré-e-s et éloignant peut-être les représentant-e-s de la réalité quotidienne des citoyen-ne-s, le Parlement écossais a été conçu de manière à être le plus accessible possible pour ses administré-e-s. C'est dans cette optique que ceux-ci peuvent entre autres communiquer avec leurs

⁹ Cette qualité intrinsèquement féminine de faire de la politique est difficilement quantifiable et peu tangible, mais la question se pose nécessairement lorsque l'on étudie l'impact de la présence féminine dans une institution donnée. Elle sera étudiée dans les chapitres 5 et 6.

¹⁰ Député-e-s.

représentants par le biais d'internet en plus d'échanges plus classiques au sein des circonscriptions, lors des permanences que tiennent les élu-e-s.

Ainsi, il existe de nombreuses interactions entre ces différentes instances mais une forte opposition existe en ce qui concerne l'implication des citoyens : il est bien plus aisé de s'investir dans la vie associative, voire même dans la politique locale, que dans la vie politique nationale, à Holyrood ou encore davantage au niveau du Royaume-Uni, au Parlement de Westminster. C'est d'ailleurs une gradation qui suit le parcours de nombreuses femmes qui sont devenues des représentantes politiques aux échelons les plus hauts (Parlement écossais ou Parlement britannique). Dès lors, il serait intéressant de voir si cette période de changements a pu avoir une incidence sur le statut des femmes en Écosse – y a-t-il eu une amélioration de leur représentation ? - et si c'était le cas, si ce changement était imputable au nouveau système politique mis en place. On peut s'interroger quant à une éventuelle évolution de la relation des femmes et de la politique dans une telle période : les femmes ont-elles pu saisir une occasion de s'investir davantage dans la vie politique de leur pays ? Le fait que les décisions concernant la population écossaise soient pour partie prises dans une instance plus proche de ses citoyens a-t-il permis de s'attaquer aux réels problèmes connus par ces citoyens et entre autres les questions d'inégalités ? Enfin, le fait que les femmes soient mieux représentées au Parlement écossais qu'au Parlement britannique soulève aussi la question de la possibilité de réformer des habitudes politiques en dehors de profonds changements constitutionnels : avec les élections de 1999, les femmes avaient-elles atteint la meilleure représentation politique qu'elles pouvaient espérer, ou bien leur présence pour un tiers au Parlement laissait-elle présager d'autres changements dans la vie politique ou sociale écossaise ? En d'autres termes ; le changement constitutionnel avait-t-il permis une entrée irrévocable des femmes dans le débat politique écossais ? Cette présence d'un tiers de femmes dans la nouvelle instance allait-elle changer en profondeur la façon dont était conduite la politique en Écosse, par exemple en permettant à davantage de femmes encore d'être élues dans les élections écossaises suivantes ?

Est-ce que la rencontre de deux mouvements qui renaissent et prennent de l'importance à la même époque est plus qu'une simple coïncidence? Faut-il y voir la concordance de demandes similaires (plus d'équité, plus de justice)? Il convient de montrer qu'il n'y a pas parallélisme exact puisque la dévolution est rejetée en 1979 et le parti nationaliste connaît une période difficile en termes électoraux. En revanche, les mouvements féministes sont très actifs, mais peut-être seulement en marge de la scène politique : les causes défendues par les féministes semblent d'abord l'être sur le terrain, puis il y a une institutionnalisation d'une partie de celle-ci, entre autres grâce à la Convention Constitutionnelle ¹¹.

Mais il se pose des questions plus profondes, éthiquement. Pourquoi doit-on défendre une représentation équitable entre les femmes et les hommes? Certes, il existe un consensus sur le besoin actuellement d'obtenir cet équilibre dans les instances politiques des pays occidentaux. Cependant les moyens dévolus à l'obtention de celui-ci est toujours à l'origine de débats houleux. Les questions suivantes s'imposent alors :

- Le parlement doit-il être le miroir de la société? Doit-il être le microcosme dont les proportions respectent fidèlement chaque catégorie de la société?
- Ne peut-on être représenté-e-s que par ceux qui nous ressemblent?
- Vote-t-on uniquement pour celles et ceux qui nous ressemblent, qui *a priori* défendent donc nos intérêts?
- Plus simplement, doit-il y avoir des femmes au parlement parce qu'elles constituent la moitié de la société (52% en Écosse ¹²)?

Hannah Fenichel Pitkin ¹³, explique grâce à ses définitions du concept de représentation les réponses variées que l'on peut apporter à ces questions. Dans cette optique de définir la nécessité d'imposer un équilibre entre élus et élues dans les instances représentantes se pose alors la question de la définition du groupe « femmes ». Doit-on les considérer comme une minorité? Elles ne constituent pourtant pas un groupe homogène, ni un

¹¹ Cf Chapitre 1 : 2.2.2 .

¹² SCOTTISH WOMEN'S CO-ORDINATION GROUP, « A Scottish Parliament for Women ».

¹³ Pitkin, *The Concept of Representation*, cf Chapitre 2: 1.2.1 .

groupe de faible population. Malgré les difficultés à classer les citoyen-ne-s selon leur genre, il est tout de même admis que celles qui s'identifient comme femmes ou que la société reconnaît ainsi rencontrent des expériences similaires, des difficultés, dans leur vie quotidienne par exemple. Cela n'empêche pas de reconnaître les limites de ce cloisonnement binaire, qui n'admet pas ceux qui ne s'y retrouvent pas et ne s'identifient ni comme homme ni comme femme ¹⁴.

Le constat que le mouvement de défense des droits des femmes et celui en faveur de l'autonomie politique écossaise ont pu travailler côte à côte engendre de nouvelles questions. Cette rencontre a-t-elle permis de faire avancer les deux causes ? Le travail commun peut-il continuer par la suite ? Il faut prendre en compte tous les acteurs qui ne viennent pas, traditionnellement, de ces mouvements : ils ont mis ces causes sur le devant de la scène et ont participé grandement à leur défense. Mais alors que se passe-t-il quand certaines demandes sont exaucées ? Certains espéraient anéantir les velléités d'indépendance des nationalistes par la dévolution, on peut imaginer que la même rhétorique aurait pu être appliquée aux féministes une fois qu'elles auraient obtenu une représentation féminine satisfaisante.

Par ailleurs, le recul de dix ans de fonctionnement du nouveau Parlement fait émerger davantage de questions. Le changement politique que constitue la dévolution a-t-il réellement permis une meilleure représentation des femmes ? Cela est-il constitutionnel, et donc pérenne ? Et surtout quelles en sont les conséquences ? En effet, les analystes parlent du seuil critique de 30% de femmes ¹⁵ comme de ce qui permet de changer le fonctionnement des institutions, est-ce quelque chose qui se vérifie avec le Parlement écossais ? La conséquence directe est-elle un changement, une nouvelle façon de faire de la politique, une nouvelle perception de la chose publique ? Le Parlement écossais est-il intrinsèquement différent de celui du Royaume-Uni ainsi que cela avait été souhaité ? Les différences peuvent-elles être attribuées à la place des

¹⁴ DEVINE C., « Court declares Scotswoman born a man is now genderless », *Herald Scotland*, avril/2014.. Patrick Harvie, élu vert au Parlement écossais déclare ainsi : « Scotland and the UK could learn a lot from having a legal system which recognises that identity can go beyond the binary notion of man or woman, and I would hope that local authorities too would also allow for people who don't identify themselves as either gender ».

¹⁵ Cf Chapitre 2 : 1.2.1.

femmes ? Ne sont-elles pas minimes par rapport à celles envisagées ? Comment expliquer le sentiment de déception relatif exprimé par beaucoup quelques années après l'instauration du parlement ?

Ce travail transdisciplinaire, à la croisée de la sociologie, des études politiques et de l'histoire, se présente en deux parties de par la délimitation temporelle qu'il se donne : la première se penche sur les vingt années menant à l'élaboration du Parlement, alors que la seconde cherche à dresser un bilan des dix premières années de la nouvelle institution politique du paysage britannique. Dans un premier temps, une rapide vue d'ensemble historique permet de montrer les parallèles temporeux des deux mouvements (Chapitre 1). Puis, il sera question de théorie de la représentation et par conséquent des différentes revendications qui émergent dans le débat constitutionnel (Chapitre 2). Naturellement, ces revendications se sont heurtées à nombre d'obstacles (Chapitre 3), et ainsi l'aboutissement de ces années de débat seront des compromis (comme l'abandon d'une véritable proportionnelle, qui peut s'avérer profitable aux candidates ¹⁶) intégrés au texte de loi qui instaure le Parlement (Chapitre 4), le *Scotland Act 1998*. Ensuite vient le temps des bilans : comment ont été composées les trois premières sessions du nouveau Parlement (Chapitre 5) et observe-t-on un Parlement marqué par la présence des femmes, tel que cela l'avait été espéré (Chapitre 6) ?

Pour répondre à ces questions, différentes sources se présentent à l'analyse. Pour la partie historique, les sources secondaires sur le mouvement autonomiste et la dévolution ne manquent pas, mais les mouvements féministes – surtout en Écosse – sont relativement peu documentés que ce soit en terme de sources primaires ou secondaires. Les sources secondaires se sont multipliées ces dernières années sur les résultats des élections écossaises, mais elles ne permettent pas toujours d'éclairer les points soulevés précédemment. Alors, la rencontre des acteurs-trices politiques en personne s'avère nécessaire et constitue une large part du travail, surtout pour la deuxième partie qui s'interroge sur le fonctionnement du Parlement. Elle ne peut apporter un éclairage quantitatif, car même une enquête approfondie ne le permettrait pas du fait du nombre

¹⁶ LINDSAY I., « PR and the Female Deficit – A Compromise », *Radical Scotland*, 03/1989., p.15.

d'élus au Parlement écossais, qui est trop faible pour quelque étude statistique (il n'y a que 129 élus). En revanche, elle propose des explications qualitatives aux questions posées et permet de faire émerger des tendances, notamment par parti.

Première partie (1979-1997): de la marginalité à l’institutionnalisation

Dans les années 1960, deux mouvements distincts reprirent de l’ampleur, de manière encore assez confidentielle. Ces deux mouvements, nés à la fin du XIX^e et du début du XX^e siècles allaient encore croître et s’affirmer, jusqu’à s’institutionnaliser – avec les inconvénients que cela peut engendrer – et même s’installer sur le devant de la scène à la fin du XX^e siècle et au début du XXI^e siècle. Cependant, s’ils semblèrent évoluer de manière parallèle depuis leurs débuts, il ne faut pas oublier qu’ils suivirent des temporalités différentes, pour des effets différents. C’est notamment ce que cette première partie s’attachera à illustrer. Le mouvement nationaliste prit en effet de l’ampleur dès les années 1960, chercha sa place sur l’échiquier politique, gagna en représentativité, connu des victoires qui lui permirent même d’être à la tête du gouvernement actuel – depuis 2011 – et de mettre en place un référendum sur l’indépendance le 18 septembre 2014. Le mouvement féministe fut plus diffus, ses revendications furent plus variées et il fut représenté par de nombreuses organisations. Par opposition, le nationalisme connaissait un seul désir – l’autonomie (à des degrés variables, jusqu’à l’indépendance) – et il fut (et est) principalement incarné par le parti nationaliste.

Le premier chapitre s’attachera à montrer les parallélismes des deux mouvements, ainsi que les limites de ceux-ci, puis il donnera un rappel historiographique de la genèse de la dévolution (depuis l’émergence de la demande d’autonomie de la part de certains Écossais, jusqu’au vote du *Scotland Act 1998*). Bien sûr, les étapes qui ont mené jusqu’à la réelle dévolution de pouvoirs du Royaume-Uni aux pays de la périphérie celtique ont largement été commentées pendant les trois (voire quatre) dernières décennies, mais il s’agit ici simplement d’un rappel permettant la discussion qui en découle. En effet, dans le second chapitre il sera davantage question de l’émergence de la volonté d’obtenir une

— Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation —

représentation féminine plus juste. Ainsi, dans le débat constitutionnel, une part de la discussion s'est portée sur la place des femmes dans la sphère politique, au sein de débats sur la représentativité de manière générale. Le troisième chapitre mettra en lumière les obstacles à une potentielle parité (ou égalité de représentation entre femmes et hommes) au sein de l'institution encore à naître : plus encore que les différends idéologiques, il s'agit là de définir les difficultés politiques, voire institutionnelles, auxquelles se sont trouvé-e-s confronté-e-s celles et ceux qui souhaitent affirmer la nécessité d'aider une part importante de femmes à atteindre un siège dans le futur parlement. Enfin, le quatrième chapitre détaillera les dispositions du texte de loi fondateur du Parlement écossais, notamment en matière de représentation et d'égalité des chances.

Chapitre 1 – Les renouveaux nationaliste et féministe:

1 – Deux mouvements encore marginaux prennent de l'ampleur

La renaissance parallèle du mouvement féministe (dit de la deuxième vague) et du mouvement nationaliste (avec ses premières victoires électorales et la prise en considération des demandes autonomistes par le gouvernement britannique) permet de s'interroger sur l'engagement des femmes en politique et sur une possible prise d'autonomie pour l'Écosse. Les théoriciens des deux mouvements s'accordent à voir dans les années 1970 puis 1980 une plus grande importance des deux courants de pensée qui avaient vu le jour au début du siècle, et c'est cette temporalité qui permet d'instaurer cette vision parallèle entre féministes et nationalistes. Il est nécessaire de souligner que les idéaux de ces deux mouvements ne sont pas apparus à cette époque, qu'ils furent le fruit d'idées et de revendications qui ont fait surface à différents moments de l'histoire, mais ils s'organisèrent au début du XX^e siècle, pour se structurer et gagner en importance dans sa deuxième partie.

1.1 – Le mouvement nationaliste

As long as but a hundred of us remain alive, never will we on any conditions be brought under English rule. It is in truth not for glory, nor riches, nor honours, that we are fighting, but for freedom - for that alone, which no honest man gives up but with life itself¹.

La déclaration d’Arbroath – rédigée en latin par des nobles écossais demandant au Pape, en 1320, de reconnaître l’indépendance de l’Écosse et Robert I^{er} (connu sous le nom de *Robert the Bruce*) comme son souverain légitime – est un symbole populaire du nationalisme écossais. En effet, le pape répondit favorablement et créa ainsi la possibilité à l’avenir de se référer à un premier moment où l’Écosse fut reconnue comme nation indépendante, face à l’Angleterre², ce qui est fait régulièrement par les nationalistes³.

La séparation physique et symbolique entre l’Angleterre et l’Écosse a eu son importance à divers moments de l’histoire, que ce soit par le biais physique du mur d’Hadrien, ou bien lors des batailles des XIII^e et XIV^e siècles (notamment Bannockburn remportée par Robert the Bruce face à Edouard II d’Angleterre⁴) ou encore les rébellions jacobites des XVII^e et XVIII^e siècles (et la répression de cette rébellion à Culloden en 1746). Mais les vellétés politiques de marquer une différence entre les nations de l’Union datent de la période moderne.

¹ NATIONAL ARCHIVE OF SCOTLAND, *Declaration of Arbroath*, <http://www.nas.gov.uk/about/090401.asp>.

² CAMP-PIETRAIN E., *L’Ecosse et la tentation de l’indépendance : Le référendum d’autodétermination de 2014*, Villeneuve d’Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2014. p. 24.

³ *Ibid.* p. 106, par exemple.

⁴ La bataille ayant eu lieu en 1314, le référendum sur l’indépendance du 18 septembre 2014 est symbolique puisqu’il a lieu exactement 700 ans après.

1.1.1 – Origines

L'origine de l'idéal nationaliste naquit bien avant la délimitation temporelle choisie pour l'objet de l'étude qui nous concerne. La culture populaire citerait volontiers des personnages historiques, iconiques, voire même caricaturés, tels que William Wallace or Robert Bruce comme premiers proto-nationalistes. Ces figures ont ré-émergé relativement récemment dans l'imaginaire collectif et s'ils se sont défendus face à l'ennemi anglais, la relation à l'Angleterre et au reste de l'Union a été – après la dernière révolte jacobite – politiquement acceptée par une large majorité, principalement par les élites politiques et économiques édimbourgeoises.

Cependant, et comme il l'a été montré ailleurs ⁵, le nationalisme qui s'exprima au XX^e siècle est né au siècle précédent en Irlande, et sous l'influence de son meneur le plus emblématique, Charles Parnell, il se propagea aux autres nations de la périphérie celtique dès les années 1880, menant même à l'adoption de la politique du *Home Rule* par les libéraux écossais dès 1888 et la création du *Scottish Office* en 1885 (dont les pouvoirs allaient croître jusque dans les années 1970) ⁶. Les idéaux nationalistes connurent une certaine importance sur la scène nationale à cette époque, jusqu'au début du siècle suivant ⁷ ; à cela, il faut ajouter qu'il n'est pas illogique que le parti de William Gladstone, Premier ministre libéral et défenseur du *Home Rule* en Irlande, ait perçu la « question écossaise » tel qu'il percevait la « question irlandaise ». Dès lors, la *Celtic Fringe* (soit l'Écosse, le pays de Galles et l'Irlande) s'est intéressée à cette notion de *Home Rule*, entre autres dans les arts, principalement la littérature, pendant la période de la Renaissance écossaise dans les années 1920. L'idée dominante était de retrouver une gloire culturelle passée – sur le déclin depuis la disparition de Robert Burns – en faisant revivre les spécificités de l'Écosse (notamment grâce aux langues, le scots et le gaélique), afin de contrer l'anglicisation qu'avait connu le pays ⁸. À cette époque en Écosse, le nationalisme qui pouvait s'exprimer par exemple dans la poésie de Hugh

⁵ BELL E., A. MEYER, É. MEGE-REUIL, et M. PULCE, *Le pouvoir politique et sa représentation : Royaume-Uni, États-Unis*, Neuilly, Atlande, coll.« Clé Concours », 2011 ; MEGE-REUIL É., « Second wave feminism crossing over to mainstreaming: le féminisme, du mouvement associatif au débat constitutionnel en Écosse. », Caen, 2014.

⁶ LEYDIER G., *La Question écossaise*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. « Univers anglophone », 1998. p.229, p. 41 et 45.

⁷ *Ibid.* p. 55.

⁸ LYNCH M., *The Oxford Companion to Scottish History*, New York, OUP Oxford, 2011. p. 156.

MacDiarmid (le pseudonyme de Christopher Murray Grieve), était xénophobe et outrancier. Le poète s'exprimait en Lallans (langue vernaculaire du sud de l'Écosse, autrement dit des Basses Terres ou *Lowlands*), aussi bien qu'en anglais, mais la défense de la culture propre de l'Écosse par ce nationalisme anglophobe resta marginale et circonscrite à l'entre-deux-guerres. Dans le même temps, la notion de gouvernement autonome, ou *Self-Government*, était défendue par les travaillistes. Ils étaient majoritaires en Écosse et percurent dans ce pays qui leur était favorable, une possibilité d'avancer davantage vers le socialisme, indépendamment de l'Angleterre. Plus tard, le parti travailliste se montra plus centralisateur et la revendication autonomiste (que ce soit la défense du *Home Rule* ou de l'indépendance) ne fut portée que par les nationalistes⁹.

C'est ainsi que le socle de ce qui allait devenir une réelle force politique se mit en place à cette époque. Avec la volonté – de nationalistes peu nombreux – de défendre l'autonomie des nations périphériques naquirent des partis qui incarnent les valeurs nationalistes : le *Scottish National Party*, SNP, né en 1934, comme conséquence de la fusion du *National Party of Scotland* (dont faisait partie Hugh MacDiarmid) et du *Scottish Party* (plus modéré). Il est intéressant de noter que dès les balbutiements du parti, et ce même jusque dans les années 1960, les revendications n'étaient pas systématiquement les mêmes pour tous les membres. Ainsi, certains aspiraient à des réalisations allant d'une dévolution des pouvoirs du centre à la périphérie par la création d'un parlement écossais dans l'Union britannique, capable de légiférer sur des domaines domestiques, à l'indépendance pure et simple d'un État écossais, et c'est ainsi que l'autonomie politique écossaise se définissait par une palette d'interprétations¹⁰.

Par la suite, le nationalisme se défit petit à petit de son passé anglophobe. Il se plaça historiquement à gauche sur l'échiquier politique (avec par la suite un électorat relativement similaire à celui du parti travailliste, mais sans réelle connotation de

⁹ LEYDIER G., *La Question écossaise*, *op. cit.* p. 55- 56.

¹⁰ FINLAY R., « The Early years: From the Inter-War Period to the Mid-1960s », G. HASSAN (dir.), *The Modern SNP: from Protest to Power*, Édinburgh, Edinburgh University Press, 2009, p. 19-30. p. 19.

classe ¹¹) alors qu'au contraire l'unionisme (la défense de l'Union britannique face à la dévolution de pouvoirs aux périphéries) restait marqué – entre autres – par le conservatisme : en effet, le parti conservateur se nomme bel et bien « parti conservateur et unioniste » depuis 1909. Le parti est associé à l'unionisme depuis son alliance avec une faction unioniste du parti libéral opposée au *Home Rule* de Gladstone en 1886 et a intégré cette idéologie en fusionnant officiellement avec la faction libérale en 1912. Par ailleurs, le parti travailliste est traditionnellement unioniste aussi (à quelques exceptions près), pour des raisons idéologiques propres : le parti n'était pas totalement opposé à l'idée d'autonomie pour l'Écosse, mais il ne s'agissait pas d'une priorité, d'autant plus que cela allait contre l'idée d'un État central davantage interventionniste et de plus de planification économique et sociale. L'État s'était engagé dans la nationalisation et la création d'un état providence (*Welfare State*) après la Seconde Guerre mondiale : l'autonomie écossaise ne pouvait coexister simplement avec cette vision de la société ¹².

Le parti nationaliste écossais gagna un siège parlementaire pour la première fois en 1945, lors d'élections partielles (siège détenu pour quelques mois seulement puisqu'il fut perdu aux élections suivantes), mais sa présence dans les instances politiques resta longtemps anecdotique. De plus, après la Seconde Guerre mondiale, le sentiment d'appartenance à l'Union britannique était fort, et hormis quelques résurgences nationalistes (par exemple le vol de la pierre du destin – *Stone of Destiny* ou *Stone of Scone* – à l'abbaye de Westminster en décembre 1950), la grande majorité des Écossais semblaient se satisfaire de leur double identité nationale, écossaise et britannique.

Plus tard, dans les années 1960, le nationalisme fit son entrée dans la politique courante (*mainstream politics*) lorsque le SNP gagna ses premières élections successives. Tout du moins, il ouvrit une brèche (beaucoup parlent de « *breakthrough* » ¹³) en gagnant ses premiers sièges au Parlement britannique. Il se créa

¹¹ MCCRONE D., *Understanding Scotland: The Sociology of a Nation*, 2nd edition, Routledge, 2001. p. 26.

¹² FINLAY R., « The Early years: From the Inter-War Period to the Mid-1960s », *op. cit.* p. 26.

¹³ MITCHELL J., « From Breakthrough to Mainstream: The Politics of Potential and Blackmail », G. HASSAN (dir.), *The Modern SNP: from Protest to Power*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2009,

en effet une place dans la politique britannique, dans un premier temps grâce à l’emblématique Winnie Ewing qui remporta en 1967 l’élection partielle de Hamilton, jusque-là bastion travailliste. C’est ainsi que l’élue nationaliste se rappelle de cet évènement:

Amid the mixed emotions of pride and victory and the feeling of gratitude to all who achieved the remarkable result at Hamilton, I myself knew that I was taking part in a moment of history ¹⁴.

Pour certains commentateurs, la présence des nationalistes qui s’ensuivit à Westminster n’était pas suffisamment substantielle pour que l’on puisse considérer le parti comme intégré à la vie politique courante, néanmoins, le SNP gagna en visibilité. Selon James Mitchell :

The Hamilton by-election in 1967 was an important milestone in the party’s development. But, contrary to the hopes of SNP members, it did not bring the party into the mainstream. It would remain outside the political mainstream until the establishment of the Scottish Parliament ¹⁵.

C’est la définition même de « *mainstream* » qui est ici en jeu : entend-on par là le fait d’atteindre une certaine part de l’électorat, ou encore d’obtenir un nombre seuil des élu-e-s ? Pour James Mitchell, il s’agit clairement du poids politique dans une institution, de la présence numérique d’élue-e-s d’un parti donné, qui peut ainsi peser sur la législation. Pour notre part, nous envisageons la capacité – même symbolique – du parti à faire entendre ses revendications, et ce éventuellement aux côtés d’autres partis politiques, mais aussi le poids du soutien de la population. Il faut ici prendre en compte l’impact du système électoral britannique (du scrutin uninominal à un tour et à majorité simple) qui ne favorise évidemment pas les partis les plus modestes par leur taille. Puisqu’en 1974, le SNP gagna 7 sièges au parlement de Westminster (sur les 71 sièges écossais) avec 22% des voix aux élections législatives de février et 11 sièges avec 30,4% des voix à celles d’octobre, le terme de « *breakthrough* » utilisé par Mitchell est

p. 31-41 ; FINLAY R., « The Early years: From the Inter-War Period to the Mid-1960s », *op. cit.*, pour ne citer qu’eux.

¹⁴ EWING W., *Stop the World: the Autobiography of Winnie Ewing*, Édimbourg, Birlinn, 2004. p. 3.

¹⁵ MITCHELL J., « From Breakthrough to Mainstream: The Politics of Potential and Blackmail », *op. cit.* p. 31.

bien le moindre des qualificatifs. Pourtant, il est vrai que les membres du parti ne s’engageaient pas pour des raisons carriéristes à cette époque, et cela resta vrai jusqu’à très récemment. Sandra White est actuellement une élue au parlement écossais, et elle décrit le parti ainsi :

The SNP, ten, fifteen, twenty years ago, wasn’t somewhere you came to to get a career. It was a movement and a belief. [...] you never joined the SNP for a career. That is a big difference. Maybe now it’s changing.¹⁶

De plus, elle fit partie d’une génération attirée par le parti et ses idéaux alors qu’il vivait des moments difficiles :

I obviously didn’t join them when we were on a high. I joined when we were down in the doldrums after 79; I joined just after that, basically. So, nobody could accuse you of jumping on the bandwagon when you’re unsuccessful. A number of people I know joined at that particular time as well¹⁷.

Fergus Ewing exprime le même point de vue, qu’il étend au gouvernement actuel de l’Écosse :

There is something that is quite important to understand about the SNP, and that is that very few of the Scottish government ministers ever expected it to be a career. We didn’t go into politics to get a career. We fought elections expecting privately to lose, but the reason we were all in the SNP was to win independence for Scotland, so for those of us who were elected, almost all of us have done a job before that in life. I was a lawyer and ran my own legal practice, the First Minister was an oil economist with the Royal Bank, John Swinney worked in finance and the financial sector for a variety of companies including, I think, Amicable Life Insurance, Nicola Sturgeon was a lawyer, Michael Russell was a writer, a journalist, a broadcaster. In other words, all of us didn’t see politics as a career¹⁸.

¹⁶ WHITE S., « Entretien avec Sandra White, députée nationaliste au Parlement écossais pour la circonscription de Glasgow Kelvin. »

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ EWING F., « Entretien avec Fergus Ewing, député nationaliste au Parlement écossais pour la circonscription de Inverness and Nairn et ministre à l’énergie, à l’entreprise et au tourisme ».

Winnie Ewing avait ouvert la voie, et reste un modèle pour de nombreux nationalistes¹⁹, d’autant qu’elle a siégé aux trois parlements qui représentent les Écossais : britannique d’abord, puis européen et enfin écossais. Son fils, Fergus Ewing lui attribue même le succès du parti dans les années qui ont suivi son élection en 1967:

I felt that growing up, my mother was very famous, having won a big by-election in 1967, the Hamilton by-election, her slogan was “Stop the world: Scotland wants to get on.” She was really – not the first MP for the SNP – but she really, I think, kind of inspired the spirit of a nation. She inspired Scots, Labour looked a bit too grey, stale and male and running out of ideas, and she burst unto the scene, was colourful, female, confident and that led, I think, to success of the SNP in the 70s and then, after a while, in the 90s²⁰.

Dans les années 1960, le SNP fit figure de novateur en projetant sur le devant de la scène des femmes jeunes et charismatiques qui défendaient des idées peu entendues alors, s’opposant aux hommes, grisonnants par leur âge ou par le manque de modernité et d’originalité de leur idée (et de leurs costumes). De nos jours encore le parti aime à mettre en évidence les femmes fortes qui le dirigent, notamment la vice-présidente Nicola Sturgeon.

Dès lors, la demande d’une plus grande autonomie par rapport à Londres des différentes nations – principalement de l’Écosse – gagna en importance, même si l’ampleur du SNP n’était pas encore entièrement prise au sérieux par les partis britanniques et que le parti nationaliste était encore relativement peu soutenu par l’électorat écossais. Cependant, le vote nationaliste ne pouvait alors plus être perçu comme un vote uniquement contestataire, comme une simple désillusion envers le parti travailliste au pouvoir en 1967 (mais il en va de même pour les gouvernements conservateurs par la suite) : les élections de candidat-e-s nationalistes se succédèrent alors au Parlement britannique. Winnie Ewing avait ouvert la voie, et reste un modèle pour de nombreux nationalistes²¹. De plus, il ne faut pas sous-estimer le soutien au

¹⁹ Cf chapitre 5 : 2.2.1.

²⁰ EWING F., « Entretien », *op. cit.*

²¹ Cf chapitre 5 : 2.2.1.

Home Rule des autres partis écossais, notamment les libéraux²². Enfin, cette période est aussi celle qui marqua un réel schisme entre le vote écossais (majoritairement en faveur des travaillistes) et le vote anglais (encore partagé entre les deux grands partis, travailliste et conservateur) ; une tension s'amorça, qui renforça les défenseurs du *Home Rule* dans leurs convictions (les années 1980 viendront confirmer cela bien plus spectaculairement). Cette divergence entre les deux électorats écossais et anglais face aux partis conservateur et travailliste s'accompagna aussi d'une montée du vote nationaliste en Écosse. Ces deux tendances sont interconnectées sans pour autant être la conséquence l'une de l'autre ; elles sont très représentatives des changements sociaux de l'après-guerre²³. C'est par ailleurs de cette dichotomie que l'argumentaire en faveur de l'autonomie politique se servira pour prouver la nécessité politique d'instances plus proches d'une société écossaise différente d'une société anglaise.

Par la suite, lors des élections législatives d'octobre 1974, le SNP bénéficia de l'impact de son slogan "*It's Scotland's oil*", qui faisait référence au pétrole découvert dans les années 1960 dans la Mer du Nord, et de l'argent qui devait, selon le parti, revenir au pays seul et non au Royaume-Uni – motif qui perdure jusqu'à nos jours et à la campagne pro-indépendance. Selon le SNP, l'Écosse, si elle devenait indépendante, aurait accès à une source de revenus substantielle.

Par ailleurs, quelques velléités d'autonomie apparurent même au sein du parti conservateur puisqu'un petit nombre de députés fondèrent en 1967 le *Thistle Group*, qui défendait les idées du *Home Rule*. Ils restèrent naturellement peu nombreux au sein du parti qui se nomme officiellement *Conservative and Unionist Party*, tout comme l'était les minorités favorables au *Home Rule* dans les autres grands partis (travailliste et libéraux).

²² ATTWOOL E., « Entretien avec Elspeth Attwool, anciennement députée libérale démocrate au Parlement européen ».

²³ MCCRONE D., *Understanding Scotland*, op. cit. p. 107.

1.1.2 – Vers un premier référendum

Dans les années 1970, la décentralisation politique devint une préoccupation incontournable pour le gouvernement britannique, notamment à cause de la présence des nationalistes au Parlement britannique. C'est en effet ce que signifie le terme « dévolution » : la décentralisation des pouvoirs d'une instance centrale (ici, le Parlement de Westminster) vers des institutions locales (à l'époque, une potentielle assemblée écossaise). Elle peut prendre différentes formes (et tous les nationalistes n'aspiraient alors pas à la même), mais le principe reste le même. Ainsi, dans les années 1970 émergea le fait que la simple dévolution administrative ne suffisait plus à contenter les aspirations autonomistes : les nationalistes souhaitaient remplacer le *Scottish Office* qui n'avait aucun pouvoir décisionnel. Ce ministère britannique créé en 1885, installé à Édimbourg à la fin des années 1930 avait vu ses prérogatives s'accroître au fil de ses décennies d'existence (agriculture, pêche, éducation, santé, prisons puis *National Health Service*, le système de santé, électricité, transports maritimes et routiers), mais son champ d'action restait cantonné à l'application de décisions prises à Londres, respectant la politique du parti à la tête du gouvernement britannique²⁴. Le choix de terminologie s'éloigna de l'expression « *Home Rule* » (voire même de « *self-government* »), au profit de dévolution à cette période, l'idée de créer une assemblée paraissait plus réaliste que l'obtention d'un réel transfert de pouvoirs vers une Écosse autonome. Pour David McCrone, il ne s'agissait pas d'une simple aspiration nationaliste poussée à son extrême, il était question d'améliorer le quotidien d'un peuple : « A Scottish Parliament was seen as a means to an end, and that end was better government and an expected improvement in social and public welfare.²⁵ »

L'équilibre qui avait été atteint avec l'Union des couronnes anglaises et écossaises (*Union of the Crowns*, 1603) et surtout avec l'Union des Parlements (*Act of Union*, 1707) entre l'Écosse et l'Angleterre et le pays de Galles semblait se rompre. L'Union ne possédait désormais plus aussi clairement l'attrait de 1707 ; si l'Union avait semblé largement bénéfique au pays, l'idée que l'Écosse n'était plus correctement représenté faisait son chemin.

²⁴ CAMP-PIETRAIN E., *L'Ecosse et la tentation de l'indépendance*, op. cit. p. 27.

²⁵ MCCRONE D., *Understanding Scotland*, op. cit. p. 123.

C’est donc dans ce contexte, sous l’influence de la poussée nationaliste dans les périphéries, surtout en Écosse, que le gouvernement travailliste de Harold Wilson mit en place en avril 1969 une commission royale présidée par Lord Crowther (connue sous le nom de *Royal Commission on the Constitution*, ou initialement *Crowther Commission*) chargée d’étudier les potentielles formes à donner à cette dévolution. Si Wilson semblait satisfaire la demande nationaliste, il cherchait en réalité à gagner du temps – ou plutôt à en perdre, puisque, tel qu’il le déclara lui-même, il espérait que la commission « *spend years taking minutes*²⁶ » – car il n’était absolument pas acquis à la cause de la dévolution, et espérait voir le SNP s’effacer de la scène politique avant que la commission n’aboutisse à une conclusion. Parallèlement, en 1968 à Perth, Edward Heath, alors à la tête du parti conservateur (et donc d’opposition), tint aux membres écossais de son parti – unioniste – un discours en faveur de la dévolution des pouvoirs vers une assemblée écossaise, promettant des réformes²⁷. Ce discours ne fut suivi d’aucun effet lorsque les conservateurs reprirent la tête du pays en 1970, mais tend à prouver que la thématique de la dévolution est épineuse pour tous les grands partis britanniques, et ce, dès les années 1960, tant chez les travaillistes que les conservateurs.

Il en va de même pour la commission royale ; le rapport final de cette dernière (*Kilbrandon Report*²⁸ signé par onze membres sur treize) fut rendu public en 1973 par l’avocat Lord Kilbrandon lui-même, mais deux membres de la commission (l’économiste, professeur Peacock et le travailliste Crowther-Hunt) refusèrent de le signer et soumièrent leur propre rapport minoritaire (ou *Memorandum of Dissent*)²⁹. Le rejet de toute séparation et fédéralisme était le point commun. Les membres ayant signé le rapport ne partageaient pas tous le même point de vue, mais une majorité s’accorda sur une dévolution législative pour l’Écosse et le pays de Galles. Les dissidents ainsi que les signataires du rapport minoritaires envisageaient la nécessité de donner à l’Angleterre aussi une possibilité d’être représentée autrement que par le gouvernement central.

²⁶ MITCHELL J., « From Breakthrough to Mainstream: The Politics of Potential and Blackmail », *op. cit.* p. 14.

²⁷ Connu sous le nom de *Declaration of Perth*.

²⁸ La commission porta le nom de Crowther jusqu’à son décès en 1972, puis prit celui de Kilbrandon.

²⁹ Cf CAMP-PIETRAIN E., *La dévolution : Écosse-pays de Galles*, Neuilly, Atlande, 2006, p. 42, ou LERUEZ J., *L’Écosse: Vieille nation, jeune Etat*, Crozon, Armeline, 2000, p. 193.

Il émergea malgré tout de ce rapport la nécessité de débattre de l'éventualité d'une réforme constitutionnelle. Harold Wilson retourna au pouvoir après les élections de février 1974, puis, disposant d'une trop faible majorité, il organisa de nouvelles élections législatives en octobre 1974. Le débat sur la dévolution s'imposa lors des élections : Wilson s'engagea à présenter une proposition de loi, qu'il rédigea sous l'influence du rapport de la commission Kilbrandon. Ainsi, un premier projet de loi pour l'Écosse (séparé du projet de loi sur le pays de Galles) fut soumis au vote du Parlement en 1976 sous le gouvernement de James Callaghan (qui fit suite à la démission de Wilson), mais il fut abandonné très rapidement car son impopularité au parlement le rendit très vite caduc. Un second projet fut proposé en novembre 1977 (*Wales Bill* et *Scotland Bill*), sorte de compromis face à la menace nationaliste et la peur de perdre les électeurs gallois et écossais qui soutenaient largement les travaillistes. En février 1978, le texte fut voté, et selon le *Scotland Act* et le *Wales Act*, ce qui fut proposé aux Écossais et aux Gallois n'étaient pas des parlements, mais des assemblées. La sanction royale fut accordée aux deux propositions de loi en juillet 1978, il ne restait qu'à soumettre ces deux textes au peuple. Dès 1976, le SNP s'était accordé lors de son congrès à Motherwell à soutenir la dévolution, qui était perçue comme une première étape (« *stepping stone* ») vers l'indépendance ³⁰.

1.2 – Le mouvement féministe

Les origines du mouvement féministe britannique sont largement attribuées aux luttes pour le suffrage féminin menée par les suffragettes au début du XX^e siècle – un mouvement parallèle avait vu le jour aux États-Unis à la fin du XIX^e siècle. Les débats sont toujours vifs quant à la définition de l'origine exacte du féminisme, car les suffragettes ne furent pas les premières à s'opposer à la société patriarcale, mais elles parvinrent en revanche à faire changer la législation. On peut parler de féminisme

³⁰ MITCHELL J., « From Breakthrough to Mainstream: The Politics of Potential and Blackmail », *op. cit.* p. 36.

moderne dès la fin du XVIII^e siècle, avec la *Défense des droits de la femme*³¹ de Mary Wollestonecraft. Cependant, il n'était alors pas encore de mouvement organisé, ni de revendications exprimées auprès des responsables politiques, par exemple, et c'est ainsi que l'on peut comprendre son travail :

She saw women as degraded by the flirtatious and chivalrous behaviour of their male companions, but the reader who expects the *Vindication* to announce a programme of sweeping radical reform will be disappointed. The book essentially calls for a revolution in manners³².

Ce que montre Valerie Sanders, c'est l'aspect privé et individuel du féminisme de Mary Wollestonecraft, qui s'adressait aux autres femmes de la classe moyenne. Il fallut attendre un siècle de plus pour que des revendications féministes se fassent entendre dans la sphère politique, davantage que particulière : le féminisme moderne émergea ainsi au Royaume-Uni en même temps que le nationalisme moderne vit le jour en Écosse.

1.2.1 – Origines : la première vague de féminisme

Les membres de la famille Pankhurst (la mère, Emmeline, ses filles, Christabel et Sylvia) sont des figures de la période qui mena les femmes (pour une partie seulement, dans un premier temps) à l'obtention du droit de vote. Toutes trois fondèrent en 1903 la *Women's Social and Political Union* (WSPU). Le mouvement des suffragettes prit une forme militante, les femmes qui y prenaient part s'engageant corps et âmes, jusqu'à mettre en péril leur intégrité physique. Le vandalisme auquel elles eurent recours les conduisit souvent en prison où elles menèrent des grèves de la faim, qui furent la raison pour laquelle le gouvernement d'Asquith fit voter une loi précisément à leur encontre³³.

³¹ *Vindication of the Rights of Woman*, 1792.

³² SANDERS V., « First Wave Feminism », S. GAMBLE (dir.), *The Routledge Companion to Feminism and Postfeminism*, Londres, Routledge, 2001, p. 16-42., p. 17.

³³ Le *Prisoners (Temporary Discharge for Ill Health) Act 1913*, aussi connu sous le nom de « *Cat and Mouse Act* ».

Mais le mouvement de défense du droit de votes des femmes n'a pas été circonscrit à un mouvement londonien. Dans le même temps, les Écossaises s'organisaient aussi, et ce dès la fin des années 1860. Après une trentaine d'années de campagne par la discussion, et face à des résultats plus que limités, certaines suffragettes se tournèrent vers des méthodes plus radicales. L'anglais permet d'opérer une distinction intéressante entre *suffragists* – qui voulaient simplement obtenir le droit de vote pour les femmes – et *suffragettes* – qui souhaitaient la même chose, mais étaient prêtes à avoir recours à la violence. Les Pankhurst et les militantes qui œuvraient à leurs côtés faisaient partie de la seconde catégorie, Millicent Fawcett et sa *National Union of Women's Suffrage Societies*, fondée en 1897, en revanche, étaient plus pacifistes.

De plus, le conflit interne à la famille Pankhurst quant à l'attitude à adopter face à la guerre – opposant Sylvia la défenseur de la paix, à Emmeline et Christabel les patriotes voulant soutenir l'effort de guerre – se reflète aussi en Écosse. Quelques figures notables émergèrent, telles que Helen Crawford ou encore Chrystal MacMillan, personnages emblématiques des campagnes pacifistes au moment de la Première Guerre mondiale, et fondatrices d'un mouvement actif aujourd'hui encore, autour de la *Women's International League for Peace and Freedom*, par exemple. Helen Crawford avait été garde du corps d'Emmeline Pankhurst avant que celle-ci adopte une posture en faveur de la guerre, inacceptable pour Helen Crawford³⁴. D'autres suffragettes prirent part au militantisme ; Dorothea Chalmers Smith, une des premières femmes médecins à être formée à la Queen Margaret Medical School, fut arrêtée pour avoir mis feu à une demeure et entama une grève de la faim en prison. Ses actions la menèrent même à divorcer de son mari, le révérend Jessie Stephen aussi eut recours à la violence et l'illégalité, puisqu'elle prit part à des attaques à l'acide à l'encontre de boîtes-aux-lettres.

Un autre personnalité marquante est celle de Mary Barbour, issue de la classe ouvrière, rapidement membre du *Independent Labour Party* et qui mena le mouvement des « *Glasgow rent strikes* » en 1915, lorsque les propriétaires augmentèrent les loyers. Elle organisa un mouvement d'opposition, parmi les femmes de Govan. Elles menèrent ainsi des grèves des loyers, grâce à un guet avertissant les femmes qui venaient à leurs

³⁴ EWAN E., S. INNES S., S. REYNOLDS, et R. PIPES, *The Biographical Dictionary of Scottish Women: From Earliest Times to 2004*, Reprint edition., Édinburgh, Edinburgh University Press, 2007.

occupations de l’arrivée des représentants de la loi grâce à des crécelles. Les manifestations connurent une ampleur considérable et les militantes se virent attribuer le nom de « *Mrs Barbour’s Army* ». Elle devint par la suite la première femme travailliste élue au conseil municipal de Glasgow en 1920, puis magistrat et enfin première femme bailli de Glasgow en 1924. Elle contribua grandement à l’établissement de la *Women’s Welfare and Advisory Clinic*, le premier centre de planning familial – pour femmes mariées – de Glasgow³⁵.

Les femmes en Écosse firent ainsi campagne, tout comme celles du reste du Royaume-Uni, jusqu’à obtenir dans un premier temps du Parlement le *Representation of the People Act (1918)* qui donnait le droit de vote aux femmes de plus de 30 ans. Mais la lutte se poursuivit – plus discrètement – pendant dix ans encore, jusqu’au vote du *Representation of the People Act (1928)* qui accorda le droit de vote à toutes les femmes de plus de 21 ans.

1.2.2 – La deuxième vague

Dès la fin des années 1960 émergea un nouveau courant féministe, cette fois non plus centré sur la question du droit de vote, mais sur une multiplicité de sujets qui touchent les femmes dans leur vie quotidienne, de la sphère privée à la sphère publique, où elles n’avaient pas encore toute leur place. Connue sous le nom de *Women’s Liberation Movement* en Écosse et dans le reste du Royaume-Uni, le mouvement connut différentes périodes sur lesquelles nous reviendrons plus longuement par la suite. Il s’agit ici d’illustrer l’émergence idéologique du mouvement de libération des femmes telle qu’elle se produisit à l’aube de la période du débat constitutionnel en Écosse. Esther Breitenbach et Fiona Mackay décrivent la première d’entre-elles ainsi :

Following an initial phase in which groups often concentrated on consciousness-raising and on one-off protests and demonstrations highlighting

³⁵ *Ibid.* p. 28-29.

sexist and discriminatory practices, a number of campaigning groups emerged focusing on issues such as abortion rights or domestic violence ³⁶.

Les idées commencèrent à se répandre dès la fin des années 1960 en réalité, mais elles prirent de l'ampleur et se matérialisèrent davantage dans les années 1970 et 1980. Il faut en effet concevoir que le mouvement émergea dans les années 1970 et se poursuivit, sous des formes différentes. Dans les années 1980, les idées féministes ne furent plus seulement cantonnées au milieu associatif, elles entrèrent dans la sphère politique.

The 1980s witnessed the transition of feminist ideas to other organizations such as trade unions and the Labour Party as feminist activists entered them in increasing numbers in response to the rise of Thatcherism. Municipal feminism emerged in Scotland in the mid-1980s, while the renewed debate on devolution began to attract more active engagement from feminists ³⁷.

De cette entrée dans le domaine politique, découla une arrivée sur la scène du débat constitutionnel :

As the devolution campaign took off in the 1990s, an alliance of women activists and organizations demanding equal representation and women-friendly political institutions made their presence felt. At the same time, high-profile local authority campaigns against violence against women became a salient feature of the Scottish political scene following the launch of the Zero Tolerance campaign by Edinburgh District Council in 1992 ³⁸.

Plus tard, les velléités égalitaires entre les genres s'intégrèrent même à la politique et à ses nouvelles formes en Écosse :

By 1999 the Scottish Parliament had been created and had seen women's share of representation in the new institution reach Scandinavian-style levels. The 2000s have seen the institutionalization of gender and other equalities

³⁶ BREITENBACH E. et F. MACKAY, « Feminist Politics in Scotland from the 1970s to 2000s: Engaging with the Changing State », E. BREITENBACH et P. THANE (dir.), *Women and Citizenship in Britain and Ireland in the Twentieth Century: What Difference Did the Vote Make*, Londres, Continuum, 2010, p. 153-170. p. 154.

³⁷ *Ibid.* p. 154.

³⁸ *Ibid.* p. 154.

within the new political machinery created by devolution, while feminist organizations have negotiated a new relationship with this reconfigured state³⁹.

Dans un premier temps, les femmes qui s'initiaient à une pensée féministe (qui n'était naturellement pas homogène) le firent grâce à des lectures que les militantes évoquent largement⁴⁰. Ce qui se mettait en place en Écosse était à la fois très similaire à ce qui émerge dans d'autres pays occidentaux – d'où la variété des écrits lus – mais à cela s'ajoutait une dimension plus locale. L'idée qu'il fallait défendre les droits des femmes, et qu'elles n'étaient pas les égales des hommes dans la société patriarcale s'accompagna de la nécessité de défendre des femmes en difficulté près de soi. De plus, dans les années 1970 (jusque dans les années 1990), il était coutumier de percevoir la société écossaise comme tout particulièrement machiste :

An interest in Scottish identity began to emerge in the mid-1970s, indicated, for example, by the launch of the Scottish Women's Liberation Journal in 1977. There were two factors influencing this. First, some approaches and analyses offered by North American feminists or by feminists based in the South of England did not fully resonate with Scottish experience, and this stimulated a desire to understand better the nature of Scottish society and history, and women's place within these. Secondly, there was a shared perception that Scotland was more culturally backward than the US and than England, and that it was more male-chauvinist and sexually repressive. Also commonly accepted was a view of the Scottish Calvinist heritage as patriarchal, authoritarian and oppressive. Again this fuelled the notion that understanding this specific historical, social and cultural configuration was necessary if feminists were to find a way of effectively challenging it⁴¹.

³⁹ *Ibid.* p. 154.

⁴⁰ THE WOMEN'S LIBRARY, *The UK Women's Liberation Movement: Scottish Women's Liberation Movement Workshop*, Université d'Édimbourg, 2009.

La Femme eunuque de Germaine Greer, *Le Deuxième Sexe* de Simone de Beauvoir et *Hidden from History: 300 years of Women's Oppression and the Fight against it* de Sheila Rowbotham en sont des exemples largement cités.

⁴¹ BREITENBACH E. et F. MACKAY, « Feminist Politics in Scotland from the 1970s to 2000s: Engaging with the Changing State », *op. cit.* p. 155.

La société écossaise actuelle tend à être vue en terme de relations hommes-femmes et droits des femmes ⁴² comme tout autre société occidentale. Ceci semble rendre invalide le strict parallèle entre la prise de conscience d'une identité écossaise spécifique dans le mouvement de libération des femmes et une prise de conscience identitaire nationale écossaise dans la société en général, qui naquit après la Seconde Guerre mondiale et reste vraie de nos jours ⁴³. Pourtant, une dichotomie semblait exister entre l'Écosse d'une part, et l'Angleterre, par exemple, d'autre part en ce qui concerne les années 1980-1990 ⁴⁴ : les expériences que vivaient les femmes actives dans le mouvement de libération des femmes en Écosse étaient perçues comme différentes de celles que connaissaient les femmes du reste du Royaume-Uni, mais cela n'était pas lié au nationalisme qui prenait une certaine ampleur en parallèle.

Siân Reynolds, professeure honoraire à l'Université de Stirling, a été très active dans les milieux féministes dans les années 1970-80 ; elle explique les raisons de l'engagement de sa génération par l'enfance qu'elle a connue – pour sa part au pays de Galles :

Anna Davin ⁴⁵ once said to me, 'We're, we're war babies. Did you grow up in an all-female household?' And I said, 'Yeah.' [laughs] And she said, 'Do you know, a lot of us grew up without authority men around.' And I thought, well, is it something to do with generation then or isn't it, that a lot of people who became active in the Sixties and Seventies grew up like this? Because, contrary to what you might think about Wales, it's not run by rigger players and male voice choirs; it's run by aunties ⁴⁶.

La culture populaire veut que les deux guerres mondiales aient été émancipatrices pour les femmes, qui sont sorties de la sphère du privé pour occuper les emplois des hommes partis au front, et dans une certaine mesure, Siân Reynolds apporte un témoignage concordant. Le pays de Galles de son enfance était donc

⁴² Cf, par exemple, Annexe 4 : LAMONT J., « Entretien avec Johann Lamont, députée travailliste au Parlement écossais pour la circonscription de Glasgow Pollock » ; GILMORE S., « Entretien avec Sheila Gilmore, députée travailliste au Parlement britannique pour la circonscription d'Édimbourg Est. »

⁴³ MCCRONE D., *Understanding Scotland*, op. cit. p. 160.

⁴⁴ Cf chapitre 3 : 1.2.1.

⁴⁵ Universitaire, historienne et militante féministe.

⁴⁶ THE WOMEN'S LIBRARY, *The UK Women's Liberation Movement: Scottish Women's Liberation Movement Workshop*, op. cit.

sociologiquement marqué par les femmes, et voir la société menée par les femmes en quelque sorte semble avoir été révélateur pour certaines femmes de cette génération. C’est ainsi qu’elle se souvient avoir été touchée par le mouvement :

[...] looking back it seems to me that ’68, ’9, ’70, there was suddenly a shift, and women’s liberation kind of, came up, and it was as if we thought, yes, this is of course what we’ve been, what we’ve been thinking and waiting for. [...] and we were trying to live like feminists, and it wasn’t that easy⁴⁷.

Alors, les groupes de sensibilisation (*consciousness raising groups* ou *CR groups*) se multiplièrent, notamment dans les grandes villes comme Glasgow et Édimbourg, et dans les universités. Les étudiantes s’y rencontraient, échangeaient des idées, prenaient conscience de vivre des expériences similaires. Jane Meagher en parle en ces termes :

I can remember a time in the Seventies in particular when, one of the first questions you asked a woman, another feminist, was, ‘What CR group are you in?’ And it was a kind of, network of CR groups across the city. And I think the connections between the different groups were many and varied, some more informal than formal. But they were certainly very healthy⁴⁸.

En dehors des grosses agglomérations que sont Glasgow et Édimbourg, les réseaux étaient plus fragiles. L’auteur Margaret Elphinstone se souvient des difficultés qu’elle a rencontrées lorsqu’elle habitait l’archipel des Shetland :

Then I found myself in Shetland, and, we, I was one of the founder members of the Shetland Women’s Group, I think we started in 1974. What you say about marginal, being, feeling marginalised, we felt we were way up there. We got your WLM newsletters sent up to us in Shetland. I was taking Spare Rib, probably from one of the early issues. But we thought we were out of it, we were way up there. And, we started our CR group, it was extraordinarily powerful, but, there was already a split, some of us thought we should be doing the CR, which I could have done till kingdom come, and, political activism. So we were doing both. And the political activism, I think looking back, and it seemed quite small at the time, but it was significant, we looked at the 1968 women’s liberation charter. We looked at what was on it, and none of this seemed to be happening in Shetland. [...]

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ *Ibid.*

Living on an island, I was torn between my new convictions and a desire to keep quite a low profile. They were exciting times, they were also scary⁴⁹.

Son témoignage permet de mettre en lumière différents aspects du mouvement, des mouvements pourrait-on dire. En effet, il existait tout d'abord une dichotomie entre les grandes villes, au Sud du pays, qui concentraient population et forces vives, et les plus petites agglomérations qui étaient davantage excentrées. D'autres facteurs créèrent des dissensions au sein des groupes, c'est ainsi qu'elle l'explique:

In the women's group, and with some of the women I met, it was difficult having to defend my marriage and living with a man to women who were much more into radical feminism than I was. I felt judged, and I felt a tension between my home and the women's group, that I never reconciled. But what we did in that women's group I think was much more powerful than we realised, because we thought we were out on a limb. I don't think we were now.

[...] So there was a class thing. And there was also the thing that you couldn't be quite radical enough.[...] I think I was struggling between what I saw as a dichotomy between a heterosexual sexuality and wanting this sisterhood and wanting the things you talked about, that, there were men in my life, and, little boys in my life too, so, you know, other people's sons and so on, and, how do I reconcile all this? This seemed very difficult issues at the time. [...] And another thing I found difficult was the total utter complete chaos of not having patriarchal structures and hierarchies. [laughter] [...] It was difficult, we couldn't make a new politics⁵⁰.

Les oppositions étaient alors multiples : les différences de classe, de sexualité, d'origine, tout pouvait potentiellement influencer le positionnement idéologique et diviser les féministes. Cependant, ce qui rassemblait les femmes qui s'engageaient alors était un réel sentiment d'appartenance à un groupe, une connivence liée à la transgression, tel que le montre Margaret Elphinstone :

Much later when I was teaching students feminist theory and women's writing, I would try to communicate that when we were first reading this stuff, talking to each other, in our CR groups, it was new, and it was exciting, and we were transgressive. It wasn't an academic exercise, and people didn't think we were good for doing it, or academic or intelligent or, clever; they thought we

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ *Ibid.*

were crazy. [laughter] And, it's that, it was being, I'm going out on a limb here, I'm actually doing dangerous stuff, people don't approve, my family think I've gone off my head. But, it was very very exciting, and I was, I don't have any sisters, biologically, I was finding sisters⁵¹.

De plus, les groupes de sensibilisation se donnaient différents desseins, de la diffusion des idées au militantisme plus radical :

I think, there was a split then, and I think that there still is sometimes, between activism and consciousness-raising, and I think when I look back to the early days of consciousness-raising, it's difficult to remember the extent of the silence and ignorance, that we felt very isolated. There were issues that had never ever been mentioned. And that was what the personal is political, which was a new thing then, was about, was discovering that things we thought were just ourselves, were actually shared, and those early groups were so powerful when you would go round a group of women and you would find out that it wasn't just you that had feelings about this, it wasn't just you that had experienced harassment or sexism or whatever it might be. And, it also took off a load of guilt, that you thought that that was something you had done, you had drawn upon yourself. And [the groups] were political; it wasn't a retreat from the political, and it wasn't instead of activism, it was as well as, and necessary to inform and underpin the activism⁵².

« *The personal is political* »⁵³ fut un slogan caractéristique du mouvement de la deuxième vague, lié au concept de sensibilisation et trouvant son origine dans le mouvement de libération des femmes des Etats-Unis. L'idée était de transformer l'expérience personnelle en analyse politique⁵⁴, majoritairement liée au socialisme de la classe ouvrière⁵⁵. Pour Sheila Gilmore, il convient de ne pas opposer totalement sensibilisation et militantisme malgré tout, l'un nourrissant l'autre au sein du

⁵¹ *Ibid.*

⁵² *Ibid.*

⁵³ Ce fut notamment le titre donné à un essai de Carol Hanisch en 1969 (HANISCH C., « The Personal is Political », *Notes From the Second Year: Women's Liberation*, New York, Radical Feminism, 1970), qui popularisa l'expression, lisible sur son site :

http://womenshistory.about.com/od/feminism/a/carol_hanisch.htm.

⁵⁴ THORNHAM S., « Second Wave Feminism », S. GAMBLE (dir.), *The Routledge Companion to Feminism and Postfeminism*, Londres, Routledge, 2001, p. 30-31.

⁵⁵ *Ibid.* p. 39.

mouvement de libération des femmes⁵⁶. Il se produisit ce même échange aux Etats-Unis, puisque la multiplication des groupes de sensibilisation coexista avec des actions marquantes, comme la manifestation contre le concours de beauté *Miss America* en 1968.

Un des motifs caractéristiques du mouvement était la croyance en la nécessité de partager les expériences, de faire sortir celles-ci de la sphère de l'intime qui confine à l'isolement, voire parfois la honte. Jane Meagher évoque cette période : « One of the things that we tried to do, most of us, was to live our lives in a different way. Do you remember all the slogans, do you remember 'The Personal is Political'?⁵⁷ » Les croyances s'appliquaient ainsi à la façon de vivre, qui elle-même était un reflet politique, une prise de position qui s'affiche. De ces idéaux naquirent donc des actes militants, des manifestations mais aussi des groupes d'action concrète qu'évoque Sheila Gilmore (et qui seront le sujet de la première partie du chapitre suivant) :

I think we have come a long way. And one of the other things I wanted to say about the 1970s is actually, how much progress we made in a remarkably short time. And we, I think we have to remember that and hold on to that. Because, those first groups that were starting in Scotland, like the group we started in Edinburgh in 1970, by 1973 I think we had a Women's Aid group started up [...] it was done because, two or three women who had been in that early group wanted to do something, we talked about it in general terms, that they actually got together and said, 'Well, if we're going to get this thing off the ground, we've actually got to go away and kind of do it and not just talk about it',⁵⁸.

La diffusion des idéaux dès la fin des années 1960 a ainsi atteint différentes générations. À titre d'exemple, Johann Lamont, à la tête du parti travailliste écossais de décembre 2011 à octobre 2014, estime que son féminisme est né dès son plus jeune âge. Elle décrit son parcours vers la pensée féministe (et socialiste) ainsi :

⁵⁶ THE WOMEN'S LIBRARY, *The UK Women's Liberation Movement: Scottish Women's Liberation Movement Workshop, op. cit.*.

⁵⁷ *Ibid.*

⁵⁸ *Ibid.*

Well, it's interesting because I think what happened to me was ever since I was young – my mother was a very strong person. I wouldn't have used the term “feminist” but of course, coming through the 70s and the kind of fight against this world and that kind of stuff, and my whole family believed very much in education and they didn't say, well “your education is less important” than my brother's. So from that point of view, although in a lot of ways we were living in very traditional structures, I was very valued for my own abilities. And, when I was at school, I was in school with boys and girls, and I regularly beat the boys and I know I wasn't intimidated by them in any way, shape or form⁵⁹.

Dans un premier temps, Johann Lamont n'a pas senti d'identité de genre ou de classe au sein de sa famille, mais c'est en entrant à l'université qu'elle a pris conscience des inégalités qui l'entouraient :

But when I went to university - which would be 74 - there was that beginning of the debate around, particularly domestic abuse, which really had an influence on me. Erin Pizzey wrote a book called *Scream Quietly or the Neighbours Will Hear*, and I wasn't aware of people in my own family or anything who suffered domestic abuse. I'd heard sometimes of men being very violent to their wives, out in the street in Glasgow you could hardly hide from it. So it wasn't something that was close to me. When I went to university I kind of thought, “actually it doesn't matter how clever that woman is, if she's living in that circumstance”. So, I had quite a meritocratic view; that I would do well because I was clever. Then I started thinking the evidence was there in front of you: actually no matter how clever you are, there comes a point where it's not enough. So, of course you heard a lot of talk about the heady days of Germaine Greer and women's structure and organisation beginning to develop⁶⁰.

C'est en prenant la mesure de ces différences entre membres d'une même société qu'elle dit s'être tournée vers le parti travailliste :

But I did go into the Labour Party and I didn't go into some of the women's parties and I didn't go into some of the alternate left parties because they weren't rooted in people's real life experience. [...] So, forward to my late thirties: already active as a feminist and a women's organizer and as a woman inside my own party for 20 years⁶¹.

⁵⁹ LAMONT J., « Entretien », *op. cit.*

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ *Ibid.*

La prise de conscience de Johann Lamont est suivie de la volonté d'agir, d'un engagement afin de mettre fin aux inégalités perçues, en tant que féministe et en tant que socialiste. Elle décrit le moment où elle atteint une maturité, pendant ses études, en plein mouvement de libération des femmes (on ne peut citer plus marquant que Germaine Greer qui écrit en 1971 dans *The Female Eunuch* : « *This book is part of the second feminist wave* ⁶².») À ce contexte féministe s'ajoute le socialisme du parti travailliste qu'elle choisit afin de combattre toutes les inégalités sociales, pas seulement celles ayant trait au sexisme, aux relations entre hommes et femmes.

2 – Un terrain d'action commun s'ouvre aux deux mouvements : le chemin vers la dévolution

2.1 – Une route semée d'embûches

Il est aisé, avec le recul, de voir en cette période de fin du XX^e siècle un moment favorable aux idéaux renaissants évoqués précédemment. Pourtant, lorsque s'ouvre la période donnée à étudier ici, en 1979, rien ne laisse présager que les revendications des un-e-s ou des autres seront entendues sous – relativement – peu, et encore moins qu'elles se rencontreront fortuitement dans les débats.

⁶² THORNHAM S., « Second Wave Feminism », *op. cit.* p. 29.

2.1.1 – L'échec du premier référendum

Le Scotland Act 1978 offrit aux Écossais la possibilité de voter en faveur d'une assemblée qui aurait pu voter des lois concernant des domaines dévolus, et c'est le 1^{er} mars 1979 qu'un référendum demanda aux Écossais s'ils souhaitaient que certains pouvoirs concernant l'Écosse soient décentralisés et soient donc retirés à Westminster, le Parlement britannique à Londres. Il devait exister quatre types de pouvoirs, ceux qui auraient été du domaine de l'assemblée écossaise (concernant la santé, l'éducation, le logement et les transports par exemple), ainsi que ceux qui seraient restés réservés à Westminster et aux ministres britanniques (comme les affaires étrangères, la finance ou le commerce extérieur). Deux autres catégories hybrides auraient été créées : celles des pouvoirs réservés au secrétaire d'État pour l'Écosse (agriculture, police, notamment) et enfin les pouvoirs partagés, dont Westminster serait resté responsable mais dont l'exécutif écossais aurait assuré la mise en œuvre (il s'agissait de domaines très spécifiques, liés à la pollution ou la santé publique pour ne citer que ces exemples)⁶³.

Le *Scottish National Party* décida de soutenir le projet de dévolution, malgré le manque d'ambition de celui-ci. Cela n'allait pas de soi pour le parti ; le ralliement à la cause intervint tardivement et il ne fut pas porté par l'intégralité du parti. Il était en quelque sorte nécessaire de sauver la face et le SNP s'engagea dans la campagne tardivement et timidement.

La campagne référendaire qui le précéda fut naturellement le lieu de l'affrontement entre partisans et opposants. « *Yes for Scotland* » était une organisation inter-partisane qui regroupait le SNP, le *Scottish Labour Party*⁶⁴, les libéraux et des représentants de la société civile. Le SNP, qui s'était d'abord montré hésitant devant la proposition un peu limitée de dévolution, s'opposa alors aux unionistes qui parlaient quant à eux de « *slippery slope* »⁶⁵, qui conduirait à l'éclatement de l'Union. Le parti

⁶³ Cf LERUEZ J., *L'Écosse: Vieille nation, jeune Etat*, op. cit. p.210-211.

⁶⁴ Le parti de Jim Sillars naquit en 1976 d'une opposition au reste du parti travailliste britannique (notamment quant à la question de la dévolution). L'échec du nouveau parti aux élections législatives de 1979 causa sa fin. Jim Sillars rejoignit par la suite le SNP, d'autres membres retournèrent au parti travailliste britannique.

⁶⁵ Les opposants à la dévolution craignaient qu'une pente glissante ne les mène tout droit à la fin de l'Union britannique. C'est cette idée qui était aussi illustrée par l'expression « *ratchet effect* » ou effet de cliquet, signifiant qu'il n'y aurait aucun retour en arrière possible.

travailleuse était en réalité divisé, car Tam Dalyell⁶⁶ et Robin Cook menaient le « *Labour Vote No Campaign* » – face à la posture officielle du parti depuis quelques années et son « *Labour Movement Yes Campaign* » (Donald Dewar, Jim Smith). Partageant le même point de vue, « *Scotland says no* » était composé de conservateurs et de représentants du patronat, du milieu des affaires. La campagne eut lieu tout juste après la période connue sous le nom de « *Winter of Discontent* »⁶⁷ au cours de l’hiver 1978-1979, pendant laquelle les syndicats des services publics menèrent des grèves importantes contre la volonté du gouvernement travailliste de geler les augmentations de salaires, afin de contrer l’inflation. Le gouvernement fut alors fragilisé, son projet ne reçut pas tout le soutien escompté, d’autant que la question constitutionnelle n’était plus au centre des préoccupations de l’électorat.⁶⁸

Si de nos jours, dans la campagne pour le référendum sur l’indépendance, le parti travailliste et le parti nationaliste se sont montrés de farouches opposants l’un à l’autre; il faut imaginer que cette rivalité n’est pas récente, elle remonte aux années 1960 déjà et n’a fait que s’amplifier – surtout depuis que le parti travailliste écossais est le principal parti d’opposition au parti nationaliste qui, lui, est au pouvoir depuis 2007, d’abord minoritaire, puis même majoritaire depuis 2011⁶⁹. C’est pour cela que défendre une cause commune n’a pas été chose aisée en 1978-9, pour deux partis qui s’affrontaient voir s’insultaient depuis plus d’une dizaine d’années : le SNP fut affublé de l’étiquette de « *Tartan Tory* » dès la fin des années 1960, et Winnie Ewing étant notamment visée par ses opposants politiques dès son élection⁷⁰.

L’échec de ce référendum, malgré les 51,6% de voix en faveur du projet, ne signifie pas pour autant que la population refusait l’idée même de disposer de plus de pouvoir, mais peut-être seulement la proposition précise qui lui était faite. La forme du référendum fut remise en question à l’époque, par les syndicats réunis en *Scottish*

⁶⁶ Député travailliste connu pour avoir posé la fameuse « *West Lothian Question* » en 1977, concernant la légitimité des élu-e-s écossais à légiférer sur des questions proprement anglaises, dans un contexte de potentielle dévolution de pouvoirs à une assemblée écossaise : cette question pose le problème d’une surreprésentation écossaise en cas de dévolution.

⁶⁷ En référence à la première phrase shakespearienne de *Richard III*.

⁶⁸ LEYDIER G., *La Question écossaise, op. cit.*, p. 68.

⁶⁹ Alors que le mode de scrutin ne devait pas favoriser une majorité au Parlement (cf. chapitre 4 2.1)

⁷⁰ HASSAN G., « *Scottish Nationalism and Scottish Labour* », G. HASSAN (dir.), *The Modern SNP: from Protest to Power*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2009, p. 148-149.

Trades Union Congress (STUC) à leur rassemblement annuel, par exemple. Pour autant, le STUC était favorable à une campagne pro-dévoctionniste franche :

That this Congress believes that a referendum is not the best way by which to decide the Future of the Scottish Assembly. The E.E.C. Campaign demonstrated that all too clearly the partisan role which can be played by sections of the media and the unfair advantage which certain campaigning groups can have through access to considerable financial resources. Neither of these factors contributes towards a democratic decision-making process.

Congress asserts, however, that given the likelihood of a referendum, there should only be one question and that that question should be whether or not the Scottish people wish to have an Assembly.

Congress pledges to play its full role in the Campaign for a 'Yes' vote in the referendum and calls on all sections of the Labour and Trade Union Movement to unite in a campaign which will ensure such a vote.

Congress condemns the action of those Labour M.P.s who have hampered the passage of the Government's Bill through Parliament and those who now state their intention for a 'No' vote ⁷¹.

De plus, pour que le *Scotland Act* soit adopté il fallait que 40% des inscrits s'expriment en faveur de celui-ci (selon l'amendement Cunningham ⁷²), or le taux de participation au référendum fut de 63,6%, ce qui rendait d'ores et déjà mathématiquement compliquée et politiquement improbable son adoption (il aurait alors fallu un « oui » franc, de 62,9% des suffrages exprimés). À titre de comparaison, les élections législatives attirèrent 79% des inscrits en février 1974, 74,8% en octobre 1974 et 76,8% en 1979 ⁷³. D'ailleurs, 51,6% des votants s'exprimèrent en faveur de la formule de dévolution proposée, mais cela ne suffit pas une fois rapporté à l'électorat entier (32,8% des inscrits) ⁷⁴. Beaucoup semblent avoir eu peur de l'éclatement de l'Union britannique ou « *Break-Up of Britain* » dont parlait Tom Nairn dans son ouvrage de 1977.

⁷¹ MILNE J., *STUC 82nd Annual Report (1979)*, Inverness, Scottish Trades Union Congress, 1979. Section R.

⁷² Du nom de George Cunningham, député travailliste qui a imposé l'amendement dit « des quarante pourcents ».

⁷³ LEEKE M., *UK Election Statistics: 1945-2003*, House of Commons Library, 2003, p. 16.

⁷⁴ LEYDIER G., *La Question écossaise, op. cit.*, p. 65-66.

2.1.2 – Les conséquences de l’échec du référendum

L’année 1979 connut une baisse de popularité pour le parti nationaliste. En effet, avec l’échec du référendum (le 1^{er} mars) et les résultats aux élections législatives (le 3 mai), les ambitions autonomistes furent supplantées par une tendance davantage unioniste ⁷⁵.

Pour autant, certains nationalistes n’abandonnent pas leurs luttes ; Roseanna Cunningham eut l’idée de monter un groupe – certes nationaliste – mais à la gauche de l’échiquier politique : le *79 Group* dont firent partie Alex Salmond et Margo MacDonald (rejoints ensuite par Jim Sillars, d’abord élu travailliste, puis instigateur de l’éphémère *Scottish Labour Party*, et enfin membre du SNP, après avoir rejoint le *79 Group*). Le groupe se montra favorable à un positionnement du parti nationaliste à gauche et accusèrent les dirigeants du parti d’être de droite. Ils attirèrent les médias et de jeunes soutiens ⁷⁶, mais créèrent des tensions à l’intérieur du parti. Winnie Ewing s’opposa à ce groupe, qui fut finalement exclu du parti nationaliste par manque de soutien du reste des membres du parti. C’est dans ce contexte qu’Alex Salmond prononça les mots suivants à l’encontre du gouvernement conservateur mené par Margaret Thatcher : « It is a government of occupation » ⁷⁷.

Plus tard, le mouvement nationaliste put renaître de ses cendres, et capitaliser sur un gouvernement conservateur qui n’était pas soutenu par les électeurs écossais, invoquant le déficit démocratique dont souffre l’Écosse à l’intérieur du Royaume-Uni (thème réinvesti pendant la campagne en faveur du référendum sur l’indépendance en 2014). Jusque dans les années 1950, les élections se jouaient comme dans le reste de l’Union entre travaillistes et conservateurs (avec par exemple 44,8% des voix pour les conservateurs et 46,2% pour les travaillistes en 1950 ⁷⁸), mais petit à petit ces derniers perdirent leur soutien et dès le début de la période qui fait l’objet de cette étude, ils furent marginalisés (avec 31,4% des voix pour les conservateurs en 1979, alors qu’ils

⁷⁵ LERUEZ J., *L’Écosse: Vieille nation, jeune Etat*, op. cit., p. 217.

⁷⁶ MITCHELL J., « From Breakthrough to Mainstream: The Politics of Potential and Blackmail », op. cit., p. 39.

⁷⁷ BBC, *Referendum Documentaries - Scotland Decides*, « Referendum Connections ».

⁷⁸ LEEKE M., *UK Election Statistics: 1945-2003*, op. cit., p. 13.

gagnèrent les élections à l'échelle britannique, contre 41,5% pour les travaillistes⁷⁹). Les conservateurs ne revinrent plus sur le devant de la scène électorale écossaise, ce qui ouvrit la porte à un champ de revendications nationalistes ou plus simplement démocratiques tel que l'évoquait Alex Salmond.

Les deux décennies qui suivirent le référendum furent paradoxalement – mais dans certains milieux seulement – consacrées à la réflexion sur ce que devrait être une future proposition de décentralisation des pouvoirs, afin d'éviter de proposer aux Écossais une loi qu'ils ne comprendraient pas et qui ne les satisferait pas. Ce travail n'allait pas s'effectuer au plus haut de l'État (à Londres) cette fois, car le gouvernement au pouvoir était en passe de devenir un gouvernement unioniste. Dans un premier temps, le gouvernement travailliste – déjà fragile – perdit le soutien des nationalistes qui s'allièrent aux conservateurs pour voter une motion de censure. Le gouvernement de Callaghan fut vaincu par une voix, quatre semaines après l'échec du référendum sur le *Scotland Act 1978*. C'est ainsi qu'une autre conséquence de l'échec du référendum fut l'arrivée au pouvoir des conservateurs puisqu'ils furent élus à la suite de la chute du gouvernement travailliste de Callaghan. D'aucuns lient l'échec du référendum et la motion de censure soutenue par la nationalistes avec l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher en 1979. La conséquence de son arrivée à la tête du gouvernement fut un abandon du projet de dévolution. Dès lors, cette thématique fut oubliée par les médias anglais, en faveur de questions qui se posaient au Royaume-Uni tout entier, comme des problèmes économiques ou les conflits sociaux avec les syndicats⁸⁰.

Ainsi, paradoxalement, en soutenant la motion de censure à l'encontre des travaillistes, le SNP agissait contre ses propres intérêts, car l'avènement des conservateurs et à leur tête de Margaret Thatcher allait desservir la cause nationaliste puisque la question constitutionnelle et la dévolution furent reléguées – sur le plan national – à une problématique de seconde zone, voire même sciemment mise de côté. Comme le montrent Martin Burch et Ian Holliday, Margaret Thatcher avait dans un premier temps expliqué au peuple écossais que la dévolution ne serait pas évincée de la politique nationale – par les conservateurs – en cas d'échec du référendum : « Thatcher

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ LEYDIER G., *La Question écossaise, op. cit.*, p. 121.

told Scots that a ‘No’ vote in the 1979 referendum would not be interpreted to mean a rejection of devolution, it was subsequently paraded as clear evidence of precisely that ⁸¹. » Pourtant, lorsqu’elle arriva au pouvoir, elle considéra en effet l’échec du référendum comme un refus écossais de la dévolution. Une forte distance entre le gouvernement de Margaret Thatcher à Londres et les aspirations nationalistes écossaises s’installa, et le soutien populaire allait croître dans les années suivantes, jusqu’à culminer dans la *Scottish Constitutional Convention* et le référendum de 1997.

Par ailleurs, il est intéressant de noter que ce premier référendum avait été perçu brièvement par des féministes comme l’occasion de faire entendre la voix des femmes – de manière certes confidentielle. Sheila Gilmore se souvient de celles qui, au sein du mouvement de libération des femmes, en 1978, souhaitaient profiter de la campagne pour le référendum pour mettre sur le devant de la scène des questions liées à la défense des droits des femmes, mais il n’était pas encore question de représentation politique des femmes :

We also had a group we called the Legal and Financial Independence Group, which looked at things like legal change. That group was quite involved in looking at the then forthcoming plans for a Scottish assembly, as it was then going to be called. And in the referendum 79 it didn’t quite get the tip of the 40% rule. There was in that period [...] quite a lot going on, in Scotland generally, about what such an assembly might do ⁸².

Esther Breitenbach et Fiona Mackay apportent un éclairage partiellement différent:

In the run up to the 1979 referendum, the WLM⁸³ in Scotland was not particularly engaged by the prospect of devolution and some organizations, such as the Edinburgh and Glasgow Legal and Financial Independence Campaign groups, believed that it was necessary to prepare for the advent of an Assembly, whether or not this was seen as desirable in itself. The indifference, or at best, ambivalence reflected the relative lack of interest in parliamentary politics then

⁸¹ BURCH M. et I. HOLLIDAY, « The Conservative Party and Constitutional Reform: the Case of Devolution », *Parliamentary Affairs*, juillet 1992, coll.« Oxford University Press », p. 394.

⁸² GILMORE S., « Entretien », *op. cit.*

⁸³ *Women’s Liberation Movement*.

characteristic of the WLM. The perception of Scotland as a more male-dominated and sexist society gave rise to anxiety about the consequences of devolution of power to what was anticipated would be a male-dominated institution ⁸⁴.

Il n'y a alors certainement pas adéquation entre volonté d'autonomie politique et défense des droits des femmes, il existe même une peur que la dévolution entérine davantage l'existence d'une société machiste, patriarcale ⁸⁵. Seul le groupe évoqué par Sheila Gilmore s'est alors montré préoccupé par la débat constitutionnel, sans pour autant se présenter comme favorable à la dévolution.

L'aube d'une nouvelle période est amorcée par la défaite du référendum : elle est marquée par l'avènement du néo-libéralisme incarné par la nouvelle Premier ministre, Margaret Thatcher. À la suite du référendum se jouèrent en effet les élections législatives du 3 mai 1979 qui virent l'arrivée au pouvoir du gouvernement conservateur qui mit fin au « *post-war consensus* » : il n'y eut plus dans la vie politique le consensus d'après-guerre, le Royaume-Uni vécut un changement paradigmatique. Beveridge et Keynes furent délaissés au profit de Hayek : dans un mouvement entamé précédemment déjà, le libéralisme remplaça l'économie mixte et l'interventionnisme social (le *Welfare State* mis en place après le Seconde Guerre mondiale).

2.2 – Le chemin vers la dévolution

Même si le référendum de 1979 mit fin à des décennies de débats à échelle nationale britannique, les aspirations nationalistes ou autonomistes ne s'éteignirent pas pour autant. Ainsi, l'idée de *Home Rule* prima dans cette période, c'est elle qui est concrètement défendue dans un premier temps. En Écosse, la société civile exprima à

⁸⁴ BREITENBACH E. et F. MACKAY, « Feminist Politics in Scotland from the 1970s to 2000s: Engaging with the Changing State », *op. cit.*, p. 156.

⁸⁵ Cf Chapitre 3 : 1.2.1.

certaines niveaux une volonté réaffirmée d’obtenir davantage de pouvoirs, elle ne fut pas partagée par tous, mais ceux qui la défendaient s’organisèrent petit à petit.

2.2.1 – Le soutien populaire pour une assemblée écossaise

La défaite aux élections législatives de 1979 créa un creux de vague au sein du parti travailliste britannique, il fut alors question de moderniser le parti, grâce à des valeurs venant de la gauche du parti⁸⁶. En effet, l’idée qui émergea fut que l’arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher était en partie due à un parti travailliste trop faible face à un contexte difficile. Des critiques émergèrent contre les anciens gouvernements Wilson et Callaghan qui avaient refusé des réponses socialistes aux problèmes économiques mondiaux. La réponse devait être des dirigeants de meilleure envergure afin de ne pas commettre des erreurs semblables à l’avenir⁸⁷. *A contrario*, certains acteurs assez éminents du parti ont pu accélérer la défaite du parti par leur engagement dans la campagne du « Non » (pour autant que l’on considère la défaite du référendum comme cause principale de la défaite des travaillistes aux élections législatives qui s’ensuivent, mais un parti divisé sur la question constitutionnelle se montrait nécessairement comme affaibli). Ainsi, certains commentateurs ont soulevé la situation un peu paradoxale dans laquelle ceux-ci se sont trouvés, puisqu’aucune difficulté ne leur a été faite et qu’ils ont pu faire carrière par la suite (pour certains même dans le nouveau parlement écossais)⁸⁸. Le parti travailliste fut fragilisé par les tensions internes sur la question de la dévolution, le positionnement double du parti (certains membres étant en faveur, d’autres opposés au projet de loi de dévolution) le rendit plus vulnérable aux élections suivantes.

Pour autant, pour l’électorat écossais, le soutien au parti travailliste n’était pas un rejet du *Home Rule*, ou de la dévolution. En effet, choisir aux élections un parti

⁸⁶ LEYDIER G., *La Question écossaise, op. cit.*, p. 125.

⁸⁷ MCLEAN B., « Labour in Scotland since 1945: Myth and Reality », G. HASSAN (dir.), *The Scottish Labour Party*, Édinburgh, Edinburgh University Press, 2004, p. 43.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 42.

britannique (comme le parti travailliste ou conservateur par exemple) n’était pas un vote contre la réforme constitutionnelle, c’était un vote davantage en faveur des politiques sociales ou économiques proposées par le parti ⁸⁹. Au contraire, la dévolution créa en quelque sorte une opportunité électorale, ou du moins idéologique dans les années 1980 :

The years of Conservative dominance at Westminster saw Labour in Scotland rediscover its nationalist roots. [...] After the re-election of the Conservative Government in 1983, Labour in Scotland increasingly regarded devolution as a means of resisting Thatcherism. [...] After the ‘doomsday scenario’ of the 1987 election, when Labour won an overwhelming majority of Scottish constituencies but lost heavily to the Conservatives south of the border, a more explicitly nationalist tone emerged. ⁹⁰

En effet, ce qui naquit là est un concept maintes fois utilisé comme argument à la fois électoral et surtout pro-dévoctionniste ; le « *no mandate* » ou le « déficit démocratique ». L’argument est le suivant : les conservateurs étaient majoritaires au Parlement britannique en dépit d’un soutien excessivement faible en Écosse, ce qui ne leur donnait pas de mandat – de validation électorale – à gouverner l’Écosse et exposait au grand jour les limites démocratiques du système en place au Royaume-Uni.

Ainsi, en 1979, à échelle nationale, les conservateurs obtinrent plus de suffrages et plus de sièges que les travaillistes mais en Écosse la proportion était inversée et cette tendance se creusa avec les élections suivantes. Le SNP reçut une faible part des suffrages (et seulement 2 sièges) en cette période de disette électorale, comme le montre le tableau suivant.

⁸⁹ LERUEZ J., *L’Écosse: Vieille nation, jeune Etat, op. cit.*, p. 180.

⁹⁰ MCEWEN N., « Pragmatic Nationalists? The Scottish Labour Party and Nationalism », G. HASSAN (dir.), *The Scottish Labour Party*, Édinburgh, Edinburgh University Press, 2004, p. 164.

Tableau 1.1 : Résultats aux élections législatives de 1979 (pourcentages des suffrages recueillis / nombres de sièges)

Partis	Royaume-Uni	Écosse
Conservateur	43,9% (339)	31,4% (22)
Travailliste	36,9% (268)	41,5% (44)
Libéral	13,8% (11)	9% (3)
Nationaliste	n/a	17,3% (2)

Source : d’après *UK Election Statistics: 1945-2003*⁹¹

Par la suite, ce déficit démocratique s’accroît davantage. Non pas de manière drastique en 1983, car l’alliance entre le parti libéral et le SDP (*Social Democrat Party*) leur fut profitable, même si le scrutin uninominal à un tour et à majorité simple (*first-past-the-post*) lui fut amplement défavorable de manière générale. L’alliance obtint presque autant de suffrages que le parti travailliste à échelle nationale, mais une représentation à la Chambre des communes bien moindre.

Tableau 1.2 : Résultats aux élections législatives de 1983 (pourcentages des suffrages recueillis / nombres de sièges)

Partis	Royaume-Uni	Écosse
Conservateur	42,4% (397)	28,4% (21)
Travailliste	27,6% (209)	35,1% (41)
Libéral et social-démocrate (alliance)	25,4% (23)	24,5% (8)
Nationaliste	n/a	11,8% (2)

Source : d’après *General Election Results, 9 June 1983*⁹²

Pour certains Écossais, il était injuste d’être gouvernés par un parti conservateur minoritaire en Écosse (d’autant que le Premier ministre était impopulaire), pourtant, on peut soulever une contradiction à voter pour un parti (travailliste) qui semblait n’avoir aucune chance de s’imposer aux élections à l’échelle du Royaume-Uni et donc de former un gouvernement⁹³ (contrairement aux conservateurs, seul autre parti réellement en concurrence à échelle nationale). En 1987, pourtant, une majorité d’Écossais

⁹¹ LEEKE M., *UK Election Statistics: 1945-2003*, op. cit., p. 9 et 13.

⁹² HOUSE OF COMMONS P.I.O., *General Election Results of 9 June 1983, Factsheet No 22*, House of Commons, 1984.

⁹³ CIVARDI C., *L’Écosse contemporaine*, Paris, Ellipses, coll.« Les essentiels de la civilisation anglo-saxonne », 2002, p. 127.

redoutait le fameux « *doomsday scenario* » : une réélection des conservateurs perçue comme catastrophique. Et c’est ce qui se produisit au mois de juin 1987.

Tableau 1.3 : Résultats aux élections législatives de 1987 (pourcentages des suffrages recueillis / nombres de sièges)

Partis	Royaume-Uni	Écosse
Conservateur	42,3% (376)	24,0% (10)
Travailleuse	30,8% (229)	42,4% (50)
Libéral et social-démocrate (alliance)	22,6% (22)	19,2% (9)
Nationaliste	n/a	14% (3)

Source : d’après General Election Results, 11 June 1987⁹⁴

Les résultats montrent l’effet d’accentuation que peut avoir le scrutin utilisé pour les élections législatives britanniques. En effet même si le pourcentage de voix exprimées était largement supérieur en faveur du parti travailliste que pour le parti conservateur, au vu des élections précédentes, il n’y eut pas un déclin si ample (en passant de 28,4% à 24%, le parti conservateur perdit plus de la moitié de ses sièges). Une chose semblait évidente pour une majorité : avec 50 député-e-s sur 72 représentant l’Écosse, le parti travailliste était le grand vainqueur et il devint injuste d’être gouverné pour un mandat supplémentaire par les conservateurs et Margaret Thatcher. Tout cela apporta de l’eau au moulin des défenseurs d’une réforme constitutionnelle. Cet argument peut être contesté dans une certaine mesure : on pourrait opposer aux travaillistes et aux nationalistes le fait qu’aucun parti politique n’a obtenu la majorité absolue des suffrages écossais (hormis en 1955), et qu’aucun gouvernement britannique n’a jamais obtenu « une majorité relative en voix ou en sièges dans tous les parties du Royaume-Uni »⁹⁵. Malgré ces limites potentielles à l’argumentaire travailliste, la dichotomie Écosse / reste du Royaume-Uni (ou plutôt Angleterre) en termes électoraux était réelle, elle le reste de nos jours et c’est un argument encore utilisé par le camps du « oui » dans la campagne pro-indépendance de 2014.

Néanmoins, il existait un véritable soutien populaire à la dévolution. Ainsi, paradoxalement, alors que l’échec du référendum avait permis au gouvernement

⁹⁴ HOUSE OF COMMONS P.I.O., *General Election Results 11 June 1987, Factsheet No 47*.

⁹⁵ LEYDIER G., *La Question écossaise, op. cit.*, p. 139.

conservateur d’enterrer le projet, la légère majorité qui avait été convaincue par le *Scotland Act 1978* survécut et fut rejointe par d’autres membres de la société civile. Ipsos-Mori qui effectue toujours des enquêtes statistiques concernant l’identité nationale ou l’attachement à la dévolution ou à l’indépendance en Écosse, recense les résultats des sondages Mori menés pendant la période 1978-1995. Sa méthode reposait sur des échantillons d’environ mille adultes écossais-ses et les résultats donnés dans le tableau suivant sont – pour les résultats ayant des chiffres après la virgule – des moyennes des chiffres obtenus à divers moments d’une année donnée. Les questions que pose l’institut de sondage ont un peu fluctué au fil des années (et des projets menés par les gouvernements ou par les militants pro-dévolution) ; dans l’ensemble il s’agissait de demander aux Écossais-ses quelle situation ils-elles préféreraient.

Tableau 1.4 : Préférences constitutionnelles des Écossais-ses, 1978-1995

	Une assemblée totalement séparée du reste du Royaume-Uni	Une assemblée faisant partie du Royaume-Uni	Une Écosse indépendante du Royaume-Uni et de l’Union Européenne	Une Écosse indépendante du Royaume-Uni, faisant partie de l’Union Européenne	Une Écosse dans le Royaume-Uni avec des pouvoirs dévolus (notamment financiers)	Statu quo	Ne sait pas
1978	20%	52%	n/a	n/a	n/a	25%	4%
1979	14%	42%	n/a	n/a	n/a	35%	9%
1980	/	/	/	/	/	/	/
1981	23,75%	47,50%	n/a	n/a	n/a	28,00%	1,25%
1982	22,33%	48,33%	n/a	n/a	n/a	24,00%	5,33%
1983	23,00%	49,50%	n/a	n/a	n/a	24,00%	3,00%
1984	25%	45%	n/a	n/a	n/a	27%	3%
1985	/	/	/	/	/	/	/
1986	33%	47%	n/a	n/a	n/a	14%	6%
1987	30,50%	45,50%	n/a	n/a	n/a	20%	4%
1988 (avril)	35%	42%	n/a	n/a	n/a	20%	3%
1988 (décembre)	n/a	n/a	10%	24%	46%	16%	4%
1989	n/a	n/a	10,67%	24,33%	45,00%	17,67%	2,33%
1990	n/a	n/a	8,78%	27,44%	44,67%	16,67%	2,11%
1991	n/a	n/a	8,58%	26,50%	45,00%	17,67%	2,25%
1992	n/a	n/a	6,44%	25,77%	42,88%	22,11%	2,50%
1995	n/a	n/a	9%	20%	52%	17%	2%

Source : d’après Scottish support for Independence/Devolution 1978-95⁹⁶

On peut tirer plusieurs enseignements de ces données. Tout d’abord, très peu disent ne vouloir absolument aucun changement constitutionnel, et ce peu importe l’année. C’est d’ailleurs autour du référendum (vraisemblablement après, puisque le sondage date de mars et le référendum du 1^{er} mars), que les sondé-e-s se disent le moins aptes à répondre. Par ailleurs, que ce soient les propositions offertes de 1978 à 1988 ou celles de 1988 à 1995, les sondé-e-s répondent très favorablement à une forme de dévolution,

⁹⁶ MORI, *Scottish support for Independence/Devolution 1978-95*, <http://www.ipsos-mori.com/researchpublications/researcharchive/2781/Scottish-support-for-IndependenceDevolution-197895.aspx?view=wide>.

mais sont plus frileux par rapport à l'autonomie plus prononcée ou l'indépendance totale (surtout s'il s'agit de quitter l'Union Européenne).

De plus, le *Scottish Trades Union Congress* (STUC) s'est montré un soutien indéfectible à l'idée d'une assemblée, dans un premier temps, puis d'un parlement, très rapidement. Il est intéressant de noter qu'en 1979, le STUC était favorable à davantage d'autonomie mais il n'était pas convaincu par le référendum⁹⁷. Malgré sa réticence envers la forme du référendum, le congrès annuel du STUC s'engagea à soutenir l'assemblée proposée aux Écossais, et de faire front commun afin de l'obtenir. Par la suite et après le référendum infructueux, le STUC maintint la potentielle assemblée écossaise parmi ses priorités même si elle n'était plus au cœur des préoccupations nationales britanniques :

Mr E. REILLY (Society of Civil and Public Servants) moved the following motion:

“That this Congress recognises and supports the growing demand of the Scottish people for an Assembly, with substantial economic, legislative and revenue raising powers, including responsibility for Scottish education. Congress believes that such an Assembly would play a vital role in the regeneration of the industry and employment in Scotland and in controlling the investment necessary to revitalise our public services.

“Congress, therefore aware of the need to build greater momentum towards achieving devolution, calls upon the General Council to mount a vigorous public campaign aimed at ensuring a clear understanding of the positive role an Assembly will play in giving to the people of Scotland a democratic involvement in the determination of their social and economic priorities⁹⁸.”

Le STUC, par ses représentants, semblait bien en 1986 engagé à faire campagne pour obtenir cette assemblée qui rendrait la vie politique en Écosse plus démocratique. Il réitéra son attachement à la dévolution les années suivantes, par le biais de différentes motions soulevées lors des congrès annuels, notamment dès 1989 en affirmant son

⁹⁷ MILNE J., *STUC 82nd Annual Report (1979)*, op. cit.

⁹⁸ CHRISTIE C., *STUC 89th Annual Report (1986)*, Aberdeen, Scottish Trades Union Congress, 1986.

soutien à la *Campaign for a Scottish Assembly*⁹⁹. Les syndicats réunis marquèrent leur engagement aux côtés du parti travailliste, mais aussi des collectivités locales :

Mr A. SWEENEY (National & Local Government Officers’ Association) moved the following motion:

“That this Congress congratulates the General Secretary and General Council of the STUC on their public support of the proposals for a Constitutional Convention in Scotland, put forward by the Campaign for a Scottish Assembly and congratulates also those involved in the production of the document ‘A Claim of Right for Scotland.’

[...] Believing that the Constitutional position in Scotland is rapidly becoming the most important issue in Scottish political life, Congress instructs the General Council to continue and increase their involvement with the CAS, to ensure that the Trade Union Movement is fully represented on the Convention and elsewhere in Scotland where the issue is to be discussed.

Congress further instructs the General Council to consult with COSLA about the organisation of a plebiscite of the Scottish people on the question of a Constitutional Assembly, with revenue raising powers.¹⁰⁰”

En 1990, le rapport annuel¹⁰¹ évoquait ainsi la création de la *Scottish Constitutional Convention* : le soutien pour cette organisation est ensuite régulièrement réaffirmé, les échanges entre le STUC et la SCC furent multiples.

2.2.2 – *The Scottish Constitutional Convention*

Les différents membres de la société civile attachés à l’idée de dévolution se rassemblèrent sous l’impulsion donnée par la *Campaign for a Scottish Assembly* et son *Claim of Right* qui se positionna dans une lignée historique d’actions contre « mauvais gouvernement »¹⁰², en écho à une loi votée par le Parlement écossais en 1689. Les membres de son comité directeur – à l’origine du texte donc – étaient issus des milieux

⁹⁹ CHRISTIE C., *STUC 92nd Annual Report (1989)*, Aberdeen, Scottish Trades Union Congress, 1989.

¹⁰⁰ *Ibid.*

¹⁰¹ CHRISTIE C., *STUC General Council Report (1990)*, Glasgow, Scottish Trades Union Congress, 1990.

¹⁰² EDWARDS O.D. (dir.), *A Claim of Right for Scotland*, Édimbourg, Polygon, 1989, p. 10.

entrepreneurial, religieux, universitaire, syndicaliste et associatif. Par ailleurs, l'ouvrage éponyme publié en 1989 – et contenant le document de 1988 – est à la mémoire de Hugh MacDiarmid et de Sydney Goodsir Smith¹⁰³, poètes de la Renaissance écossaise¹⁰⁴. Il se place dans un courant nationaliste écossais qui remonte au début du siècle. Owen Dudley Edwards, dans l'introduction à l'ouvrage qu'il a dirigé et qui inclut le document fondateur, parle de l'impact que ce dernier a eu sur la population et notamment le lien fondamental entre soutien populaire pour une dévolution des pouvoirs et vote nationaliste grandissant¹⁰⁵. *A Claim of Right for Scotland* n'est pas une simple demande, formulée telle une pétition, mais une réelle étude de la situation constitutionnelle, fondée sur un refus du *statu quo*. La posture est militante mais ne se veut pas anti-anglaise pour autant. Elle exprime aussi une lassitude face à des lois venues du sud de la frontière et très impopulaires en Écosse¹⁰⁶, telle que la *poll tax*¹⁰⁷. Il s'agit de prouver, historiquement, sociologiquement, démocratiquement que l'Écosse nécessite l'autonomie. Le texte offre des suggestions quant à l'assemblée qui devrait être créée, notamment en abordant la fameuse *West Lothian Question*. L'insistance est portée sur ce que l'Union britannique revêt pour l'Angleterre, davantage que pour l'Écosse, en termes de démocratie, de coûts. Cependant, l'absence de démocratie semblait jouer en la défaveur de l'auto-détermination, puisque même si les Écossais votaient majoritairement pour un parti potentiellement en faveur d'une assemblée écossaise, ce parti n'était pas majoritaire à l'échelle du Royaume-Uni ; c'est ce que dit le document :

6.8 The prescribed way of getting an Assembly is to vote for a political party undertaking to provide it. But the figures quoted earlier in this report show

¹⁰³ Né en Nouvelle-Zélande, d'origine écossaise, élevé en Écosse et éduqué en Angleterre, Goodsir Smith s'est imprégné du dialecte Scot pendant sa jeunesse en Écosse. Sous l'influence de Hugh MacDiarmid, c'est en Scots qu'il écrivit sa poésie après la Seconde Guerre mondiale. Il écrivit aussi de la fiction et pour le théâtre.

¹⁰⁴ Cf 1.1.1.

¹⁰⁵ EDWARDS O.D. (dir.), *A Claim of Right for Scotland*, op. cit., p. 4.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 13 et p. 32.

¹⁰⁷ Officiellement connu sous le nom de « *Community Charge* », cet impôt fut créé par le gouvernement Thatcher pour financer les collectivités locales. Il fut introduit tout d'abord en Écosse en 1989, puis dans le reste du Royaume-Uni – sauf l'Irlande du Nord – en 1990. Perçu comme injuste puisque forfaitaire et acquittable pour chaque adulte d'un foyer, il suscita de nombreuses manifestations et même une grande émeute en 1990 à Londres, qui précipita la chute de Margaret Thatcher.

that, in the United Kingdom, this does not necessarily work even when Scots vote for it overwhelmingly and the majority of the United Kingdom electorate accepts it ¹⁰⁸.

Le texte appelle à la formation d'une convention constitutionnelle (sans pour autant en réclamer la paternité) comme mode de résistance. Et c'est ce qui se met en place rapidement. L'ancienne députée travailliste écossaise Maria Fyfe ¹⁰⁹ décrit l'instauration de la convention constitutionnelle ainsi :

In July 1988 the Campaign for a Scottish Assembly published 'A Claim of Right for Scotland'. It stated that Scotland had a distinctive corpus of law and acknowledged rights to distinctive policies, but did not have anyone expressly elected to safeguard and supervise them. It called for a Constitutional Convention to be brought together in order to work on filling the democratic gap. The Claim set out the possible composition for such a Convention. It was decided that all of Scotland's MPs should be invited, along with councillors, individuals nominated by political parties, those representing the worlds of industry, commerce, the trade unions, churches, and women's, ethnic and voluntary organisations.

And so the Convention got together soon afterwards. It included 80 per cent of our MPs, the regional and district councillors, all the above-mentioned sectors and the political parties that chose to be displayed were Labour, the Scottish Democrats, the SDP, the Co-operative, Greens, the Communist Party and the Orkney and Shetland movement ¹¹⁰.

La convention se devait d'être représentative : « The essential is that a Convention, whether its origins are de jure or de facto, whether it is created complete as a single act or grows gradually, must achieve acceptance by those on whose behalf it presumes to speak and act. » ¹¹¹ Pour autant, Maria Fyfe déplore toujours le faible nombre de femmes représentant la société à la Convention ¹¹². Le document originel envisageait même une convention mise en place par le gouvernement britannique, ou bien élue par

¹⁰⁸ EDWARDS O.D. (dir.), *A Claim of Right for Scotland*, op. cit., p. 27.

¹⁰⁹ Maria Fyfe représenta la circonscription de Glasgow Maryill à Westminster de 1987 à 2001. Elle occupa une place prépondérante dans la *Scottish Constitutional Convention* et s'engagea fermement dans la campagne pour la représentation égale des hommes et des femmes dans le parlement écossais à venir.

¹¹⁰ FYFE M., *A Problem Like Maria: A Woman's Eye View of Life as an MP*, Édimbourg, Luath Press Ltd, 2014., p. 173.

¹¹¹ EDWARDS O.D. (dir.), *A Claim of Right for Scotland*, op. cit., p. 35 (et aussi 16.5 p. 47).

¹¹² FYFE M., « Entretien avec Maria Fyfe, anciennement députée travailliste au Parlement britannique et membre de la Scottish Constitutional Convention ».

le peuple écossais, ou encore constituée de député-e-s britanniques, déjà sélectionné-e-s démocratiquement en somme. Le travail de la convention devait être triple :

- 1 – rédiger un projet d’assemblée écossaise
- 2 – mobiliser l’opinion publique écossaise derrière ce projet
- 3 – négocier avec le gouvernement afin d’obtenir la mise en œuvre de ce projet ¹¹³.

Dans une large mesure, l’avenir permit de dire que les objectifs furent atteints, comme les chapitres suivants l’illustreront.

Le chanoine Kenyon Wright était l’un des membres du comité directeur de la « *Claim of Right for Scotland* » et il prit par la suite la tête du comité exécutif de la convention constitutionnelle, qui se réunit pour la première fois le 30 mars 1989. Il publia en mai 1997 ses mémoires, à l’aube du référendum sur la dévolution, et ils constituent une des rares sources disponibles sur l’organisation. Les membres du comité exécutif de la convention constitutionnelle étaient donc d’origines variées, censé-e-s représenter la société écossaise dans son ensemble ; Kenyon Wright en dresse la liste dans son livre témoignage : il s’agit des partis travailliste, libéral-démocrate, communiste et vert, des collectivités locales regroupées sous l’égide de COSLA (*Convention of Scottish Local Authorities*), des syndicats (STUC), de la fédération des petites entreprises, des églises et de la « *Campaign for a Scottish Assembly* » (CSA) ¹¹⁴.

Ainsi, les membres du premier mouvement ne furent pas en reste, et intégrèrent la convention constitutionnelle qu’ils avaient appelée de leurs vœux. Pourtant, si la convention constitutionnelle incarne un idéal nationaliste, elle n’incarne pas l’idéal du parti nationaliste qui refuse de s’impliquer dans l’organisation, comme l’indique l’absence criante de son nom des listes qu’en font Kenyon Wright et Maria Fyfe. Pourtant le parti fut convié à rallier l’organisation à plusieurs reprises, par exemple une fois encore en 1993 :

Several olive branches were held out to the SNP but even limited unity proved impossible to achieve. The SNP seemed to remain convinced that its

¹¹³ EDWARDS O.D. (dir.), *A Claim of Right for Scotland*, op. cit., p. 44.

¹¹⁴ WRIGHT K., *The People Say Yes*, Argyll, Argyll Publishing, 1997, p. 124.

understandable commitment to the goal of total independence ruled out any real possibility of working closely with others on the broader platform of the demand for Scottish democracy itself ¹¹⁵.

La raison invoquée à chaque fois était donc l'insatisfaction des nationalistes à devoir se contenter d'autonomie alors qu'ils se battaient pour l'indépendance. Ce qui est remarquable est le fait que bien que n'ayant aucunement participé à l'élaboration du projet, ils se retrouvèrent à le soutenir ensuite en 1997.

La convention constitutionnelle s'attacha à traiter tous les thèmes relatifs à la création d'un potentiel parlement écossais, différentes commissions furent établies. Celles relatives au mode de scrutin et de la représentation des femmes seront étudiées ultérieurement ¹¹⁶. Il est cependant intéressant de noter que les domaines liés aux femmes constituaient l'un des cinq comités originels de la convention, parmi les questions constitutionnelles, les pouvoirs et fonctions du parlement écossais, les finances et le trésor public et enfin la participation et le soutien populaire ¹¹⁷. Fin 1990, la convention publia sous la forme d'un tract un premier document, *A Parliament for Scotland*, invitant le peuple écossais à exprimer son point de vue (ce qui ne fut pas un grand succès en terme de nombre de réponses attendues, mais réaffirma un soutien populaire certain pour le parlement) ¹¹⁸. C'est en novembre de la même année que la convention publia un premier texte, un rapport du nom de *Towards Scotland's Parliament* qui se voulait être le texte de référence, à appliquer en cas de dévolution, ce qui ne put se produire puisque les conservateurs gagnèrent les élections législatives de 1992 (cela engendra une année difficile pour la convention ¹¹⁹). Avec le recul, Kenyon Wright perçut ce document comme un brouillon du travail final fourni par la convention (au terme de huit années de travail et non seulement vingt mois) ¹²⁰.

Pendant toutes ces années de travail, de nombreux domaines furent traités mais les questions ne furent pas toutes complètement résolues :

¹¹⁵ *Ibid.*, p. 180.

¹¹⁶ Cf chapitres 3 et 4.

¹¹⁷ WRIGHT K., *The People Say Yes, op. cit.*, p. 125.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 131.

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 162.

¹²⁰ *Ibid.*, p. 135.

A range of other issues were considered. George Foulkes raised the West Lothian Question, and proposed that the answer was for the Scottish MPs to no longer exercise a say on English matters once the devolved Parliament in Scotland was set up. I believe he was right, and English MPs have every right to be annoyed if they have a policy affecting England alone foisted upon them with Scottish votes, exactly as we railed against it Thatcher's day. Yet I once voted for the Church of England to have women priests. If they were daft enough to let me, with no connection with their church whatsoever, and an atheist at that, have a vote, then I was going to use it in support of women ¹²¹.

Maria Fyfe donne ici très clairement son point de vue quant à la solution à apporter, pourtant la *West Lothian Question* ¹²² reste de nos jours toujours en suspens :

Their conclusion was that this was an anomaly that had to be lived with, a least for a time, on the grounds that “the setting up of a Scottish parliament within the UK is likely to take place as the first step in a dynamic process of constitutional change and decentralisation in the UK. ¹²³

Cependant, la convention resta fidèle à la défense du principe démocratique. Ainsi, son mode de fonctionnement fut basé sur le consensus (censé être représentatif de tous-tes comme étant l'aboutissement d'un accord entre tous les membres), et ce qui devait devenir les principes de bases du parlement édictés en février 1992 par le groupe de travail préposé aux procédures et préparation en vue d'un parlement écossais furent les suivantes :

1. Accountability – the decision-making process including the committees of the parliament, ministers and the civil service must be subject to effective scrutiny and control;
2. Participation – Parliament must ensure that ordinary citizens are able to participate directly in the process of government;
3. Subsidiarity – political decisions should be taken as closely as possible to the people who are affected by them ¹²⁴.

¹²¹ FYFE M., *A Problem Like Maria*, *op. cit.*, p. 164.

¹²² Cf 2.1.1.

¹²³ WRIGHT K., *The People Say Yes*, *op. cit.*, p. 200.

¹²⁴ *Ibid.*, p. 157.

Ces idéaux restèrent au cœur du projet et devinrent même les piliers fondateurs de l'institution mise en place en 1999.

Durant ces années de travail, les interactions entre la convention et le gouvernement furent peu nombreuses et surtout tendues. Elles eurent principalement lieu par le truchement des médias, les gouvernements conservateurs de Margaret Thatcher et de John Major rejetant totalement la perspective d'auto-détermination pour l'Écosse. Le travail de réflexion continua donc en Écosse, alors même que le projet n'était pas d'actualité à Londres. Le seul lien entre l'Écosse et Londres était effectué par l'intermédiaire du parti travailliste, qui était investi grâce à quelques figures, comme l'Écossais John Smith qui en prit la tête en 1992 (et disparut en 1994).

Enfin, à la fin du parcours de la convention, ses membres apprirent incidemment que le projet qu'ils élaboraient serait soumis à un vote populaire :

Just when we thought everything was done and dusted in legislating to create the Scottish Parliament, on 25 June Tony Blair dropped a bombshell. Scottish Labour Party members learned from the pages of a London-based newspaper that there would be a referendum with two questions on the ballot paper: (1) Do you support the setting up of a Scottish Parliament? (2) Do you support giving it tax-raising powers? This change of policy had not been discussed with the party at any level. It arose out of discussions between Tony Blair, George Robertson and a committee chaired by the shadow Lord Chancellor, Lord Irvine of Lairg. These discussions had been so secret that even John McAllion, frontbencher whose remit was Scottish constitutional issues, knew nothing about the plan before it was announced. This was the kind of thing that new Labour engaged in that really got up my nose. In a supposedly democratic socialist party! No wonder members felt like cannon fodder. No wonder John chucked his front bench post ¹²⁵.

Une fois encore, Maria Fyfe exprime avec virulence sa position, et c'est celle d'une fervente démocrate (ce qui peut paraître paradoxal ici puisqu'elle s'offusque à l'idée d'un vote populaire). Ce qu'elle récuse n'est pas le recours à la voie du référendum mais bien la façon dont celui-ci a été décidé et élaboré, totalement en dehors du processus

¹²⁵ FYFE M., *A Problem Like Maria*, *op. cit.*, p. 169.

démocratique et consensuel voulu par la convention. Cette décision pouvait être – selon elle toujours – perçue comme un affront par les membres : « To me it smacked of arrogance, that all these years of effort and negotiation by those involved in the Convention could be so casually cast aside, on the say so of a few ¹²⁶. » De plus, le risque encouru était de donner à l'électorat l'impression que le parti travailliste n'était pas totalement convaincu par la loi qu'il projetait de faire voter au Parlement britannique, ce qui offrait aux nationalistes un bâton pour les battre :

Now, I'm not arguing that having a referendum is not a good idea. If it was successful in gaining support from the voting public, then it would be virtually impossible for anyone in the Lords or the Commons to refuse it, or try to do it later when the Parliament was in existence. But the way it was done was stupid in the extreme. It aroused widespread suspicion, even within the party, that Labour was finding a way to abandon its commitment to having a Scottish Parliament at all. No wonder party meetings were less and less well attended. Members felt there was no point. Liberty was listening. We are allowing the SNP to get away with their spin that Labour would not deliver, which, considering the fact that they had taken no part whatsoever in the work of the Scottish Constitutional Convention, was some brass neck ¹²⁷.

Fidèle à son parti, Maria Fyfe poursuit ainsi son récit en rendant hommage aux travaillistes qui ont été à l'origine du Parlement écossais (Donald Dewar et John Smith) tout en insistant sur l'absence totale de participation du parti nationaliste ¹²⁸.

S'il exista un rapprochement entre les deux causes (féministe et nationaliste), il reste cependant utile de souligner le fait que ce sont les circonstances qui unirent ces deux mouvements et non un engagement de l'un envers l'autre. En effet – et comme les chapitres suivants permettront de le mettre en lumière – le parti nationaliste (qui n'était certes pas le seul à œuvrer en faveur de l'autonomie) ne s'est jamais positionné favorablement sur la question de l'intervention en vue de faciliter l'accès aux femmes à la politique. De plus, le parti nationaliste s'est démarqué comme étant le grand absent lors de l'élaboration du Parlement écossais : les idées d'autonomie furent donc portées

¹²⁶ *Ibid.*, p. 170.

¹²⁷ *Ibid.*, p. 170.

¹²⁸ *Ibid.*, p. 171.

— Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation —

par un mouvement autre que nationaliste, un mouvement pluriel mais convaincu par la dévolution avant toute chose (et seulement par la dévolution, contrairement aux nationalistes qui préféraient l'indépendance). Ainsi, des idées de défense des droits des femmes apparurent dans le débat constitutionnel, débat que d'aucuns pourraient certes qualifier dans une certaine mesure de nationaliste, mais ces idéaux provenaient d'un milieu restreint, comme le prochain chapitre permettra de l'illustrer.

Chapitre 2 – Vers une représentation politique hommes-femmes plus équilibrée

Le chapitre précédent s’est attaché à montrer, entre autres, comment la deuxième vague de féminisme est née et quelles étaient ses principales revendications. Ce chapitre, par conséquent, tâchera de mettre en exergue l’impact des revendications féministes dans le domaine politique ; ainsi il sera question de l’application des idées de la deuxième vague de féminisme au champ de la politique. La période qui mène concrètement à la dévolution a permis d’inscrire la défense de la parité en politique (si ce n’est la parité exacte, au moins un soutien à l’implication des femmes dans ce domaine) dans l’élaboration du futur parlement.

Le soutien à la meilleure représentation politique des femmes a pris diverses formes allant de la plus radicale défense du 50/50 à de simples encouragements officieux des partis politiques envers des membres femmes et il n’a pas été entier, ni n’a traversé la classe politique dans son ensemble puisque tous les partis ne se sont pas investis en ce sens.

1 – De la défense de la place des femmes dans la société à l’idée qu’elles doivent être présentes dans le domaine politique

Le mouvement de libération des femmes a dès les années 1970 ouvert le débat quant à la place des femmes dans la société, ainsi qu’il l’a été montré ailleurs¹ : les

¹ MEGE-REVIL É., « Second wave feminism crossing over to mainstreaming: le féminisme, du mouvement associatif au débat constitutionnel en Écosse. », *op. cit.*

— Première partie : de la marginalité à l’institutionnalisation —

féministes – au sens large du terme – ont organisé leur combat dans la société de diverses manières, comme cette première partie en témoigne. Par la suite, elles ont pu mener le débat jusqu’à la question de la place des femmes dans le domaine politique et envisager la défense d’une politique plus égalitaire, notamment entre femmes et hommes.

1.1 – L’implication des féministes dans la vie associative

À la suite – et en parallèle – de la formation des groupes de sensibilisation², des réseaux d’associations, plus ou moins structurés, se sont organisés. De nombreux écrits furent alors publiés afin de diffuser les savoirs et les données jusque-là manquantes. Enfin, certaines femmes, souvent actives dans le mouvement associatif, se sont engagées politiquement à l’échelle locale.

1.1.1 – Campagnes et associations de défense des droits des femmes

Comme évoqué plus haut, la conséquence de l’émergence des idées féministes de la deuxième vague fut notamment la création de nombreuses associations de défense des droits des femmes. Elles étaient souvent à but unique, comme ceux évoqués par Sheila Rowbotham³ : égalité de salaires, droit à l’avortement ou loi sur l’homosexualité. Les femmes alors engagées dans des causes féministes œuvrèrent en parallèle du système politique dit normal ; c’était le moyen le plus efficace à leur disposition de combattre certaines injustices dans la vie des femmes, et aussi de faire entendre leur voix afin d’éveiller des consciences à de nouveaux thèmes qui émergeaient dans les débats de

² Cf chapitre 1: 1.2.2.

³ ROWBOTHAM S., *Hidden from History: 300 Years of Women’s Oppression and the Fight against it*, London, Pluto Press Ltd, 1977, p. 168.

— Première partie : de la marginalité à l’institutionnalisation —

société. Les groupes de pression ne furent pas les seules structures à émerger, d’autres cherchèrent à apporter aide et soutien aux femmes sur le terrain.

Ces associations agirent dans un but précis, et lancèrent des campagnes d’information pour alerter les Écossais-es quant à des questions qui concernent la vie des femmes, que ce soit pour faire prendre conscience des violences que certaines subissent (comme le viol), ou bien pour faire valoir les droits des femmes (tels que le droit à l’avortement). Parfois ces campagnes furent menées par des organismes liés aux collectivités locales et non par des organismes composés de bénévoles. C’est le cas de *Zero Tolerance*⁴, une campagne lancée par le *Edinburgh District Council* et visant à dénoncer la violence des hommes sur les femmes, de décembre 1992 à mai 1993. Grâce à de nombreuses affiches, cette campagne permit de faire connaître des associations comme *Women’s Aid* et *Rape Crisis*. *Zero Tolerance* fut très marquante, avec son slogan « *No Man has the Right* », et connut un grand succès, à l’échelle de toute l’Écosse. Cette campagne se voulait en effet féministe dans les termes qu’elle emploie, dans la dénonciation de la violence masculine en tant qu’abus de pouvoir mais aussi dans le fait de ne pas traiter les femmes violentées en « victimes »⁵. Les organisations féministes préféraient généralement utiliser le terme de « survivantes » bien plus positif, qui permettait à ces femmes de se sentir capables d’affronter les événements négatifs de leur vie. La campagne de *Zero Tolerance* avait pour but « *The Three Ps : Prevention, Provision and Protection* », et faisait suite au constat que la violence était largement acceptée chez les jeunes. Pour certains observateurs, telle que Fiona Mackay⁶, cette campagne fut un succès car elle démontra les liens forts (basés sur une idéologie féministe commune) qui unissaient les différentes organisations mais elle amena aussi des femmes à fréquenter les centres des associations qui leur étaient destinés.

Ces associations travaillaient à un niveau local et recevaient les femmes qui nécessitaient leur aide, mais elles agissaient aussi à un niveau national, en formant une

⁴ Cette désignation est empruntée à la législation new-yorkaise et à une théorie des années 1980 selon laquelle empêcher les plus petites infractions grâce à une police forte permet d’éviter par la suite les gros délits. www.zerotolerance.org.uk.

⁵ MACKAY F., « The Case of Zero Tolerance: Women’s Politics in Action? », E. BREITENBACH et F. MACKAY (dir.), *Women and Contemporary Scottish Politics: an Anthology*, Edimbourg, Polygon, 2001, p. 105-130. p. 106.

⁶ *Ibid.*

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

sorte de réseau, tout en étant autonomes les unes par rapport aux autres. Elles travaillaient sous la surveillance des collectivités locales et bénéficiaient d'aides, qui pouvaient naturellement venir à manquer si les élus ne soutenaient pas les causes défendues. Les hommes et femmes engagés en politique ne considéraient pas toujours la cause et le travail de ces associations comme utile, ainsi *Women's Aid* dut même mener des actions de prévention auprès des élus sur le thème de la violence⁷, afin de leur montrer la nécessité de leur travail, et d'obtenir, si ce n'est leur soutien, au moins un certain dialogue. Ceci tend à prouver que l'action de ces associations, entreprise par des féministes hors du système politique, était nécessaire non seulement en ce qui concerne l'aide apportée aux femmes qui en exprimaient le besoin, mais aussi en ce qui concerne la prévention. L'aide aux femmes victimes de violence était concrète et de natures variées. Elle était d'abord psychologique puisque les membres des associations apportaient un soutien aux femmes qui venaient à leur rencontre, mais elle pouvait aussi être matérielle car certaines associations avaient des refuges.

Ces associations étaient l'œuvre de féministes; les femmes qui en devinrent les membres venaient de différents horizons mais toutes partageaient la conviction qu'il était nécessaire d'agir contre les inégalités, que ce soit grâce à des contributions financières ou bien une présence dans les locaux des groupes. Ainsi, *Women's Aid* tenait à apporter du « soutien » aux femmes qui en faisaient la demande, considérant cette approche comme égalitaire. L'éthique de l'association reposait sur une certaine idée d'entre-aide, puisque les femmes qui y travaillaient, payées ou non, étaient considérées comme des « *women helping women helping women* »⁸), et certaines femmes qui prenaient contact avec des associations s'attendaient à être prises en charge psychologiquement. Petit à petit, certains membres de centres affiliés à *Rape Crisis* acceptèrent de jouer ce rôle d'aide psychologique, alors que d'autres restèrent fermes quant à leur position féministe égalitaire qui refuse la hiérarchie entre celle qui donne

⁷ CUTHBERT J. et L. IRVING, « Women's Aid in Scotland: Purity versus Pragmatism? », E. BREITENBACH et F. MACKAY (dir.), *Women and Contemporary Scottish Politics: an Anthology*, Edimbourg, Polygon, 2001, p. 55-68.

⁸ *Ibid.* p. 56.

— Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation —

l'aide et celle qui la reçoit⁹. Quelques associations furent même spécialement conçues pour certaines femmes de minorités ethniques, qui demandaient à ne pas être considérées seulement comme des femmes, mais comme des femmes qui vivaient des expériences différentes des femmes blanches, par exemple. Ces associations furent créées car, comme l'explique Anita Shelton¹⁰ : « Sisterhood between black and white women *en masse* has failed to materialise, with the definition of 'feminism' and the primacy of gender or class over race remaining unresolved issues. » Cette dernière illustration permet une fois encore de souligner la multiplicité de facteurs qui composent une identité : sexe ou genre, orientation sexuelle, origine ethnique, classe sociale, appartenance religieuse ou encore nationalité ne sont que quelques exemples, mais il est complexe de les intégrer tous à chaque système de pensée.

Il est nécessaire d'évoquer ici un élément tout à fait logique dans le mouvement féministe de la deuxième vague : l'absence d'homogénéité. Tout comme il a été montré que le nationalisme ou le parti nationaliste renvoient à une multiplicité de sous-courants et de positionnements, le féminisme en est de même. Dès lors, différents courants du féminisme émergèrent et peinèrent à s'accorder idéologiquement. Joni Lovenduski et Vicky Randall résument les ambiguïtés auxquelles furent confrontées les féministes de cette période en évoquant les projets de l'époque¹¹. Un certain nombre de féministes émergèrent de mouvements marxistes, mais en rejetaient la forme, beaucoup venaient d'autres arrière-plans ; elles souhaitèrent créer des espaces propres aux femmes, et les groupes de sensibilisation, notamment, permirent aux femmes (sans la présence d'hommes) de développer leur identité et surtout une façon de faire la politique qui leur était propre. Les auteures insistent sur le fait que ceci se passa hors du champ de l'oppression masculine, qui était le dénominateur commun entre les femmes et donna naissance au mouvement de libération des femmes. Ce dénominateur commun devait

⁹ CHRISTIANSON A. et L. GREENAN, « Rape Crisis Movement in Scotland, 1977-2000 », E. BREITENBACH et F. MACKAY (dir.), *Women and Contemporary Scottish Politics: An Anthology*, Édimbourg, Polygon, 2001, p. 74.

¹⁰ SHELTON A., « Black Women's Agency in Scotland: A View on Networking Patterns », E. BREITENBACH et F. MACKAY (dir.), *Women and Contemporary Scottish Politics: An Anthology*, Édimbourg, Polygon, 2001, p. 49.

¹¹ LOVENDUSKI J. et V. RANDALL, *Contemporary Feminist Politics: Women and Power in Britain*, Oxford, Oxford University Press, 1993. p. 62- 63.

rendre le mouvement possible. Pourtant les aspirations furent de courte durée car le mouvement féministe reproduisit un schéma similaire au modèle rejeté : l'universalisme des demandes et l'effacement des différences entre les femmes mena à une structure similaire de ce que la tradition socialiste avait connu à ses débuts : une perception unique de l'expérience de la classe ouvrière¹². Ce point de vue fait ressortir tout d'abord ce qu'Anita Shelton évoquait, soit la diversité qui s'efface devant la volonté de rassembler autour d'une expérience commune de la subordination. Les deux chercheuses pointent aussi du doigt le problème de l'intégration des féministes à la vie politique traditionnelle (dominée par les hommes car partie prenante de la société patriarcale) et le risque de perdre en influence (car les organisations pouvaient se permettre des actions qui avaient plus d'impact que celles des élues qui se devaient de respecter les idéaux de leur parti). En effet, les associations permettaient une plus grande liberté à leurs membres, mais il est inévitable de reproduire certains aspects contraignants des plus grandes institutions lorsqu'un groupe s'établit. De plus, il existait une forte dichotomie qui persistait entre deux groupes opposés, qui se réclamaient des féminismes dits « *Liberal* » et « *Socialist* »¹³.

De manière générale, le féminisme à partir des années 1970 se divise en différentes catégories, selon les idéologies qui le sous-tendent. Une brève mise au point s'impose pour comprendre les conflits internes à certaines structures féministes. Les féministes dites libérales considèrent que la discrimination à l'encontre des femmes les a empêchées de participer à la régulation de la nature par les sciences et les lois. En revanche, les féministes dites marxistes envisagent la nature comme fournissant ce qui est nécessaire aux hommes et aux femmes (sans tomber dans les excès de la consommation, de la richesse et de la pollution), et leur permettant de travailler côte-à-côte. Les féministes dites socialistes, quant à elles, envisagent la nature comme une construction sociale et historique, avec laquelle les hommes et les femmes doivent former un partenariat¹⁴. De cela, l'on peut dériver les définitions générales qui suivent. Le terme libéral recouvre des réalités multiples : il remonte aux origines du mouvement

¹² *Ibid.*

¹³ LOVENDUSKI J. et V. RANDALL, *Contemporary feminist politics, op. cit.*, p. 63.

¹⁴ FAUSTO-STERLING A., « Nature », C.R. STIMPSON et G. HERDT (dir.), *Critical Terms for the Study of Gender*, Londres, University of Chicago Press, 2014, p. 299-300v.

(avec John Stuart Mill et Mary Wollstonecraft¹⁵) mais permet aussi de qualifier le mouvement de libération des femmes (*Women’s Liberation Movement*) des années 1970 et le féminisme de la deuxième vague¹⁶. Il considère que la loi ne doit pas marquer de distinction entre les genres et se place davantage dans l’action (souvent par l’éducation) que dans l’analyse. Il lui a été reproché d’être trop superficiel et de ne représenter que la classe moyenne blanche, notamment par les féministes des mouvements plus radicaux comme ceux évoqués plus haut. Pour le féminisme dit marxiste, l’origine de l’oppression des femmes se trouve dans l’opposition entre les différentes classes plutôt que dans celle entre les genres. Les femmes constitueraient dans la famille bourgeoise une classe de travailleuses non-payées. Certaines féministes reprochent pourtant au marxisme l’absence d’analyse genrée dans l’analyse de la société¹⁷. La branche socialiste provient de la pensée marxiste, de la mouvance radicale, et porte une forte influence psychanalytique, les théories marxiste et psychanalytique ayant eu tendance à manquer d’analyse sur le genre. Cette branche est plus inclusive des divers éléments qui forment l’identité et le genre (en ce qui concerne la classe sociale ou les origines ethniques par exemple)¹⁸. Le féminisme dit radical s’attaque souvent à la société patriarcale et à l’oppression des femmes qui en découle. Il s’oppose au féminisme libéral, notamment sur la question du genre, construction sociale dont il faudrait se défaire pour obtenir l’égalité entre hommes et femmes ; ses positionnements sont comme son nom l’indique très radicaux¹⁹.

Sheila Rowbotham évoque aussi à ce propos la perte de radicalité du mouvement qui s’institutionnalise. Pour elle, les féministes (tout comme les travaillistes auparavant), une fois entrées dans les institutions auraient laissé pour compte les aspirations qui les avaient menées jusque-là. Elle explique que les féministes libérales, tout comme les travaillistes, auraient été changées par les structures contre lesquelles elles s’étaient d’abord érigées, cherchant l’approbation de la classe dirigeante, mesurant

¹⁵ GAMBLE S., *The Routledge Companion to Feminism and Postfeminism*, Londres, Routledge, 2001, p. 264.

¹⁶ *Ibid.*, p. 205.

¹⁷ *Ibid.*, p. 269-270.

¹⁸ *Ibid.*, p. 316-317.

¹⁹ *Ibid.*, p. 302-303.

le progrès des femmes grâce à l’accès de quelques-unes au pouvoir et aux honneurs²⁰. D’abord un courant fidèle à ses idéologies traditionnelles, le féminisme se serait déradicalisé au contact du système politique dominant (et patriarcal).

En revanche, cette opposition se fit moins ressentir dans l’action concrète des groupes de protection de femmes battues par exemple, qui s’occupèrent de recevoir ces femmes et de les soutenir principalement. D’autant plus que les associations veillèrent à ne pas compromettre leur indépendance, ce que montrent Jean Cuthbert et Lesley Irving avec l’exemple du réseau *Woman’s Aid* et ses antennes autonomes, censées s’affranchir d’une hiérarchie associée à une forme de pouvoir masculine²¹. Les groupes avaient donc bien conscience de ce que dénoncent entre autres Joni Lovenduski et Vicky Randall ; le danger de verser dans les excès du modèle patriarcal (un modèle trop autoritaire, basé sur la hiérarchie, et qui ne permet pas l’égalité des chances) que les féministes tentent de contrer. Pour autant, le féminisme plus courant – moins radical – n’a pas eu peur de s’institutionnaliser comme nous aurons l’occasion de le voir par la suite.

1.1.2 – Les publications

Par ailleurs, un des organismes les plus importants, car travaillant pour toute l’Écosse, et ce toujours de nos jours, est *Engender*²². Il fut créé – entre autres – par Alice Brown et Esther Breitenbach, dans le but de faire des recherches sur les femmes, leur situation en Écosse, et même leur représentation politique. Cette organisation partit du constat d’un manque de données sur les femmes en Écosse et chercha à combler ce vide par la publication de statistiques et leur analyse. Elle est entièrement gérée par des femmes et veut explorer la situation des femmes dans tous les domaines (sociaux, économiques et politiques). Il s’agit d’une organisation pour les femmes qui officie

²⁰ ROWBOTHAM S., *Hidden from History: 300 Years of Women’s Oppression and the Fight against it*, *op. cit.*, p. 162.

²¹ CUTHBERT J. et L. IRVING, « Women’s Aid in Scotland: Purity versus Pragmatism? », *op. cit.* p. 57.

²² *Engender*, <http://www.engender.org.uk/>.

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

toujours. *Engender* publie annuellement son *Gender Audit*, un compte rendu de la situation des femmes en Écosse. Mais *Engender* publie aussi une revue et continue à publier des ouvrages consacrés à certains aspects de la situation des femmes en Écosse. Cet organisme s'est associé à de nombreux groupes de réflexion sur les questions liées aux femmes mais aussi aux questions constitutionnelles (de la représentation des femmes surtout), en envoyant des représentantes telles que Sue Innes, pour ne citer qu'elle.

Le mouvement de la deuxième vague de féminisme ne s'exprima pas en Écosse que par le biais d'associations d'aide aux femmes (qu'elles soient victimes de violence ou pauvres), il s'exprima à travers ses propres moyens de communication : des publications féministes. Celles-ci eurent souvent une durée de vie limitée, mais elles furent influentes dans différentes sphères, celle de la recherche et celle de la vie quotidienne. D'une part, certaines revues s'adressaient à des milieux plutôt intellectuels grâce à des articles de chercheuses féministes ; c'est le cas de *Feminist Review* par exemple, une revue publiée à Londres depuis 1979, ou bien *Harpies & Quines*²³, dont les douze numéros furent publiés à Glasgow entre 1992 et 1994. D'autre part, d'autres revues s'adressaient directement à des femmes préoccupées de leur condition et celle de leurs congénères, et parlaient de leur vie quotidienne ; elles étaient en général le travail d'amateurs, même si les revues évoluèrent parfois par la suite. C'est le cas de publications comme *Scottish Women's Liberation Journal*, publié à Aberdeen par le Scottish Women's Liberation Journal Collective dans les années 1977-78, puis devenu *MsPrint : a Scottish feminist publication*, dont la courte vie dura de 1978 à 1979. Cependant, il ne faut pas exagérer les différences de public entre les différentes publications car les lectorats n'étaient pas cloisonnés, et si la mise en page différait d'une revue à une autre, elles avaient bel et bien le même but : s'exprimer quant à des sujets qui touchaient les femmes et qui ne pouvaient être publiés en dehors de ces collectifs. Esther Breitenbach, chercheuse impliquée dans le mouvement, a témoigné de la naissance de ces vecteurs de la pensée féministe dans l'atelier à l'élaboration duquel elle a participé :

²³ Jeu de mot sur le titre de la revue américaine de mode *Harpers and Queens* (*Harper's Bazaar*) : « harpies » renvoie à la figure mythologique mi-femme, mi-oiseau, « quine » est un terme du dialecte doric qui signifie « jeune fille ».

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

[...] people began to write, write like their own material. And, one of the things I was involved in in the mid-Seventies was the *Scottish Women's Liberation Journal*, and then its successor, *Msprint*, and Joan was also involved in that. [laughs] ²⁴.

Elle aborde ensuite la question de la spécificité écossaise, qui rendait la société misogyne aux yeux de beaucoup :

And, this sort of I think resonates with Lesley's point about looking for Scottish stories, because, at a relatively early stage we began, you know, the, the notion of the Women's Movement was, was global, sisterhood is global, it was international, and, and indeed, it is, was and is, but we began to think about, well, what is it specifically about our experience in Scotland? Because some of what we were reading didn't register closely enough, I mean whether it's the notion of a Calvinist inheritance or, or whatever, or Highland women and so on. So, that was one of the motives for the creation of the *Scottish Women's Liberation Journal*, which, which I think had four issues before there was a split along socialist feminist/radical feminist lines [laughter], a rather difficult split. And, and the socialist feminist faction, of which I was a part, then created *Msprint*. And, that went on for a number of years [...] ²⁵.

Une des difficultés que devaient surmonter les femmes engagées dans le mouvement féministe était de dépasser les différents idéologiques, qui risquaient en les divisant d'affaiblir le mouvement. Enfin, elle évoque la façon dont le mouvement souhaitait travailler :

And I think, picking up the other points that have been made about, it was collective enterprise, it was something again where there was mutual support and interchange of ideas that, that helped that happen ²⁶.

Dans son intervention, Esther Breitenbach évoque plusieurs caractéristiques spécifiques du mouvement à l'époque. Tout d'abord, la prise de conscience que ce que vivaient les femmes en Écosse résonnait avec ce que vivaient les femmes ailleurs dans

²⁴ THE WOMEN'S LIBRARY, *The UK Women's Liberation Movement: Scottish Women's Liberation Movement Workshop*, op. cit.

²⁵ *Ibid.*

²⁶ *Ibid.*

le monde, mais possédait aussi un particularisme. Pendant longtemps la littérature, qu’elle soit uniquement féministe ou plutôt sociologique, ne prit pas en compte la spécificité de l’Écosse à l’intérieur du Royaume-Uni. Même si l’on peut considérer que l’Écosse n’était pas si différente du reste du Royaume-Uni, il s’avère qu’il était davantage question de l’Angleterre, lorsque des écrits étaient publiés sur le Royaume-Uni et il est difficile de trouver des ouvrages féministes de l’époque centrés sur l’Écosse. Un autre point est la dichotomie entre les différentes formes de féminisme évoquées plus haut ²⁷, soit principalement le courant libéral face aux formes socialiste et radicale.

1.1.3 – Les collectivités locales

Évoquer les associations de défense des droits des femmes implique de s’attarder sur les collectivités locales, et ce pour deux raisons principales. La première est la dépendance des premières aux deuxièmes à titre financier. La seconde est l’engagement de nombreuses femmes dans les deux types de structures. Il faut noter que les collectivités locales avait été marquées par une présence de femmes en leur sein, et ce depuis déjà le début du siècle, avec Mary Barbour ²⁸, par exemple. Il est d’autres raisons, comme par exemple une mesure du parti travailliste en 1984 dont se souvient Sheila Gilmore (qui sera élue quelques années après) :

I was at the meeting that, a few of us who [were] in the Labour Party at the time, there was only about four or five of us, who, who met together and said, ‘Wouldn’t it be a good idea to put into our manifesto for the next election, that we should have a women’s committee.’ And this was probably late ’83, early ’84. And, we really were a pretty small group. And to this day I still believe we only got that into the manifesto because nobody expected we were

²⁷ Cf chapitre 1 : 1.2.2.

²⁸ Cf chapitre 1 : 1.2.1.

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

going to win. [Laughter] I mean Edinburgh had never had a majority Labour Council before 1984. And winning was a surprise ²⁹.

Même si le parti travailliste avait accepté l'existence de cette commission dans son principe, sa mise en œuvre n'avait pas nécessairement été de soi pour tous les élu-e-s ³⁰.

Les associations étaient liées aux collectivités locales et profitaient de leur aide, mais il leur fallait pour cela un soutien parmi les élu-e-s. Or les femmes avaient été mieux représentées dans les collectivités locales qu'à Westminster depuis de nombreuses années, ce qui s'explique par les difficultés qu'elles rencontraient à vouloir concourir aux élections législatives. En effet, en 1996, *Gender Audit* ³¹ annonce 22,4% de femmes parmi les élu-e-s locaux-les et 9,7% de femmes parmi les élu-e-s écossais-e-s à Westminster de 1995. Tout d'abord il est évident qu'il est plus simple pour des femmes qui ne se permettent pas de s'absenter de chez elles pour ne pas délaissé leur famille de s'engager politiquement près de chez elles. Ainsi, peu de femmes qui s'engageaient localement s'imaginaient le faire nationalement (c'est-à-dire se présenter aux élections du Parlement britannique, avant 1999), même si leur expérience dans la politique locale leur apportait davantage de confiance.

De plus, dans la majeure partie de la période qui mena directement à la dévolution (soit les deux dernières décennies du XX^e siècle), les conservateurs avaient une majorité au Parlement britannique. Or le parti conservateur était un des plus réfractaires aux mesures favorisant l'accession des femmes au pouvoir. En revanche, l'Écosse votait majoritairement pour le parti travailliste, qui lui était plus favorable au fait d'agir pour avoir des femmes dans ses rangs. Il paraît donc logique que les femmes soient plus nombreuses dans les collectivités locales écossaises, traditionnellement plus acquises au parti travailliste, car elles auraient plus de facilités à se présenter sur des listes de ce parti. Or, comme les travaillistes étaient majoritaires (au niveau des votes mais surtout au niveau des sièges grâce au système du scrutin uninominal à un seul tour et à majorité simple, FPTP), la proportion de femmes élues

²⁹ THE WOMEN'S LIBRARY, *The UK Women's Liberation Movement: Scottish Women's Liberation Movement Workshop*, op. cit.

³⁰ GILMORE S., « Entretien », op. cit.

³¹ ENGENDER, *Gender Audit 1996*, Édimbourg, Engender, 1996.

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

serait plus importante qu'à Westminster. Ce raisonnement n'est pas toujours justifié par la réalité des chiffres comme le montre le tableau suivant :

Tableau 2.1 : Pourcentages de femmes élues dans les collectivités locales écossaises, 1992-2003

Parti	1992 (1)	1994 (2)	1995	1999	2003
Scottish Labour Party	21%	16%	24%	22%	19%
Scottish National Party	29%	18%	20%	24%	25%
Scottish Liberal Democrat Party	29%	23%	29%	32%	33%
Scottish Conservative Party	16%	23%	27%	23%	23%
Indépendant/autre	19%	16%	13%	16%	15%
Total	22%	17%	22%	23%	22%

1. Élections de districts

2. Élections de régions

Source : *A Gender Audit of Statistics*, 2007 ³²

Certains partis parvenaient donc à avoir davantage de femmes élues en terme de pourcentages que le parti travailliste (comme le parti nationaliste ou le parti libéral-démocrate). Bien sûr, il demeure vrai qu'il y avait plus de femmes chez les travaillistes en nombre réel puisqu'ils étaient plus nombreux à être élus. Mais d'après John Fairley ³³, dans les partis présents dans les conseils locaux, le positionnement entre gauche et droite de l'échiquier politique était peu radicalisé, les électeurs-trices ne votant pas nécessairement pour un parti donné et les candidat-e-s n'étant que relativement marqué-e-s par les lignes directrices des partis politiques.. Le travail que fournissent les élu-e-s locaux-ales n'est pas celui des professionnel-le-s de la politique, mais est davantage celui d'actions directes et de proximité. Cela expliquerait une tendance générale à une meilleure représentation des femmes parmi les élus (même si elle reste faible), et aussi une tendance générale à l'intérêt pour les questions concernant la vie des femmes.

³² BREITENBACH E. et F. WASOFF, *A Gender Audit of Statistics Comparing the Position of Women and Men in Scotland*, Édimbourg, Scottish Executive Social Research, 2007.

³³ FAIRLEY J., « Les Collectivités locales écossaises », K. DIXON (dir.), *L'Autonomie écossaise. Essais critiques sur une nation britannique*, Grenoble, ELLUG Editions, 2001, p. 139-162.p. 149.

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

En outre, l'engagement politique des femmes, s'il était meilleur en termes de représentation à l'échelle locale, était accompagné d'un fort engagement syndical (par exemple, en 1996 35% des membres de syndicats en Écosse étaient des femmes et en 1997, 44%, d'après le STUC, quelques femmes avaient des rôles de premier plan, principalement en ce qui concernait des questions liées aux femmes). En effet, le *Scottish Trades Unions Conference* a un *Women's Committee* depuis 1926, donc fondé 29 ans après le STUC en 1897. Le STUC publiait même un *Women's Handbook*, qui donnait des adresses des collectivités locales, expliquait comment s'inscrire dans un syndicat ou au parti travailliste, ainsi que d'autres adresses utiles pour les femmes³⁴. Il expliquait aussi l'histoire de ce groupe, ainsi que son fonctionnement. Il se réunit tous les ans, avec un ordre du jour qui lui est propre, et possède sa propre section dans les comptes-rendus annuels des conférences du STUC. Il y est question de ce qui touche les femmes dans la société, c'est-à-dire de travail, chômage et bas salaires entre autres, mais du point de vue des femmes. Le *Women's Handbook* mettait en avant les liens existants entre le comité et les associations écossaises qui lui permettaient de participer activement à l'éveil des consciences dans le monde entier :

[...] we have established very strong links with a number of women's organizations and interest groups in Scotland, and have jointly promoted issues, such as abortion rights, women against apartheid, workplace crèches, workplace health screening facilities, women for peace, women against racism, and many more. Like the STUC, the Women's Committee has also established working links with women from many countries throughout the world³⁵.

Ceci montre bien l'existence d'un réseau de groupements de femmes qui agissaient en Écosse (que ce soit dans les associations, dans les collectivités locales, ou encore dans les syndicats) et sans qui la seule présence des femmes à Westminster n'aurait pas permis d'augurer une meilleure représentation politique féminine dans le parlement écossais qui se dessinait alors.

Ainsi, les collectivités locales, mais aussi les syndicats, ont permis de garder la question concernant l'égalité des chances (surtout en ce qui concerne les inégalités

³⁴ STUC WOMEN'S COMMITTEE, *Women's Handbook*, Glasgow, STUC, 1990.

³⁵ *Ibid.* p. 6.

hommes-femmes) en plein cœur des débats politiques, alors que le gouvernement central la délaissait, et c'est ce que montrent Esther Breitenbach et Fiona Mackay³⁶. Cette idée d'un engagement féminin en politique différent de l'engagement des hommes dans la politique traditionnelle est un point sur lequel s'entendent beaucoup de chercheurs, ce qui fait parler à Alice Brown d'« involvement of women in contemporary Scottish politics and their networking both within and outside the formal structures of political power.³⁷ » Cette idée est aussi très présente chez Joni Lovenduski et Vicky Randall, qui l'expriment de manière davantage emphatique : « Yet local government has been a major, if not the major, arena of feminist activity in the 1980s. This is principally because of changes in the composition and attitudes of local Labour leaderships, including [...] the greater receptivity to feminist initiatives.³⁸ » Les femmes étaient d'ailleurs plutôt influentes dans ces conseils, et Ellen Kelly, actrice de ces collectivités locales, fait même de ces femmes les moteurs de l'efficacité des mesures qui y furent prises. Pour elle, la qualité, l'accessibilité et l'efficacité des collectivités locales reposent sur la représentation féminine et l'influence des femmes, en tant qu'élues et cadres supérieures³⁹. Cette analyse peut paraître excessive mais elle souligne tout de même l'importance de la présence des femmes parmi les élu-e-s, car elles permettaient dans les collectivités locales d'aborder dans les débats la situation des femmes dans la société, de plus, elles sont souvent les principales bénéficiaires des services publics et connaissent bien la vie quotidienne des foyers. La présence des femmes au sein d'organismes politiques permet donc de garder les thématiques liées aux femmes au sens large au cœur des débats politiques en général, mais surtout une action concrète dans la vie des femmes qui en avaient besoin, notamment en termes d'aides financières.

³⁶ BREITENBACH E. et F. MACKAY, « Keeping Gender on the Agenda: Local Government in Scotland », E. BREITENBACH et F. MACKAY (dir.), *Women and Contemporary Scottish Politics: An Anthology*, Édimbourg, Polygon, 2001, p. 147-162.p. 147.

³⁷ BROWN A., « Women and Politics in Scotland », E. BREITENBACH et F. MACKAY (dir.), *Women and Contemporary Scottish Politics*, Édimbourg, Polygon, 2001, p. 197-212.p. 198.

³⁸ LOVENDUSKI J. et V. RANDALL, *Contemporary feminist politics*, op. cit. p. 40.

³⁹ E. Kelly, « The Future of Women in Scottish Local Government », *Women and Contemporary Scottish Politics: an Anthology*, dir. E. BREITENBACH et A. BROWN, Édimbourg, Polygon, 2001, p. 93, paru d'abord dans *Scottish Affairs*, automne 1992.

— Première partie : de la marginalité à l’institutionnalisation —

En effet, les collectivités locales, sous l’impulsion des élues aussi peu nombreuses qu’elles soient, s’impliquèrent dans des campagnes de sensibilisation de la population et prirent aussi des mesures concernant l’égalité des chances principalement. Les collectivités participèrent aux campagnes créées en collaboration avec les associations, notamment en apportant leur soutien financier mais aussi leur aide quant à l’organisation et la diffusion de leurs idées, puisqu’elles faisaient partie d’un réseau. La *Convention of Scottish Local Authorities* (CoSLA), permit de mettre en contact les conseils et de créer un lien entre eux et le gouvernement central. L’organisme se décrit comme un forum qui répercute les points de vue des collectivités locales auprès de l’État, de différents organismes ainsi que du grand public ⁴⁰. De plus, dans le cadre de *Zero Tolerance*, les conseils travaillèrent ensemble, avec même, entre autres, ceux qui étaient aux mains des conservateurs. La campagne mit en œuvre des projets de toutes sortes afin de faire entendre son message (grâce à des conférences, des séminaires, des projets théâtraux, des campagnes publicitaires dans les médias locaux, etc. ⁴¹).

Les collectivités locales cherchèrent à intégrer la recherche de l’égalité des chances (surtout en ce qui concerne les différences faites entre les hommes et les femmes) au travail général de la politique (« *mainstreaming gender equality* »). La plupart des conseils avaient des structures qui géraient l’égalité des chances, avec des employées qui œuvraient aux côtés des élu-e-s, et s’occupaient de ce qui touche aux mesures contre le harcèlement, aux horaires de travail, aux périodes de congés, par exemple ⁴². Les domaines politiques touchés par ces mesures, et donc les départements des collectivités locales concernés, furent principalement le logement, l’action sociale, et les loisirs. Malgré cela, ce travail ne semble pas avoir été encore très efficace dans les années 1990 car les recherches sur les inégalités hommes-femmes, notamment, ne furent pas systématiques.

Cependant, cet intérêt des collectivités locales pour les associations d’aide aux femmes connut un inconvénient ; il les rendit dépendantes financièrement et donc restreignit leur liberté d’action, comme l’indiquent Joni Lovenduski et Vicky Randall.

⁴⁰ *Convention of Scottish Local Authorities*, <http://www.cosla.gov.uk/>.

⁴¹ MACKAY F., « The Case of Zero Tolerance: Women’s Politics in Action? », *op. cit.* p. 111.

⁴² BREITENBACH E. et F. MACKAY, « Keeping Gender on the Agenda: Local Government in Scotland », *op. cit.* p. 154.

— Première partie : de la marginalité à l’institutionnalisation —

Les collectivités locales remplacèrent en quelque sorte par leur travail celui du mouvement féministe des années 1980 dans le contexte économique rude de l’époque, ainsi que celui de la politique thatchérienne, qui rendit le mouvement plus dépendant de l’État. Ce qui fut nommé « féminisme municipal », le féminisme qui existait au sein des collectivités locales, connut son essor alors que ces autorités étaient principalement sous contrôle travailliste, et paradoxalement ceci fit croître la dépendance du mouvement à l’État, lui-même conservateur. Ainsi, bien que le mouvement vît son influence augmenter alors, sa dépendance fit de même, le fragilisant à l’avenir. Cette analyse donne raison aux féministes qui craignaient l’insertion de leur mouvement dans la politique générale du pays, car la dépendance économique pouvait et peut engendrer une dépendance idéologique. En effet, les autorités qui possédaient l’argent pouvaient exercer des pressions sur les organismes locaux pour faire adopter les mesures qui étaient en accord avec leur politique, et cela aurait été synonyme de dé-radicalisation du mouvement. Cette perte d’autonomie fut aussi une illustration d’un autre grand changement qui se mettait alors en place : la réorganisation des collectivités locales par le gouvernement conservateur en place à Londres.

En 1994, le gouvernement conservateur de John Major décida de réorganiser les collectivités locales en Écosse avec le *Local Government Reform (Scotland) Act*, ce qui signifiait revoir le découpage des régions et des districts, afin de les diviser et réduire l’influence des travaillistes. Cette réforme très impopulaire fut mise en pratique en 1995 avec des premières élections le 5 avril, mais elle ne porta pas ses fruits quant aux attentes de meilleurs résultats pour les conservateurs. Dans le cadre de cette réorganisation, les subventions accordées aux associations furent réduites. Or il se trouve que des groupes comme *Rape Crisis* étaient financés par les collectivités locales depuis les années 1980. Ainsi, le *Glasgow Rape Crisis* était devenu le *Strathclyde Rape Crisis Centre* en 1982, lorsque le conseil du Strathclyde lui avait apporté son soutien financier pour leur premier travailleur administratif, et en 1983 le groupe avait reçu des aides pour un projet⁴³. Aileen Christianson et Lily Greenan parlent même d’effets

⁴³ CHRISTIANSON A. et L. GREENAN, « Rape Crisis Movement in Scotland, 1977-2000 », *op. cit.* p. 70.

catastrophiques en ce qui concerne les financements de *Rape Crisis* à Glasgow, qui après 1996 dut demander de l'aide financière à neuf conseils différents.

De plus, le gouvernement conservateur avait généralisé une mesure de libéralisation des activités des services publiques, le « *compulsory competitive tendering* » (CCT), qui obligeait les collectivités locales à soumettre leurs services à la concurrence du secteur privé. Tous ces changements relatifs aux collectivités locales furent mal accueillis en Écosse. La concurrence encouragée par le CCT infligeait donc aux employés municipaux une méthode de travail beaucoup plus dure à vivre. Les femmes et les travailleurs à temps partiel souffrirent le plus des conséquences de l'instauration de ce système⁴⁴. Les effets pervers du CCT allaient à l'encontre de l'engagement des travailleurs sociaux qui cherchaient à instaurer l'égalité des chances dans le monde du travail. En effet, les employeurs devinrent beaucoup moins bienveillants avec leurs employés car les résultats qu'ils attendaient de ces derniers devaient être immédiatement visibles et positifs. Le travail des employés, s'il était plus « efficace » dans les chiffres, était peut-être dépourvu de la chaleur humaine que l'on peut attendre de la part de travailleurs sociaux.

Ces changements furent particulièrement craints par les femmes et leurs associations, avant qu'ils ne soient appliqués, comme l'ont expliqué Alice Brown, Fiona Myers et Esther Breitenbach. Les femmes étaient très présentes dans les collectivités locales et elles reçurent leur réorganisation avec grande appréhension : le risque était de perdre en influence, d'être moins présentes numériquement, et enfin les femmes, étant de manière générale plus dépendantes financièrement des collectivités locales que les hommes, risquaient d'être affectées davantage par les coupes budgétaires⁴⁵. Les craintes étaient majoritairement fondées, et la restriction des budgets eut des effets catastrophiques sur les financements de certaines associations, comme l'a illustré l'exemple de *Rape Crisis*. Esther Breitenbach et Fiona Mackay déplorent aussi la disparition d'emplois relatifs aux questions d'égalité des chances lors du remaniement

⁴⁴ BREITENBACH E., « Review: The Gender Impact of Compulsory Competitive Tendering in Local Government », *Scottish Affairs*, 1996, 15, printemps 1996, p. 124.

⁴⁵ BROWN A., F. MYERS, et E. BREITENBACH, « Researching Women in Scotland: Problems and Opportunities », *Scottish Affairs*, 1994, 8, Été 1994, p. 80.

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

des régions ⁴⁶. Dans leur conclusion sur la question de la réorganisation des collectivités locales, les deux chercheuses émettent tout de même des réserves quant à ses effets complètement désastreux, puisque les questions d'égalités des chances ne disparurent pas des préoccupations des collectivités locales. ⁴⁷

Ainsi, la question de l'égalité des chances dut surmonter de nouveaux obstacles en Écosse, mais là encore la ténacité de ses défenseurs prouva son efficacité. En effet, l'action des collectivités locales en faveur des femmes et de l'égalité des chances est particulière à l'Écosse. Comme l'ont montré de nombreuses analystes comme Lovenduski et Randall, l'Écosse garda une certaine activité quand la plupart des régions du Royaume-Uni vécurent un déclin ⁴⁸. Il est intéressant de noter qu'ici – comme souvent – l'Écosse est considérée comme une région, ce qui montre un point de vue anglais généralisant des chercheuses, mais cela peut aussi dénoter une certaine harmonie dans l'Écosse entière en ce qui concerne la lutte des femmes, que ce soit par des associations ou grâce aux collectivités locales, alors que l'Angleterre voyait, de manière générale, son mouvement s'affaiblir. Joni Lovenduski et Vicky Randall ont même mis en évidence l'importance du travail des associations écossaises, et ce parfois sans l'aide des collectivités locales. Elles ont insisté sur la multiplication des comités des femmes alors même qu'elles effectuaient leur recherche, et sur le fait qu'un seul – à Stirling – était le fait de la majorité travailliste des collectivités locales ⁴⁹. Elles avancent même une explication intéressante au fait que les mouvements des femmes se sont autant développés en Écosse durant cette époque ; pour elles, le gouvernement conservateur offrit un terrain d'action propice au militantisme politique qui se construisit dans une culture d'opposition et d'identité régionale ⁵⁰.

Il est important de souligner que si le mouvement des femmes en Écosse connut un développement de ses structures particulières, ses revendications étaient similaires à

⁴⁶ BREITENBACH E. et F. MACKAY, « Keeping Gender on the Agenda: Local Government in Scotland », *op. cit.*, p. 155.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 159.

⁴⁸ LOVENDUSKI J. et V. RANDALL, *Contemporary feminist politics*, *op. cit.* p. 96.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 202.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 360.

— Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation —

celles formulées par le mouvement britannique en général. De plus, cette idée d'opposition est à mettre en rapport à une autre de leurs remarques : beaucoup d'initiatives démocratiques des années 1980 s'intégrèrent à une stratégie travailliste utilisant les collectivités locales comme rempart aux politiques conservatrices provenant de Westminster⁵¹. La raison des effets limités des mesures prises par Londres sur les collectivités locales écossaises serait une opposition à la fois des travaillistes et aussi des féministes, entre autres. Ceci met avant une sorte de bataille politique entre les deux participants traditionnels du bipartisme britanniques : les conservateurs et les travaillistes, chaque parti étant en quelque sorte représentatif d'un des deux pays de l'Union britannique que sont l'Angleterre et l'Écosse.

Ces différents exemples ont permis de montrer que la conséquence du développement d'idéaux féministes a été ce foisonnement de groupes de pensées, de publications et d'actions politiques et militantes en tout genre, mais – comme cela est le cas pour les nationalistes – il y a plusieurs courants ; tou-te-s les féministes ne se retrouvent pas dans toutes les revendications exprimées. Il faut cependant retenir que c'est dans ce contexte de la deuxième vague du féminisme qu'a pu émerger la volonté de porter dans les institutions politiques davantage de femmes ; il s'agit là d'un aspect de la démarche des divers mouvements féministes de l'époque. De la défense des femmes en milieu associatif à la volonté de voir plus de femmes dans les institutions politiques (du local au national), il n'y a qu'un pas, et il sera franchi dans le débat constitutionnel. C'est cet aspect qui sera développé dans la seconde partie du chapitre.

1.2 – Vers la défense de la place des femmes en politique

Il sera question ici des raisons idéologiques et scientifiques (philosophiques) qui permettent d'assurer que la représentation politique d'un pays se doit de se doter d'une

⁵¹ *Ibid.*, p. 154.

part non négligeable de femmes en son sein, pour des raisons démocratiques notamment.

1.2.1 – Théorie de la représentation : pourquoi il faut davantage de représentantes en politique

La philosophe politique Hanna Fenichel Pitkin a théorisé la représentation dès 1967 et c'est sur son ouvrage que ce segment s'appuie. Elle ne décrit pas la représentation simplement en termes stricts telle que nous l'entendons, mais plutôt au sens large de rendre présent (pas au sens littéral du terme) quelque chose qui ne l'est pas⁵². Elle rappelle la polysémie historique du terme représentation, et base son explication sur une histoire linguistique. Ainsi, le terme de « représenter », en français évoqua pendant longtemps des images, des objets inanimés qui incarnaient des abstractions ; plus tard seulement (au XII^e siècle, par exemple), ce terme renvoya au fait d'agir au nom de quelqu'un d'absent. Le développement sémantique fut le même pour la langue anglaise et l'*Oxford English Dictionary* atteste d'occurrences au XIV^e siècle du terme « représenter » signifiant « rendre présent quelqu'un à quelqu'un », « symbolisant ou incarnant concrètement ». Puis, au XVI^e siècle, le mot renvoie au fait de remplacer quelqu'un, prendre sa place, et enfin agir en tant que mandataire⁵³.

En premier lieu, un des sens du terme est donc lié au domaine de l'art, et c'est seulement au XVI^e siècle que le mot prend le sens qu'elle détaille par la suite, celui qui renvoie à la sphère politique. Pour la philosophe, toute compréhension du concept de représentation débute avec Hobbes qui explique : « Men create a commonwealth by contracting each with every other, to authorize one among them to represent them all.⁵⁴ ». Sa première approche – par le prisme de Hobbes – lui permet d'aborder dans un premier temps les perceptions formalistes de la représentation, qu'elle considère comme basées sur la notion d'autorisation (donnée par le représenté au représentant) dans un premier cas. Dans ce paradigme (basé sur l'autorisation), il en

⁵² PITKIN H.F., *The Concept of Representation*, op. cit. p. 9.

⁵³ *Ibid.*, p. 243.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 29.

— Première partie : de la marginalité à l’institutionnalisation —

résulte que la démocratie repose sur un critère essentiel : les élections, qui accordent - pour un temps – une autorisation de la part des électeurs-trices aux élu-e-s. À chaque élection, les électeurs-trices renouvellent leur autorisation, renouvellent les représentant-e-s dans leurs fonctions ou en choisissent de nouveaux-elles. Ainsi selon Pitkin: « Elections are acts of “vesting authority”⁵⁵. »

Alors, l’électorat donne autorité au représentant de le représenter. Pitkin juge cet accord représentant/représenté défavorable au second qui perd ses droits mais devient responsable des décisions prises en son nom. Pour elle, cette vision du concept est totalement faussée :

Authorization theorists thus tend to confuse: (1) having one's actions attributed to another; (2) having the normative consequences of one's actions attributed to another; (3) having been given the right to act by another; and (4) having authority, particularly authority over another, the right to command him⁵⁶.

Parmi les visions formalistes, elle décrit donc celle qui s’appuie sur la notion d’autorisation dans un premier temps, mais aussi celle qui repose sur la responsabilité (*accountability*) dans un second : un représentant sera réélu ou non à la fin de son mandat . Dans les deux cas, les visions formalistes ne définissent pas réellement la représentation, elles ne définissent que l’avant et l’après et pas les critères réels de l’action de représenter, qui n’est pas prise en compte. Ces visions ne prennent ainsi en compte que le fait d’agir après autorisation ou celui d’agir avant d’être tenu responsable de ces actions.

Avoir décrit les postures formalistes permet à Pitkin de développer les trois autres formes de représentation; descriptive, symbolique et « pour le compte de ». Par représentation descriptive, elle signifie le fait de représenter physiquement (*stand for*), dans un contexte où l’accent est porté sur la correspondance représentant/représenté. Alors, le représenté est en quelque sorte présent physiquement, par une correspondance

⁵⁵ *Ibid.*, p. 43.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 51.

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

entre lui et son représenté (elle parle de ressemblance, de réflexion). La conséquence de cela en termes politiques est que ce qui importe dans l'organisation politique est davantage la manière dont elle est composée que sa manière d'agir. La représentation descriptive est par conséquent une vision favorisée par les défenseurs de la représentation proportionnelle. Un certain nombre de représentants correspond alors à une proportion donnée de représentés.

Il paraît étonnant de défendre la représentation proportionnelle pour des motifs dénués de toute action, mais d'autres partisans la défendent pour des raisons autres : la représentation peut alors être différenciée de l'action (des gouvernements, des législateurs ou des exécutifs). L'idée défendue est que si les décisions doivent être prises par la majorité, les minorités doivent être entendues au sein des institutions.

Ainsi, les représentant-e-s se doivent de ressembler aux membres du pays qu'ils-elles représentent : ils-elles « décrivent » le pays, l'électorat, en leur ressemblant. Puis, on peut dire qu'ils agissent au nom de différents ensembles de personnes, en vue d'obtenir une majorité dans les débats. Cette perception de la représentation permet de justifier le point de vue féministe de défense de mécanismes censés améliorer la présence de femmes en politique : une moitié de la population doit être « décrite » si ce n'est par une moitié, au moins une bonne part, de représentant-e-s. Pourtant, pour Pitkin, la description ne doit pas nécessairement être exacte et juste, l'intention qu'elle le soit suffit. De plus, il existe une distinction entre représentant et représentatif, entre le fait d'être typique et le fait d'être éligible, mais pas seulement :

Representing and representativeness need not mean exactly the same thing: the former is just not being typical; the latter is not just being electable. Hobbes' definition could never explain the representativeness of a representative sample; on the other hand, a representational painting is not one that has been or could be elected ⁵⁷.

En conclusion, Pitkin juge cette approche plus pertinente que les visions formalistes, mais elle souligne, une fois encore, l'inaction attachée au concept.

Ceci la mène ainsi à détailler l'approche symbolique. Dans ce cas encore il est question de représenter physiquement (*stand for*), mais pas de correspondance entre

⁵⁷ *Ibid.*, p. 77.

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

représentant-e et représenté-e. Comme le nom l'indique, il est bel et bien question de symbole : Pitkin renvoie là aux chefs d'États, aux symboles nationaux tels que le drapeau ou autres hymnes nationaux. Pour la philosophe, les limites à cette approche sont flagrantes et irrationnelles, puisque les liens entre les symboles et leurs référents sont arbitraires et sont simplement le fait de conventions émotionnelles, affectives et irrationnelles. Pitkin illustre ses propos grâce à l'exemple du drapeau des États-Unis qui ne ressemble nullement fidèlement au pays, mais qui suscite pourtant une réaction (acquise davantage que comprise). Le représentant n'est plus que quelqu'un ou quelque chose en qui le représenté croit, sans considération de représentativité : il doit simplement y avoir un accord tacite entre les deux, sans nécessité de rationalité.

Enfin, Pitkin expose la dernière catégorie ; l'action « pour le compte de ». Il s'agit là de représentation substantielle, de l'action concrète des représentants. Il existe selon la philosophe deux façons de définir cette catégorie, la première est « l'activité de représenter » ; à ne pas confondre avec l'activité artistique de créer de la représentation. L'autre façon de décrire la représentation substantielle est donc de parler « d'agir pour/au nom de », à ne pas confondre avec la vision formaliste énoncée précédemment. Ainsi Fenichel Pitkin suggère de choisir cette définition : « l'action substantive au nom de ⁵⁸. »

Dans ce contexte le représentant agit en faveur de ceux et ce par quoi il se sent concerné . À cela s'ajoute l'idée que le représenté (homme/femme ordinaire) n'a pas la capacité, les connaissances, que possède le représentant à effectuer ce travail. C'est ainsi que se synthétisent les trois dernières approches évoquées :

In descriptive and symbolic representation we saw hints of what that something might be, but we saw also that those views could not be directly applied in the realm of actions. The fact that a man or an assembly is a very good descriptive representation does not automatically guarantee that they will be good representatives in the sense of acting for, that their activity will be representing. In the realm of action, the representative's characteristics are relevant only insofar as they affect what he does. Thus, for the activity of

⁵⁸ *Ibid.*, p. 114.

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

representing, the ideal of a perfect copy or likeness is chimerical. In the same way, a good symbol need by no means be a good representative when we want activity on our behalf ⁵⁹.

Fenichel Pitkin dénonce d'ores et déjà l'idée d'une correspondance systématique entre un représentant qui ressemble au représenté, d'une part, et un représentant qui agit bien au nom de ce représenté, d'autre part : représentation descriptive et représentation substantive ne connaissent pas nécessairement une adéquation parfaite. Il y a adéquation seulement si l'identité (aussi plurielle qu'elle soit) du représentant guide son action. Cette thématique sera développée davantage dans la deuxième partie de cette étude, dans le sixième chapitre. Il faut retenir que le fait qu'un représentant ressemblant à son représenté n'est pas gage de bonne représentation substantive (comme certains exemples développés ci-dessous pourront l'illustrer). En effet, avoir certaines caractéristiques communes avec son représenté ne signifie pas de manière certaine que le représentant incarnera parfaitement les intérêts de son représenté.

Une fois ces classes établies, Fenichel Pitkin s'attache à montrer comment fonctionnent les relations représentant/représenté ; le lien peut être plus ou moins fort entre les deux composantes de la relation, allant d'une consultation des représenté-e-s par le représentants, à une absence totale de considération des représenté-e-s, en passant par un représentant agissant tel qu'il lui semble être le mieux. Dans tous les cas, le représentant ne doit pas entrer en conflit avec le représenté. De plus, le représenté n'est pas en réalité inactif, tel que l'on pourrait l'imaginer :

But in a representative government this attribution has substantive content: the people really do act through their government, and are not merely passive recipients of its actions. A representative government must not merely be in control, not merely promote the public's interest, but must also be responsive to people. The notion is closely related to the view of representing as a substantive activity. For a representative government the governed must be capable of action and judgment, capable of initiating government activity, so that the government may be conceived as responding to them ⁶⁰.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 142.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 232.

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

Ainsi, la correspondance est telle que l'action du représentant est perçue comme étant celle du représenté. Pour autant, elle évoque aussi naturellement ce que l'opinion publique perçoit d'elle-même, la propension du représentant à agir, à légiférer, non seulement tel qu'il le juge bon, mais surtout tel qu'il l'estime bénéfique à sa future réélection. Pourtant,

[...] it does not follow that whatever will get him reelected is what he is obligated to do, or is equivalent to « true » representation. His reelection is not absolute proof that he is a good representative; it proves at most that the voters think so. And again the voters' opinions, although highly relevant, need not be ultimately decisive. A representative may be unjustly voted out of office, defeated in spite of the fact that he has been an excellent representative ⁶¹.

Enfin, Hanna Fenichel Pitkin s'interroge quant aux questions que l'on peut soulever lorsque l'on applique les théories développées ci-dessus à la pratique politique. Ces questions ne trouvent pas nécessairement réponse, mais elles illustrent des problématiques liées à notre questionnement. « If a man represents a particular constituency in the legislature, is his duty to pursue its interest or the interest of the nation as a whole ⁶² ? » pourrait se traduire dans notre contexte par : une élue d'une circonscription donnée représente-t-elle les femmes de toute la nation ? Pitkin répond à cette interrogation que parfois les intérêts de certains (dans une région précise) entrent en conflit avec ceux de la nation. Cela soulève indirectement le problème d'à qui les électeurs-trices accordent leur voix puisqu'ils font à la fois partie de la part et de la somme du pays. Pour Pitkin :

Decisions seem to be motivated mainly through contact with primary groups; people vote as their family, friends, and associates do. Thus voting decisions depend largely on habit, sentiment, and disposition rather than a rational, informed consideration of the candidate's or the party's stand on issues ⁶³.

⁶¹ *Ibid.*, p. 164.

⁶² *Ibid.*, p. 215.

⁶³ *Ibid.*, p. 219.

Ceci semble rendre caduque la vision libérale exposée plus tôt dans l’ouvrage. Il n’est pas inutile ici de mentionner un rappel qu’opère Pitkin sur les différentes postures idéologiques quant à l’interprétation de l’entité du « représenté » : « The theorists of Liberalism generally thought of representation as being “of individuals rather than corporate bodies, 'interests' or classes.”⁶⁴ » Ceci vient en opposition avec notre choix de traiter « les femmes » comme un groupe social – certes non homogène – qui connaît des circonstances de vie dans la société comparables. De plus, si la majorité de l’électorat vote comme son environnement, il existe bien un phénomène de classe sociale, de groupes d’intérêts.

Les universitaires féministes parlent généralement de représentation symbolique (liée à l’image) s’opposant à une représentation substantielle (numérique). Par exemple, Fiona Mackay et Laura MacAllister l’évoquent en 2012 : « Experience to date suggests that there is a complicated relationship between descriptive representation (in terms of numbers and presence) and substantive representation (in terms of changes to institutional processes, behaviour and policy outcomes).⁶⁵ ». L’explication qu’en donne Fiona Mackay⁶⁶ concorde avec celle de Hanna Fenichel Pitkin, puisqu’elle définit la représentation descriptive comme la présence numérique de femmes élues dans les instances politiques. Elle explique que l’argument en faveur de l’égalité hommes-femmes dans ces institutions démocratiques repose sur l’égalité, la justice et l’équité et que cet argument est symbolique (à ne pas comprendre dans le sens de la « description symbolique » de Pitkin). Dans cette optique, la représentation est juste car symboliquement, des élues représentent (*stand for*), au sens où elles sont présentes au nom des femmes, de manière générale. Ces élues ne sont pas nécessairement des défenseurs des intérêts féminins, leur présence est simplement symbolique, presque illustratrice, mais elle rend les institutions plus représentatives démocratiquement. À cela s’oppose une représentation féminine plus active : la représentation substantielle, où, en nombre suffisant, les élues agissent au nom des femmes (*act for*). On parle de

⁶⁴ *Ibid.*, p. 190.

⁶⁵ MACKAY F. et L. MCALLISTER, « Feminising British Politics: Six Lessons from Devolution in Scotland and Wales », *Political Quarterly*, octobre 2012, vol. 83, n° 4, p. 733.

⁶⁶ MACKAY F., « Gender and Political Representation in the UK: The State of the ‘Discipline’ », *British Journal of Politics & International Relations*, février 2004, vol. 6, n° 1, p. 100- 101.

— Première partie : de la marginalité à l’institutionnalisation —

seuil critique de représentation lorsqu’il y a plus de 30% de femmes dans une institution politique⁶⁷. Fiona Mackay termine son explication en montrant que penser en termes de représentation substantive permet de prendre en compte les arguments qui veulent que les femmes apportent des connaissances, des valeurs et des compétences propres à la sphère politique. Ainsi les femmes « agiraient comme » des femmes, ce qui aurait pour conséquence de modifier les comportements et institutions masculinisées⁶⁸.

Cette dichotomie s’inscrit dans l’analyse de Pitkin, qui a permis de montrer en quoi la défense d’une forme de parité se justifie. En effet, il est question d’opposition *stand for / act for* : les élues permettent de donner une image juste de la société, et elles vont apporter une expérience particulière dans les débats. Il ne s’agit pas d’avoir un parlement composé d’un certain nombre d’élues pour la forme, purement symboliquement, même s’il n’est que juste de vouloir représenter la société telle qu’elle est. Dès lors qu’un tiers de l’institution est constituée de femmes, elle se voit changée, car les femmes vont prendre en compte le vécu des femmes davantage que le font les hommes, et cela sera entendu à l’échelle de l’institution. Certains commentateurs pensent aussi qu’il existe une façon féminine de faire de la politique (c’est ce qu’évoque le « *act like* » de Fiona Mackay) ; cette affirmation fait davantage polémique, et elle sera débattue dans le sixième chapitre.

1.2.2 – La fin de l’élue modèle ?

Les paragraphes précédents ont permis de justifier la revendication d’une présence notable de femmes dans les institutions politiques. Pourtant, tous les partis politiques ne furent pas immédiatement convaincus, encore moins par l’idée qu’il fallait agir afin de faire évoluer la représentation politique. Pour les partisans de l’intervention, il paraissait clair que les modèles (les rares femmes aux postes les plus hauts) ne

⁶⁷ BROWN A., D. MCCRONE, et L. PATERSON, *Politics and Society in Scotland*, Basingstoke, Macmillan, 1996. p. 173, par exemple.

⁶⁸ MACKAY F., « Gender and Political Representation in the UK », *op. cit.* p. 100-101.

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

suffisaient pas ou plus. Beaucoup de partis mettaient en avant (et le font toujours) des figures notables comme génératrices de vocation, comme modèles pour de jeunes femmes intéressées par la politique. Or dans les années 1970, 1980 et même 1990, les deux femmes prépondérantes sur la scène politique en Écosse sont Winnie Ewing et Margaret Thatcher : peut-on pour autant les considérer comme des références en matière d'engagement politique chez les jeunes (ou moins jeunes) femmes de l'époque ?

Winnie Ewing fut la première femme politique écossaise de renom, et elle a été rendue emblématique partiellement à cause du petit nombre de femmes en politique. Il est légitime de se demander si elle a pu susciter des vocations chez d'autres femmes, en inciter à s'engager politiquement et aussi chercher à mettre la question de la parité au centre des débats auxquels elles participaient. Winifred Ewing devint célèbre très tôt et sa longue carrière fut certainement un exemple pour des femmes qui envisageaient de s'engager en politique. En revanche, si elle a fait de la scotticité un de ses thèmes d'action majeur, elle ne s'est jamais battue pour les causes chères aux féministes. En effet, elle n'a jamais œuvré pour une meilleure représentation politique des femmes, et cela a pu lui être reproché. Maria Fyfe déplore le fait qu'elle n'ait jamais agi au nom des femmes : « Winnie Ewing did nothing remotely about women in her time. ⁶⁹ » Or ceci est caractéristique de nombreuses femmes qui font carrière en politique : certaines considèrent qu'imposer la parité est inutile, que les femmes qui souhaitent réellement travailler dans la sphère politique peuvent le faire, tout comme elles y sont parvenues.

Connue sous le surnom de « Madame Écosse », Winnie Ewing aurait pu être représentative des deux mouvements de la fin du XX^e siècle, car elle est une élue du SNP, le parti nationaliste, et elle est une femme. Pourtant elle ne conjugue pas symboliquement l'idée d'une prise d'autonomie de l'Écosse et l'idée d'une meilleure représentation des femmes en politique. Elle fut la quatorzième femme élue en Écosse pour siéger à la Chambre des communes, depuis que les femmes obtinrent le droit d'y être élues en 1918. Il serait tentant de faire de cette élue la preuve d'un progrès concret à la fois de la question nationaliste et de la question des femmes, mais si elle appartenait au parti nationaliste dont l'influence augmenta à partir de la période de son élection, son

⁶⁹ FYFE M., « Entretien », *op. cit.*

appartenance à la gent féminine n’en faisait pas une féministe luttant pour une meilleure représentation des femmes en politique pour autant.

Elle connut une longue carrière couronnée de succès, puisqu’elle fut élue à trois parlements (britannique, européen et écossais) en près de quarante ans, seule à détenir ce record de nos jours encore. Elle explique pourtant être entrée en politique sans l’avoir réellement planifié : elle se présenta aux élections partielles de Hamilton en 1967 après avoir été convaincue de le faire par des membres du SNP. Dans son cheminement vers le Parlement britannique, les hommes à l’intérieur de son parti n’apparaissent donc pas comme des obstacles dans la carrière des femmes. Winnie Ewing relate cet épisode dans son autobiographie :

[...] on a June summer evening in 1966, some young activists came to my door at 52 Queen’s Drive, Glasgow and asked if I would go on the short leet⁷⁰ for the by-election. I gave these visiting activists from Hamilton a generous dram and said that I had three young children, I couldn’t possibly go to London. That I thought would be the end of it. However, as they were leaving my husband Stewart arrived home. [...] Stewart asked in his neutral-type of way: ‘What answer did you give?’ and I replied, ‘Of course I said no, I can’t go to London and leave my young children.’ Stewart said he was not sure. The young men came back to the house and had another dram and eventually I said yes. Later I remonstrated with Stewart. What on earth would we do if I won? He was more sanguine, pointing out that there were three men on the short list as well, and that therefore I would not be chosen⁷¹.

Son témoignage est tout de même empreint de réalités de la vie de la majorité des femmes : sa vie de famille était un argument contre sa candidature. De plus, elle accepta de présenter sa candidature seulement parce qu’elle sentait son élection impossible. Il est tout de même intéressant de noter que son mari l’encouragea à participer aux élections, ce qui montre la spécificité de ce cas, car toutes les femmes engagées en politique ne connaissaient pas un soutien indéfectible de leur conjoint.

Si elle ne souligne pas son appartenance au genre féminin, elle met en revanche en exergue son appartenance au peuple écossais avec des références à la culture écossaise, notamment en ajoutant des détails à son anecdote comme lorsqu’elle utilise le

⁷⁰ Terme écossais pour « liste ».

⁷¹ EWING W., *Stop the world: the autobiography of Winnie Ewing*, Edinburgh, Birlinn, 2004, p. 8.

mot « *dram* », à la fois un mot écossais et un mot qui renvoie au whisky, très largement associé au territoire écossais, ou encore en utilisant le mot écossais de « *leet* » pour liste. Ainsi, d’un bout à l’autre de ses mémoires, elle porte l’accent sur la cause nationaliste, au statut de l’Écosse, aux problèmes des Écossais (notamment ceux des pêcheurs), ne faisant aucune référence à l’expérience des femmes dans les hauts postes de la politique britannique, européenne, puis écossaise. Bien sûr, elle montre que son témoignage est bien celui d’une femme qui a fait de sa vie professionnelle une priorité : « I decided to be a career woman, for it was a great consolation to find my work so interesting and fulfilling ⁷². » Mais il s’agit là d’une très rare référence au fait qu’elle est une femme ; les obstacles et difficultés auxquelles elle fut confrontée aux Parlements britannique et européen sont narrés du point de vue d’une représentante écossaise et d’un membre du parti nationaliste, deux raisons qui la rendaient minoritaire. Peut-être ne cite-t-elle jamais son appartenance au genre féminin de peur de discréditer son influence politique, surtout que la condition des femmes n’est pas un des sujets qui lui ont été confiés (ou qu’elle a souhaité promouvoir) au cours des années où elle était élue. C’est ainsi qu’elle décrit son rôle à Westminster :

Looking back on my time in the House of Commons as MP for Hamilton I remember a great deal of cruelty and harassment, but there was always a thrill in entering the Commons and a sense of history in the making. I felt hugely privileged to be part of it all, particularly as it was clearly important to my nation’s future ⁷³.

Son impression de participer à un moment historique n’est en rien liée au mouvement des femmes mais bien à la prise d’autonomie de l’Écosse, et elle n’explique absolument pas les comportements désagréables auxquels elle fut confrontée à la Chambre des communes par des valeurs transmises par un quelconque patriarcat (contrairement à Maria Fyfe ⁷⁴). Winnie Ewing fait référence à sa participation à des moments marquants de l’histoire à plusieurs reprises dans son autobiographie ⁷⁵, mais à chaque fois pour faire allusion à la cause nationaliste. Elle explique les attaques qui lui ont été faites par

⁷² *Ibid.*, p. 41.

⁷³ *Ibid.*, p. 63.

⁷⁴ FYFE M., *A Problem Like Maria*, *op. cit.*

⁷⁵ EWING W., *Stop the world*, *op. cit.* p. 3.

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

le fait qu'elle était absolument minoritaire et était la seule représentante du SNP lors de son premier mandat à Londres ; elle ne décrit pas sa marginalisation comme le fait de son genre mais plutôt celui de son parti :

Overall my second term as a Westminster MP was in total contrast to my first. The personalised cruel attacks and the continuous heckling that I had suffered from so greatly between 1967 and 1970 came almost completely to an end. Of course there was still overwhelming opposition to us politically and resentment at Scotland and its demand, but I was no longer on my own and our group was too clever, too tough and too good on its feet to be targeted maliciously. Those who tried to attack came off worst ⁷⁶.

Ainsi, Winnie Ewing ne se présente pas comme représentative d'autres femmes en politique, mais il est vrai aussi que les moments qu'elle vécut furent marquants en ce qui concerne l'histoire de son pays, et aussi – indirectement peut-être – de l'histoire des femmes en Écosse. Par exemple, elle fait partie de ceux qui ont admiré l'Europe, et ses commentaires sur le Parlement européen alors qu'elle y siégeait ont sûrement contribué à l'image que le SNP s'est fait de ce que le parlement écossais devait être.

[...] the atmosphere when one was speaking was much more friendly. Rudeness to speakers was frowned upon and heckling was not possible due to the process of simultaneous translation. In any case it seemed to me that the tradition in Europe was to behave a great deal better than was normal in the circus that was the House of Commons. Perhaps that is because most such Parliaments sit in a hemicycle, in contrast to the face-to-face confrontational seating of the Commons. In addition, there were few stultifying rules of procedure and our method of working was constantly evolving. It was easy to be called to speak (unlike at Westminster) and sometimes a member could even speak twice in one debate ⁷⁷.

Le rejet de Westminster et l'admiration des institutions européennes sont un trait du parti nationaliste en partie partagé par ceux qui élaboraient le projet de parlement écossais. Winnie Ewing est donc un exemple de femme très engagée en politique et qui par ailleurs ne lutte pas pour une cause féministe ni pour une meilleure représentation

⁷⁶ *Ibid.*, p. 141.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 171.

des femmes en politique. Bien entendu, toutes les femmes qui font carrière en politique ne se sentent pas préoccupées par le statut de leur genre, ni par la représentation politique des femmes de manière générale. Pour illustrer cela, Esther Breitenbach et Fiona Mackay font référence aux actions de femmes élues dans des collectivités locales : les mesures que ces élues prennent dénotent non pas de la volonté d'être rejointes par d'autres femmes, mais d'améliorer et augmenter le nombre de services proposés par leur collectivité⁷⁸. En effet, certaines femmes qui sont parvenues à faire une grande carrière en politique ne sont pas disposées à faire adopter des lois visant à favoriser la parité, jugeant que si elles ont accédé à leur position, d'autres femmes peuvent le faire de la même façon, c'est ce à quoi fait référence Isobel Lindsay⁷⁹ qui cite la théorie du « *self-made man* ». Joni Lovenduski et Vicky Randall vont même jusqu'à dénoncer des femmes engagées en politique dont les actions sont « *explicitly anti-feminist* »⁸⁰. Cependant, la question de la place du féminisme en politique est difficile à établir puisque les féministes les plus strictes rejettent l'intégration des activistes dans la politique courante, craignant que ces dernières se conforment à ce qui est couramment pratiqué, oubliant ainsi leurs valeurs originelles. Les deux auteures font référence à cette ambivalence en tant que « *common theme in contemporary feminism* »⁸¹. Alors, les positions des femmes présentes en politique concernant la parité et la représentation des femmes dans la vie politique sont multiples et vont de l'encouragement actif au rejet, en passant par l'indifférence. Cela rend encore moins nombreuses les élues auxquelles seraient susceptibles de s'identifier des femmes intéressées par une carrière politique. La première femme Premier ministre britannique est un exemple frappant en cela qu'elle n'a jamais agi en vue de favoriser l'accession d'autres femmes à ses côtés. Les photos des ministres – tous des hommes – l'entourant, notamment lors de son accession au poste en 1979, sont assez révélatrices. De plus, elle réfutait intégralement l'implication que pouvait avoir son genre dans sa carrière et elle

⁷⁸ BREITENBACH E. et F. MACKAY, « Keeping Gender on the Agenda: Local Government in Scotland », *op. cit.* p. 152.

⁷⁹ LINDSAY I., « Constitutional Change and the Gender Deficit », WOMAN'S CLAIM OF RIGHT GROUP (dir.), *A Woman's Claim of Right in Scotland: Women, Representation and Politics*, Édimbourg, Polygon, 1991, p. 10.

⁸⁰ LOVENDUSKI J. et V. RANDALL, *Contemporary feminist politics*, *op. cit.* p. 134.

⁸¹ *Ibid.*, p. 143.

— Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation —

expliquait volontiers la réponse qu'elle donnait lorsqu'on lui demandait quelle était l'expérience d'être une femme Premier Ministre : « I have no idea because I have never experienced the alternative. ⁸²»

Si la cote de popularité de Margaret Thatcher était faible en Écosse, elle connut son niveau le plus bas lorsque celle-ci tenta, à l'occasion d'un discours à l'Assemblée Générale de l'Église d'Écosse le 21 mai 1988 ⁸³, de montrer que sa politique tant contestée en Écosse était en réalité très proche de la pensée de l'Église d'Écosse, ce qui fut démenti par une partie de la presse écossaise. Une fois de plus, la lutte des femmes pour une meilleure représentation politique était liée à la revendication écossaise pour plus de pouvoirs car les obstacles venaient de Londres, ne faisant que renforcer l'opposition entre Écosse et Angleterre. Bien que Margaret Thatcher ne fut pas écossaise, son statut lui conféra un rôle d'exemple d'une part, et d'autre part le pouvoir de faire changer certains aspects de la vie politique qui représentent des obstacles pour les femmes souhaitant y travailler, et ce dans tout le Royaume-Uni. Elle ne profita pas de ces deux opportunités et la littérature féministe est assez unanime à son sujet, surtout lorsque le sujet d'étude est l'Écosse. L'Écosse est tout particulièrement sensible à son sujet puisqu'elle représente un système qui fonctionne mal, une mise à l'écart dans l'Union britannique, puisque les élections successives de la majorité conservatrice n'étaient pas justifiables du point de vue du vote des Écossais. En effet, le tableau suivant montre que la tendance britannique est à l'inverse de la tendance écossaise dans la période où les conservateurs sont au pouvoir.

⁸² THATCHER M., « Woman's Hour ».

⁸³ THATCHER M., « Speech to General Assembly of the Church of Scotland ».

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

Tableau 2.2 : Élu-e-s conservateurs et travaillistes en pourcentages (et nombres de sièges) aux élections législatives britanniques sous domination conservatrice (1979-1992)

		1979	1983	1987	1992
Royaume-Uni	conservateurs	44,9 % (339)	43,5% (397)	43,2% (375)	42,8% (336)
	travaillistes	37,7% (268)	28,3% (209)	31,5% (229)	35,2% (271)
Angleterre	conservateurs	47,2% (306)	46% (362)	46,1% (357)	45,5% (319)
	travaillistes	36,7% (203)	26,9% (148)	29,5% (155)	33,9% (195)
Écosse	conservateurs	31,4% (22)	28,4% (21)	24% (10)	25,6% (11)
	travaillistes	41,5% (44)	24,5% (41)	19,2% (50)	13,1% (49)

Source : d'après *Election Statistics: UK 1918-2007*⁸⁴

Margaret Thatcher n'a donc pas été élue du fait des Écossais, mais ils avaient tout de même pour la première fois une femme à la tête de leur pays, ce qui pouvait être en soi un facteur de changement dans la perception des femmes en politique, que ce soit dans l'esprit des femmes (qui auraient perçu une carrière politique comme plus accessible) ou dans l'esprit des membres masculins des partis (qui auraient souhaité voir plus de femmes dans leurs rangs). Cependant, dès son élection les féministes doutaient très fortement du pouvoir bénéfique qu'aurait la nouvelle chef de gouvernement, d'autant plus que la deuxième vague du mouvement féministe avait permis de nombreuses avancées et qu'elles craignaient la fin de l'ère propice à ces progrès. Esther Breitenbach confirma le bien-fondé de cette crainte dix ans plus tard dans un article consacré aux mouvements des femmes en Écosse, en expliquant que l'échec du référendum de 1979 et de « l'avènement du Thatcherisme » mirent un frein au

⁸⁴ TETTEH E., *Election Statistics: UK 1918-2007*, House of Commons Library, 2008, p. 12-15.

développement des activités féministes centrées autour des expériences spécifiquement écossaises (certes peu nombreuses) qui avaient vu jour dans les années précédentes⁸⁵.

Il est intéressant de noter qu’une fois encore le mouvement féministe et le mouvement nationaliste sont mis en parallèle. En ce qui concerne la possibilité pour l’Écosse de gagner en autonomie, elle semblait alors hors de portée. Margaret Thatcher, qui représentait en quelque sorte une force politique imposée par l’Angleterre à son élection à cause de son absence de mandat politique en Écosse, incarnait une espèce de menace pour le statut de l’Écosse dans l’Union britannique, puisque le Premier ministre souhaitait avoir plus d’emprise sur l’Écosse. Alice Brown, David McCrone et Lindsay Paterson dénoncent l’ambiguïté de cette volonté de la part de celle qui voulait « *roll back the frontiers of the state*⁸⁶ » (faire reculer les frontières de l’État) et souhaite par ailleurs impliquer autant le gouvernement central dans la direction de l’Écosse, faisant ainsi du Scottish Office un instrument puissant de sa politique, remettant en cause la place de l’Écosse dans l’Union⁸⁷. L’Écosse, étroitement gouvernée par un instrument de la majorité qu’elle n’avait pas choisie, prenait davantage conscience des avantages qu’offrait une plus grande autonomie. En réalité, cette situation n’était pas aussi paradoxale, car le but avoué du Thatchérisme était bel et bien de limiter le rôle de l’État, mais seulement dans la sphère économique, car le but était de durcir le pouvoir de l’État en ce qui concerne la société⁸⁸. Ce renforcement du pouvoir de Londres sur l’Écosse ne pouvait qu’être mal perçu pour plusieurs raisons. Tout d’abord, malgré l’échec du référendum et le recul des nationalistes aux élections de 1979, la question de la dévolution n’avait pas disparu et beaucoup refusaient d’être ainsi gouvernés depuis l’Angleterre. De plus, Margaret Thatcher n’avait pas été choisie par le peuple écossais et ne jouissait donc pas de mandat en ce qui concernait l’Écosse. Cette absence de soutien ne s’améliora pas par la suite. C’est pour cette raison que sa réélection de 1987 avait été nommée « *doomsday scenario* » par la presse écossaise avant qu’elle se

⁸⁵ BREITENBACH E., « “Sisters Are Doing it for Themselves”: The Women’s Movement in Scotland », A. BROWN et D. MCCRONE (dir.), *Scottish Government Yearbook 1990*, Édimbourg, Unit for the Study of Government in Scotland, 1990, p. 217.

⁸⁶ THATCHER M., « Speech to the College of Europe (“The Bruges Speech”) ».

⁸⁷ BROWN A., D. MCCRONE, et L. PATERSON, *Politics and Society in Scotland*, op. cit. p. 42.

⁸⁸ GAMBLE A., *The Free Economy and the Strong State: the Politics of Thatcherism*, 2nd ed., Basingstoke, Macmillan, 1994.

produise. Le peuple écossais pouvait se sentir opprimé par le fait d'être gouverné ainsi, et cette oppression se mirait dans celle des femmes.

Les femmes souffraient d'autant plus d'une politique qui les défavorisait qu'elles avaient connu une période de transformation positive juste avant celle de coercition. La politique de Margaret Thatcher fut d'une part négative sur le plan social pour les femmes. Esther Breitenbach apporte une analyse très concise et claire : le bilan de dix années de gouvernement Thatcher est que les femmes ne sont pas plus proches de l'égalité avec les hommes⁸⁹. Mais pour autant, la faute n'en incombe pas seulement à la politique de Margaret Thatcher; sa politique a permis à un processus déjà entamé de se poursuivre, mais ne l'a pas engendré⁹⁰. Esther Breitenbach fait allusion à la politique conservatrice qui n'a pas permis aux femmes d'améliorer leur situation face aux hommes dans la société. Elles étaient alors souvent dans des emplois précaires (souvent à temps partiel), et elles pouvaient ne pas nécessairement toucher des aides financières de l'État si elles vivaient seules, par exemple.

Mais d'autre part, en ne s'entourant de presque aucune femme, elle ne fit qu'aider le modèle masculin à perdurer. C'est ce qui frappe Joni Lovenduski et Vicky Randall : la façon de diriger l'État de Margaret Thatcher se fit remarquer par l'absence de députées, femmes donc, de son conseil des ministres⁹¹. Pourtant, Margaret Thatcher nomma bien une femme à ses côtés en 1989, c'est elle qui l'explique en 1993 :

There were very few women in politics, and you have to promote on merit. We had many women in the junior ranks, but on merit we always did our promotions. I put Janet Young in my cabinet as leader of the House of Lords for a time, but there really weren't enough women in politics. And those of us who were in it and know how conspicuous we are, long for the day when there are so many of us that we shan't be a phenomenon anymore. [...]

Janet Young came in the cabinet and we had several women as Secretaries of State and as Parliamentary secretaries. But don't forget, in fact, I had a bigger proportion of women as ministers in proportion to the numbers in Parliament than I did men in proportion to the numbers in Parliament. And I

⁸⁹ BREITENBACH E., « The impact of Thatcherism on Women in Scotland », A. BROWN et D. MCCRONE (dir.), *Scottish Government Yearbook 1989*, Unit for the Study of Government in Scotland., Édimbourg, University of Edinburgh, 1989, p. 203.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 203.

⁹¹ LOVENDUSKI J. et V. RANDALL, *Contemporary feminist politics*, *op. cit.*, p. 161.

went all the time for merit for the job. Virginia Bottomley was Minister of Health as Minister of State, she then came up – her next promotion was to be Secretary of State for Health ⁹².

Le Premier ministre n’a donc promu que très peu de femmes lorsqu’il s’agissait pour elle de sélectionner des candidat-e-s à des postes très haut placés. Ceci illustre de manière très claire la théorie exprimée par certaines femmes qui ont réussi en politique et qui déclarent que si elles parviennent à des hautes fonctions, d’autres femmes peuvent le faire aussi. Ce sentiment est très présent dans le parti conservateur, même encore de nos jours, et c’est ce qui fait majoritairement répondre à des femmes du parti conservateur interrogées par l’organisme MORI ⁹³ que leur parti est plus favorable aux candidatures masculines qu’aux candidatures féminines. En 2002, 81% des femmes du parti conservateur ressentaient cela (face à 60% de membres féminins du parti travailliste et seulement 25% des nationalistes) et pourtant les femmes du parti conservateur étaient beaucoup moins enclines que leurs homologues d’autres partis à soutenir des mesures visant à augmenter le nombre de femmes au Parlement (britannique) ⁹⁴. S’il y avait un paradoxe dans la façon d’agir du parti conservateur, il ne s’agit véritablement pas de l’implication de l’État en Écosse sous le gouvernement de Margaret Thatcher qui souhaitait un État moins présent. Il semble plutôt qu’il s’agisse du fait que les femmes du parti reconnaissaient les difficultés auxquelles elles étaient confrontées en tant que femmes, et pourtant refusaient d’y remédier, peut-être pour ne pas ôter à leur mérite d’être parvenues à de hautes fonctions politiques. Ce paradoxe se retrouve dans les propos de Margaret Thatcher :

[I saw women’s issues as] far from being immaterial, but I didn’t see them as something wholly separate from the life of the community. And when it was suggested that they were going to have a Minister for women, I said : ‘Oh really, and are they going to have a Minister for men ?’ Life is lived in families, it’s lived in communities, it’s lived in the place where you work. It’s not separate men and women. I get rather fed up with this, you don’t live that way !

⁹² THATCHER M., « Woman’s Hour », *op. cit.*

⁹³ ELGOOD J., L. VINTER, et R. WILLIAMS, *Man Enough for the Job? A Study of Parliamentary Candidates*, Manchester, EOC, coll.« EOC Discussion Series », 2002., Tableau 4.1 p. 81.

⁹⁴ *Ibid.*, tableau 5.4 p. 120.

And I think it's quite wrong to give that impression. And if you are sure of your talents and abilities, you don't expect to be treated differently at work because you're a woman. Well most able women I know, women who climbed to the top, whether it be in broadcasting, whether it be in business, whether it be as a woman editor : they've got there through merit and that is their strength and their ability. But don't try to give the impression we need special treatment. We don't ! We're pretty independent people ! And if there is a difference, let me say this, it's often women who are left to cope and that's what makes us very practical and very able ⁹⁵.

Elle évoque implicitement les difficultés auxquelles les femmes peuvent être confrontées, et pourtant refuse de considérer que les circonstances dans lesquelles évoluent hommes et femmes puissent être différentes. Pour Beatrix Campbell, sa posture était de montrer que, dans un paradigme conservateur dans lequel la femme reste principalement au foyer, sa carrière était tout à fait hors du commun :

Margaret Thatcher's appeal to women in speeches and interviews always emphasised her motherhood as typical and her career as exceptional. Some women needed extra responsibility beyond motherhood, but it 'isn't right to impose it on others' [*Woman's Own*, 8 Décembre 1980]. She articulated her womanhood in motherhood. But her self-image exemplified the Conservatives' problem: women were both mothers and workers. And although the Conservatives' family politics assumed the traditional roles of mothers and fathers, it was not – and could not be – followed through with an explicit campaign to get women out of the workforce ⁹⁶.

D'ailleurs, les propos de Margaret Thatcher cités plus haut illustrent parfaitement ce que décrivait Beatrix Campbell : « That has been the whole history of Conservatism. Part-time work by women, while men were full-timers, allowed the government to endorse women's presence in the labour market without offering any challenge to the sexual division of labour. ⁹⁷ » Ce système renvoie à ce que le Premier ministre évoquait régulièrement dans ses entretiens, comme le fait que les enfants aient besoin de leur mère, conseillant implicitement aux femmes le travail à temps partiel.

⁹⁵ THATCHER M., « Woman's Hour », *op. cit.*

⁹⁶ CAMPBELL B., *The Iron Ladies, Why Do Women Vote Tory?*, Londres, Virago, 1987., p. 162.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 204.

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

Bien sûr le bilan de son long séjour à la tête de l'État britannique n'est pas clairement unanime et tranché (l'on peut penser au fait qu'elle ait voté plus tôt dans sa carrière en faveur d'une loi sur l'avortement ⁹⁸). Tout d'abord, il a pu amener, certes de manière indirecte, des femmes à des associations, des partis politiques, notamment travailliste et vert, alors qu'elles n'y auraient pas songé auparavant, c'est ce qu'explique Esther Breitenbach ⁹⁹. Ceci se vérifie par l'analyse de l'investissement des femmes dans les partis politiques ¹⁰⁰, notamment chez les travaillistes, qui a eu lieu majoritairement dans la période 1980-1992 (51% des femmes actives dans le parti s'étaient engagées à ce moment), période où Margaret Thatcher et son successeur direct John Major étaient au pouvoir.

Certaines analystes spécialistes de la question féministe apportèrent quelques réserves sur une critique trop manichéenne de la politique thatcherienne. Ainsi Esther Breitenbach signalait que la situation sociale difficile des femmes dans les années 1980 n'était pas seulement due à Margaret Thatcher, alors que certains aimeraient rejeter la faute uniquement sur ce personnage représentatif de valeurs conservatrices. Joni Lovenduski et Vicky Randall, elles aussi, cherchent à nuancer leur bilan et ne considèrent pas le Thatcherisme comme un « désastre complet » pour les femmes. Il offrit même de nouvelles opportunités, n'étant pas constamment antiféministe. Cependant, les divers gouvernements sous Thatcher n'agirent pas de manière à réaliser les objectifs féministes, tel que cela pouvait se pratiquer en Europe. Ainsi, l'impact fut très différent selon les catégories de femmes prises en compte ¹⁰¹. En effet, les deux auteurs expliquent que les femmes qui ne connaissaient pas de problèmes financiers ont plutôt vu leurs ressources s'améliorer, alors que les autres (qui forment la majorité) connurent de nouvelles difficultés, qui varient à leur tour selon le lieu de résidence des femmes, et l'appartenance à certains groupes ethniques, par exemple. Ce qui est constant dans les commentaires sur la période est le sentiment que les éléments positifs pour le mouvement des femmes sont la conséquence indirecte d'une politique non

⁹⁸ THATCHER M., « Woman's Hour ».

⁹⁹ BREITENBACH E., « "Sisters Are Doing it for Themselves": The Women's Movement in Scotland », *op. cit.*, p. 219.

¹⁰⁰ ELGOOD J., L. VINTER, et R. WILLIAMS, *Man Enough for the Job? A Study of Parliamentary Candidates*, *op. cit.*, Tableau 2.1 p. 14.

¹⁰¹ LOVENDUSKI J. et V. RANDALL, *Contemporary feminist politics*, *op. cit.*, p. 53.

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

maîtrisée à ce sujet, même si le parti conservateur cherchait à cette époque à se rendre attractif aux femmes, afin d'élargir son électorat ¹⁰². Les auteurs font échos aux propos de Beatrix Campbell qui avait montré qu'il existe un féminisme conservateur, qui cependant n'envisage pas sociologiquement « les femmes » de la même manière que les féministes évoquées jusqu'alors:

We shall see how many Conservative women believe in women's *equality* without having a theory of *inequality*, which often leaves them without a political strategy to deal with inequality. This prompts the question: Can Conservatives be feminists? The answer is yes, of course. Then what divides Conservative from radical or socialist feminists? Conservative women's feminism is rooted in liberalism and, in the British context, it therefore tends to end where contemporary feminism starts: with investigating and organising against the *social system* of sexual oppression, and mapping the connections between class and sex. Conservatism on the other hand is concerned with individuals rather than systems, and necessarily separates class from sex in its ideology. This explains the absence of key words – oppression, exploitations, discrimination – from the lexicon of Conservative feminism, and indeed from Conservative ideology: for them the problem is not power but nature ¹⁰³.

Les postures féministes radicale et socialiste d'une part et conservatrice de l'autre s'opposent donc. Les premières voient des classes, des groupes qui subissent des (op)pressions à l'origine d'inégalités, alors que les secondes constatent des différences (naturelles) entre hommes et femmes, et ne voient que des individualités ou des communautés, chères à Margaret Thatcher, comme en témoigne cet entretien célèbre donné par le Premier ministre en 1987 concernant sa vision de la société : « There is no such thing! There are individual men and women and there are families and no government can do anything except through people and people look to themselves first. ¹⁰⁴ » Beatrix Campbell résume les contradictions que peuvent soulever une figure féminine si forte et pourtant si peu encline à remettre en cause le système patriarcal :

¹⁰² *Ibid.*, p. 162.

¹⁰³ CAMPBELL B., *The Iron Ladies, Why Do Women Vote Tory?*, *op. cit.*, p. 200.

¹⁰⁴ THATCHER M., « Woman's Own ».

So, she is a model neither of traditional femininity nor feminism, but something else altogether – she embodies female power which unites patriarchal and feminine discourses. She has brought qualities of ruggedness and ruthlessness to femininity which perhaps only men hadn't noticed before in women. She has not feminised politics, however, but she has offered feminine endorsement to patriarchal power and principles¹⁰⁵.

Ainsi, que cela ait reposé sur des faits tangibles (tels que l’introduction de la *Community Charge* ou *Poll Tax* en 1989 en Écosse, qui a suscité de nombreuses manifestations) ou sur des représentations exacerbées, la Premier ministre restait grandement impopulaire dans l’imaginaire collectif écossais. Maria Fyfe offre à ses lecteurs une anecdote qui en témoigne :

My everlasting memory of the Thatcher years was when, during a surgery in Maryhill, a local man asked me, ‘By the way, do you never feel like shooting That Woman?’ Everyone knew who That Woman was. I replied, ‘Often, but I don’t want to spend the next ten years in jail.’ He looked at me as if he thought his MP was a bit dim. ‘But do you no’ understand? No jury in Scotland would convict you!’¹⁰⁶

L’administré de Maria Fyfe pensait révéler la haine qu’il partageait avec ses concitoyens. L’élue cherche en revanche à rétablir les faits quant aux critiques faite à Margaret Thatcher et explique que l’impopulaire *Poll Tax* de la dame de fer, qui fut mise en œuvre en Écosse avant le reste du Royaume-Uni, ne le fut pas de son fait – contrairement à une idée toujours partagée – mais de celui des conservateurs écossais espérant récolter des suffrages supplémentaires dans les localités prospères¹⁰⁷.

Les femmes engagées en politique ne sont ainsi pas toujours un emblème pour la cause féministe au sens large, même si certaines ont œuvré à l’amélioration de la représentation politique des femmes (comme Maria Fyfe). Bien que les deux figures majeures de la scène politique écossaise et britannique que furent Winnie Ewing et Margaret Thatcher n’aient jamais défendu une forme d’interventionnisme dans le

¹⁰⁵ CAMPBELL B., *The Iron Ladies, Why Do Women Vote Tory?*, op. cit., p. 246.

¹⁰⁶ FYFE M., *A Problem Like Maria*, op. cit., p. 87.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 45.

domaine de la politique afin d’en faciliter son accession aux femmes, elles ont tout de même pu susciter des vocations chez des femmes admiratives et convaincues par leurs idées respectives, et elles font partie des sources d’inspiration d’élue-s actuel-le-s ¹⁰⁸.

2 – De la nécessité des mesures : la campagne pour le 50/50 face aux mesures plus modérées

Les théories de la représentation d’Hanna Fenichel Pitkin ont permis de montrer en quoi il est nécessaire d’avoir une institution féminisée. Les deux femmes sur le devant de la scène politique écossaise dans les années 1980, Margaret Thatcher et Winnie Ewing, ont montré aussi que si elles ont pu servir de modèle à des femmes souhaitant s’engager en politique, elles n’en ont nullement favorisé l’accession. Le contexte permit la défense de la notion de parité : dans un souci d’équité, tout comme l’on souhaitait une meilleure représentation de la société écossaise au sein du Royaume-Uni, il fallait aussi que cette représentation soit juste et ressemble à la société. La conséquence de cela s’avéra être la nécessité d’imposer des mesures ; la simple foi en la *tabula rasa* qu’allaient constituer les premières élections au parlement ne suffisait pas.

Les questions d’égalité hommes-femmes en terme de représentation politique et celle de la dévolution touchèrent pléthore de partis, d’individus et de mouvements, notamment le parti travailliste qui allia ces deux intérêts (et justifia la défense des deux par un souci de se défaire des inégalités). Le parti libéral-démocrate défendait la dévolution, sans croire à une nécessité d’instaurer des mesures garantissant la présence des femmes dans la future institution. Le parti nationaliste refusa pendant longtemps de soutenir la cause de la dévolution, par radicalisme, et n’a jamais approuvé les mesures visant à favoriser l’accès des femmes à la politique.

¹⁰⁸ Cf chapitre 5 : 2.2.1.

2.1 – Quelles femmes dans le débat constitutionnel?

Le débat constitutionnel s’ouvrit en Écosse à un moment où la dévolution n’était plus à l’ordre du jour à Londres et où la deuxième vague de féminisme continuait à faire des émules. Il fallut que des femmes portent cette question de leur représentation politique, pour qu’elle soit étudiée, prise en compte et débattue. La première organisation à soutenir cette cause fut *A Woman’s Claim of Right in Scotland*, qui inspira par la suite certains débats à l’intérieur de la *Scottish Constitutional Convention*.

2.1.1 – Les lobbies pro-représentation féminine

Partant du constat que 52% de la population écossaise était féminine¹⁰⁹ mais seulement 5.5% des élu-e-s écossais-es à Westminster étaient des femmes (quatre femmes dont Winnie Ewing et Maria Fyfe), quelques femmes se regroupèrent et formèrent *A Woman’s Claim of Right in Scotland*¹¹⁰, afin d’influencer la *Scottish Constitutional Convention* dans ses prises de décisions. Des conférences et des brochures permirent en 1989 de faire connaître l’organisation¹¹¹, qui publia ensuite un ouvrage éponyme en 1991¹¹². Par le truchement de celui-ci, le groupe tenta de mettre à mal des idées reçues qui persistaient dans la société écossaise :

¹⁰⁹ Confirmé entre autres par BREITENBACH E. et F. WASOFF, *A Gender Audit of Statistics Comparing the Position of Women and Men in Scotland*, *op. cit.*, p. 29.

¹¹⁰ GALLOWAY K. et J. ROBERTSON, « Introduction: A Woman’s Claim of Right in Scotland », *A Woman’s Claim of Right in Scotland: women, representation and politics*, Édimbourg, Polygon, 1991, p. 1.

¹¹¹ BURNES C., *In Search of 50/50, a Scottish Perspective on Women and Parliament*, Glasgow, The Active Learning Centre, 2010, p. 8.

¹¹² THE WOMAN’S CLAIM OF RIGHT GROUP (dir.), *A Woman’s Claim of Right in Scotland: Women, Representation and Politics*, Édimbourg, Polygon, 1991.

We should lay to rest a myth that prevails in Scotland which may have caused damaging assumptions to be made about the shape of women’s participation in Scottish politics. That is the myth that women are somehow ‘non-political’, that they are less interested, less informed or even less able to take an active role in politics. The truth is very different. It is the case that women are less numerically strong in party politics and it is certainly the case that women are greatly under-represented in holding office in political parties and local and nation government. But when we look at women’s participation in what is referred to as ‘campaign politics’ a very different picture emerges. In community and tenant groups, in campaigns on housing, transport, social services and child welfare, in groups concerned with sexual politics and the rights of women, and in a bewildering range of single-issue campaigns, women have played an energetic and often leading role ¹¹³.

Il fallait donc démontrer l’intérêt des femmes pour la politique, illustrée par l’investissement associatif ou politique local montré plus haut ¹¹⁴. Le texte permet aussi de réaffirmer la nécessité de rendre les partis moins machistes, notamment moins enclins à l’affrontement ¹¹⁵. Par la suite, *A Woman’s Claim of Right* interagit avec la *Scottish Constitutional Convention* en soumettant quelques propositions, mais l’organisation s’essouffla rapidement, pour Catriona Burness parce qu’elle enfonçait alors une porte déjà ouverte par d’autres ¹¹⁶.

Des femmes – féministes – avaient déjà soulevé la question de la place des femmes en politique auparavant, au moment des débats sur la loi de 1979, même si cette problématique n’avait eu que très peu d’échos, ainsi que s’accordent à le penser notamment Sheila Gilmore ¹¹⁷, ou la revue *MsPrint* : « On the whole the women’s movement ignored the referendum or saw it as irrelevant. ¹¹⁸ ». Pourtant, la *Scottish*

¹¹³ GALLOWAY K. et J. ROBERTSON, « Introduction: A Woman’s Claim of Right in Scotland », *op. cit.*, p. 2.

¹¹⁴ SHARP C., « Women Councillors », WOMAN’S CLAIM OF RIGHT GROUP (dir.), *A Woman’s Claim of Right for Scotland: women, representation and politics*, Édimbourg, Polygon, 1991, p. 34-46.p. 42.

¹¹⁵ GALLOWAY K. et J. ROBERTSON, « Introduction: A Woman’s Claim of Right in Scotland », *op. cit.*, p. 4.

¹¹⁶ BURNES C., *In Search of 50/50, a Scottish Perspective on Women and Parliament*, *op. cit.*, p. 8.

¹¹⁷ GILMORE S., « Entretien », *op. cit.*

¹¹⁸ Cité par : BREITENBACH E., « “Sisters Are Doing it for Themselves”: The Women’s Movement in Scotland », *op. cit.*, p. 216.

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

Convention of Women (SCOW), formée en 1977 avait envoyé un questionnaire aux différents partis politiques afin d'évaluer leur engagement en faveur de la représentation politique des femmes. Du propre aveu de ses membres, l'action de la SCOW ne fut pas d'une efficacité redoutable à cette époque¹¹⁹. Pourtant, c'est elle qui représenta le mouvement féministe dans la convention constitutionnelle dans les années 1990¹²⁰, sous l'impulsion du STUC (la SCOW étant en partie composée de syndicalistes). L'impact de cette coopération fut la création, en 1989, du comité de la Convention Constitutionnelle chargé d'étudier la question de la représentation des femmes :

Criticism of the low numbers of women involved in the Convention's proceedings (albeit a much larger showing than at Westminster) prompted Labour members of the Convention Executive to propose the setting up of a Women's Issues working group to consider the question of making a Scottish Parliament truly representative. The name of the group immediately made the link between women and representation, ensuring that the group focused in particular on the under-representation of women. The Women's Issues Group was chaired by Maria Fyfe, Labour MP for Glasgow Maryhill and then Labour deputy shadow spokesperson for women's affairs. Other members were Yvonne Strachan of the Transport and General Workers Union (TGWU), the Rev Norman Shanks, Labour MP John McAllion, and Bruce Black, Convention of Scottish Local Authorities (COSLA) Deputy Secretary and Secretary of the Scottish Constitutional Convention.¹²¹

Le comité fut donc présidé par Maria Fyfe, qui l'évoque en ces termes :

In the Convention, we created – I think it was called a Women's Issues Working Party, whatever it was called I chaired it – it was about the issues that affected women, like saying we were not all able to get the position that we call equal rights, to be elected. There's things to do with the running of the Parliament, like why shouldn't the Parliament fit in with the Scottish school holidays, there were some people laughing at that and saying 'why would we do that?' Because we have children! I raised that because I was fed up with the way Westminster conducted itself¹²².

¹¹⁹ BURNES C., *In Search of 50/50, a Scottish Perspective on Women and Parliament*, *op. cit.*, p. 7.

¹²⁰ LINDSAY I., « Constitutional Change and the Gender Deficit », *op. cit.*, p. 8.

¹²¹ BURNES C., *In Search of 50/50, a Scottish Perspective on Women and Parliament*, *op. cit.*, p. 11.

¹²² FYFE M., « Entretien », *op. cit.*

Maria Fyfe n’était pas étrangère à la défense de la représentation féminine, elle avait déjà fait connaître ses intentions pour le futur parlement ¹²³, notamment auprès du député travailliste à la tête du groupe de député-e-s travaillistes écossais-e-s, resté incrédule devant sa ténacité ¹²⁴.

Le groupe consacré aux femmes naquit du fait qu’il fallait un travail tout particulier pour parvenir aux décisions qui permettraient une meilleure représentation des femmes dans le futur parlement. Ce comité était en lui-même la preuve d’une prise de conscience d’un manquement de la politique jusque-là (sous l’impulsion de féministes travaillistes), et surtout du fait qu’il fallait agir et ne pas simplement attendre de voir si l’impression qu’un parlement plus proche de sa population comporterait plus de femmes, contrairement à un parlement trop loin des préoccupations de ses administrés. Le chanoine Kenyon Wright, à la tête de la Convention Constitutionnelle, souligne l’importance des liens de travail entre ce comité et le *Woman’s Claim of Right Group* évoqué précédemment :

The group on women's issues had instituted their own consultation procedure by organising a conference on A Women's Claim of Right which was destined to have a major impact on the future working of the Convention and on the scheme that was eventually proposed. The members of the group raised fundamental questions – how would 50/50 gender equality work? How could it be achieved, ensuring equal numbers of men and women in Scotland's Parliament? Such an outcome could work quite differently from Westminster and be much more answerable, accessible and open to the people. They also raised an issue which was to haunt the Convention for a long time to come – that of the electoral system to be used to ensure fair and effective government ¹²⁵.

Kenyon Wright insistait sur la particularité, voire même l’avant-gardisme de la convention constitutionnelle dans sa préoccupation de représenter justement les femmes.

¹²³ FYFE M., *A Problem Like Maria*, *op. cit.*, p. 173.

¹²⁴ BURNES C., *In Search of 50/50, a Scottish Perspective on Women and Parliament*, *op. cit.*, p. 6.

¹²⁵ WRIGHT K., *The People Say Yes*, Argyll, Argyll Publishing, 1997, p. 126.

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

The fact that we appointed a working group on women's issues from the start, and that this continued to be a central part of thinking right up to the unique proposals for achieving gender balance in Scotland's parliament, is a tribute to the creative contribution made throughout by number of women. No one would argue that the Convention itself did not reflect the gender balance we planned for the parliament but despite this the women who were on the executive played a pivotal role. Apart from Rosemary McKenna, we also had round the table Jean McFadden, the Glasgow Councillor. We also had Isobel Lindsay, a well-known academic who despite being a prominent member of the SNP stayed in the Convention as Convener of the Campaign for a Scottish Assembly after the SNP's departure. Isobel eventually announced following the 1992 general election that she joined the Labour Party ¹²⁶.

Le chanoine fit remarquer la multiplicité des membres du comité, comme pour montrer que toutes sortes d'options avaient pu être débattues (notamment en terme de scrutin électoral), et c'est ce que nous montrerons dans la dernière partie de ce chapitre.

Enfin, cette époque vit aussi la mise en place du *Women's Forum Scotland* (WFS) par le *Women's Committee* du STUC. Créé en 1990, le WFS travaillait dans la lignée de la SCOW, avec des liens avec d'autres groupes de pression en Europe. Elle est née d'une conférence en octobre 1988 qui soutenait la nécessité de faire entendre la voix des femmes écossaises en Europe. C'est ce qu'explique Lesley Sutherland ¹²⁷ – qui y a travaillé depuis l'origine et a continué à collaborer à Engender, avec lequel WFS a fusionné – aux lectrices d'*Equal Voice*, la publication du STUC Women's Committee, avant que le Forum se mette en place.

2.1.2 – Les idéaux féministes à l'intérieur de certains partis écossais

L'ouvrage de *Woman's Claim of Right Group* explore la place des femmes dans différentes instances de la société écossaise, notamment les partis politiques. C'est

¹²⁶ *Ibid.*, p. 126.

¹²⁷ SUTHERLAND L., *Women's Forum Scotland - our voice?*, STUC, Women's Committee, coll.« Equal Voice », 1989.

Rosina McRae, féministe et membre active du parti travailliste, qui se chargea de la section sur le parti travailliste. Elle décrit l'engagement du parti envers la cause des femmes, notamment grâce à la présence de féministes (socialistes et radicales) dans le parti ¹²⁸. Pourtant, dans les élections locales, jusqu'alors le parti travailliste ne voyait que peu de femmes élues, moins que chez les conservateurs ou les libéraux-démocrates ¹²⁹. De nombreux groupes se formèrent qui défendirent les intérêts des femmes, et parvinrent même à faire réintroduire une résolution concernant des sièges réservés aux femmes pour le comité exécutif écossais du parti travailliste. Ainsi, trois à quatre femmes furent élues annuellement entre 1984 et 1989, dont Maria Fyfe et Johann Lamont ¹³⁰. Rosina McRae n'oublie pas pour autant de mentionner les femmes travaillistes qui se positionnent contre les quotas, ainsi que toutes les réticences aux interprétations féministes de la répartition du pouvoir à l'intérieur du parti. Si le parti était et est généralement favorable à l'égalité des chances entre hommes et femmes, il n'y avait certainement pas consensus autour de l'analyse féministe d'un pouvoir masculin dominant et de la stratégie à adopter pour y remédier ¹³¹. Sandra Grieve, un temps à la tête du récent parti libéral-démocrate (et avant de s'en faire évincer en 1994), donne elle une description de son propre parti : un parti en faveur d'une juste représentation des femmes, mais à aucun moment il n'est question d'intervention, même si est réitérée une croyance en un futur parlement plus représentatif de la population écossaise ¹³². Le parti conservateur est – involontairement – décrit comme attentiste ¹³³. Le parti vert est décrit comme opposé au système traditionnel, masculin, et favorisant opposition et conflit. Cela l'aurait rendu plus apte à intégrer les femmes en son sein ¹³⁴,

¹²⁸ MCRAE R., « Women in the Scottish Labour Party », WOMAN'S CLAIM OF RIGHT GROUP (dir.), *A Woman's Claim of Right in Scotland: Women, Representation and Politics*, Édimbourg, Polygon, 1991, p. 47-55.p. 50.

¹²⁹ SHARP C., « Women Councillors », *op. cit.*, p. 36, et Tableau 2.1.

¹³⁰ MCRAE R., « Women in the Scottish Labour Party », *op. cit.*, p. 52.

¹³¹ *Ibid.*, p. 55.

¹³² GRIEVE S., « Women in the Scottish Liberal Democrats », WOMAN'S CLAIM OF RIGHT GROUP (dir.), *A Woman's Claim of Right in Scotland: Women, Representation and Politics*, Édimbourg, 1991, p. 60-65.p. 64.

¹³³ MAIR C., « Women in the Scottish Conservative Party », WOMAN'S CLAIM OF RIGHT GROUP (dir.), , Édimbourg, Polygon, 1991, p. 60-65.

¹³⁴ COLLIE L., J. HOARE, et J. RODDICK, « Women in the Green Party », WOMAN'S CLAIM OF RIGHT GROUP (dir.), , Édimbourg, Polygon, 1991, p. 66-72.p. 66.

d’autant plus qu’il est question de porter attention à tous les humains, à la planète, etc. Les verts avaient expérimenté les quotas dès 1989, en décidant de sélectionner un tiers de femmes pour les élections législatives ¹³⁵ (les verts ayant alors très peu de membres, il était difficile de recruter des candidat-e-s). Les trois auteurs du texte replacent dans leur article le courant écologiste dans sa mouvance européenne et ses liens avec le socialisme pour expliquer le lien entre le parti et la défense de la représentation politique des femmes. Au sein de *Woman’s Claim of Right*, le parti vert défendit non pas les quotas mais d’autres méthodes censées promouvoir les femmes, afin de ne pas pouvoir être accusé de mettre en avant des femmes par pur symbolisme ¹³⁶.

Il est intéressant de noter que l’histoire de chaque parti est retracée par des membres qui lui sont propres, ce qui rend les récits certes partiels comme le souligne Rosina McRae, mais aussi interpelant, les idéologies et les éléments de langage de chaque parti sont repris. Ceci est d’autant plus éclairant qu’historiquement, ces idéaux restent souvent similaires, même deux décennies plus tard ¹³⁷.

Par ailleurs, on peut remarquer que si le parti nationaliste avait à Westminster de grands noms féminins qui l’associait auprès du grand public à de jeunes femmes dynamiques (Winnie Ewing dans un premier temps, et ensuite Margo MacDonald), il n’est restait pas moins un parti très masculin. Fiona Mackay et Meryl Kenny ont montré que ses membres étaient pour un tiers seulement des femmes, alors que dans les autres grands partis la composition hommes-femmes était généralement près de la parité ¹³⁸. Les figures féminines du SNP à Westminster étaient certes emblématiques, mais elles furent peu nombreuses (depuis les deux premières évoquées précédemment, seulement Margaret Bain – qui épousa Fergus Ewing, le fils de Winnie Ewing – puis Roseanna Cunningham et Annabelle Ewing furent élues dans la période dont fait l’objet notre étude. Jusqu’alors, le parti nationaliste n’avait pas montré un engouement en faveur de l’interventionnisme dans la sélection de ses candidat-e-s. Mais dans un contexte où ses

¹³⁵ *Ibid.*, p. 68.

¹³⁶ *Ibid.*, p. 69.

¹³⁷ Cf chapitre 6.

¹³⁸ MACKAY F. et M. KENNY, « Women’s Representation and the SNP », *The Modern SNP: from Protest to Power*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2009, p. 43.

— Première partie : de la marginalité à l’institutionnalisation —

questions étaient – entre autres – au cœur des préoccupations des partis et de la convention constitutionnelle, le SNP (même absent de cette dernière) débattit de la représentation politique des femmes. Conscient du risque de ne faire élire que des hommes dans le nouveau parlement (au risque de le faire ressembler à Westminster)¹³⁹, le parti national écossais adopta même un soutien de principe à la question de l’égalité hommes-femmes au congrès de 1995. Cependant, la motion concernant l’alternance homme/femme sur les listes (« *zipping* ») proposée à un congrès extraordinaire en 1998 par Roseanna Cunningham fut rejetée par 282 contre, face à 257 pour. Le parti décida de prendre des mesures moins radicales afin de ne pas s’attirer les foudres de certains membres (réticents à toutes formes de quotas), mesures telles que des formations spécifiques pour les femmes, censées encourager de manière informelle les potentielles candidates¹⁴⁰.

Les libéraux-démocrates, à échelle britannique, se sont illustrés par une certaine intervention dans la sélection de leurs candidat-e-s, même si elle fut restreinte (notamment dans le temps). Pour Rosie Campbell et Sarah Childs cela tint au fait de la fusion en 1988 des partis libéral (*Liberal Party*) et démocrate (*Social Democratic Party* ou SDP de 1981) ; elles expliquent que le SDP ayant été formé d’anciens travaillistes modérés – ayant quitté le parti lors d’un virement à gauche dans les années 1980 – il s’ensuivit que le parti adopta certains éléments de langage et de pensée « pro féministes ». Ainsi, les libéraux-démocrates eurent recours à un système de quotas lors de leur sélection de candidat-e-s pour les élections législatives, faisant d’eux le premier parti britannique à le faire. Pour autant, le parti se montra hostile en 2001 au système de liste de candidates tel que le parti travailliste les utilisa pour les élections législatives de 1997 : des jeunes femmes se sentirent offusquées de cette proposition soumise par des féministes plus âgées. Ainsi, le parti décida de soutenir les femmes qui souhaitaient être sélectionnées grâce à des mesures d’aide telles que de la formation ou des méthodes de

¹³⁹ BURNES C., « Drunk Women don’t Look at Thistles: Women and the SNP 1934-1994 », *Scotlands*, , n° 1 (2), p. 131-154.p. 146.

¹⁴⁰ MACKAY F. et M. KENNY, « Women’s Representation and the SNP », *op. cit.*, p. 47

sélection équitables¹⁴¹. Elspeth Attwool, ancienne députée européenne libérale-démocrate et un temps à la tête du groupe des femmes de son parti, évoque cette réticence de nombreuses femmes de son parti, qui craignent de servir de symbole seulement et de ne pas être crédibles en termes de compétences¹⁴².

Le parti travailliste avait une longue histoire avec la représentation politique des femmes ; dès 1918 elles avaient pu intégrer le parti, les groupes de réflexion, les syndicats¹⁴³. Pourtant, pendant plusieurs décennies, les femmes furent très peu nombreuses à être élues au Parlement britannique (cinq entre 1918 et 1945, ce qui est plus que les autres partis cependant¹⁴⁴), et jusque dans les années 1970 leur poids dans le parti et dans l’historiographie de celui-ci resta limité. 1987 marqua un bond dans la proportion de femmes élues pour le parti travailliste (loin d’être satisfaisant pour Maria Fyfe qui fit partie de cette cohorte¹⁴⁵). Au niveau britannique, les travaillistes se montrèrent les plus agressifs dans leur stratégie en parallèle des débats constitutionnels et avant les premières élections législatives écossaises : pour les élections législatives britanniques de 1997, ils instituèrent des listes de présélection composées de femmes seulement (*all-women shorlists* – AWS). En effet, au congrès du parti de 1993, la proposition de soumettre de telles listes pour la moitié des sièges vacants et potentiellement acquis fut votée et le consensus à ce sujet fut finalement atteint à échelle locale¹⁴⁶. Le système fut finalement remis en cause légalement, mais il avait déjà permis la sélection de nombre de femmes. Ainsi, en 1997, 101 femmes travaillistes entrèrent à Westminster¹⁴⁷, de larges différences furent cependant notables entre les différents pays et régions de l’Union britannique : l’Écosse ayant 16% de députés travaillistes femmes, le sud-est de l’Angleterre 48%, par exemple¹⁴⁸. C’est cependant

¹⁴¹ CAMPBELL R. et S. CHILDS, « ‘Apathetic, parochial, conservative’? Women, élite and mass politics from 1979 to 2009 », E. BREITENBACH et P. THANE (dir.), *Women and Citizenship in Britain and Ireland in the Twentieth Century: What Difference Did the Vote Make?*, Londres, Continuum, 2010, p. 141.

¹⁴² ATTWOOL E., « Entretien », *op. cit.*

¹⁴³ MACKAY F., « Women and the Labour Party in Scotland », G. HASSAN (dir.), *The Scottish Labour Party: History, Institutions and Ideas*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2004, p. 106.

¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 108.

¹⁴⁵ FYFE M., « Entretien », *op. cit.*

¹⁴⁶ MACKAY F., « Women and the Labour Party in Scotland », *op. cit.*, p. 112.

¹⁴⁷ KING O., *The Oona King Diaries: House Music*, Bloomsbury Publishing PLC, 2007, p. 6.

¹⁴⁸ MACKAY F., « Women and the Labour Party in Scotland », *op. cit.*, p. 112.

après la dévolution des pouvoirs à Holyrood que le parti travailliste écossais se montra le plus favorable aux femmes (« *woman-friendly* »¹⁴⁹), en choisissant notamment d’appliquer des quotas de manière systématique. Pour Fiona Mackay, l’évolution du parti travailliste écossais en ce sens est due à l’influence globale du parti travailliste britannique, aux exigences grandissantes des femmes du parti dans les années 1980, aux défaites électorales et aussi au contexte de la dévolution¹⁵⁰ : tout cela a contribué à faire du parti travailliste écossais un parti engagé concrètement en faveur de la représentation politique des femmes. Pourtant, elle souligne la plus lente évolution de la section écossaise du parti, par rapport au reste du pays, dans ses attitudes, les mesures prises et donc les résultats qui en découlaient¹⁵¹.

2.2 – Les mesures évoquées

Intervenir dans la sélection des candidat-e-s est un choix, un positionnement idéologique en soi ; la méthode d’intervention sélectionnée l’est d’autant plus. Tous les partis ne s’accordaient et ne s’accordent pas à utiliser quelque mesure que ce soit, et parmi ceux qui y sont le moins réticents, il existe aussi des divergences de choix de stratégies. À l’intérieur des partis, même s’il existe certaines traditions générales, les différents moyens de s’assurer de la représentativité de leurs candidat-e-s ne font pas l’unanimité non plus. Cette section s’attachera à montrer les différentes possibilités qui s’offrent aux partis, et les avantages et inconvénients soulevés par leurs défenseurs et opposants.

¹⁴⁹ *Ibid.*, p. 111.

¹⁵⁰ *Ibid.*, p. 110-111.

¹⁵¹ *Ibid.*, p. 113.

2.2.1 – La campagne pour le 50/50

Le STUC lança une campagne de grande ampleur par l’intermédiaire de la *STUC’s Women’s Committee* à partir de 1989. Des femmes travaillistes et syndicalistes emboîtèrent le pas à cette initiative. La campagne renaquit de ses cendres après la dévolution, en 2002, ses membres craignant que les acquis des premières élections n’encouragent les élu-e-s à se reposer sur leurs lauriers. La nouvelle campagne pour le 50/50 décrivit celle d’avant la dévolution ainsi :

It was established by the STUC Women’s committee, to encourage co-operation and joint working between women’s organisations on gender equality. It brought together a wide range of individuals and groups including Engender, Women’s Forum Scotland, Scottish Joint Action Group, the Church of Scotland’s Women’s Guild, the NUS and women from across Scotland’s political parties. All had one common aim, to ensure the voices of Scotland’s Women would be heard loud and clear in its new Parliament. The widespread pressure from women uniting behind the 50=50 banner played an important role in women representatives making up 37.5% of MSPs, in the Scottish Parliament’s first elections. This marked a massive shift in power between women and men in public life in Scotland ¹⁵².

La genèse de cette campagne fut la suivante. Dès 1987, le Scottish Trades Union Congress – à son congrès annuel – affirma son soutien à une assemblée écossaise. Il se montra aussi favorable à des éléments qui allaient devenir clés dans les débats à venir, comme la responsabilité des élu-e-s vis-à-vis de leurs électeurs-trices ainsi que face à leur travail de législateurs-trices, mais aussi – thème qui allait prendre de l’ampleur – la place des femmes dans la société et plus précisément dans la future institution politique. C’est ainsi que ce soutien s’exprima :

Mr T. SIMPSON (Technical, Administrative and Supervisory Section)

“That this Congress calls on the General Council to work with the Scottish Council of the Labour Party in developing a strategy for the creation of a Scottish Assembly under the next Labour Government.

In particular, attention should be paid to:

(a) the democratic structure;

¹⁵² SCOTTISH WOMEN’S CO-ORDINATION GROUP, « 50/50 Action Pack ».

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

- (b) the revenue raising powers;
- (c) the scope of responsibility for decision making;
- (d) adoption of similar or comparable structures to the Ministry for Women within a Scottish Assembly.”¹⁵³

Le STUC – notamment au travers de son *Women’s Advisory Committee* – affina sa position au fil de temps, se montrant engagé et novateur. Dès 1986, le *Women’s Committee* intervint au congrès annuel du STUC, et publia *Equal Voice* quatre fois par an¹⁵⁴. Ainsi, à partir de 1990, le rapport du congrès annuel comporta régulièrement une section intitulée « *Equal Representation for Women*¹⁵⁵ » ou bien « *Women’s Participation and Representation*¹⁵⁶ », ou encore « *Women and Democracy*¹⁵⁷ », à l’intérieur d’un chapitre consacré aux femmes nommé « *Women’s Equality*¹⁵⁸ » à partir de 1998. En 1990, le rapport annuel fait ainsi état de l’engagement des syndicats en faveur de l’égalité hommes-femmes au sein de la future institution :

Women are 52% of the Scottish population and 46% of the workforce. We support the need for an Assembly or Parliament to reflect this in its representation, and in developing strategic policies affecting the people of Scotland. Conference congratulates the Women’s Committee for an excellent submission to the Constitution Convention on Women and the Assembly and supports the belief that a future Scottish Assembly should not be a replica of Westminster, but should be accessible, accountable and truly representative of women in Scotland¹⁵⁹.

En 1991, le STUC inscrivit pour la première fois l’idée d’équité parfaite dans son rapport. Il évoqua la tenue de la première réunion de la convention constitutionnelle

¹⁵³ CHRISTIE C., *STUC 90th Annual Report (1987)*, Perth, Scottish Trades Union Congress, 1987, p. 27.

¹⁵⁴ CHRISTIE C., *STUC 89th Annual Report (1986)*, Aberdeen, Scottish Trades Union Congress, 1986, p. 14.

¹⁵⁵ CHRISTIE C., *STUC General Council Report (1990)*, Glasgow, Scottish Trades Union Congress, 1990, p. 25.

¹⁵⁶ CHRISTIE C., *STUC General Council Report (1994)*, Dundee, Scottish Trades Union Congress, 1994, p. 12.

¹⁵⁷ CHRISTIE C., *STUC General Council Report (1997)*, Glasgow, Scottish Trades Union Congress, 1997, p. 13.

¹⁵⁸ CHRISTIE C., *STUC General Council Report (1998)*, Perth, Scottish Trades Union Congress, 1998, p. 9.

¹⁵⁹ CHRISTIE C., *STUC General Council Report (1990)*, *op. cit.* p. 22.

— Première partie : de la marginalité à l’institutionnalisation —

quelques temps auparavant (il existe un décalage entre le congrès de 1990 – dans lequel la *Scottish Constitutional Convention* réunie dès 1989 fut mentionnée – et qui donna lieu à un rapport en 1991):

The main, and most radical proposal of the [Women’s] Committee was that any new form of Government in Scotland should be representative of the population, should be fair, and should provide an open style of consultative government. We advocated that members of a Scottish Parliament should be 50% women and 50% men ¹⁶⁰.

L’argument n’en est qu’à ses débuts, il est encore purement idéologique, comme le sont les autres idéaux avancés. Il faut aussi noter la disparition du terme « assemblée » en faveur du terme de « parlement » seulement, institution qui paraissait dotée de plus de pouvoirs. Mais le travail de terrain se met en place, comme en témoigne le rapport du congrès de l’année suivante :

The Committee has continued to play an active role and input into the Convention. A pamphlet was prepared by the Committee : “50/50 – Say Yes” was widely distributed, reinforcing the policy of Congress that a Scottish Parliament should be elected on the basis of gender equality. This pamphlet illustrated how both gender equality and proportionality could be achieved with different electoral systems ¹⁶¹.

À la question « comment atteindre la parité ? », les militants répondent donc « grâce au système électoral ». Dans un premier temps, l’idée évoquée fut celle de circonscriptions doubles (des circonscriptions à double représentation), représentées par un homme et une femme, élus simultanément. Le rapport du groupe de la Convention Constitutionnelle en charge des questions liées au scrutin, suggéra en 1992 ces doubles circonscriptions, qui auraient conservé le découpage utilisé pour Westminster ¹⁶². Cette suggestion fut rejetée par l’exécutif de la SCC, mais celle de membres additionnels –

¹⁶⁰ CHRISTIE C., *STUC General Council Report (1991)*, Dundee, Scottish Trades Union Congress, 1991, p. 25.

¹⁶¹ CHRISTIE C., *STUC General Council Report (1992)*, Perth, Scottish Trades Union Congress, 1992, p. 17.

¹⁶² WRIGHT K., *The People Say Yes, op. cit.*, p. 155.

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

censés permettre une forme de proportionnelle – fut conservée ensuite. Pour Kenyon Wright, les suggestions du groupe étaient louables dans leurs efforts, mais il n'était pas envisageable d'imposer de telles mesures aux partis : « This was a very precise and detailed proposal, but was one on which it was impossible to achieve consensus, mainly on the grounds that it was too prescriptive using statutory means to force gender equality ¹⁶³. »

En 1993, le STUC réitéra son soutien acquis à la cause de 50/50 et suggéra un travail en relation avec le *Women's Committee* ¹⁶⁴. Le *Women's Committee* au sein du STUC mena sa propre réflexion et apporta quelques pistes à la *Scottish Constitutional Convention* quant au système électoral à privilégier afin d'obtenir une représentation équitable entre hommes et femmes ¹⁶⁵. Tous les ans, cet engagement fut réaffirmé ¹⁶⁶.

Il faut par ailleurs se souvenir que même si le parti travailliste était le plus favorable à l'égalité hommes-femmes, dans les débats internes au parti travailliste, il n'y avait absolument pas consensus. Ainsi Maria Fyfe, grande figure parmi les élu-e-s écossais-e-s travaillistes, évoque l'incrédulité de certains collègues face à l'idée de faire de l'institution encore à élaborer, un lieu égalitaire entre hommes et femmes : « When I said during one of our discussions that I would not be interested in pursuing devolution if this was not going to be yet another case of jobs for the boys with little or no benefit for women, he could not believe his ears ¹⁶⁷. » Ainsi, la Convention Constitutionnelle s'était engagée à promouvoir l'égalité entre hommes et femmes dans le futur parlement, mais les débats idéologiques firent rage, car peu étaient prêts à intervenir dans le processus de sélection des candidat-e-s ou dans le choix du mode de scrutin.

¹⁶³ *Ibid.*, p. 155.

¹⁶⁴ CHRISTIE C., *STUC General Council Report (1993)*, Glasgow, Scottish Trades Union Congress, 1993, p. 17.

¹⁶⁵ *Ibid.*, p. 25.

¹⁶⁶ CHRISTIE C., *STUC General Council Report (1994)*, *op. cit.*, p. 12.

¹⁶⁷ FYFE M., *A Problem Like Maria*, *op. cit.*, p. 173.

2.2.2 – Les stratégies

Aux défenseurs acquis à la parité – ou tout du moins à la volonté d'intervenir dans le processus de sélection des candidat-e-s – s'offrent quelques options. Il en existe trois principales, évoquées dans les débats de ces dernières décennies comme permettant d'agir à l'encontre des obstacles que rencontrent les femmes sur le chemin de la sélection ¹⁶⁸, pouvant même parfois être cumulées.

L'alternance ou « *zipping* », qui s'applique aux cas où les électeurs choisissent leurs candidat-e-s sur des listes. Il s'agit d'alterner candidats et candidates (un homme, une femme) sur la liste de chaque parti. Le parti national écossais avait considéré l'adopter en vue des sélections pour les premières élections au parlement écossais. La motion en faveur était soutenue par des membres de la tête du parti – notamment par Fiona Hyslop ¹⁶⁹ qui mena la proposition au congrès du parti de 1998 – mais le vote des militants ne permit pas d'entériner le projet (257 votes pour et 282 votes contre ¹⁷⁰). À sa convention nationale en 1998, le parti libéral-démocrate avait voté contre la technique du « *zipping* » ou alternance homme/femme sur ses listes ¹⁷¹, qu'il avait lui-même proposée ¹⁷².

La seconde option est celle du « parallélisme » ou « *twinning* » : une technique qui consiste à coupler (ou jumeler) deux circonscriptions, proposant pour l'une, un candidat, et pour l'autre, une candidate. Les partis qui souhaitent appliquer cette stratégie réunissent les membres de deux circonscriptions et choisissent un candidat et une candidate qui représenteront chacun-e l'une de ces deux circonscriptions. Les deux circonscriptions jumelées le sont sur des critères tels que : géographie, chances

¹⁶⁸ KENNY M. et F. MACKAY, *Women's Representation in the 2010 General Election: A View From Scotland*, Engender, 2010, p. 5.

¹⁶⁹ HYSLOP F., « Entretien écrit avec Fiona Hyslop députée nationaliste au Parlement écossais pour la circonscription de Linlithgow et ministre de la culture et des affaires ».

¹⁷⁰ BURNES C., *In Search of 50/50, a Scottish Perspective on Women and Parliament*, op. cit., p. 17.

¹⁷¹ DALGETY S. et D. PHILLIPS, *Women in Power: The Impact of Women Ministers on Post-Devolution Scotland (1999-2007)*”, Glasgow, The Active Learning Centre, 2010., p. 12.

¹⁷² FYFE M., *A Problem Like Maria*, op. cit., p. 186.

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

d'élection pour le parti similaires, ou nombre de membres du parti de taille comparable. La députée travailliste à Westminster Sheila Gilmore en donne la définition suivante :

Twinning means you put two constituencies together, you pick two people – one man and one woman – but you need to have them roughly equally winnable, roughly, and, from my point of view, the party size has to be similar because it's an all-member vote for selecting the candidates. So, if one constituency has a low membership and the other one has a high membership, it can cause a lot of internal issues ¹⁷³.

Cette stratégie nécessite la prise en compte de la potentialité des circonscriptions à être gagnées par un parti donné (avec les difficultés que cela peut parfois comporter). Or pendant longtemps, les femmes pouvaient être sélectionnées pour des sièges qu'elles n'avaient que très peu de chances de remporter (et leurs résultats n'en apparaissaient que plus faibles comparés aux hommes), et c'est cela que le parti travailliste aurait réussi à enrayer en 1997 avec ses listes de pré-sélection féminines (« *all-women shortlists* ») ¹⁷⁴. Le parti travailliste choisit alors ses candidat-e-s à des sièges gagnés d'avance ou qui ont de fortes chances d'être gagnés parmi des listes composées de candidates seulement. Cela ne se fit pas dans le consensus le plus parfait, mais les résultats furent un meilleur équilibre hommes-femmes parmi les élu-e-s.

Enfin, évoquées plus haut, les listes de présélections composées seulement de femmes (*All-women shortlists*) permettent de pallier des manques au fur et à mesure des élections, voire des élections partielles, en choisissant une candidate parmi une liste de femmes susceptibles de convenir aux membres du parti. Ainsi, quand bon nombre s'accordent à défendre la nécessité d'atteindre un équilibre entre les représentations féminine et masculine, les méthodes pour y arriver varient, sur un spectre très vaste qui va de l'absence totale d'intervention à un interventionnisme marqué. Il existe encore des dissensions, entre féministes parfois, à l'intérieur même des partis aussi. Ainsi Maria Fyfe et Sheila Gilmore, toutes deux travaillistes et toutes deux favorables aux mesures

¹⁷³ GILMORE S., « Entretien », *op. cit.*

¹⁷⁴ SHEPHERD-ROBINSON L. et J. LOVENDUSKI, *Women and Candidate Selection in British Political Parties*, Fawcett Society, 2002, p. 9.

paritaires diffèrent quant à la nécessité de former les femmes à la politique. Sheila Gilmore participe à des stages et des sessions pour guider les femmes qui souhaitent s’investir en politique ¹⁷⁵, tandis que Maria Fyfe réfute l’idée que les femmes auraient davantage besoin de formation que les hommes :

Well there have always been some people who have thought it was a matter of offering women training. And that still exists, it annoys me a bit, because I think the men don't think they have to go and get trained. I think if women have a problem with having enough confidence, then practicing doing things, like public speaking, taking part in debates, will create a confidence, but not in the sense of training, just taking an active role in the party. There is a distinction I think we need to use it. Just think it's a matter of training and buying the right clothes and I think “no” ¹⁷⁶.

Pourtant, le parti travailliste recourt à ces méthodes depuis de nombreuses années ¹⁷⁷. Malgré cela, il reste possible, voire courant, (hormis dans le cas du « *twinning* », s’il est établi selon les règles expliquées ci-dessus) de sélectionner des candidates via des AWS ou non, à des sièges plus difficiles à gagner que les hommes, en ne les plaçant jamais en tête des listes. Il apparaît parfois que dans de nombreux partis les femmes sont présélectionnées, mais pas choisies pour des sièges qu’elles pourraient réellement gagner. C’est en tout cas ce que certaines conservatrices britanniques ont pu exprimer ¹⁷⁸.

¹⁷⁵ GILMORE S., « Entretien », *op. cit.*

¹⁷⁶ FYFE M., « Entretien », *op. cit.*

¹⁷⁷ KENNY M., *Gendering Institutions: The Political Recruitment of Women in Post-Devolution Scotland*, The University of Edinburgh, Édimbourg, 2009, p. 110.

¹⁷⁸ SHEPHERD-ROBINSON L. et J. LOVENDUSKI, *Women and Candidate Selection in British Political Parties*, *op. cit.*, p. 28

2.3 – Conclusion

La question de la représentation politique des femmes émergea en Écosse grâce au travail des différents mouvements féministes à un moment où étaient débattues des questions constitutionnelles. Un des lieux de débat les plus fertiles s'avéra être le parti travailliste, dans lequel des féministes étaient engagées, tout comme le fut le STUC, qui en accueillait aussi. Or ces deux structures soutenaient le projet d'assemblée d'abord, puis de parlement écossais ensuite.

Des travaux théoriques féministes avaient démontré en quoi la présence de femmes dans toute institution politique était souhaitable, pour des raisons symboliques mais aussi dans l'espoir de voir toutes les catégories de la population représentées au mieux, par des élu-e-s plus aptes à connaître leurs intérêts et leurs difficultés.

Or l'amélioration de la représentation féminine n'allait pas se produire de manière naturelle, il fallait s'accorder sur les mécanismes qui la permettraient. De nombreux partis croyaient en la valeur de l'exemple, du modèle, mais certain-e-s membres de quelques partis étaient convaincu-e-s que cela ne suffisait pas. Des organisations se formèrent pour mener la campagne du 50/50, avec à leur tête *A Woman's Claim of Right* et la *STUC's Women's Committee*. Le but était de s'assurer que dès les premières élections du parlement écossais attendu, l'équité serait parfaite entre hommes et femmes. La Convention Constitutionnelle était favorable à l'égalité hommes-femmes, et en son sein, les moyens de l'atteindre furent aussi sujets de débats. Ainsi, dans les années 1990, certains partis écossais (nationaliste, libéral-démocrate et surtout travailliste) évoquèrent les mécanismes de « jumelage » et d'« alternance », ainsi que les listes de présélection composées de femmes uniquement. Les débats furent parfois houleux ; de nombreux obstacles se dressaient sur le chemin de celles et ceux qui croyaient en la nécessité de ces formes d'intervention.

Chapitre 3 – Les obstacles à la mise en œuvre institutionnelle de la parité

Si la deuxième vague du mouvement féministe avait pu mettre en évidence les inégalités entre hommes et femmes dans la société et réclamer la nécessité de la réformer, de nombreuses réticences restaient à dépasser. Les obstacles se trouvaient alors à différents niveaux, à l'intérieur de partis politiques et de la société, mais aussi potentiellement dans les lois, britanniques ou européennes.

1 – Les contraintes politiques :

Il faut concevoir que malgré une faible proportion – de femmes majoritairement – encline à agir concrètement dans le recrutement politique et dans le processus électoral (afin d'assurer une représentation politique féminine si ce n'est égale à la représentation masculine, du moins approchante) le reste de la classe politique n'était pas convaincu du bien-fondé de cette approche. D'une part, des réticences émergèrent parmi les élus et les membres des partis eux-mêmes (entre autres par peur de voir la place des hommes réduite), mais aussi en terme de vision électorale (ou électoraliste), certains craignant la désapprobation de l'électorat. De plus, il existe une variété de stratégies que les partis peuvent mettre en place : la rhétorique égalitaire, le soutien à l'égalité ou encore la discrimination positive (« equality rhetoric, equality promotion or positive action ¹ »). Là encore, lesquelles de ces stratégies adopter peut être une cause de désaccord au sein des partis politiques ; certaines – les plus fortes de ces stratégies – se sont pourtant montrées plus efficaces et les quotas ont pu faire preuve

¹ LOVENDUSKI J., *Feminizing Politics*, Polity, 2005, p.90.

d’un effet de contagion sur d’autres partis². Cela signifie que dans certains cas (dans d’autres pays par exemple), des partis politiques ont souhaité adopter des mesures après avoir vu leurs adversaires le faire.

1.1– Dans la sphère politique :

Les discussions au sein des différents partis politiques ont mis à jour de nombreuses oppositions aux stratagèmes envisagés par les défenseurs de la représentation paritaire. Ces oppositions se retrouvaient dans chaque camp, et se manifestaient différemment, quoique très rarement de manière frontale : peu exprimèrent leur désaccord absolu à voir des femmes entrer dans le champ politique. Il faut concevoir qu’il existe deux sortes de restrictions à l’intégration massive des femmes dans la sphère politique ; l’une de l’ordre de l’offre, l’autre de la demande (*supply* et *demand*³), qui ne sont pas totalement indépendantes l’une de l’autre.

1.1.1 – L’offre

L’offre concerne les raisons personnelles qui font que les femmes se sont historiquement moins impliquées dans le domaine politique. En effet, et ce comme dans la plupart des pays d’Europe, les femmes occupent une place prépondérante chez elles, ce qui ne leur permet pas de s’investir dans des occupations à l’extérieur comme les hommes peuvent le faire. D’une part, elles sont les principales concernées par tout ce qui a trait à la vie de la maison, et généralement, en plus de leur métier, elles accomplissent les tâches domestiques, s’occupent des enfants et d’éventuelles personnes

² KENNY M., *Gendering Institutions: The Political Recruitment of Women in Post-Devolution Scotland*, The University of Edinburgh, Édimbourg, 2009, p. 110.

³ Cf, par exemple, RANDALL V., *Women and Politics*, Londres, Macmillan, 1982.

âgées à charge. Cette double responsabilité – chez elles et au travail – leur laisse bien peu de temps à consacrer à leur carrière (moins que les hommes), ou même du temps de loisir⁴.

Ce qui est décrit ci-dessus montre les raisons personnelles qui expliquent un faible engagement politique, par exemple, de la part de nombreuses femmes (vivant avec quelqu'un ou non, car avoir un compagnon, par exemple, ne permet pas systématiquement de se décharger d'une partie des contraintes domestiques). Or les femmes citent le soutien de leur famille comme quelque chose de très important, leur permettant de s'engager en politique (en 2002, 90% des femmes le pensaient encore contre 74% des hommes⁵). Cela signifie que les femmes ont moins tendance à s'engager sans le soutien moral et pratique de leur compagnon que leurs homologues masculins. D'autre part, l'opinion publique ne semble pas réellement remettre en cause ce schéma. Il est intéressant de constater que lorsque David McCrone commentait des sondages en 1992, il écrivait : « Respondents were quite happy with women going out to work, with 60% agreeing⁶ ». Il considérait donc que 60% des Écossais interrogés se disant satisfaits de voir les femmes travailler (et donc quitter leur rôle traditionnel de femmes ou mères au foyer) est un résultat convenable, alors que l'on peut se demander pourquoi, dans les années 1990, encore 40% des personnes interrogées ne souhaitent pas que les femmes travaillent. Certes, parmi les personnes interrogées se trouvaient les personnes âgées qui, comme l'a montré David McCrone, avaient un avis bien différent des plus jeunes, surtout en ce qui concerne l'appréciation de la façon dont les femmes sont traitées. Mais il y a aussi dans cette catégorie de personnes interrogées des femmes, dont une bonne partie travaille.

Les femmes composent la plus grande partie des travailleurs à temps partiel (45% des 50,4% de femmes écossaises qui travaillaient en 1994 le faisaient à temps partiel⁷), une partie de la population active très défavorisée quant à ses droits et ses

⁴ ROWBOTHAM S., *Hidden from history: 300 years of women's oppression and the fight against it*, London, Pluto Press Ltd, 1977, p. 33.

⁵ ELGOOD J., L. VINTER, et R. WILLIAMS, *Man enough for the job? A study of Parliamentary candidates*, Manchester, EOC, coll.« EOC Discussion Series », 2002, Tableau 2.4, p. 21.

⁶ MCCRONE D., « Opinion Polls in Scotland: June 1990-June 1991 », L. PATERSON et D. MCCRONE (dir.), *Scottish Government Yearbook 1992*, Édimbourg, Unit for the Study of Government in Scotland, University of Edinburgh, 1992, p. 234.

⁷ SUTHERLAND L., « A Woman's Place: Who Decides? », *Scottish Affairs*, 1995, 13, automne 1995, p.100 (citant *Employment Gazette*, Octobre 1994).

ressources économiques. Il apparaît aussi dans plusieurs travaux de recherche que les femmes méconnaissent souvent leurs droits⁸, ce qui a d'autant plus de conséquences lorsqu'elles occupent des postes précaires et mal payés. Il s'agit là d'une des raisons de leur isolement dans la société, car elles sont ainsi en quelque sorte exclues du monde du travail dit « normal ». Les femmes qui travaillaient sont restées pendant longtemps limitées à certains secteurs d'activités, perçus comme peu valorisants, et surtout comme féminins, tout ce qui concerne le domaine des soins et de la garde d'enfants notamment. De plus, les femmes travaillent aussi de façon interrompue, alternant parfois emplois à plein temps et à temps partiel mais aussi des périodes hors du monde du travail. Or cet isolement est à lier à des causes d'ordre éducatif. Les femmes avaient en 1989, par exemple, tendance à arrêter leurs études plus tôt que les hommes, ou bien à opter pour des cursus courts (même si leurs résultats en fin de scolarité secondaire étaient meilleurs que ceux des hommes⁹), ce qui influence forcément la carrière qui s'ensuit, limitant par conséquent la possibilité d'accéder à une indépendance économique. D'être aussi demandées dans leur vie personnelle, et de ne pas pouvoir jouir de revenus suffisants ne permet pas aux femmes de songer à s'engager dans une quelconque cause extérieure. En effet, si elles n'ont personne sur qui se reposer lorsqu'elles s'investissent hors de chez elles – ce qui crée des difficultés lors de campagnes politiques, et aussi dans le cas d'une éventuelle élection – cela donne un avantage aux hommes par voie de conséquence. Il s'agit là de ce que plusieurs chercheurs appellent la raison d'une faible « offre » quant au recrutement des femmes par les partis politiques. Ainsi, lorsque certaines femmes décident qu'elles peuvent enfin s'investir en politique, une fois que leurs enfants sont plus indépendants, elles sont en moyenne plus âgées que la moyenne des hommes à leurs côtés¹⁰. Cela qui explique que relativement peu de femmes proposent leur candidature à des partis politiques. À la fin des années 1990 encore, même si les femmes représentaient globalement près de la moitié des membres des partis écossais, elles étaient toujours très peu représentées aux postes les plus

⁸ BROWN A., F. MYERS, et E. BREITENBACH, « Researching Women in Scotland: Problems and Opportunities », *Scottish Affairs*, 1994, 8, Été 1994, p. 77.

⁹ SUTHERLAND L., « A Woman's Place: Who Decides? » », *op. cit.* p. 108.

¹⁰ RANDALL V., *Women and Politics*, *op. cit.*, p. 87.

importants¹¹. Malgré cela, parmi les raisons données par les femmes à leur faible engagement politique se trouvent les méthodes de sélection des partis.

1.1.2 – La demande

Si les chercheurs expliquent parfois la faible représentation des femmes en politique par une offre peu importante, ils invoquent également une « demande » peu conséquente elle aussi¹². Il s'agit des facteurs institutionnels (que l'on peut opposer à des facteurs personnels) et inhérents aux partis politiques qui limitent leur accès aux femmes. Ces facteurs sont parfois divisés en deux classes : les « systémiques » qui désignent le système politique et tout ce qu'il comporte, comme les systèmes légaux ou électoraux, et les « facteurs liés aux partis politiques », soit leur façon de recruter, leur idéologie¹³. En effet, les partis politiques restent typiquement masculins, et extrêmement peu ouverts aux femmes dans leur organisation (c'est-à-dire dans la sélection des candidats, la façon de travailler et l'impossibilité de se décharger, pour ceux-ci, de leurs devoirs familiaux, par exemple). Jusque dans les années 1990, les femmes connaissaient de grandes difficultés lorsqu'elles voulaient faire partie des candidat-e-s sélectionné-e-s par leur parti pour le représenter lors d'élections. Avant 1980, selon l'institut de statistiques MORI, seulement 4% de femmes britanniques réussissaient à être choisies par leur parti¹⁴, ces difficultés n'étant pas propres à l'Écosse. De plus, de nombreuses femmes interrogées par Alice Brown¹⁵ pensaient que le système politique britannique ne convenait pas particulièrement à l'élection de

¹¹ BROWN A., « Deepening Democracy: Women and the Scottish Parliament », E. BREITENBACH et F. MACKAY (dir.), *Women and Contemporary Scottish Politics: An Anthology*, Édimbourg, Polygon, 2001, p. 225.

¹² Cf notamment BARNETT DONAGHY T., « Benefits and Obstacles for Women Candidates: An Account of Scottish Women Candidates' Experiences », *Scottish Affairs*, 2004, 46, hiver 2004, p. 76.

¹³ BROWN A., « Women and Politics in Scotland », E. BREITENBACH et F. MACKAY (dir.), *Women and Contemporary Scottish Politics*, Édimbourg, Polygon, 2001, p. 200.

¹⁴ ELGOOD J., L. VINTER, et R. WILLIAMS, *Man Enough for the Job? A Study of Parliamentary Candidates*, *op. cit.* Figure 2.2, p. 16.

¹⁵ BROWN A., « Legislative Recruitment in Scotland : The Implications for Women of a New Parliament », intervention pour ECPR Joint Workshops, Bordeaux, 27 Avril-2 Mai 1995, cité dans BROWN A., D. MCCRONE, et L. PATERSON, *Politics and Society in Scotland*, *op. cit.*

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

femmes car le scrutin uninominal à un seul tour et à majorité simple pour accéder à Westminster a tendance à défavoriser les femmes (par opposition aux listes utilisées dans les élections à la proportionnelle ¹⁶ qui permettent notamment une alternance homme/femme). Ce sentiment est corroboré par le fait que les candidates écossaises sont très rarement choisies pour des sièges qu'un parti est sûr de gagner. De plus, s'absenter pour travailler à Londres est difficile à accorder avec l'emploi du temps d'une femme qui organise sa vie domestique. Puisque ces problèmes purement pratiques ne concernent que très peu les hommes, qui ont tendance à être soutenus dans ce qu'ils entreprennent par leur femme, s'absenter de chez eux pour faire campagne ou assister aux sessions parlementaires à Londres ne leur pose pas autant de problèmes qu'aux femmes.

Il existe différentes éthiques quant à la place à donner, ou selon l'interprétation, la place qu'occupent les femmes dans les partis. Elles peuvent être interprétées à l'aune de deux grandes catégories, qui se retrouvent encore de nos jours dans les partis politiques écossais, de manière assez similaire à ce que les partis déjà exprimaient dans les années 1990. Certains croient en des figures notables qui peuvent rassembler, et jouer le rôle de modèle (c'était et c'est le cas de partis comme les conservateurs ou les nationalistes), d'autres considèrent qu'il faut intervenir – du moins temporairement – pour rétablir une forme d'équité entre hommes et femmes (c'est ce que l'on retrouve chez les verts, les travaillistes et dans une largement moindre mesure chez les libéraux-démocrates).

¹⁶ RANDALL V., *Women and Politics*, op. cit., p. 97.

1.2 – Dans la société:

1.2.1 – Une société machiste ?

L’Écosse a longtemps gardé la réputation d’un pays misogyne, ainsi un sondage des années 1980 ¹⁷ montre que l’Écosse est un des pays du Royaume-Uni les moins ouverts aux libertés civiles, notamment avec seulement 36% des interrogés (hommes et femmes) qui sont d’accord avec l’idée qu’il faut permettre l’avortement à une femme qui ne veut pas garder l’enfant (face à 43% au Pays de Galle et 49% à Londres par exemple). Il s’agit là de la seule différence réellement marquante entre l’Écosse et le reste du Royaume-Uni, car les pays qui le forment connaissent des conditions similaires en termes de situation sociale des femmes. Esther Breitenbach explique qu’il s’agit là des restes d’une très forte influence calviniste en Écosse, que les femmes ont été consignées au domaine familial, soumise à l’autorité masculine, et que cette situation était pire qu’en Angleterre, par exemple ¹⁸. Patrick Harvie, actuellement député à la tête du parti vert écossais (au même titre que Maggie Chapman, élue locale à Édimbourg), explique que ce retard (lié, selon lui à l’influence de l’église catholique) a eu pour conséquence que le secteur médical lié à l’avortement ne soit pas dévolu à l’Écosse avec le reste du système médical (*National Health Service* ou NHS) :

On LGBT, human rights and equality – before devolution there was a genuine fear in society amongst LGBT campaigners that Holyrood would not do the right thing, that Scotland was still a socially conservative, heavily religious part of the UK. And that's part of the reason why, for example, abortion was never devolved, the whole rest of the NHS was devolved but people thought: “No, the Scots, they'll do the wrong thing, they'll vote the way the Catholic bishops tell them to vote”. It was paranoid to a certain extent, but abortion services were kept reserved to Westminster. Now we see the reverse is true: it’s

¹⁷ Sondage de SPCR’s British Social Attitudes Surveys, cité par A. Brown, D. McCrone, L. Paterson, *op. cit.*, p.157

¹⁸ E. Breitenbach, « Monstrous Regimentation, the oppression of women by the Calvinist church in Scotland », *The Scottish Women’s Liberation Journal*, n°4, 1997, p.24.

actually in Westminster that a kind of anti-choice agenda has got more purchase and I think if abortion was devolved, I don't think there would be the same degree of attack on abortion rights in Scotland, in the Scottish Parliament as there is in the UK Parliament. But on LGBT issues that same anxiety was there and over the years we've demonstrated that there was nothing to fear¹⁹.

La différence entre les genres se caractérise non seulement dans l'attitude quotidienne des hommes envers les femmes, mais surtout dans sa concrétisation dans le monde du travail, qui est, en quelque sorte, un bon indicateur de l'état de la société en général. Ainsi, pour avoir un aperçu de ce phénomène, en 1995, les femmes écossaises gagnaient en moyenne 79% du salaire horaire moyen pour un temps plein des hommes (69% en 1979)²⁰, un chiffre assez proche de la moyenne en Grande-Bretagne (82% en terme de salaire horaire aussi, mais 75% en salaire hebdomadaire²¹). Cette exclusion est fortement ancrée dans l'histoire des sociétés européennes, et il est difficile pour les femmes de se débarrasser (et même de vouloir se débarrasser) des clichés résiduels concernant la place qu'elles doivent occuper.

On retrouve ainsi cette description dans la littérature sur l'Écosse des années 1970, et elle est souvent attribuée à la religion. Ainsi, l'Écosse aurait un retard sur l'Angleterre à cause du Calvinisme (ou de la religion catholique, pour Patrick Harvie²²) ; et la loi (de par son système propre en Écosse, maintenu ainsi depuis l'Acte d'Union de 1707) aurait mis plus de temps à adopter des mesures égalitaires²³. C'est pour cela que les syndicats britanniques de manière générale (TUC) auraient été plus en avance sur ceux d'Écosse (STUC), bien qu'ayant des préoccupations similaires. Pour autant, la période des années 1980 notamment voyait déjà des transformations s'opérer, ainsi que les décrit Patrick Harvie :

¹⁹ HARVIE P., « Entretien avec Patrick Harvie, député vert au Parlement écossais pour la région de Glasgow ».

²⁰ BREITENBACH E. et F. WASOFF, *A Gender Audit of Statistics Comparing the Position of Women and Men in Scotland*, *op. cit.*, p. 130.

²¹ PERFECT D., *Gender Pay Gaps, 2012*, Manchester, Equality and Human Rights Commission, 2013, p. 7.

²² HARVIE P., « Entretien », *op. cit.*

²³ BREITENBACH E., « A Comparative Study of the Women's Trade Union Conference and the Scottish Women's Trade Union Conference », *Feminist Review*, 1981, 7, printemps 1981, coll.« Palgrave Macmillan », p. 80.

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

On the kind of social conservatism and particularly the influence of conservative churches and church hierarchies, I think Scotland was already evolving, Scotland was already changing and becoming less like that picture of what society wants. Undoubtedly, it had been the case, for example when male homosexuality was decriminalised, Scotland baulked at it and the legislation wasn't changed in Scotland: decriminalisation didn't come until 1980 or 81 in Scotland. And that's not because the UK government couldn't be bothered, it was because the Scottish politicians wouldn't wear it. Scotland had already been changing prior to '99, I think it just hadn't been recognised, particularly some of the Catholic communities, where previously, I think the Labour Party in particular, had treated them almost like a block vote and that if you got the bishops on side, they would deliver the block vote for the entire community. It's not true any more, it hasn't been true for a long time. And I think a lot of people, even if they are nominally or in identity terms Catholic, don't necessarily practice religion in a very active way, don't necessarily go to church or chapel, and certainly don't like being told how to vote by priests and bishops, and that has changed substantively from, let's say, the 70s or 80s²⁴.

Selon Johann Lamont, on peut aussi attribuer l'origine de ces différences entre les hommes et les femmes à l'ancien mode de vie de certain-e-s Écossais-ses, pour des raisons liées au travail de chacun:

Well, we're only two generations away from men who'd have been working six days a week in the shipyards and in heavy, heavy jobs, and in mining. So even their capacity to be involved in the upbringing of their children was limited. [...] Having said that, there's clearly an issue about men who don't involve themselves in their family and have an aggressive and violent relationship with them. But I think there's been a huge change, and it's a sadness, you look back to men, to my father's generation, who didn't really know their own children and didn't really act and engage in their upbringing, which is just sad; even when they loved them dearly and they provided for them, that was their role. When there was no violence or anything, that was their role. So it's not a chauvinistic thing, it was about people who were forced into different roles. I think that's changed²⁵.

²⁴ HARVIE P., « Entretien », *op. cit.*

²⁵ LAMONT J., « Entretien », *op. cit.*

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

Pour Patrick Harvie, l'évolution de pensée était en train d'avoir lieu dans les années 1980-1990, mais sans réelle institution pour s'exprimer, elle resta invisible jusqu'à la dévolution:

And I think that had started to change before devolution, but that change hadn't been really recognised, partly that's just a consequence of there not having been a Scottish democratic polity. Because there was no parliament there was no place for that social and political change to find its expression; the closest that we had to parliament was the Church of Scotland General Assembly, there was the only roughly democratic-ish, geographically dispersed, representative assembly. Because it's a religious one it was never going to demonstrate that change. So the existence of the Parliament has reflected but it's also allowed new ideas to find their expression, for society to come to know itself a little bit better²⁶.

1.2.2 – Les progrès récents

Les commentateurs et acteurs de la vie politique et sociale écossaises semblent s'accorder à dire que celle-ci n'est actuellement pas davantage rétrograde qu'une autre société du monde occidental, que l'Écosse a parcouru un certain chemin vers le progrès, se montrant même plus progressiste que d'autres sociétés. Certaines doléances ne sont donc plus d'actualité, pourtant il faut se méfier d'une perception de cette évolution trop fataliste, comme si les choses pouvaient évoluer par elles-mêmes, dans un ordre naturel²⁷. Les élu-e-s actuel-le-s s'accordent à trouver la société bien moins machiste que par le passé, même s'il faut encore travailler à améliorer certains aspects. C'est ce qu'explique par exemple le nationaliste Fergus Ewing, fils de Winnie Ewing, et Ministre de l'Énergie, de l'Entreprise et du Tourisme du gouvernement écossais :

I think there's been a gradual move away to a better, a more reasonable mood and tone, that's gradually emerged from a period when Scotland was very

²⁶ HARVIE P., « Entretien », *op. cit.*

²⁷ LINDSAY I., « Constitutional Change and the Gender Deficit », WOMAN'S CLAIM OF RIGHT GROUP (dir.), *A Woman's Claim of Right in Scotland: Women, Representation and Politics*, Édimbourg, Polygon, 1991, p. 7.

much a male-dominated society. But it's been a very long process, probably too long. Even now, we don't have equal pay really implemented properly. We're far from the position where we can say that we've progressed enough. So, I think, there probably was an element of truth of that in the past. I don't think generalising the whole, of course you've got people, but I think we've made gradual progress. [...] So, maybe chauvinism still exists in some bastions of society, where it's always been like that ²⁸.

Son avis est en parti partagé par Johann Lamont, qui, elle, connaît une approche un peu plus féministe et donc moins évolutionniste des événements. Dans un premier temps, elle avoue ne pas être convaincue qu'il existe des différences entre les différentes nations du Royaume-Uni :

Whether it is more or less than other societies I don't know, and some bits of Scotland will be different from other bits and they're large chunks of Scotland, which are just like living in any big city across the United Kingdom and there is not so much difference between them as we'd imagine. There are significant levels of male violence, whether that's greater than other parts in the United Kingdom, I suspect not. Whether the levels of representation in the Scottish Parliament remain significant, and there is resistance to it, yes ²⁹.

Pour elle, certaines expériences dans les relations hommes-femmes sont assez universelles, même si certains stéréotypes concernant l'Écosse semblent subsister :

I don't know enough about other people's experience of men dominating positions of influence, but I don't think it's, I don't know if it's any worse, there is male violence, there is hard drinking, but whether that's out of a culture being Scottish or whether that's out of something that's more broadly true of the United Kingdom, for example, I'm not sure. [...] And our girls are over-achieving in school and under-achieving in the boardroom still. Is that any different from other parts of the world, I don't know. And I think there's a bit of Scottish men always playing up to their own stereotypes. Having said that, there is a big issue about violence. I suspect male chauvinism doesn't respect national boundaries. Probably not ³⁰.

Lorsqu'elle est interrogée quant au machisme de la société écossaise, Sheila Gilmore se

²⁸ EWING F., « Entretien », *op. cit.*

²⁹ LAMONT J., « Entretien », *op. cit.*

³⁰ *Ibid.*

réjouit aussi des avancées, mais n’oublie pas les efforts que les féministes ont dû faire pour y arriver: « It certainly used to be very [chauvinist], I suspect it's not that far under the surface at times. A lot has changed, in all fields, I think. I'm thinking about where we were; the women's movement – in its broader sense – has achieved all that ³¹. »

Pour Patrick Harvie, les progrès de la société sont perceptibles et ont permis à l’Écosse de rattraper le retard sur le reste du Royaume-Uni, la rendant parfois plus performante, parfois encore un peu en retard :

Sometimes Scotland has been ahead of the game, sometimes it has been a little bit behind: we repealed section 28 before Westminster did, we got the first recognition of same-sex relationships in the Adults with Incapacity Act, no actual relationship registration but a legal recognition that people whose partner was incapacitated or that they needed to exercise some kind of legal decision-making process about a partner, that partnership was recognised. So, Scotland was ahead of that, we were ahead on hate crime legislation, on other things, I think adoption may have come just slightly ahead at the UK level and then we caught up and the equal marriage thing: the Scottish government introduced the first proposal, they took longer to consult and they took longer to legislate and they ended up with a better Bill as a result, I believe. [...] So, it's probably better to spend an extra six months and get it right first time, in my view ³².

Patrick Harvie considère l’exemple des droits des personnes homosexuelles, bisexuelles et trans, car il travaillait dans ce domaine avant d’être élu au Parlement:

The reality remains that the Scottish Parliament – although sometimes it's been slow and some issues, faster around others – it has never once voted in any way against LGBT equality. Every time an issue of LGBT equality has come up, it's done the right thing, and that's not true of Westminster. I think we probably get a reasonably good record on that across the political parties, even the Tories are not as bad as they are down South ³³.

³¹ GILMORE S., « Entretien », *op. cit.*

³² HARVIE P., « Entretien », *op. cit.*

³³ *Ibid.*

1.2.3 – La conséquence du conservatisme social sur le recrutement politique des femmes

Dans les partis politiques, certains responsables ont pu exprimer l'idée que l'électorat verrait d'un mauvais œil l'intervention du parti dans la sélection des candidat-e-s, qu'il était préférable de laisser les femmes venir d'elles-mêmes sur le devant de la scène, notamment dans les partis attachés à la liberté de choix des candidat-e-s et à la notion de modèles, comme les conservateurs et les nationalistes. Alors, si les femmes se sont finalement tournées vers la question constitutionnelle, espérant pouvoir intégrer le sujet de leur représentation au débat, les hommes engagés en politique n'ont pas spontanément et majoritairement vu cet aspect comme une avancée positive. En effet, lorsqu'une société fonctionne sur un modèle depuis si longtemps, il est difficile pour ceux qui le dominent de voir un tel changement d'un bon œil. Or le changement était bien en marche, et l'opinion publique lui semblait assez favorable dans les années 1990, ce qui pourrait indiquer un certain retard des hommes politiques sur les hommes de la société civile. L'enquête de l'institut de sondage britannique *Independent Communications and Marketing*, ICM, publiée par *The Scotsman* le 11 mars 1994 le montre avec ces résultats : 85% des personnes interrogées pensaient qu'il n'y avait pas assez de femmes en politique, 76% pensaient que les partis devaient faire des efforts pour intégrer des femmes, 72% pensaient que les gouvernements prendraient de meilleures décisions si les femmes étaient plus impliquées en politique, et 75% n'étaient pas d'accord avec l'idée que les hommes sont meilleurs en politique que les femmes³⁴.

Mais la réalité des partis politiques restait bien différente de l'opinion publique qui admettait la nécessité d'une meilleure représentation politique des femmes. Tout d'abord, comme l'indique Alice Brown³⁵ les femmes étaient très présentes dans les partis, puisqu'elles en constituaient la moitié des membres, mais elles étaient écartées des postes les plus importants. De plus, elle souligne aussi, d'après son enquête³⁶, les différences entre les partis, en écrivant que les femmes engagées au sein du parti

³⁴ A. BROWN, D. MCCRONE, L. PATERSON, *op. cit.*, p.174

³⁵ A. BROWN, «Deepening Democracy: Women and the Scottish Parliament», p.225

³⁶ BROWN A., D. MCCRONE, et L. PATERSON, *Politics and Society in Scotland, op. cit.*, p.171 et p. 173.

conservateur se sentaient écartées des hauts postes par d'autres femmes, alors que dans le parti travailliste, c'étaient les hommes qui empêchaient la progression des femmes. D'une manière plus générale, la conclusion de cet aspect de l'enquête était l'impression que le parti travailliste ne respectait pas toujours ses principes égalitaires. La perception traditionnelle de ce qu'est la politique telle que la décrit Vicky Randall³⁷ est donc particulièrement tenace dans les esprits masculins partisans du patriarcat en place. Elle la définit comme appartenant à la sphère publique, opposée bien sûr au domaine du privé, lié à la famille et établissant le rôle de la femme.

Bien que les hommes à l'intérieur des partis, pour la plupart, n'aient pas souhaité créer de place aux femmes, certaines ont tout de même tenté de se faire élire et c'est à ces dernières que Tahnya Barnett Donaghy³⁸ avait demandé de tenir une sorte de journal de bord qui témoignerait des discriminations et multiples difficultés auxquelles elles auraient été confrontées en tant que femmes. Elle s'est adressée aux 62 candidates écossaises aux élections législatives britanniques de 1997 (pour les travaillistes, les conservateurs, les libéraux-démocrates, et les nationalistes) et 23 (à proportion égale parmi tous les partis) ont accepté de participer. Les résultats montrent certes quelques aspects positifs dans le fait d'être une femme dans cette campagne. Surtout ils prouvent que la discrimination était bien présente. Majoritairement, les femmes rapportèrent avoir vécu une campagne différente de celle de leurs collègues masculins. Les aspects positifs étaient une plus grande interaction et un meilleur soutien du public. En revanche, elles sentirent les médias plus défavorables aux femmes³⁹ ; une impression dont témoignent encore des élues au parlement écossais de nos jours⁴⁰. Ceci tend à montrer les difficultés auxquelles les femmes sont confrontées aux différentes étapes qui mènent à l'élection.

Il est intéressant de noter que la discrimination n'est pas seulement présente simplement en tant que reste d'un ancien système, comme un élément qui aurait subsisté par manque de réflexion à son sujet, mais qu'elle peut être promue à l'intérieur des partis mêmes. Tahnya Barnett Donaghy poursuit l'analyse de ses enquêtes,

³⁷ V. Randall, *Women and Politics*, Londres, Macmillan, 1982.

³⁸ BARNETT DONAGHY T., « Benefits and Obstacles for Women Candidates: An Account of Scottish Women Candidates' Experiences », *op. cit.* p. 77.

³⁹ *Ibid.*, p. 80.

⁴⁰ Cf, par exemple, WHITE S., « Entretien », *op. cit.*, qui à la question « Pensez-vous que les médias traitent les femmes différemment des hommes ? » répond : « Oh gosh, I mean, absolutely! »

expliquant plus en détail les manifestations de la discrimination. Elle explique une des raisons de la sensation de discrimination des femmes, non pas par une volonté explicite des hommes en question, mais par une conséquence un peu moins maîtrisée des difficultés décrites auparavant. Ainsi, les habitudes ancrées dans la sphère politique (telles que les attitudes antagonistes) n'étaient pas perçues de la même manière qu'une remarque sexiste, par exemple, mais simplement comme une conséquence d'une culture structurée par une culture masculine⁴¹. L'analyse met aussi en relief les difficultés propres aux femmes, qui ne leur sont pas directement imposées par les hommes dans leurs partis mais qui ont trait aux responsabilités qu'elles peuvent avoir par ailleurs au sein de leur vie privée⁴². De plus, l'analyse met en avant un autre obstacle sur le chemin vers leur élection dû à la volonté des médias d'intéresser leur public, et qui vient s'ajouter aux problèmes auxquels sont confrontées les femmes à l'intérieur des partis : les médias écossais auraient préféré les échanges conflictuels (perçus comme masculins), et les informations concernant des candidates auraient été moins dignes d'intérêt⁴³. Les médias exercent donc une influence sur les partis en s'intéressant seulement à certains aspects de leur existence. De manière générale, l'auteur peut conclure que les plaintes formulées par les personnes interrogées semblaient montrer que les candidats masculins utilisaient le sexisme comme un outil de campagne pour affaiblir les candidates adverses⁴⁴.

Ces multiples éléments sont autant d'épreuves que les femmes qui souhaitaient s'engager en politique devaient surmonter : ils pouvaient venir de l'intérieur du parti (de la part d'hommes ou de femmes), de partis adverses, ou encore des commentateurs politiques. Mais surtout, la discrimination s'affichait pleinement lorsqu'il était question de sélection de candidats pour les sièges certains d'être gagnés, car les femmes ont cité le fait qu'elles soient traditionnellement rejetées de cette sélection parmi les obstacles qu'elles devaient surmonter⁴⁵.

⁴¹ BARNETT DONAGHY T., « Benefits and Obstacles for Women Candidates: An Account of Scottish Women Candidates' Experiences », *op. cit.* p. 81.

⁴² *Ibid.*, p. 82.

⁴³ *Ibid.*, p. 85.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 81.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 84.

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

Les raisons de se sentir écartées de la course à l'élection étaient donc multiples pour les femmes comme l'a montré cette enquête, mais l'opposition des hommes politiques écossais à une représentation égalitaire se manifestait le plus souvent en ce qui concerne le choix des candidats à présenter à des élections particulières. La proposition de mesures en faveur de la parité a été la scène d'une contestation farouche des hommes du parti travailliste, notamment, ainsi que l'évoque Sue Innes, qui parlait en 1994 d'une « réponse disproportionnée » de la part de l'exécutif du parti quant à la suggestion que les candidats à tous les sièges travaillistes vacants et les sièges marginaux soient des femmes⁴⁶. Par conséquent, il restait de forts préjugés à combattre au sein de presque tous les partis et auprès des médias, avant d'accéder à une plus grande représentation féminine. Pourtant, si les partis semblaient se méfier de l'effet d'imposition de candidates sur les bulletins de vote, l'électorat semble généralement favoriser un parti plutôt que le genre. Ainsi, il s'agissait plutôt de devoir convaincre les membres des partis, davantage que l'électorat.

2 – Les contraintes légales :

Au début des années 1970, le comité du parti communiste écossais concernant les femmes (Scottish Women's Advisory Committee, SWAC) avait perdu de son activité d'antan, mais en 1974, au congrès national du parti, il fut convenu qu'il devait être rétabli et que par la même occasion, il fallait faire revivre les groupes de femmes dans antennes locales et avoir recours à la discrimination positive⁴⁷. Mais le recours à ce genre de stratégies fut souvent remis en question dès les années 1970, à cause de législations qui les auraient interdites. Pourtant, c'est grâce à ces lois que dans cette

⁴⁶ INNES S., « A Liberating Event for Scottish Women », E. BREITENBACH et F. MACKAY (dir.), *Women and Contemporary Scottish Politic: An Anthology*, Édimbourg, Polygon, 2001, p. 43-45.

⁴⁷ RAFFEEK N.C., *Communist Women in Scotland: Red Clydeside from the Russian Revolution to the End of the Soviet Union*, Londres, I.B.Tauris, 2008., p. 184.

même période les législateurs commencèrent à vouloir mettre fin aux inégalités entre hommes et femmes, ainsi que le mouvement féministe l’appelait de ses vœux.

2.1 – La législation européenne :

L’ultime autorité législative vient de l’Union européenne (encore Communauté économique européenne jusqu’en 1993), et elle fournit un argument de taille face au souhait de mettre en place une forme de mécanisme afin de sélectionner un nombre donné de candidates. Les directives de 1975 puis 1976, en interdisant la discrimination auraient ainsi empêché la discrimination positive (*positive discrimination*).

2.1.1 – La directive de 1975 ⁴⁸

La directive européenne de 1975 concerne les droits des travailleurs et réaffirme les principes de base d’égalité entre les hommes et les femmes :

considérant que la réalisation du principe de l'égalité des rémunérations entre les travailleurs masculins et les travailleurs féminins qui figure à l'article 119 du traité, fait partie intégrante de l'établissement et du fonctionnement du marché commun;

C’est ainsi que le principe mentionné, aussi connu sous le nom de « principe de l’égalité des rémunérations », se définit :

[II] implique, pour un même travail ou pour un travail auquel est attribuée une valeur égale, l’élimination, dans l’ensemble des éléments et conditions de rémunération, de toute discrimination fondée sur le sexe.

⁴⁸ « Directive 75/117/CEE du Conseil, du 10 février 1975, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à l’application du principe de l’égalité des rémunérations entre les travailleurs masculins et les travailleurs féminins ».

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

En particulier, lorsqu'un système de classification professionnelle est utilisé pour la détermination des rémunérations, ce système doit être basé sur des critères communs aux travailleurs masculins et féminins et établi de manière à exclure les discriminations fondées sur le sexe.

L'idée de disparition des discriminations « fondées sur le sexe » permet aux opposants aux mécanismes paritaires de dire qu'il est injuste moralement, mais aussi légalement de différencier des candidat-e-s potentiel-le-s selon leur genre et donc d'éconduire des candidats masculins tout à fait qualifiés ou aptes à se présenter.

Comme pour toutes les régulations européennes, elles doivent s'appliquer à tous les États membres. Ceux-ci se sont donc engagés à respecter ces directives en faisant voter les lois correspondantes, et ainsi les travailleurs doivent pouvoir avoir recours à la justice de leur pays en cas de non-conformité à la législation :

Les États membres suppriment les discriminations entre les hommes et les femmes qui découlent de dispositions législatives, réglementaires ou administratives et qui sont contraires au principe de l'égalité des rémunérations.

[...]

Les États membres prennent, conformément à leurs situations nationales et à leurs systèmes juridiques, les mesures nécessaires pour garantir l'application du principe de l'égalité des rémunérations. Ils s'assurent de l'existence de moyens efficaces permettant de veiller au respect de ce principe.

2.1.2 – La directive de 1976⁴⁹

En 1976, une nouvelle directive vient soutenir celle de l'année précédente : il n'est plus seulement question de « principe de l'égalité des rémunérations », mais de « principe de l'égalité de traitement ». Les définitions sont alors plus exhaustives :

Le principe de l'égalité de traitement au sens des dispositions ci-après implique l'absence de toute discrimination fondée sur le sexe, soit directement, soit indirectement par référence, notamment, à l'état

⁴⁹ « Directive 76/207/CEE du Conseil, du 9 février 1976, relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail ».

matrimonial ou familial.

Pour autant, le texte prévoit que certains domaines nécessitent une approche différente à l’approche générale :

La présente directive ne fait pas obstacle à la faculté qu'ont les États membres d'exclure de son champ d'application les activités professionnelles et, le cas échéant, les formations y conduisant, pour lesquelles, en raison de leur nature ou des conditions de leur exercice, le sexe constitue une condition déterminante.

Cette disposition n’est pas suffisante cependant pour affirmer que la sélection des partis peut constituer une exception au reste du monde du travail :

L'application du principe de l'égalité de traitement implique l'absence de toute discrimination fondée sur le sexe dans les conditions d'accès, y compris les critères de sélection, aux emplois ou postes de travail, quel qu'en soit le secteur ou la branche d'activité, et à tous les niveaux de la hiérarchie professionnelle.

Une des rares exceptions concerne les droits liés à la grossesse et la maternité, qui restent protégés, dans leur unicité.

2.1.3 – La directive de 1978 ⁵⁰

En 1978, une directive vient compléter celle de 1976, notamment en ce qui concerne :

[la] sécurité sociale en premier lieu dans les régimes légaux qui assurent une protection contre les risques de maladie, d'invalidité, de vieillesse, d'accident du travail, de maladie professionnelle et de chômage, ainsi que dans les dispositions concernant l'aide sociale dans la mesure où elles sont destinées à compléter les régimes précités ou à y suppléer.

Dans la mesure où la directive s’applique à :

⁵⁰ « Directive 79/7/CEE du Conseil, du 19 décembre 1978, relative à la mise en oeuvre progressive du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière de sécurité sociale ».

[...] la population active, y compris les travailleurs indépendants, les travailleurs dont l'activité est interrompue par une maladie, un accident ou un chômage involontaire et les personnes à la recherche d'un emploi, ainsi qu'aux travailleurs retraités et aux travailleurs invalides,

Il suffirait pour ne pas faire entrer la sélection des candidat-e-s dans son champs d'action, de ne pas considérer le domaine politique comme étant le monde du travail, dans lequel exerce la « population active ». Ceci s'avère toutefois peu probant dans la mesure où les élu-e-s exercent une activité rémunérée qui ouvre droit à une retraite, qu'évoque aussi le texte de loi. Par ailleurs, la directive n'affecte pas directement les décisions nationales concernant les prestations sociales des travailleurs dans l'incapacité à travailler ou en fin de carrière.

2.2 – La législation britannique :

Si elle se doit d'être en accord avec les principes européens, la législation du Royaume-Uni reste propre au pays lui-même. Les principes édictés par les directives européennes furent incarnés à l'échelle britannique par trois lois, dont deux par anticipation : l'*Equal Pay Act* de 1970, le *Sex Discrimination Act* de 1975 et les dispositions relatives à la grossesse et la maternité du *Employment Protection (Consolidation) Act* de 1978⁵¹.

2.2.1 – *Equal Pay Act 1970*

Dès 1970, le Royaume-Uni inscrit l'égalité entre femmes et hommes dans le monde du travail dans le cadre de la loi. Ainsi :

⁵¹ BAHL K., « Development of Equal Opportunities in 1995 and Beyond », *Scottish Affairs*, 1995, 13, automne 1995, p. 83.

It shall be a term of the contract under which a woman is employed at an establishment in Great Britain that she shall be given equal treatment with men in the same employment, that is to say men employed by her employer or any associated employer at the same establishment or at establishments in Great Britain which include that one and at which common terms and conditions of employment are observed either generally or for employees of the relevant classes⁵².

Clairement, le texte de loi cherchait à équilibrer les forces dans le monde du travail entre hommes et femmes, considérant que celles-ci étaient en défaveur des femmes, c'est pour cela que nombre des cas de figures évoqués sont ceux où les droits d'une femme ne sont pas respectés.

Cependant, dans les années 1970, et par la suite, après la promulgation de la loi, des féministes ont pu souligner le paradoxe que des employeurs avaient créé afin de contourner la loi : le fait de trouver des emplois ou des professions quasiment uniquement féminins ou masculins permettaient une discrimination dissimulée. La féministe Zoe Fairbairns évoque même les annonces pour femmes et pour hommes, séparées dans les vitrines des agences nationales pour l'emploi (*Labour Exchanges*)⁵³. Ainsi, en choisissant d'affecter des hommes ou des femmes à certains postes, la comparaison entre les deux catégories devenait impossible. Une solution fut apportée par un texte de loi cinq ans plus tard. Une autre récrimination qui fut exprimée (et peut-être une conséquence de ce qui a été évoqué plus haut) fut une très faible évolution du salaire féminin après l'*Equal Pay Act* (voire même une baisse selon certain-e-s)⁵⁴.

⁵² « Equal Pay Act 1970 », 1.–(2).

⁵³ FAIRBAIRNS Z., *Saying What We Want: Women's Demands in the Feminist Seventies and Now*, York, Raw Nerve Books Ltd, 2002, p. 12.

⁵⁴ LOVENDUSKI J. et V. RANDALL, *Contemporary Feminist Politics: Women and Power in Britain*, Oxford, Oxford University Press, 1993, p. 48.

2.2.2 – *Sex Discrimination Act 1975*

En 1975, le Parlement britannique franchit une étape supplémentaire vers l'égalité hommes-femmes en promulguant un nouveau texte de loi qui n'était pas circonscrit au monde de l'emploi. La discrimination se définit comme suit :

DISCRIMINATION TO WHICH ACT APPLIES

1.-(1) A person discriminates against a woman in any circumstances relevant for the purposes of any provision of this nation against if-

(a) on the ground of her sex he treats her less favourably than he treats or would treat a man, or

(b) he applies to her a requirement or condition which he applies or would apply equally to a man but-

(i) which is such that the proportion of women who can comply with it is considerably smaller than the proportion of men who can comply with it, and

(ii) which he cannot show to be justifiable irrespective of the sex of the person to whom it is applied, and

(iii) which is to her detriment because she cannot comply with it ⁵⁵.

Ici encore, il s'agit de rétablir l'équilibre d'une balance qui penchait encore dans le sens des hommes. Mais le texte de loi va bien plus loin que le précédent dans les domaines qu'il affecte, notamment en prenant en compte la sphère politique :

33.-(1) This section applies to a political party if-

(a) it has as its main object, or one of its main objects, the promotion of parliamentary candidatures for the Parliament of the United Kingdom, or

(b) it is an affiliate of, or has as an affiliate, or has similar formal links with, a political party within paragraph (a).

(2) Nothing in section 29(1) shall be construed as affecting any special provision for persons of one sex only in the constitution, organisation or administration of the political party.

(3) Nothing in section 29(1) shall render unlawful an act done in order to give effect to such a special provision ⁵⁶.

⁵⁵ « Sex Discrimination Act 1975 », I, 1.-(1).

⁵⁶ *Ibid.*, p. 22.

Ainsi, le texte n’autorisait pas les partis à instituer une quelconque différence entre hommes et femmes. C’est ainsi que, puisqu’il était interdit d’entériner un traitement différent entre femmes et hommes, des voix s’élevèrent dans les partis arguant qu’il aurait été contraire à la loi de se tourner vers des mécanismes promouvant les femmes aux dépens d’hommes qualifiés. Pourtant, une disposition spécifique pouvait s’appliquer à certains cas particuliers :

49.-(1) If an organisation to which section 12 applies comprises a body the membership of which is wholly or mainly elected, nothing in section 12 shall render unlawful provision which ensures that a minimum number of persons of one sex are members of the body-

(a) by reserving seats on the body for persons of that sex, or

(b) by making extra seats on the body available (by election or co-option or otherwise) for persons of that sex on occasions when the number of persons of that sex in the other seats is below the minimum, where in the opinion of the organisation the provision is in the circumstances needed to secure a reasonable lower limit to the number of members of that sex serving on the body ; and nothing in Parts II to IV shall render unlawful any act done in order to give effect to such a provision.

(2) This section shall not be taken as making lawful-

(a) discrimination in the arrangements for determining the persons entitled to vote in an election of members. Of the body, or otherwise to choose the persons to serve

on the body, or

(b) discrimination in any arrangements concerning membership of the organisation itself⁵⁷.

Ici, il semble que les mécanismes censés promouvoir la représentation féminine ne sont pas proscrits, notamment dans les syndicats (mentionnés dans ladite section 12). Il apparaît que dans certaines institutions, tant que les personnes restent élu-e-s démocratiquement, il est possible d’instaurer des quotas, pour ne pas défavoriser les femmes.

De plus, pour les commentateurs, il apparaît que la discrimination positive donne des résultats satisfaisants, davantage que ceux qu’offre la simple lutte contre la discrimination. Ainsi, la discrimination positive aurait permis de donner plus de sièges à

⁵⁷ *Ibid.*, p. 31.

— Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation —

des femmes aux conseils généraux des syndicats britanniques et écossais, TUC et STUC⁵⁸. En effet, le Scottish Trades Union Congress avait fait connaître son soutien à cette stratégie dans les années 1980, notamment en ce qui concernait le domaine du travail, et pas seulement celui de la représentation :

That this Conference calls on the General Council to encourage affiliated unions to promote positive discrimination action programmes in negotiation with the employers, in order to eliminate the present position where women are concentrated in the unskilled low paid areas of work. Such negotiation should include the adoption of policies to correct past and continuing discrimination⁵⁹.

Il avait maintenu sa position par la suite, en souhaitant s'appliquer à lui-même ce qu'il défendait :

Conference condemns these actions which lessen the rights of women in employment and which perpetuate inequalities in pay, training and job opportunities. We believe that to effectively combat such actions and attitudes, the Trade Union Movement, itself, has to take positive action on women, not only in its policies, structure and organisation, but in its approach to pay and bargaining⁶⁰.

2.2.3 – Les conséquences

Par la suite, et malgré les difficultés à interpréter les lois, les partis cherchèrent grâce aux systèmes mentionnés à améliorer la place des femmes dans les institutions :

More encouragingly, the Scottish Parliament and Welsh Assembly are doing much better on gender balance⁶¹. Evidence both here and internationally has shown that no country has ever significantly increased its numbers of

⁵⁸ BREITENBACH E., « A Comparative Study of the Women's Trade Union Conference and the Scottish Women's Trade Union Conference », *op. cit.*, p. 81.

⁵⁹ MILNE J., *STUC 85th Annual Report (1982)*, Perth, Scottish Trades Union Congress, 1982. Section D, p. 27.

⁶⁰ MILNE J., *STUC 87th Annual Report (1984)*, Aberdeen, Scottish Trades Union Congress, 1984. Section D, p. 32.

⁶¹ Par comparaison avec Westminster.

women MPs without using positive action of some kind and Fawcett has urged all parties to embrace its use ⁶².

Les organisations en faveur d’une meilleure représentation politique féminine telle que la *Fawcett Society* insistèrent sur la nécessité d’intervenir dans le processus de sélection des candidat-e-s. Mais les tensions à l’intérieur des partis quant à ces questions les menèrent parfois à se tourner vers l’extérieur pour obtenir des jugements légaux qui seraient acceptés de tous. Suite à l’utilisation de listes de femmes (AWS) par le parti travailliste en 1994, un conseil de prud’hommes (*industrial tribunal*) décida en 1996 que ces listes étaient illégales, pour la plus grande fureur de nombreuses femmes militantes. Malgré cet obstacle, cette politique fut reconnue presque à l’unanimité comme responsable de l’élection d’un nombre record de femmes travaillistes au parlement britannique en 1997 ⁶³.

Plus tard, des lois ont permis d’agir contre les inégalités hommes-femmes, comme la *Sex Discrimination (Election Candidates) Act 2002*, qui permet (avec une clause d’extinction en 2015) aux partis de prendre des mesures. Puis *l’Equality Act 2010* étendit la clause à 2030. Pourtant de nombreux experts estiment que la législation européenne actuelle garantit le droit des partis d’avoir recours aux mécanismes promouvant la sélection des femmes (ce qui se fait déjà dans certains pays européens) ⁶⁴. À cela s’ajoute l’idée d’intégration systématique de la notion du genre (*mainstreaming gender equality*) qui a fait son apparition par la suite, qui ne fait pas consensus dans son approche mais vient en complément des lois en faveur de l’égalité des chances et des mesures pour lutter contre les discriminations ⁶⁵.

Il est nécessaire de préciser que la loi actuelle interdit aux Écossais la « *positive discrimination* » mais autorise la « *positive action* » ⁶⁶ (ou *affirmative action*) : ainsi il

⁶² FAWCETT SOCIETY, *Are We There Yet? 30 Years of Closing the Gap Between Women and Men, 1975-2005*, 2005., p. 18.

⁶³ BURNES C., *Women and Parliaments in the UK*, Glasgow, Active Learning Centre, 2011, p. 7.

⁶⁴ BURNES C., *Women and Parliaments in the UK*, Glasgow, Active Learning Centre, 2011, p. 7.

⁶⁵ REES T., « The Politics of ‘Mainstreaming’ Gender Equality », E. BREITENBACH, A. BROWN, F. MACKAY et J. WEBB (dir.), *The Changing Politics of Gender Equality in Britain*, Basingstoke, Palgrave, 2002, p. 65.

⁶⁶ FINNIE J., « Entretien avec John Finnie, député indépendant au Parlement écossais pour la région des Highlands and Islands ».

est légal de former des femmes pour être plus compétitives dans le processus de sélection, mais il n’est pas autorisé de faire d’un poste spécifique un emploi spécifiquement réservé aux femmes. La loi *Equality Act 2010*⁶⁷ protège les minorités de toutes les catégories (âge, handicap, sexe, origines ethniques, orientation sexuelle...) et réaffirme le principe qu’entre deux candidat-e-s à qualités égales, l’on peut préférer celui/celle qui possède une des caractéristiques énoncées par la loi. En revanche, il n’est pas possible de sélectionner un-e candidat-e moins qualifié-e simplement pour augmenter le quota de telle ou telle caractéristique protégée par la loi.

Enfin, Maria Fyfe illustre et résume ainsi les dissensions au sein du parti travailliste et comment il fut possible de les surmonter :

What I tried to do was create a legal requirement parties had to deliver 50/50, but that didn't work. The Labour Party itself took advice from the Lord Chancellor, who said: "No, you can't do it, it's against European law". [...] But they did agree to let us try to achieve 50/50 in the Labour Party nominations. Even then they had some difficulty because they were Welsh councillors who were taking the party to court for failing to put them on a shortlist, and so there was worry that we might be falling foul of the law. But to its credit the Scottish executive of the Labour Party went ahead with it anyway, they just took the chance on it. So that's how it came about, and in the teeth of strong opposition from people who felt it was unfair to meddle in⁶⁸.

Pour les militantes au sein du parti travailliste, il n’était que juste de s’attaquer à ce qui avait été une injustice pendant de nombreux siècles :

And I remember Rosina McRae made a very good observation, she said – or was it Johann, one of these two said – “well no man ever complained of being on an all-male shortlist”. [rises] Oh yes, and it was Johann who said: “We've been told that this is unfair to young talented men coming up who are being excluded, well, women have only 6% of the seats, they should take up the problem with the 94%.” We just tackled it with clear logical arguments about the situation, we got the party to agree with us, it was quite a long struggle⁶⁹.

⁶⁷ « Equality Act 2010 ».

⁶⁸ FYFE M., « Entretien », *op. cit.*

⁶⁹ *Ibid.*

2.3 – Conclusion

L’absence relative des femmes de la vie politique en Écosse a des causes multiples, et il fut difficile pour les partisans de la parité de les cerner pour pouvoir les traiter. À l’échelle des partis, il fallait à la fois convaincre les dirigeant-e-s du bien-fondé des mesures interventionnistes, alors que ceux-celles-ci considéraient qu’ils-elles étaient parvenu-e-s à leurs postes par pur mérite. Mais il fallait aussi attirer les femmes vers un domaine prenant, qui empiéterait sur leur vie de famille, et vers lequel elles n’allaient pas nécessairement spontanément.

La société écossaise était perçue comme un obstacle potentiel, comme relativement hostile au progrès social et donc à toute marche vers l’égalité hommes-femmes. Pourtant, l’électorat était moins défavorable à l’accession des femmes au domaine politique que les cadres des partis eux-mêmes, choisissant volontiers les candidates que leur parti de prédilection leur soumettait au vote.

Certains membres de partis s’inquiétèrent de la légalité des mécanismes de sélection proposés par ceux-celles qui croyaient en l’interventionnisme, et évoquèrent divers textes de loi. Or si les élu-e-s sont considérés comme des travailleurs-euses lambdas, la discrimination positive ne peut s’appliquer à eux-elles, car elle constitue une forme de discrimination que la loi européenne réproouve. Le *Sex Discrimination Act* de 1975 semblait pourtant autoriser certaines mesures, puisqu’elles auraient été appliquées dans le but de rétablir un équilibre entre hommes et femmes, d’autant plus que le vote ultime reste entre les mains des électeurs-trices, ce qui est démocratique. D’autres lois furent votées plus récemment pour autoriser officiellement les mécanismes favorisant la sélection de femmes, permettant ainsi l’élection de davantage de femmes.

Chapitre 4 – Le Scotland Act (1998) – le modèle adopté

Après près d'une décennie de débats à la Convention Constitutionnelle (SCC), le projet produit par celle-ci fut mené devant le Parlement britannique en 1997. Tony Blair, lors de la campagne électorale pour les législatives de mai 1997 (et ce dès 1996) avait pris comme engagement en cas de victoire du parti travailliste, dont il était à la tête, de réintroduire la question constitutionnelle au cœur des débats. Et c'est ce qui se passa à la suite de son arrivée à la tête du gouvernement britannique. Il nomma Donald Dewar à la tête du Scottish Office (à la suite de sa réélection au parlement britannique en 1997) et montra un soutien constant à la dévolution¹. Il fut décidé rapidement de tenir des référendums dans les pays de la périphérie celtique et le 11 septembre 1997, les Écossais-es (éclairés par le Livre blanc édité en juillet par le gouvernement) durent se prononcer lors du référendum à double question. Les bulletins présentaient donc les deux affirmations suivantes : « Je suis / je ne suis pas d'accord pour qu'il y ait un parlement écossais » et « Je suis / je ne suis pas d'accord pour qu'un parlement écossais ait le pouvoir de faire varier l'impôt »². Le projet offert aux Écossais-es était cette fois bien plus conséquent que celui de 1979, et le résultat en fut lui aussi plus largement favorable. D'ailleurs plus de 40% de l'électorat vota favorablement à la première question, ce qui signifie que même si l'amendement Cunningham avait été appliqué à ce référendum, le « oui » l'aurait emporté.

Il faut noter la différence de vote hommes-femmes, qui fut légèrement moins marquée en 1997 qu'en 1979 (l'écart de huit points lors du premier référendum n'était plus que de cinq au deuxième). Les hommes restaient plus enthousiastes face à la proposition de dévolution mais l'écart s'était quelque peu resserré³. De plus, la question

¹ LERUEZ J., « L'Écosse vers l'autonomie politique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire.*, N°65, janvier-mars 2000., p. 109-124.

² « Referendums (Scotland and Wales) Act 1997 ».

³ LERUEZ J., *L'Écosse: Vieille nation, jeune Etat, op. cit.*, p. 273.

concernant la possibilité de faire varier les taux d'imposition avait suscité une forte impopularité. Surnommé l'« impôt tartan » (*tartan tax*), il ne rebuta pas les électrices pour autant puisque 74,3% des votants s'exprimèrent en faveur de la création d'un parlement et 63,5% pour la variation de l'impôt sur le revenu (soit près de 40% de l'électorat⁴). C'est ainsi qu'armé des résultats positifs aux référendums écossais (74,3%) et gallois (50,3%), le gouvernement travailliste put lancer la procédure législative. Celle-ci dura presque un an entre la première lecture du texte à la Chambre des communes, en décembre 1997 et la sanction royale de novembre 1998, pourtant ce long processus n'offrit pas de changements majeurs entre le Livre blanc, le projet de loi et la loi finale⁵, tous très proches du projet de la convention constitutionnelle écossaise. La dévolution législative était en marche.

Le *Scotland Act 1998* doit donc beaucoup à la Convention Constitutionnelle⁶ et il est important de souligner l'origine plutôt populaire du projet exprimé dans le Livre blanc puis ensuite débattu à Westminster et voté en 1998. Ce qui allait alors être mis en œuvre était bien le produit de la réflexion des représentants politiques et de la société civile favorables à la dévolution, exprimé dans le dernier rapport de la convention en 1995 : l'électorat savait à quoi s'attendre lorsqu'il fut consulté lors du référendum. Les contributions des partis libéral-démocrate et travailliste, du groupe de coordination de femmes et autres rassemblements civils et religieux semblaient avoir proposé de nombreuses options censées moderniser la politique grâce à la nouvelle institution⁷.

Le *Consultative Steering Group* (comité consultatif d'orientation) ou CSG fut chargé en novembre 1997 de détailler la mise en œuvre du texte de loi : une fois encore, l'accent fut mis sur le caractère novateur de l'institution. C'est ce qui est publié dans son rapport final de décembre 1998, pour lequel il a consulté de nombreux groupes et associations (comme COSLA ou *Engender* évoqués plus haut). À sa tête siégeait celui qui allait devenir le deuxième *First Minister* de l'Écosse en 2000, le travailliste Henry

⁴ LERUEZ J., « L'Écosse vers l'autonomie politique », *op. cit.* p. 118.

⁵ *Ibid.*

⁶ CONSULTATIVE STEERING GROUP, *Report of the Consultative Steering Group on the Scottish Parliament « Shaping Scotland's Parliament »*, The Scottish Office, 1998, p. 4.

⁷ MEGAUGHIN E. et C. JEFFERY, « Chapter I, Introduction: The First Decade in Perspective », *The Scottish Parliament 1999-2009: The First Decade*, Édinburgh, Hansard Society, 2009, p. 9-14.

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

McLeish, alors secrétaire d'État à l'Écosse. Il fut accompagné dans son travail par douze autres membres choisis pour leur variétés de compétences et de positionnements politiques, tels que des spécialistes de la question constitutionnelle, comme l'universitaire Alice Brown, du chanoine Kenyon Wright de la Convention Constitutionnelle, de Campbell Christie, le secrétaire général du STUC, d'élus comme le député libéral-démocrate Jim Wallace, de juristes comme le Notaire général pour l'Écosse, Paul Cullen. Les objectifs furent alors :

To bring together views on and consider the operational needs and working methods of the Scottish Parliament.

To develop proposals for the rules of procedure and Standing Orders which the Parliament might be invited to adopt.

To prepare a report to the Secretary of State by the end of 1998, to inform the preparation of draft Standing Orders ⁸.

Pour certains commentateurs politiques, les objectifs exprimés étaient très idéalistes ⁹ ; ils seront détaillés ci-dessous.

1 – Le fonctionnement du parlement

« **1 The Scottish Parliament.** (1) There shall be a Scottish Parliament ¹⁰. » Ces mots ouvrent le texte de loi qui crée officiellement la nouvelle institution politique écossaise. La loi elle-même ainsi que l'interprétation qu'en a fait l'instance chargée de concevoir son mode de fonctionnement sont expliqués dans cette partie, par le prisme de l'égalité des chances entre hommes et femmes (même si elle n'est pas mentionnée d'une manière isolée des autres formes d'égalités entre citoyen-ne-s) .

⁸ CONSULTATIVE STEERING GROUP, *Report of the Consultative Steering Group on the Scottish Parliament « Shaping Scotland's Parliament »*, The Scottish Office, 1998, p. 3.

⁹ MEGAUGHIN E. et C. JEFFERY, « Chapter I, Introduction: The First Decade in Perspective », *op. cit.*

¹⁰ « Scotland Act 1998 », *op. cit.*

1.1 – La recherche d’un système de fonctionnement moderne, efficace

Le rapport consultatif résumait les idéaux qui sous-tendent la création du Parlement ainsi :

2. We adopted the following key principles to guide our work:
- the Scottish Parliament should embody and reflect the sharing of power between the people of Scotland, the legislators and the Scottish Executive;
 - the Scottish Executive should be accountable to the Scottish Parliament and the Parliament and Executive should be accountable to the people of Scotland;
 - the Scottish Parliament should be accessible, open, responsive, and develop procedures which make possible a participative approach to the development, consideration and scrutiny of policy and legislation;
 - the Scottish Parliament in its operation and its appointments should recognise the need to promote equal opportunities for all ¹¹.

Les quatre principes édictés sont restés emblématiques de la création du nouveau parlement et incarnent ce qui devait en faire une institution moderne et un potentiel modèle démocratique, un changement réel digne du XXI^e siècle ¹². Le quatrième est d’autant plus important en ce qui concerne l’égalité entre hommes et femmes, même s’il embrasse l’égalité des chances, au sens large, pour tous, mettant ainsi tous les citoyen-ne-s sur un pied d’égalité.

¹¹ CONSULTATIVE STEERING GROUP, *Report of the Consultative Steering Group on the Scottish Parliament « Shaping Scotland's Parliament »*, *op. cit.*, p. 6.

¹² Cf 1.2.1 – Les quatre piliers fondamentaux.

1.1.1 – L'opposition au système de Westminster

Tout comme Winnie Ewing qui exprima l'espoir que représentait le Parlement écossais (car il fut pensé de façon à ce que les débats soient facilités et même encouragés ¹³), il semblait y avoir une forme de consensus à rejeter la manière dont avaient lieu les débats à Westminster. C'est aussi ce qui transparait dans le rapport du CSG :

8. *What sort of ethos should the Parliament develop?*

8.1 There was a great deal of agreement in response to this question, with nearly all respondees stating that the Parliament's ethos should be open and consensual, avoiding the Westminster style of confrontational and point-scoring politics. The Scottish Council of National Training Organisations summed this up by describing the desired ethos as that of a "People's Parliament". Responses showed a definite disillusionment with the Westminster style of politics ¹⁴.

Le rejet de la politique telle qu'elle était exercée à la Chambre des communes portait un écho tout particulier en ce qui concernait la place des femmes dans le futur parlement écossais :

The British Federation of Women Graduates hope that the Parliament will be "a caring body whose members are free from the self-interest and sleaze that has been so much a feature of the Westminster Parliament in recent years". This view was echoed by representative groups, individuals and voluntary organisations. The Commission for Racial Equality and the Equal Opportunities Commission both expressed a hope that the ethos would be one which respected diversity, and in the same vein the Northern Joint Police Board stated that they sought a Parliament whose ethos would be sensitive to needs of the various parts of Scotland, and not focused narrowly on the central belt. The theme, therefore was one of inclusiveness ¹⁵.

Le CSG reprit à son compte les critiques formulées à l'égard d'un Parlement britannique qui ne serait pas représentatif de son peuple, qui ne serait pas réellement un

¹³ EWING W., *Stop the world, op. cit.*, p. 292.

¹⁴ CONSULTATIVE STEERING GROUP, *Report of the Consultative Steering Group on the Scottish Parliament « Shaping Scotland's Parliament », op. cit.*, p. 78.

¹⁵ *Ibid.*, p. 78.

parlement du peuple. Les différentes institutions interrogées ont donc orienté le CSG vers différentes sphères en ce qui concernait l'éthique à adopter dans le nouveau parlement : il était nécessaire de se débarrasser des travers du Parlement britannique (de la malhonnêteté, de l'immoralité) et de créer un parlement pour tous (hommes et femmes, ruraux et urbains etc). Ainsi, les scandales et autres affaires de corruption de Westminster semblaient pouvoir être évités grâce à une institution plus modeste par sa taille, mais aussi plus proche de ses représenté-e-s et donc plus facilement contrôlée par les citoyen-ne-s.

Malgré ce rejet partiel de Westminster, il n'en reste pas moins vrai que le Parlement britannique conserve une large autorité sur l'Écosse par le truchement des domaines réservés (*reserved matters*), énumérés dans l'annexe 5 du texte de loi :

The following aspects of the constitution are reserved matters, that is—
(a) the Crown, including succession to the Crown and a regency,
(b) the Union of the Kingdoms of Scotland and England,
(c) the Parliament of the United Kingdom,
(d) the continued existence of the High Court of Justiciary as a criminal court of first instance and of appeal,
(e) the continued existence of the Court of Session as a civil court of first instance and of appeal.¹⁶

Ainsi, l'annexe permet de renforcer la constitution, soit l'intégrité de l'Union britannique, du statut du monarque mais aussi des prérogatives du parlement et du gouvernement britanniques qui restent seuls responsables de la politique étrangère, de la fonction publique, de la défense, des finances et de la devise, de l'énergie et de nombreuses affaires spécifiques telles que la loterie ou les unités de mesures.

De plus, il n'est pas infondé de reprocher au Parlement écossais de conserver certaines caractéristiques propres au Parlement britannique : certains éléments du protocole (comme la masse qui représente l'autorité du monarque aussi bien au Parlement écossais que dans les deux chambres du Parlement britannique) ainsi que les tensions entre les partis (notamment travailliste et SNP¹⁷). Et si Winnie Ewing pensait que les affrontements étaient la conséquence de la disposition propice à la confrontation

¹⁶ « Scotland Act 1998 », *op. cit.*, Schedule 5, Section 30.

¹⁷ MEGAUGHIN E. et C. JEFFERY, « Chapter I, Introduction: The First Decade in Perspective », *op. cit.*

de la Chambre des communes (« the face-to-face confrontational seating of the Commons ¹⁸ »), l'expérience permet maintenant à des élu-e-s de Holyrood de remettre cela en cause ¹⁹. Sandra White, l'élue nationaliste attribue ici la cause de l'agressivité aux partis adverses :

I don't think it's less confrontational. I think, even though it's shaped in a horseshoe way, that you're not supposed to confront each other; you still get confrontation because the politics of it don't change. Even if you set it somewhere else, the politics don't change. I think it's the place you are booing, you are "hoing", things like that and the Scottish Parliament isn't Westminster. But confrontational-wise, I think the politics – particularly from the unionist parties – are still the same, so I think you're still going to get the confrontation ²⁰.

1.1.2 – L'attraction de l'Europe

Lors de l'élaboration du Parlement, et de nos jours encore, de nombreux Écossais-es, dont notamment les nationalistes, aimaient à regarder du côté de leurs partenaires européens, notamment les pays scandinaves qui ressemblent à l'Écosse de par leur taille, leur façon de fonctionner mais aussi leur accès au pétrole de la mer du Nord. La Norvège, bien qu'étrangère à l'Union européenne, est un de ces modèles mais l'Union elle-même est souvent citée à titre d'exemple. C'est cette union qui, aux yeux de certains, paraît à la fin du XX^e siècle plus moderne, synonyme de progrès, comme avait pu l'être l'Union britannique à sa création en 1707.

Le changement de modèle est expliqué notamment par le politologue écossais Lindsay Paterson, qui voit dans la culture écossaise des années 1980-1990 un attrait certain pour une Europe perçue comme progressiste et moderne, tout comme l'Union

¹⁸ EWING W., *Stop the world, op. cit.*

¹⁹ Cf chapitre 6.

²⁰ WHITE S., « Entretien », *op. cit.*

britannique l’avait été au XVIII^e et XIX^e siècles. Dorénavant, être britannique semblait davantage l’équivalent d’un anachronisme²¹. L’Europe devint alors symbole de modernité, alors que la politique telle qu’elle était exercée à Westminster paraissait obsolète, surtout en ce qui concerne la parité. L’aspiration à plus d’autonomie fut alors envisagée dans l’Union européenne. Lindsay Paterson fait en réalité allusion à deux aspects de l’attrait de l’Europe. Tout d’abord, l’Europe comporte des pays qui devinrent des modèles pour l’Écosse qui se construisait politiquement. Mais aussi, cette construction aurait lieu tout de même à l’intérieur d’une union, mais une union qui ne semblait pas dominée par une seule nation.

L’Europe apportait donc des modèles pour l’Écosse qui se retrouvait alors notamment dans la Norvège – un pays lui aussi petit démographiquement – mais qui jouit de revenus grâce au pétrole, un sujet sensible en Écosse car elle n’en bénéficie pas directement²². Les pays scandinaves sont souvent cités à titre d’exemple à travers toute l’Europe pour leur modernité en ce qui concerne la société, mais aussi pour leur bonne santé économique. Dans ces pays, la proportion des femmes élues est la meilleure et il paraît naturel que les Écossais à la recherche d’un parlement nouveau se soient tournés vers eux afin de profiter de leur expérience. De plus, l’Écosse avec sa population de taille modeste pouvait envisager de mettre en place des systèmes similaires à ceux des pays du nord de l’Europe puisqu’ils fonctionnent dans des conditions proches. Il est aussi tout à fait naturel que l’Écosse se soit intéressée à des pays européens pour se créer des modèles car elle est en moyenne plus favorable à l’Union européenne que l’Angleterre, avec, par exemple, le plus grand nombre de personnes interrogées de l’Union britannique en 1992 à vouloir plus de pouvoirs pour la Communauté Économique Européenne (46% en Écosse et 37% en Angleterre) et le plus faible à vouloir que la Grande-Bretagne quitte la CEE (29% en Écosse et 40% en Angleterre)²³. Cela reste d’actualité, car en février 2013, par exemple, 53% des Écossais se disaient favorables à ce que le Royaume-Uni reste dans l’Union Européenne, contre seulement 42% des Anglais en novembre 2012²⁴.

²¹ PATERSON L., *The Autonomy of Modern Scotland*, Édinburgh, Edinburgh University Press, 1994, p.176

²² D’où l’enjeu économique que cela a pu représenter dans la campagne pour l’indépendance du référendum du 18 septembre 2014.

²³ BROWN A., MCCRONE D., PATERSON L., *op. cit.*, p.161

²⁴ *Scots want EU referendum but would vote to stay in*, Ipsos MORI, 2013.

Ainsi, en cette fin de XX^e siècle, l'Écosse cherchait à se moderniser, et la prise d'autonomie permit de révéler une identité sur laquelle la population s'accordait. Il sembla qu'il était temps de se débarrasser des influences anglaises et de montrer les particularités écossaises à l'intérieur de l'Union Européenne. La représentation politique des femmes était un des symboles de cette volonté de modernisation car ce qui se passait en Écosse jusqu'alors était assez proche de la situation en Angleterre notamment.

Ainsi, dans ses mémoires, Winnie Ewing ne tarit pas d'éloges sur le Parlement européen, notamment en le comparant à ce qu'elle avait connu à Westminster :

[...] the atmosphere when one was speaking was much more friendly. Rudeness to speakers was frowned upon and heckling was not possible due to the process of simultaneous translation. In any case it seemed to me that the tradition in Europe was to behave a great deal better than was normal in the circus that was the House of Commons. Perhaps that is because most such Parliaments sit in a hemicycle, in contrast to the face-to-face confrontational seating of the Commons. In addition, there were few stultifying rules of procedure and our method of working was constantly evolving. It was easy to be called to speak (unlike at Westminster) and sometimes a member could even speak twice in one debate²⁵.

Pour Winnie Ewing, comme pour ceux qui conçurent le parlement écossais, la disposition de l'unique chambre des débats était à l'origine de l'atmosphère agressive ou non de ceux-ci : une opposition frontale physique conduisait les élus de Westminster à s'invectiver alors qu'un hémicycle devait favoriser des échanges plus positifs. Elle conclut ainsi sur le sujet :

I have several practical and sincere hopes for the Parliament. The first is that we try to follow the more consensual style of the European Parliament and say goodbye to the badgering and backbiting that one associates with Westminster²⁶.

²⁵ EWING W., *Stop the world, op. cit.*, p. 171.

²⁶ *Ibid.*, p. 292.

Il est intéressant de voir l'accent porté alors par les partisans du futur parlement écossais sur la notion de consensus. Elle se retrouve dans l'éthique de travail du CSG²⁷ mais aussi dans les buts qu'il fixe au parlement à venir (par exemple en incluant les citoyens dans le processus législatif)²⁸.

1.2 – Les idéaux égalitaires

Tel qu'il fut conçu, le parlement se devait d'être transparent, responsable devant ses électeurs et aussi réellement représentatif. Ce sont les idéaux qui sous-tendent à l'élaboration concrète des systèmes choisis, tant en ce qui concerne l'élection des représentants, que la manière dont ils devaient travailler. Si bien qu'en 1999, après la première élection, les premiers MSP qui se mettent à l'œuvre au service de la société écossaise sont perçus par beaucoup comme travaillant dans un environnement moderne et juste. Le Parlement devait être moderne, novateur, démocratique et transparent, accessible et en quelque sorte un précurseur, un modèle pour le XXI^e siècle. Selon le CSG : « One of the keys to the success of the Scottish Parliament will be the extent to which its Members embrace the new culture²⁹. »

1.2.1 – Les quatre piliers fondamentaux

Le CSG choisit de bâtir le parlement autour de quatre notions fondatrices : partage du pouvoir, responsabilité, accès et participation et enfin égalité des chances.

²⁷ CONSULTATIVE STEERING GROUP, *Report of the Consultative Steering Group on the Scottish Parliament* « *Shaping Scotland's Parliament* », *op. cit.*, p. 2.

²⁸ *Ibid.*, p. 8 et p. 112.

²⁹ CONSULTATIVE STEERING GROUP, *Report of the Consultative Steering Group on the Scottish Parliament* « *Shaping Scotland's Parliament* », *op. cit.*, p. 9.

Ces thèmes sont généraux et englobent de nombreuses réalités mais ils montrent aussi les idéaux de justice et de démocratie qui sous-tendent la création du parlement. Mais s’ils prouvent une volonté novatrice et plus juste pour un pays qui souffrait jusqu’alors de son déficit démocratique, ils furent jugés ensuite un peu idéalistes par certains commentateurs politiques qui pointèrent du doigt l’absence de prise en compte du processus politique (principalement de la compétition entre les partis, surtout travailliste et nationaliste) de la part de la SCC et de la CSG³⁰.

Le quatrième principe devait assurer l’égalité des chances pour tous, à tous les niveaux :

Key Principles into Practice (4): Equal Opportunities

- **the Scottish Parliament in its operation and its appointments should recognise the need to promote equal opportunities for all.**

47. Our fourth key principle is that the Scottish Parliament should recognise the need to allow equal opportunities for all. Equal opportunities should be mainstreamed into the work of the Parliament, and through the demands of and scrutiny by the Parliament, into the work of the Executive. Mainstreaming has been defined by the Equal Opportunities Commission as the integration of equal opportunities into all policy development, legislation, implementation, evaluation and review practices (see Annex H)³¹.

Le texte de loi de 1998 imposa le respect de l’égalité des chances dans tous les domaines dévolus, comme l’éducation ou la santé par exemple, mais pas les aides sociales ou les retraites qui sont réservées à Westminster³². De plus, la définition choisie pour l’expression elle-même rend l’Écosse plus exhaustive que celle employée alors en politique européenne³³ :

“Equal opportunities” means the prevention, elimination or regulation of discrimination between persons on grounds of sex or marital status, on racial

³⁰ MEGAUGHIN E. et C. JEFFERY, « Chapter I, Introduction: The First Decade in Perspective », *op. cit.*, p. 11.

³¹ CONSULTATIVE STEERING GROUP, *Report of the Consultative Steering Group on the Scottish Parliament « Shaping Scotland’s Parliament »*, *op. cit.*, p. 13.

³² MACPHERSON S. et S. BOND, *Equality Issues in Scotland: a Review of Research, 2000-08*, Equality and Human Rights Commission, 2009.

³³ *Ibid.* et cf Chapitre III : 2.1

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

grounds, or on grounds of disability, age, sexual orientation, language or social origin, or of other personal attributes, including beliefs or opinions, such as religious beliefs or political opinions³⁴.

L'égalité des chances trouvait donc sa place au cœur du processus législatif et devait être défendue à chaque étape de l'élaboration d'une loi. Par ailleurs, elle devait être défendue au sein de la structure et bénéficier aux élu-e-s aussi. C'est pour cela que la CSG prescrit des mesures censées faciliter l'accès à tous les futurs élu-e-s, notamment ceux ayant des enfants à charge :

Working Pattern

49. We agreed the following main principles which we believe should govern the working pattern of the Scottish Parliament:

- the sitting pattern of the Parliament should be "family friendly";
- the arrangements for the operation of the Parliament should be equally attractive to men and women; and
- the Parliament should meet during normal business hours on a regular, programmed basis³⁵.

Le programme hebdomadaire proposé devait permettre aux élu-e-s de ne pas terminer leur journée de travail trop tard :

14. A possible model for the sitting pattern of the Scottish Parliament might be:

Monday am	- Travelling and constituency business
Monday pm	- Additional Committee/Plenary business and party political activity
Tuesday 9.30am-12.30pm	- Committee
Tuesday 12.30pm-2.30pm	- Lunch/time for party political and constituency activities
Tuesday 2.30pm-5.30pm	- Committee
Wednesday 9.30am-12.30pm	- Committee
Wednesday 12.30pm-2.30pm	- Lunch/time for party political and constituency activities

³⁴ « Scotland Act 1998 », *op. cit.*, Schedule 5, L2.

³⁵ CONSULTATIVE STEERING GROUP, *Report of the Consultative Steering Group on the Scottish Parliament « Shaping Scotland's Parliament »*, *op. cit.*, p. 14.

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

Wednesday 2.30pm-5.30pm	- Plenary
Thursday 9.30am-12.30pm	- Plenary
Thursday 12.30pm-2.30pm	- Lunch/time for party political and constituency activities
Thursday 2.30pm-5.30pm	- Plenary
Friday am/pm	- Additional Committee/Plenary business and party political activity ³⁶ .

Cependant, le défaut principal de toute organisation est de considérer que les élu-e-s sont disponibles pour leur famille dès les votes terminés en fin de journée. En effet, il est impossible pour celles et ceux qui représentent les circonscriptions et régions les plus éloignées de rentrer chez elles/eux juste après, contrairement aux élu-e-s de Glasgow et Édimbourg (de la *Central Belt* plus généralement), par exemple ³⁷.

Un des autres éléments facteur d'égalité était la thématique des langues que l'on pourrait parler au parlement, mais aussi de l'usage qu'il devrait en être fait. Ainsi, la langue principale serait l'anglais, mais le gaélique se devait d'être favorisé. D'autres langues parlées par les plus grandes communautés d'origines étrangères seraient prise en considération et par ailleurs, l'élu SNP français Christian Allard a pu prêter serment en anglais puis en français en mai 2013 ³⁸. Peu importe la langue parlée, elle devrait respecter les idéaux égalitaires :

Language

51. We believe that it is important for the language used in Parliamentary proceedings and papers to be as simple, clear, inclusive and non-gender specific as possible. This would make an important contribution towards meeting all 4 of our key principles ³⁹.

³⁶ *Ibid.*, p. 38.

³⁷ LAMONT J., « Entretien », *op. cit.*

³⁸ « Newest MSP Christian Allard speaks in English and French at swearing in », *BBC News*, mai/2013.

³⁹ CONSULTATIVE STEERING GROUP, *Report of the Consultative Steering Group on the Scottish Parliament « Shaping Scotland's Parliament »*, *op. cit.*, p. 14.

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

Ainsi, le langage employé devait être approprié à la mission d'égalité des chances : il se devait de ne pas être empreint de stéréotypes d'une part et d'être compréhensible par tout, d'autre part.

De plus, afin de s'assurer de la défense de ce quatrième pilier fondateur, le CSG proposa de mettre sur place une commission chargée des questions qui y sont relatives :

60. While we have taken the general view that it should be for the Parliament, once established, to make the final decision on its Committee structure and the remit of those Committees, we concluded, however, that there are certain Committees whose functions are so fundamental to the running of the Parliament that these should be required to be established. These Committees are:

- a Business Committee;
- a Procedures Committee;
- a Standards Committee;
- an Audit Committee;
- a Finance Committee;
- a European Committee;
- an Equal Opportunities Committee;
- a Public Petitions Committee;
- a Delegated Legislation Committee⁴⁰.

Parmi les neuf commissions qui s'imposèrent comme une évidence (puisque liés au déroulement de la vie et du travail parlementaires) le CSG suggéra donc la création de la commission à l'égalité des chances qui œuvrerait selon les modalités suivantes :

Equal Opportunities Committee

87. The Parliament should establish an Equal Opportunities Committee with a membership of 5 to 15 for the duration of the Parliament.

88. The remit of the Equal Opportunities Committee will be to develop equal opportunities policies for the Parliament and to monitor the delivery of equal opportunities within the policy making of the Parliament with the aim of ensuring mainstreaming of equal opportunities⁴¹.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 25.

⁴¹ *Ibid.*, p. 27.

Le CSG proposait donc la mise en place d'une commission chargée d'examiner la prise en compte de la notion d'égalité dans le travail parlementaire, dans la limite des possibilités offertes au parlement écossais auquel les droits liés à l'égalité des chances ne seraient pas dévolus⁴², mais cela ne signifiait pas pour autant que le parlement serait totalement impuissant en la matière⁴³. Ainsi, selon les dispositions de la CSG, le parlement et le gouvernement écossais pourraient donc encourager l'égalité des chances et s'assurer qu'elle est respectée à différents niveaux de la vie publique (pouvoirs publics notamment). Pour la CSG, la création de la commission était la preuve de son engagement vis-à-vis du quatrième principe fondateur de l'institution à venir. Par ailleurs, le texte de loi offrit à l'Écosse et sa nouvelle institution une acception des termes de sa mission plus large que ce qui se faisait à Londres et plus vaste que ce que le domaine réservé laissait prévoir⁴⁴. Malgré certains avantages, les pouvoirs restent limités⁴⁵, même s'ils prennent des formes différentes, notamment celles de puissance dure et puissance douce (*strong power* et *soft power*) selon si l'influence est directe dans les textes de loi ou s'il s'agit simplement de la création d'organismes contrôlant le respect de l'égalité des chances au sein du gouvernement⁴⁶. C'est-à-dire que même si le domaine de l'égalité des chances tombe sous la coupe de Westminster, le *Scotland Act (1998)* prévoyait tout de même, de manière assez contradictoire, de laisser le Parlement écossais se constituer une commission spécifique qui interviendrait dans le processus législatif.

La présence des élu-e-s dans les commissions (et donc celle de l'égalité des chances aussi) se voulait aussi égalitaire :

25. How should membership of Committees be decided?

25.1 The theme running through the responses was that representation on Committees should be proportional to the balance of parties within the Parliament, although it was hoped that the Committees, like the Parliament in

⁴² *Ibid.*, Annexe H, p. 114.

⁴³ FITZGERALD R., *Equal Opportunities and the Scottish Parliament: a Progress Review*, Equality and Human Rights Commission, 2009.

⁴⁴ *Ibid.*, p. iv.

⁴⁵ Cf chapitre 6, 2.1.

⁴⁶ FITZGERALD R., *Equal Opportunities and the Scottish Parliament: a Progress Review*, *op. cit.*, p. iv.

general, could adopt a consensual working style which was not solely based on adherence to the Party Whip. Respondees also felt that MSPs should be given some choice about which Committees they sat on, thus ensuring that where possible Committees were composed of MSPs with a particular expertise or interest in the subject. Although some equal opportunities groups favoured quotas for minorities or a 50/50 gender balance, most considered that this would not be fair (or practical in such a small Parliament). Rather, they felt that all MSPs should be given the chance to participate equally in Committee work by the provision that all MSPs should sit on a set number of Committees - perhaps two or three. This would ensure representation for female and minority group MSPs. Some groups also suggested that a geographical spread of constituencies should be represented on all Committees, thus ensuring that central belt interests did not dominate⁴⁷.

Tout cela semble quelque peu idéaliste car en pratique, les commissions ne pourraient être composées que de peu de député-e-s, puisque le parlement serait lui-même relativement petit. Dès lors, la volonté ou les compétences de chacun-e-s ne peuvent être si bien pris en compte. Alors, si a un moment donné, il y a par exemple 17 commissions – comme c'était le cas au tout début de l'année 2015 – constitués de cinq à onze MSP, soit sept ou huit en moyenne (et de deux, plutôt trois, à cinq suppléants), chaque député-e se trouve donc membre de un, deux ou trois commissions (à moins qu'il/elle ait une charge particulière telle qu'un ministère ou la direction de son parti). Cela signifie qu'il ne peut s'agir seulement des thématiques qui sont chères aux député-e-s ou bien qu'ils ou elles maîtrisent parfaitement.

1.2.2 – Les contre-pouvoirs institutionnels

Les idéaux de transparence et de représentativité ont poussé ceux qui ont pensé l'institution à créer des contre-pouvoirs censés promouvoir ces valeurs ; cela alla même jusqu'à la symbolique du bâtiment construit par la suite par l'architecte catalan Enric Miralles et sa femme Benedetta Tagliabue. Pour l'illustrer, les architectes ont choisi la transparence, très présente, qui représente la responsabilité des élu-e-s face aux

⁴⁷ CONSULTATIVE STEERING GROUP, *Report of the Consultative Steering Group on the Scottish Parliament* « *Shaping Scotland's Parliament* », *op. cit.*, p. 83.

Écossais-es, et les bureaux des élu-e-s sont tous identiques, afin de renvoyer à leur importance égale dans le parlement.

Une des manières prévues pour limiter le pouvoir de l’institution mono-camérale fut la possibilité pour les élus d’avoir recours aux témoignages des membres de la société civile ⁴⁸ :

23 Power to call for witnesses and documents.

(1) The Parliament may require any person—

(a) to attend its proceedings for the purpose of giving evidence, or

(b) to produce documents in his custody or under his control,

concerning any subject for which any member of the Scottish Executive has general responsibility ⁴⁹.

Ainsi, tout-e citoyen-ne avait potentiellement le rôle d’expert, et surtout la capacité d’influencer le travail législatif, et par conséquent de s’assurer de la représentativité des élu-e-s qui le représentent. Le rôle des citoyen-ne-s fut aussi réaffirmé dans les principes du parlement par l’intermédiaire du système des pétitions :

It is important to enable groups and individuals to influence the Parliament's agenda. We looked at a number of models in other Parliaments for handling petitions and concluded that the best of these encouraged petitions; had clear and simple rules as to form and content; and specified clear expectations of how petitions would be handled ⁵⁰.

Il était alors ambitieux d’offrir un accès aussi direct à tous et toutes, notamment par le truchement d’internet (encore relativement peu étendu) ⁵¹.

En effet, le site du Parlement sur internet encourageait encore lors de la troisième législature les administrés à s’engager politiquement en ces termes :

⁴⁸ HARVIE P., « Entretien », *op. cit.*

⁴⁹ « Scotland Act 1998 », *op. cit.*

⁵⁰ CONSULTATIVE STEERING GROUP, *Report of the Consultative Steering Group on the Scottish Parliament « Shaping Scotland’s Parliament »*, *op. cit.*, p. 9.

⁵¹ HARVIE P., « Entretien », *op. cit.*

How can I get Involved?

There are many ways to get involved with the Scottish Parliament. To have your say, you can:

- Vote in the Scottish Parliament elections
- Contact your elected representatives
- Contribute to the work of committees
- Submit a petition
- Join a Cross-Party Group
- Get involved in committee events
- Take part in an on-line discussion forum
- Stand as a candidate for election

To find out what's happening in the Parliament, you can:

- Contact the Scottish Parliament Public Information Service
- Look at the Scottish Parliament website www.scottish.parliament.uk
- Visit your local Partner Library
- Attend a debate or a committee meeting
- Visit the Scottish Parliament at Holyrood in Edinburgh
- Watch debates live on the Internet ⁵²

Ce site montrait bien la volonté de l'exécutif écossais d'être le plus représentatif possible et de parvenir à faire s'impliquer la population, c'est pour cela qu'il a recours aux nouvelles technologies et que le site est disponible dans de nombreuses langues, comme le gaélique (langue qui peut être utilisée par les députés à Holyrood), mais aussi l'écossais, et des langues des minorités d'origines étrangères comme le bengali ou encore le chinois traditionnel. De plus, le site évoquait les avantages à s'adresser directement aux députés, prônant ainsi une démocratie participative :

If you contact an MSP with your concerns they might:

- speak in a debate about an issue that you have raised
- introduce a Bill to change the law
- lodge a motion for debate in the Parliament
- ask the Scottish Executive a question about a matter that you have raised
- lodge an amendment to a Bill
- refer you on to another person or organisation
- advise you that no further action can be taken ⁵³

⁵² *How can I get involved?*, <http://www.scottish.parliament.uk/vli/myvhsp/action/how.htm>.

⁵³ *Who to get in touch with?*, <http://www.scottish.parliament.uk/vli/myvhsp/action/who.htm>.

Le député devenait un réel porte-parole de ses administrés, qui eux avait un poids très important dans leur institution législative. Grâce à ces multiples possibilités pour le peuple de s'exprimer, la question de l'égalité des chances était censée avoir de fortes probabilités d'être soulevée si jamais les députés mettaient cette question en second plan.

De plus, les commissions furent conçues (par l'exécutif britannique puis par le CSG) comme forme de contre-pouvoir à la chambre elle-même :

9. The White Paper "Scotland's Parliament" signalled the Government's intention that Committees would have an important role to play in the work of the Parliament. It envisaged that these Committees might, for example, initiate legislation, scrutinise and amend the Scottish Executive's proposals, and have wide-ranging investigative functions. Such a role for the Committees would ensure that the legislative and policy proposals of the Executive would receive appropriate scrutiny. The White Paper also indicated that the Committees might meet from time-to-time at locations throughout Scotland so that people in all parts of Scotland could see how their Parliamentarians worked and interact with them. It was against this background, and the background of the Scottish Constitutional Convention's proposals for a Scottish Parliament with a strong Committee structure, that we conducted our deliberations⁵⁴.

Les commissions furent conçues comme des contre-pouvoirs internes en quelque sorte, ce qui donne théoriquement une place d'autant plus grande à la question de l'égalité des chances.

10. We propose that the Scottish Parliament should have the capacity in Committees:

- to consider and report on the policy and administration of the Scottish Administration;
- to conduct inquiries into such matters or issues as the Parliament may require;
- to scrutinise primary and secondary legislation and proposed European Union legislation;
- to initiate legislation;

⁵⁴ CONSULTATIVE STEERING GROUP, *Report of the Consultative Steering Group on the Scottish Parliament « Shaping Scotland's Parliament », op. cit., p. 7.*

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

- to scrutinise financial proposals and administration of the Scottish Executive (including variation of taxes, estimates, appropriation and audit); and
- to scrutinise procedures relating to the Parliament and its Members (including adherence to those procedures).

11. In all cases, Committees should report to the Parliament with recommendations ⁵⁵.

Ainsi, les commissions devaient avoir un rôle consultatif mais aussi d'examen minutieux de ce qui allait être voté, ce qui devait permettre de contrebalancer l'absence d'une hypothétique seconde chambre dans le système législatif. Il ne s'agissait alors pas de créer un système de navette entre une chambre basse et une chambre haute, mais plutôt entre les commissions (en lien direct avec la société civile par l'intermédiaire de leurs enquêtes) et la chambre des débats.

2 – La problématique de la représentation des femmes marginalisée

Malgré une présence bien marquée dans le débat constitutionnel, la question de la représentation féminine au parlement est une grande absente du texte final de 1998. Une des raisons que l'on peut notamment évoquer est l'idée que s'insérer dans la norme (soit la politique traditionnelle) fait perdre son énergie à un mouvement. Les idéaux féministes semblaient ainsi plus radicaux avant d'être confrontés aux institutions et aux partis. L'idée de la parité, confrontée aux oppositions multiples, a dû céder du terrain, au profit de mesures plus consensuelles, peut-être moins efficaces. Même si de nombreuses organisations avaient tenté de promouvoir l'égalité homme / femme ⁵⁶, en

⁵⁵ *Ibid.*, p. 8.

⁵⁶ LYNCH P., « The Scottish Constitutional Convention: 1992-5 », *Scottish Affairs*, , 15, printemps 1996, p. 1-16.

ce qui concerne la place des femmes dans l’institution législative, de nombreuses attentes furent dans une certaine mesure bafouées.

2.1 – L’abandon d’une possible parité institutionnalisée

La Convention avait élaboré un système électoral complet pour le futur parlement⁵⁷, qui ressemblait très fortement à un compromis entre ce que les Britanniques connaissaient déjà pour les élections législatives, à Westminster, et une certaine part de proportionnalité, censée être plus représentative du peuple. La possibilité d’une double représentation par circonscription fut abandonnée, comme l’explique Maria Fyfe, membre de la SCC :

[...] there was a long debate about that as well, because some people thought that the way to do it was to create multi-member seats. They thought that people would be embarrassed to have a large number of members in a seat and all of them white and male. But if you knew the politics of this country, you would know that’s a joke: they wouldn’t be a bit embarrassed, they would be quite happy to have an all-male and all-white, that wouldn’t have worked. Besides, it’s not a good way to have a parliamentary system anyway, to have multimember seats. We learnt [that] from Irish colleagues⁵⁸.

Elle explique la différence entre les deux comités en charge de questions électorales ainsi :

⁵⁷ SCOTTISH CONSTITUTIONAL CONVENTION, *Scotland’s Parliament : Scotland’s right : presented to the people of Scotland by the Scottish Constitutional Convention on the thirtieth day of November, nineteen hundred and ninety five in the General Assembly Hall, Edinburgh*, Édimbourg, Scottish Constitutional Convention, 1995, p. 21.

⁵⁸ FYFE M., « Entretien », *op. cit.*

The one on the electoral system was simply trying to find an answer to this conundrum. Labour realised we can't possibly have first-past-the-post because the others wouldn't agree; thinking we would have a Labour domination for ever and ever. So we had to accept we can't have that, but what would be the best, because as you probably know there are several systems of PR, so a lot of pondering over that and the pros and cons of the different electoral systems and we had advice from political gurus. And that's what they were doing in the committee. Whereas the committee I chaired was thinking about, well first of all how do we achieve 50/50 or something close if we can't get that, secondly the kind of arrangements we would have, because the ones involved in the electoral system weren't really interested in things like the working hours and the working year and stuff like that, childcare, you know, would we have a crèche? So that's the difference, the practical arrangements, and getting women elected was one committee, the other one was purely involved with the electoral system⁵⁹.

Le comité qui aboutit à un compromis sur le scrutin ne travaillait donc pas dans une optique paritaire et choisit un système susceptible d'inclure une part de proportionnelle sans se préoccuper de l'élection de femmes.

Ainsi, le système choisi faisait cohabiter le scrutin uninominal à un seul tour et à majorité simple (*first-past-the-post*) et une liste de membres additionnels (*Additional Members List* ou AMS). L'élément de proportionnelle est bien sûr introduit par cette liste de membres additionnels, ce qui permet d'être le plus représentatif possible d'après *Scotland's Parliament. Scotland's Right*⁶⁰ : « [...] the total representation from each area [...] will correspond as closely as possible with the share of the vote cast for each party in the area. » Cela marque un pas vers une représentation plus juste de l'électorat (en termes de partis, non de genre, même si cela permet d'élire des figures moins connues et notamment issues des minorités).

Le Scotland Act de 1998 reprenait ainsi le système élaboré par la Convention. Il établissait une distinction entre des élu-e-s régionaux et des élu-e-s de circonscription selon qu'ils sont élus par la liste de membres additionnels ou bien au scrutin uninominal

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ SCOTTISH CONSTITUTIONAL CONVENTION, *Scotland's Parliament : Scotland's Right : presented to the people of Scotland by the Scottish Constitutional Convention on the thirtieth day of November, nineteen hundred and ninety five in the General Assembly Hall, Edinburgh, op. cit.*, p. .

à un seul tour et à majorité simple :

5 Candidates.

(1) At a general election, the candidates may stand for return as constituency members or regional members.

(2) A person may not be a candidate to be a constituency member for more than one constituency.

(3) The candidates to be regional members shall be those included in a list submitted under subsection (4) or individual candidates.

(4) Any registered political party may submit to the regional returning officer a list of candidates to be regional members for a particular region (referred to in this Act, in relation to the region, as the party’s “regional list”).

[...]

(6) Not more than twelve persons may be included in the list (but the list may include only one person).

(7) A registered political party’s regional list must not include a person—

(a) who is included in any other list submitted under subsection (4) for the region or any list submitted under that subsection for another region,

(b) who is an individual candidate to be a regional member for the region or another region,

(c) who is a candidate to be a constituency member for a constituency not included in the region, or

(d) who is a candidate to be a constituency member for a constituency included in the region but is not a candidate of that party.

[...]

(9) In this Act, “registered political party” means a party registered under [F1Part II of the Political Parties, Elections and Referendums Act 2000] ⁶¹.

Le texte explique comment devraient être élus les députés, grâce à une liste en ce qui concerne les élu-e-s régionaux-ales (sept devraient élu-e-s dans chacune des huit circonscriptions, déjà délimitées par les élections européennes). Les candidat-e-s pouvaient ainsi se présenter dans une circonscription et sur une liste (ou de manière indépendante) dans la région qui contient cette circonscription.

7 Calculation of regional figures.

(1) The persons who are to be returned as constituency members for constituencies included in the region must be determined before the persons who are to be returned as the regional members for the region.

⁶¹ « Scotland Act 1998 », *op. cit.*

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

(2) For each registered political party which has submitted a regional list, the regional figure for the purposes of section 8 is—

(a) the total number of regional votes given for the party in all the constituencies included in the region,

divided by

(b) the aggregate of one plus the number of candidates of the party returned as constituency members for any of those constituencies.

(3) Each time a seat is allocated to the party under section 8, that figure shall be recalculated by increasing (or further increasing) the aggregate in subsection (2)(b) by one.

(4) For each individual candidate to be a regional member for the region, the regional figure for the purposes of section 8 is the total number of regional votes given for him in all the constituencies included in the region ⁶².

Le calcul de proportionnalité prend en compte les voix exprimées lors du vote de circonscription, ce qui tout d'abord permet de voir élire les candidat-e-s qui se seraient présenté-e-s à une circonscription ainsi qu'une région.

8 Allocation of seats to regional members.

(1) The first regional member seat shall be allocated to the registered political party or individual candidate with the highest regional figure.

(2) The second and subsequent regional member seats shall be allocated to the registered political party or individual candidate with the highest regional figure, after any recalculation required by section 7(3) has been carried out.

(3) An individual candidate already returned as a constituency or regional member shall be disregarded.

(4) Seats for the region which are allocated to a registered political party shall be filled by the persons in the party's regional list in the order in which they appear in the list.

(5) For the purposes of this section and section 10, a person in a registered political party's regional list who is returned as a member of the Parliament shall be treated as ceasing to be in the list (even if his return is void).

(6) Once a party's regional list has been exhausted (by the return of persons included in it as constituency members or by the previous application of subsection (1) or (2)) the party shall be disregarded.

[...] ⁶³.

⁶² *Ibid.*

⁶³ *Ibid.*

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

Le calcul se fait donc de la manière suivante : tout d'abord sont attribués les sièges de circonscription au scrutin uninominal à un tour et à majorité simple. Puis, pour l'élection des sept élu-e-s des huit régions, l'on procède à un calcul pour déterminer un « coefficient régional » pour chacune des listes. Ce calcul se fait en divisant le nombre de suffrages exprimés pour une liste donnée par le nombre de candidat-e-s de ce parti déjà élu-e-s plus un – artifice mathématique pour éviter la division par zéro. Pour le premier élu-e de liste, il s'agit seulement des élu-e-s de circonscriptions qui sont pris en compte, par la suite, on y ajoute les élu-e-s de région.

En cas d'égalité en termes de « coefficient régional », les dispositions prévoient d'attribuer un siège à chacun des partis égalitaires. Dans le cas où cela reviendrait à dépasser le nombre de sièges de la région, le calcul est modifié et l'on ajoute 1 au nombre de suffrages exprimés, ce qui donne un léger avantage au parti qui a eu le moins d'élu-e-s jusqu'alors. Si cela ne permet toujours pas de départager les partis, il est de rigueur pour le directeur de scrutin d'effectuer un tirage au sort. Ce cas est excessivement improbable, puisque l'on départage des partis étant à égalité de coefficient régional (mais qui peuvent avoir des nombres de voix différents). Il reste donc le seul cas où des partis auraient exactement le même nombre de voix et d'élus.

En revanche, il n'est jamais fait allusion à la parité dans la partie concernant les élections. De plus, les député-e-s sont toujours envisagés en tant que « *he* », formule certes plus courte que celle souvent usitée de « *he/she* », par exemple. L'absence de la notion de parité du texte de loi s'explique notamment par une volonté de la Convention de ne pas la faire figurer à l'intérieur même du texte, puisqu'aucun accord n'avait pu être conclu à ce sujet, aucun consensus n'avait pu être trouvé. La responsabilité de s'en approcher incombe aux partis politiques. C'est dans cette optique que naquit un accord électoral. Mais les partis politiques avaient et ont des avis qui diffèrent largement en ce qui concerne le besoin et les moyens d'atteindre la parité, ce qui explique qu'elle était bien loin d'être garantie ⁶⁴.

⁶⁴ Cf chapitre 2.

2.2 – L’accord inter-partisan

Si le *Scotland Act (1998)* et avant lui les conclusions de la Convention Constitutionnelle n’avaient pas entériné de mesures paritaires légales, la seule qui fut adoptée fut bien moins contraignante et exhaustive.

2.2.1 – Genèse de l’accord

Finalement, la SCC aboutit à un compromis sur la représentation des femmes qui ne reflétait pas les idées échangées auparavant. L’accord fut présenté comme équivalent d’une mesure protégeant l’égalité hommes-femmes instaurée dans le texte rédigé par la Convention⁶⁵. Pourtant, les résultats pouvaient être jugés décevants par les membres des organisations de femmes, mais c’est ainsi que se sont conclus les débats sur le mode d’élections à adopter : par la signature d’un « accord électoral » par les deux partis travailliste et libéral-démocrate, promettant de proposer autant de femmes que d’hommes aux élections d’un parlement écossais dont il n’était pas encore complètement certain qu’il voie le jour.

Les travaillistes qui avaient soutenu l’application d’une mesure légale promouvant l’égalité des hommes et des femmes dans la représentation au parlement se virent contraint-e-s de faire machine arrière devant l’hostilité générale du reste du parti et de la SCC à faire de cela une obligation légale, comme l’explique Maria Fyfe :

Once we realised that our own party wouldn't promote a legal requirement on 50/50, we stopped pushing other parties. We just had to agree that each party would use its own rules of doing things, to try to achieve it. But

⁶⁵ LERUEZ J., *L’Écosse: Vieille nation, jeune Etat, op. cit.*, p. 285.

in the end, although there was an agreement made between us and the Lib-Dems, the Lib-Dems ended up doing nothing⁶⁶.

Les libéraux-démocrates furent le seul autre parti, présents dans la SCC, à défendre l’institutionnalisation de la mesure en quelque sorte, mais les travaillistes leur reprochèrent de ne pas avoir été jusqu’au bout de leur engagement. Elspeth Attwooll, libérale-démocrate de toujours et élue européenne de 1999 à 2009, soutient l’authenticité qui sous-tendait cet engagement, malgré son abandon face à l’adversité interne, liée à l’éthique du parti:

Now, I believe the party in being part of the agreement to improve the proportion of women members in the Scottish Parliament was entirely sincere, and certainly I was very much in favour of whatever you were to call it – affirmative action, positive discrimination – I don’t really mind the title you use⁶⁷.

L’accord laissait aux partis le choix des mesures à adopter dans le but de proposer autant de candidats que de candidates aux deux premières élections au parlement. Cet accord est reproduit dans *Scotland’s Parliament. Scotland’s Right*⁶⁸ précédé d’une photographie des quatre signataires (deux représentants par parti : Rhona Brankin et George Robertson pour les travaillistes, et Marilynne MacLaren et Jim Wallace pour les libéraux-démocrates.

À la lumière du système électoral adopté, l’accord électoral entre les deux partis semble réellement être une sorte d’arrangement de dernière minute, un accord de principe seulement, comme s’il avait été impossible de faire entrer la question de la parité dans ce compromis déjà délicat. Il est même étonnant (et superflu) que les partis aient signalé dans le document s’entendre à utiliser la liste de membres additionnels, puisque celle-ci figure dans le système électoral mis au point par la SCC, et concerne

⁶⁶ FYFE M., « Entretien », *op. cit.*

⁶⁷ ATTWOOL E., « Entretien », *op. cit.*

⁶⁸ SCOTTISH CONSTITUTIONAL CONVENTION, *Scotland’s Parliament : Scotland’s Right : presented to the people of Scotland by the Scottish Constitutional Convention on the thirtieth day of November, nineteen hundred and ninety five in the General Assembly Hall, Edinburgh, op. cit.*, p. 23.

Première partie : de la marginalité à l'institutionnalisation

par conséquent tous les partis susceptibles de présenter des candidats aux élections législatives.

2.2.2 – L'alternance homme/femme sur les listes électorales

L'accord signé le 23 novembre 1995 à Inverness par les quatre représentants des deux partis est donc le suivant :

The Scottish Labour Party and the Scottish Liberal Democrats formally agree to accept the principle that there should be an equal number of men and women as members of the first Scottish Parliament. In order to achieve this aim, the parties agree and commit themselves to:

Select and field an equal number of male and female candidates for election, taking into account both the Constituency and Additional Member List Candidates;

Ensure that these candidates are equally distributed with a view to the winnability of seats;

Use an Additional Members System (AMS) for elections;

Ensure that the size of the Scottish Parliament is large enough to facilitate effective democratic representative government ⁶⁹.

Cependant cet accord, signé par seulement deux partis, n'est valable que pour les premières élections, ce qui pouvait sembler n'être qu'une faible avancée. En réalité, l'accord suit le principe par lequel le parlement devait prendre de bonnes habitudes dès sa mise en place pour ne pas avoir à se reposer sur des réformes qui seraient impossibles à mettre en place par la suite. De plus, l'on peut y voir aussi une forme de confiance de la Convention en ce futur rassemblement d'élus (qui auraient donc plus de légitimité que les membres de la SCC) pour parvenir à une entente sur le sujet de la parité. Il montre aussi qu'il prend acte des recommandations faites par les organisations de femmes qui déploraient le choix de candidates féminines seulement pour des sièges que le parti était sûr de ne pas remporter.

⁶⁹ SCOTTISH CONSTITUTIONAL CONVENTION, *Scotland's Parliament : Scotland's right : presented to the people of Scotland by the Scottish Constitutional Convention on the thirtieth day of November, nineteen hundred and ninety five in the General Assembly Hall, Edinburgh*, Édimbourg, Scottish Constitutional Convention, 1995, p. 23.

2.3 – Conclusion

Le texte de loi voté en 1998 instaurait donc la dévolution législative en Écosse, créant des domaines dévolus et d'autres réservés au Parlement britannique. Il reposait sur une volonté moderniste et des idéaux égalitaires. Le Parlement écossais allait ainsi être représentatif, digne du siècle qui s'ouvrait devant lui.

Cependant, malgré un travail efficace des défenseurs de la cause paritaire, l'égalité homme / femme en ce qui concerne la représentation n'était pas entérinée dans la loi elle-même. Elle ne reposait, avant les premières élections, que sur la bonne volonté des partis, les seuls engagés étant les travaillistes et les libéraux-démocrates. Pourtant, le système électoral adopté permettait, grâce à la part de proportionnelle, de faire accéder (surtout pour les premières élections) aux 129 sièges créés des élu-e-s d'origines variées.

Enfin, la question de l'égalité des chances était au cœur des valeurs que l'institution allait promouvoir et respecter en son sein, notamment grâce aux « nouvelles » technologies qui s'offraient alors aux citoyens et à leurs représentants, et aux commissions. Ainsi, même si certains espoirs avaient pu être déçus, l'ère qui s'ouvrait pour les Écossais-es était emplie de promesses.

Deuxième partie (1998-2009): du modèle à la réalité

Après des années de réflexion, de concertation et de débat pour arriver à un consensus, le processus de dévolution aboutissait à un texte de loi (« *Scotland Act 1998* »), détaillé précédemment, qui donna le jour à un tout nouvel organe politique : un parlement monocaméral. De nos jours, il est souvent évoqué sous le nom de Holyrood, mais il ne prit ce nom qu'à partir de 2004, date à laquelle le nouveau bâtiment - conçu par l'architecte catalan Enric Miralles et érigé en face du palais royal du même nom - fut achevé. Les élus prirent place dans le nouveau bâtiment conçu pour eux en septembre 2004 (avec inauguration par la Reine le mois suivant) ; jusqu'alors ils se réunissaient dans les locaux appartenant à l'Église d'Écosse – presbytérienne. Le pays n'avait pas abrité de parlement depuis près de 300 ans, celui qu'il avait connu auparavant était constitué de membres des trois états ¹, une configuration assez éloignée de celle – la plus représentative de la population – rêvée par les architectes de la dévolution.

La conséquence directe de la mise en place de la loi de 1998 fut donc la tenue d'élections pour donner à ce Parlement nouvellement créé ses premiers députés. Ainsi, en ce qui concerne la représentation des femmes dans la vie politique écossaise, les élections de 1999 furent d'une part l'occasion de mettre à exécution le pacte électoral convenu entre les travaillistes et les libéraux-démocrates, et d'autre part, de mettre à l'épreuve les dispositions qui furent prises dans le texte de loi lui-même. Il s'agissait alors de concrétiser ce qui avait été établi en vue d'offrir une réelle représentativité de la société écossaise. L'épreuve portait ainsi sur les institutions elles-mêmes, tout comme sur l'organisation structurelle des différents partis ; les résultats allaient-ils être à la hauteur des espérances ?

¹ Les prélats, les nobles et propriétaires fonciers et les commissaires des municipalités.

Deuxième partie : du modèle à la réalité

Dans un premier temps, les efforts semblent porter leurs fruits. En effet, l'Écosse et sa nouvelle institution se hissent dans le haut du classement international en termes de présence féminine, pour atteindre le niveau des démocraties scandinaves, souvent érigées en modèles. Cependant, avec quelques années de recul, quelques réserves émergent : n'a-t-on pas surestimé la potentialité de la *tabula rasa* qui s'offrait aux Écossais ? On aurait alors peut-être pensé s'affranchir de tous les travers du parlement britannique², amplement fustigés pendant la campagne pour la dévolution et par certaines députées³. Ne s'est-on pas réjoui trop vite et satisfait de quelque chose qui n'était pas un acquis ? Et n'a-t-on pas estimé que le travail avait été fait une fois pour toutes et que les efforts ne s'imposaient plus ? Tout se passait comme si les élections de 1999 créaient un précédent et que les attentes des féministes et défenseurs-res de la cause des femmes des années 1980 et 1990 ne pouvaient que se réjouir de la victoire qu'elles constituaient.

² Cf Chapitre 4 : 1.1.1.

³ Winnie Ewing, *Stop the World. The autobiography of Winnie Ewing*, dir. RUSSELL, M., Édimbourg, Birlinn, 2004, p. 6 et Oona King, *The Oona King Diaries: House Music*, Londres: Bloomsbury, 2007, p. 7.

Chapitre 5 – Le « seuil critique » atteint

Les premières élections au Parlement écossais ont ainsi marqué une grande première dans la vie politique de la nation. Une institution du même nom avait déjà existé jusqu'en 1707 – date de l'Union des parlements écossais d'un côté, et anglais (et gallois) de l'autre, qui forma l'Union britannique – mais l'élection des députés n'était pas moins une grande première dans l'histoire politique du pays, de par le rôle qu'y tiennent les citoyens et par la représentation qui leur est accordée. L'Écosse retrouvait alors une instance politique disparue depuis près de 300 ans, mais évidemment remodelée, notamment puisqu'elle ouvrait ses portes aux femmes pour la première fois, (les femmes britanniques ayant obtenu le droit de voter et d'être élues entre-temps, en 1928).

Après une telle anticipation, les observateurs étaient en droit de s'enquérir de la présence féminine effective au parlement, or 1999 marque réellement une étape historique dans la vie politique écossaise et même britannique. En effet, suite à ces premières élections, le parlement écossais est composé de 37,5% d'élues, face aux 18,2% d'élues au parlement britannique à la même époque¹: 1997 fut aussi cependant un record pour Westminster, notamment grâce aux « *Blair's Babes* »² – nom misogyne s'il en est – qui fait référence aux 101 femmes travaillistes élues lors de la victoire écrasante du parti mené par Tony Blair (sur les 120 femmes MP tous partis confondus).

Le taux record de femmes élues fut alors vu comme un jalon dans la politique écossaise, quasiment comme un point de non-retour. D'aucuns parlent de seuil critique atteint : au-delà d'un tiers de femmes au parlement, sa physionomie se retrouverait changée. Tout se passait comme si ce taux préfigurait dorénavant les élections à venir : la présence de plus d'un tiers de femmes au Parlement devait alors devenir la norme lors de tous les prochains suffrages. Or les chiffres des élections suivantes et les décisions prises après 1999 en ce qui concerne la sélection par les partis des candidat-e-s

¹ UK POLITICAL INFO, *Women MPs & parliamentary candidates since 1945*, <http://www.ukpolitical.info/FemaleMPs.htm>.

² Évoqué, entre autres, par Oona King dans ses mémoires (King, *The Oona King Diaries.*) puisqu'elle en fit partie.

retenu-e-s pour les élections invitent à davantage de prudence : la proportion de femmes à Holyrood, le parlement écossais, n'est pas immuable.

À titre de comparaison avec l'analyse à suivre, le tableau ci-dessous donne un aperçu de la présence féminine à Westminster dans la période étudiée, pour le Royaume-Uni et pour l'Écosse. Pour davantage de précisions quant aux députées et leurs circonscriptions, se référer à l'annexe « Liste des femmes élues pour des circonscriptions écossaises à la Chambre de communes depuis 1979 »³.

Tableau 5.1: femmes MP à Westminster

Date	Femmes MP pour l'Écosse	Pourcentages des MP écossais	MP écossais	Femmes MP pour le Royaume-Uni	Pourcentages des MP britanniques	Nombre total de MP britanniques
3 mai 1979	0	0%	71	19	3%	635
9 juin 1983	1	1,4%	72	23	3,5%	650
11 juin 1987	2	2,8%	72	41	6,3%	650
9 avril 1992	3	4,2%	72	60	9,2%	651
1 ^{er} mai 1997	10	13,9%	72	120	18,2%	659
7 juin 2001	11	15,3%	72	118	17,9%	659
5 mai 2005	8	13,6%	59	128	19,8%	646
6 mai 2010	12	20,4%	59	143	22%	650

Source : d'après les rapports électoraux de la Chambre des communes⁴

Les chiffres ci-dessus permettent de remettre en contexte l'étude qui va suivre. En effet, à la fin du XX^e siècle et même au début du XXI^e siècle, la représentation féminine reste très faible dans la Chambre des communes, plaçant le Royaume-Uni parmi les pays les moins bien classés d'Europe (50^{ème} mondial avant l'élection des travaillistes en 1997, par exemple⁵).

³ Cf Annexe 1.

⁴ CRACKNELL R., F. MCGUINNESS, et C. RHODES, *General Election 2010, final edition*, House of Commons Library, 2011 ; TETTEH E., *Election Statistics: UK 1918-2007, op. cit.* ; HOUSE OF COMMONS, *Women in the House of Commons: factsheet*, 2010 ; HOUSE OF COMMONS, *Women in the House of Commons: factsheet - Appendix B*.

⁵ INTER-PARLIAMENTARY UNION, *World classification as of 1st January 1997*, <http://www.ipu.org/wmn-e/arc/classif010197.htm>.

Ainsi, lorsqu'une femme dirige le Royaume-Uni pour la première fois en 1979 (et fait de l'État britannique un précurseur en quelque sorte), seuls 3% de ses représentants sont des représentantes. De nos jours encore, moins du quart des MP sont des femmes. Le nombre de femmes élues est toujours inférieur en Écosse par rapport à la moyenne nationale (britannique), il est même nul au début de la période, en 1979. L'année 1997 marque bel et bien le début d'une meilleure représentation, avec un bond et le doublement du taux de femmes élues pour le Royaume-Uni et même le triplement pour l'Écosse, cela grâce à l'élection du parti travailliste qui avait mis en place des mesures favorisant une forme de parité (en sélectionnant des candidates sur des listes composées de femmes seulement, AWS). Cela dit, la Chambre des communes reste un parlement très masculin, composé majoritairement d'hommes blancs d'âge mûr, et malgré une première avancée, il n'est en 1997 pas très représentatif de sa population. C'est ce que ressent alors Oona King, nouvellement élue députée travailliste pour la circonscription de Bethnal Green and Bow à Londres en tant que femme, jeune et de minorité ethnique :

I didn't arrive at Parliament expecting revolution, but neither did I expect inertia. Change. Such a small word, requiring such great effort. The landslide victory of the Labour Party in 1997 created an overwhelming expectation of change, in part generated by the arrival of 101 Labour women MPs. We were meant to shake the cobwebs off Big Ben, give women a voice and drag Parliament kicking and screaming into the tail-end of the twentieth century. It was a tall order, not least because after the 'historic' election of so many women, 82 per cent of MPs were still men.⁶

Ainsi, l'arrivée en 1997 de bon nombre de femmes au parlement britannique créa de fortes attentes, cela n'en fut qu'encore plus vrai au parlement écossais en 1999.

⁶ KING O., *The Oona King Diaries*, *op. cit.* p. 6.

1 – Les sélections et les élections

Les tableaux des résultats des élections exploités ci-dessous⁷ sont empruntés aux analyses des élections consultables sur le site du parlement écossais⁸ (ainsi qu'aux données visibles - sur ce même site - sur les député-e-s⁹). Elles ont en effet le mérite d'être d'une part officielles, et d'autre part d'être complètes et proposées de manière identique d'élections en élections, ce qui permet de comparer des données similaires, même s'il existe quelques fluctuations dues aux décès de certains élu-e-s. D'autre part, les tableaux des candidat-e-s présenté-e-s aux élections ont été compilés notamment grâce aux données du site du parlement écossais ainsi que de celui de la BBC. Ils sont parfois à prendre avec précaution en ce qui concerne les candidat-e-s aux sièges de régions (notamment de la première législature) car ils ne sont pas accessibles sur les sites officiels mentionnés précédemment, et seuls certains partis et administrations locales, ainsi qu'un site indépendant de toute institution officielle, ont été en mesure de communiquer ces informations. Il s'agit d'un travail de compilation de données chiffrées, d'après des listes de noms de personnes, ensuite exploité sous forme de différents calculs visant à montrer quelle place a été accordée aux femmes lors des trois premières élections au Parlement écossais.

1.1 – Les deux premières législatures

Dans l'étude des trois premières élections législatives écossaises, il convient de définir deux périodes distinctes, ainsi que les éléments statistiques tendent à le démontrer. En effet, les toutes premières élections sont particulières en cela qu'elles se

⁷ MEGE-REUIL É., « Quelle place pour les femmes dans le Parlement écossais ? », F. BARRET-DUCROCQ, F. BINARD et G. LEDUC (dir.), *Comment l'égalité vient aux femmes. Politique, droits et syndicalisme en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en France. Entretien avec Claudie Baudino*, Paris, L'Harmattan, coll. « Des idées et des femmes », 2012, p. 139-158.

⁸ BURNSIDE R., S. HERBERT, et S. CURTIS, « *Election 2003* », *SPICe briefing*, 2003 ; HERBERT S., R. BURNSIDE, M. EARLE, T. EDWARDS, T. FOLEY, et I. MCIVER, « *Election 2007* », *SPICe Briefing*, 2007.

⁹ *Previous MSPs*, <http://www.scottish.parliament.uk/msps/518.aspx>.

sont déroulées pour les partis travailliste et libéral-démocrate sous les termes de leur accord électoral, mais surtout elles sont évidemment marquées par le sceau de la nouveauté, et bon nombre de candidats n'étaient pas issus d'une classe politique préexistante, les partis ayant recruté certains de leurs candidats dans la société civile. Bien sûr, de nombreux-ses candidat-e-s étaient d'anciens habitué-e-s de la vie politique (député-e-s à Westminster, par exemple), mais il a fallu recruter de nombreux-ses nouveaux-elles venu-e-s à cette sphère. De plus, les élections de 2003 sont restées relativement similaires à celles de 1999, car de nombreux député-e-s ont été réinstauré-e-s dans leurs fonctions. En revanche, en 2007 (et a fortiori en 2011), certaines tendances s'inversent, la ferveur de la nouveauté laisse place à des habitudes communes à tout système politique, et l'élan en faveur d'une représentation féminine n'est pas au cœur des préoccupations des partis.

1.1.1 – “The Scottish Parliament, adjourned on the 25th day of March 1707, is hereby reconvened.”¹⁰

Le 6 mai 1999, les Écossais votaient pour la première fois pour élire les 129 député-e-s de leur nouveau parlement aux pouvoirs dévolus, selon les dispositions de la loi de 1998, et ceux et celles-ci entrèrent en fonction le 12 mai suivant, lors de la toute première assemblée de l'institution. Les semaines jusqu'à cette date constituèrent donc la toute première campagne électorale pour le parlement, les partis se mettant en place en tant que partis écossais pour la première fois (excepté le SNP, en tant que parti uniquement écossais, évidemment).

¹⁰ 12 May 1999: *Winnie Ewing reconvenes the Scottish Parliament*, http://news.bbc.co.uk/democracylive/hi/historic_moments/newsid_8187000/8187312.stm.

1.1.1.1 – Les candidat-e-s

Les candidat-e-s aux élections du 6 mai 1999 se répartissaient de la manière suivante, selon leur genre et leur parti (tous les partis n’ayant pas proposé de candidat-e-s pour chaque siège disponible) ¹¹.

Tableau 5.2: répartition des candidat-e-s dans les circonscriptions aux élections de 1999, par genre et par parti : candidat-e-s et pourcentages de femmes ou hommes par rapport au total

	Femmes		Hommes	
	nombre de candidates	%	nombre de candidats	%
Scottish Labour Party	33	45%	40	55%
Scottish Liberal Democrat Party	20	27%	53	73%
Scottish National Party	23	32%	50	68%
Scottish Conservative and Unionist Party	13	18%	60	82%
Scottish Green Party	0	n/a	0	n/a
Scottish Socialist Party	5	25%	15	75%
Indépendantes	0	n/a	11	n/a
Autres	1	n/a	8	n/a

Source : calculs d’après Elections Results ¹², site du Parlement écossais

Le tableau met en évidence la réelle implication du parti travailliste écossais en faveur de la parité puisqu’il a présenté 33 femmes parmi les 73 circonscriptions (soit 45,2%), et pas seulement pour des sièges où les chances d’élection étaient très faibles puisque le *twinning* (jumelage paritaire de circonscription) fonctionne et qu’autant de femmes que d’hommes sont finalement élu-e-s. Les libéraux-démocrates savaient que leur chance de voir leurs candidat-e-s élu-e-s serait plus faible dans les circonscriptions (plutôt que dans les régions). Pour autant les proportions de candidat-e-s sont loin d’être paritaires (20 femmes pour 53 hommes, soit à peine plus d’un quart ou 27,4%), les nationalistes proposent même un rapport un peu plus équilibré entre leurs candidat-e-s (23 femmes soit 31,5% de femmes). Le taux est bien plus défavorable aux femmes chez

¹¹ Pour une vue détaillée des circonscriptions et des régions, se reporter à l’Annexe 2.

¹² SPICE, 1999 Election Results, <http://www.scottish.parliament.uk/msps/19172.aspx>.

les conservateurs, avec un ratio d'un cinquième (13 candidates sur 73 en tout), alors que le parti socialiste écossais propose une femme sur quatre candidat-e-s, mais est présent seulement dans 20 circonscriptions sur les 73, ce qui représente donc cinq candidates en tout seulement. Par ailleurs, il est intéressant de noter que les candidats de partis mineurs sont très majoritairement des hommes et que les candidats indépendants sont systématiquement des hommes. Il semble donc que sans un gros appareil politique, il est plus difficile de faire venir des candidates aux élections ; sans soutien et sans structure dédiée, il est plus compliqué pour des femmes de se frayer un chemin dans la vie politique et de se présenter spontanément.

Par ailleurs, la sélection des candidats n'est pas le seul facteur permettant aux femmes jusque-là novices en matière de politique d'accéder aux élections, les partis doivent aussi les former. Alice Brown résume leurs différents niveaux d'implication:

The Scottish Labour Party offered preparation courses for women which included assertiveness training and public speaking, as well as financial support from the (UK) Emily's List ¹³. The Scottish Liberal Democrats organised a series of training days and seminars for women and offered support for childcare for those attending. The Scottish National Party held a women's training day for potential candidates. Lack of resources prevented the Scottish Green Party from undertaking a specific programme, and, according to Engender (1999) ¹⁴, when asked what they were doing to encourage women to come forward as candidates, the Conservative and Unionist Party said 'we're waiting for it to evolve and it's evolving nicely' ¹⁵.

Les différences présentées ici permettent de mettre en évidence deux types différents d'obstacles que doivent affronter des femmes, adhérentes à des partis, espérant être sélectionnées. Le premier est évident et difficilement contournable, il s'agit des moyens financiers dont dispose un parti donné. Ainsi, les verts étaient très limités dans leurs

¹³ Version britannique, et travailliste, datant de 1993 d'une organisation américaine de 1986 dont le but est de promouvoir l'élection de femmes du parti démocrates. L'organisme agit en formant des femmes et en les soutenant financièrement afin qu'elles puissent être sélectionnées pour des sièges que le parti travailliste a de fortes chances de gagner. Cf TIMMINS N., « Labour women hope to put more names on Emily's List », *The Independent*, 6 février 1993.

¹⁴ BREITENBACH E. et F. MACKAY, « Keeping Gender on the Agenda: Local Government in Scotland », *op. cit.*

¹⁵ BROWN A., « Taking Their Place in the New House: Women and the Scottish Parliament », *Scottish Affairs*, Été 1999, n° 28, p. 44-50.

ressources, en tant que « petit » parti, et en ne présentant aucun candidat ils ne pouvaient guère prétendre à la parité. Le second est davantage pernicieux, car il peut se cacher sous certains prétextes. Il s'agit de l'état d'esprit, de l'idéologie du parti : le parti conservateur est un fervent défenseur de l'idée d'un-e candidat-e si qualifié-e et doué-e que peu importe les obstacles, il ou elle parviendra aux postes les plus hauts, grâce à son talent et sans aide particulière. Cela donne donc une forme de laissez-faire qui ne montre aucune hostilité ouverte à une plus grande représentation féminine mais ne fait rien pour l'encourager par ailleurs, comme les chiffres tendent à le prouver.

Tableau 5.3: les candidat-e-s de régions aux élections de 1999, par genre et par parti : candidat-e-s et pourcentages de femmes ou hommes par rapport au total

	Femmes		Hommes	
	nombre de candidates	%	nombre de candidats	%
Scottish Labour Party	23	42%	32	58%
Scottish Liberal Democrat Party	26	32%	56	68%
Scottish National Party	33	34%	63	66%
Scottish Conservative and Unionist Party	13	18%	59	82%
Scottish Green Party	13	32%	28	68%
Scottish Socialist Party	25	46%	29	54%
Indépendantes	0	n/a	0	n/a
Autres	0	n/a	0	n/a

Sources : calculs d'après Elections Results ¹⁶, site du Parlement écossais, listes des candidat-e-s des partis ¹⁷, et Election Demon ¹⁸

Il est intéressant de noter, ne serait-ce que symboliquement, qu'aucun parti n'atteint la parité au sein de ses candidat-e-s. Le parti travailliste s'en approche (41,8%) et le parti socialiste aussi (46,3%), les autres ne proposant qu'un tiers de femmes tout au plus au vote des Écossais : les libéraux-démocrates (31,7%), les nationalistes (34,4%) et les verts (31,7%) atteignent le tiers, les conservateurs sont loin derrière avec 18,1%.

¹⁶ SPICE, *1999 Election Results, op. cit.*

¹⁷ SCOTTISH GREENPARTY, « Full list of Scottish Green party regional candidates for the 1999 Holyrood election », SCOTTISH CONSERVATIVE AND UNIONIST PARTY, « List of the Conservative Regional Candidates for the 1999 elections by Region ».

¹⁸ BOOTHROYD D., *Scottish Parliamentary Candidates 1999*, <http://www.election.demon.co.uk/scotcand.html>.

Par ailleurs, il convient aussi de souligner le fait que l'élection sur une liste, par rapport à celle d'une circonscription, est souvent déconsidérée. Ainsi, il est de meilleur ton d'être élu-e personnellement (soit en son nom propre) dans une circonscription, que de manière plus anonyme parmi des candidat-e-s de liste (puisque choisi principalement pour son parti, plutôt que pour son engagement personnel). C'est notamment pour cela que les élu-e-s de circonscription jouissent en général d'une place davantage prépondérante dans les rangs des élu-e-s de leur parti lorsqu'ils-elles siègent au Parlement ¹⁹.

Cependant, en ce qui concerne les candidat-e-s aux sièges de régions, il ne suffit pas de contraster le nombre d'hommes face au nombre de femmes, car l'agencement des candidatures sur la liste joue un rôle crucial. Ainsi, un parti peut tout à fait présenter un nombre égal de femmes et d'hommes mais ne placer en tête de liste que des hommes – ou que des femmes – compliquant l'élection de candidat-e-s de l'autre genre. Cette tendance peut être mise en lumière par l'étude des listes complètes des candidat-e-s présenté-e-s par les partis, ce qui sera expliqué ci-dessous. En revanche, de nombreux candidat-e-s de circonscriptions se présentant dans des bastions de partis adverses sont candidats-e-s sur des listes de régions, et peuvent ainsi être élu-e-s sur la liste (en n'ayant eu que très peu de chances d'emporter le siège de circonscription), alors que d'autres arrivent à se faire élire dans une circonscription mais figuraient en bonne place sur une liste régionale (sûrement car ils/elles étaient des figures notables et attractives dans leur région et faisaient figure de têtes de liste).

Le tableau ci-dessous permet de donner une idée plus précise de ce que proposent les partis à leurs électeurs en matière de régions.

¹⁹ Sandra White (SNP) l'évoque dans l'entretien en date du 19 septembre 2011 (cf Annexe 4).

Deuxième partie : du modèle à la réalité

Tableau 5.3 bis: les candidat-e-s de régions aux élections de 1999, par région, par parti et par indicateur d'homogénéité entre les genres

	Scottish Labour Party	Scottish Liberal Democrat Party	Scottish National Party	Scottish Conservative and Unionist Party	Scottish Green Party	Scottish Socialist Party
Central Scotland	-0,21	-0,74	-0,51	-0,31	-1,00	-0,07
Glasgow	-0,29	-0,15	0,15	-0,16	-0,14	0,02
Highlands and Islands	0,07	-0,78	-0,26	-0,61	0,07	-0,40
Lothians	0,00	-0,52	-0,13	-0,73	-0,36	-0,14
Mid Scotland and Fife	-0,21	-0,42	-0,21	-0,82	-1,00	0,14
North East Scotland	-0,14	-0,67	-0,27	-0,78	-0,21	-0,07
South Scotland	0,00	0,15	-0,54	-0,96	0,33	0,00
West of Scotland	-0,29	-0,20	-0,28	-0,29	-0,33	0,00
TOTAL (IHGP)	-0,13	-0,39	-0,25	-0,56	-0,25	-0,03

Sources : calculs d'après Elections Results ²⁰, site du Parlement écossais, listes des candidat-e-s des partis ²¹, et Election Demon ²²

Le tableau ci-dessus a été élaboré afin de mettre en évidence la stratégie (ou absence de stratégie) des partis en terme de représentation féminine sur les listes de régions, à la fois en termes numériques et en termes de placement. Les candidatures sur les listes régionales sont plus difficiles à analyser que les candidatures de circonscriptions. Il faut tenir compte des positions relatives des candidat-e-s au sein de la liste ; il est évident qu'un-e candidat-e placé en dixième position d'une liste a très peu de chances d'être élu dans la mesure où il n'y a que sept élus par région. C'est techniquement possible, puisque de nombreux candidat-e-s de listes régionales sont également candidat-e-s dans

²⁰ SPICE, *1999 Election Results*, *op. cit.*

²¹ SCOTTISH GREEN PARTY, « Full list of Scottish Green party regional candidates for the 1999 Holyrood election », *op. cit.*, SCOTTISH CONSERVATIVE AND UNIONIST PARTY, « List of the Conservative Regional Candidates for the 1999 elections by Region », *op. cit.*

²² BOOTHROYD D., « Scottish Parliamentary Candidates 1999 », *op. cit.*

des circonscriptions et seront, si élu-e-s en circonscription, ignoré-e-s lors de l'attribution des sièges de région. Ce système impose de tenir compte de tous les candidat-e-s d'une liste, malgré l'infime chance que les derniers ont d'être élu-e-s.

Quantifier les répartitions hommes-femmes mises en place dans les listes régionales par les partis est une tâche nécessairement imparfaite. Il faudrait être en mesure de connaître les prévisions faites au sein de chaque parti concernant les élu-e-s de circonscription pour savoir les intentions réelles qui se cachent dans l'établissement des listes régionales. Afin de réaliser cette nécessaire quantification au mieux, on définit dans la suite l'Indice d'Homogénéité des Genres.

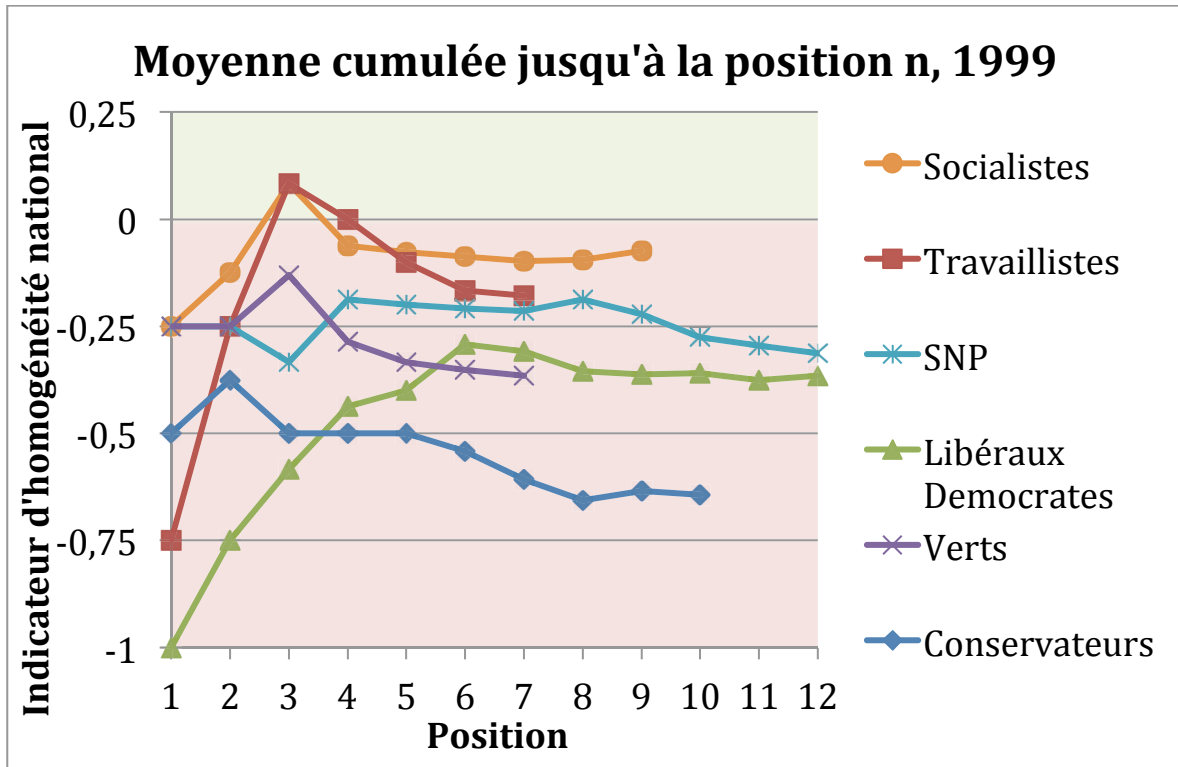
L'Indice d'Homogénéité de Genres (IHG) est la moyenne pondérée (c'est-à-dire le barycentre) d'une liste électorale en attribuant à chaque candidat-e une valeur d'autant plus grande en valeur absolue qu'il-elle est bien placé-e sur la liste. Cette valeur est ici négative pour les hommes et positive pour les femmes et correspond à la valeur de son classement inverse (par exemple, le troisième candidat-e d'une liste de neuf se verra attribuer la valeur de 7 si c'est une femme ou -7 si c'est un homme)²³.

Dès lors, le tableau met en évidence une zone proche de la parité, dans les zones claires – entre -0,2 et 0, cependant elle n'est que rarement atteinte. Le parti le plus égalitaire est le parti socialiste (-0,03 au total), cela signifie qu'il propose non seulement presque autant de femmes que d'hommes (comme le montre le tableau 5.3), mais en plus, que la répartition leur donne autant de chances d'être élues que les hommes (même si elles sont minces puisqu'un seul homme est finalement élu), et ce toutes régions confondues, ce qui montre un réel parti pris en faveur de la parité. Parmi les grands partis, le parti travailliste est le plus proche de l'équité, grâce à l'accord électoral et plus généralement, selon ses préceptes, bien que toutes ses listes ne soient pas paritaires. Les verts, les libéraux-démocrates et les nationalistes s'en éloignent davantage, et les conservateurs fortement avec -0,56 (seule la région de Glasgow n'est pas trop défavorable aux femmes, cependant le vote conservateur y est très faible). Ces différences sont dues soit à l'absence de volonté d'intervenir dans la sélection des candidat-e-s en faveur de la parité (ce qui est le cas chez les conservateurs) soit au faible

²³ Cf Annexe 3 pour l'exemple d'un calcul.

nombre d'adhérent-e-s au parti ce qui rend la tâche très complexe (comme chez les verts).

Tableau 5.3 ter: les candidat-e-s de régions aux élections de 1999, par parti et par indicateur d'homogénéité nationale



Sources : calculs d'après Elections Results²⁴, site du Parlement écossais, listes des candidat-e-s des partis²⁵, et Election Demon²⁶

Ce graphique permet de comparer – plus visuellement – les efforts fournis par les différents partis sur leurs listes de région à échelle nationale²⁷. L'intérêt est double : prendre en compte toutes les régions permet de voir une potentielle stratégie globale, et la « moyenne jusqu'à la position x » met en évidence les choix opérés en insistant davantage sur les candidat-e-s les mieux placés sur la liste (et donc plus aptes à être élu-e-s). Le calcul se fait de manière similaire à celui du tableau précédent (tableau 5.3 bis),

²⁴ SPICE, 1999 Election Results, *op. cit.*

²⁵ SCOTTISH GREENPARTY, « Full list of Scottish Green party regional candidates for the 1999 Holyrood election », *op. cit.*, cit.

²⁶ BOOTHROYD D., « Scottish Parliamentary Candidates 1999 », *op. cit.*

²⁷ Cf Annexe 3 pour plus d'explications.

en utilisant l'indicateur d'homogénéité. Ainsi, si l'on regarde le graphique, pour la première position, un parti qui aurait un indicateur d'homogénéité de 1 aurait sélectionné uniquement des femmes en première position, de -1 seulement des hommes et de 0 aurait une parité parfaite. À la *énième* position sur le graphique sont pris en compte les positions de 1 à *n* sur les listes à échelle nationale et ainsi de suite ; par exemple, « jusqu'à la troisième position » réfère à l'indicateur moyen calculé pour les positions de 1 à 3. Par conséquent, plus la position est élevée, plus les valeurs se rapprochent de la moyenne finale. Si le calcul du tableau précédent attribuait des coefficients en fonction de la position des candidat-e-s afin de valoriser les positions les plus hautes, le calcul représenté par ce graphique donne à voir comment les partis répartissent leurs candidat-e-s pour toutes les régions. Ceci explique que les moyennes tendent vers un certain point : l'indicateur d'homogénéité général de chaque parti pour toutes ses listes régionales pour des élections données.

Ce que dépeint le graphique pour les premières élections au Parlement écossais, c'est tout d'abord la propension de tous les partis à placer une tête de liste masculine (ce que fait le parti libéral-démocrate de manière systématique puisqu'il obtient le score de -1). S'en suit alors généralement une amélioration à la deuxième place et même à la troisième, puis la courbe se stabilise près de sa moyenne nationale. On voit clairement que les deux partis à avoir cherché un équilibre femmes/hommes sont les travaillistes et les socialistes. Les libéraux-démocrates atteignent un score honorable mais en réalité, les femmes sont mal placées sur les listes. Les conservateurs placent relativement favorablement le peu de femmes qu'ils présentent.

1.1.1.2 – Les élections

À la suite des élections du 6 mai, les député-e-s élu-e-s se répartissaient selon leurs partis de la manière suivante :

Deuxième partie : du modèle à la réalité

Tableau 5.4: Élu-e-s au Parlement écossais en 1999

Parti	Élu-e-s de circonscriptions	% des MSP du parti	Élu-e-s de régions	% des MSP du parti	Total	% des MSP
Scottish Labour Party	53	94,6%	3	5,4%	56	43,4%
Scottish Liberal Democrats	12	70,6%	5	29,4%	17	13,2%
Scottish National Party	7	20%	28 ²⁸	80%	35	27,1%
Scottish Conservative and Unionist Party	0	0%	18	100%	18	13,9%
Scottish Green Party	0	0%	1	100%	1	0,8%
Scottish Socialist Party	0	0%	1	100%	1	0,8%
Autre	1	n/a	0	n/a	1	0,8%
TOTAL	73	n/a	56	n/a	129	n/a

Source : d'après Elections Results ²⁹, site du Parlement écossais

Le tableau met en évidence la propension du scrutin uninominal à un tour et à majorité simple à favoriser les partis dominants, raison pour laquelle il a été décidé que les élections écossaises comporteraient une part de proportionnelle. Ainsi, le parti travailliste en sortait grand gagnant en ce qui concerne le premier vote, remportant certaines circonscriptions avec parfois peu d'avance (seulement 25 voix dans le cas extrême de celle d'Ayr), ainsi que le permet ce type de scrutin. En revanche, l'AMS (*Additional Members List*) jouait son rôle d'équilibre, si bien que le parlement se retrouvait sans majorité (on parle alors de *hung parliament*), et c'est pour pouvoir gouverner que les travaillistes et les libéraux-démocrates formèrent une coalition, ce qui a permis à Donald Dewar ³⁰ de devenir le tout premier *First Minister* de l'Écosse. Le

²⁸ Deux de ces élu-e-s nationalistes décidèrent par la suite de siéger en tant qu'indépendantes : Dorothy-Grace Elder à partir de mai 2002 et Margo MacDonald à partir de janvier 2003.

²⁹ SPICE, *1999 Election Results*, op. cit.

³⁰ Travailliste et fervent défenseur de la dévolution, Donald Dewar a été à la tête du parti travailliste écossais de la première campagne législative pour le parlement jusqu'à sa mort le 11 octobre 2000. Il reste connu par son surnom de « *Father of the Nation* », et sa statue ornée de la première phrase du

parti travailliste exerçait alors encore une sorte de domination historique en Écosse, il était le parti favori aux élections législatives nationales britanniques (jusqu'à contrairement à ce qui a pu et peut parfois se passer en Angleterre. Les dernières élections en date étaient celles de 1997 où le parti travailliste avait attiré 45% des suffrages exprimés en Écosse, légèrement au-dessus des 43,2% nationaux³¹ lors de la grande victoire du parti sous la direction de Tony Blair. En effet, s'il y a de manière générale une alternance entre travaillistes et conservateurs au pouvoir au Royaume-Uni lors des dernières décennies, le parti conservateur est bien moins soutenu en Écosse qu'en Angleterre, et il s'appuya en 1999 sur l'AMS pour obtenir tous ses sièges. Malgré cette aide, il n'obtint que 14,7% d'élu-e-s au parlement ; ce qui est cependant une réussite notable par rapport à l'absence totale d'élu-e-s conservateurs-trices écossais-es à Westminster en 1997³².

Les femmes élues au Parlement écossais se répartissaient donc de la manière suivante (pour une vision exhaustive chiffrée, se reporter à l'annexe 3).

Tableau 5.5: Femmes élues au Parlement écossais en 1999

Parti	Élues circonscriptions	Élues régions	Total	% des MSP du parti	% des MSP
Scottish Labour Party	26	2	28	50%	21,7%
Scottish National Party	2	13	15	42,8%	12%
Scottish Liberal Democrats	2	0	2	11,7%	1,5%
Scottish Conservative and Unionist Party	0	3	3	16,6%	2%
Autre	0	0	0	n/a	0%
TOTAL	30	18	48	n/a	37,2%

Source: d'après Elections Results³³, site du Parlement écossais

Le tableau met en évidence tout d'abord l'avancée que marquèrent les premières élections parlementaires écossaises en termes de représentation politique pour les

Scotland Act 1998 « There shall be a Scottish Parliament » domine depuis 2002 la grande rue centrale et commerçante de Buchanan Street à Glasgow. Donald Dewar est resté célèbre pour avoir présenté le texte de loi à ses concitoyens en lisant cette première phrase et en l'assortissant, après une pause de : « *I like that.* ».

³¹ MORGAN B., *General Election results, 1 May 1997*, House of Commons Library, 2001.

³² *Ibid.*

³³ SPICE, *1999 Election Results, op. cit.*

femmes, puisque le taux de leur représentation au parlement britannique équivalait alors environ à la moitié de celui qui est atteint dans la nouvelle institution en 1999. En effet, aux dernières élections de 1997, 18,2% de femmes avaient été élues à Westminster (et seulement 13,9% des élu-e-s écossais-es étaient des femmes). Le taux de représentantes écossaises à Westminster était systématiquement au moins de deux points en-dessous de la moyenne nationale britannique ³⁴, comme l'illustre le tableau 5.1.

Ainsi, les restrictions que l'on peut apporter à cette affirmation n'enlèvent rien à la grande première que vivait la sphère politique écossaise au printemps 1999. Si l'on prend en considération seulement les partis travailliste, nationaliste et libéral-démocrate, la proportion de femmes élues est de 41,7%. Les quelques élu-e-s conservateurs-trices font, avec seulement 16,6% de femmes élues, chuter le taux à 37,2% (on ne saurait tenir rigueur aux verts ou aux socialistes d'influer sur les pourcentages avec un seul individu).

Naturellement, cette grande première trouve son origine dans les mesures prises par les différents partis, l'accord électoral inter-partisan étant pour beaucoup dans l'explication à apporter à ce taux alors considéré comme élevé. Le parti travailliste parvint à envoyer pour moitié des femmes au Parlement, et grâce à sa réussite électorale, il influençait grandement la représentation féminine dans l'institution. En effet, avec 28 élues, 21,7% des élus au Parlement étaient des femmes travaillistes. Sur les 53 député-e-s élu-e-s sous l'étiquette du parti travailliste dans les circonscriptions, 26 étaient des femmes et sur 3 dans les régions, 2 étaient des femmes. Ainsi 50% des élu-e-s travaillistes étaient des élues. Les candidat-e-s présenté-e-s l'étaient donc dans le respect de la parité, les chances d'être élu-e-s étant prises en compte (plus grandes dans les circonscriptions en ce qui concerne le parti travailliste, qui connaît un grand soutien de l'électorat).

Le cas des libéraux-démocrates est rendu différent par son succès bien plus relatif aux élections. Sur 12 élu-e-s de circonscriptions, seule une est une femme et sur 5 élu-e-s de régions, une est une femme, ce qui est bien loin de la moitié. Il faut apporter plusieurs explications à ce score étonnamment faible de la part d'un parti sensibilisé à la

³⁴ ENGENDER, *A record number of Scottish women MPs elected – but that's not saying much!*, ; *Parlement britannique*, <http://www.parliament.uk>.

thématique de la parité. Tout d'abord, sur un si petit nombre d'élus, le moindre écart numérique prend des proportions drastiques (il est évidemment difficile de donner du sens à des pourcentages calculés sur un si petit échantillon). Il est en outre bien sûr plus aisé de sélectionner un nombre de femmes et d'hommes égal sur les listes de régions et ainsi de voir un nombre quasi-paritaire élu, que d'être assuré d'une parité dans les résultats dans le vote de circonscription, même si certains sièges sont traditionnellement presque acquis à certains partis. En effet, le choix du ou de la candidat-e pour une circonscription peut s'avérer crucial, et certains partis ne se préoccupent que peu ou prou de sélectionner des hommes et des femmes de manière égale pour des sièges quasiment assurés. En revanche, une première élection n'offre pas nécessairement le recul permettant de connaître l'inclinaison politique d'une circonscription donnée pour une institution donnée. Alors, pour un siège non-acquis à un parti donné, la tendance traditionnelle des partis est souvent de se reposer sur quelqu'un qui paraît plus apte à remporter ce siège, souvent un homme, notamment car ils sont plus nombreux à proposer leur candidature (ce que d'aucuns appellent *supply* – afin de l'opposer à *demand* – qui est la propension pour une institution à recruter des femmes politiques³⁵). De plus, instaurer une parité parmi les candidat-e-s de circonscriptions n'implique pas de manière assurée une parité parmi les élus en question, puisque les électeurs font ensuite un choix dans chacune des circonscriptions (fondé ou non sur le genre des candidat-e-s). De plus, la mise en œuvre est bien plus complexe qu'un simple arrangement parmi une manne de député-e-s potentiel-le-s, car les choix possibles sont quelquefois limités, et l'on se heurte parfois aux réticences à l'intérieur du parti.

En outre, le SNP connaît un très bon résultat en ce qui concerne l'égalité hommes-femmes grâce à son choix de placer des femmes en haut de ses listes régionales, même s'il a dû abandonner le « *zipping* » (ou alternance homme/femme), après un refus du congrès de l'adopter. Il faut noter qu'avant 1999, le SNP est encore un parti quelque peu marginal ; avec 2% des voix écossaises aux législatives britanniques de 1997, il n'a envoyé que six député-e-s à Westminster. C'est pour cela que la plupart de ses élus au Parlement écossais le sont sur les listes de régions (13 femmes et 15 hommes), et ce grâce à la part de proportionnelle, et non dans les circonscriptions (2

³⁵ Tahnya BARNETT DONAGHY, « Benefits and Obstacles for Women Candidates: An Account of Scottish Women Candidates' Experiences », *Scottish Affairs*, 2004, 46, hiver 2004, p. 76-92. Vicky RANDALL, *Women and politics*, London, Macmillan, 1982.

femmes et 5 hommes), où le scrutin uninominal à majorité simple joue largement encore en leur défaveur. C'est pour cela que le « *zipping* » se serait montré intéressant lors des élections, car il aurait agi sur les listes de régions, même si le SNP atteint presque la parité avec 43% de femmes élues sans mesures officielles en faveur de la parité. Ceci le place juste après les 51% des travaillistes dans le classement des partis les plus paritaires, et cela sans avoir mis en place de mesures de sélection.

Ainsi, de manière générale en ce qui concerne ces premières élections au Parlement écossais, il faut donc souligner l'importance du rôle joué par le mode de scrutin. Ainsi, dans les élections à Westminster (au scrutin uninominal à un tour et à majorité simple), la diversité des candidat-e-s est beaucoup moins bien représentée. C'est la part de proportionnelle du vote régional (sur les listes) qui permet aux Écossais-es de choisir des candidats jusque-là inconnus, mais se présentant sous l'étiquette d'un parti qu'ils préfèrent, comme des écologistes ou des socialistes qui n'obtiennent pas de sièges à Westminster, écrasés par l'hégémonie des grands partis nationaux. C'est aussi parmi les candidat-e-s de régions que sont susceptibles de se trouver des hommes et des femmes appartenant aux minorités ethniques du pays.

Par ailleurs, il faut tout de même prendre en considération les variations entre les différentes régions et villes écossaises, car il n'y a pas une façon monolithique de voter sur l'ensemble du territoire. Ainsi, à Glasgow et ses alentours (ville la plus peuplée de l'Écosse), le parti travailliste obtient presque la moitié des suffrages, alors que dans les Dumfries and Galloway (territoire rural du sud-ouest de l'Écosse) il n'obtient que 28,9% des voix, à peine plus que le parti conservateur qui tient là son meilleur score des élections (seulement 7,7% à Glasgow et 10% dans les Lothians, mais 19% à Édimbourg), pour ne citer que ces exemples. Le parti nationaliste obtient ses meilleurs résultats à quelque élection, mais son soutien est bien plus diffus et moins marqué sociologiquement que celui des partis conservateur et travailliste ³⁶.

Enfin, même s'il reste difficile de comparer le comportement de l'électorat de 1997 à celui de 1999, car il ne s'agit pas d'élections aux mêmes institutions, et par conséquent pas des mêmes enjeux, Denver et MacAllistair proposent une brève

³⁶ DENVER D. et I. MACALLISTAIR, « The Scottish Parliament Elections 1999: An Analysis of the Results », *Scottish Affairs*, 1999, 28, été 1999, p. 23.

interprétation des choix de l'électorat dans les circonscriptions où les partis ont sélectionné une candidate en lieu et place du candidat de 1997 (et *vice versa*) :

The Conservatives did slightly better than average in constituencies in which they switched from having a male to a female candidate (-1.0%) and slightly worse where there was a change from female to male (-2.9%). New women SNP candidates also did better than average (+8.0%). On the other hand, the change in vote share for the Liberal Democrats in seats where women replaced men was on average 2.5% worse than it was in those where men contested both elections. Among Labour candidates - Labour having been the party which most enthusiastically espoused improved representation for women - the average change in share of the vote was 8.7% down where women replaced men compared with 5.8% where men contested on both occasions and only 2.3% where a man replaced a woman. This suggests that Labour paid an electoral penalty for its promotion of women but more detailed analysis would be required to confirm the pattern suggested by these raw figures.³⁷

Pour Denver et MacAllistair, les électeurs-trices n'auraient pas eu de difficultés à voter pour une femme là où ils avaient voté pour un homme auparavant, sauf lorsqu'il s'agit des candidates travaillistes. Cependant, l'on peut s'interroger sur la réelle motivation des électeurs-trices : votent-ils davantage pour le parti ou le/la candidat-e ? En effet, il apparaît que le tableau qu'ils proposent met en avant davantage un meilleur résultat pour le parti nationaliste - dans l'ensemble – qu'une réelle différence entre les quatre situations évoquées.

³⁷ *Ibid.*

Deuxième partie : du modèle à la réalité

Tableau 5.6: changement de vote selon le genre du/ de la candidat-e (Le chiffre entre parenthèses renvoie au nombre de circonscriptions concernées.)

	Scottish Labour Party	Scottish Liberal Democrat Party	Scottish National Party	Scottish Conservative and Unionist Party
Homme 1997- Homme 1999	-5,8% (32)	+2,0% (43)	+6,6% (45)	- 1,8% (52)
Homme 1997- Femme 1999	-8,7% (24)	-0,5% (10)	+8,0% (11)	-1,0% (11)
Femme 1997- Femme 1999	-5,4% (10)	+0,8% (10)	+6,2% (11)	- 2,2% (2)
Femme 1997- Homme 1999	-2,3% (6)	+0,8% (9)	+7,0% (5)	-2,9% (7)

Source : DENVER D. et I. MACALLISTAIR, « The Scottish Parliament Elections 1999: An Analysis of the Results », *Scottish Affairs*, 1999, 28, été 1999, p. 23.³⁸, Table 7

Certes, le parti travailliste semble davantage pénalisé lorsqu'il présente une femme là où il avait présenté un homme, mais il est aussi parfois battu dans des circonscriptions où il présente un homme là où un homme avait été candidat. Cependant, l'inverse n'est pas vrai, les hommes ne sont pas plus soutenus que les femmes ne l'avaient été. De plus, l'analyse proposée s'appuie sur des pourcentages calculés sur de très petits échantillons, à prendre avec précaution donc.

1.1.2 – 2003: le taux record de femmes élues

En 2003 encore, la cause de la parité profite de l'accord inter partisan³⁹. En effet, pour ces secondes élections, les travaillistes et les libéraux-démocrates se plient à nouveau aux exigences décrites, et surtout – et ainsi au-dessus de toute velléité de respecter la parité – de très nombreux-ses candidat-e-s sont des MSP candidat-e-s à leur

³⁸ *Ibid.*

³⁹ Cf Chapitre 4 : 2.2.

propre succession, ce qui accroît le précédent qu'a pu engendrer la première législature, celle de 1999.

1.1.2.1 – Les candidat-e-s

Tableau 5.7: nombre de candidat-e-s dans les circonscriptions aux élections de 2003, par genre et par parti : candidat-e-s et pourcentages de femmes ou hommes par rapport au total

	Femmes		Hommes	
	nombre de candidates	%	nombre de candidats	%
Scottish Labour Party	34	47%	39	53%
Scottish Liberal Democrat Party	20	27%	53	73%
Scottish National Party	16	22%	57	78%
Scottish Conservative and Unionist Party	13	18%	60	82%
Scottish Green Party	0	n/a	0	n/a
Scottish Socialist Party	23	32%	48	68%
Scottish People's Alliance	2	13%	13	87%
Indépendantes	2	n/a	17	n/a
Autres	0	n/a	9	n/a

Source : d'après Elections Results ⁴⁰, site du Parlement écossais

Une des nouveautés par rapport aux premières élections est la présence d'un-e candidat-e socialiste dans la quasi totalité des circonscriptions (71 sur les 73). Les travaillistes soumièrent sensiblement (et virent élu-e-s) le même nombre de candidat-e-s qu'aux premières élections, il en fut de même pour les libéraux-démocrates, les conservateurs et les verts (ces derniers ne présentant à nouveau personne). Les nationalistes quant à eux proposèrent proportionnellement bien moins de femmes aux votes des Écossais qu'en 1999 (baisse de 31,5% de femmes candidates à 21,9%).

⁴⁰ SPICE, R. BURNSIDE, S. HERBERT, et S. CURTIS, *2003 Election Results*, <http://www.scottish.parliament.uk/msps/19171.aspx>, consulté le 4 octobre 2013.

Deuxième partie : du modèle à la réalité

Tableau 5.8: les candidat-e-s de régions aux élections de 2003, par genre et par parti : candidat-e-s et pourcentages de femmes ou hommes par rapport au total

	Femmes		Hommes	
	nombre de candidates	%	nombre de candidats	%
Scottish Labour Party	22	39%	34	61%
Scottish Liberal Democrat Party	20	30%	47	70%
Scottish National Party	19	25%	58	75%
Scottish Conservative and Unionist Party	12	17%	57	83%
Scottish Green Party	22	38%	36	62%
Scottish Socialist Party	35	46%	41	54%
Scottish People's Alliance	2	13%	13	87%
Scottish Senior Citizens Unity Party	2	11%	17	89%
Indépendantes	3	n/a	6	n/a

Source : calculs d'après BBC News⁴¹, résultats des élections

Le parti travailliste présenta toujours moins de candidat-e-s (tous genres et régions confondus), car comme il était favori dans les circonscriptions, il était donc prévisible qu'il ne remporte que peu de sièges grâce à la part de proportionnelle. En revanche, les candidat-e-s ont été présentés de telle manière que même s'il y avait moins de femmes que d'hommes sur les listes (39,3%), autant ont été élues. Évidemment, il est relativement difficile de tirer des conclusions sur seulement 4 sièges gagnés. Les libéraux-démocrates proposèrent numériquement peu de femmes au suffrage, et les nationalistes – comme dans les circonscriptions – ont sélectionné moins de femmes qu'ils ne l'avaient fait en 1999 (de 34,4% de candidates en 1999 à 24,7% en 2003). Les conservateurs restèrent parfaitement égaux à leur première posture (avec 18,1% en 1999 et 17,4% en 2003). Les deux partis marginaux qui se firent remarquer par leur présence, et même parfois une élection, ne firent aucun effort dans le sens d'une égalité homme/femme : le *Scottish People's Alliance* présenta 13,3% de femmes et les *Scottish Senior Citizens Unity Party* 10,5% (sur peu de candidats, tous genres confondus).

⁴¹ VOTE 2003 - Scottish Parliament election,

http://news.bbc.co.uk/2/shared/bsp/hi/vote2003/scottish_parliament/html/atoz.stm.

Deuxième partie : du modèle à la réalité

Tableau 5.8 bis: les candidat-e-s de régions aux élections de 2003, par parti, par région et par indicateur d'homogénéité

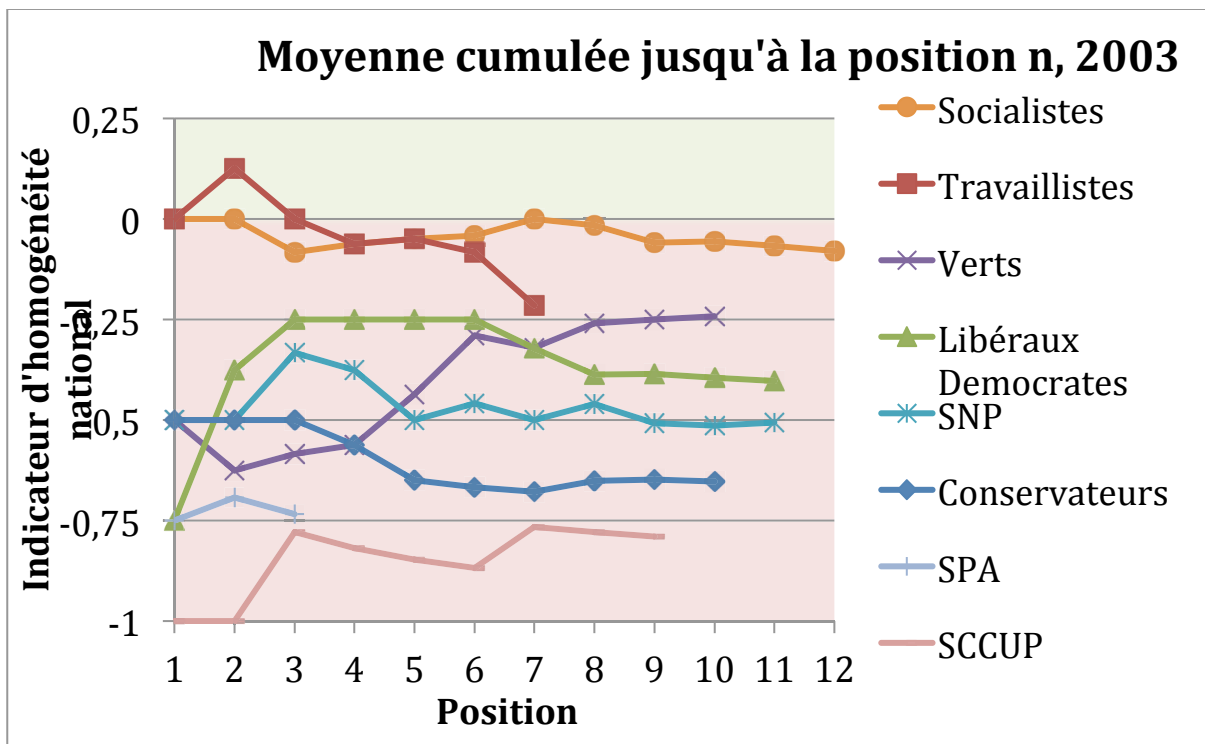
	Scottish Labour Party	Scottish Liberal Democrat Party	Scottish National Party	Scottish Conservative and Unionist Party	Scottish Green Party	Scottish Socialist Party	Scottish People's Alliance	Scottish Senior Citizens Unity Party
Central Scotland	-0,43	-0,69	-0,64	0,07	-0,87	-0,02	0,33	-0,87
Glasgow	-0,36	-0,33	-0,20	-0,64	-0,44	-0,03	-1,00	-1,00
Highlands and Islands	0,00	-0,11	-0,61	-0,61	0,13	0,00	-1,00	
Lothians	0,57	-0,39	-0,39	-0,78	-0,22	-0,35	-1,00	
Mid Scotland and Fife	-0,21	-0,36	-0,15	-1,00	-0,43	0,00	-1,00	
North East Scotland	-0,50	-0,36	-0,39	-0,64	-0,21	0,00	-0,33	
South Scotland	0,43	-0,11	-0,60	-1,00	-0,71	0,00	-1,00	
West of Scotland	-0,14	-0,21	-0,82	-0,29	-0,60	0,11	-1,00	-0,64
TOTAL	-0,08	-0,34	-0,46	-0,64	-0,33	-0,04	-0,75	-0,80

Source : d'après BBC News⁴², résultats des élections

Les indicateurs tendent à prouver que les partis les plus impliqués dans la cause paritaire restèrent les mêmes qu'en 2003, les socialistes – qui obtinrent le même score qu'aux premières élections – et les travaillistes qui s'améliorèrent un peu, passant de -0,13 à -0,08 (profitant peut-être de leur expérience de 1999 pour mieux répartir les candidat-e-s dans les régions qui leur serait plus favorables). En revanche, les nationalistes et les conservateurs creusèrent les différences entre les hommes et les femmes sur leurs listes en présentant peu de candidates et en les reléguant à des places moindres dans les listes. En effet, l'indicateur des nationalistes augmenta drastiquement en passant de -0,25 à -0,46 et les conservateurs ne présentèrent que des hommes pour la région de Mid Scotland and Fife, même si la région de Central Scotland est exemplaire.

⁴² *Ibid.*

Tableau 5.8 ter: les candidat-e-s de régions aux élections de 2003, par parti et par indicateur d'homogénéité nationale



Source : calculs d'après BBC News ⁴³, résultats des élections

En 2003 encore, les socialistes et les travaillistes produisirent des listes très équilibrées ; les autres partis en furent bien loin. Il est tout à fait possible de ne pas prendre en considération la fin des listes pour un parti comme pour l'autre, car ces candidat-e-s ne connaissaient pas de réelle chance d'être élu-e-s, les travaillistes et les socialistes en avaient conscience. Les libéraux-démocrates, même s'ils présentèrent des candidates, ne les placèrent pas en position très favorable, les verts ne firent guère mieux. Les conservateurs adoptèrent une attitude similaire à celle de 1999, en plaçant le peu de femmes qu'ils présentèrent en position éligible. Les petits partis que sont le *Scottish People's Alliance* (SPA) et le *Scottish Senior Citizens Unity Party* (SCCUP) furent les plus mauvais élèves en terme de parité, et leur score se maintint à hauteur de -0,75.

⁴³ *Ibid.*

Deuxième partie : du modèle à la réalité

1.1.2.2 – Les résultats

Tableau 5.9 : Elu-e-s au Parlement écossais en 2003

Parti	Élu-e-s de circonscriptions	% des MSP du parti	Élu-e-s de régions	% des MSP du parti	Total	% des MSP
Scottish Labour Party	46	92%	4	8%	50	38,80%
Scottish Liberal Democrats	13	76,50%	4	23,50%	17	13,20%
Scottish National Party	9	33,30%	18	66,60%	27	20,90%
Scottish Conservative and Unionist Party	3	16,70%	15	83,30%	18	13,90%
Scottish Green Party	0	0%	7	100%	7	5,40%
Scottish People's Alliance	0	n/a	0	n/a	0	0%
Scottish Socialist Party	0	0%	6	n/a	6	4,70%
Autre	2	n/a	2	n/a	4	3,10%
Total	73	n/a	56	n/a	129	n/a

Source : d'après Elections Results ⁴⁴, site du Parlement écossais

Malgré des éléments très similaires au scénario des élections précédentes, il ne faut pas sous-estimer un élément nouveau dès ce renouvellement des élus : il s'agit bien sûr de la réélection de bon nombre de MSP. Elle permet de profiter de certains acquis mais engendra aussi une difficulté masquée, la fausse impression qu'une forme de parité était acquise, et ce, pour de bon. En effet, cela s'avéra trompeur par la suite,

⁴⁴ SPICE, 1999 Election Results, *op. cit.*

Deuxième partie : du modèle à la réalité

puisque aucun effort supplémentaire ne fut fait pour conserver cette proportion de femmes élues.

Tableau 5.10: Femmes élues au Parlement écossais en 2003

Parti	Élues de circonscriptions	Élues de régions	total	% des MSP du parti	% des MSP
Scottish Labour Party	26	2	28	56	21.7
Scottish Liberal Democrat Party	2	0	2	12	1.5
Scottish National Party	3	6	9	33	7
Scottish Conservative and Unionist Party	0	4	4	22	3.1
Scottish Green Party	0	2	2	28	1.5
Scottish Socialist Party	0	4	4	67	3.1
Indépendant-e-s	1	1	2	n/a	1.5
TOTAL	32	19	51	n/a	39,5%

Source: " Election 2003 " SPICe Briefing ⁴⁵

Le taux de 39,5% de femmes élues s'explique aussi par le bon score du parti travailliste. Là encore, le parti reçut un bon soutien de l'électorat, quoique moindre par rapport à 1999, et puisqu'il avait tenu à respecter la parité à nouveau, il participa à l'élection d'un nombre non négligeable de femmes. Ainsi, le phénomène rencontré en 1999 prit davantage d'ampleur en 2003 : le parti travailliste était toujours le favori des électeurs-ices et présentait encore un équilibre entre ses élu-e-s hommes-femmes, s'intégrant ainsi parfaitement à la « nouvelle politique » ⁴⁶ qui était attendue de la part d'un nouveau parlement. En revanche, le nombre de femmes élues chez les conservateurs fut en augmentation, et ce indépendamment d'une réelle volonté politique du parti, il s'agissait davantage d'une question d'individualités. Toutefois, en ce qui concerne le parti socialiste écossais, il est intéressant de noter que 4 femmes furent élues

⁴⁵ SPICe, R. BURNSIDE, S. HERBERT, et S. CURTIS, « 2003 Election Results », *op. cit.*

⁴⁶ Cf chapitre 4.

parmi leurs 6 sièges. La totalité de leurs sièges fut gagnée dans des régions, et donc grâce à la liste de membres additionnels. Bien qu'il soit difficile de tirer des conclusions solides sur des statistiques aussi restreintes, il ne faut pourtant pas y voir une coïncidence, car le parti était et est engagé dans la cause du 50/50. Sans surprise, puisqu'il avait sélectionné moins de femmes qu'en 1999, le parti nationaliste envoya moins d'élues au parlement en 2003 (avec une baisse de 42,8% à 33%). En revanche, le taux de représentation féminine s'effondra chez les libéraux-démocrates, qui bien qu'en envoyant le même nombre de MSP à Holyrood, virent le taux chuter de 41,2% à 12%. Ceci s'explique notamment mathématiquement par la taille très modeste de l'échantillon analysé : une moindre modification sur un groupe de 17 élu-e-s fait évidemment changer les proportions drastiquement.

Il faut noter le cas particulier de Jean Turner, élue dans la circonscription de Strathkelvin and Bearsden, seule candidate indépendante à être élue dans une circonscription, tout en étant la seule femme à se présenter sans l'étiquette d'un parti. Elle avait obtenu un soutien certain (deuxième avec 18% des voix) à l'élection partielle de 2001 et confirmé celui-ci aux élections législatives suivantes (il n'a pas été réitéré en 2007 cependant, puisqu'elle a perdu son siège au profit du candidat travailliste).

1.2 - Le recul de 2007

1.2.1 – Les candidat-e-s

Tableau 5.11: nombre de candidat-e-s dans les circonscriptions aux élections de 2007, par genre et par parti : candidat-e-s et pourcentages de femmes ou hommes par rapport au total

	Femmes		Hommes	
	nombre de candidates	%	nombre de candidats	%
Scottish Labour Party	33	45%	40	55%
Scottish Liberal Democrat Party	23	32%	50	68%
Scottish National Party	24	33%	49	67%
Scottish Conservative and Unionist Party	18	25%	55	75%
Scottish Green Party	0	n/a	0	n/a
Scottish Socialist Party	0	n/a	0	n/a
Indépendantes	2	n/a	17	n/a
Autres	4	n/a	18	n/a

Source : calculs d’après Elections Results⁴⁷, site du Parlement écossais

En 2007, à première vue, les partis présentèrent à nouveau autant d’hommes et de femmes dans les circonscriptions qu’ils l’avaient fait jusqu’alors. Il y a peu de différences notables, la proportion est davantage en défaveur des femmes chez les travaillistes (retour au niveau de 1999) et les libéraux-démocrates cette fois-ci. En effet, il n’était plus question de l’accord électoral inter-partisan et les deux partis profitèrent simplement de l’élan insufflé par celui-ci lors des élections précédentes, sans pour autant réinstaurer de règle stricte. Le parti nationaliste offrait davantage de femmes à la sélection de l’électorat, mais pas nécessairement dans les circonscriptions acquises au parti. Les conservateurs ne semblent avoir fait aucun effort sur le recrutement de

⁴⁷ SPICE, 2007 Election Results, <http://www.scottish.parliament.uk/msps/19169.aspx>, consulté le 4 octobre 2013.

Deuxième partie : du modèle à la réalité

candidates pour les circonscriptions, mais cela n'apparaît pas lors de l'étude du nombre d'élus car très peu de conservateurs-trices sont élus-es dans une circonscription. Les indépendants et membres de partis mineurs restent très majoritairement des hommes.

Tableau 5.12: les candidat-e-s de régions aux élections de 2007, par genre et par parti : candidat-e-s et pourcentages de femmes ou hommes par rapport au total

	Femmes		Hommes	
	nombre de candidates	%	nombre de candidats	%
Scottish Labour Party	23	43%	30	57%
Scottish Liberal Democrat Party	23	39%	36	61%
Scottish National Party	22	31%	48	69%
Scottish Conservative and Unionist Party	17	29%	42	71%
Scottish Green Party	23	47%	26	53%
Scottish Socialist Party	26	49%	27	51%
Scottish Senior Citizens Unity Party	11	22%	40	78%

Source : calculs d'après Elections Results ⁴⁸, site du Parlement écossais

Par rapport à 2003, tous les partis améliorèrent l'écart entre le nombre de candidats et de candidates, et ce de manière notable, surtout chez les conservateurs qui portaient d'un taux très bas auparavant. Les socialistes (49,1%) et les verts (46,9%) s'approchèrent très nettement de la parité, en terme de nombres bruts. Les travaillistes remontèrent de quelques points (43,4%) et les libéraux-démocrates presque une dizaine (39%). Une fois encore, le nombre d'élus-e-s reste plus parlant, car l'agencement des noms prend une importance toute particulière et enfin (et cela est vrai surtout pour le parti nationaliste), l'inscription sur les listes de régions de candidat-e-s qui ont de réelles chances d'être élu-e-s dans les circonscriptions peut fausser une première interprétation.

⁴⁸ 2007 Election Results, <http://www.scottish.parliament.uk/msps/19169.aspx>, aussi corroboré par SCOTTISH CONSERVATIVE AND UNIONIST PARTY, « 2007 SP Regional Candidates ».

Deuxième partie : du modèle à la réalité

Tableau 5.12 bis: les candidat-e-s de régions aux élections de 2007, par parti, par région et par indicateur d'homogénéité

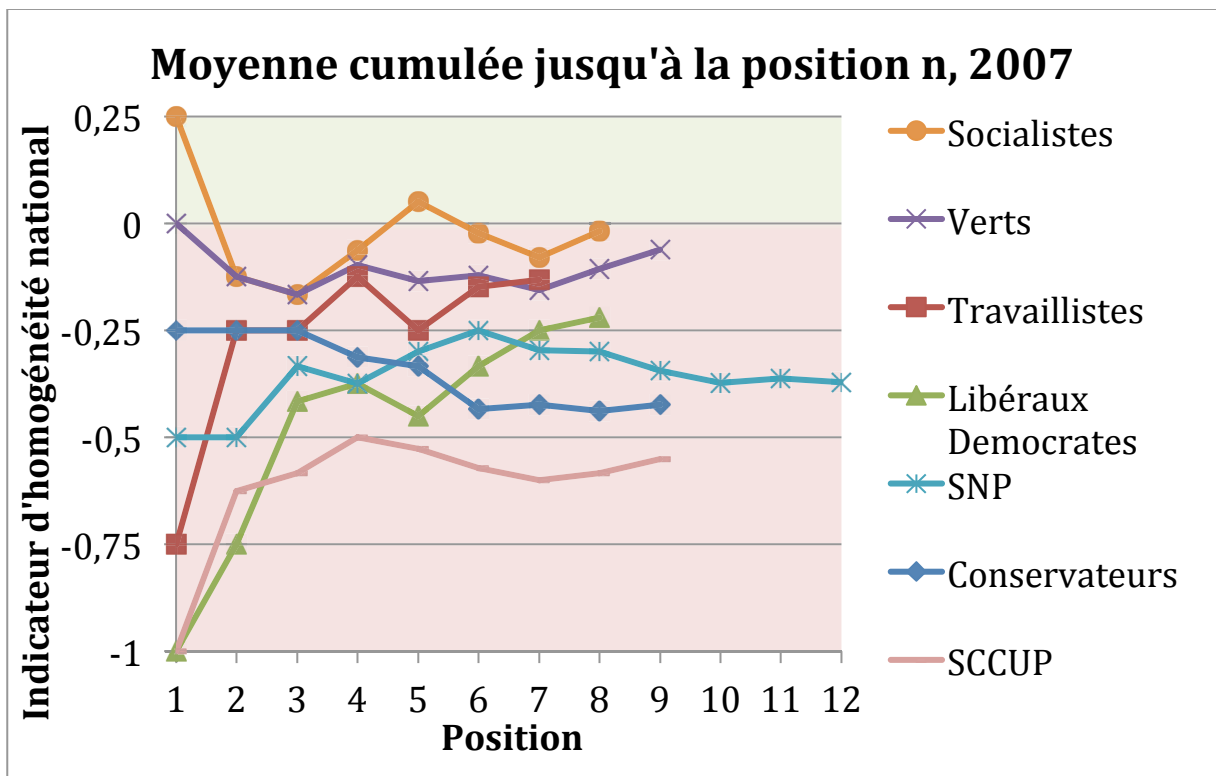
	Scottish Labour Party	Scottish Liberal Democrat Party	Scottish National Party	Scottish Conservative and Unionist Party	Scottish Green Party	Scottish Socialist Party	Scottish Senior Citizens Unity Party
Central Scotland	-0,07	-0,71	-0,28	-0,07	-0,20	0,00	-0,72
Glasgow	-0,62	-0,14	-0,02	0,00	-0,24	0,00	-0,33
Highlands and Islands	-0,14	-0,14	-0,81	-0,22	0,20	-0,60	-0,80
Lothians	-0,60	-0,50	-0,24	-0,67	-0,56	0,07	-0,47
Mid Scotland and Fife	-0,14	-0,57	-0,39	-0,61	-0,07	0,07	-0,51
North East Scotland	-0,14	-0,67	-0,60	-0,42	0,33	0,00	-1,00
South Scotland	0,14	-0,28	-0,24	-0,64	-0,14	0,00	-0,61
West of Scotland	-0,07	-0,14	-0,54	-0,14	0,00	0,00	-0,14
TOTAL	-0,17	-0,40	-0,34	-0,38	-0,21	-0,03	-0,54

Source : d'après Elections Results ⁴⁹, site du Parlement écossais

En 2003 encore une fois, les bons élèves étaient les partis travailliste et socialiste, même si les travaillistes s'éloignèrent de la parité (les socialistes sont non seulement paritaires mais constants au fil des élections). En revanche, les verts avaient beau offrir au scrutin un nombre quasi égal de candidates et de candidats (46,9% et 53,1%), la répartition ne joua pas en faveur des femmes puisque l'on obtient un indicateur de -0,21. Une fois encore, le Scottish Senior Citizens Unity Party se démarqua par une très forte proportion d'hommes au sein de ses listes, mais son influence sur la société écossaise reste limitée, ce qui n'est pas vrai des partis nationaliste et dans une moindre mesure libéral-démocrate (qui lui accrut sa différence hommes-femmes).

⁴⁹ « 2007 Election Results », *op. cit.*, aussi corroboré par SCOTTISH CONSERVATIVE AND UNIONIST PARTY, « 2007 SP Regional Candidates », *op. cit.*

Tableau 5.12 bis: les candidat-e-s de régions aux élections de 2007, par parti et par indicateur d'homogénéité nationale



Source : d'après Elections Results⁵⁰, site du Parlement écossais

En 2007, certaines différences s'amorcèrent dans les stratégies des partis, elles n'affectèrent pas les socialistes, qui restèrent proches d'une parité, à l'exception d'une variation entre les trois premières positions (à l'avantage des femmes). Les verts avaient mis en place une politique qui leur permit de présenter autant de têtes de listes hommes que femmes : ils savaient qu'ils ne pouvaient compter pratiquement que sur les premiers-ères candidat-e-s, mais cela ne les empêcha pas d'être proche d'une parité de manière globale. La courbe des candidat-e-s travaillistes s'éloigne d'avantage de la parité que lors des deux premières élections : ils s'en approchèrent mais les têtes de listes furent quasiment toutes masculines. Les conservateurs gardèrent une courbe similaire à 1999 et 2003, mais un peu plus paritaire.

⁵⁰ « 2007 Election Results », *op. cit.*, aussi corroboré par SCOTTISH CONSERVATIVE AND UNIONIST PARTY, « 2007 SP Regional Candidates », *op. cit.*

1.2.2 – Les élu-e-s

Tableau 5.13: Élu-e-s au Parlement écossais en 2007

Parti	Élu-e-s de circonscriptions	% des MSP du parti	Élu-e-s de régions	% des MSP du parti	Total	% des MSP
Scottish Labour Party	37	80,40%	9	19,60%	46	35,70%
Scottish Liberal Democrats	11	68,80%	5	31,20%	16	12,40%
Scottish National Party	21	44,70%	26	53,30%	47	36,40%
Scottish Conservative and Unionist Party	4	23,50%	13	74,50%	17	13,20%
Scottish Green Party	0	0%	2	100%	2	1,50%
Scottish Socialist Party	0	n/a	0	n/a	0	0%
Indépendant-e-s	0	n/a	1	n/a	1	0,80%
Total	73	n/a	56	n/a	129	n/a

Source : d'après Elections Results ⁵¹

Pour la première fois, les nationalistes arrivèrent donc en tête avec 47 élu-e-s, même si l'avance sur les travaillistes fut courte et que l'accord avec les libéraux-démocrates ne fut finalement pas trouvé. C'est ainsi qu'en 2007, l'Écosse connut la formation de son premier gouvernement (minoritaire) nationaliste. Les nationalistes furent cependant encore majoritairement élu-e-s dans les régions, par

⁵¹ « 2007 Election Results », *op. cit.*

Deuxième partie : du modèle à la réalité

opposition aux travaillistes qui gagnèrent encore la moitié des circonscriptions (37 sur 73).

Ce tableau permet quelques premières conclusions : tout d'abord, il illustre bel et bien le fait que les mesures de 1999 ne furent pas reprises : les efforts de sélection de candidates ne furent pas maintenus. Or, la réélection des députées anciennement élues ne suffisait plus, d'autant que certaines avaient quitté la vie politique. Enfin, la percée du SNP ne garantit pas de faire une place aux femmes puisqu'il n'est pas dans la tradition du parti d'instaurer des quotas ou autre mesures interventionnistes dans les listes proposées au scrutin.

Tableau 5.14: Femmes élues au Parlement écossais en 2007

Parti	Élues de circonscriptions	Élues de régions	Total	% des MSP du parti	% des MSP
Scottish Labour Party	21	3	23	50%	18,6%
Scottish Liberal Democrat Party	1	1	2	12,5%	1,5%
Scottish National Party	4	8	12	26%	10,1%
Scottish Conservative Party	0	5	5	29,4%	3,9%
Scottish Green Party	0	0	0	0%	0%
Indépendantes	0	1	1	n/a	0,8%
TOTAL	26	19	43	n/a	33,3%

Source: " Election 2007 ", SPICe Briefing et BBC News ⁵²

La chute du taux de femmes élues à Holyrood entre les élections de 2003 (39,5%) et 2007 (33,3%) fut une conséquence d'un choix partisan de l'électorat. Comme le

⁵² HERBERT S., R. BURNSIDE, M. EARLE, T. EDWARDS, T. FOLEY, et I. MCIVER, « *Election 2007* », *SPICe Briefing, op. cit.* ; *BBC News: Scottish Elections 2007*, http://news.bbc.co.uk/2/shared/vote2007/scottish_parliament/html/scoreboard_99999.stm.

montrent Joyce McMillan et Ruth Fox, en choisissant un parti plutôt qu'un autre, l'électorat choisissait d'élire plus ou moins de femmes :

In neither of the two legislatures did gender balance happen by accident. The electoral success of women in both legislatures was intertwined with the electoral success of the Labour Party at the dawn of devolution, especially in Scotland, as it was Labour that led the way in introducing positive action measures to increase the number of women candidates in winnable seats ⁵³.

En effet, en 2003, le SNP n'a pas proposé autant de candidates qu'en 1999, ce qui a d'ailleurs poussé la parlementaire Margo MacDonald à se présenter en tant qu'indépendante aux élections de 2003 (en ayant quitté le parti dès la fin de son premier mandat). Ainsi, en votant nationaliste, l'électorat se privait, indirectement, d'une plus grande représentation féminine. Pourtant le SNP amorçait une avancée électorale qui semblait annonciatrice de sa réelle victoire de 2011, puisqu'il obtint suffisamment de sièges pour composer un gouvernement minoritaire (n'ayant pas convaincu les libéraux-démocrates de former une coalition). Cependant, dans de nombreuses circonscriptions cette poussée des nationalistes ne suffit pas à déjouer le « piège » du scrutin uninominal à un tour et à majorité simple, qui joua encore en la faveur des travaillistes. En revanche, le parti travailliste, même sans avoir l'accord électoral comme ligne directrice, est toujours un parti qui promeut une vision égalitaire entre les genres et vit ainsi 50% de députées élues.

Ainsi, de manière générale, les conclusions qui peuvent être tirées des trois élections concernent le mode de scrutin. La part de proportionnalité dans les votes de région devait permettre l'élection d'un plus grand nombre de femmes représentantes que dans les circonscriptions. Or il ressort des trois élections au parlement écossais ayant eu lieu dans la première décennie du Parlement que, contrairement aux prévisions, les femmes ont moins de chances d'être élues dans les régions, sur les listes de membres additionnels (56 sièges, soit 7 élu-e-s pour chacune des 8 régions), que dans les circonscriptions au scrutin uninominal à un tour et à majorité simple (qui offrent un plus

⁵³ McMILLAN J. et R. FOX, *Has Devolution Delivered for Women?*, Hansard Society and British Council Scotland, 2010, p. 9.

grand nombre de sièges à pourvoir, soit 73). En effet, en 1999 et 2003 la proportion de femmes élues dans les circonscriptions fut de 39,7% puis 43,8% alors qu'elle ne fut que de 32% et 33,9% dans les régions. En 2007, cette dichotomie fut plus équilibrée (avec 35,6% en circonscriptions et 33,9 % en régions). La prédiction qui voulait que les femmes soient plus facilement élues sur les listes de région s'est avérée uniquement pour le parti conservateur, qui gagne ses sièges principalement dans les régions (et totalement en ce qui concerne les sièges gagnés par des femmes). Les partis les plus marginaux ne peuvent gagner que très peu de sièges dans les circonscriptions, et les régions sont bel et bien là pour leur permettre une représentation plus fidèle au nombre de voix exprimées en leur faveur. Ainsi, les deux sièges gagnés par les verts en 2007 le furent dans des régions, et il ne faut pas nécessairement voir dans l'absence de femme élue pour ce parti un désintérêt pour l'égalité homme/femme mais une conséquence d'un faible soutien de l'électorat au parti dans son ensemble (avec autour de 4% des voix).

De plus, si le taux de femmes élues au parlement reste au-delà du seuil d'un tiers, il ne faut pas s'empresse d'y voir une possible qualité intrinsèque du parlement ou de son système électoral. En effet, parmi les représentantes des deuxième et troisième législatures, 39 étaient des élues sortantes (qui avaient pu profiter d'un premier engouement de leur parti pour la parité lors des premières élections législatives écossaises). Elles furent 39 des 44 élues aux premières élections à retrouver leur siège lors des deux législatures suivantes. Les mesures mises en place lors des premières élections par les partis les plus soutenus par l'électorat ont donc profité aux deux élections suivantes, même si l'on peut déjà voir un début d'essoufflement en 2007. L'organisation *Engender* a même lancé une alerte en 2007 en s'appuyant sur le travail mené à l'université d'Édimbourg⁵⁴ avec le communiqué de presse suivant :

« Where are the Women? Historic election returns men in grey suits. »

Alex Salmond may have declared that a "wind of change" is blowing through Scottish politics - but it looks suspiciously like a return to politics by men in grey suits.

⁵⁴ Fiona MACKAY et Meryl KENNY, « Women's Representation in the 2007 Scottish Parliament: Temporary Setback or Return to the Norm? », *Scottish Affairs*, 2007, 60 - Été 2007, p. 80-93.

The women's organisation ENGENDER has warned that one of the consequences of the SNP's historic victory has been the first drop in the number of female MSPs since the creation of the new parliament in 1999⁵⁵.

L'attaque de l'organisme contre le parti nationaliste est claire, la progression du soutien nationaliste dans l'électorat écossais est une fâcheuse nouvelle pour celles et ceux qui croient en la nécessité d'avoir un parlement représentatif en terme de genre. Il poursuit ainsi :

Engender asked the parties to take action to promote gender balance in candidate selection last year. However analysis by Dr Fiona Mackay and Meryl Kenny, political scientists at the University of Edinburgh, shows that most parties did little or nothing to promote gender parity in candidate selection. And, where they did, women candidates were generally placed in unfavourable positions⁵⁶.

Mais le SNP n'est pas le seul, en effet, dès 2007 il apparaît clairement que les partis écossais ont un mode de fonctionnement pour les élections législatives écossaises qui ne diffère que peu de celui des élections britanniques, notamment, puisqu'ils ne prêtent dorénavant que peu attention à la sélection de leurs candidat-e-s et peu importe que cela mène à l'élection « d'hommes en costumes gris ».

1.3 – Bilan

L'étude des résultats des élections de 1999, 2003 et 2007 laisse voir un bilan en demi-teinte, car elle tendrait vers la conclusion qu'il n'existe pas de parité intrinsèque à la structure même du parlement, et qu'elle reste à défendre grâce à des choix électoraux. Ainsi, trois points sont à souligner.

Tout d'abord, l'engouement premier a poussé certains partis à s'engager, du moins au début, à utiliser des méthodes dites de « discrimination positive » comme des quotas. Cependant, il semblerait que la parité ne sera pas atteinte dans un futur proche

⁵⁵ *Where Are The Women? Historic Elections Return Men In Grey Suits.* ,

⁵⁶ *Ibid.*

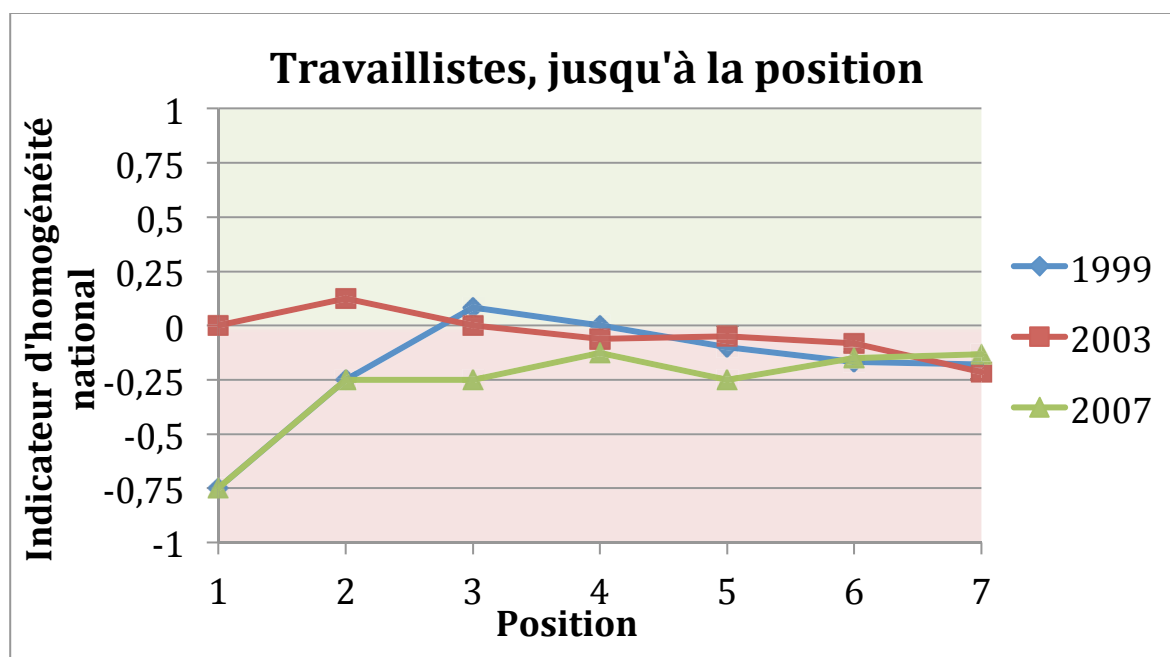
non plus, car les partis ne semblent pas s'engager à mettre en œuvre des mesures la favorisant pour la campagne à venir. La plupart reste hostile à ce type « d'intrusion » dans le processus de sélection des candidats. Les élus parlent d'encouragement des candidates potentielles et de figures fortes qui jouent le rôle de modèles⁵⁷. Seuls les verts⁵⁸ et les travaillistes jugent nécessaire de mettre en place des quotas afin de s'assurer que les chiffres reflètent leurs idéaux (et certains à l'intérieur des partis le contestent même, tout du moins 15 ans après l'instauration du Parlement⁵⁹). Cela se reflète plus ou moins dans les choix opérés au niveau de la sélection des candidats, comme l'illustrent les figures suivantes.

⁵⁷ Cf Annexe 4, voir par exemple : WHITE S., « Entretien », *op. cit.* ; HYSLOP F., « Entretien écrit », *op. cit.* ; FRASER M., « Entretien avec Murdo Fraser, député conservateur au Parlement écossais pour la région de Mid Scotland and Fife » ; BUCHANAN C., « Entretien avec Cameron Buchanan, député conservateur au Parlement écossais pour la région de Lothian ».

⁵⁸ Cf Annexe 4 : HARVIE P., « Entretien », *op. cit.*

⁵⁹ Cf Annexe 4 : MALIK H., « Entretien avec Hamzala Malik, député travailliste au Parlement écossais pour la région de Glasgow ». Et dans une moindre mesure : FINDLAY N., « Entretien ».

Tableau 5.15: les candidat-e-s travaillistes de régions aux élections de 1999, 2003 et 2007, par indicateur d'homogénéité nationale



Sources : d'après Elections Results ⁶⁰, site du Parlement écossais, listes des candidat-e-s des partis⁶¹, Election Demon ⁶², d'après BBC News ⁶³, résultats des élections et d'après Elections Results ⁶⁴, site du Parlement écossais

Ces graphiques récapitulatifs permettent de mettre en perspectives les trois élections et huit ans donnés à étudier. Par exemple, pour les travaillistes, l'année la plus paritaire en terme de listes de régions aura été 2003 : il y a eu égalité parfaite entre femmes et hommes pour les têtes de listes et un bon équilibre pour les places suivantes, sauf pour la septième et dernière place (les travaillistes ont présenté sept candidats dans toutes les régions) qui n'influe pas sur le résultat des élections. Lors des autres élections, les places les plus importantes, notamment la première, ont majoritairement

⁶⁰ SPICE, *1999 Election Results*, *op. cit.*

⁶¹ SCOTTISH GREENPARTY, « Full list of Scottish Green party regional candidates for the 1999 Holyrood election », *op. cit.*, SCOTTISH CONSERVATIVE AND UNIONIST PARTY, « List of the Conservative Regional Candidates for the 1999 elections by Region », *op. cit.*

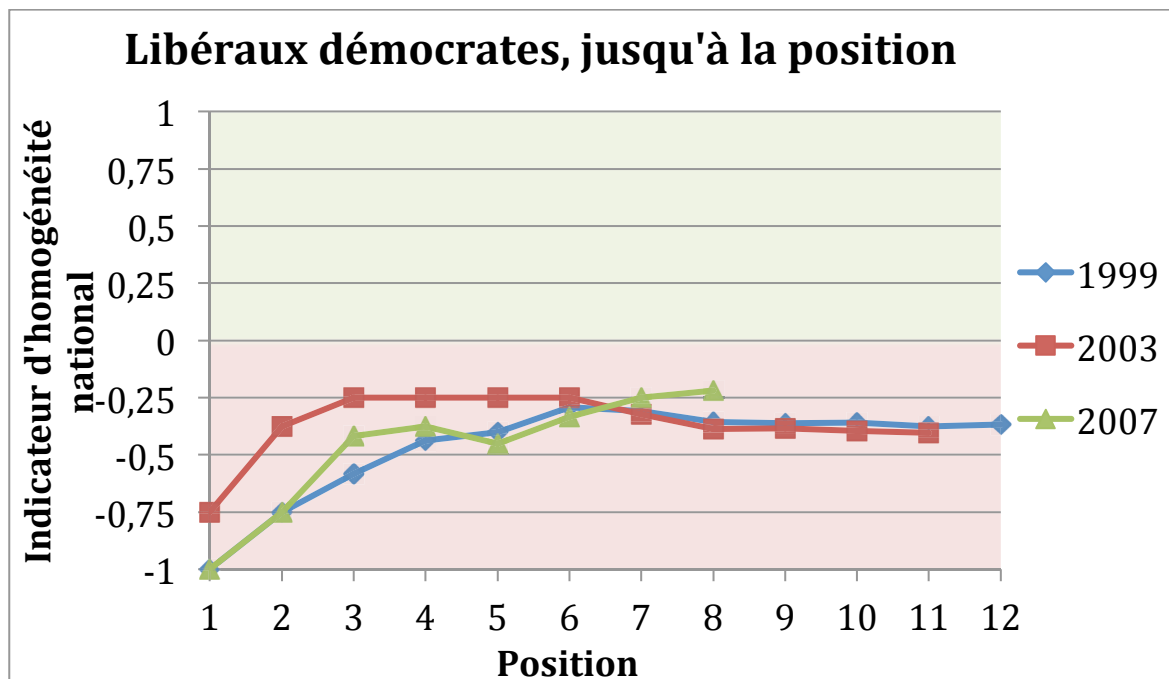
⁶² BOOTHROYD D., « Scottish Parliamentary Candidates 1999 », *op. cit.*

⁶³ « VOTE 2003 - Scottish Parliament election », *op. cit.*

⁶⁴ « 2007 Election Results », *op. cit.*, aussi corroboré par SCOTTISH CONSERVATIVE AND UNIONIST PARTY, « 2007 SP Regional Candidates », *op. cit.*

été attribuées à des hommes : le score de -0,75 pour la première place indiquant sept hommes pour une femme.

Tableau 5.16: les candidat-e-s libéraux-démocrates de régions aux élections de 1999, 2003 et 2007, par indicateur d'homogénéité nationale



Sources : d'après Elections Results ⁶⁵, site du Parlement écossais, listes des candidat-e-s des partis⁶⁶, Election Demon ⁶⁷, d'après BBC News ⁶⁸, résultats des élections et d'après Elections Results ⁶⁹, site du Parlement écossais

Le graphique illustre le désintérêt libéral-démocrate pour l'intrusion dans la sélection des candidats : les têtes de listes sont presque toujours des hommes (une seule femme est tête de liste en trois élections) et par la suite, les listes tendent un peu vers l'équilibre, sans pour autant l'atteindre, et ce pour les trois élections.

⁶⁵ SPICE, 1999 Election Results, *op. cit.*

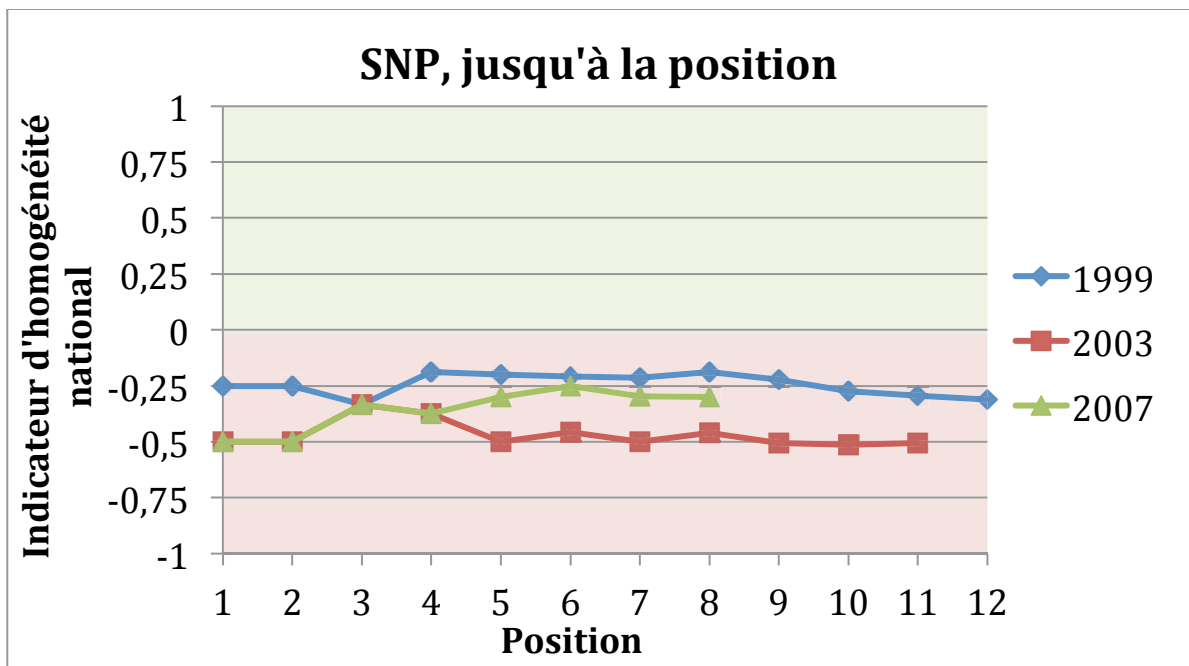
⁶⁶ SCOTTISH GREENPARTY, « Full list of Scottish Green party regional candidates for the 1999 Holyrood election », *op. cit.*, SCOTTISH CONSERVATIVE AND UNIONIST PARTY, « List of the Conservative Regional Candidates for the 1999 elections by Region », *op. cit.*

⁶⁷ BOOTHROYD D., « Scottish Parliamentary Candidates 1999 », *op. cit.*

⁶⁸ « VOTE 2003 - Scottish Parliament election », *op. cit.*

⁶⁹ « 2007 Election Results », *op. cit.*, aussi corroboré par SCOTTISH CONSERVATIVE AND UNIONIST PARTY, « 2007 SP Regional Candidates », *op. cit.*

Tableau 5.17: les candidat-e-s nationalistes de régions aux élections de 1999, 2003 et 2007, par indicateur d'homogénéité nationale



Sources : d'après Elections Results ⁷⁰, site du Parlement écossais, listes des candidat-e-s des partis⁷¹, Election Demon ⁷², d'après BBC News ⁷³, résultats des élections et d'après Elections Results ⁷⁴, site du Parlement écossais

Le parti nationaliste propose des résultats intéressants en cela que ses listes sont très constantes, mais loin de la parité. Cela montre une absence de politique de quotas ; le peu de femmes sélectionnées l'est à des places aléatoires. Une des complications à l'interprétation est le fait que le SNP a présenté beaucoup de candidat-e-s et certain-e-s d'entre eux-elles étaient aussi candidat-e-s dans les circonscriptions (ces candidat-e-s étaient positionné-e-s relativement en début de listes).

⁷⁰ SPICE, *1999 Election Results*, *op. cit.*

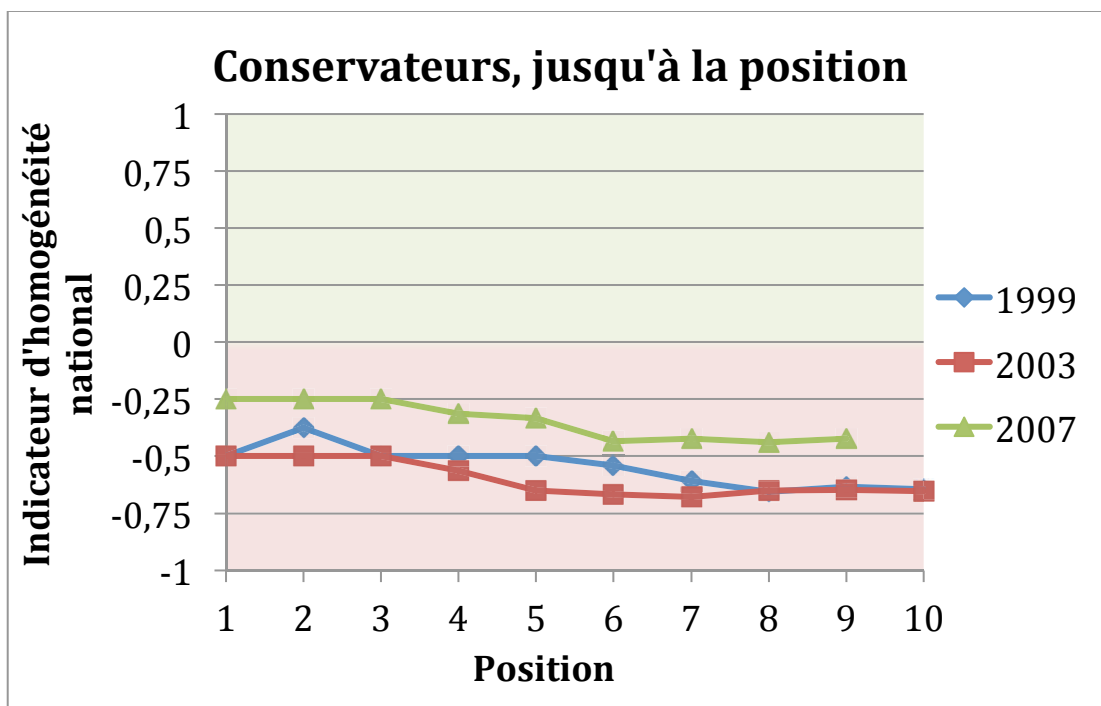
⁷¹ SCOTTISH GREENPARTY, « Full list of Scottish Green party regional candidates for the 1999 Holyrood election », *op. cit.*, SCOTTISH CONSERVATIVE AND UNIONIST PARTY, « List of the Conservative Regional Candidates for the 1999 elections by Region », *op. cit.*

⁷² BOOTHROYD D., « Scottish Parliamentary Candidates 1999 », *op. cit.*

⁷³ « VOTE 2003 - Scottish Parliament election », *op. cit.*

⁷⁴ « 2007 Election Results », *op. cit.*, aussi corroboré par SCOTTISH CONSERVATIVE AND UNIONIST PARTY, « 2007 SP Regional Candidates », *op. cit.*

Tableau 5.18: les candidat-e-s conservateurs de régions aux élections de 1999, 2003 et 2007, par indicateur d'homogénéité nationale



Sources : d'après Elections Results ⁷⁵, site du Parlement écossais, listes des candidat-e-s des partis⁷⁶, Election Demon ⁷⁷, d'après BBC News ⁷⁸, résultats des élections et d'après Elections Results ⁷⁹, site du Parlement écossais

Les conservateurs présentent des courbes relativement similaires à celles du SNP. Il est intéressant de noter que ces deux partis refusent l'interventionnisme et se justifient en citant des figures de proue féminines. Pourtant, les électeurs-trices votent ici pour une liste, voire en fonction de la tête de liste, mais pas pour un-e candidat-e placé-e quatrième ou cinquième sur une liste ; simplement espérer que des femmes charismatiques se proposeront et seront élues est insuffisant pour qui souhaite un équilibre entre les élu-e-s. Une différence notable entre conservateurs et nationalistes est

⁷⁵ SPICE, *1999 Election Results*, *op. cit.*

⁷⁶ SCOTTISH GREENPARTY, « Full list of Scottish Green party regional candidates for the 1999 Holyrood election », *op. cit.*, SCOTTISH CONSERVATIVE AND UNIONIST PARTY, « List of the Conservative Regional Candidates for the 1999 elections by Region », *op. cit.*

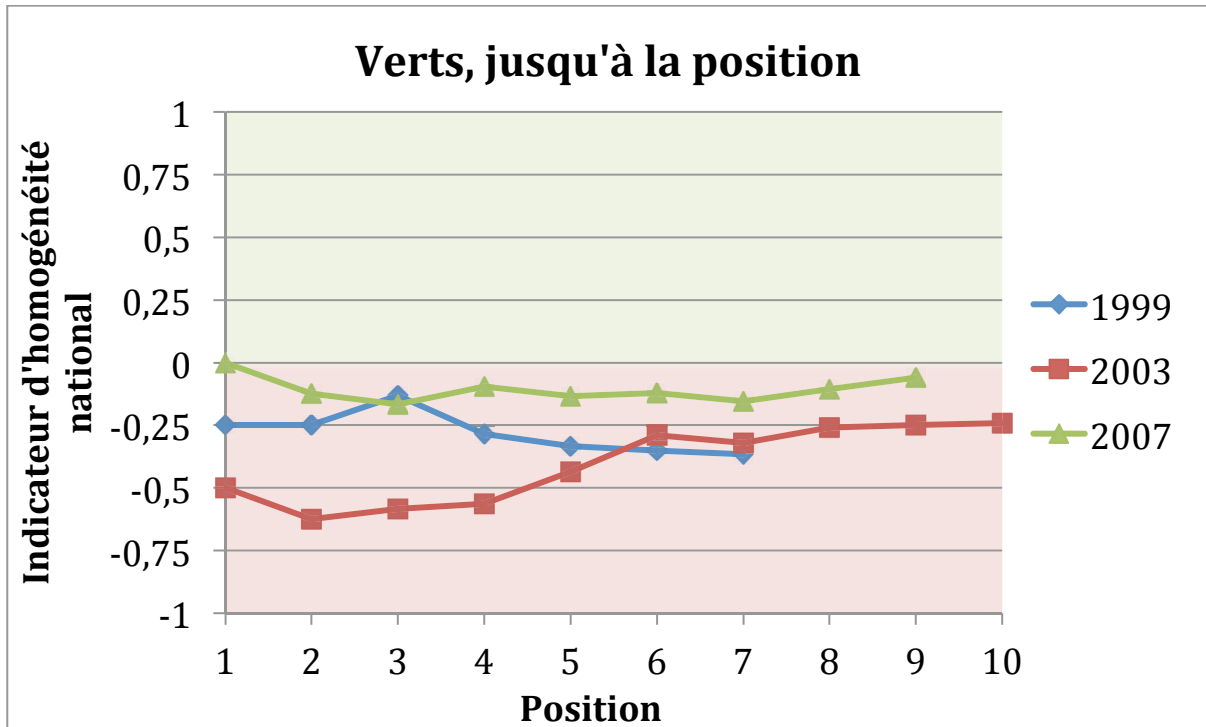
⁷⁷ BOOTHROYD D., « Scottish Parliamentary Candidates 1999 », *op. cit.*

⁷⁸ « VOTE 2003 - Scottish Parliament election », *op. cit.*

⁷⁹ « 2007 Election Results », *op. cit.*, aussi corroboré par SCOTTISH CONSERVATIVE AND UNIONIST PARTY, « 2007 SP Regional Candidates », *op. cit.*

la capacité des conservateurs à bien placer le peu de femmes candidates qu'ils-elles présentent.

Tableau 5.19: les candidat-e-s verts de régions aux élections de 1999, 2003 et 2007, par indicateur d'homogénéité nationale



Sources : d'après Elections Results ⁸⁰, site du Parlement écossais, listes des candidat-e-s des partis⁸¹, Election Demon ⁸², d'après BBC News ⁸³, résultats des élections et d'après Elections Results ⁸⁴, site du Parlement écossais

Une fois encore, le graphique permet de mettre en évidence un choix délibéré opéré par les verts à partir de 2007 (et qui sera encore en place pour les prochaines élections au Parlement écossais en 2016 ⁸⁵) : le couplage de régions (selon leur potentiel

⁸⁰ SPICE, *1999 Election Results*, *op. cit.*

⁸¹ SCOTTISH GREENPARTY, « Full list of Scottish Green party regional candidates for the 1999 Holyrood election », *op. cit.*, SCOTTISH CONSERVATIVE AND UNIONIST PARTY, « List of the Conservative Regional Candidates for the 1999 elections by Region », *op. cit.*

⁸² BOOTHROYD D., « Scottish Parliamentary Candidates 1999 », *op. cit.*

⁸³ « VOTE 2003 - Scottish Parliament election », *op. cit.*

⁸⁴ « 2007 Election Results », *op. cit.*, aussi corroboré par SCOTTISH CONSERVATIVE AND UNIONIST PARTY, « 2007 SP Regional Candidates », *op. cit.*

⁸⁵ HARVIE P., « Entretien », *op. cit.*

à voir un-e candidat-e élu-e), ce qui fait que les verts ont présenté quatre têtes de listes hommes et quatre femmes en 2007. Ce n'était pas le cas auparavant, mais les courbes justifient malgré cela d'un certain équilibre homme/femme, souhaité par ce parti qui pourtant ne remporte que peu des suffrages populaires.

De plus, le parlement bien que ne présentant pas une structure qui assurerait de manière certaine la parité en son sein, reste tout de même un modèle, ne serait-ce qu'en ce qui concerne une représentation substantielle des femmes pour le reste de la vie politique écossaise voire même britannique, puisque seulement 22% des MP élus à Westminster le 6 mai 2010 sont des femmes, et que malgré une réforme du mode de scrutin en 2007, les collectivités locales demeurent fortement masculines⁸⁶. L'attention a été portée sur la politique nationale, et détournée des instances politiques plus proches des citoyens.

Enfin, il est malgré tout nécessaire de souligner l'impact positif qu'a eu la présence d'un tiers de femmes dans le nouveau parlement. En effet, le seuil critique de 30-35% ainsi qu'un premier élan ont bien permis de prendre des mesures novatrices et symboliques, qu'un parlement moins féminin tel que Westminster n'a mis en œuvre que plus tard⁸⁷. Il s'agit là d'une mise en œuvre de la représentation substantive, c'est-à-dire que la présence substantielle de femmes dans l'instance politique qu'est Holyrood permet d'aborder des sujets qui ne le sont pas encore à Westminster, puisque des femmes sont a priori plus à même de soulever des problèmes qui touchent des femmes, c'est ce que nous nous proposons d'étudier par la suite.

2 – Qui sont les élu-e-s ?

Une autre mise en garde s'impose, car la présence numérique de femmes dans le Parlement écossais ne signifie pas pour autant un renversement des valeurs de référence des député-e-s. Un regard critique porté sur les entretiens vidéos de chaque élu-e-s

⁸⁶ Cf Chapitre 6 : 2.2.1.

⁸⁷ Cf Chapitre 6.

proposée par le Parlement sur son site internet permet de voir que respectivement quatre et huit ans après l'accession au Parlement d'un tiers de femmes, l'atmosphère qui y règne reste teintée d'un certain machisme⁸⁸. Il apparaît du moins qu'en ce qui concerne les réponses des élu-e-s, il existe une grande dichotomie entre des domaines associées aux hommes et d'autres associées aux femmes. Cela est peut-être d'ailleurs explicable par une volonté des élu-e-s de se montrer proches et semblables à leurs électeurs-trices. Pour illustration, lorsque l'on demande aux MSP de la troisième législature quels sont les domaines qui les intéressent en dehors du champ de la politique, les réponses sont très variées, et ce indépendamment du sexe de l'élu-e (lecture, cinéma, famille, cyclisme, randonnée), mais un nombre conséquent d'hommes répondent le football – sport qui, en Écosse notamment, évoque un milieu qui se veut largement masculin et qui est médiatisé comme tel. En ce qui concerne ceux du deuxième Parlement, l'échantillon des parlementaires interrogé-e-s est détaillé ci-dessous.

2.1 – Le genre des élu-e-s de 2003 en fonction de :

Il est question ici d'une approche sociologique des élu-e-s grâce à une étude quantitative des MSP de la deuxième législature, celle qui se caractérise notamment par sa proportion record de femmes élues (39,5%). Leurs caractéristiques sont étudiées sous le prisme tout d'abord de leur parti, mais aussi de leur âge, et de leur origine professionnelle et sociale, dans un premier temps (dans un second, il sera question de leurs centres d'intérêt et de leurs motivations).

2.1.1 – Leur parti :

⁸⁸ Cf Chapitre 6 : 1.2.1.

Le tableau suivant identifie l'échantillon proposé par les vidéos mises en lignes lors de la seconde législature du Parlement ⁸⁹. Il atteint un total de 130 MSP car il n'est pas le reflet d'un moment donné dans le Parlement, mais plutôt des élu-e-s qui ont siégé au Parlement toute la législature ou qui l'ont été même pendant une période seulement. Seulement deux travaillistes (un homme et une femme) et un libéral-démocrate n'ont pas pu ou voulu se prêter au jeu du questionnaire.

Tableau 5.20: les élus du Parlement écossais en 2003 par parti et par genre

Partis	Hommes	Femmes
Scottish Labour Party	22	26
Scottish Liberal Democrat Party	15	2
Scottish National Party	15	11
Scottish Conservative and Unionist Party	16	4
Scottish Green Party	5	2
Scottish Socialist Party	2	4
Senior Citizens Unity Party	1	0
Independent	2	2
Presiding Officer	1	0
TOTAL	79	51

Source : d'après Election 2003, SPICe briefing, site du Parlement écossais ⁹⁰

Le total atteint plus de 129 (le nombre de MSP à siéger au Parlement à un moment donné) car certains ont quitté le parlement et d'autres ont été élus lors d'élections partielles. La répartition par parti et par genre a été analysée précédemment, dans la section concernant les résultats des élections de 2007.

Les tableaux et interprétations suivantes se basent sur les vidéos de présentation de chaque MSP de la deuxième législature mises en ligne par le Parlement, sur son site. Chaque élu-e devait répondre à une série de questions, afin d'offrir à ses administrés une présentation de sa personnalité, censée illustrer l'action qu'il ou elle aurait au

⁸⁹ SCOTTISH PARLIAMENT, « MSP - Session 2 videos ».

⁹⁰ BURNSIDE R., S. HERBERT, et S. CURTIS, « Election 2003 », *SPICe briefing, op. cit.*

Parlement. La transcription de ces vidéos ⁹¹ a été fournie par le service d'information du parlement. Là encore, les données ne permettent pas d'obtenir un total de 129 systématiquement, car les élus-e-s étaient libres de répondre aux questions comme bon leur semblait ; ils n'ont dès lors pas tous évoqué les points jugés dignes d'intérêt et analysés ci-dessous d'une part, et d'autre part, certain-e-s apportent parfois plusieurs éléments de réponse à une question donnée.

2.1.2 – Leur carrière et leur milieu social

Tableau 5.21: profession des MSP de 2003 avant leur élection au Parlement

Profession	Hommes	Femmes
Politique nationale	8	0
Éducation	8	12
Sciences / santé	1	5
Politique locale / bénévolat	17	20
Médias / arts	4	1
Privé (dont juridique)	18	11
Syndicalisme / organismes	8	3
Agriculture	8	1
Entrepreneur-se	3	0
Domaine publique	3	0
TOTAL	78	53

Source : vidéos des MSP, site du Parlement écossais ⁹²

Il est intéressant de noter que peu d'élus ont continué une carrière politique de Westminster vers Holyrood, et tous sont des hommes. En revanche, un certain nombre d'élus-e-s viennent d'un univers militant plus modeste, moins médiatisé (politique locale et syndicalisme) et les femmes ne semblent pas en reste en ce qui concerne la politique locale. Par ailleurs, dès lors qu'il s'agit de carrières dans le privé ou d'entreprises personnelles, les domaines sont marqués par un caractère beaucoup plus masculin ; les

⁹¹ SCOTTISH PARLIAMENT, « MSP - Session 2 videos », *op. cit.*

⁹² *Ibid.*

Deuxième partie : du modèle à la réalité

femmes se trouvant plus dans les domaines de la santé et de l'éducation (domaines qui leur sont souvent confiés une fois au pouvoir).

À titre comparatif, Burnside, Herbert et Curtis⁹³ fournissent les tableaux suivants dans leur rapport sur les élections législatives de 2003. Ils ne mettent pas en lumière des différences entre les genres mais montrent l'arrière-plan socio-professionnel des élu-e-s des deux premières législatures.

Tableau 5.21 bis: profession des MSP de 1999 et de 2003 avant leur élection au parlement

Profession	1999	2003
Politique nationale	20	18
Éducation	20	25
Santé	16	18
Politique locale	7	7
Médias	6	3
Juridique	8	4
Syndicalisme	5	4
Ouvrier	3	3
Finances / affaires	26	29
Autre	17	17
TOTAL	128	128

Source : d'après Elections 2003, SPICe briefing⁹⁴

Ce tableau permet de mettre en évidence la part de vérité dans l'idée que le nouveau Parlement constituerait une *tabula rasa* : seuls 15% d'élu-e-s de la première législature (et donc un peu moins pour la deuxième) avaient une expérience politique d'envergure (et 15% puis 19% avaient une expérience plus modeste).

⁹³ BURNSIDE R., S. HERBERT, et S. CURTIS, « Election 2003 », *SPICe briefing*, op. cit.

⁹⁴ *Ibid.*

Deuxième partie : du modèle à la réalité

Tableau 5.21 ter: implication politique des MSP de 1999 et de 2003 avant leur élection au parlement

Rôle politique	1999	2003
Élu-e local-e	41	47
Participation à des élections	25	28
MP : député-e britannique	15	12
MES : député-e européen-ne	1	0
Autre	14	12
Aucune expérience politique	32	30
TOTAL	128	129

Source : d'après les vidéos des MSP, site du Parlement écossais⁹⁵

Ce tableau met en évidence l'implication politique précise des élu-e-s avant leur accession au poste de MSP, et s'il est vrai que peu n'ont été élu-e-s à échelle nationale auparavant (et encore moins à échelle européenne), seul un quart ne s'est jamais présenté à quelque élection avant la création du Parlement.

2.1.3 – Leur âge

Toujours dans le même rapport, Burnside, Herbert et Curtis⁹⁶ offrent à la comparaison l'âge de quasiment tous les élu-e-s de 1999 avec celles et ceux de 2003.

Tableau 5.22: l'âge des MSP élus en 2003 par rapport à 1999

Âge des élu-e-s	1999	2003
20-29 ans	5	1
30-39 ans	33	21
40-49 ans	48	46
50-59 ans	33	43
60-69 ans	7	14
70-79 ans	1	3
TOTAL	127	128

Source : rapport sur les élections de 2003⁹⁷

⁹⁵ *Ibid.*

⁹⁶ *Ibid.*

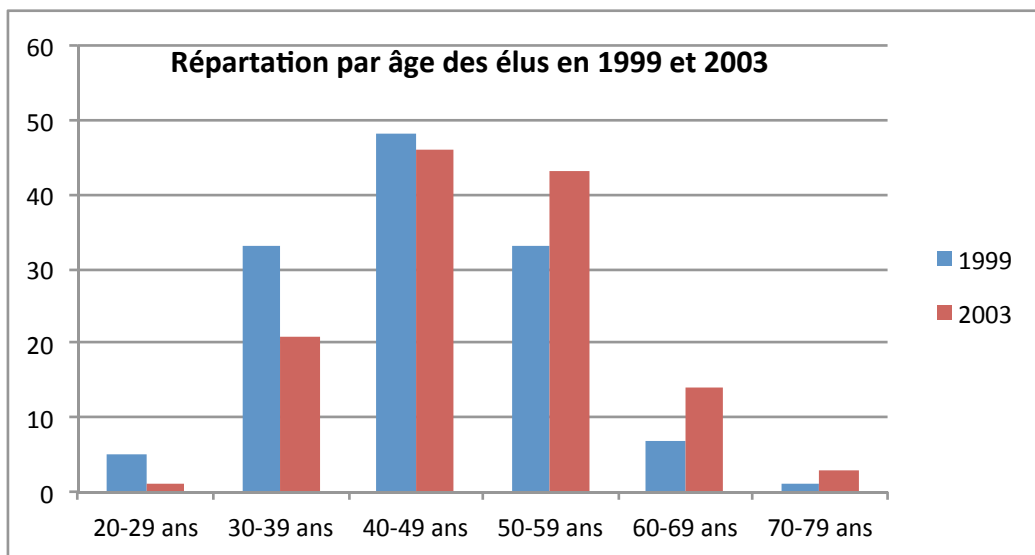
Deuxième partie : du modèle à la réalité

Il s'agit ici, à titre de comparaison, d'un relevé des âges des élu-e-s de manière tout à fait générale. La conclusion que tirent les auteurs du rapport semble évidente : s'il apparaît qu'il y a eu une augmentation de l'âge moyen des MSP entre 1999 et 2003, cela s'explique par le fait que bon nombre d'entre eux ont été réélus et sont donc âgés de quatre ans de plus.

Ainsi, s'il apparaît difficile devant peu de données de tirer des conclusions drastiques, il semble indéniable que les député-e-s ont majoritairement une quarantaine, cinquantaine voire une soixantaine d'années, qu'ils soient hommes ou femmes.

Le graphique ci-dessous permet de visualiser le déplacement d'âge de quatre ans des élu-e-s entre les deux élections et ainsi le fait qu'il s'agit majoritairement des mêmes député-e-s qui sont réélu-e-s :

Graphique 5.1: l'âge des MSP élus en 2003 par rapport à 1999



Source : rapport sur les élections de 2003 ⁹⁸

Les élu-e-s de 2003 (et de leurs remplaçant-e-s le cas échéant) se répartissent de la manière suivante selon leur âge et leur genre :

⁹⁷ SPICE, R. BURNSIDE, S. HERBERT, et S. CURTIS, « 2003 Election Results », *op. cit.*

⁹⁸ *Ibid.*

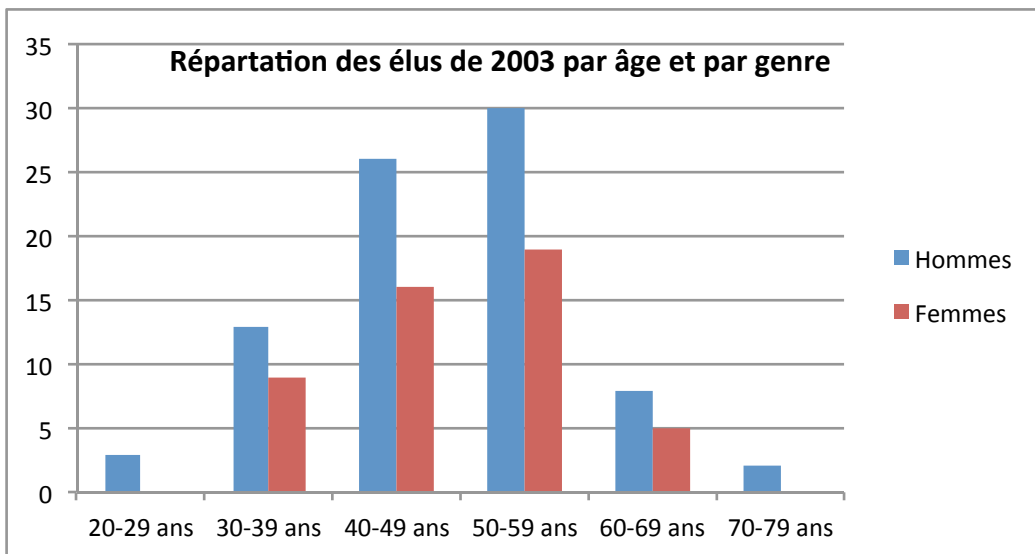
Tableau 5.22 bis: l'âge des MSP de 2003 par genre

Âge des élu-e-s	Hommes	Femmes
20-29 ans	3	0
30-39 ans	13	9
40-49 ans	26	16
50-59 ans	30	19
60-69 ans	8	5
70-79 ans	2	0
TOTAL	82	49

Source : d'après les vidéos des MSP, site du Parlement écossais⁹⁹

Le tableau est repris dans le graphique suivant, qui illustre visuellement la propension des élu-e-s à avoir une quarantaine, et surtout une cinquantaine d'années. Il permet aussi de voir que seuls des hommes se trouvent dans les catégories extrêmes.

Graphique 5.2 : l'âge des MSP de genre par genre



Source : d'après les vidéos des MSP, site du Parlement écossais¹⁰⁰

⁹⁹ BURNSIDE R., S. HERBERT, et S. CURTIS, « Election 2003 », *SPICe briefing*, op. cit.

¹⁰⁰ *Ibid.*

2.2 – Quelle différence le genre apporte-t-il dans l’approche de la mission de député-e ?

Dans cette poursuite de l’analyse des vidéos proposées par le Parlement, le but est de proposer une analyse quantitative des données davantage liées aux perceptions des MSP concernant leur mission, la société et ce à quoi ils ou elles souhaitent être assimilé-e-s. Il s’agit ici de montrer en quoi le genre des élu-e-s peut teinter leur vision de la société, mais aussi par conséquent marquer leur façon d’appréhender leur rôle de représentant du peuple.

2.2.1 - La perception de leurs centres d’intérêts

La façon dont ces élu-e-s se présentent-ils ou elles est-elle genrée, marquée sociologiquement par des codes inhérents au genre ? Les tableaux suivants permettent de mettre en lumière certaines tendances parmi les hommes et les femmes élu-e-s lors de la législature du Parlement écossais. Cependant, il faut émettre une légère restriction – comme avec toute déclaration publique – dans la mesure où les élu-e-s interrogé-e-s peuvent simplement répondre sincèrement, ou bien de manière un peu plus complexe, répondre ce qui leur semble être opportun de dire et faire vis-à-vis de leur électorat, de leur soutien. Dans les deux cas cependant, ils ou elles réfléchissent et répondent bel et bien en tant que membres de la société, et sont par conséquent façonné-e-s par elle.

Tableau 5.23: l'intérêt d'être MSP pour les élu-e-s de 2003

Intérêt d'être MSP	Hommes		Femmes	
	nombre	%	nombre	%
Diversité / rencontrer des gens	18	23%	17	33%
Représenter, aider, défendre des gens / mener des campagnes	49	62%	28	54%
Légiférer	6	8%	6	12%
Bousculer les idées reçues / débattre	5	6%	0	0%
Ne sait pas	1	1%	1	2%
TOTAL	79		52	

Source : d'après les vidéos des MSP, site du Parlement écossais ¹⁰¹

La question « Que préférez-vous dans le fait d'être député-e? » donne lieu à de nombreuses réponses qui sont ici regroupées en quatre grosses catégories (et une absence de réponse pour un élu et une élue). Dans la mesure où les données correspondent à une réponse pour chaque député-e, il est parlant de transcrire chaque catégorie en pourcentages. Chez les hommes, comme chez les femmes, plus de la moitié aime venir au secours de celles et ceux qu'ils représentent, ainsi que défendre publiquement des idéaux. À cela s'ajoute un cinquième (presqu'un quart) des hommes et un tiers des femmes qui disent apprécier le contact avec les administrés. Peu d'entre eux citent l'élaboration de la loi elle-même, bien qu'elle représente une large partie de leur travail lorsqu'ils ou elles sont présents à Holyrood trois jours par semaine : mardi, mercredi et jeudi ¹⁰². La dernière catégorie est composée uniquement de réponses d'hommes et fait référence aux débats, antagonistes et parfois musclés, qui peuvent avoir lieu au sein de l'institution. Il est intéressant de noter que c'est justement ce que certaines élues déplorent que quelques élus apprécient, à savoir la confrontation des idées, mais parfois de manière abrupte.

¹⁰¹ *Ibid.*

¹⁰² Depuis 2012, les MSP siègent à la chambre le mardi, le mercredi et le jeudi après-midi et dans les commissions le matin. Auparavant, la chambre les accueillait le mercredi après-midi et le jeudi toute la journée.

Tableau 5.24: la plus grande réussite personnelle des MSP de 2003

Réussite personnelle	Hommes		Femmes	
	nombre	%	nombre	%
Lois / mesures / travail inhérent au Parlement	38	48%	18	35%
Être élu-e	25	32%	18	35%
Militantisme / politique locale	14	18%	7	13%
Aider les gens	9	11%	4	8%
Travail auparavant	1	1%	0	0%
Sport / exploit physique	6	8%	1	2%
Vie de famille	16	20%	15	29%
Éducation	5	6%	2	4%
Épanouissement	2	3%	3	6%
Culture	3	4%	0	0%
Ne se prononce pas	1	1%	0	0%
TOTAL	120		68	

Source : d'après les vidéos des MSP, site du Parlement écossais¹⁰³

La troisième occasion pour les élu-e-s de se dévoiler est de répondre à la question : « De quelle réussite personnelle êtes-vous le-la plus fier-fièr ? ». L'une de questions les plus personnelles permet aux élu-e-s de se présenter sous un jour plus humain et d'aborder des aspects de leur vie (tout à fait) personnelle ou professionnelle. Bon nombre d'entre eux et elles citent leur vie de famille comme plus grande réussite personnelle, du moins en plus d'une réussite professionnelle, et c'est à cause de leurs réponses multiples que les totaux sont bien supérieurs aux nombres de personnes interrogées. Bruce McFee (SNP) semble se sentir obligé d'ironiser sur le rôle de sa famille cependant, en usant d'un langage peu valorisant pour sa compagne : « Well, if the wife's looking at this, I'd better say 'Getting married'. » Cependant, hommes et femmes évoquent volontiers leurs enfants parmi leurs plus grandes fiertés, les femmes ayant plus de facilité à ne mentionner que cet aspect de leur vie, tandis que les hommes ont davantage tendance à l'associer à un autre domaine, professionnel celui-là, comme si la sphère intime et émotionnelle était plus féminine.

Le fait d'être élu-e revient fréquemment, surtout accompagné d'explications quant aux difficultés spécifiques rencontrées : pour Cathie Craigie (SL) c'est d'être élue en tant que femme, ou par exemple pour Colin Fox (SSP) se faire élire

¹⁰³ BURNSIDE R., S. HERBERT, et S. CURTIS, « Election 2003 », *SPICe briefing, op. cit.*

Deuxième partie : du modèle à la réalité

dans sa circonscription en tant que socialiste. Johann Lamont (SL) semble même ressentir une certaine difficulté face à la tâche même d'élue, puisqu'elle répond : « I suppose that one of them is simply surviving in this job, because it is a very different, odd sort of job. » Pourtant, elle a certainement su surmonter ce sentiment puisqu'elle a par la suite pris la tête du parti travailliste écossais, en plus de ses fonctions de MSP (même si elle est l'objet de nombreuses critiques acerbes dans les médias, notamment de la part des nationalistes).

Tableau 5.25: ce que les élu-e-s de 2003 détestent

Bête noire	Hommes		Femmes	
	nombre	%	nombre	%
Fonctionnement du Parlement / bureaucratie / politiquement correct	13	16%	6	12%
Médias / public	5	6%	0	0%
Déchets / gâchis	5	6%	4	8%
Défauts courants (impolitesse, égoïsme, malhonnêteté...)	30	38%	22	42%
Agacements quotidiens (conducteurs...)	6	8%	1	2%
Nourriture / animaux	4	5%	3	6%
Grammaire	3	4%	0	0%
Chewing-gum / bruit / cigarette	7	9%	4	8%
Agressivité / cruauté	3	4%	6	12%
Aucun	2	3%	4	8%
Abstentionnisme	0	0%	1	2%
Ne se prononce pas	2	3%	1	2%
TOTAL	80		52	

Source : d'après les vidéos des MSP, site du Parlement écossais¹⁰⁴

La question « Avez-vous des bêtes noires? » permet aux MSP d'aborder toute sorte de domaines, du plus trivial (des agacements de la vie quotidienne) aux convictions profondément ancrées (comme l'importance pour chaque citoyen de voter), en passant par les incivilités. Les réponses sont par conséquent assez fractionnées et il est assez peu aisé de voir apparaître un réel schéma genré. Cependant, seules des femmes évoquent l'agressivité et la cruauté, ce qui est à mettre en parallèle avec le goût de certains élus pour les débats peut-être houleux (ou virils tels que le veut l'expression,

¹⁰⁴ *Ibid.*

et donc la société). Il semblerait que les hommes soient plus prompts à s'énerver (après d'autres personnes, dans la vie quotidienne ou dans les médias, et selon leurs dires) mais dans l'ensemble hommes comme femmes tendent à formuler des reproches sur le fonctionnement du Parlement. Enfin, plus de femmes se présentent comme davantage conciliantes en ne mentionnant aucune bête noire. Cela concorde avec une vision traditionaliste d'une femme patiente, calme et arrangeante.

Tableau 5.26: les sources d'admiration des MSP de 2003

Source d'admiration	Hommes	Femmes
Nelson Mandela	16	15
Winnie Ewing	1	4
Winston Churchill	5	1
par libéraux-démocrates	1	0
par nationalistes	1	0
par conservateurs	3	1
Autre membre du même parti	20	10
dont autre homme	17	8
dont autre femme	3	2
Icones politiques internationales	9	5
dont icone masculine	9	4
dont icone féminine	0	1
Militants	1	3
dont militants	1	0
dont militantes	0	3
Famille	5	7
dont membre masculin	2	3
dont membre féminin	2	4
dont membres mixtes	1	0
Sport	3	0
Robert Burns	2	1
Anonymes	3	4
Divers	15	4
dont divers homme	15	0
dont divers femme	0	4
Ne se prononce pas	1	0
TOTAL	81	54

Source : d'après les vidéos des MSP, site du Parlement écossais¹⁰⁵

Les élu-e-s sont ensuite interrogé-e-s quant à leurs modèles : « Pour qui avez-vous le plus d'admiration? Et pourquoi ? » et certaines tendances peuvent être distinguées. Tout d'abord, une fois encore, le domaine de prédilection quant aux comparaisons est celui de la politique. Celle-ci étant très masculine, les noms mentionnés sont majoritairement ceux d'hommes. Un des grands favoris de tous et toutes est Nelson Mandela, avec un

¹⁰⁵ *Ibid.*

écho tout particulier chez un cinquième des hommes et presque un tiers des femmes. Il a évidemment marqué tous ces hommes et toutes ces femmes qui se sont engagés en politique alors que l’Apartheid divisait encore l’Afrique du Sud dans les années 1990, et lors des toutes premières élections totalement démocratiques après sa libération de prison, d’autant plus qu’il s’est rendu à Glasgow le 9 octobre 1993¹⁰⁶. Quelques figures emblématiques de chaque parti sont identifiées : Keir Hardie, Aneurin Bevan ou Donald Dewar chez les travaillistes, Sir Winston Churchill davantage chez les libéraux-démocrates ou les conservateurs et chez des hommes. Il s’agit majoritairement d’hommes, les deux seules femmes politiques citées sont Margaret Thatcher (par trois conservateurs pour les hommes) et Winnie Ewing (par un nationaliste, pour les hommes). Ainsi, seuls quatre hommes évoquent une femme, il s’agit de Winnie Ewing – figure emblématique de son propre parti – et de Margaret Thatcher qui semble être la femme politique qui a le mieux su faire siennes les références et habitudes masculines de la politique britannique. Dans l’ensemble, les hommes tendent à ne citer que des noms d’hommes, et les femmes peu de noms de femmes. Les noms d’hommes dominent les catégories de noms connus (figures politiques internationales, inventeurs, artistes), et certaines femmes sont évoquées dans des domaines plus modestes (comme œuvrant dans les communautés ou membres de la famille).

Par conséquent, de manière assez systématique, les hommes choisissent un modèle masculin. Les femmes citent indifféremment ces mêmes héros. Il est évidemment plus simple de citer une figure historique masculine lorsque l’histoire a principalement retenu les hommes qui l’ont faite, et certaines femmes (peu) adoptent une posture à tendance féministe - qui n’est pas revendiquée en tant que telle - en optant pour une femme forte qui a dû surmonter des obstacles (l’une d’elles songe à la suffragette Emmeline Pankhurst).

¹⁰⁶ STUC WOMEN’S COMMITTEE, *Equal Voice*, STUC, Women’s Committee, 1986. 1993/3.

Tableau 5.27: le changement auquel aspirent les MSP de 2003

Changements	Hommes	Femmes
Confiance / fierté	19	11
Indépendance	16	11
dont SNP	16	8
dont autres partis	0	3
Responsabilité	3	2
Déchets	3	0
Éducation	4	5
Pauvreté	5	5
Sécurité sociale / santé	5	2
Parti politique	2	1
Confiance politique	1	3
Gouvernement moins fort	2	2
Amélioration du Parlement	2	1
Divers	17	8
TOTAL	79	51

Source : d'après les vidéos des MSP, site du Parlement écossais¹⁰⁷

Quant à la dernière question, « Si vous pouviez changer une chose pour améliorer la vie en Écosse, quelle serait-elle? », les réponses qu'elle amène sont très fractionnées. Un des aspects qui attire quelques divisions est la façon dont le pays doit être gouverné : d'une forme de dévolution moins prononcée, à l'indépendance, en passant par un Parlement refondé pour plus d'efficacité, les idées mentionnées ne sont pas tant ici genrées qu'elles sont le fruit d'une opposition partisane. Une mention particulière peut être apportée à l'idée de « confiance en soi » qui manquerait au pays, notion généralement plutôt masculine et perçue comme déficiente chez de nombreuses femmes (notamment dans le domaine de l'éducation ou des études scientifiques par exemple) : cette idée est mentionnée principalement par des hommes. Ainsi, cela pourrait illustrer la proximité entre la catégorie de population « hommes » et la notion de fierté et confiance (en soi et en son pays).

¹⁰⁷ BURNSIDE R., S. HERBERT, et S. CURTIS, « *Election 2003* », *SPICe briefing*, op. cit.

2.2.2 – Domaines féminins / domaines masculins ?

L'étude des vidéos de présentation a permis d'apporter quelques éléments de réponse à la question « qui sont les élu-e-s ? ». Concernant leur parcours professionnel, il est notable qu'aucune femme n'a été élue à Westminster avant d'entrer à Holyrood¹⁰⁸ alors que huit hommes y ont siégé. Cela dit, il n'y a pas de corrélation entre ces derniers et les hommes qui citent les débats musclés ou le fait de bousculer des idées reçues comme étant l'élément qu'ils préfèrent dans leur fonction. Et pourtant, aucune femme ne fait référence à cela en réponse à cette question. De plus, certains hommes se réfèrent au domaine du sport lorsqu'ils doivent parler de leurs héros ou de l'exploit dont ils sont le plus fiers, ce qui n'est presque jamais le cas chez les femmes (une seule élue faisant référence à un semi-marathon qu'elle a couru pour une œuvre caritative).

Il se démarque ainsi des domaines et références connotés comme masculins. Une question est tout particulièrement l'occasion d'observer une nette opposition homme/femme, il s'agit de citer la personne que l'élu-e admire le plus, car le peu de femmes mentionnées l'est très majoritairement par des femmes. Dès lors, le parlement se montre constitué d'élus certainement représentatifs de la société écossaise, dans laquelle les hommes ont inconsciemment un ascendant sur l'environnement et les femmes en subissent pour certaines les conséquences, alors que d'autres (elles sont peu visibles) profitent d'un héritage féministe qui leur ouvre la possibilité de repenser leur place et la possibilité qu'elles ont d'influencer leur société. Il est par ailleurs intéressant de voir que si les membres du parti nationaliste souhaitent l'indépendance pour leur pays (en réponse à la question « quel changement voulez-vous pour l'Ecosse ? »), trois autres députés expriment ce vœu, et les trois sont des femmes, qui font peut-être preuve d'audace.

¹⁰⁸ Ce qui n'était pas vrai pour la toute première législature, Winnie Ewing ou encore Margo MacDonald ayant notamment siégé à Westminster et/ou au Parlement européen.

2.2.3 – Qui travaille sur les questions liées aux femmes ?

Il existe donc bel et bien une différence genrée entre les centres d'intérêt des différents élus, ou du moins la manière dont ils et elles se les représentent. Par conséquent, c'est plus ou moins consciemment que les hommes et les femmes fondent leurs choix de causes à défendre au sein du Parlement. Cela a une incidence sur les thématiques que les élu-e-s sont prêt-e-s à débattre dans les commissions et au Parlement ; le cas de la commission pour l'égalité des chances sera évoqué dans le chapitre suivant.

Avant de détailler qui s'intéresse aux problématiques dites féminines, il convient de les définir. Traditionnellement, les femmes en charge de portefeuilles ministériels ou membres de commissions parlementaires (cela à l'échelle britannique déjà) semblent toujours travailler dans des domaines particuliers, considérés comme plutôt féminins par essence. L'on peut même voir les choses ainsi; les femmes se voient chargées de dossiers qui sont moins considérés, et donc ne font pas partie de la chasse-gardée des hommes. Ainsi, d'aucun citent volontiers le poste de Ministre des Finances britannique (*Chancellor of the Exchequer*) qui n'a jamais été occupé par une femme. En revanche, des ministères aux domaines proches de la famille, tels que le secrétariat d'État à l'éducation, par exemple, ont pu être tenus par des femmes, car considérés davantage de leur ressort puisqu'ils faisaient appel à leur capacité de prendre soin d'autrui par exemple, tel que le veut le stéréotype.

Les questions que l'on peut considérer comme liées aux femmes – ou que la société perçoit comme telles – ont donc trait à la sphère domestique, à la vie quotidienne, à la famille et par conséquent à l'enfance, à l'éducation mais aussi à la violence, aux discriminations. On peut ainsi évoquer certaines lois qui ont été votées au Parlement écossais et qui illustrent cette thématique, comme par exemple une loi qui par essence affecte les femmes, puisqu'elle interdit l'excision¹⁰⁹. D'autres ont trait à la famille, aux droits des enfants, et protègent les droits des parents en devenir (par l'adoption notamment) ou ceux des enfants victimes de violences sexuelles, pour ne

¹⁰⁹ « Prohibition of Female Genital Mutilation (Scotland) Act 2005 ».

citer qu'eux¹¹⁰. Enfin, d'autres lois servent à protéger des victimes de différentes formes de coercition, comme les mariages forcés¹¹¹.

Traditionnellement, certains domaines semblent donc être « réservés » aux femmes dans la vie politique, ainsi tout ce qui touche à la famille, à l'éducation des jeunes enfants, à la charge des personnes âgées par exemple sont laissés à la charge des femmes politiques, et ce dans de nombreux pays. Les attributions des places gouvernementales et les rôles dans les commissions parlementaires seront détaillés par la suite, il s'agit ici de brosser un portrait général de la façon dont sont abordées ces questions dites liées aux femmes à travers un exemple, plus récent que la période donnée à étudier mais représentatif malgré tout. Il s'agit d'une motion concernant directement la condition des femmes, les femmes victimes de ce que d'aucuns nomment « *revenge porn* », c'est-à-dire la publication sur internet de clichés ou vidéos intimes mettant en scène (majoritairement) des femmes, mais sans leur consentement car après une séparation et dans le but de blesser et affecter les victimes. La MSP Christina McKelvie, nationaliste, a souhaité solliciter le Parlement quant à la nécessité de mettre un terme à cette pratique, grâce à la motion 7333. L'enregistrement vidéo¹¹² permet de s'apercevoir que cette motion est abordée et discutée par des femmes principalement, et que le Parlement est loin de faire salle comble.

Motion S4M-07333: Christina McKelvie, Hamilton, Larkhall and Stonehouse, Scottish National Party,

Date Lodged: 24/07/2013

End Revenge Porn Scotland

That the Parliament commends Scottish Women's Aid on its recently launched campaign against revenge porn, the first of its kind in the UK; understands that the campaign has been featured in a range of press and media outlets, such as *The Sunday Times*, *Grazia*, *Woman's Hour* and others, talking about revenge porn across the UK; notes that the term, revenge porn, refers to the act of a partner or ex-partner purposefully distributing images or videos of a sexual nature without the other person's consent and that the threat of

¹¹⁰ « Adoption and Children (Scotland) Act 2007 » ; « Family Law (Scotland) Act 2006 » ; « Protection of Children and Prevention of Sexual Offences (Scotland) Act 2005 ».

¹¹¹ « Prostitution (Public Places) (Scotland) Act 2007 » ; « Forced Marriage etc. (Protection and Jurisdiction) (Scotland) Act 2011 ».

¹¹² *Members' Business - Scottish Parliament: 11th September 2013*, 2013.

distributing or the distribution of such material can be used as a tactic of domestic abuse, continuing controlling behaviour that characterises such abuse; considers that the work of organisations such as Lanarkshire Rape Crisis in supporting victims of all forms of sexual violence and abuse is vital, and would welcome widespread support for such groups.

Supported by: Jackie Baillie, Joan McAlpine, Dennis Robertson, Roderick Campbell, Alison Johnstone, Chic Brodie, Richard Lyle, Anne McTaggart, John Mason, Christian Allard, David Torrance, Nigel Don, Elaine Smith, Clare Adamson, Rob Gibson, Mike MacKenzie, Kevin Stewart, Fiona McLeod, Maureen Watt, Angus MacDonald, Adam Ingram, Colin Beattie, Margaret McDougall, Gil Paterson, John Finnie, Sandra White, Annabelle Ewing, Jamie Hepburn, Stuart McMillan, Christine Grahame, Claudia Beamish, Malcolm Chisholm, Jim Eadie, Kezia Dugdale, Margaret Mitchell

Current Status: Taken in the Chamber on 11/09/2013 ¹¹³

La liste des signataires montre un soutien masculin malgré tout – pas suffisant pour justifier une présence lors de la présentation de la motion au Parlement peut-être – mais un soutien plutôt partisan puisque la plupart des noms sont ceux d’élus SNP (parti majoritaire en 2013). En effet, l’on remarque la présence de 20 hommes et 15 femmes, mais surtout 25 membres du parti nationaliste, pour 8 membres du parti travailliste, un membre du parti conservateur et un membre du parti vert. Par cette motion, l’élue espère mettre en mouvement une action parlementaire qui viserait à mettre fin à la pratique qu’elle dénonce ; ce mouvement en reste à ses balbutiements.

Ainsi, s’il semble que certaines causes ne sont pas défendues par des élus mais seulement des élues, il est malgré tout nécessaire de souligner l’impact positif qu’a eu la présence d’un tiers de femmes dans le nouveau parlement. En effet, le seuil critique de 30-35% ainsi qu’un premier élan ont réellement permis de prendre des mesures novatrices et symboliques qu’un parlement moins féminin tel que Westminster n’a appliquées que plus tard. Il s’agit là d’une mise en œuvre de la représentation substantielle, c’est-à-dire que la présence substantielle de femmes dans l’instance politique qu’est Holyrood permet d’aborder des sujets qui ne le sont pas encore à

¹¹³ OFFICE C., *Motions, Questions and Answers Search*, <http://www.scottish.parliament.uk/parliamentarybusiness/28877.aspx?SearchType=Advance&ReferenceNumbers=S4M-07333&ResultsPerPage=10>, consulté le 12 février 2014.

Westminster, puisque des femmes sont plus à même de soulever des problèmes qui touchent des femmes. C'est notamment l'effet positif de voir plus de femmes entrer au Parlement dans la mesure où l'on considère que certains domaines leurs sont associés : seules des femmes les traiteront et seulement dans le cas où elles sont bel et bien présentes dans l'institution législative.

C'est ainsi que fut votée, sous l'impulsion de la MSP Elaine Smith (Scottish Labour Party), le « *Breastfeeding etc. (Scotland) Act 2005* »¹¹⁴, loi qui rendit illégal d'empêcher une femme d'allaiter son enfant en public et qui avait été soumise dès 2002. Or, si la presse se fit l'écho de la possibilité que cette mesure fût étendue à tout le Royaume-Uni dès 2007¹¹⁵, la question ne fut éclaircie que très récemment avec l'« *Equality Act 2010* »¹¹⁶, mis en avant en 2008 par Harriet Harman, alors élue travailliste au Parlement britannique et secrétaire d'État aux femmes et à l'égalité. De plus, l'avance du Parlement écossais sur le Parlement britannique est ressentie à l'échelle internationale et applaudie pour son retentissement sur la question de la violence domestique. C'est ce que rapportent Fiona Mackay et Meryl Kenny :

Although by no means straightforward in a strong party parliamentary system with primary loyalty to party, research findings have shown that having high numbers of women in the parliament 1999-2003 changed the focus of the traditional political agenda and the way politics was carried out. In particular, there has been substantial progress on action to tackle domestic violence and violence against women and children. Scotland has outperformed England to date in both policy and comparative spending terms. The parliament's approach to domestic violence has received international plaudits and was driven by women politicians and women's organizations¹¹⁷.

Il faut malgré tout savoir raison garder, et émettre les réserves nécessaires comme le montre l'exemple de la loi autorisant le mariage entre personnes du même sexe qui est intervenue en Écosse quelques mois après l'Angleterre et le pays de Galles.

¹¹⁴ *Breastfeeding etc. (Scotland) Act 2005*, <http://www.legislation.gov.uk/asp/2005/1/contents>.

¹¹⁵ Par exemple: Lucy Ward, "Equality laws enshrine mothers' right to breastfeed in public", *The Guardian* (13 juin 2007).

¹¹⁶ « Equality Act 2010 », *op. cit.*

¹¹⁷ Fiona Mackay et Meryl Kenny, "Women's Representation in the 2007 Scottish Parliament: Temporary Setback or Return to the Norm?", *Scottish Affairs* 60 (2007): 91.

Elle a été votée le 4 février 2014 à Holyrood et le 18 juillet 2013 à Westminster¹¹⁸. En revanche, et comme s'en réjouissait le député vert Patrick Harvie¹¹⁹, si la loi a été votée un peu plus tard en Écosse qu'en Angleterre et au pays de Galles, elle n'en est que plus universelle puisqu'elle prend en compte le cas de personnes transidentitaires.

Par ailleurs, il est naturel – dans une certaine mesure – que Holyrood déploie son temps et ses moyens à des questions internes, voire domestiques, car cela entre dans le giron des domaines dévolus. En revanche, Westminster se doit de traiter de ces questions pour le compte de l'Angleterre (et du pays de Galles), mais aussi pour le Royaume-Uni dans des domaines non dévolus, ce qui crée davantage de concurrence entre les divers thèmes débattus au sein de la chambre.

¹¹⁸ Marriage (Same Sex Couples) Act 2013.

¹¹⁹ « *Equal Marriage passes at Holyrood!* » (URL complète en bibliographie, consulté le 5 février 2014); Patrick HARVIE, « Entretien », *op. cit.*

Chapitre 6 – Un parlement féminisé ?

La question qui se pose d'emblée à quiconque mentionne le seuil critique de représentation féminine est : observe-t-on dans les débats parlementaires des caractéristiques inhérentes qui les rendent foncièrement différents de ceux qui s'opèrent dans des parlements plus « masculins » ? Il s'agit là d'une question à laquelle il est excessivement complexe d'apporter une réponse formelle. En effet, il apparaît que tout élément de réponse est certain de tomber dans le domaine de l'impression, du ressenti et par conséquent du subjectif puisque les faits ne permettent pas de comparer strictement – de la manière la plus fiable scientifiquement – une institution législative à dominante masculine et la même, peut-être peu de temps après, qui serait principalement composée de femmes. Le cas du Parlement écossais est d'autant plus spécifique qu'il est une institution récente, qui vient en complément d'une institution qui représente quatre nations dont l'Écosse. De plus, tant de paramètres entrent en compte lorsque l'on souhaite évaluer l'impact de la présence féminine dans un parlement donné qu'il n'est pas aisé de décider quelles caractéristiques peuvent ou non être attribuées à la présence d'une forte proportion de femmes. Pour n'en nommer que quelques-unes : les différences d'identités au sein du groupe « femmes », la prépondérance ou non des élues, l'appartenance à un parti qui est ou non au pouvoir etc.

Ainsi, comparer les parlements de Westminster et Holyrood sur cet aspect semble peu opportun ; les deux raisons principales sont le fait que Westminster connaît le poids des siècles quant à son fonctionnement et toutes les traditions que cela comporte, et surtout, que ces deux parlements n'ont pas le même rôle à jouer au sein de leur pays (celui de Holyrood étant restreint aux domaines dit dévolus). De plus, l'on avance souvent les différences intrinsèques aux pays qui composent l'Union britannique sur le plan politique, notamment une tendance à avoir un positionnement différent sur l'échiquier politique en ce concerne l'Écosse et l'Angleterre de l'après-guerre ¹.

¹ Cf Chapitre 1.

Si les chercheurs s'accordent (avec quelques sceptiques a posteriori²) à décrire un seuil critique dans la représentativité des femmes (ou de tout groupe minoritaire), la présence d'un tiers de femmes devrait donc de manière plus ou moins tangible avoir un certain effet sur le Parlement écossais, après un certain temps³. La difficulté réside alors dans la quantification de cet effet, puisque toute décision est dépendante de multiples facteurs. Pour pallier cet obstacle et tenter malgré tout d'apporter des pistes de réflexion, il existe quelques possibilités à exploiter, et il s'agit principalement de ce qui sera développé dans le chapitre suivant, notamment grâce à des témoignages d'acteurs politiques concerné-e-s.

1 - Peut-on parler de gouvernance féminine?

La théorie de l'impact d'une présence féminine au-delà du seuil critique⁴ devrait signifier que le Parlement écossais, puisqu'il est composé d'un tiers de femmes (en moyenne, sur la période étudiée) devrait être le théâtre d'une politique bien différente de celle traditionnellement observée, par exemple à Westminster (où la proportion de femmes évolue de 3 à 20% sur la période concernée, soit de 1979 à 2009)⁵. Ainsi, l'on peut émettre l'hypothèse d'une avancée écossaise sur l'ensemble du Royaume-Uni, en termes de questions qui touchent aux femmes notamment.

La difficulté, une fois encore, réside dans la possibilité ou non de comparer, par exemple, les deux parlements qui représentent la population écossaise – chacun dans leur proportion – tout en gardant à l'esprit les limites juridiques (fixées par la dévolution) et les différentes circonstances (partis au pouvoir, majorité au parlement ou

² SCOTTISH PARLIAMENT et WELSH ASSEMBLY, *Women's Representation in Scotland and Wales*, Electoral Reform Society, 2011, p. 4..

³ LOVENDUSKI J. et P. NORRIS, « Westminster Women: the Politics of Presence », *Political Studies*, 2003, Vol 51, p. 88-89.

⁴ Cf chapitre 2 : 1.2.1.

⁵ LOVENDUSKI J. et P. NORRIS, « Westminster Women: the Politics of Presence », *op. cit.* ; UK POLITICAL INFO, *Women MPs & parliamentary candidates since 1945*, <http://www.ukpolitical.info/FemaleMPs.htm>.

coalition, notamment) qui leur permettent ou non d’agir dans des domaines qui concerneraient davantage les femmes (ou de percevoir dans des domaines généraux les problématiques qui concerneraient davantage les femmes).

1.1 – Les avancées du Parlement écossais :

Partant sur des bases nouvelles en 1999, le Parlement écossais suscitait naturellement de nombreux espoirs, principalement celui de représenter au mieux la population écossaise de taille modeste, qui ne se retrouvait pas (ou plus) dans un parlement de Westminster perçu par beaucoup comme éloigné, ancien et dont la majorité ne correspondait souvent plus au vote écossais (sauf à la fin des années 1990 et au début des années 2000 avec l’élection du parti travailliste à la fois à Westminster en 1997 et au Parlement écossais en 1999). Le Parlement écossais ouvrait en 1999 une nouvelle ère avec sa première session menée par la coalition entre travaillistes et libéraux-démocrates.

1.1.1 – L’accessibilité, la représentativité

Parmi les piliers fondateurs du parlement se trouve la représentation fidèle de la société, la responsabilité des élu-e-s face à leurs électeurs-trices et surtout l’accessibilité des locaux et des élu-e-s aux membres de la société civile. C’est un des points mis en avant par les projets fondateurs du Parlement qui semble avoir été respecté, selon les avis de nombreux élu-e-s. Pour Christian Allard, député nationaliste, français d’origine et fraîchement arrivé au Parlement, ce dernier se montre à la hauteur de ces attentes :

C'est le Parlement du peuple. [...] Oui, c'est ouvert, vous pouvez rentrer au Parlement comme vous voulez, c'est gratuit, vous pouvez assister à des débats. Il faut prendre un ticket si vous voulez voir le jeudi à midi, parce qu'il y a un nombre de places limité. Autrement il y a beaucoup de commissions le matin, il y a des commissions ce matin vous auriez pu aller écouter ce qui passe, donc c'est très ouvert. Au niveau parlementaire nous essayons de l'être le plus possible, la preuve c'est que vous êtes là. Oui, oui c'est beaucoup plus ouvert, et là c'est très important ⁶.

Le député évoque la possibilité pour tout individu d'assister à toutes les conversations qui ont lieu dans la chambre des débats, notamment la très prisée séance de questions au Premier ministre (*First Minister's Questions*, qui se différencie des *Prime Minister's Questions* du Premier ministre britannique) qui a actuellement lieu le jeudi midi, mais aussi de suivre les débats internes aux diverses commissions. Tous ces échanges publics sont aussi accessibles sur internet même bien après qu'ils ont eu lieu. Le travailliste Neil Findlay partage cette impression et évoque les qualités matérielles du Parlement :

Overall, I think it's very accessible, even physically accessible, you come in here, you're through security, you're through to meet your MSP within a few minutes. I've not ever worked at Westminster but I've been there a few times. It's less formal I would say, all of the historic conventions and arcane practices down there, we don't have here. I suppose it depends whether you're a traditionalist or modern – I hate using the term “moderniser” because that was a Blairite term – whether you think updating working practices is... I think the working practices here are very good. The building is very good, a very comfortable and functional building. When I came in here the first thing we did was speak to all the staff, the cleaners, the dinner – the canteen people, the security and asked them if this is a good building to work in, and they all said it is, it's very functional. That's good. In the debating chamber we have microphones, we have electronic voting, we have lecterns, all that stuff that makes it very comfortable, very easy to work in. You've got a desk to write on, you've got a computer socket if you need it. Westminster don't even have enough seats for everybody. So I think if you're looking at a functional modern building, this works very well ⁷.

⁶ ALLARD C., « Entretien avec Christian Allard, député nationaliste au Parlement écossais pour la région de North East Scotland ».

⁷ FINDLAY N., « Entretien », *op. cit.*

Pour Fiona Hyslop, le Parlement se démarque d'autres institutions par ses principes qu'elle définit comme : « Principles of democracy, accessibility, transparency and equal opportunities ⁸. » Johann Lamont, quant à elle, explique que la conséquence de la mise en œuvre de ce nouveau Parlement a été la création d'une nouvelle classe d'hommes et de femmes politiques :

I think a new professionalism in politics is about being available and accessible to people. There was a time and a generation when people only visited their constituencies once in a blue moon and certainly wouldn't have had surgeries, or there would have been somebody else doing their surgeries and it was very much more down the track. Modern communications and accessibility actually brings huge pressure because people expect things to be dealt with in two minutes. And, so that's become a different job from that point of view as well ⁹.

C'est d'ailleurs la qualité première qu'espère posséder Hanzala Malik, élu régional travailliste :

How would I describe myself ? First of all, I would like to think that I'm easily accessible to people, and secondly I would like to think that I'm in a position to try and assist as many of those people who do contact me as possible. I don't always succeed, but you can only try, and I try ¹⁰.

Il apparaît clairement que le langage choisi par ceux qui ont élaboré le Parlement a été repris à leur compte par les élu-e-s eux-mêmes. Pourtant, s'il semble y avoir une forme de consensus sur l'accessibilité du Parlement, les élu-e-s ne tombent pas dans l'angélisme pour autant, et ils-elles s'accordent volontiers à trouver des limites à l'institution, comme l'exprime par exemple l'indépendante Jean Urquhart qui juge le Parlement certes accessible mais pas assez. Pour elle, celles et ceux qui sont en retrait des questions politiques sont par conséquent moins bien représentés, ce qui présente une limite à l'idéal de représentativité du Parlement :

⁸ HYSLOP F., « Entretien écrit », *op. cit.*

⁹ LAMONT J., « Entretien », *op. cit.*

¹⁰ MALIK H., « Entretien », *op. cit.*

So the big things, like some of the more controversial issues that have come up I think, there is a bit more accessibility to the decision-making process, not enough and by a long shot poor presentation from the people least likely to come, and probably most likely to need to know what the government is deciding about the welfare and anything else. I think we can work on that, do something about it. And the great thing about the constitutional change, debate, is that I think it's engaged with people who haven't been bothered with politics, or have given up, or have got bored by them, or have just felt kind of helpless¹¹.

Ainsi, il ne suffit pas que le Parlement soit ouvert pour que toutes les catégories de la population se sentent réellement représentées et impliquées dans la vie politique. La campagne sur le référendum sur l'indépendance de 2014 a été l'occasion de mobiliser beaucoup de membres de la société civile qui ne se sentaient pas ou plus concerné-e-s par la politique (l'engagement dans les différents partis s'en est ressenti à l'automne 2014). John Finnie, indépendant lui aussi, partage cet avis, et pose quant à lui la question de la représentativité des partis eux-mêmes¹². Patrick Harvie, à la tête du parti vert (au même titre que Maggie Chapman) estime quant à lui que certaines avancées du Parlement à son établissement ne sont actuellement plus à la hauteur des espérances :

I think in those early days, yes. And it was always the intention, it was to have a more open, participative process than Westminster. In some ways Westminster has caught up since then, and has begun in some aspects to overtake – obviously Westminster is geographically remote from most of the country, certainly from Scotland so that the proximity is helpful, but I think the systems that were set up were kind of ground-breaking actually in 1999 and some of them are a bit stale now¹³.

Après plus de dix ans d'existence du Parlement écossais, des voix s'élèvent de plus en plus pour repenser certains modes de fonctionnement, notamment pendant la campagne référendaire sur l'indépendance qui crée l'occasion de repenser certains aspects de la vie politique écossaise. Patrick Harvie considère que les nouvelles technologies offrent un défi de réinvention :

¹¹ URQUHART J., « Entretien avec Jean Urquhart, députée indépendante au Parlement écossais pour la région des Highlands and Islands ».

¹² FINNIE J., « Entretien », *op. cit.*

¹³ HARVIE P., « Entretien », *op. cit.*

I think it would be silly to imagine there would be some kind of magic formula that just gets it right. I think it's about constantly trying to reinvent or refresh the system, constantly trying to remind yourself what you are looking to achieve and if you can do things in a better way. The online world is interesting here, because in '99, the idea of public petition system, the idea of being able to email your MSP – some of it sounds really, really basic now – was quite new. A lot of people in those days didn't have an email address. There are still people who don't have email [...] but it's a smaller proportion of the population and a great many more people use far more innovative, creative, participative online tools than Parliament has ever been engaged with properly. And so that sense of technology and social media particularly, and open processes, collaboration online, that's taken off dramatically and what were quite innovative groundbreaking ideas in 1999 look really stale by comparison. So, I think it's going to be interesting to see if we can learn how to do things a bit better than just committees having a Twitter account, not really making the best use of that potential for collaboration ¹⁴.

Par ailleurs, certains remettent en cause le fonctionnement même de l'institution tel qu'il se combine aux différentes instances locales, comme Hanzala Malik, qui souhaiterait voir restreint le nombre d'élus responsables d'une part du territoire donnée :

Actually, I'm not sure whether I like the idea of regional MSPs, because I think that accountability is not as clear-cut as it would be for a constituency MSP. I'm a firm believer that there needs to be very clear boundaries for people, and to expect more than one person to be covering the region means stepping over each other trying to do things for people and sometimes that hinders people rather than assists people. It creates a sort of duplication and people who are trying to resolve a problem sometimes get quite annoyed that they had have five or six enquiries for the same enquirer. And that can, I think, sometimes disadvantage people rather than assist people. I also don't like the local council boundaries, for example you have three to four councils in a given area, that again is not very clear, and sometimes you get people who are referred to as ambulance chasers, they tend to be over-keen to help everybody and everybody's trying to do the same thing. It actually doesn't work, but I think accountability is poor and suffers because of this type of issue. I think there needs to be clear boundaries and one person needs to be accountable for an area, rather than more than one ¹⁵.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ MALIK H., « Entretien », *op. cit.*

Pour Hanzala Malik, limiter le nombre de représentant-e-s pour une région donnée serait ainsi source d'économies mais permettrait de rendre ces élu-e-s plus responsables face à leurs administré-e-s, ils-elles ne pourraient se défaire de leurs responsabilités :

[...] see we have four tiers of government now: you got the European Union, you've got the Westminster Parliament, you've got the Scottish Parliament and then you have the local councils. That's four tiers of government; I think that's too many. I think that the Scottish parliament and the local authorities can somehow merge and do the same duties together ¹⁶.

Les élu-e-s se perçoivent malgré tout comme porte-parole de leurs administrés et, dans cette optique, souhaitent tous et toutes se montrer disponibles pour eux, comme par exemple la nationaliste Sandra White :

Basically, I think of myself as more of a community activist. I like to get out and about in the community, and I see my job as an MSP to obviously represent constituents but also to raise any issues they have pertaining to the way they live or to raise that in the Parliament. So, I see myself as a voice for the people who don't necessarily have a voice, in that sense, both locally and internationally as well ¹⁷.

Enfin, les idéaux que s'est donné le Parlement à sa création restent cela-même : des idéaux. Alors, les député-e-s se doivent d'y aspirer toujours, ainsi que le dit Johann Lamont :

Well, as long as you hold them as things you still want to do, you're never going to achieve perfection, but we can't downplay its importance or be theoretically transparent, theoretically accountable or theoretically be representative. I think you've constantly got to be rethinking and refreshing yourself what you do ¹⁸.

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ WHITE S., « Entretien », *op. cit.*

¹⁸ LAMONT J., « Entretien », *op. cit.*

1.1.2 – L’ouverture sur le monde

L’accessibilité du Parlement ne se limite pas au simple fait de pouvoir contacter son-sa député-e par courriel ou pouvoir assister aux débats dans la chambre. Non seulement celui-ci accueille celles et ceux qui souhaitent être les témoins de la vie quotidienne mais aussi il héberge différentes manifestations au cours de l’année. En cela, le Parlement ressemble à un musée des plus classiques, avec sa boutique et son café (si ce n’est que les visiteurs peuvent laisser leurs enfants jouer à la crèche, le temps de suivre un débat, faire une visite guidée du bâtiment ou profiter de l’exposition permanente sur le parlement ou une éventuelle exposition temporaire). Les député-e-s sont assez sensibilisé-e-s ainsi aux questions que soulèvent les différentes manifestations, comme l’est John Finnie :

[...] the most impressive thing that a lot of people don't understand is how open the Parliament is: in the evening, this place is very very busy and there's lots of events happening, a lot of public coming in, charities, third sector organisations ¹⁹, see the MS charity ²⁰ at the bottom of the stairs there ²¹.

Le bâtiment de Holyrood appartient ainsi symboliquement à la population écossaise puisqu’il n’héberge pas seulement une poignée d’élu-e-s au statut particulier, mais reçoit aussi toutes sortes de manifestations culturelles et caritatives.

Depuis 2004, le Parlement organise aussi tous les étés, à la fin du mois d’août, un festival de la politique. Pour le cinquième du nom – et dernier de la période étudiée – près de 4500 visiteurs s’y sont rendus pendant les cinq jours du 18 au 22 août 2009 ²². Les visiteurs étaient majoritairement identifié-e-s comme d’un certain âge, blancs et non porteur de handicap, leur genre n’étant pas renseigné. En revanche, l’édition de 2008 avait attiré près de deux tiers de femmes ²³, montrant l’intérêt que peuvent manifester les femmes pour le domaine politique. Le festival de 2009 profitait des dix ans de

¹⁹ Associations de bénévoles.

²⁰ Association caritative sur la sclérose en plaque.

²¹ FINNIE J., « Entretien », *op. cit.*

²² SCOTTISH PARLIAMENT CORPORATE BODY, *SPCB(2009)Paper 83*, 2009.

²³ SCOTTISH PARLIAMENT CORPORATE BODY, *SPCB(2008)Paper 102*, 2008.

l'institution pour opérer une sorte de bilan des réussites et difficultés connues par le Parlement et s'interroger sur la forme que prendrait la dévolution à l'avenir. Le festival est ainsi l'occasion pour des élue-e-s, des figures de l'activisme, des artistes et des citoyen-ne-s lambdas de se rencontrer et d'échanger, toujours dans cette optique d'ouverture et d'accessibilité de la chose publique.

1.2 – La désillusion quant à l'institution elle-même :

Si les député-e-s citent volontiers l'ouverture et l'accessibilité du Parlement, ils évoquent aussi les limites de l'institution, les causes évoquées pouvant d'ailleurs varier selon les partis dont ils-elles font partie, notamment si leur parti est majoritaire ou dans l'opposition.

1.2.1 – La chambre des débats

Malgré les efforts de celles et ceux qui ont conçu le Parlement, les travers de toute institution politique occidentale semblent répercutés ; les commentateurs politiques mais aussi les acteurs eux-mêmes évoquent des débats musclés, un Premier ministre critiqué pour sa façon d'agir « virile » voire sexiste. C'est ce que déplorait Johann Lamont en 2011 :

Well, we've got an interesting situation with our own First Minister²⁴, who – to be fair to him – is aggressive and unpleasant to everybody, in my view. And not always, I'm sure he's got a charming side as well, but in the Parliament he's very [aggressive and unpleasant] - that's kind of the model, that's the

²⁴ Alex Salmond.

stereotype he lives up to. I was a bit concerned last week, the way in which he treated one woman who was asking a question, I thought he was unnecessarily patronising to her. And I am worried that that culture is what the media reward, they say “This is a clever man”, they put people down, and it doesn’t really add to the sum of human happiness ²⁵.

Pourtant certains commentateurs ont remarqué une amélioration par rapport à Westminster en ce qui concerne la façon de conduire les débats au Parlement, surtout dans les deux premières législatures (par opposition aux gouvernements nationalistes qui suivirent, voir plus bas). Rapidement cependant, il s’est avéré que la « nouvelle politique » observée aux débuts du Parlement écossais évoluait rapidement vers un style proche de celui connu au Parlement britannique : fort antagonisme, député-e-s les moins éminent-e-s sommé-e-s de rester fidèlement dans la lignée du parti et un système qui encourage le conformisme de manière générale ²⁶.

Le Parlement avait en effet été conçu pour éviter les confrontations inutiles, purs affrontements parfois dénués de contenus. Pourtant, les témoignages des acteurs des débats parlementaires eux-mêmes n’offrent pas une vision angélique de la situation réelle. Alors, loin du modèle idéalisé, il s’avère que les échanges au Parlement ressemblent à ceux que l’on peut voir dans d’autres parlements européens par exemple. Ainsi, contrairement aux premières impressions exprimées par Winnie Ewing, les débats peuvent s’avérer houleux et « musclés ». Il ne faut pas négliger le fait que tous ne souhaitent pas nécessairement un Parlement consensuel, et appellent de leurs vœux des débats fermes mais intelligents et respectueux. C’est le cas de John Finnie :

I like robust debate, I think it's important to scrutinize, but of course your robust debate is lost if you resort to name-calling. So if in a seven-minute speech for six minutes 55 seconds you clinically analyse your opponent's position, you show where their position is flawed, you evidence how you're doing that, but then you miscall them, then it's lost, as far as I'm concerned ²⁷.

En cela, le travailliste Neil Findlay partage son point de vue en faveur d’une forme de confrontation saine, qui viendrait de l’opposition entre les partis :

²⁵ LAMONT J., « Entretien », *op. cit.*

²⁶ McMILLAN J. et R. FOX, *Has Devolution Delivered for Women?*, *op. cit.*

²⁷ FINNIE J., « Entretien », *op. cit.*

[...] politics is politics. There's always going to be a passion for ideas and ideals, and it should be, it should be passionate, it should be at times treacherous and all that, that's the nature of the business. If it was just all one big love then it would be rather dull business and actually that would be very contrived as well because there are things that I would agree with all political parties on, but there is much much more that I agree with nothing that they say, some of the issues... I think there are a number of things, debates in here, where there are consensuses just as there are as there are at Westminster. On the big fundamental issues there are clear dividing lines between a number of the parties, I don't think it's much different²⁸.

Ici encore se pose la question de l'impact de la présence d'un plus grand nombre de femmes. Certains acteurs de ces débats semblent considérer que la présence d'un tiers de femmes dans la Chambre permet de temporiser les débats, c'est le cas de Fergus Ewing, SNP :

I think it probably does make a difference, in the sense the style of debate: men tend to be more aggressive and strident and sort of loud; women can be just as forceful without necessarily displaying the more unfortunate male excesses of over-aggression and so on. I think that impacts the debating style in the chamber for example and as far as what we do is concerned, I think it is very beneficial to have a reasonable balance between the genders, definitely²⁹.

De nombreux élu-e-s ont un positionnement attendu, politiquement correct même et donc peu critique, car ils-elles ne se sont pas toujours instruits quant à cette problématique. Ce n'est pas le cas de tous, par exemple Patrick Harvie n'est pas convaincu par l'idée qu'il existe une façon de faire de la politique très différente à Holyrood de celle de Westminster, même s'il admet volontiers que c'est un sentiment difficilement explicable de manière concrète et que Westminster semble être resté un parlement très masculin, où l'agression garde toute sa place :

Part of me is sceptical and would lean towards saying no, another part of me is aware that I don't have direct first-hand experience of Westminster. And the kind of comments that I've heard from our own colleague Caroline Lucas at

²⁸ FINDLAY N., « Entretien », *op. cit.*

²⁹ EWING F., « Entretien », *op. cit.*

Westminster and from colleagues in other parties who've been at Holyrood and then gone to Westminster, the kind of comments I've had suggest that, no, Westminster is dramatically worse. So, I think I would kind of reserve judgement on that ³⁰.

Johann Lamont exprime quant à elle un point de vue opposé en 2011, tout en considérant que les débats qui sont menés au Parlement écossais restent respectueux, contrairement à ceux de Westminster :

Well, they used to say: "Oh well, women are less confrontational, and they are much more willing to listen". I don't know if that's true, actually. I suppose, you might say a man's aggressive and I'm assertive, when I express very strong views. And I would be quite tough in dealing with other people and kind of arguing my corner. [...] A very good friend of mine was a woman MP, for a number of years, and she, indeed, was part of a Labour group that were down from Scotland, I think there was fifty of them, and she was the only woman in the group and she describes getting up on her feet and in the House of Commons people just directly facing and baying³¹ at her and talking about her appearance and being really aggressive about her voice. We don't have that to be fair. We don't have that, you've got people reacting and shouting but we don't have that very personalised aggression. So I think we have moved on to that point of view ³².

L'expérience actuelle des élu-e-s écossais-es vient tout de même marquer un fort contraste avec celle de Maria Fyfe, lorsqu'elle était députée travailliste à Westminster dans les années 1980 :

[...] it creates the impression that it's a place for men. And what women in all parties suffer is that boorish behaviour in the Chamber, which is something that you never expected, you don't realise is there. There's always that talk about it nowadays in the media, but then it was something people didn't know about. Parliament wasn't televised and a lot of this kind of things just went on without people realising. Women would think 'but it's not because they're men, because we've worked with men in other jobs before we came here and the men in those jobs didn't behave like that': trying to shut you down and silence you, make

³⁰ HARVIE P., « Entretien », *op. cit.*

³¹ Hausser la voix (Scots).

³² LAMONT J., « Entretien », *op. cit.*

sexist remarks. Normally folk just don't behave like that and if they did their boss would stop them, you'll get in trouble if you do that ³³.

Son témoignage montre un comportement qu'elle estimait, à l'époque déjà, comme opposé au reste de la société, et qu'on ne peut donc rejeter comme étant simplement du fait de la période à laquelle il s'exprimait.

Pour Jean Urquhart, la différence entre les deux parlements ne se mesure pas à l'intérieur, mais à l'extérieur : les débats sont comparables, mais les élu-e-s mènent leur travail vis-à-vis de leurs administré-e-s différemment de par la taille du pays qu'ils-elles représentent :

I think it does, I think it shows and I think it could be even better still. I think even the debates are sometimes pretty awful here, but I do think that the representation of the Scottish Parliament is much more akin to the population than the Westminster government is. I also think that smaller is better, for getting a thing done. If you want to have information, you can just go out in the street, you can go out to your constituents, everybody knows who you are, because we're a small country, there can be a downside to that, but it makes it much easier ³⁴.

Les témoignages des élu-e-s ne semblent pas indiquer qu'il y ait une façon de faire de la politique qui soit drastiquement différente avec 15, 20 ou 35% de femmes dans une chambre de débats. Il y aurait cependant un style de politique différente selon les partis. C'est un reproche que font volontiers les membres de partis de l'opposition au SNP majoritaire en 2014, comme l'explique le conservateur Murdo Fraser, par exemple :

I'm not sure even at the very start we fulfilled that ambition of a less confrontational style. Certainly now, I don't think anybody would seriously argue that the style of politics here is less confrontational than at Westminster, in fact it is sometimes worse. I think the difference, and this has been the biggest disappointment, is that people said: "One of the problems with Westminster is, there is too much party discipline, the whips have too much control, it represents too much control, there's not enough room for freedom of action." And it was

³³ FYFE M., « Entretien », *op. cit.*

³⁴ URQUHART J., « Entretien », *op. cit.*

one of the hopes of the founders of the Scottish Parliament, that it be very different here, that it be much more relaxed party discipline, much more opportunity for people to speak their mind, and do and say their own thing: in fact the opposite has happened ³⁵.

Pour lui, la façon de faire de la politique n'est pas radicalement différente entre Westminster et Holyrood: la différence tient à l'éthique des différents partis.

I think on any objective analysis that party discipline here is much stricter than at Westminster. I mean if you just look at the voting records, the number of rebellions you get particularly from the government party, it isn't about blaming them. The Labour-Liberal coalition for the first two terms, there were occasions when, particularly the Liberal-Democrat members of that coalition would rebel, not very often but it would happen very occasionally, sometimes maybe one or two times. Since the SNP became, first a minority government then a majority government, I can think of one example there's been any sort of rebellion: that was on the proposals to abolish the requirement for corroboration in Scots law. And even then it was only one SNP member, Christine Grahame, as the Justice Committee convener, who abstained on the vote. Apart from that, you can predict in advance for every vote exactly what the outcome will be ³⁶.

Les différents témoignages des participant-e-s aux débats du Parlement ne permettent pas de mettre en évidence une claire dichotomie entre Holyrood et Westminster. Il apparaît que la confrontation que semble promouvoir la disposition du Parlement britannique (le face-à-face séparé par la distance de la longueur de deux épées ainsi que le veut l'anecdote sans preuve historique ³⁷) soit davantage maintenue par le poids des années et des traditions, mais que l'hémicycle de Holyrood n'ait pas suffi à lui seul à rendre les échanges plus courtois. Une fois encore, le fait que le Parlement écossais soit nouvellement institué rend difficile la prise en compte d'une seule donnée parmi différents critères, et si les débats y sont – probablement – plus civils, il est difficile d'attribuer cela à la présence d'un tiers de femmes, plus qu'au fait que les élu-e-s sont par exemple de nouveaux arrivants dans le monde de la politique,

³⁵ FRASER M., « Entretien », *op. cit.*

³⁶ *Ibid.*

³⁷ HOUSE OF COMMONS INFORMATION OFFICE, *The House of Commons Chamber*, <http://www.parliament.uk/documents/commons-information-office/HoC-Chamber.pdf>.

ou bien que les moyens matériels sont relativement propices ou encore que l'instance est de taille modérée et représente un nation de petite taille.

1.2.2 – Les commissions

Les commissions parlementaires furent instaurées dans le but d'apporter un examen approfondi et un contrepoids à la Chambre des débats et en cela leur mission est chargée de lourdes responsabilités³⁸. Là encore, le bilan une dizaine d'années après l'instauration du Parlement n'est pas aussi satisfaisant que les fondateurs auraient pu l'espérer. Certes, l'on peut arguer que la commission à l'origine du *Scotland Act (1998)* avait proposé des idéaux à atteindre et en cela il est normal que la pratique courante tende seulement à cela, mais il reste de nombreux défauts dans le mode de fonctionnement des commissions parlementaires, tout comme dans celui de la chambre des débats. C'est ce que dénonce le travailliste Neil Findlay :

In terms of other stuff like – I think the myth in here was that committees was the strength of the Parliament, before I came in. I think it's absolutely rubbish, that is just nonsense. It's a myth that we have allowed to build; the committee system has major failings, particularly when there's a majority government. They just control everything, close down debate, and some of the ways in which business in the Chamber is ordered. There are significant problems like the way in which debates are staged. There is certainly room for improvement³⁹.

Le député travailliste rejette la faute sur le parti nationaliste, mais une fois encore les tensions entre partis sont à l'origine de dysfonctionnements par rapport à ce qui avait été prévu par la convention constitutionnelle et la CSG. Par ailleurs, les commissions parlementaires ne sont pas nécessairement de grands remparts aux

³⁸ Cf Chapitre 4 : 1.2.2.

³⁹ FINDLAY N., « Entretien », *op. cit.*

inégalités, puisque ces dernières ne sont pas prises en compte, selon le travailliste Hanzala Malik, qui se préoccupe des minorités ethniques de la population écossaise :

I mean, to the best of my knowledge I think that the European External Relations Committee is the only committee that has had equality training, all the other committees have not had equality training in the Parliament. That in itself is a crime, because if you don't have equality training then how do you expect to represent everybody equally? They're lucky I'm not the chair of the Equalities Committee because I would insist on everybody having training, and everybody's staff had training⁴⁰.

Cette impression est confortée par d'autres élu-e-s, notamment l'indépendante Jean Urquhart qui déplore l'absence de femmes dans certaines commissions encore perçues comme relevant de domaines masculins :

There's one or two aspects I don't like: I'm the only woman on the Finance Committee, and I feel that. I love it when there's women, women come to give evidence: there's a kindred spirit in the room. And I think that, just going back to an earlier remark, whatever meeting you have, if it's all men, it won't necessarily be all bad but it won't be kind of comprehensive, until you have women there as well, and not one or two as tokens, but actually 50%. As somebody who has been at meetings where I've been the only woman, at meetings where there's been equal members whatever it is, I think the difference is palpable. I think it's so refreshing to hear, and also for men just to hear it too, because it's not only women. I don't think we'll only get a change through men [...] ⁴¹.

Malgré un Parlement féminisé, certains domaines restent associés aux hommes, alors que d'autres sont considérés comme plus féminins, et les élu-e-s se confortent encore à ses modèles hérités du passé. Pour la députée indépendante, les commissions purement masculines perdent en qualité en se privant d'une partie de la population des représentant-e-s, et Sandra White des nationalistes partage ce point de vue :

Well, no, I think in Parliament, I think you'll see the difference, as I said, when you look at, I remember raising an issue with our own whip, at the time in

⁴⁰ MALIK H., « Entretien », *op. cit.*

⁴¹ URQUHART J., « Entretien », *op. cit.*

business managing, in fact we had a finance committee and there was no woman on that finance committee, and I said: "That's wrong, that's absolutely wrong." So I think in Parliament, you get people from all different parties, yes, but I think collectively, you're back to the old macho gender. And I think it's slightly changed now, I can't remember who's the head of the finance committee, but certainly up until a year ago anyway, very few women would have been convenor of the audit committee which checked all this stuff, convenor of the board of legislation committee, convenor of the finance committee, the economy committee, I think you'll find, if you look that up, you'll see that they were on the committee but they didn't have a substantial role⁴².

Sandra White soulève une autre difficulté : non seulement les femmes sont mal représentées dans de nombreuses commissions, mais elles n'ont que rarement la tâche de les présider. De nos jours encore, la commission en question est composée principalement d'hommes (une femme pour six hommes), présidée par un homme, nationaliste (lui-même secondé par un homme, nationaliste). Pour John Finnie, indépendant, les commissions ont tout de même un rôle crucial à jouer en termes de contre-pouvoirs mais l'attention du public est détournée par les médias qui ne s'intéressent qu'à la politique spectacle :

My biggest disappointment about the Parliament – and I consider it a privilege to be here and if it stopped tomorrow, I would consider myself very lucky – my biggest disappointment is that a lot of people, their understanding of the Scottish Parliament is based on half an hour every week and that's First Minister's Question, which is worse than Prime Minister's questions, because there is a smaller number of backbenchers who get to contribute and the parties, and I have to say, the opposition party, the Labour Party have turned into the worst form of theatre. The purpose of that as I would understand is to scrutinize the most senior person, not to miscall, not to go on about factors unconnected with the operation of the parliamentary business. That disappoints me greatly and that mirrors what happens at Westminster. I would like people to see what happens on the committees, this is a single chamber parliament, the role of the committees is vital. The scrutiny role they do is crucial, we don't want bad laws. And the collaborative working that takes place in the committees across the parties and no party, is more what I would like people to see. So it was supposed to be a different parliament and I think in many respects it is [...] ⁴³.

⁴² WHITE S., « Entretien », *op. cit.*

⁴³ FINNIE J., « Entretien », *op. cit.*

Pour John Finnie, les contre-pouvoirs institutionnels sont bien présents et pourraient fonctionner, d'ailleurs ils le font en partie. S'il est indépendant, John Finnie était néanmoins affilié au SNP (avant de rejoindre récemment les verts) et il n'adresse pas de reproches directs au parti majoritaire au moment où il s'exprime en 2014, le SNP. Murdo Fraser, en tant que conservateur et donc membre de l'opposition, quant à lui, trouve dans la façon d'exercer du parti au pouvoir une explication aux dysfonctionnements des commissions parlementaires :

Again, I think, when the committees were set up, the intention was that people would come to the committees purely as individuals and leave their party political allegiances at the door. That pretty much worked for the first couple of times. And again I think particularly in the last 2 1/2 years, since the SNP majority government, I think you see quite a change in the nature of the committees, and you've seen as MP members of committees come much more partisan. And I can think of loads of examples I've heard either on my own committee, or from other colleagues I've heard, about SNP members in committees, quite deliberately seeking to influence committee reports, for example, to make sure there's no criticism of SNP government policy coming forward. That is in complete contrast with what you get today at Westminster, where you will regularly get Westminster committees, all of which, of course, have a majority on them from the government parties, they will regularly produce reports critical of the government actions or the government policy, which is as it should be, but you don't get that here at all. You will never see a committee criticising the government, with again one exception of the Justice Committee's reports on corroboration, but that is so significant because that is the only example in the last three years⁴⁴.

L'analyse de Murdo Fraser semble quelque peu injuste car il y a eu des exemples de député-e-s qui se sont vu-e-s écarté-e-s de certaines commissions pour leur positionnement qui s'éloignait de la ligne directrice de leur parti, et ce dès la première session parlementaire, soit sous un gouvernement de coalition travailliste-libéral-démocrate⁴⁵. Pourtant, c'est un reproche qui est souvent fait aux nationalistes que de vouloir rester trop fidèles aux figures de proue et aux idéaux du

⁴⁴ FRASER M., « Entretien », *op. cit.*

⁴⁵ CARMAN C. et M. SHEPHARD, « Committees in the Scottish Parliament », *The Scottish Parliament 1999-2009: The First Decade*, Édimbourg, Luath Press, 2009, p. 23.

partis, aux dépens d'un réel débat d'idées et cela s'est manifesté dès l'arrivée du SNP au pouvoir, lors de la formation de son gouvernement minoritaire en 2007⁴⁶. Pour autant, le parti pris de Murdo Fraser est palpable puisqu'en tant qu'unioniste en pleine campagne contre l'indépendance, il loue le fonctionnement de Westminster sous une majorité conservatrice (dans la coalition avec les libéraux-démocrates).

1.2.3 – Un fonctionnement favorable aux femmes ?

Une des réelles déceptions vient de l'aspect « favorable aux familles » (family friendly) que s'était donné le Parlement à ses débuts. Certains reproches concernent le manque d'engagement envers ce principe, alors que d'autres pointent du doigt le manque de réalisme de celles et ceux qui ont pensé le Parlement.

L'élu conservateur, un temps candidat à la direction de son parti, Murdo Fraser évoque les contraintes matérielles et physiques à un fonctionnement parlementaire compatible avec une vie de famille épanouie :

I think it was always a conceit, from the start, that you could have a Parliament that had family-friendly hours, because it started from an entirely false premise that the work of a Member of Parliament stopped when Parliament stopped. And nobody in their right mind would have believed that was a reasonable proposition to put. And apart from anything else, unless you actually live in Edinburgh, even if you did manage to get out of the door at a quarter past five, which very very few people do, even if you did, unless you actually live in Edinburgh, you only get home at a reasonable time because, the great majority of members of the Parliament are not living in Edinburgh, their families are further afield. I live an hour away in Perth, so I'm actually one of the more fortunate ones. So even if I get out of the door after the vote, I'm lucky if I go home much before 7 o'clock. So I just see the children before they go to bed, but that's about it. And I'm part of the lucky ones. I'm not sure there's much you can do about that, I don't think there is an answer to that, that's just the job, unless people completely change their expectations of what they expect their

⁴⁶ *Ibid.*, p. 24.

representatives to do. I think we should just not kid ourselves that you could create a family-friendly parliament, I'm not sure these things exist ⁴⁷.

John Finnie, élu des *Highlands and Islands*, le rejoint sur ce point, et considère que les difficultés matérielles sont indéniables pour qui a des enfants ou vit loin ⁴⁸. Cette compatibilité avec la vie de famille ne se montre pas aussi probante qu'espérée mais elle est tout de même un pas en avant, et profite aux parlementaires malgré tout, ainsi qu'aux divers employé-e-s du Parlement ⁴⁹. Ainsi, Murdo Fraser explique que s'il arrive à concilier travail et enfants, c'est entre autres qu'il n'est pas élu à Westminster, donc à Londres :

Clearly, there are advantages, if you're from Scotland; one of the reasons I'm not in any way attracted to Westminster, is the thought of flying down on a Monday morning and flying home on a Thursday evening. This is of no interest to me, to be away from home four days a week. At least if you're based in Holyrood, and you've got a family, you can see them through the week, that you couldn't do if you were at Westminster, so that's better. And I think if you were a Westminster MP with a family, the only way it would work would be if you based your family in London, and you actually see them during the week, otherwise that wouldn't work ⁵⁰.

On voit tout de même dans ce type de discours que l'argumentation repose sur un système où l'élu-e doit être relayé par un-e conjoint-e qui prendrait en charge les enfants, et malgré une évolution des mœurs dans les années récentes, il s'agit principalement de la mère qui tient ce rôle. Jean Urquhart concède que le Parlement a un fonctionnement raisonnable, mais que les présupposés restent traditionnels tout de même :

I think [the Parliament] tried because it tried to believe that you could do politics between 9 and 5, and I'm not so sure that that's possible. I think the reality of politics is that it really is a very different way of life, generally. But having said that, I think the Parliament did try to do that, the bell is at 5 o'clock,

⁴⁷ FRASER M., « Entretien », *op. cit.*

⁴⁸ FINNIE J., « Entretien », *op. cit.*

⁴⁹ MCMILLAN J. et R. FOX, *Has Devolution Delivered for Women?*, *op. cit.*, p. 27.

⁵⁰ FRASER M., « Entretien », *op. cit.*

not at midnight, not at two in the morning. But that presupposes that – maybe it doesn't, maybe that's my own failing – that that's about women getting home making the tea ⁵¹.

Sandra White évoque en 2011 une dichotomie dans le comportement entre hommes et femmes qu'aucun élu masculin ne semble par ailleurs remarquer :

Men MSPs will speak to each other – perhaps over a pint, or whatever it may be – women MSPs tend to be perhaps more diligent; they work on in the office, they have families as well and to go home to. So I think, for women to network with other MSPs is more difficult. And that's probably a bit of a downfall, and obviously there's still a macho culture. I think if you look at the make-up of some of the committees, you'll find, like, the economic committee, the finance committee, very seldom get a woman convenor of these committees and I think it still unfortunately tends to be down that line. It's improved a lot from when I started in politics in 1989, but I think there's still a way to go in that respect ⁵².

Ainsi, les contraintes imposées aux femmes par la société se répercutent sur leur capacité à s'impliquer dans la méta-vie parlementaire et par conséquent dans les affaires parlementaires plus généralement : une femme qui rentre s'occuper de ses enfants ne peut assister aux discussions autour d'un verre le soir après les débats et imposera moins son point de vue, tout comme elle n'aura pas connaissance de certaines informations échangées ainsi informellement. Le Parlement reflète aussi par cet aspect le fonctionnement de la société écossaise et même s'il se veut un modèle en termes d'égalité des chances, il lui faut encore progresser dans ce domaine, aux dires mêmes de ses député-e-s.

⁵¹ URQUHART J., « Entretien », *op. cit.*

⁵² WHITE S., « Entretien », *op. cit.*

2 – La vie politique : changée en profondeur ?

Comme il l'a été expliqué précédemment, les femmes représentant un tiers des élu-e-s ; il semble légitime de s'interroger sur l'impact qu'elles peuvent avoir sur la vie politique, ne serait-ce que symboliquement, du fait de leur présence.

2.1 – Quelle place symbolique pour les femmes au sein du Parlement ?

Le chapitre 5⁵³ a montré que certaines lois jugées comme relevant d'un domaine traditionnellement féminin, ou susceptible d'intéresser les femmes, ont pu être votées à Holyrood. La question qui s'ensuit de ce constat est la suivante : existe-t-il une gouvernance féminine ? Peut-on envisager qu'il existe une façon de faire de la politique qui soit propre aux femmes ?

2.1.1 – Une gouvernance féminine ?

Le fait que le Parlement écossais se montre parfois plus en avance que le Parlement britannique sur certains sujets de société alors que l'Écosse était perçue comme machiste et quelque peu réactionnaire⁵⁴ jusqu'à la mise en œuvre de la dévolution peut être interprété de deux manières. La première serait une évolution isolée de la société civile écossaise, peut-être par une perte d'influence des différentes églises présentes en Écosse. La seconde additionnerait à cela la présence féminine au Parlement

⁵³ Cf chapitre 5 : 2.2.4.2.

⁵⁴ Cf chapitre 3 : 1.2.1.

au-delà du seuil critique, ce qui permettrait une vision, une approche différente dans la façon de mener la politique. Une troisième serait que les Écossais votent majoritairement pour le parti travailliste depuis l'après-guerre, pour sa vision économique certes, mais aussi parce qu'il propose aussi en général une vision de la société plus progressiste (moins conservatrice) que le parti conservateur. Pour Joyce MacMillan et Ruth Fox qui établirent une forme de bilan de la dévolution en ce qui concerne les femmes après dix ans de fonctionnement pour l'organisme de recherche politique indépendant Hansard Society, on peut attribuer à la présence des femmes au Parlement écossais l'origine de certaines lois concernant les violences conjugales, la garde d'enfants ou encore certains domaines liés à la justice sociale. Elles citent ainsi une loi contre les violences conjugales (*The Protection from Abuse Act (Scotland) 2001*) comme étant une avancée très concrète dans le domaine des droits des femmes. C'est ce qui leur permet de poser la question du lien entre le nombre conséquent de femmes dans un corps législatif donné et l'action de ces élues en tant que femmes et au nom des femmes. Autrement dit, une représentation descriptive se traduit-elle par une représentation substantive⁵⁵ ? L'élément de réponse du rapport est un certain nombre d'élues qui ont défendu des causes liées aux intérêts des femmes. Selon MacMillan et Fox, il est possible d'identifier certains cas où les femmes au Parlement ont eu une influence directe sur la législation (sur des sujets qui concernent les femmes, d'après elles) :

Susan Deacon, for example, has been an advocate for sexual health and children's health; Cathy Jamieson has had a particular concentration on matrimonial law; Cathie Cragie has focused much effort on tackling housing repossessions; and Pauline McNeil has done much to address the needs of women prisoners. Across the political spectrum, MSPs recognise Mary Scanlon's work in the health policy area, and Roseanna Cunningham's focus on women's justice⁵⁶.

Il est notable que ces élues soient principalement des travaillistes, membre du parti qui historiquement s'est plutôt affirmé en faveur de l'égalité hommes-femmes⁵⁷,

⁵⁵ Cf chapitre 2 : 1.2.1.

⁵⁶ MCMILLAN J. et R. FOX, *Has Devolution Delivered for Women?*, op. cit., p. 23.

⁵⁷ Cf chapitre 1 : 2.2.

mais pas seulement puisque les deux dernières citées sont respectivement une conservatrice et une nationaliste.

Quelques députées qui ont défendu des causes perçues comme liées aux femmes peuvent être considérées comme des cas isolés et ne prouvent pas nécessairement une tendance globale. Et si cette question est difficile pour des commentateurs extérieurs, elle ne l'est pas moins pour les élu-e-s qui travaillent au Parlement. Sandra White, SNP, estime que les questions liées à l'égalité hommes-femmes sont au cœur des considérations du Parlement écossais :

Absolutely, I think female equality [does] come through in the Scottish Parliament. And everyone's happy to debate [it], and accept the fact that there is a number of issues that have been swept under the carpet – I mean really, definitely to keep focused on. Particularly, employment – although we don't have the powers over employment - but basically monitoring the glass ceiling, seeing people who get minimal wage, which we discuss quite a lot in the Scottish Parliament, particularly the public sector which we can have some control over. Equality issues, yes. And we have the equality committee as well, which looks at these issues in great depths. I think female politics, as you call it, does feature quite a bit in the Scottish Parliament. More so than in Westminster ⁵⁸.

Pour autant, il est difficile de définir des thèmes particulièrement féminins, tout comme une façon de débattre typiquement féminine, c'est ce qu'illustre Jean Urquhart :

I always find this a quite difficult question, it's like saying: "What's the woman's view?", when you're the only woman in the room of 30 men or whatever. My experience, limited as it's been, in Highland Council and now here, is that I'm even more interested in making sure that more women come into politics, because the conversation changes, the debates change, the questions are different. And I think you get a much more grounded debate rather than saying that women are just as every bit as good as men so why shouldn't there be 50% representation. I think women are every bit as interesting and diverse and different as men are, and therefore as long as they're not in the debate then there's a big gap and there is a whole series of things that will never be considered, I think, just because of that different experience really, a different

⁵⁸ WHITE S., « Entretien », *op. cit.*

way of thinking that they bring to the table. And so, I think it's more necessary than it ever was that we have better representation in the Scottish Parliament⁵⁹.

Elsbeth Attwooll, ancienne élue européenne libérale-démocrate est prudente elle aussi ; elle ne croit pas profondément à un style féminin à cause de la difficulté de mesurer son existence de manière tangible :

I'm not altogether convinced by it, but it's equally not something I would want to rule out. [...] But I'm not convinced that there are women's issues, that women are only interested in narrow things to do with family or whatever, because in my own experience that's far from true. You know, women are interested in things right across the board, maybe they see things slightly differently in the sense that they will see more how they affect women⁶⁰.

Pour Johann Lamont, plutôt qu'une différence entre hommes et femmes dans leur façon de faire de la politique, on peut davantage remarquer une différence de perception du travail de ces femmes et ces hommes⁶¹.

Le mot de la fin pourrait être attribué à Patrick Harvie, qui même s'il reste méfiant face à des conclusions hâtives quant à un style de politique féminine ou influencé par une connaissance des sujets liés aux genres, du moins en ce qui le concerne (« I hope so. I'm not sure I'm always conscious of it affecting me in the way that I do my job, I'm sure it does, I'm not sure I have a clear sense of that⁶². »), soutient un parlement représentatif par pure éthique, pour la défense de la diversité au sens large :

I think it can, I mean I think trying to achieve a parliament that looks like society is a good thing to do in its own right and even if it didn't achieve the kind of political change that one might hope that it would, I think just in terms of trying to reconnect people with politics. A lot of people, quite justifiably, have felt disconnected from politics and disillusioned with politics and just not having any sense of relationship with it because quite often because politicians just don't look like humans, you know they don't look like society. And I think trying to achieve a parliament that has a diversity, not just in terms of gender balance, but the age spectrum, the kind of backgrounds that people come from, the work

⁵⁹ URQUHART J., « Entretien », *op. cit.*

⁶⁰ ATTWOOL E., « Entretien », *op. cit.*

⁶¹ Cf 1.2.1.

⁶² HARVIE P., « Entretien », *op. cit.*

they've done before Parliament, I think that's an objective in its own right, it's something that all parties ought to be trying to achieve, rather than churning out PPE⁶³ graduate clones that go working in a politician's office to being in a council to be an MSP or an MP, and going through that standard mass production route if you like⁶⁴.

Le parlement le plus représentatif possible ne serait donc pas peuplé de député-e-s tous issus d'une même classe sociale, ayant reçu la même formation et surtout permettrait aux citoyens de se sentir représentés dans les deux sens du terme (à la fois dans le sens politique avec des législateurs délégués par le peuple, mais aussi dans le sens symbolique d'évocation de la diversité des identités des citoyen-ne-s). Par ailleurs, le Parlement agit comme un modèle pour le reste de la société, il se doit de donner le (bon) exemple :

I think if in 20 years the Scottish Parliament has got much closer to equal numbers of men and women as members, as senior members of staff, all aspects of how the Parliament functions, it will not only help to achieve progress, it will be because we're already making progress towards a more equal society more generally. Hopefully it's a kind of positive feedback, it could be a vicious circle or a virtuous one, if you see what I mean⁶⁵.

Ici, la posture de Patrick Harvie concorde avec les idéaux égalitaires du Parlement : ce sont les objectifs auxquels il faut aspirer.

2.1.1 – Quel respect de la parité ? La commission parlementaire sur l'égalité des chances⁶⁶

S'il est une instance au sein du Parlement écossais qui se devrait de donner l'exemple en termes d'égalité homme-femme, c'est la commission parlementaire sur

⁶³ *Philosophy, Politics and Economics*.

⁶⁴ HARVIE P., « Entretien », *op. cit.*

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ MÈGE-REUIL É., « The Equal Opportunities Committee in the Scottish Parliament: how far can it go? », Barcelone, 2013.

l'égalité des chances, l'une des sept commissions obligatoires de Holyrood. Son rôle n'est pas intrinsèquement lié au fonctionnement du Parlement, comme l'explique John Finnie, il est plus vaste et ressemble à celui d'autres commissions parlementaires :

The Equal Opportunities Committee looks at a range of issues, I don't think they have any great deal looked at matters within the Parliament, other than fairly recently when they changed to Parliament sitting three days a week, rather than two days. And we did have concerns, and the concerns have been voiced about evening sittings and what that means but these settings are very rare, and have been planned. And the implications are not solely for parliamentarians but for the staff who support the whole issue, who are vital to the process. I mean this place doesn't work without everyone, and I include the people who come in here and clean the office, who are, to me, as valued as anyone else ⁶⁷.

En tant que commission obligatoire, son rôle est donc – entre autres – de prévenir, éliminer ou réguler la discrimination entre les personnes pour des raisons de sexe ou de statut marital. Cependant, son existence est assez paradoxale puisque s'il entre dans le cadre des quatre piliers fondamentaux du Parlement, l'égalité des chances reste un domaine réservé de Westminster ⁶⁸. Et son existence marque tout de même une « institutionnalisation » de la question de l'égalité des chances ⁶⁹.

L'égalité des chances ne se limite pas à l'égalité hommes-femmes, c'est pour cela que la commission a pour mission la suivante :

The Equal Opportunities Committee considers matters of discrimination relative to sex or marital status, race, disability, age, sexual orientation, language, social origin or other personal attributes, including beliefs or opinions on, for example, religion or politics ⁷⁰.

⁶⁷ FINNIE J., « Entretien », *op. cit.*

⁶⁸ Chapitre 4 : 1.2.1.

⁶⁹ McMILLAN, Joyce, FOX, Ruth, "Has Devolution Delivered for Women?" , Hansard Society and British Council Scotland, 2010, p.21

⁷⁰ SCOTTISH PARLIAMENT, *Equal Opportunities Committee*, <http://www.scottish.parliament.uk/parliamentarybusiness/CurrentCommittees/29807.aspx>.

Par conséquent, il est du devoir de la commission d'être la plus représentative des élu-e-s possible, tout comme le Parlement se doit d'être représentatif de la population écossaise. Il y a actuellement trois femmes et quatre hommes membres de cette commission (les suppléants sont deux femmes et un homme) et le travail y est dirigé par Margaret McCulloch, du parti travailliste, assistée de Sandra White du parti nationaliste, puisqu'après les dernières élections d'avril 2011, il a été décidé le 1^{er} juin 2011 que seuls des membres du parti majoritaire au Parlement, le SNP, pouvaient être choisis pour le poste de « *deputy convener* », soit second du groupe de travail. La commission est assez exemplaire quant à son rapport hommes-femmes. Les autres commissions ne le sont pas nécessairement, puisque le règlement intérieur du Parlement ne requiert pas la parité pour ses commissions qui doivent être composées de cinq à quinze membres : « In proposing membership, the Bureau must have regard to the balance of the parties within the Parliament and to the qualifications and experience of any member expressing an interest in a particular committee (Rule 6.3.4) ⁷¹. » Les commissions doivent reproduire l'équilibre entre les partis du Parlement, mais ne sont astreintes à aucune exigence concernant la proportion hommes-femmes.

Au même titre que toutes les autres commissions et que le Parlement de manière générale, la commission sur l'égalité des chances se veut accessible à la population écossaise. Ainsi, tous peuvent s'inscrire à la lettre d'information par courriel et être tenus au courant des événements (« *Meet-the-Committee events* ») et des consultations que tient la commission. Les employés administratifs qui travaillent pour la commissions répondent aux questions du public, qui peut par ailleurs assister aux réunions publiques ou les suivre en direct ou en différé par le biais du site internet du Parlement.

Une partie de la mission de la commission est de s'assurer que les autres commissions prennent en compte l'égalité des chances dans leur travail parlementaire ⁷². Ainsi, il propose aux autres commissions suggestions et recommandations, afin qu'elles s'assurent qu'elles travaillent dans la droite lignée des

⁷¹ SCOTTISH PARLIAMENT, *Standing Orders of the Scottish Parliament*, <http://www.scottish.parliament.uk/parliamentarybusiness/17797.aspx>.

⁷² SCOTTISH PARLIAMENT, *Standards, Procedures and Public Appointments Committee Report*, <http://archive.scottish.parliament.uk/s3/committees/stanproc/reports-09/stpr09-04.htm#ANNB>.

principes du Parlement. Par conséquent, tous les propositions de lois, qu'elles émanent du gouvernement (*Scottish Executive Bills*) ou de toute autre élu-e (*Private Member's Bills*) doit inclure une évaluation du projet de loi sur l'égalité des chances. De plus, une proposition de loi qui émane d'une commission (*Committee Bill*) doit être accompagnée d'un rapport (*Policy Memorandum*)⁷³.

La commission s'est notamment illustrée par son travail d'examen de proposition de budget annuel, ce qui peut attester de son importance⁷⁴. Son rôle d'examen ne se limite pas à l'aspect financier :

[the] particular role of this committee is to scrutinise the Scottish Government and the Scottish Parliamentary Corporate Body. It has been the lead committee on bills such as the Prohibition of Female Genital Mutilation (Scotland) Bill and the Forced Marriage etc. (Protection and Jurisdiction) (Scotland) Bill, the secondary committee on bills such as the Offences (Aggravated by Prejudice) (Scotland) Bill, and it considers subordinate legislation and legislative consent memorandums that are referred to it⁷⁵.

Ainsi, même lorsqu'elle ne propose pas des lois au sujet de l'égalité des chances directement, la commission reste déterminante et participe au maintien de la problématique à l'ordre du jour du Parlement.

Par ailleurs, dans le cadre de son travail d'enquête préliminaire, la commission reçoit régulièrement des membres d'organismes qui viennent témoigner de leurs connaissances du terrain, comme cela avait été le cas pour le député vert Patrick Harvie, avant qu'il s'engage en politique :

And in the middle of it, I found myself giving evidence to one of the committees in the Scottish Parliament and through all of that, it just became

⁷³ SCOTTISH PARLIAMENT, *Parliamentary Procedures, Chapter 9: Public Bill Procedures*, <http://www.scottish.parliament.uk/parliamentarybusiness/26514.aspx>.

⁷⁴ MACKAY F., « Travelling the Distance? The Equal Opportunities and the Scottish Parliament », *The Scottish Parliament 1999-2009: The First Decade*, Hansard Society., Édimbourg, Luath Press, 2009, p. 49-55.

⁷⁵ SCOTTISH PARLIAMENT, « Public Information ».

clear that this new entity, this new Scottish Parliament was not only doing something that I thought was relevant and important to my community but actually got it right at the end of the day. I sort of felt that was a moment to get involved in politics again ⁷⁶.

Ainsi, la commission agit au plus près des associations telles que MECOPP (qui soutient les personnes noires ou bien d'autres minorités) afin de faciliter son travail sur le sujet des communautés des gens du voyage. Un autre aspect abordé récemment fut le sujet des femmes dans le monde du travail, car des statistiques britanniques ont révélé que les femmes étaient tout particulièrement affectées par le chômage. Après des séances de tables rondes, la commission s'est rendue ouverte aux suggestions par le truchement du site internet du Parlement.

Parmi ses différentes missions, la commission sur l'égalité des chances se doit de répondre aux intérêts des citoyens, qu'ils peuvent porter à la connaissance des député-e-s grâce au système des requêtes (*petitions*). À titre d'exemple, une requête a été adressée le 12 juin 2008 à la commission par Margaret Forbes de la part de *Scottish Women Against Pornography*:

[...] calling on the Scottish Parliament to urge the Scottish Government to introduce and enforce measures that ensure that magazines and newspapers containing sexually graphic covers are not displayed at children's eye-level or below or adjacent to children's titles and comics and should be screen sleeved before being placed on the shelf ⁷⁷.

Cette requête a recueilli le soutien de 568 signatures et a engendré de nombreux échanges entre la commission et le gouvernement écossais. La commission a écouté les témoignages de plusieurs associations pour finalement parvenir à la conclusion suivante :

The Committee agreed to write to the National Federation of Retail Newsagents to register disquiet and distaste in respect of the low compliance

⁷⁶ HARVIE P., « Entretien », *op. cit.*

⁷⁷ SCOTTISH PARLIAMENT, *Parliamentary Business: PE1169*,
<http://scottish.parliament.uk/parliamentarybusiness/CurrentCommittees/40017.aspx>.

levels; and further agreed to write to the Scottish Government asking whether the matter falls within devolved powers and, if it does, whether it plans to take any action ⁷⁸.

Malgré ses différentes missions, la commission connaît un rayon d'action relativement restreint, de par le fait de la loi (*Scotland Act 1998*) et des domaines réservés qu'elle crée, notamment celui de l'égalité des chances ; c'est dans ce cadre que Westminster a pu voter l'*Equality Act 2010* qui a remplacé l'*Equal Pay Act 1970* et le *Sex Discrimination Act 1975*.

Dans un cadre très particulier seulement, celui des « *Legislative Consent Memorandums* » ou « *Sewel motion* ⁷⁹», la commission peut intervenir auprès de Westminster. Il s'agit du cas où le Parlement britannique étudie un projet de loi qui changerait la loi concernant un domaine dévolu ou bien modifierait la compétence législative du Parlement écossais ou la compétence exécutive du gouvernement écossais. Selon la « *Sewel Convention* », Westminster ne doit pas voter de lois qui contiennent de telles dispositions sans obtenir au préalable le consentement du Parlement écossais ⁸⁰.

Ainsi, même si la commission n'a pas le pouvoir de rédiger des propositions de loi sur l'égalité des chances, elle a un réel rôle à jouer sur la scène politique écossaise. Elle s'avère cruciale dans le processus d'élaboration des lois puisqu'elle s'assure du respect de l'égalité des chances lorsqu'une proposition de loi est esquissée et qu'elle surveille divers aspects de la société écossaise.

⁷⁸ *Ibid.*

⁷⁹ D'après Lord Sewel, sous-secrétaire d'État parlementaire pour l'Écosse au moment où fut voté le *Scotland Act 1998*.

⁸⁰ SCOTTISH PARLIAMENT, *About Legislative Consent Memorandums*, <http://www.scottish.parliament.uk/parliamentarybusiness/Bills/31308.aspx>.

2.2 – Voit-on un plus grand engagement politique féminin ?

La répercussion d'une présence accrue de femmes au Parlement pourrait susciter des velléités d'engagement politique à différent niveau de la vie publique. On peut alors se demander si les partis connaissent un changement en profondeur ; le recrutement des femmes reste-t-il toujours « accidentel », tel que le décrivait par exemple Winnie Ewing dans son autobiographie ? Par ailleurs, ne reste-t-on pas fixé sur l'idée de quelques femmes qui agissent en modèles (Winnie Ewing, une fois encore illustrant ce cas de figure) ? Au contraire, pouvons-nous noter un engagement égal entre hommes et femmes dans la sphère politique à divers niveaux en Écosse ?

2.2.1 – La présence des femmes au sein des partis politiques et des institutions régionales

Un rapport très général, publié en 2015 par la Chambre des communes de Westminster, montre qu'à l'échelle britannique, à l'heure actuelle, et ce tous partis confondus, l'électorat pour un parti donné est équitablement partagé entre hommes et femmes, mais qu'en ce qui concerne l'adhésion aux partis elle reste dominée par des membres masculins (avec 67,2%)⁸¹. Ceci ne favorise évidemment pas l'accession des femmes à des postes de responsabilité et constitue par conséquent un frein aux ambitions de voir émerger une véritable égalité entre hommes et femmes dans le monde politique.

Ainsi, le nombre de femmes aux fonctions politiques locales en Écosse a même chu, notamment en 2007 alors que le système avait été modifié en faveur d'une forme de proportionnelle (le STV ou *Single Transferable Vote*) dont le fonctionnement par classement des candidat-e-s selon la préférence de l'électeur-trice aurait dû aider, ou ne pas défavoriser, les femmes. L'idée était de rendre les collectivités locales plus

⁸¹ KEEN R., *Membership of UK Political Parties*, House of Commons Library, 2015, Figure 12, p. 14.

représentatives. À titre de comparaison, en 2003 27,7% des candidat-e-s des collectivités locales étaient des femmes, en 2007 elles n'étaient plus que 22,5%, ce qui a eu pour impact de réduire le nombre d'élu-e-s de 269 (21,8%) à 263 (21,6%)⁸².

Le seuil critique de 30% de femmes est atteint au Parlement, mais pas dans les collectivités locales, et les femmes sont toujours largement minoritaires parmi les adhérent-e-s des partis politiques. L'on peut se demander si la présence plus marquée des femmes dans les instances dirigeantes écossaises peut malgré tout avoir influencé les médias : ont-ils changé dans leur traitement des femmes dans la sphère politique ? Wendy Alexander, députée travailliste au Parlement écossais de 1999 à 2011, ayant occupé différents postes de ministre, et à la tête de son parti de septembre 2007 à juin 2008, s'est confiée à Joyce McMillan et Ruth Fox quant aux pressions exercées par les médias (notamment la culture des informations 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7) sur les femmes politiques. Pour la travailliste, cela accentue les tensions préexistantes entre carrière politique et vie de famille. Le fait de devoir répondre toujours plus vite à toute sollicitation rebute presque toutes les femmes, et bon nombre d'hommes qui aiment se donner le temps de la réflexion. Beaucoup de femmes dénoncent par conséquent la politique qui se donne en spectacle et refusent d'y prendre part, dénonçant une façon de faire de la politique qui s'attache davantage à la forme davantage qu'au contenu. Les femmes interrogées par McMillan et Fox ont largement évoqué la large couverture médiatique très hostile aux femmes dans les premières années du Parlement : beaucoup étaient jugées stupides ou incapables de s'exprimer si elles n'adoptaient pas le style habituel jusque-là, alors que d'autres étaient simplement jugées sur leur aspect extérieur, leur apparence physique ou leur style vestimentaire⁸³.

Ces doléances sont aussi portées par différentes élues, par exemple Maria Fyfe décrivant les débuts du Parlement écossais :

When those new women got elected, a lot of the Scottish press were really horrible to them. There was a class snobbery as well, to women as well.

⁸² MCMILLAN J. et R. FOX, *Has Devolution Delivered for Women?*, Hansard Society and British Council Scotland, 2010, p. 23.

⁸³ *Ibid.*, p. 25.

They made fun of Glasgow and Lanarkshire accents. They thought they weren't up to the job, but they never criticised male MSPs or MPs in the same way ⁸⁴.

Johann Lamont, travailliste elle aussi, considère que les médias furent particulièrement sévères à l'égard des femmes nouvellement élues :

I do think in the earliest stages of the first parliament the media argued very hard for the Scottish Parliament, as soon as it arrived, spent a lot of time criticizing it, and criticizing decisions and attacking it - and it wasn't just the tabloid press - particularly picked on the women, even commented, were describing women in terms of their shape or accent. And there are still a bit, I think, of those even amongst those that would regard themselves as the commentators on political issues, would say, "well actually these women, were forced on us and therefore the best quality wasn't there". They wouldn't maybe be as explicit as that but there is a bit of a feeling around that, and they don't maybe value things that we would value in a politician, because they don't see it. So somebody who spends her time briefing the press would seem to be talking to the right people, and can create an image of themselves whereas somebody maybe doing a lot of thinking and a lot of working and quietly making speeches but not sending her speeches out to the press, would not be valued in the same way ⁸⁵.

Pour Johann Lamont, il est nécessaire, notamment pour les femmes, d'endosser un certain professionnalisme envers les médias, une forme d'artificialité qui s'éloigne de la tâche de l'élu-e. Sandra White des nationalistes, habituellement opposée à Johann Lamont et au parti travailliste, la rejoint pourtant sur le point suivant : les femmes sont traitées différemment des hommes par les médias. Elle explique :

[...] they wouldn't say half the things they say about the Presiding Officer that they would with men and they wouldn't be asking the Presiding Officer, "what kind of clothes are you going to wear, what kind of make-up are you going to wear" and all that stuff. Yes, absolutely, they do, they treat her with a bit of frivolity, they don't give it the *gravitas* it should have. And the media, obviously socialisation, people see the TV, what they want to see, what they want to hear, and read the newspapers, basically, and I just think they dumb it down, and they make it - for the women in particular you've got to look a certain

⁸⁴ FYFE M., « Entretien », *op. cit.*

⁸⁵ LAMONT J., « Entretien », *op. cit.*

way, get your hair done. You've got, "oh she had that same dress on three days in a row", all this rubbish, you know⁸⁶.

Ainsi, malgré leur statut d'élues, les femmes semblent rabaissées à des considérations superficielles par certains observateurs et dans certains médias. Ruth Davidson, à la tête du parti conservateur sent cette différence de traitement chez les médias elle aussi : « I don't think that I am treated differently by my colleagues – perhaps sometimes in the media, because I'm female⁸⁷. »

Johann Lamont pointe du doigt une certaine interdépendance entre classe politique et médias, ce qui peut sembler paradoxal puisque les femmes y sont souvent mal représentées, pourtant les élu-e-s dépendent de la couverture médiatique de leurs actions :

Well, for some people, you don't do things unless you get a press release out of it. Or you do something, then, what you do is you put a press release to let people know that. My worry is that it then becomes: you don't do it unless it's newsworthy. So your life is round the things that are newsworthy, rather than actually a job, a tough job of representation, which is really difficult⁸⁸.

Ceci explique en partie pourquoi être mal traitée dans les médias peut être délétère pour une carrière politique. En effet, pour être bien perçu-e du grand public, il est nécessaire que ses actions soient relayées par les médias, et sous un jour positif.

2.2.2 – Des trajectoires isolées mais plus nombreuses

Malgré les obstacles mentionnés ci-dessus et les limites dans le progrès vers l'égalité hommes-femmes au niveau des collectivités territoriales, il existe de plus en plus d'exemples de femmes accédant aux plus hautes fonctions dans le cadre de la

⁸⁶ WHITE S., « Entretien », *op. cit.*

⁸⁷ DAVIDSON R., « Entretien téléphonique avec Ruth Davidson, députée conservatrice au Parlement écossais pour la région de Glasgow et à la tête du parti conservateur écossais. ».

⁸⁸ LAMONT J., « Entretien », *op. cit.*

dévolution en Écosse. Les partis majoritaires ont presque tous été, à un moment ou un autre dirigés par une femme : les travaillistes par Wendy Alexander (de septembre 2007 à juin 2008)⁸⁹ et par Johann Lamont (de décembre 2011 à octobre 2014), les nationalistes par Nicola Sturgeon (depuis novembre 2014), les conservateurs par Annabel Goldie (d'octobre 2005 à novembre 2011) puis par Ruth Davidson (actuellement et depuis mai 2011) et les verts sont co-dirigés par Maggie Chapman (depuis novembre 2013). Si les hommes dirigent les partis, ils sont parfois secondés par des femmes. C'est le cas du SNP sous Alex Salmond (pour sa deuxième période à la tête du parti) avec Nicola Sturgeon (de septembre 2004 à sa propre élection à la tête du parti en 2014), et du parti travailliste depuis décembre 2014 (Jim Murphy et Kezia Dugdale). De plus, Trish Godman a été vice-présidente du Parlement et Tricia Marwick est présidente du Parlement depuis mai 2011, secondé par un homme, John Scott, et une femme, Elaine Smith⁹⁰. Il est notable que Nicola Sturgeon ait pris la décision de ne pas poursuivre son intention de présenter sa candidature à la tête du parti nationaliste en 2004 lorsqu'Alex Salmond a rendu publique sa propre candidature.

De nombreux élu-e-s croient en la nécessité d'éventuellement encourager les femmes, mais pas en l'interventionnisme (les mécanismes de sélection⁹¹) qui paraît trop injuste. Chez les travaillistes, il reste des défenseurs des quotas, comme Johann Lamont qui se décrit volontiers comme féministe, mais il semble que les femmes les prônent davantage que les hommes. Elle explique : « Like a lot of these things, sometimes it's better if a law obliges parties to do it⁹². » Maria Fyfe dans la même lignée croit en la nécessité d'instaurer des quotas ou des listes de femmes, et s'insurge contre l'idée de formations spéciales pour les femmes⁹³.

En revanche, la plupart des hommes se montrent plus réticents à agir en ce sens, même au sein du parti travailliste, comme Hanzala Malik :

⁸⁹ MCMILLAN J. et R. FOX, *Has Devolution Delivered for Women?*, *op. cit.*, p. 18.

⁹⁰ SCOTTISH PARLIAMENT, *The Presiding Officer*,

<http://www.scottish.parliament.uk/abouttheparliament/presiding-officer.aspx>.

⁹¹ Cf Chapitre 2.

⁹² LAMONT J., « Entretien », *op. cit.*

⁹³ FYFE M., « Entretien », *op. cit.*

It's easier said than done. A lot of people say things, that they're looking for this, and are looking for that, and they want this, and they want that. I've heard speeches from very senior Labour Party politicians as well as other parties, that they want to see more women, and more minority communities in office. But they don't actually do anything about it, it's just a lot of rack rick and a lot of nonsense. The Labour Party is the only party that took women's representation seriously in terms of 50/50 and pairing of constituencies and so on. But in terms of minority communities I'm sorry to say that all political parties right across-the-board have failed very badly [...] I think that it's really a job for the senior politicians in the parties to do that, it's not my job as a foot soldier to do that ⁹⁴.

Neil Findlay, quant à lui, justifie le principe de base, mais estime qu'il était juste que les quotas ne servent que pour les premières élections, pas les plus récentes : « I remember back at the beginning, I think the objective of that was absolutely correct; there was a huge imbalance and we needed to correct that ⁹⁵. » Les verts se sont montrés très actifs dans le domaine, c'est ainsi que Patrick Harvie explique : « And we've managed to put procedures in place for candidate selection as well, trying to achieve gender balance in the candidates that are being put forward for office, in elections as well ⁹⁶. »

En revanche, les conservateurs sont fermement opposés aux mécanismes interventionnistes. Ainsi, pour Murdo Fraser, il existe d'autres façons de procéder :

I don't support positive discrimination, I don't think you need to do that. I do think you need to do other things, to give you an example, I think the Labour Party have 50% of women roughly, they don't quite have 50%, and they use mechanisms to ensure that. We've got, I think, 40% women in our group, and we deliberately say we don't believe in mechanisms. One of the interesting things about this is that the people who are most opposed to mechanisms like that, in my experience, in our party, are the women parliamentarians who get very very annoyed at the suggestion that they need some sort of artificial systems to be elected. So, I think without mechanisms we've got out of 15 members, we've got six women, so we've got 40%: we managed to achieve that without any sort of artificial mechanism. But I think what you need to do is really two things, I think

⁹⁴ MALIK H., « Entretien », *op. cit.*

⁹⁵ FINDLAY N., « Entretien », *op. cit.*

⁹⁶ HARVIE P., « Entretien », *op. cit.*, cf Annexe 4 pour les explications détaillées.

you need to make sure that, first of all you have role models in the party for women. Now, out of the three leaders we've had since the Scottish Parliament was set up, two of them were women, so I think we can point to a pretty good track record of women in leadership roles. And the second thing I think you do need to do is some kind of pro-active mentoring and encouragement for women candidates and bring them forward ⁹⁷.

L'éthique du parti conservateur apparaît ici comme tout à fait contraire à celle du parti travailliste par exemple. Intervenir dans la sélection des candidat-e-s serait vu comme une inégalité :

Women I've spoken to in my party [...] actually feel really offended by that and they think one of the strengths of our party is we don't do that, we treat women equally, we treat them exactly the same as men, and that for them is a plus point, is an advantage, then progressing in the party they are not seen in anyway as being inferior ⁹⁸.

Les libéraux-démocrates s'opposent à tout interventionnisme qui est contraire à l'idéal libéral, par essence, et qui créerait des suspicions (les femmes choisies le seraient pour leur appartenance au sexe féminin, pas leurs qualités propres). Selon l'ancienne élue européenne libérale-démocrate Elspeth Attwooll :

The justification which women in the party give – the not wanting any kind of mechanism that is to say beyond the sort of 40% – is they don't want to be tokens, they want to get there on their own merits. And certainly younger women in the party don't believe that there is any kind of problem ⁹⁹.

Pourtant, elle est en faveur de certaines mesures pour favoriser la candidature des femmes :

So, my argument is that I'm not in favour of quotas or anything like that – for the long term – but I am a convinced person about some kind of mechanism which will allow a breakthrough in the short term, because otherwise, I don't see how we're going to do it ¹⁰⁰.

⁹⁷ FRASER M., « Entretien », *op. cit.*

⁹⁸ *Ibid.*

⁹⁹ ATTWOOL E., « Entretien », *op. cit.*

¹⁰⁰ *Ibid.*

Enfin, les nationalistes sont contre la sélection de femmes sur seul critère de genre, de manière générale. La Ministre de la Culture et des Affaires extérieures, Fiona Hyslop avait un temps défendu cette cause :

We have a Women's Academy to help get women involved in politics at all levels. I did argue previously, prior to 1999 that my party should have had "zipping" on the list but this was narrowly defeated ¹⁰¹.

La nationaliste Sandra White l'explique ainsi :

I mean, I wasn't for positive discrimination. Simply because I had never been discriminated within the party and we always had strong women in the SNP, and I always thought – and I still think – that people should be elected on their ability. And I have never encountered anything that has stopped me from moving on in the party. But, I was willing to, like round for the Scottish Parliament, I was willing to listen to people's views and give them an opportunity. It came to the SNP conference and it was voted down, lots of women voted against it, so it wasn't as if we were saying: "we won't even look at it". It *was* looked at, but the party - at the conference - decided that we didn't need to go, you know, positive discrimination. And it was turned down ¹⁰².

Ainsi, pour elle, ce qui importe n'est pas d'inciter des femmes à se présenter par des mesures, mais d'avoir des exemples qui créent des vocations:

[...] I still think we do have strong women in the party, and the people can see, like Nicola is an excellent example of that: she's on the television a lot, she gets really good coverage, she knows her brief. And if you can look at that as an example of what women can do, then I would hope that would persuade you to either join a political party or vote for a political party, more than just saying: "Well, because you're a woman, you're automatically going to get a seat". I really don't believe in the positive discrimination ¹⁰³.

Mais Christian Allard, par exemple, tient un discours très abstrait :

¹⁰¹ HYSLOP F., « Entretien écrit », *op. cit.*

¹⁰² WHITE S., « Entretien », *op. cit.*

¹⁰³ *Ibid.*

Avoir des quotas – de temps en temps les quotas cachent vraiment la vérité, à mon avis, les quotas, ça c'est mon avis personnel, doivent être mis en place si on a tout essayé avant, et rien n'a marché. Je pense que ce Parlement prouve que si vous avez une volonté de changer les choses, vous pouvez ¹⁰⁴.

Il semble signifier que les quotas peuvent servir en dernier recours, ce avec quoi s'accordait le parti travailliste, qui considérait qu'il était nécessaire d'agir, mais aussi que la bonne volonté de tous serait suffisante. Dans son parti, le Ministre de l'Énergie, de l'Entreprise et du Tourisme Fergus Ewing écarte aussi les quotas au profit des élues-exemples:

[...] it's definitely we've a better gender-balance, but I think there's still a long way to go. I don't know that we'd really want quotas or anything like that. [...] I think, what we're trying to do is to encourage more females to come forward, and also tackle some of the blockages like childcare and other caring areas. So, we're trying to do that in our manifestos and our agenda cover that. [...] So, we're trying to do pro-active things, practical things, rather than just set a theoretical policy and then hope it works. I don't think it's really necessarily efficacious. Recently we have two more women cabinet ministers appointed, Shona Robinson and Angela Constance, that's good news. And in my family, there's been three women and me, so I guess the Ewing gender balance is 25%: 25% male, 75% female (that's Margaret, Annabelle, Winnie) ¹⁰⁵.

L'ancienne nationaliste Jean Urquhart, dans la même optique, ne se prononce pas en faveur des stratégies qui peuvent être mises en œuvre dans la sélection des candidat-e-s :

I'm not comfortable with it and I'm not popular with my feminist women friends for saying that, but I do think there is a culture that has to change, women need to change it ¹⁰⁶.

C'est aussi le cas de John Finnie, actuellement indépendant, mais autrefois membre du SNP et maintenant encarté au parti vert :

¹⁰⁴ ALLARD C., « Entretien », *op. cit.*

¹⁰⁵ EWING F., « Entretien », *op. cit.*

¹⁰⁶ URQUHART J., « Entretien », *op. cit.*

Well, that's very challenging because I believe in democracy and democracy is one individual having a vote, and I don't know how other parties would select candidates, but I suppose the first question to ask is: How representative of communities are parties? I think, the party I was in has always had – a lot of important people in the party have been women. I am not in favour of social engineering, because people all have different backgrounds [...] I'm not necessarily a fan of quota, in fact I'm not a fan of quotas and I understand some parties who operate them. And I understand the arrangements in the Green party and they seem to operate well. What isn't in any one interest is to have tokenism, because people can see that, ¹⁰⁷.

Sa posture est quelque peu plus ouverte sur la question : il envisage un cas de figure où les quotas pourraient être utilisés à bon escient (soutenant ainsi le parti vert, juste avant de le rejoindre).

L'argument principal des partis qui ne souhaitent pas intervenir dans la sélection des candidats reste d'offrir les exemples des membres des partis ayant eu les carrières les plus prestigieuses. Or les élu-e-s, ou ancien-ne-s élu-e-s, ont généralement un récit positif de leur arrivée à leur fonction, ils-elles parlent souvent d'un accident heureux qui les a mené jusqu'à leur poste. Beaucoup évoquent avoir été incité-e-s par leurs amis à inscrire leur nom sur la liste des candidat-e-s potentiel-le-s de leur parti ¹⁰⁸.

2.2.3 – Conclusion

Concrètement, le Parlement écossais semble posséder certaines particularités qui permettraient d'évoquer une avancée dans la cause des femmes. Certaines mesures sociales prises par celui-ci sont, en effet, en avance sur d'autres instances politiques proches, telles que Westminster par exemple ¹⁰⁹. Mais il apparaît, après plus de dix ans depuis son inauguration, qu'il existe de nombreux dysfonctionnements, dans la

¹⁰⁷ FINNIE J., « Entretien », *op. cit.*

¹⁰⁸ Cf Entretiens : Cameron Buchanan, Neil Findlay, John Finnie, Maria Fyfe, Patrick Harvie, par exemple.

¹⁰⁹ Cf chapitre 5 : 2.2.4.

Chambre des débats, dans les commissions parlementaires, ce qui vient ternir le portrait qu’auraient aimé broser celles et ceux qui ont élaboré la nouvelle institution.

Certaines irrégularités ou difficultés ne sont pas pourtant, selon les dires de certain-e-s élu-e-s, intrinsèques au Parlement, un clair rejet de la faute sur les partis adverses émerge des témoignages recueillis. En effet, au Parlement écossais, comme ailleurs, les tensions entre partis adverses sont fortes, notamment pendant la campagne référendaire sur l’indépendance. Pour l’ancienne élue travailliste Maria Fyfe, le parti au gouvernement est hostile à la cause féminine : « I think there is something deeply embedded in nationalism which makes it a rather masculine-dominated outlook ¹¹⁰. » Le conservateur Murdo Fraser accuse le parti majoritaire de ne pas se comporter de manière digne :

I think it makes a mockery of the parliamentary system, particularly of the committees, which were set up to provide proper scrutiny of government and of legislation, and it's not doing that because the members of the committees are not taking responsibilities seriously ¹¹¹.

Beaucoup expriment le sentiment que la façon de conduire la politique a changé depuis l’arrivée au pouvoir du SNP, dans un premier temps avec le gouvernement minoritaire de 2007 et de manière exacerbée depuis que le parti a formé un gouvernement majoritaire en 2011, ce que le système électoral n’était pas censé permettre (et même si le parti n’a pas gagné une majorité des voix exprimées). Ce qui se manifeste le plus clairement en 2014, c’est une division entre la posture nationaliste, majoritaire et au pouvoir, qui se satisfait de l’état des choses, et des partis de l’opposition qui critiquent une façon de faire de la politique monolithique et rangée. Pour Murdo Fraser, tout ce qui provient du parti majoritaire est orchestré par les plus hautes instances : « Every question to the First Minister or to a government Minister from the SNP backbenchers will be a complete set up, you know, soft ball, looking for the answer that they want ¹¹². » Johann Lamont, en septembre 2011, abonde déjà dans ce sens :

¹¹⁰ FYFE M., « Entretien », *op. cit.*

¹¹¹ FRASER M., « Entretien », *op. cit.*

¹¹² *Ibid.*

There is a lot of stuff, where, across the Parliament, they wouldn't particularly take the government to task, and that would include the government backbenchers. In the last Parliament, it was a minority government, all of the government backbenchers were unbelievably disciplined, even in committee: didn't ask a hard question, would never sign up to a critical report, which had happened on a regular basis in the first eight years. So, there is a bit of an inhibition on the committee structure, from what it was intended to be, and the test of this government with an SNP majority, the biggest test is for their backbenchers to influence what their government is doing. [...] If we've got MSPs completely signed up on whatever the government does on any occasion, and that's a majority, then we've got a real big problem. And I follow the coalition politics down in Westminster, and more generally how backbenchers conduct themselves, it's an interesting extent to which, in what is supposed to be a more confrontational parliament, there's more space for backbenchers to speak out ¹¹³.

Pour Patrick Harvie des verts, la faute n'en incombe pas au parti au pouvoir, mais aux limites matérielles intrinsèques au Parlement :

[...] that's always been the case, it's not that we've regressed into a worse way of working, but we haven't continued to advance that sense of participation. So whips decide, or party leaders with their chief whip for each group will decide, I suppose we should call them business managers, but effectively it's the same system as the whips down South, they decide which members of their Parliamentary group will be committee convenors, which members will be put on to which committee. So, if you're a group of two, it's relatively easy, you sit down together and you decide. If you are group of 15 or 30, or like the SNP 60 odd, an individual member has got very little control, they go where they are put. A committee as a whole has got no choice at all about who its convener will be, that's decided at a party political level by the leadership and the business managers. So, we could certainly do that a little better, the idea of, you know, members actually getting to decide for themselves, in the way we elect the Presiding Officer, you get to have members choosing who the convener will be ¹¹⁴.

On peut opposer à l'argumentaire de Patrick Harvie le fait qu'il est allié, au moment où il prononce ces paroles, au SNP dans la campagne pro-indépendance, mais il n'en reste

¹¹³ LAMONT J., « Entretien », *op. cit.*

¹¹⁴ HARVIE P., « Entretien », *op. cit.*

pas moins vrai qu'avoir un nombre faible ou élevé de MSP au Parlement a des conséquences indéniables sur les choix que le parti peut faire en terme d'assignation de membres aux différentes commissions.

Le bilan des premières années du Parlement s'avère quelque peu contrasté sur la place réelle des femmes et sur la possibilité de créer une nouvelle façon de faire de la politique: les élues interrogées par McMillan et Fox lors du festival de la politique considèrent que les dispositions prises par le *Scotland Act 1998* (les pauses parlementaires pendant les vacances scolaires, les horaires de travail, la crèche, etc.) ont été bénéfiques mais insuffisantes : la culture du Parlement est particulière mais n'est pas à la hauteur des attentes, elle aurait tendance à ressembler à celle de Westminster malgré tout. Et d'après ce qu'aurait confié Johann Lamont, l'espace qu'ont les élu-e-s pour s'exprimer se serait restreint depuis 1999 ¹¹⁵. De plus, les questions dites liées aux femmes ne seraient plus prioritaires, auraient perdu de l'importance, pire elles subiraient une violente réaction maintenant, nécessitant une réaffirmation de la défense de la nécessité qu'il y a pour une société d'avoir une représentation féminine équitable ¹¹⁶.

Pour autant, si le bilan est en demi-teinte, il reste des aspects positifs en ce qui concerne les droits des femmes et qui méritent d'être soulignés : l'État est engagé (financièrement) dans la lutte contre les violences faites aux femmes et contre les violences conjugales, l'égalité des chances a été maintenue à l'ordre du jour tout au long de la période post-dévolution, que ce soit grâce à des ministres ou bien des élu-e-s de moindre importance dans la hiérarchie de leurs partis ¹¹⁷.

¹¹⁵ McMILLAN J. et R. FOX, *Has Devolution Delivered for Women?*, *op. cit.*, p. 22.

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 27.

¹¹⁷ MACKAY F., « United Kingdom », Y. GALLIGAN et M. TREMBLAY (dir.), *Sharing Power: Women, Parliament, Democracy*, Aldershot, Ashgate, 2005, p. 120.

Conclusion

Le processus historique de dévolution a mis sur le devant de la scène diverses problématiques, dont la représentation des femmes dans la sphère politique. La première partie a permis de mettre en lumière des temporalités parallèles en ce qui concerne les mouvements nationaliste et féministe en Écosse. Parallèles car les temps forts se déroulèrent à des moments comparables (naissance à la fin du XIX^e siècle et souffle nouveau à la fin du XX^e siècle) mais aussi parallèles car il n'y eut aucune interaction entre ces mouvances, elles suivirent leur trajectoire propre. Pourtant, même si les deux mouvements n'avaient pas de causes communes, ils trouvèrent pourtant leur écho, dans une certaine mesure, dans le parti travailliste écossais qui soutint une partie de leurs revendications, c'est-à-dire l'autonomie écossaise et la représentation politique des femmes. C'est ainsi qu'une version spécifique des revendications de ces deux mouvements se retrouva portée par la Convention Constitutionnelle.

La défense d'une meilleure représentation politique féminine émergea des milieux féministes et fit son chemin jusqu'à une frange des femmes (et parfois hommes) déjà engagé-e-s en politique. Elle fut théorisée à maintes reprises, ce qui permit de justifier la nécessité de prendre certaines mesures afin d'y parvenir. Celles-ci furent soutenues par différents groupes (*A Woman's Claim of Right for Scotland*, *Scottish Constitutional Convention of Women*, groupes de femmes à l'intérieur des syndicats et des partis), qui défendirent les stratégies à leur disposition pour y parvenir. Le 50/50 en fut l'emblème, devenant une campagne militante de relativement grande envergure.

Cependant, ces demandes se heurtèrent à de nombreux obstacles et de fortes réticences. Il fallait d'une part, trouver les femmes qui s'engageraient en politique, et d'autre part, leur permettre d'accéder aux positions éligibles. Il n'était pas simple de faire accepter aux membres des partis qu'ils risquaient d'être concurrencés par des femmes nouvelles-venues, même s'il ne fut jamais question de remettre en cause les élus déjà en place. La société écossaise des années 1990 se percevait et était perçue depuis l'extérieur comme spécialement machiste, ce qui présentait un obstacle à la mise

Conclusion

en œuvre de mesures interventionnistes en faveur de la place des femmes dans le domaine politique. Les opposants à cette intervention recoururent à des textes de loi britannique ou européen censés empêcher cette intrusion dans les processus de sélection des candidat-e-s.

Enfin, après des années de réflexion menée par la Convention Constitutionnelle puis par le comité consultatif d'orientation, le projet de loi sur la dévolution est voté et devient le *Scotland Act 1998* qui instaure le Parlement écossais. L'égalité des chances figure au cœur de ses priorités et le Parlement se veut moderne, par opposition à un Parlement britannique perçu comme archaïque. La place des femmes peut pourtant paraître marginale, malgré le travail de certains groupes au sein de la Convention Constitutionnelle. Seuls des compromis laissent présager qu'elle sera améliorée par rapport à Westminster, mais ils restent faibles et soumis au bon vouloir des partis, peu engagés dans la cause de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Dans un deuxième temps, l'analyse de données statistiques (d'après les données officielles concernant les noms des candidat-e-s des élections des trois premières législatures) permet de faire émerger quelques tendances. L'élément le plus notable est le taux de représentation féminine qui atteint le seuil critique d'un tiers. Le chapitre 5 a mis en lumière de manière numérique les stratégies que certains partis ont choisi d'adopter, principalement chez les travaillistes (*Scottish Labour Party*) et les socialistes (*Scottish Socialist Party*). Enfin, l'étude des présentations individuelles des élu-e-s illustre en quoi il subsiste dans l'esprit de tous-toutes, de manière plus ou moins consciente, des domaines considérés comme masculins ou féminins.

Malgré cela, il est difficile de parler des questions qui n'intéresseraient que les femmes et encore moins de prouver scientifiquement qu'il existe une façon de faire de la politique qui serait typiquement féminine. Néanmoins, une dizaine d'années de fonctionnement du Parlement permet de tenter de dresser un bilan, même si le recul est faible, et que certains paramètres ont évolué : principalement les partis au pouvoir (et par la suite, le fait qu'un parti ait pu former un gouvernement majoritaire après 2011).

Conclusion

Les élu-e-s se tournent résolument vers l'avenir et qu'ils espèrent davantage d'autonomie ou l'indépendance pure, ils-elles souhaitent que le Parlement avance plus encore vers les idéaux de représentativité et d'égalité qu'il s'est fixé.

Le bilan que l'on peut dresser de la place des femmes dans la récente institution écossaise est en demi-teinte. Il est une amélioration concrète par rapport à ce que connaissait le Royaume-Uni jusqu'alors, mais il ne semble pas avoir su faire de son avance une réelle transformation de la société, ni même de la vie politique. Par ailleurs, Westminster a depuis quelque peu amélioré sa représentation féminine (un peu moins de 23% aux élections de 2010). Pourtant, le Parlement écossais – par les représentant-e-s qui le font vivre – garde ses idéaux au cœur de son travail. Ainsi, l'identité des député-e-s écossais (des MSP) prend toute sa signification pour ce Parlement qui se veut accessible, très représentatif et appartenant à son peuple. Le site internet du parlement, dont les pages sont rédigées dans différentes langues, et notamment en français, l'exprimait simplement ainsi : « Le Parlement écossais a pour but de représenter toutes les personnes vivant en Écosse ¹ ». Le Parlement est le représentant de la diversité de la population écossaise et, même s'il reste, pour le moment, constitué très majoritairement de député-e-s blancs, le nombre de femmes qui y siègent constitue, par conséquent, symboliquement un pas vers son idéal.

Les attentes des féministes des années 1980 et 1990 n'ont pas été atteintes, puisque le Parlement n'est pas parvenu à la parité et ne donne pas de signe d'amélioration à ce niveau. Il existe toujours un problème d'accès à la sélection dans les partis, même s'ils sont moins flagrants qu'auparavant. Certains clichés sous-jacents persistent, comme ceux d'une façon d'agir qui serait féminine ou masculine (même si le débat télévisé sur l'indépendance entre Johann Lamont et Nicola Sturgeon a pu démontrer à ceux qui en doutaient encore – et qui restaient persuadés que l'affrontement en politique est une caractéristique masculine – que deux femmes pouvaient aussi se montrer agressives dans leur argumentation). Certaines attentes différent encore, selon que l'on parle d'un homme ou d'une femme élu-e puisque

¹ SCOTTISH PARLIAMENT, *Page d'information du Parlement écossais - en français*, www.scottish.parliament.uk/Apps2/sch/SiteSearch/BasicSearch.aspx.

Conclusion

L'implication dans le Parlement peut rester différente à cause notamment des responsabilités familiales qui incombent toujours majoritairement aux femmes. La négation simple d'une différence entre hommes et femmes de la part de certain-e-s élu-e-s peut cacher en réalité certains préjugés, par manque d'analyse, de regard critique sur la situation concrète que vivent certains groupes de la société.

Le seuil critique de 30% de sièges parlementaires occupés par des femmes a été atteint, mais un net recul est toujours institutionnellement possible puisque rien n'oblige les partis à rechercher si ce n'est la parité, du moins une certaine équité dans leur processus de recrutement de candidat-e-s. De plus, les féministes aspirent à plus de représentation pour les femmes et les nationalistes à l'autonomie complète de l'Écosse : ces deux espoirs ne convergent plus, le SNP au pouvoir cherche à obtenir rapidement cette indépendance mais ne montre aucune velléité de permettre une quelconque parité au sein de son parti. Le SNP s'est montré électoraliste – aux dires de nombre d'élu-e-s d'opposition (travailleuses, libérales-démocrates, conservatrices ou autres) – en cherchant à cibler l'électorat féminin en abordant des questions censées concerner les femmes (comme la garde d'enfants) et en nommant, alors que la campagne référendaire battait son plein, deux femmes à des postes plus importants qu'auparavant au sein du gouvernement. Ces mesures ont été perçues comme opportunistes et non réformatrices par celles et ceux qui souhaitent davantage d'égalité entre hommes et femmes.

Pourtant, le champ d'action qui s'ouvrait aux féministes était historique, une vraie chance à saisir, telle que la décrit Joni Lovenduski : « Scotland was an unusual opportunity, as devolution took place in a small, highly politicized country in which feminists were well mobilised and networked². » Le travail fut considérable, très structuré, et de nombreuses organisations travaillèrent main dans la main, de manière coordonnée : pour qui est attaché-e à la cause de la représentation politique des femmes, une bonne partie du travail reste à faire³. En effet, pour celles qui se décrivent comme féministes, le chemin parcouru n'a pas atteint son but, on peut même constater un recul

² LOVENDUSKI J., *Feminizing Politics*, Polity, 2005, p. 87.

³ MCMILLAN J. et R. FOX, *Has Devolution Delivered for Women?*, Hansard Society and British Council Scotland, 2010, p. 27.

Conclusion

à partir de la troisième législature. Pour Johann Lamont, qui se présente comme telle, il y a eu une régression dans les dernières années :

Well I think a lot of people believed [...] once you've got 50/50 representation, you then make that difference, you change the culture of the organisation in which people are operating, you change the culture of your own party, and indeed there had been a journey by the party which brought them to that place. And, I suppose, I'm a quite cynical person or a sceptical person, but I didn't expect it to go back quite so quickly ⁴.

Ses propos sont relativement radicaux, mais peu suivis, car elle envisage d'imposer des mesures à l'échelle nationale (ce que la Convention Constitutionnelle n'avait pu faire), ainsi qu'un retour au sein de son parti aux structures menées pour et par des femmes :

So we now have to look at creating state measures. I think the history of our own party is that it goes through phases that are: women's structure, women's organisation then won the argument in quotas and people who won the argument in quotas, and people who won the argument in quotas then said 'we don't need women's seat, you don't need women's seats when you've got quotas'. We didn't have women's conference any longer, we didn't have women's sections, and I actually think what then happened was the political impetus around representation was lost. So, there's plenty men who'll say, certainly in executive, 'we always want to make sure it's 50/50 and everything', but then don't - when it comes to selections - make that connection. So, I think we need to go back to women's structures again, where women can support women who are running, support them to take on these kinds of jobs. Having said that, we are still better, I think, than the other parties - far better than the other parties - and sadly our defeat meant that... The system is that if you do bad in the constituency section, you will get top-up seats in your list, and because we were strict about zipping the list, we actually ended up in a far stronger position in gender terms than we would have been otherwise ⁵.

De plus, elle dénonce implicitement le discours bien-pensant de bon nombre d'élus-e-s, de son parti et d'autres, qui se disent favorables à la représentation 50/50 (ou tout du moins à l'accession des femmes au Parlement) mais rejettent tout moyen d'y parvenir, sous couvert de ne pas intervenir dans le processus démocratique, afin de ne

⁴ LAMONT J., « Entretien », *op. cit.*

⁵ *Ibid.*

Conclusion

pas sélectionner des candidates qui seraient choisies pour la forme. Le débat continue ainsi, entre ceux qui considèrent qu'il ne faut pas priver l'électorat de bon-ne-s candidat-e-s quel-le-s qu'ils-elles soient et ceux, plus pragmatiques, qui pensent que sans intervention, les proportions d'hommes-femmes n'évolueront pas naturellement.

Annexe 1 : liste des femmes élues dans des circonscriptions écossaises à la Chambre des communes depuis 1979¹ :

Nom	date de la première élection	parti	circonscription	mandat de députée
Mrs Helen McElhone	1982	travailliste	Glasgow Queen's Park	1982*- 1983
Mrs Anna McCurley	1983	conservateur	Renfrew West & Inverclyde	1983-1987
Mrs Maria Fyfe	1987	travailliste	Glasgow Maryhill	1987-2001
Mrs Ray Michie	1987	libéral-démocrate	Argyll & Bute	1987-2001
Irene Adams	1990	travailliste	Paisley North	1990*-2005
Ms Rachel Squire	1992	travailliste	Dunfermline West	1992-2006
Helen Liddell	1994	travailliste	Monklands East; Airdrie and Shotts (1997-)	1997-2005
Ms Roseanna Cunningham	1995	nationaliste	Perth & Kinross; Perth (1997-2001)	1995*-2001
Ms Anne Begg	1997	travailliste	Aberdeen South	1997-...
Dr Lynda Clark, QC	1997	travailliste	Edinburgh, Pentlands	1995-2005
Mrs Anne McGuire	1997	travailliste	Stirling	1997-...
Mrs Rosemary McKenna, CBE	1997	travailliste	Cumbernauld and Kilsyth	1997-2010
Ms Sandra Osbourne	1997	travailliste	Ayr	1997-...
Annabelle Ewing	2001	nationaliste	Perth	2001-2005
Ann McKechin	2001	travailliste	Glasgow Maryhill	2001-...
Anne Picking (2005: Moffat)	2001	travailliste	East Lothian	2001-2010
Jo Swinson	2005	libéral-démocrate	East Dumbartonshire	2005-...
Margaret Curran	2010	travailliste	Glasgow East	2010-...
Gemma Doyle	2010	travailliste / Co-op	West Dumbartonshire	2010-...
Sheila Gilmore	2010	travailliste	Edinburgh East	2010-...
Cathy Janieson	2010	travailliste / Co-op	West Dumbartonshire	2010-...
Pamela Nash	2010	travailliste	Airdrie and Schotts	2010-...
Fiona O'Donnell	2010	travailliste	East Lothian	2010-...
Dr Eilidh Whiteford	2010	nationaliste	Banff and Buchan	2010-...

*: élections partielles

¹ D'après HOUSE OF COMMONS, *Women in the House of Commons: factsheet - Appendix B, op. cit.*

Annexe 2 : résultats des élections au Parlement écossais (1999, 2003, 2007)

Résultats des élections au Parlement écossais de 1999 :

	total	circonscriptions			régions		
		hommes	femmes	total	hommes	femmes	total
Scottish Labour Party	56	27	26	53	1	2	3
Scottish Liberal Democrat Party	17	10	2	12	5	0	5
Scottish National Party	35	5	2	7	15	13	28
Scottish Conservative and Unionist Party	18	0	0	0	15	3	18
Scottish Socialist Party	1	0	0	0	1	0	1
Scottish Green Party	1	0	0	0	1	0	1
Indépendants	0	0	0	0	0	0	0
Autres	1	1	0	1	0	0	0
TOTAUX	129	43	30	73	38	18	56

Résultats des élections au Parlement écossais de 2003 :

	total	circonscriptions			régions		
		hommes	femmes	total	hommes	femmes	total
Scottish Labour Party	50	20	26	46	2	2	4
Scottish Liberal Democrat Party	17	11	2	13	4	0	4
Scottish National Party	26	5	3	8	12	6	18
Scottish Conservative and Unionist Party	19	4	0	4	11	4	15
Scottish Socialist Party	6	0	0	0	2	4	6
Scottish Peoples Alliance	0	0	0	0	0	0	0
Scottish Green Party	7	0	0	0	5	2	7
Indépendants	3	1	1	2	0	1	1
Autres	1	0	0	0	1	0	1
TOTAUX	129	41	32	73	37	19	56

Annexes

Résultats des élections au Parlement écossais de 2007 :

	total	circonscriptions			régions		
		hommes	femmes	total	hommes	femmes	total
Scottish Labour Party	46	16	21	37	6	3	9
Scottish Liberal Democrat Party	16	10	1	11	4	1	5
Scottish National Party	47	17	4	21	18	8	26
Scottish Conservative and Unionist Party	17	4	0	4	8	5	13
Scottish Socialist Party	0	0	0	0	0	0	0
Scottish Green Party	2	0	0	0	2	0	2
Indépendants	1	0	0	0	0	1	1
Autres	0	0	0	0	0	0	0
TOTAUX	129	47	26	73	38	18	56

Annexe 3 : détails des calculs des Indices d'Homogénéité de Genres.

En détaillant le calcul, pour une liste de n candidats, chaque candidat se voit attribuer un coefficient **A** dépendant de sa position sur la liste, et qui représente le classement inverse de la liste :

$$A = \text{nombre de candidats sur la liste} - \text{position du candidat sur la liste} + 1$$

Ainsi, par exemple, pour une liste à 9 candidats,

$$A (\text{tête de liste}) = 9 - 1 + 1 = 9$$

$$A (n^{\circ}3) = 9 - 3 + 1 = 7$$

$$A (\text{dernier}) = 9 - 9 + 1 = 1$$

Le coefficient **B** de chaque candidat vaut **A** si c'est une femme et **-A** si c'est un homme. L'idée ici étant bien entendu de créer une distinction entre hommes et femmes selon leur classement sur la liste.

$$B = (-1)^n \cdot A \quad \text{avec } n = 1 \text{ si c'est un homme et } n = 2 \text{ si c'est une femme.}$$

L'indicateur d'homogénéité **IHG** de la liste est donné par la somme des coefficients **B** de tous les candidats de la liste, divisée par la somme des coefficients **A**.

$$IHG = \frac{\sum_i B_i}{\sum_i A_i}$$

Une liste a donc un indicateur propre, qui est fonction du nombre d'hommes et de femmes et de leur classement sur la liste. L'indicateur **IHG** est une valeur comprise entre -1 et + 1. Plus l'on s'approche d'une situation paritaire plus l'on tend vers 0. En revanche, plus une liste est dominée par les hommes (s'ils sont plus nombreux et surtout mieux classés), plus l'on tend vers -1. Par conséquent, une liste qui statistiquement aurait le plus de chances de faire élire des femmes aurait un indicateur qui tendrait vers + 1.

En comparant deux listes de 6 candidats composées chacune de 4 hommes et de 2 femmes (Scottish Liberal Democrat Party dans les Lothians en 1999 et Scottish Conservative and Unionist Party dans le West Scotland en 2007), on obtient les résultats suivants :

Annexes

Libéraux Démocrates		1999	
Lothians			
Position sur la liste	Genres	"Masse" absolue A	"Masse" relative B
1	H	6	-6
2	H	5	-5
3	F	4	4
4	H	3	-3
5	H	2	-2
6	F	1	1

SOMME 21 -11
IHG = -11/21 = -0,52

Conservateurs		2007	
West of Scotland			
Position sur la liste	Genres	"Masse" absolue A	"Masse" relative B
1	F	6	6
2	H	5	-5
3	H	4	-4
4	F	3	3
5	H	2	-2
6	H	1	-1

SOMME 21 -3
IHG = -3/21 = -0,14

Les conservateurs ayant placé dans le cas présents les deux femmes de la liste en première et quatrième positions ont un IHG de -0,14, plus proche de la parité (0) que celui des libéraux-démocrates (-0,52) qui ont placés les deux femmes de leur liste en troisième et sixième positions.

Un IHG négatif signifie que la liste va plutôt favoriser les hommes, un IHG positif qu'elle favorisera les femmes. Il est toutefois nécessaire de prendre des précautions dans l'interprétation puisqu'il existe des cas extrêmes : une liste comme celle du SNP dans le South Scotland en 1999 composée d'une femme tête de liste et de huit hommes amène à un IHG fortement négatif (-0,60). Afin de pallier ce problème dans la plupart des cas, on considèrera que l'IHG d'une liste, s'il est compris entre -0,20 et +0,20, est susceptible de faire élire des candidats des deux genres sans distinction. Cette marge est d'autant plus nécessaire que les listes régionales comptent peu de candidat-e-s. En revanche, pour le calcul de l'IHG national d'un parti, il prend en compte tous les candidats sur listes régionales de ce parti. À ce moment-là, la marge de $\pm 0,2$ devient plus stricte compte-tenu du nombre de candidats, et l'on peut clairement affirmer qu'un parti a une politique paritaire ou non.

Enfin, l'indicateur d'homogénéité **P** du parti (ligne « total » des tableaux X, Y et Z du chapitre 5) est donné par le même calcul opéré sur tous les candidats du parti pour toutes les régions. Cet indicateur permet de montrer toutes régions confondues la stratégie mise en œuvre par partis. Il convient de remarquer que cet IHG n'est pas la moyenne des **IHG de listes** ; **P** prend en compte le caractère particulier de chaque liste, qui comporte un nombre de candidats différent selon les régions.

Les IHG de listes donnent une idée de la répartition entre hommes et femmes au sein de chaque liste. En les utilisant en parallèle des valeurs nationales par parti, on donne à l'interprétation une lecture « verticale » qui, si elle a de l'intérêt pour montrer les politiques – ou absences de politique – paritaires de chaque parti, dilue la lecture

propre des listes. Il faut donc donner à lire en plus de ces IHG des valeurs de lecture « horizontales » qui focalisent donc l'attention non plus sur la répartition au sein de chaque liste, mais sur la répartition des candidat-e-s à un classement donné dans toutes les listes d'un parti.

Le calcul le plus simple pour arriver à cela consisterait à comptabiliser les hommes et les femmes pour chaque place du classement dans les listes (de 1 à 12), et à exprimer un pourcentage de femmes présentes à chaque place du classement. Ce calcul présente plusieurs défauts, le principal étant la présentation des résultats. Que ce soit sous forme de tableau ou de graphique, ces derniers sont difficilement lisibles à moins de séparer chacun des partis politiques, ce qui enlève une partie des informations.

Le calcul choisi consiste à calculer, pour la position n dans le classement des listes régionales d'un parti, le taux d'hommes et de femmes candidat-e-s de la première position jusqu'à la position n . Par exemple, pour la position $n^{\circ}3$ sur les listes régionales d'un parti, on dénombre les hommes et les femmes de toutes les listes régionales du parti placées en positions 1, 2 ou 3. Pour rendre le résultat plus lisible, on norme le résultat entre -1 (0% de femmes) et +1 (100% de femmes, ou plutôt +0,25 car aucun parti n'a placé assez de femmes pour arriver au-delà à aucun moment).

Les courbes tendent nécessairement vers le taux global de femmes candidates du parti à une élection sur les listes régionales. L'artifice de calcul fait que plus on avance dans les positions, plus l'apport de la position $n+1$ dans le calcul est faible puisque la moyenne inclut les positions de 1 à n également. Les sauts de courbes sont donc moins lisibles en se décalant vers la droite du graphique, ce qui n'est pas gênant dans la mesure où les plus mal classés sur les listes ont beaucoup moins de chances d'être élus.

L'interprétation est alors assez simple : une courbe stable autour d'une valeur comme celle du SNP en 1999 ou des socialistes en 2003 indique qu'il n'y a pas de préférence donnée aux candidat-e-s d'un genre par rapport à l'autre (pour des raisons différentes ici) puisque le taux de femmes est le même à chaque position. Si biais il y a, il se situe *avant* la sélection des candidat-e-s.

Une courbe strictement croissante, au moins dans les premières positions, indique clairement la préférence (volontaire ?) donnée aux hommes candidats en haut des listes (travailleurs et libéraux-démocrates en 1999 par exemple).

Le schéma le plus fréquent est d'ailleurs celui-ci : une courbe qui part d'une valeur fortement négative, fortement croissante au début, atteint un maximum, puis redescend légèrement pour se stabiliser autour de sa valeur finale. Cette allure de courbe ne peut s'expliquer que par la préférence donnée à des hommes pour être en tête de liste, avec à leur suite des femmes bien classées, qui donnent l'illusion d'une mixité de genre alors qu'elles ont en réalité nettement moins de chances d'être élues. Au-delà d'une certaine place, le parti n'accorde que peu d'importance au genre des candidat-e-s, d'où la stabilisation de la courbe (qui s'explique également en partie par le mode de calcul).

Annexe 4 : transcriptions des entretiens menés lors des deux voyages d'études en Écosse : septembre 2011 et avril-mai 2014.

Transcription de l'entretien accordé par Christian Allard, député nationaliste pour la région North East of Scotland le 30 avril 2014.

EMR – Qu'est-ce qui vous a attiré vers le parti ? Quand est-ce que vous vous êtes engagé ?

CA – Quand est-ce que je me suis engagé politiquement ? J'ai toujours été, comme beaucoup de Français, j'ai toujours été intéressé par la politique, mais comme j'ai trois enfants, ma femme est décédée en l'an 2000, je me suis occupé de mes trois enfants, j'avais mon travail à plein temps, donc je n'avais vraiment pas le temps pour la politique. Je n'avais même pas le temps de regarder les *news* je crois, les actualités, à cette époque-là. Donc quand mes enfants, ont commencé à grandir, j'étais de plus en plus intéressé. Je travaille dans le milieu du poisson ; le milieu la pêche c'est quand même assez politique, ce qui m'a permis de devenir de plus en plus politique. La guerre en Irak, bien sûr, a été importante aussi, beaucoup d'autres choses, et la façon dont Westminster a traité l'Écosse les trente dernières années, que ce soit de Margaret Thatcher à David Cameron maintenant, en passant par Tony Blair et Gordon Brown, et John Major, je crois, a fait, que je me suis investi. Oh je me suis investi plus par hasard que par autre chose, c'est mes enfants qui m'ont dit : « Papa arrête de crier à la télé, fais quelque chose. » Et je me suis inscrit au SNP, plus pour aider qu'autre chose, en pensant que je serais seulement un activiste. Bizarrement dans la circonscription [où] je suis, le SNP n'était pas très actif, et en plus mon ami, qui est le premier aveugle membre du Parlement écossais, qui a été élu en 2011, avait besoin de mon aide pour être candidat. Il a été candidat pendant deux élections avant d'être élu, c'est là je me suis investi de plus en plus pour l'aider à être élu. Et j'ai mis mon nom en tant que candidat plus pour faire partie de l'équipe, pour démontrer aussi que l'indépendance c'est pas seulement pour les gens qui sont nés en Écosse ou qui parlent avec un accent écossais, c'est pour tout le monde, tous les gens qui vivent et qui font leur vie en Écosse. C'est pour ça je pensais que c'était intéressant d'être sur la liste des candidat, mais – vous connaissez le mode de scrutin en Écosse ? – je n'ai pas recherché à représenter de circonscription. Si une circonscription avait [eu] besoin [que je sois] candidat, j'aurais été candidat, mais j'ai simplement été régional sur la liste. Je n'ai pas été élu en 2011, j'étais le seul candidat de la région nord-est à ne pas être élu, la roue de secours. Malheureusement on a eu besoin de la route secours, parce qu'un de mes collègues est décédé, donc je suis venu au Parlement l'année dernière, mai de l'année dernière. Une série de coïncidences, plus qu'autre chose.

EMR – Est-ce que vous pensez que les différentes composantes de votre identité, le fait que vous soyez français d'origine, que vous soyez un homme, que vous soyez un père de famille, tout ça ait une influence sur la façon dont vous êtes député ?

CA – Bien sûr ça en a, si on parle d'identité déjà, le référendum c'est pas au sujet d'identité, c'est bien pour ça qu'il était très important que je sois là. L'Écosse a une identité très très forte, mais une identité qui est très inclusive. Ça vient de générations d'Écossais qui se sont expatriés et qui ont en fait construit le monde moderne, que ce soit au Japon, aux États-Unis, en Chine etc. Tous les Écossais qui sont restés en Écosse ont tous des descendants qui ont émigré dans le monde entier, ce qui leur permet d'avoir une vue du monde un petit peu différente, peut-être, que d'autres nations. L'Écosse a toujours été, à cause de ça, très très ouverte sur le monde entier, et ça n'a pas changé maintenant, c'est pour ça qu'en tant qu'étranger vivant en Écosse, on se sent écossais très très rapidement, quel que soit accent, la couleur de la peau, la religion, ça ne pose absolument aucun problème de se sentir écossais ; vous êtes reconnus en tant qu'Écossais très très rapidement, ce qui n'est pas le cas dans tous les pays. Donc ce n'est pas une question d'identité. Au niveau de mon parcours personnel, c'est vrai que c'est important, j'ai trois filles, ma femme est décédée en l'an 2000 ce qui fait que je me suis occupé de mes trois filles en bas âge pendant 10 ans. Ça m'a donné quand même un certain côté, de comprendre plus la vie d'une femme, d'une mère de famille aussi, et je m'en sers souvent dans mes meetings – comment on dit en français ? – je pose la question souvent à l'audience qui m'écoute: « Si vous voulez savoir quelle est la différence entre un homme et une femme dans le monde moderne, réfléchissez et dites-moi ce qu'il y a dans votre frigo ? » Et vous vous rendez compte que les hommes ont absolument aucune idée de ce qui est dans leur frigo, alors que les femmes savent très bien ce qui dans leur frigo, parce que la plupart du temps c'est elles qui doivent remplir et s'occuper de [cela], quel que soit leur travail. Je pense que ça fait très très important dans mon métier, en tant que membre du Parlement, je suis membre aussi de *Equal Opportunities*, la commission. On fait justement – je ne sais pas si vous en avez entendu parler – on fait une *inquiry* sur les pères de famille. Et ça c'est très très important parce que, je pense que, l'égalité entre les hommes et femmes dans le monde moderne d'aujourd'hui, on arrive maintenant à un plafond qu'on ne peut pas dépasser. Et je pense qu'on ne peut simplement progresser que si on s'occupe du rôle du père de famille. Et on parle beaucoup du rôle de la femme au travail, je pense on doit penser au rôle de la femme et de l'homme à la maison, et essayer de révolutionner un petit peu. La révolution nous [l']avons eu au niveau de la femme au travail je crois que ce n'est pas assez, on doit avoir une révolution de l'homme à la maison et essayer de vivre une vie différente. On prenait des *evidence* de certains *businessmen* qui nous disaient qu'il est beaucoup plus facile maintenant pour les femmes d'être directeur de grosses sociétés parce qu'ils ont réussi à avoir un système comme on a au Parlement, un système de garderie : pour moi c'est complètement ridicule. On n'a jamais pensé avoir un système de garderie pour que les hommes deviennent directeurs, donc si on pense que la seule façon d'avoir des femmes – je crois qu'il faut qu'on redéfinisse le débat, c'est-à-dire qu'on arrête de penser que les garderies ne sont que pour les mères et pas pour les pères. Pour progresser, je pense que nous devons redéfinir le débat. J'ai eu une réunion ici au Parlement il n'y a pas longtemps, une réunion qui n'était pas sur les femmes, qui était sur les réformes de Westminster par rapport aux hommes et aux femmes, et malheureusement, à cette réunion il n'y avait que des femmes, à part moi. C'était une

réunion par rapport aux réformes de Westminster par rapport aux femmes. Et ça je pense que ce n'est pas normal, on doit vraiment parler du rôle du père, du rôle de la mère, du rôle des hommes et du rôle des femmes, si on veut vraiment progresser. Il y avait une femme de Glasgow qui a dit : « Cette réunion me rappelle des réunions que nous avons en 70. » Et je pense que c'est exactement ça, les trente-quarante dernières années nous avons très peu progressé un niveau de l'égalité des femmes et des hommes, que ce soit au travail ou dans la vie civique, pour cette raison.

EMR – J'ai une question qui est liée à ça ; le Parlement tel qu'il a été conçu, le quatrième principe était l'égalité des chances donc la création de la fameuse crèche pour permettre aux femmes d'y accéder. Est-ce que vous pensez que ce qui est mis en place aide les élu-e-s à concilier vie professionnelle et vie familiale ? Est-ce que c'est une difficulté que vous rencontrez, vous ?

CA – Je pense que, par exemple comme je viens de dire la garderie devrait être pour les hommes et pour les femmes, et je pense qu'on a échoué, si vous allez vérifier à la garderie et qu'il y a que des femmes qui mettent leurs enfants en bas-âge à la garderie, si vous avez moitié-moitié c'est là que vraiment vous avez égalité. L'égalité c'est que les hommes et les femmes s'occupent autant des enfants, qu'autant vont accéder au Parlement. Maintenant la grande différence c'est la façon dont ce Parlement travaille : c'est un parlement beaucoup plus moderne par exemple que le Parlement de Westminster ? Je ne parlerai pas l'Assemblée nationale et du Sénat parce que je ne connais pas, mais par rapport à Westminster, surtout la *House of Lords*, mais la *House of Commons* aussi, la façon dont nous débattons est complètement différente, la façon dont nous avons une interaction entre les membres est tout à fait différente et je pense que hommes et femmes, c'est très très rare que nous ayons un cas où vraiment le sexe du membre du Parlement ait une influence sur le débat. Je crois que nous sommes beaucoup plus à niveau égal. Vous le voyez très bien, sur les quatre partis (non sur les quatre nous avons deux hommes et deux femmes), disons sur les trois partis principaux nous avons Johann Lamont et Ruth Davidson, ce qui est très important. Nous avons Nicola Sturgeon et nous avons maintenant 40 % de notre... Toutes ces choses là sont très très bien, mais pour moi ce qui est le plus important c'est la façon, la procédure, comment l'état des choses est, au lieu de penser garderie, de pourcentage etc., c'est comment les femmes sont traitées au Parlement, par rapport aux hommes. Une fois qu'on arrive à avoir aucune différence entre un parlementaire que ce soit un homme ou une femme; je crois qu'on en est à peu près là au niveau Parlement, pas du tout au niveau société, certainement pas. Je pense que ça apporte beaucoup plus. Il y a des choses, par exemple, j'avais trois commissions, et je viens de quitter la commission de l'économie de l'énergie et du tourisme et je suis très content que ce soit une femme qui ait prit ma place. On doit penser des deux côtés, que *Equal Opportunities*, que ce soit pas que des femmes, et quand on parle d'économie que ce soit pas que des hommes, il faut absolument être sûrs que les deux sexes soient représentés partout, ça c'est très important. Avoir des quotas – de temps en temps les quotas cachent vraiment la vérité – à mon avis, les quotas, ça c'est mon avis personnel, doivent être mis en place si on tout essayé avant, et rien n'a marché. Je pense que ce Parlement prouve que si vous avez une volonté de changer les choses, vous pouvez. Maintenant pour changer la société c'est plus difficile, c'est quelque chose que nous travaillons par exemple à notre commission.

EMR – Donc vous êtes contre toute forme d'interventionnisme pour qu'il y ait une parité de représentation ?

CA – Si vous comparez avec le racisme, il y a eu beaucoup d'interventionnisme dans beaucoup de sociétés, cela n'a pas arrêté le racisme, donc il faut faire très attention à ce que vous voulez faire. Il ne faut pas que cet interventionnisme soit une excuse pour ne rien faire. J'en ai parlé, des années 70 jusqu'à maintenant, il y a eu beaucoup beaucoup d'interventions. Alors, un journaliste m'a dit encore : « C'est quand même malheureux on devrait avoir un ministre de la femme. » Des ministres de la femme il y en a eu dans le monde entier, est-ce que ça a changé beaucoup de choses ? Non, je pose toujours la question, on vit dans une société d'apartheid, pourquoi ? Parce que si vous pensez que toutes les femmes sont noires et que tous les hommes sont blancs, tout de suite tout le monde pensera : cette société ne marche pas, n'est pas du tout égale, c'est inadmissible. Mais parce qu'on a l'habitude de voir des femmes prendre des positions qu'ils ont, de voir les hommes prendre des positions qu'ils ont, nous pensons que c'est bien. Et quand on pose la question : « Et qu'est-ce qu'on peut faire ? » « Ne vous inquiétez pas nous avons des lois, nous avons des pourcentages, nous avons des quotas, il y a une garderie. » Mais il faut regarder derrière, et si la garderie il n'y a que les femmes qui mettent leurs enfants, à mon avis ce n'est pas une égalité du tout. Avoir des quotas c'est une *acceptance* d'avoir échoué.

EMR – Et est-ce que vous pensez que la commission sur l'égalité a ce but de parvenir à améliorer les situations mais sans avoir recours à ces quotas ?

CA – C'est pour ça que j'étais très content qu'on ait fait une *inquiry* sur le rôle des hommes dans la société. Parce qu'à mon avis, et je l'ai dit au gouvernement, la raison pour laquelle nous, dans le monde de l'Ouest, nous n'arrivons pas à progresser, et je pense que dans certaines sociétés on progresse, certains régressent, pour l'égalité de l'homme et la femme, c'est parce qu'on ne prend pas le côté du rôle traditionnel de l'homme et du rôle traditionnel de la mère, du père et la mère particulièrement, et de faire en sorte que nous avons inégalité depuis le bas âge au niveau de l'école primaire, le *role model*, le rôle du père, le rôle de la mère, le rôle de l'homme du monde aujourd'hui. Un autre exemple, c'est le même exemple que le frigo : si vous travaillez à temps complet et que vous avez des enfants, votre travail ne s'arrête jamais. Vous savez pertinemment que même des couples modernes d'aujourd'hui (les deux travaillent, ils ont des enfants), l'homme aidera peut-être, mais la femme sera toujours responsable, malheureusement, de ce qui se passe à la maison, et responsable des enfants, c'est-à-dire responsable primaire de ce qui se passe à la maison. C'est absolument anormal. On dit par exemple : « Pourquoi est-ce que les femmes ne s'intéressent pas tant à la politique ? » Parce qu'elles ont pas le temps de regarder les actualités. La position de l'homme, même l'homme moderne, c'est assis sur son canapé et de regarder les informations. Je pense qu'en 2014 c'est complètement ridicule, absolument ridicule d'une société moderne aujourd'hui. Je pense qu'on se cache beaucoup trop derrière les garderies les quotas etc., et qu'on ne voit pas la société pour ce qu'elle est et qu'on a très peu évolué en fait, mais c'est mon point de vue.

EMR – Est-ce que vous pensez qu'il faut intervenir dans l'éducation, dans le système éducatif par exemple ?

CA – Absolument. C'est quelque chose que je [promeus]. C'est l'accession des hommes dans les écoles primaires, la même chose l'accession des femmes dans des métiers comme par exemple dans le monde du pétrole, ce qui est très important. Des deux côtés, essayer de changer le rôle des hommes et de la femme et surtout la façon dont ils sont *portray*. Je regarde les grandes sociétés de pétrole parce que je suis dans le nord-est de l'Écosse à Aberdeen, quand ils cherchent à recruter, ils mettent toujours des hommes etc. Et je leur dis toujours : « Vous devez changer. » Et ils changent. Je ne suis pas le seul à vraiment taper du poing sur la table. Ce n'est pas normal, si vous manquez de recrutement, vous avez 50 % de la population, vous n'essayez pas de demander à 50 % de la population de vous rejoindre, c'est complètement ridicule. Et de même, au niveau gouvernemental, et ce que nous sommes en en train de faire au niveau des autorités locales, au niveau de ce que fait le gouvernement, le Parlement etc., nous essayons vraiment que l'image des parents soit de temps en temps un père, de temps en temps une mère et non pas toujours le contraire. Il y a beaucoup à faire, il y a beaucoup à faire au niveau image, au niveau promouvoir, essayer de sortir... Si nous continuons à représenter la société comme elle est aujourd'hui, elle ne changera jamais. Nous devons absolument représenter la société comme nous voulons qu'elle soit demain. Nous devons vraiment attirer des gens de ce côté-là, je crois que ça aura beaucoup plus d'effet que des quotas que vous voulez imposer ou autre chose.

EMR – Est-ce-que ou vous pensez en revanche que le fait que le Parlement ait une proportion de femmes plus importante que par exemple la Chambre des communes ait un impact sur la façon dont sont traités les affaires, les intérêts des uns des autres, ou la façon dont les débats se mènent ?

CA – Oui, je veux dire l'explication n'est pas forcément celle qu'on pense qu'elle est. Je vous donne un exemple, au niveau autorités locales, par exemple je sais que mon parti dans ma région, on a énormément de femmes qui sont *councillor*, conseiller régional, qui est plus un *part-time*, temps partiel. Par contre, quand je leur demande : « Est-ce que voulez devenir députée ? » « Non, non, non, certainement pas ! » Et je pense que c'est plus en pensant que c'est simplement pour les hommes. Et là je repense Margaret Thatcher, elle l'a dit ouvertement, le gros problème pour elle à devenir Premier ministre, ce n'était pas d'être Premier ministre, ce n'était pas être députée, c'était d'être candidate. Et elle l'a dit ouvertement, les plus durs à convaincre qu'une femme devait être candidate à la circonscription où elle a été élue, ce n'étaient pas les hommes, c'étaient les femmes. C'est très très important de comprendre que le problème de l'accession des femmes au Parlement est souvent dû aux femmes elles-mêmes, qui ne pensent pas que c'est un métier pour les femmes. Et je pense que mon parti en a beaucoup fait etc. et je l'ai dit ouvertement, j'ai jamais été... Si, j'ai été sélectionné contre des femmes quand même, mais j'ai toujours dit : « oubliez complètement les femmes et les hommes, jugez moi pour qui je suis ». Et j'ai fait appel particulièrement aux femmes. Par contre, de comparer le Parlement de Westminster par rapport au Parlement écossais ça serait une erreur, parce qu'il ne faut pas oublier que les trois autres partis, les libéraux-démocrates, le peu qu'il reste, les conservateurs et *Labour*, pensent que ce Parlement n'est qu'un petit parlement par rapport au Parlement de Westminster. Donc en Écosse, les candidats hommes iront à plutôt Westminster, donc vous aurez un plus grand coefficient de femmes bien sûr pour être Parlement écossais. Vous avez des quotas, les travaillistes ont des quotas, ça leur coûte beaucoup de problèmes, mais c'est ce qu'ils veulent faire.

EMR – Est-ce-que vous pensez qu'en revanche le parti doit faire des choses en ce sens pour guider, pour former ?

CA – On le fait tous, vous avez des académies pour les femmes etc., même dans ce groupe-là, à l'intérieur de mon parti, bien sûr pour les gens, pour les minorités aussi etc. Les femmes c'est pas une minorité, en Écosse c'est une majorité. Mais n'oubliez pas que ça, ça ne veut rien dire, pourquoi ? Ça représente la société. Si vous regardez les partis politiques, vous regardez par exemple le SNP, vous savez que nous avons notre merveilleuse Margo MacDonald qui est décédée il y a quinze jours, maintenant je l'ai dit après son décès, n'allez pas me dire que les femmes ne sont pas intéressées [par] la politique. Margo MacDonald qui était fantastique, qui a vraiment pris la politique d'Écosse à cœur, et qui était membre du SNP. Quand elle était jeune, c'est une plaisanterie dans le SNP à l'époque, des années 60, c'est qu'ils allaient créer une commission pour les hommes au sein du SNP, parce qu'à cette époque-là les femmes étaient vraiment à la tête du parti : Winnie Ewing etc. Donc vous avez dans tous les partis, je pense, une forte représentation de femmes malheureusement c'est pas à l'intérieur du parti que vous avez un problème, c'est plutôt niveau du candidat. Ça reflète exactement la société, c'est arriver à franchir ce seuil comme Margaret Thatcher a dit, d'être candidat et après de changer la société, particulièrement les femmes. Je pense qu'il faut arrêter de penser, si certains pensent toujours, que c'est la raison pour laquelle il n'y a pas assez de femmes au top niveau dans les sociétés politiques ou au Parlement, c'est parce que c'est un fait que les hommes ne veulent pas. Les femmes ont une grande responsabilité à prendre.

EMR – De ce que vous me racontez de votre parcours, vous n'est pas rencontré de difficultés particulières à être sélectionné etc.

CA – Non, je suis un homme. [rires] Non, la sélection se fait, c'est comme tout, que ce soit un homme une femme, ou qui que ce soit, si vous êtes honnête, si vous travaillez, si vous démontrez que vous avez une aptitude, un vouloir de changer les choses, je crois que c'est important. J'ai un côté aussi où je suis français, avec le référendum il est important d'avoir, peut-être, quelqu'un de différent. Nous avons [Humza] Yousaf qui est notre Ministre des Affaires étrangères, qui a un très fort accent écossais de Glasgow, mais qui est d'origine africaine et pakistanaise, et qui est musulman. Je ne crois pas forcément qu'un parlement doit représenter exactement la société, mais je crois qu'on doit avoir des différences. Parce que si un parlement doit représenter exactement société, il n'y aurait pas un Français, il y a très peu de Français en Écosse.

EMR – Est-ce-que vous êtes posé des questions par rapport à vos filles, ou à votre travail, quand vous êtes inscrits sur la liste ?

CA – Non, mes enfants, ma plus jeune a 21 ans donc n'est pas un problème. Au niveau du travail, dans le milieu du poisson on m'a beaucoup aidé. Ce qui s'est passé c'est qu'en 2011, quand Denis Robertson a été élu, la société pour laquelle je travaillais m'a proposé d'être à mi-temps, donc je travaillais à mi-temps pour l'exportation des produits la mer et à mi-temps pour Denis Robertson et après je suis devenu parlementaire à temps complet, avec la bénédiction du milieu de la pêche.

EMR – Dans les lectures que je fais, plutôt dans les années 90, les commentateurs avaient tendance à dire que la société écossaise était particulièrement machiste, est-ce que...

CA – Définitivement ! Particulièrement le Nord-Est, le Nord-Est de l'Écosse, et définitivement on a beaucoup de travail à faire. Encore, je suis comme Margaret Thatcher, on peut dire que j'admire Margaret Thatcher, ça sera les premières pages des journaux. Je suis comme Margaret Thatcher, je pense que la responsabilité est autant des femmes sinon plus que des hommes. C'est un fait de société, en a beaucoup à faire pour changer ça.

EMR – Est-ce-que vous pourriez trouver des raisons historiques qui font que l'Écosse et surtout le Nord-Est...

CA – C'est une culture agricole, une culture de clans. C'est comme tous les pays occidentaux. Le Nord-Est est plus agricole, j'imagine que c'est ça, peut-être que dans les villes, à Glasgow particulièrement les femmes ont eu plus l'habitude d'être plus représentées, avec une voix un peu plus importante, certainement. Vous pouvez prendre beaucoup d'exemples, la religion peut être beaucoup plus fortes du côté du nord-est de l'Écosse qu'elle l'est dans le sud.

EMR – C'est un facteur qui est évoqué par les commentateurs en tout cas. Est-ce que vous avez vu une évolution depuis vous êtes installé ?

CA – Bien sûr, la grande évolution c'est le monde du pétrole bien sûr, plusieurs choses se sont passées, c'est-à-dire que maintenant les Écossais du Nord-Est vivent dans le monde entier, reviennent dans le Nord-Est après et nous avons beaucoup d'étrangers. Quand je suis arrivé à Aberdeen il y a 20 ans – j'étais à Glasgow avant – et il y avait beaucoup d'amalgames, même dans la vite ou j'habite, à Westhill, qui est une nouvelle ville, c'est très cosmopolite. Ça nous permet d'être une Écosse moderne tout à fait différente de l'Écosse traditionnelle, mais qui garde toujours ses traditions très très fortes. Mais je crois qu'au niveau du *nucleus* familial, des femmes au travail, on a beaucoup évolué, même si vous trouvez toujours quelques pubs au centre-ville qui disent nous n'avons pas de toilettes pour les femmes. Vous avez une tradition qui est très macho, aucun problème.

EMR – Peut-être même dans le monde du football aussi ?

CA - Dans le monde du football aussi, mais ça change : vous avez le football féminin est beaucoup plus suivi, y a beaucoup plus de femmes qui suivent le football. Vous avez les femmes qui sont arbitres maintenant etc. Non, ça change, il faut un certain temps mais ça change. J'ai fait un superbe débat vous pouvez regarder, ma contribution à un superbe débat. C'était Jackie Baillie des travaillistes qui l'a fait sur la page trois, la fameuse page trois. Si vous voulez rechercher vous verrez ce que j'ai dit, de ce côté-là je crois que Europe latine beaucoup a beaucoup plus avancé, que les Britanniques, qui sont restés avec un *focus* simple différent. Et j'ai dit, je fais un appel aux éditeurs des journaux, s'il voulait mettre plus de femmes dans leurs journaux, ils peuvent, dans le sport par exemple. Il est grand temps que qu'une grande sportive ait autant de photos

dans les journaux que les grands sportifs. Il y a aucune raison pour qu'il n'y ait pas... En fait on l'a vu au tennis, le tennis est peut-être plus intéressant à regarder du côté des femmes, que chez les hommes – remarquez, Andy Murray – mais, au football aussi, je crois que football est de plus en plus regardé, le rugby aussi, partout. On progresse, là je pense qu'au niveau sport, il y a eu une plus grosse progression, une plus grosse progression qu'au niveau société.

EMR – J'avais une question plus sur la structure du Parlement lui-même, tel qu'il a été envisagé dans sa conception, il se voulait le plus représentatif possible, le plus accessible possible pour les citoyens...

CA – C'est le Parlement du peuple.

EMR – Est-ce-que vous trouvez qu'il répond bien aux critères qui ont été fixés ?

CA – Oui, c'est ouvert, vous pouvez rentrer au Parlement comme vous voulez, c'est gratuit, vous pouvez assister à des débats. Il faut prendre un ticket si vous voulez voir le jeudi à midi, parce qu'il y a un nombre de places limitées. Autrement, il y a beaucoup de commissions le matin, il y a des commissions ce matin vous auriez pu aller écouter ce qui passe, donc c'est très ouvert. Au niveau parlementaire nous essayons d'être le plus possible, la preuve c'est que vous êtes là. Oui, oui c'est beaucoup plus ouvert, et là c'est très important. Margo MacDonald est un des parlementaires qui l'a prouvé ; elle était professeur d'éducation physique, elle était très bonne sportive, elle est devenu parlementaire, avec un accent de Glasgow, pas du tout un accent d'élite et ça c'est important. Et je le dis à des réunions publiques très souvent, je commence toujours en disant : « Si vous vous posez la question pourquoi un Français vous parle en tant que membre du Parlement écossais, vous vous posez la mauvaise question. Vous devriez vous poser la question pourquoi vous êtes pas là, à ma place, pour prouver que ne laissez pas la politique aux élites, aux politiciens qui sont là depuis des générations, tout le monde peut devenir politicien et ça c'est très important. »

EMR – Est-ce-que le Parlement, et votre parti plus particulièrement, vous trouvez sont représentatifs avec les différents arrière-plans socioculturels ?

CA – Oui, vous avez toujours plus d'avocats dans le monde de la politique, mais nous avons beaucoup d'agriculteurs, je suis peut-être le seul du milieu de la pêche. Au début, on l'appelait le parlement arc-en-ciel, parce qu'il y avait beaucoup plus de partis politiques, j'espère qu'après l'indépendance on redeviendra un parlement arc-en-ciel.

EMR – Vous avez toujours cru en l'indépendance ?

CA – Non, quand je suis venu en Écosse je n'avais aucune idée, l'indépendance en soi c'est pas un but. Si le parlement de Westminster était un parlement démocratique, un parlement du monde du XXI^e siècle et qui s'occupait très bien des différences entre l'Écosse, l'Angleterre, le pays de Galles et l'Irlande du Nord, et n'avait pas pris la direction qu'il a prise, l'indépendance m'intéresserait très peu, je ne serais pas ici en train de vous parler, je ne serais pas au Parlement écossais.

EMR – C'est en ayant vu le Parlement écossais fonctionner peut-être ?

CA – Et en fait il n'y aurait même pas de Parlement écossais. Non, avant, parce que j'ai voté en 97 pour que ce parlement écossais existe. Y aurait pas eu le parlement écossais. En fait la question qu'on pose au mois de septembre cette année, c'est la même question qu'on a posé en 97. Quand vous regardez la campagne du « oui » et la campagne du « non », les arguments sont les mêmes, et c'est la même raison pour laquelle nous voulions la dévolution ou nous voulions que le parlement écossais reprenne ses fonctions, c'est la même raison pour laquelle nous voulons l'indépendance. Nous ne voulons pas l'indépendance en soi, nous voulons l'indépendance parce que nous pensons que le parlement veut prendre une autre direction que Londres a prise. Et n'oublions pas que Londres c'est pas un *statu quo*, Londres prend une direction de plus en plus « à l'américaine » mais pas du tout à l'Europe occidentale, et vous savez les clash avec Europe, nous pensons que nous sommes beaucoup plus proches de nos amis et voisins scandinaves ou peut-être de la France ou de l'Allemagne etc. nous avons des vues de la société très différentes. Margaret Thatcher, autant je vous dis que je suis d'accord avec elle, quand elle venue à Édimbourg et qu'elle a dit que la société n'existe pas, que c'est simplement l'individu, je m'excuse, que ce soient les églises ou l'Écosse civique a répondu « Non, ce n'est pas la direction que nous voulons prendre. » Et malheureusement Tony Blair et Gordon Brown et maintenant David Cameron ont tous suivi la politique de Margaret Thatcher qui est pas du tout la politique de l'Écosse, de quelque parti que ce soit, ce n'est pas un mouvement de droite ou de gauche, c'est plutôt une direction différente, quel genre de société nous voulons être. Et c'est pas quelque chose d'incroyable, ou un rêve impossible, les Scandinaves peuvent le faire, je crois que dans l'Europe continentale que ce soit la France ou l'Allemagne ou d'autres pays ont beaucoup de choses que nous aimerions avoir.

Entretien accordé par Elspeth Attwooll, élue libérale-démocrate écossaise au Parlement européen de 1999 à 2009, le 23 septembre 2011.

EMR – I’m interested in how you got involved with the Liberal-Democrats, how you first started into politics.

EA – Well, that takes me right back to my school days. I had two close friends at school that was down in England, one of whom was definitely Labour, one of whom was technically Conservative. And I didn’t agree with either of them and looked at what was then Liberal party policies and was attracted to the party, I think, for three main reasons: its policy for Home Rule in Scotland, its policy for workers’ cooperatives and its policy of proportional representation. And we used to have some lively arguments and there was also a general election, the school had a mock general election at the time and I stood as the Liberal candidate, and I actually saved my deposit, and that was the first time I saved my deposit in a very long time, close to last time. Then, I actually got involved at the age of, I think, about 16, with the local Liberal party down in the area of Surrey I lived in at the time. I particularly remember getting involved in one council, I think it was a by-election; I was incredibly impressed by our candidate who seemed to know absolutely everybody that we met in the street or on whose door we knocked. And that gave me a further enthusiasm for it. So I was a member from about – sort of from the earliest age I think anyone could join. I then went to what was technically St Andrews University but was actually Queen’s College, Dundee. So I was doing law, and later moved on to do social sciences as well, and when I got there I discovered there wasn’t actually a Liberal club and with one or two other like-minded people – including in the year following me – who joined... I think it took about a year before I did, but one of the founding members I’m almost certain was Malcom Bruce who’s been MP for Gordon for a long time now. And that carried on through my student years. I then moved to Glasgow and started a new job, teaching in the law school, well it wasn’t a law school then, but in law at Glasgow University, and sort of lay fallow for a little bit. And then after a while I decided it was about time I got reinvolved, and although it wasn’t the ward I was actually staying in, worked a lot with a woman called Louise Stephen, who was very well known locally. And even though the Liberal party was still rather in the doldrums at the time, she actually came very close to taking a seat in the council, because again, she was so hard working and so well-known locally. That went on for a bit and then I actually moved up to a different part of Maryhill and then just got so tired of there being too few Liberal candidates around and particularly the February 1974 election, I had not actually been able to vote the way I wanted to because there wasn’t a candidate. So in the October 1974 election – when that was coming up – I thought, “well, there is one way to solve this problem and that’s to be a candidate myself!” And so I got vetted by the party to be a candidate and took it from there and from – I said October 74 – Autumn 74 election, right through to 1999, I think I stood or was an agent, at every single election at every single level, bar – I think – two of the European elections. And certainly, there was a stage at which if I’d stood at one of them – I stood at the first European election in 1979, but then not the next ones because there were other people that were keen to do it. If I’d stood at one of those, there was

certainly a ten-year period in which I could have claimed to the Guinness Book of Records that I had stood at every election at every level in the course of ten years. And then when it came to 1998, I decided for various reasons to take early retirement from Glasgow University and I'd been – as well as standing in elections – I'd been active in Liberal Democrat politics throughout, being on the executive of the Scottish Liberal party for quite a while. When it came to 1998 and my taking early retirement, I realized that there were two possibilities for 1999: one was to stand for the Scottish Parliament, which was a dream of mine come true (since as I said one of the reasons that attracted me to the party was the policy of Home Rule for Scotland), or to stand for the European Parliament. And it was a very difficult decision, but it was a mixture of calculation of my chances of getting elected after a 25-year period and a feeling about what I was best equipped to do. And because I worked abroad, in Geneva for a while, for the International Labour Office, because I'd been involved in a private international law programme in the Hague, because I speak French reasonably fluently – nothing like your English – but reasonably fluently, and a smattering of Dutch and German and was beginning to learn Greek because of a recent holiday, wanting to know what was happening around. On the balance, I decided that I would try for the European Parliament and to my absolute amazement came top of the list and we actually got one seat in the European Parliament in 1999, because of the change of system to proportional representation. And that was ten years in the European Parliament for me. And then I decided, after the ten years were up, that at the age of 66, that – it was more the travel, than the actual work, but also my poor husband had seen me on Sundays mainly, when I came in, said “hello”, used the washing machine and the computer, and I thought it was about time we had a little bit of a family life. Of course in the meantime, I had sat briefly on the Scottish Constitutional Convention, and certainly signed *The Claim of Right for Scotland* and my memory as to how I became involved was that it was simply made clear in the party that any member that was interested could actually stand for election to it. And I was, so I did, and I was one of the members of the party elected for the first – that was not the very very beginning, it was just a little bit into it. But I only sat on it partly at the time because out of vagueness on my part, I missed the date for standing the second time round and so I wasn't there at the end, so it is only a sort of limited period. And in so far as I remember, the main things I was concerned about when I was there were actually the whole area of human rights, and the incorporation of the European Convention on Human Rights, because when I was teaching in the law school at Glasgow University it was really sort of philosophy and sociology of law, jurisprudence, so I did quite a lot of political theory in the course of teaching, I was very interested in human rights. And in terms of what you're particularly interested in, was the agreement that was reached about women – now really the person you ought to be talking about this is Malcom Bruce who I mentioned earlier, if you can manage to get hold of him because he was very very much involved and involved right through and I think he would be able to tell you much more about the sort of details of the agreement. And certainly, the party by then was at that stage I think we'd reached the title of the Scottish Liberal Democrats, following the mergers with the Social Democrats and various names in the alliance and I think the Social Liberal Democrats became the Liberal Democrats. Now, I believe the party in being part of the agreement to improve the proportion of women members in the Scottish Parliament was entirely sincere, and certainly I was very much in favour of whatever your were to call it – affirmative action, positive discrimination – I don't really mind the title you use. But

we have consistently had this problem, from my point of view, and amongst women Liberal Democrats throughout the UK and certainly Scottish women Liberal Democrats, that the majority, I think both of the party and in women within the party, and particularly – and maybe surprisingly – younger women within the party are opposed to any kind of affirmative action. The most that we could get agreed upon was that there should be a percentage – I think it's a minimum of 40% of women on shortlists for any seat, but we couldn't get anything more than that. The English and Welsh parties for the 1999 European election agreed on "twinning", so you would have a woman in the lead in one of the seats and a man in the lead in another, so they worked out more or less 50/50. The Scottish party would not even agree to that. So did I actually make our representation in the European Parliament 50/50, but it was by chance that the top of the Scottish list was a woman. And I have to say, women were – apart from me being at the top of the list in 1999 – were further down. And in fact, our current MEP is male and again women were fairly down the list and didn't have too much chance of getting elected. The justification which women in the party give – the not wanting any kind of mechanism that is to say beyond the sort of 40% – is they don't want to be tokens, they want to get there on their own merits. And certainly younger women in the party don't believe that there is any kind of problem. And we have got some very good young women in the party. Having said all of that, if you look at the record of the Scottish Liberal Democrats for the first two Scottish Parliaments, I think our representation is something like 17% of the parliament party; it was two women out of 16 or 17 people. It wasn't exactly impressive. And following the debacle last May, our representation since we now have only 5 members has gone up from, I think, what was 17% to 20%, one woman out of five members. It's still not good. We did actually have some very good, very effective women high up on the lists during the last Scottish Parliament campaign, you know, women that were number one on lists. But apart from Alison McInnes who did get returned for the North East, you know, the result was so disastrous that we didn't improve our representation of women. If we had had much better results, we would have improved our proportion of women being represented but it still would have not reached anything like the 50/50 mark. And I think there is a real lesson for the party, in the sense that if you now look at our representation in the European Parliament – which kicked off at 50/50 – for a while actually, women were in a majority and I think they might still be. I'd have to go through the actual Liberal Democrat UK representatives to see if it's still the case. I think since somebody joined us from the Conservative grouping it's probably gone back to about 50/50, but there was never any problem. For example, for a while – indeed, now even, the South East of England had two women representatives. One was Emma Nicholson and then Chris Huhne was the number two on this list but he then went to the Westminster Parliament and the person that came in would be number three on the South East was Sharon Bowles. And then, at the 2009 election Sharon was returned and another woman Catherine Bearder was as well. So, my argument is that I'm not in favour of quotas or anything like that – for the long term – but I am a convinced person about some kind of mechanism which will allow a breakthrough in the short term, because otherwise, I don't see how we're going to do it. So, I think that I more or less said everything I can think of at the moment, but if you want to ask any follow up questions.

EMR – I may have a few questions, yes. Perhaps, first, as a woman, did you feel that you were encountering any hindrance because of your gender, on your path to election, to being selected?

EA – No, I personally didn't, but that might well have been because I really stood in Glasgow, in Maryhill, none of which was particularly fertile ground for the party. I did it because I wanted to do things on my own home patch and I was very firm about that. And really basically people weren't going to challenge somebody who was as passionate. I suppose some people would say – I'm trying to think of the politically correct language, it's really difficult to find one – mad – oh I've just used mad, that's not politically correct – as mad as me wanting to stand again and again, and what was effectively a horrible period, it wasn't that, since there was a stage where I almost made it to the council and one stage when I actually came second in Maryhill constituency, but you know, I wasn't going to get elected. Where I have observed – to my way of thinking – what has been the problem, is that in the seats where there is – or has been in the past – a good chance of being elected, the party membership seemed to me always – even if there could be very good women in the shortlist – to choose, first of all a local person, which is understandable because you know that a local person does know the problems of the area. It was almost always a local boy. Now, for reasons that I never understood, this problem has never existed at council level. You've got a lot of women councillors, I couldn't tell you the actual proportion. I know we've had a lot of women who'd been leaders of the council group; Jenny Dawe in Edinburgh, Kate Dean who had been for quite a long time in Aberdeen, Alison Hay was in Argyll and Bute and so on. So, women had not had any problems in getting selected and elected at council level, and indeed taking prominent roles at council level. But there just does seem to be this difficulty of a breakthrough in what we would call winnable seats at parliamentary level. And I think it is something to do with the membership still having this slightly old-fashioned idea of an MP or even an MSP as largely a young married man with 2.4 children. But of course there are exceptions to that, for example Margaret Smith in Edinburgh West was not a young married man with 2.4 children, nor was Nora Radcliffe who was ousted by Alex Salmond to my great grief. But, I did actually do a survey at one stage, and this looked at all women who had been elected at parliamentary level and for – I think it was just for the Liberal Democrats – and it seemed to me that on average they were actually elected to Parliament 13 years later than the men were elected in Parliament. And so, it seemed a lot to me to have to do with having had a family, or being past childbearing age or whatever. Now, whether it's part of something to do with the reluctance of the membership to select young people or whether it's reluctance on the part of women themselves, to put themselves up for election while they feel they've got other responsibilities, or whether it's a mixture of the two – I suspect it's a mixture of the two – I'm not sure. What we do have – I have to say – are some very good young women, I'm just thinking about people who stood in Glasgow during the Holyrood election, people like Natalie McKee and Sophie Bridger and so on. And Sophie also stood, disastrously, at the Inverclyde by-election. I say disastrously in term of her result, she was actually an excellent candidate and really impressed everybody. So we have got some very good young women and, of course, Katy Gordon who was top of the list for the Glasgow [region]. And at the moment, the Scottish Women Liberal Democrats has been in operation for quite a long time. But because we were so busy fighting elections and all of that, they weren't as active as they might have

been. And we are now revitalising it – Katy Gordon who is a sort of go-getting type and is now the convener, and we're trying to get a wider membership and get more women involved. I discovered actually in the course of the Holyrood campaign that one of our candidates couldn't actually respond to the question about women in the party by talking about the Scottish women liberal democrats. Obviously, we got through to the consciousness of members. We still have a problem in the party with some of the women members of the party who don't want to become involved with the Scottish [women] Liberal Democrats because, again, they're doing it as a person and not as a woman and they think SWLD is about tokenism and things like that, whereas it's not actually, it's about encouraging women and trying to remove some of the obstacles in the way of women, by training and mentoring, and all of that.

EMR – How does the party account for the disastrous results in the last elections, last May?

EA – [...] And in Scotland we did actually have enormous effect on the first ten years of the Scottish Parliament, in being in partnership with the Labour party: free personal care of the elderly, the end of tuition fees and so on and so on. So what has been going on down in London seems to counter what everybody believed that we stood for and believe that we do stand for, still, and certainly in Scotland. But I think the Scottish party, indeed Scots as a whole – this was something I researched during my teaching days, the one book I ever got round to writing – looking at the Scottish ethos it seemed to me to be – I couldn't think of a better word for it and I still can't – more communitist, certainly not communist, and cooperativist, is possibly another word that might work. Looking back in history on the way the Scots – back to the declaration of Arbroath – and you can also see the “tall poppy syndrome”, do you know what I mean by that? It's really as if somebody looks as if they are getting above themselves and it's the “A kent yer faither”, which means: don't think you're anybody particularly special, because “I knew your father” kind of thing. It's much more a feeling that everybody is all in it together and that people are responsible for one another, and that is part of the Scottish ethos. On the face of it, coalition policies are sort of antithetical to that, in fact, what the Lib Dems are trying to do in the coalition is not at all antithetical to that, it's the impression that people have got.

EMR – That was actually one of my questions, perhaps there was a kind of opposition between the Scottish party and the party which is in government, and is seen by the world. I was wondering as well – that's another question – if Scottish Lib Dem supporters had been disappointed with what the AV referendum had been turned into, what it became.

EA – Well, certainly. I voted yes in the AV referendum, for the same reason that I voted yes to the first Scotland Bill: not because I thought it was perfect – AV was pretty rubbish – but it was my feeling that if one doesn't vote yes, then that's it, anything is off the count for a generation.

EMR – There is always that problem of does the question mean ‘do you want that particular reform’ or ‘do you want something done’?

EA – Yes, and so I voted for the ‘something done’. But I think that there were probably quite a lot of members of party – I don't know because I didn't quiz people very much about it – but I got the impression that there were a lot of people – of whom some would have been members of our party – had voted against it, not because they didn't want proportional representation but because they thought it was a rubbish system. So, that was partly it. I was actually surprised that it was lost as badly as it was, I knew it was going to be lost, but I thought there might be more people like me who wanted to get something rather than nothing. But maybe the Scots got a little bit fed up because we would have landed up, if AV had gone through, with one system for the election to the European Parliament, another one for the Scottish Parliament, another one for the Westminster Parliament and another one for local councils.

EMR – And the Scottish Parliament being twofold as well.

EA – Yes. It would have been a bit messy. I mean I certainly would have liked to see the Scottish parliament elected by STV that would be a better system. Because I think there is a difficulty for list MSPs of every party, seeing where they fit. Also it was brought home to me that maybe even the current system that we've got, doesn't actually use as much proportion as it ought to, I'd assumed it did, but it's because it's a separate vote, first-past-the-post and the list. And the effect of that was seen in May, is that actually disadvantaged the smaller parties. You take out the people who actually got voted in, before you top-up the votes on the list, that does less for the smaller parties than if you took out the votes on the seats who actually got elected and then added up all the votes given to the people who got elected on first-past-the-post. Do you if see what I mean? What happens is that you have the two votes, the first-past-the-post one and the list one, the list, however many seats the party has already got, the votes on the list are reduced by as many, before the remaining seats are allocated in that seems to be to disadvantage the smaller parties. Whereas if you did it that you simply added up all the people who voted for all the different parties on the first-past-the-post seats regionally, I think that might – I don't know I didn't sit and do statistics. It just occurred to me that we might have done better, the Greens might have done better if it had worked better.

EMR – When it is the first-past-the-post vote people are voting for one person, when it's the list, they are voting for a party, so I'm not really sure.... Of course they might be more inclined to vote for a person they trust.

EA – But it's also to do with the fact that, for example the Greens don't have people on the first past the post. They would have to, on the alternative system I'm suggesting. And recently, my view is that the Liberal Democrat vote and the Green vote on the list has in the past been pretty interchangeable. Maybe it wouldn't make much difference. I'm not sure about that but it's just for the first time in its history I've had some doubts.

EMR – Have there been a lot of people questioning the system as it is?

EA – I don't think so. Before 2009, there was certainly no reasons for changing to STV for the Scottish Parliament elections as well. But whether they really got beyond noises, I don't know. I've been too busy with Europe.

EMR – I have a more personal question really, which is that of your background, because you were born and brought up in England but were very interested in Scottish Home Rule?

EA – That's because of the Scots family on both sides, on my father's side (although it's quite complicated really). My father's mother was a Margaret Rind and although she'd been born in England, her parents were – at least, I think she was born in England, I'm not absolutely certain, she may not have been – anyway, her family were tenant farmers near Elgin, so we can trace the family there back a long way. Again, my father's father was definitely born in England, but the with Attwoolls was a connection with Peterhead, I discovered that various Attwoolls were tied out with Peterhead prison. We think on the outside ward, not on the inside for a while, that may have just been because they were in the prison service there. But there were certainly Attwoolls in Peterhead for quite a while. And then on my mother's side: my mother's father was born, I always thought it was in Edinburgh Castle, but it wasn't it was in the barracks just outside Edinburgh Castle. I always had Scotland in a sort of background, I was brought up using various Scottish words, which an English person wouldn't and of course Elspeth, my given name is Scots, you know it's the Scots version of Elizabeth. Also, another thing was when I decided I really wanted to go to university in Scotland, because I felt that would be coming home. I think it was my father's mother who had the pro-Scottish influence. Also when I started, I knew wanted to do law, I found out little bit about the English and Scottish legal systems before I started applying, and it seemed to me that the Scottish legal system was a superior system, even at that sort of young age – I was 17-ish, I was actually 18 when I went to university. I've never regretted the choices, I've always felt myself to be more Scots than English despite being born and brought up in England. Oh, my father was in the London Scottish regiment as well, which had a strong Scottish influence on me as well. I was actually confirmed in the Church of Scotland – it's not confirmed, is not the right word – admitted to the Church of Scotland St Columba's in Pont Street, in London. So there was always a Scottish theme running through my youth.

EMR – Was that something that made you stand out as a youngster in England? Or was it more personal?

EA – Not particularly, it was more personal. I still remember when my parents were still living and working in Surrey, I remember taking a taxi at the train station, I got into the taxi, and the taxi driver said “you're long way from home”. I thought “What is he on about?” I said “pardon?”, he said “you're from Scotland!”. So I sound Scottish in England and in Scotland I sound English.

EMR – Do you think you would have got involved as well, as strongly, if you had been living in England?

EA – Oh I think so, yes! I have to say that political involvement is an addiction; it's one I'm trying to throw off [rises]. I'm convener of our local party, and I feel, to use a Scots expression, I've folded my assie on that, that means I've done my bit, but I want to get back to what has been underlying my work. I don't mind delivering the odd leaflet or two, because that's good for me but I want to get back to writing about political

philosophy basically. That's what I'd like to spend more time doing. So I'm not getting rid of the addiction, I'm changing one for another.

EMR – About your experience as an MEP.

EA – I think I would just say it proved to me something, which I've always believed about women in politics, that they say around 30% membership is the breakthrough point, and I will say that in the European Parliament, I can't think of any occasion on which it made a difference, that you were a woman, that you were discriminated against in any kind of way; it wasn't any more difficult being an effective member of the European Parliament as a woman than it would have been as a man. And women chaired committees: at the moment, Sharon Bowles who I mentioned earlier is actually chair of the most influential committee in Parliament at the moment – the [Economic and] Monetary Affairs Committee. Rather strange actually, I was on the fisheries committee throughout my time in the Parliament, which is one that might seem a bit surprising, along with Catherine Stihler who Catriona [Burness] worked with for a long time. And during the time we had several women chairs of the fisheries committee and at one stage, both the chair and vice-chair; there were more women involved than men. In fact women were – in fact I can't remember the exact proportion on the committee as a whole – women were plentiful on that committee, which you would expect to think of as a male-dominated committee but women were very very active. And I think the chair – I'm not sure if she still is because there may have been a change over by now – but it was Carmen Fraga, and she'd been chair of the committee before. I was on the Employment and Social Affairs committee as well, and in the first of the two parliaments I was in – it's just quite surprising – the current Prime Minister of Denmark, Helle Thorning-Schmidt was on the Employment and Social Affairs Committee of the Parliament the same time as I was. Women, particularly in the Scandinavian countries, I think, women have no difficulty in being accepted, as being a normal part of the system. But here, I still feel that there is a – it doesn't make any difference to the voters, I think the voters, 99.9 recurring percent will vote for a woman, I mean they don't think – they vote for the candidate of their party, they just vote for the party they want. I think, there is still somewhere some some difficulty in women getting – perhaps it's not true, I don't know, I'm just trying to – you've got Nicola Sturgeon as Deputy-First Minister here, and other women in government, there was Sarah Boyack, Wendy Alexander. Maybe once you get there is not difficult, but I think there still is some problems of women getting there in the first place.

EMR – A lot of commentators who think that there is this breakthrough at 30%, believe that it will influence the way that Parliament is led, thus implying that there's a female way of doing politics: introducing certain topics for instance, would you agree with that?

EA – I'm not absolutely sure. But what I will say which might be helpful is that I felt incredibly comfortable in the European Parliament because of the way the whole system works. It had various political groupings, none of which at that stage ever had a majority over the others. Everything we had to do, had to be by way of trying to reach consensus, or if you couldn't actually reach consensus, at least some kind of compromise. And I wondered, I only wondered, if that was more a typically female way

of working, rather than confrontation, and whether the fact that the European Parliament was about one third female throughout my time. I mean, it was partly to do with the political arithmetic, but I think maybe having women there... For example, Carman Fraga and I disagreed violently over certain fisheries issues; she being Spanish and I being Scottish, you can imagine, and she being what I would call (although she was from the Conservative grouping), what I would regard as economically liberal; so we disagreed over various things, both geographically and financially, but when it came to reports, we could sit down together through and say "if you can take this bit on board, I can take that bit on board". And that's the way the Parliament works. And even people who are polar apart opinions can actually manage to come together over some of the issues. I don't know if you've read any stuff by Carol Gilligan, the feminist writer, I'm not 100% convinced by; she argued that men think in terms of abstract formal justice and women think in terms of connectivity and caring and so on. Now, I find it difficult to go right down that line, I know that my own brain is very much sort of logical, analytical, whereas my husband, who is a historian, has a much more intuitive way of approaching things. I'm not altogether convinced by it, but it's equally not something I would want to rule out.

EMR – Your fisheries committee would come as a counterargument to "women are only interested in topics like family and so on".

EA – That's definitely not true. I think there may be something in it as a way of working. But then I had somebody say to me just yesterday that she had always hated working for women because they seem to be getting at one another the whole time. But there always seemed to be an atmosphere, that's not something that I've ever felt. But then I've never actually had a woman boss – I've been a boss as a woman but I've never had a woman boss, maybe that's a different kind of experience. But I'm not convinced that there are women's issues, that women are only interested in narrow things to do with family or whatever, because in my own experience that's far from true. You know, women are interested in things right across the board, maybe they see things slightly differently in the sense that they will see more how they affect women. Thinking back on it, the women on the fisheries committee were very much into promoting things to do with women's networks in fisheries and so on. So they were seeing the women inside the fisheries, which the men might not have done, but that was as part of a wider interest in fisheries.

EMR – But then again the idea of the European Parliament working around consensus, it's difficult to point whether that's due to the proportion of women or how it's led, or how it was envisaged.

EA – They took very seriously the involvement of women, there was a Women's Committee but there was also in my time a high level group which had members from each of the committees on it, which was there to try and make sure that gender mainstreaming took place, gender budgeting and so on. And so the notion, those ideas, that those policies should be incorporated into every report. And this is a piece of information I wouldn't actually want you to record because we may fail, but at the moment the Scottish women Liberal Democrats are trying to push through the idea that our own policy committee should use gender budgeting, gender mainstreaming in all its

policies. Looking back at our last manifesto, it wasn't clear that was there – just speaking as an observer – women there seemed to think that not women's issues but women's side of issues at being it neglected in our manifesto. And I think they were right actually.

EMR – Do you remember any differences of opinions in your party at the time, or with other parties, when you were sitting on the Scottish Constitutional Convention?

EA – To be honest it's really too far back. I can look back over my papers and see if anything springs to mind. The only thing I can remember was a widespread disappointment that the SNP were not engaging with it, so it wasn't an all-party thing. The Conservatives, I think, were not really engaged in it. I'm trying to remember what the Conservatives actually did. So it was really: Labour, Lib-Dem, Green, but then the churches – I mean, it was very broadly representative of civic society. I don't know if we would have come out with anything particularly different if the SNP had agreed. I must say, I think our party engaged very well, and I always had an enormous respect for Donald Dewar, which really was I suppose, ultimately, the father of the legislation when it came. I was talking about the ethos of Scotland being cooperative, I think it was Donald Dewar who said Scotland was a large family. I think it was him who said it, even if it wasn't him who said it... I remember going to his funeral and the reception afterwards, at the funeral you couldn't see people very much, but at the reception afterwards, I was just amazed at how many people I knew there from different walks of life. They weren't all elected representatives; there were all sorts of people there, that had obviously a connection with him. But that brought home the idea of Scotland being a large family: everybody participating in different ways, communal responsibility. I'm not saying that's invariable, like you were saying, you can't generalise because you keep finding exceptions, but it's just how feel about Scotland.

EMR – While were on the idea of Scottish ethos, I'm interested in what makes Scotland specific. What I have been reading from certain researchers is that assumption that Scotland was a more male-chauvinistic country than any other country in the UK.

EA – I don't know if I'm convinced about that. I think that's more sort of football and that kind of bears it out to a certain extent. And I think it's more West Coast maybe than overall. And I do remember that I had to laugh at this, I was at a shopfront on the Maryhill Road, I must have been at least in my mid-30s, and there were a couple of guys walking past, one of whom was probably slightly older than me and one of whom was probably slightly younger than me, maybe in his 20s, and they looked into the window of the shop as I was standing outside and said 'Oh yes, that's that wee lassie!' I thought that at the age of mid-30s being referred to as a 'wee lassie' was a little bit weird. But I don't know, I don't think that macho is quite the right word, I can't think what the right word is, but if I do, I'll email it to you. There is an element of that but it's certainly – because if that is true then it's also accusing the romanticism of Scots as well. [...] But, here is still very much a feeling that Scotland should be choosing Scotland's own destiny, that's why signed the *Claim of Right*. I believe that without being a Scottish nationalist, fundamentally I am a federalist, because I think that would be the best solution.

Entretien accordé par Cameron Buchanan, député conservateur au Parlement écossais pour la région des Lothians, le 29 avril 2013.

EMR – I'm interested in your own career and what has brought you to Parliament. First, if you wouldn't mind telling me about that.

CB – My career in Parliament has been rather brief. I came in because we have this selected and elected, you know proportional representation and I was on the list in the selected, when this man David McLetchie, this wonderful parliamentarian died. And it was a rather sudden elevation for me. I was a businessman in textiles working mostly in Paris and Italy, all over Europe really, in international textiles. So, completely different. But I was involved in politics in so much as I was on the list system and I'd been chairman of the Edinburgh Conservatives, which sounds a big deal and a big job but it's not at all, it's not a job at all, I can tell you! It's just a voluntary organisation, as you will know from your research the Conservatives are rather few and far between in Scotland. More in Edinburgh than anywhere else, but a lot of people don't like coming out of the woodwork and coming to meetings, so they are quite sparsely attended. If we got 40 people we were fine, whereas other parties get 80 or 90. Literally I had no illusions as to the effect I had on party politics, but I was only involved on the fringes of it. And then I got onto the board of the Conservatives in Scotland purely because I was there really, and maybe spoke the loudest that was interesting because I got to the nitty gritty of it. I put myself on the list for the European Parliament. I was always the bridesmaid, never the bride so to speak; I was always second on the list, not first. And it was always very difficult for me because we always had a very good MEP and the Conservatives were always never going to get one in, and I was second. And however hard we tried, the way that PR works we were never going to get a second one in. So it was all rather sudden elevation to come into the Parliament. I hadn't actually thought of coming into the Scottish Parliament, and originally I voted against the Scottish Parliament, simply because I felt I didn't want any power taken away from Westminster. But I'd be the first to admit that it's actually helped the Conservative party having a Scottish parliament because our representation was very meagre. My view changed – not because I got into the Parliament, before. And it was all very much a sort of a sudden baptism. I then found myself not standing for the Scottish Parliament, but standing for Europe realizing I wouldn't get into Europe because we had this policy which I'll come on to in a minute, of women-only shortlists, which was a big mistake as it turned out, for the European Parliament, which meant that when I was number two, three women stood, three of whom had never been seen by the party, before or since, they just disappeared off the radar, there were just their names just because they were women. That's why I'm against women-only shortlists. I then decided I would go on the list and I stood as what you would call a paper candidate in one of the wards, Edinburgh East it was. I had no chance of winning but funnily enough I came quite high up on the list system number three, which meant I was first reserve. When David McLetchie, died I took his place. No one was more surprised than me. I wouldn't say it was a baptism of fire because I knew enough of politics, but being in here was very different. Since then I've enjoyed it very much, I find it very interesting, much more relevant than I'd thought, and much more involved than I had thought. So my career in Parliament to date has been: because the Conservatives are so few, Labour have got plenty of backbenchers, we've no backbenchers at all, so I'm on three committees (Petitions, Standards and Procedure,

and Local Government Regeneration), which is where the work seems to be done. I'm speaking in the Chamber on average about once every 10 days, I'm not speaking this week but I spoke twice last week, for example. So that's how that works out. You asked about what I think about women in Parliament?

EMR – Yes, you were mentioning something about all-women shortlists.

CM – I'm against that. The Scottish Parliament has a very good representation of women, very high, I'm all in favour of it, totally in favour of it but I do not agree with all-women shortlists. I think people, the heap, should come to the top naturally rather than be shaken up artificially. As I say, I got put to the bottom of the list because you get women who just stand for the sake of standing and they've never been seen again. So I'm against all-women shortlists. Although Labour are doing it, they are twinning two or three constituencies, that might be an idea but I don't think we're going to, I hope we're not going to do it. It does have an idea. There definitely should be more women in Parliament. But in Westminster, they've got a problem because of the hours that people work, you can't combine both things. Here, we're a bit more local, much more friendly, we have a crèche here for example, much more women-friendly, people understand; my secretary, PA, had to go off because of family, I completely understood. We're a small group of people, other people doubled up. And we've got a lot of women, I mean the Conservatives, we've got five women out of 13-14, it's quite high, proportionally anyway. I'm very happy – women in Parliament to me are the same as men, I've got no prejudice for it all, I understand they've got to balance a career and whether they've got children or marriage. What I'm more in favour of is people coming into Parliament with business or a lifetime experience; women who are going back to work for example is great, per se, men going back to work, per se, is great. Was there anything you wanted to ask about devolution?

EMR – Yes, I'm also interested in your own path towards actual politics, so how you first become involved with the Conservative party, for instance.

CB – I first became involved because in 1997, oh sorry, I canvassed with the Conservative party – not canvassed, distributed leaflets through the doors, and the reason it was, was because my neighbour was a Conservative, Malcolm Rifkind, and he's friend. I sort of got involved slightly through the back door in a way. I was probably Conservative but I'd voted for Labour and Conservative in the elections, I was definitely between Labour, Liberal and the Conservatives, I'd switched parties; Labour for a local government because he was a very good counsellor, Liberal I can't remember, same with all three. But then I got involved, and then I got interested in it, I just distributed leaflets through the doors. And then in 1997, the Conservatives were wiped out, and a group of my friends said: "Come on, Cameron, get it together, you can speak, you've done debating, you can speak in chamber, you're vaguely intelligent, come and see what you can do in the party." And I believed in reviving it, not because it was the Conservatives, because I believe you need a centre-right party to give a balance to the left, I think it's really important: you need a centre-right party. So I felt that that was understandable, that's what got me involved, but it was very much a part-time, as I said earlier it was in anything full-time, it was not a preoccupation. I was chairman of the Edinburgh Conservatives for 10 years: half a dozen meetings a year or something, it

was good fun. What I liked was the social side, I arranged dinners. We got lots of other people up to speak, we got Labour, we had Margo MacDonald, we had Brian Taylor, we had George Galloway the Labour man, we had lots of different people, I had – I'm just trying to think of the Frenchwoman who was over here at the time to speak as well to a group of Conservatives – a supper club if you like, because I was more interested in the sort of gathering together of different ideas, rather than, I'm not a very fixed person – I've got my principles – but I'm not very fixed on right-wing, left-wing ideas. I would say I'm centre-right rather than anything else. And definitely a moderate. So, I was more interested in the art of the possible, rather than anything else, which is why got other people to speak, we had BBC correspondents to speak, I'm still trying to think of this Frenchwoman, she was a senator and she had to be in Scotland so I said “would you like to come and speak to...”, and she wasn't conservative at all, she was centre-left, I don't remember what it was called, what's it called in France the left? She voted for Mitterrand anyway.

EMR – Parti socialiste then?

CB – Parti socialiste but they had another name at the time. She wasn't a PS but it doesn't matter, she voted, I can't remember what it was, it was a long time ago, it was 10 years ago. So that's what got me interested. And I'm always an international, I travelled all over the world. I like meeting foreign politicians, when you're travelling on business, politics always comes into it. So I used to speak about politics, and I liked very much, and I knew about French politics, because I studied at the Sorbonne and Sciences Po, so I knew about, and I found it very fascinating. French politics I find very interesting because of the splitting policies, the changing parties all the time, over here we're more rigid. We don't have a presidential system, which is all the “*pouvoir*”, all the power is really in the hands of the president. It's interesting, in Germany most people could name the Chancellor but not the President, and France is the other way round: everybody knew the President but tell me who's...

EMR – Manuel Valls.

CB – And I follow French politics, I still can't remember, it's not easy. Well, my view on politics is very moderate, very much consensual. What I think, if you're going to ask what the future of devolution is, or what I think is going to happen: whether it's going to be a “yes” or “no” vote, the Scottish Parliament is going to get more powers, it *has* to. Simply because we get this money from England and we spend it but we are not fiscally responsible for it at all, we just spend it, we don't have to raise it. So we need tax-raising powers here. I do not want independence because I think it will cost us a lot of money, I don't think it's necessary, it'll create divisions, we'll have to have our own little embassies, “*bureaux*” whatever it is, consulates and things like that. I just don't think it's very necessary and I'm very much against independence. Also, I don't want a fight between... I think we're a small nation, and we can exist on our own there's no question about that, unlike other small nations I think we can, but it would cost us a lot of money because we have all these benefits at the moment, coming from England, like healthcare and things like that would go, taxes, and the flight of senior people from Scotland would be magnified. We've got a lot of institutions, for example the headquarters of the tax regimes are here in Scotland at the moment, that doesn't matter

geographically where they are, they're both HMR seats, it's called the revenues and tax, I don't know what it's called in France for the collection of taxes. They are all in Scotland, and that's fine, if we get "yes", if we get independence, they'll stay in Scotland for a few years, and after that they'll move to England, that will take a lot of qualified people with them in bad areas, because the reason it moved to Scotland was because the areas had a lot of unemployment. So that'll create unemployment, it'll create a huge amount of problems, for us to create our own tax regime will be hugely expensive because you've got to go backwards and forwards, for that reason I'm against independence. But I do want more powers for the Scottish Parliament because I actually think that the MPs in Westminster, the Scottish MPs at Westminster do nothing really, they don't have anything to do now. So I would get rid of them and have more powers up here, apart from maybe foreign affairs and defence. Rather like, well there are places like Corsica for instance in France, *Sardaigne*, Sicily have sort of devolved institutions without being independent. They have a local, regional parliaments and that's it. I'd model it on Corsica not Galicia, or I'd model it on Öland in Sweden where, between Sweden and Finland, there is an island there. That's the way I think we should go, so we'd have our own, we are quite a independent, except for protected and were part of the United Kingdom. Also in the United Kingdom we have a bit of a role in the Security Council. Scotland if it was out, would be like Iceland, once every 30 odd or 20 odd years seat on the Security Council, at the moment we have a permanent seat. Why do we lose that? It's very important. NATO, I think it's quite important for the protection, especially with this man in Russia, Putin, who is pretty powerful so I rather think that's the way we should go. I've got very pragmatic views on politics. I'm very much the internationalist, very much the European, unlike a lot of the Conservatives I'm pro-Europe. I think we should stay in Europe, but I think we should get rid of these petty restrictions as so many other people in place do. There are these petty things like, talking, I don't know if you remember the thing about olive oil: the European Parliament was proposing that olive oil had to be served in sealed containers in case it was contaminated after the Spanish scandal, instead of having just bottles on the tables, stupid little regulations like that, ridiculous. If a ladder was more than a certain length, two people had to be there for safety, but it wasn't health and safety it was the European Union Parliament's stuff, all these petty rules are just ridiculous. Some of them unnecessary but we spent too much time setting up regulations and red tape and I think that's what put people off the European Union. Also going from Strasbourg to Brussels, I know it won't please the French but it's ridiculous that we have to spent a fortune and spend one week a month going from Strasbourg to Brussels, it's just crazy. You have the Council of Europe in Strasbourg I think that's fine, but I think the *marché commun* should be in Brussels. All these things, people think are a waste of money, they cost a fortune, I mean, I know about the European institutions, I was on the list, I went there I studied it, looked into it. I was very happy to be part of it, I wanted to be part of it, but I wanted to reform it from within not from without.

EMR – Can you tell me perhaps a bit more – from what you seem to say it was fairly easy for you to be selected with the list systems, so have you encountered any hindrances on your way?

CB – No, no it was easy to be selected, because I can talk if you like, and that's what you do you speak to people who are Conservatives at a meeting, and then they put you

on the list: 2,3 or 4. Normally, the Conservatives only get two in at the most, but with the death it was three. If you're SNP, in Aberdeen they've gone right down the list number eight is in because one man died and they had a lot of representation etc etc. It's a lottery. There used to be apparently in the Scottish Parliament, a difference between the elected and the selected MSPs, but now there's no difference. The problem I think is that I'm a regional one for the Lothians, and everybody writes to all the MSPs for problems. I think they're over-represented in that way, I would make sure that in the future if we have reform, which I think will get whatever we do, whether it's "yes" or "no", we'll have reform. I think if we have reform they will change the system so that certain MSPs go down and do London foreign affairs and defence, and other ones can just deal with domestic and local matters. So there's no difference between the list system and the other MSPs, we're all paid the same. And I have constituency work as well, as well as the others, not so much direct consistency work, but I hold surgeries but we help people. And people come to you because of your party rather than just because of the problem. If you have a problem with a house in an area outside of Edinburgh, they will look at their list of MSPs and see "ah there is a Conservative" and they will ask him because either they are a Conservative or they've had a nice experience with a Conservative in the past or whatever. I suppose that is really the way, but there's been no prejudice against the list MSPs at all, very little difference here in the Parliament, the Parliament is very good on that.

EMR – Right, so you cannot feel any differences? There was one of the things I was wondering.

CB – Neil Findlay is the same, he's a regional for West Lothian and he didn't find any difference I'm sure, did he?

EMR – I didn't ask him directly.

CB – I don't think anybody does, but I'm relatively new, I'm the third newest member of the Scottish Parliament, so therefore two others have come in after me only. So I'm relatively new and don't have the greatest experience of how the workings are. But I've got staff here, who were here with my predecessor, who keep me right, and they've been essential. Otherwise I would have made more mistakes than I've made already. Of course you have a Frenchman.

EMR – Yes, I will be meeting with him actually.

CB – Christian, he's lovely, he's a nice guy. I know him quite well because we speak French sometimes together. He's a very nice chap. We've had delegations in from France and I'm part of the cross-party group on France, so it's quite handy to speak it, so it's very useful.

EMR – I have a question about how your identity has an impact on who you are as an MSP. And by identity I mean all sorts of factors: your previous life in business perhaps, or your gender perhaps, because that's one of the issues I'm interested in. Do you think that those influence who you are as an MSP, how you conduct your work?

CB – Yes, good question. I'm not sure how I can answer it. Do I think it's my gender? No, I don't think the gender makes any difference, I genuinely don't. The only thing I think makes a difference is, this is a bit subjective, but women are often judged on what they look like and how they dress, rather than men. And I think that's wrong, it's a shame, therefore women have to take – I mean I take quite a lot of care about how I dress because I've been in the textile business, I like clothes, I wear my suits and things like that, a lot of people don't necessarily, but that's just me – women have to do it whether they like it or not sometimes. Does it make any difference, my identity? No I don't think it does. I can't think how.

EMR – Well, perhaps the issues you more interested in?

CB – Well, yes I'm interested in health, but in a mild way because I also had a health scare, a health problem myself – I have to walk with a stick – three years ago, four years ago. But I'm not fixed on health, I don't want to be the spokesman particularly on health, because it makes it too personal. We had a debate on same-sex marriage for example, and I've spoken on that quite happily, for it, but I'm not in a same-sex marriage, I'm not gay or anything, I'm all for it, I'm all for equality, total equality.

EMR – That's not perhaps a common view in the Conservative party, is it?

CB – No, not at all.

EMR – So, perhaps the fact is that you are not a typical Conservative?

CB – No, I don't think I am, I don't think I am at all!

EMR – Does that make it harder for you sometimes?

CB – Not in here, everybody has been fine in here, very respectful. No it doesn't make it harder actually. I'm very happy to explain it. You know, I come from a very liberal background, I worked in Europe for 28 years, meaning on the continent, and I've lived in France, I've lived in Germany, I've lived in Italy, I've lived in Belgium, but I mean lived, like two and half years, two and half years in Italy. So I've got a different attitude to some of the others. Although having said that in Catholic countries, same-sex marriage is anathema, civil partnerships might be okay, but the word marriage: huge protest. So if you're Catholic and I'm not a Catholic, it's been a problem for the Catholics and the Catholic Church. So I don't find it any difference, but I'm not a typical Conservative, but I wouldn't say an atypical Conservative. My views are less fixed than a lot of the Conservatives.

EMR – So you partly mentioned your views on measures to ensure that women are selected. Do you believe that they are closely linked to the fact that the Conservative party hasn't got a lot of members in Parliament anyway and that would make it...

CB – Here? Well in Westminster they've got a lot, and they've got more women than a lot of the other parties. But a lot of the women are standing down at the next election because they found the pressure too much. Not the pressure of being in government, the

pressure of working in Westminster, from all parties that is true. I mean, Liberals have got the same. Now there's very little prejudice, I think, David Cameron down south is very interested in getting more women in Parliament just to give it more balance, same as he's interested in getting Blacks and more Muslims, it just helps to keep the balance if you like, the racial balance as well as the gender balance. It's different here, we've got very few, the gender balance is very marked but the racial balance is, we don't have a lot of racial balance here, simply because there aren't many Muslims or Black people in Scotland who are interested in politics, it's not because there are any prejudices against them. I think possibly we do promote some people because of their gender or race: the SNP have got a couple of the very good Muslims and so does Labour, we don't have at the moment in Parliament but we have amongst the members of our membership but nobody has got to the top yet. So, now I do think we're in any way biased in that respect at all, I don't find it anyway. Do I think that women are going to come to the top? Yes I do, but I really am against women-only shortlists. I just think it's so wrong. Do the other Conservatives think that? I don't know. I think they are mostly against it, I think we're very balanced on it and in Westminster they are trying very hard to get more women involved in politics without women-only shortlists, because most people don't want that, they don't think it's right.

EMR – So, do you believe perhaps in role model figures such as having a female leader to your party will help other women?

CB – Absolutely, yes, I do, of course. The Conservatives had the first female leader anyway and all the leaders in this Parliament basically are female, apart from the SNP but it's their deputy leader, they're all female: Johann Lamont, Ruth Davidson, yes, I think that's fine. And whether they are men or women is irrelevant to me, if they're good that's fine, I don't really mind at all. I mean, their gender and their personal habits or anything don't worry me at all, I think we're very lucky in this Parliament, women are in very prominent positions in the SNP cabinet. Salmond said that he was against women, I don't know if he is, but he's just promoted two more women into his cabinet and there's quite a lot of them, you know: Shona Robinson is now in it, Fiona Hyslop, Angela Constance, there are quite a few, four or five, definitely quite a lot there. I think that in Westminster it's different because the hours are so different, they sit till 11 o'clock at night and they're whipped, this sort of metaphorically whipping of people and they've got to stay, particularly as it's a coalition. Here it's not the same because the SNP have a majority, there's nothing we can do about that. Apparently in the last Parliament it was much stricter to stay, not later but you had to stay for more votes, here we can be excused. I don't think I've got much more to say about the woman side of it.

EMR – That's fine. Do you believe that Holyrood functions in a very different way than Westminster then? You mentioned the whips.

CB – Yes. I'm familiar with Westminster but I don't know a lot about it, [I know some] of the details, because some of my friends are MPs and have been in government and out of government. I think [Holyrood] functions much more friendly, were only 128 now, 128 MSPs¹, we tend to know each other, we meet in the corridors a lot. Although

¹ L'indépendante et ancienne SNP Margo MacDonald était morte quelques quatre semaines plus tôt.

the building looks very spread out and it is, with all these towers, but we meet in the lifts, we say hello and we have a sort of tearoom, a black-and-white room where you can meet and chat over things and say hi: “God you were awful in the debate”, “you were terribly to the point” etc etc. So, yes I think it functions much more friendly, much less aggression, apart from First Minister's questions but that's a sort of charade really that goes on. And the interesting is here is that researchers and people are far more neutral, you find researchers have gone from Labour to Conservative, or Liberal to Conservative, sometimes, I know a couple who have done that, or staff, secretary staff. I think it functions differently in that way, it's also smaller, more homogenous. I hope it stays that way. And also the offices are all the same, the same type of office, you've been in these before.

EMR – No, it's actually my first time.

CB – Did Neil not...

EMR – I saw him downstairs.

CB – All the offices are the same, and they're fine. These ridiculous sort of contemplation seats, at the back, which is basically set of dumping ground for stuff. But everything, they're all the same, and people put pictures up and things they want, and that's really it. But they are very much equal footing. If you go on the top floor – have you seen anybody else from the SNP?

EMR – I will be seeing some people.

CB – They're on the top floor, they get the better, the light, the view, because they are in power. We've always been on this floor apparently. That's the only difference from Westminster, I couldn't really comment on any other differences. We are just are smaller and more, we deal with things in a slightly different way, probably a more friendly way, but Scotland is a small place. It's very often in a small country, who you know not what you know, very often, in Edinburgh, I've been in Edinburgh most of my life, on and off. I know a lot of people, go to Glasgow, I know far fewer people, Aberdeen and places like that. And I was also an honorary consul of Iceland, which also meant that I got to go up to Aberdeen a lot, I got to meet people from different walks of life. The other problem I think, here is that you're in a bit of a goldfish bowl, you come here three days a week, nobody leaves until 5 o'clock at night, so you tend not to know what's going on, whereas with my previous business, I was always walking around.

EMR – So is there a lot of informal exchanges?

CB – Yes, lots! In the canteen downstairs people meet and don't necessarily sit down with the Tories, we sit with other people. Oh yes, a lot of informal exchanges. And where you met, if you met downstairs by the coffee bar, you see people different parties chatting informally together, saying hello, you meet people in the corridors.

EMR – Do you think that it helps the debating?

CB – Yes very much so, very much. I don't know if it helps with the debating, but it certainly helps when you're meeting people, you understand other people's point of view. We have these committees as well, which are dominated by the dominant party, which is the same in Westminster, and in France as well, but it's very much, I wouldn't say it's not party politics, it isn't, but the party divisions slightly separate when you're in that side of things.

EMR – Would you say that the higher proportion of women has an impact on the way things are conducted?

CB – No, I think it's irrelevant, differentiating between one side and the other, maybe a bit more courtesy but not. No, I don't think so, everybody is more courteous. Nicola Sturgeon of the SNP can be as rude as she likes about other fellow MSPs, or opposition like Johann Lamont and Ruth Davidson, she can be very rude as she wants is not because she's a woman, it's because she's a person. I would say the same, I wouldn't hesitate if I was speaking against Nicola Sturgeon or whoever else was, to be not rude about their personality, but about their politics, I don't think there's any difference.

EMR – Would you feel it's as acceptable for you to respond directly to a woman MSP?

CB – Yes, 100%, no problem at all, absolutely no problem.

EMR – And do you believe in such a thing as women's issues, meaning that women will address certain issues?

CB – Yes, same as I believe in men's issues. Yes, I do believe in that. I think the issues are personal, not gender-based, personal-based. Very egalitarian I think, personal-based but nothing else.

EMR – Yes, I had a question about the committees, because commentators have felt that perhaps they were put on a pedestal as Parliament was created, and they were seen as modern and that it would be very helpful, and perhaps over the years they've not come up to people's expectations.

CB – When Parliament was created, people who were the best were the people who had been in Westminster, and they came up to Scotland, they had the experience of it, of all parties and they conducted themselves very well, we had a Presiding Officer called George Reid, who had been in Westminster, some other people here had been in Westminster. That will gradually fade as they retire or resign, people who had been in Westminster because you can't do both. People come from Westminster to the Scottish Parliament, but normally the higher up people go from the Scottish Parliament to Westminster because they want the real power if you like. So the Labour Margaret Curran was here, she's now gone to Westminster and another example, Ben Wallace in our party, and two or three in Labour, one in the SNP, but the SNP power-base seems to be up here. What was the question again? Do I think? What did you ask?

EMR – About the committees. Are they efficient?

CB – Yes, they run quite well. I think sometimes they make up things to say and do to justify their committees. We have petitions committee, which is very good, people come to that all the time, and I'm on that now. But the rest of the time, people very much seem to make up things to legislate about; things on lobbying, and I'm not very keen on that. Although funnily enough Neil Finlay promoted a private member's bills. So I don't know, I think committees work pretty well, in my limited experience. How did you pick me by the way to, just to speak to?

EMR – Well, I wanted to speak to whole lot of different people from different parties.

CB – That's fine, I was just quite curious, being so new, it's different.

EMR – Well, you have a new perspective as well.

CB – And a new background.

EMR – Yes, I'm interested in various backgrounds.

CB – I have definitely a business background, 100% business, textiles, international, travelling, slightly technical in the textile sense, I've also been on the equivalent of the Institute of directors in Scotland and other business groups like that, not the CBI, I do have a very much business background. I get frustrated, if you like, with these people who have just been councillors and have never had a business background, or teachers, frustrated, not critical, because they keep spurning at decisions, "let's make a decision now", I keep saying. But that's just in committees.

EMR – So you have a more business-like approach, way of conducting...

CB – Yes, that's right. I've never been a lawyer thank God. Although Murdo who you're speaking to is a lawyer.

EMR – Right. [...] I have a question about the Scottish society, but you might tell me that for an extent of it that you weren't living in Scotland for the period that I'm interested in. In the literature, especially in the 1990s, a lot of commentators we're keen to say that the Scottish society was specifically chauvinistic, would you agree with that statement?

CB – Yes, I would, I think it was, in the 1990s, because places like the Royal Society of Edinburgh and things like that, mostly men, but I think it's because women were perceived, or didn't think they have the time or application for it. It is changed and now, it has definitely changed. I was around in the 1990s, I lived in Edinburgh but I was away most of the time, two weeks out of four that sort of thing, so it's very difficult, I really couldn't judge it, but I think it's definitely changed, the attitude has changed. Edinburgh used to be a very insular place in the 1980s, we didn't have many foreigners coming to live here, we had universities, but we now have four universities, from two before, doubled in universities. So students want to come to Edinburgh, not because of Parliament, they've got international studies and of course it's a lovely place to live, with lovely weather, occasionally. That's one of the reasons, I mean, if you lived in

places like Durham, for example, which is a beautiful place, but it's still seen as very small and on the fringes, Glasgow is a lovely place but people, I don't know, probably a proportion of international students. Again, we're very insulated in Edinburgh, I knew very little about Glasgow, of course I do, but I mean, didn't know about the people who make up the universities and things like that, because it's not where I'm from. So, I would say in Edinburgh the society has changed for the better, it's got wider and more cohesive, more inclusive definitely. It used to be very narrow-minded. And as far as authors are concerned, I know a lot of authors from Edinburgh, I know very well Sandy McCall Smith, a personal friend, I've met Ian Rankin and Irvine Welsh, only at literary functions and things like that. But I'm mostly interested in Nordic literature, Nordic horizons is the sort of background that I've got, I like to go to Nordic groups like that, for literature. I think Scotland, we've got lots of well-known authors, painters, we've got the festival, which has always been great, we've got ballet, Glasgow has got this fantastic concert hall which I haven't been to yet. It's interesting that we've got two big cities that are so different and yet so near. Have you been to Glasgow?

EMR – Oh yes, I'm staying over there.

CB – Well, I think they're very different, not completely different, for two cities that are so near. In the Parliament that works fine, people from Glasgow come to Edinburgh, the Parliament was always going to be in Edinburgh, because it's the capital, not because it's Edinburgh. There was talk about putting it in Stirling at one point, because that was the ancient capital of Scotland, the links, air and rail links are not good enough. There is definitely a bit of antagonism, but not in the Parliament here because people come here, but the weegies as people call them... I suppose they are different, we didn't have heavy industry here, we had heavy industry in Glasgow, so therefore they have more, I can't say working-class because...

EMR – The social make-up is completely different.

CB – The social make-up that's the proper way of saying it, is very different, here we have more commerce, more business, printing, that's about the heaviest industry we had, a bit of mining outside of Edinburgh. Glasgow had shipbuilding, steel, car making, everything else in Motherwell, things like that, Linwood, Rolls Royce. Edinburgh has got more of that now, but it's still light industry compared to, very little heavy industry. So therefore if anything Glasgow is more militant, slightly more religiously divided on here, I think, because there's the Rangers and Celtics, and that sort of thing, we have it here slightly, not as much, between Hearts and Hibs, football, the rest of it much less. So, I find it bizarre really, I don't claim to know Glasgow particularly well, I've been there lots and I have friends there, we don't go there very often. Our friends tend to be based on the East by other than the West, or up in Fife, or Borders, Helensburgh, Argyll, we tend to stay in the East coast.

Entretien accordé par Fergus Ewing – député nationaliste au Parlement écossais pour la circonscription de Inverness and Nairn et alors Ministre de l'Énergie, de l'Entreprise et du Tourisme, le 1^{er} mai 2014.

EMR – What I was interested in is your personal path, your career, if it was self-evident?

FE – There is something that is quite important to understand about the SNP, and that is that very few of the Scottish government ministers ever expected it to be a career. We didn't go into politics to get a career. We fought elections expecting privately to lose, but the reason we were all in the SNP was to win independence for Scotland, so for those of us who were elected, almost all of us have done a job before that in life. I was a lawyer and ran my own legal practice, the First Minister was an oil economist with the Royal Bank, John Swinney worked in finance and the financial sector for a variety of companies including, I think, Amicable Life Insurance, Nicola Sturgeon was a lawyer, Michael Russell was a writer, a journalist, a broadcaster. In other words, all of us didn't see politics as a career. Having said that, I got elected in 1999, then after having been in the legal profession, a lawyer for about twenty years, I then served in opposition until 2007, then became the Minister for Community Safety in the minority SNP administration in 2007-11 and then, when we were re-elected in 2011 with a majority of the seats in the Scottish Parliament, I was appointed Minister for Energy, Enterprise and Tourism. And I guess, on a more personal level, my late wife Margaret was an MP, so she had been in politics, she was an MP in the Moray constituency, beside Inverness, from 87-2001 and was the MSP from 1999 until she passed away in 2006. My mother, Winnie Ewing was an MSP, and she had been an MEP – known as “*Madame Écosse*” – and had been an MP in Westminster and was an MSP. So she's been in three parliaments, she's the only person ever to have done that. She's still alive and in good mental health, although she's a bit frail physically. My sister Annabelle is an MSP, having been an MP before, so I suppose I can be slightly facetious and say we like to try and keep the country in the family. But my own pathway, I felt that growing up, my mother was very famous, having won a big by-election in 1967, the Hamilton by-election, her slogan was “Stop the world: Scotland wants to get on.” She was really – not the first MP for the SNP – but she really, I think, kind of inspired the spirit of a nation. She inspired Scots, Labour looked a bit too grey, stale and male and running out of ideas, and she burst unto the scene, was colourful, female, confident and that led, I think, to the success of the SNP in the 70s and then, after a while, in the 90s. I felt very strongly that you shouldn't go into politics until you've done what you might call a “proper job”. In other words, this modern trend now of going into politics straight from university, maybe a researcher for an MP or a politician, or a student politician or something; if you haven't had experience of working in any field in life, then what are you bringing to the task of representing people? I mean, I think if you look at Cameron, Clegg and Milliband, I'm sure they're all very intelligent but what experience have they had between them of the real world? And it shows. My pathway is coming from running my business for 17 years, being a solicitor for 20 years and doing various other things as well, and I think it's enormously beneficial in politics. Finally, the job I've got in

energy, enterprise and tourism is enormously interesting and exciting. Scotland is doing very well, and I think we need the powers of independence to do even better, but we're doing our best to create jobs, employment, economic growth in Scotland. There's an awful lot of success stories down to people in Scotland who are doing extremely well. Does that give you a sort of flavour?

EMR – Yes, thank you. If I have just a few minutes more, then: how do you feel about the gender balance in Parliament, and the fact that it's doing much better than, for instance, the House of Commons? Do you think that it has an impact?

FW – I think it does, yes, it's definitely we've a better gender-balance, but I think there's still a long way to go. I don't know that we'd really want quotas or anything like that. There's arguments that perhaps leads to charges that progression is not on merit but on gender. I think, what we're trying to do is to encourage more females to come forward, and also tackle some of the blockages like childcare and other caring areas. So, we're trying to do that in our manifestos and our agenda cover that. And we also want to see more women in public bodies; we do actively try to go on and find individuals who it is felt might be interested, but perhaps haven't applied. So, we're trying to do pro-active things, practical things, rather than just set a theoretical policy and then hope it works. I don't think it's really necessarily efficacious. Recently we have two more women cabinet ministers appointed, Shona Robinson and Angela Constance, that's good news. And in my family, there's been three women and me, so I guess the Ewing gender balance is 25%: 25% male, 75% female (that's Margaret, Annabelle, Winnie).

EMR – Do you believe that the fact that there are so many women as opposed to other polities means that the way things are handled or the interests of everybody are different?

FE – I think it probably does make a difference, in the sense the style of debate: men tend to be more aggressive and strident and sort of loud; women can be just as forceful without necessarily displaying the more unfortunate male excesses of over-aggression and so on. I think that impacts the debating style in the chamber for example and as far what we do is concerned, I think it is very beneficial to have a reasonable balance between the genders, definitely.

EMR – Some commentators had said – more so in the 90s perhaps – that Scotland was a specifically chauvinistic society, is that a statement you would agree with?

FE – Well, I think there's been a gradual move away to a better, a more reasonable mood and tone, that's gradually emerged from a period when Scotland was very much a male-dominated society. But it's been a very long process, probably too long. Even now, we don't have equal pay really implemented properly. We're far from the position where we can say that we've progressed enough. So, I think, there probably was an element of truth of that in the past. I don't think generalising the whole, of course you've got people, but I think we've made gradual progress. They're really difficult issues here like in the workplace, public sector workers, in terms of how we treat them. I think there's a big difference in different sectors, I see it quite clearly: my partner is in the health service, she works as a senior consultant and some of what she tells me about

behaviour from male peers, is – to me – quite outrageous, if it took place in the confines of the political world would be seen as completely beyond the pale. So, maybe chauvinism still exists in some bastions of society, where it's always been like that. There is a conscious civil service in the Scottish Parliament that completely rejects chauvinistic behaviour. Of course, you've got banter and humour and all the rest, that's a good thing but there's a difference, I think, that everybody can recognize what is it, I hope, and therefore, we've got a ministerial code of how we behave with people. If we transgress that code, if we are perceived in the minds of the staff member to be aggressive or bullying or something like that, it's quite a high standard that, perception test. And that's probably rightly so. So, I think, without painting ourselves as sort of paragons of virtue or anything, I think there's different areas in society where we need to make more progress.

EMR – Just a final one, if you have a minute. Do you believe that having kept politics within your family as you were saying as made it harder on some accounts, for you in your career?

FE – I don't think so, no, not at all. There is a great warmth and affection for my mother, my wife and my sister, I don't think there's been any problem whatsoever. The thing about the SNP in government is – obviously when you're in government, disagreements occur, and there are inherent times when an issue involving new jobs might impact upon the environment in some way, there will be innate times when there is a judgment to be made and different views, different expressions, disagreements, but as a government we have avoided any public discord, we've been very disciplined. And there is a reason for that, it is because we know each other extremely well, because it goes back to what I said at the beginning, because we've known each other in most cases for at least 20, 30 or even 40 years, we've had all our arguments when we were nowhere, we know what the personalities are, so we operate almost as a family now, because we are very disciplined for a political party, far more so than any other party in Scotland or the UK, I think. And that's because of the history which I've briefly outlined, that none of us went into this for a career; so there isn't that career competition – of course there's exceptions – but there's not that career competition. We're all in this because we want Scotland to be independent, and that has bound us all together, so that the differences that have arisen, we generally sort out. I'm not saying there's not tensions and strong disagreements, of course there are. There is a sense of a bigger picture, and I don't really see that in other parties. I mean some of the disagreements in the Labour and Tory parties in the UK seem to be quite venal and unpleasant, in the personality disputes that I hear about, some of them tell me about it. I'm sorry, I'm probably ranting on here, there's not really much point to this. Well, thank you very much good luck.

Transcription de l'entretien accordé par Neil Findlay, député travailliste pour la région des Lothians, le 29 avril 2014.

EMR – Could you describe yourself as an MSP? How do you see yourself as a politician; if it's too wide I can narrow it down.

NF – My name is Neil Findlay, I am MSP for the Lothians, I'm a Labour MSP. I am a socialist and a trade unionist, and community activist is my background, my political background. I'm working class: I'm a former manual worker, I was a bricklayer, I then retrained. I left school when I was 16 years old, and served an apprenticeship with my father, as a bricklayer and I worked in the construction industry for 10 years. I then went back to evening class, in college, really at that point just out of interest rather than any absolute goal. And then I got qualifications, I was encouraged by my family to go to university, which I never thought I would go, I didn't have any great ambition to go but I was becoming very politically active at that time. I joined the Labour party when I was 17. So I then went on to further higher education and I retrained as a teacher. Before that I had a period working as local government housing official, I worked in social housing and then retrained as a teacher and worked in secondary schools for nine years, at the same time as I was a local government councillor for nine years. And then I came into the Parliament in 2011.

EMR – So, you tell me you first join the party when you're 17. What drew you to the Labour Party?

NF – My motivation was the 1984-85 miners' strike in the UK, I live in a mining village and whilst none of my immediate family were involved, in the industry, friends and relatives and everybody round about me were involved in some way or another. And that had a huge impact on me; I kind of watched everything on the news about it, the leaders of the strike became people I was fascinated with, really interested with, and these were very intelligent working-class men, great orators, inspiring figures to a young person with left politics. So, that inspired me and then at the same time we had the poll tax introduced in Scotland, which was a massive issue, that is another thing that inspired me. In terms of the miners' strike what kind of motivated me was I couldn't understand as a teenager – I was 14 at the time – why the government wanted to take all these jobs away from people. I couldn't understand that, why would they do that? I suppose that's a pretty simplistic notion but I still hold that, if we can keep people in employment, keep communities active and together, then why would the government take action to stop that. That was my main motivation, and then the poll tax was just the gross unfairness of it. People who were on very low income were having to pay the same as people who were millionaires, that to me was just a gross injustice. So these were the two big political drivers for me.

EMR – And then from being in a party to actually wanting to be elected?

NF – It's quite strange – for me – I'm not an ambitious person, and I never really had any sort of great drive and ambition. The local councillor in my area was retiring after a long period representing the area and I was encouraged by friends to stand and I did. I

was elected in 2003 with a very good majority, and served for 9 years. I was then again encouraged by friends within the party to put my name forward for the Scottish Parliament election in 2011, which I did, and I stood for the internal party selection for the constituency. But my constituency had – you are aware of boundary changes? You know what that was? Well the boundaries of my constituency changed and my village went from one constituency into another. I didn't have a great – knowledge is the wrong word – the members of that constituency were new to me, so they weren't people I knew particularly well. When the selection came round I put my name forward, and there were three candidates to win this election. Now, I fully expected to be third of the three because I was new in town. I was third of the three but I got very good feedback from members saying: “You were the best candidate, we voted for a long-standing candidate”. So that kind of encouraged me, I thought: “Maybe next time”. Then of course we have the party list system in the Scottish Parliament, and it was actually my wife said: “Just stick your name in and see what happens”. I wasn't particularly bothered, I thought: “Why not?” I just put my name in and I never gave it much thought at all and was astonished that, there was at least think 16 candidates, I was a right number three. And I was very surprised because I'm on the left of the party of the Labour party, always have been, and given recent – the way things have gone, it was more the new Labour, Blairite types who were getting pushed in, not me. So I was third and I thought: “well, very good I'm third but we won't get any representation”. Then of course we had an appalling election result and lo and behold I end up in here! So it was very much a surprise to my fellow party members, although what I would say is that three weeks prior to the election, having done a big canvas in my own area, I had a real belief that I would be elected because I could see what was happening. Not many people could, and I don't say that in hindsight as being clever. We did a canvas, and I brought my brother-in-law and two friends up to my house and I said: “Have a look at this.” It was an opinion poll that said the SNP had 30% and I said: “I think I've got a real chance here.” I did say it and swore them to secrecy because I said: “Just don't say anything”, because we were supporting our local candidate. So on election night, it wasn't as much a surprise to me as it was to other people.

EMR – My next question is about identity, how that may have an impact on who you are as an MSP. So there are various components obviously, one of which is your background, which you mentioned, another would be perhaps your gender.

NF – For me, I don't particularly see gender as being, it's not a big thing for me. I'm trying to think where the relevance has been in that career; I don't see that as being particularly relevant to me. More important to me is my class background, that's fundamental to who I am and what I am. I was born in a council house, my mom was a primary school teacher and my father was a construction worker. We lived in a working-class community and moved when I was five into another working-class community and people around about me have been hugely influential in my life. It's very close community, lots of health problems. And after the miners' strike there was chronic unemployment, 26% unemployment. Throughout that people have a tremendous solidarity for each other, help for each other, cooperation, and that has been hugely influential for me. I suppose maybe there are other issues that are influential, I'm very proud to be Scottish but I'm absolutely not and never will be a nationalist. I'm very proud of my country, where I come from, all that kind of stuff, but I'm equally – I think

I have much more affinity with people from, say, the North-East of England, from Liverpool, Manchester than I ever will with, let's say, a Highland Laird or an Edinburgh banker, you know these sort of people. So I'm very proud of being Scottish but very antinationalist.

EMR – Because of the political spectrum?

NF – Because if you are a socialist, I think it's about cooperating, it's about building relationships, about solidarity with people, not cutting yourself off from people who you've got such a history connection with and who we have made massive gains with. I think if we went back in history all the good things that have happened to working people have been because Labour governments: the National Health Service, council housing, the minimum wage. All of these things were introduced by Labour governments and have had profound effects on the working people and that has been whether you live in Inverness or whether you live in London. So I think the whole ethos of cooperation and solidarity is very important and just withdrawing from that relationship we've had for 300 years, I don't think advances the cause of working people in Scotland nor indeed in England, Wales or anything else.

EMR – If you consider yourself a socialist and say you're much more on the left of your party than the majority perhaps, have you ever considered, perhaps when you were younger, joining a more leftist party?

NF – You know at one point I probably did, probably at the peak of the Blairite times but I quite quickly dismissed that. There were times during that period that were really frustrating for people, particularly round about the Iraq war and stuff like that, but the history of further left parties in the UK is not good: we had the Scottish Socialist party in Scotland which made a major breakthrough, it had five MSPs and as quickly as it appeared, it melted away. That is the kind of history of that. I think, there's central to keeping that unity has been the fact that trade unions are involved in the Labour Party and I think any move away from that would be disastrous for us, because they have proved to be the backbone of – they've kept a lot of people involved in our unity. So I think the history of parties they may have a flurry of interests and success through whether factionalism or infighting, all sorts of stuff and they usually end up arguing over dead Russians. You know, what relevance is that to the real world? The thing I get frustrated about the left is that some of them indulge in fantasy politics. It doesn't relate to people's real life and we're always trying to say you have to address people's interests in terms of here and now, not some nirvana that may appear in the future. Of course you've always got to have that vision and that belief in a better tomorrow and all that kind of stuff, but you have to address people's lives here and now. And I think they don't do that, they indulge in fantasy politics.

EMR – And to what extent would you say that all those components of your identity influence your work as an MSP?

NF – Very much so. I kind of pledged to myself when I came in here that I would be very much – I'm trying to choose my words carefully – I would very much work with the trade unions, across the board, and I do that. I work with all of them, regularly, on

issues that they raise and I will continue. So that has been very influential, we've fought some very good campaigns and stuff like that. And many other campaigns that there are involved in are progressive campaigns that I would have been involved in anyway. Actually, they are very much real-world campaigns that affect the lives of people in my constituency as well: things like the living wage campaign, workers' rights, health, social care, all these campaigns that absolutely affect people day in and day out. So they are the kind of things that have been involved in since I came in. And I've also been involved in a campaign about justice for the miners who were arrested and convicted during the strike from way back, from the very beginning I was involved in those issues. They are essential to what I do.

EMR – Well it seems from what you've told me that being selected and being elected have not been major issues in your path towards Parliament. Would you say there were specific hindrances on your way?

NF – During selection, my background has been a sort of hindrance? No, I don't think so at all. I think the Parliament here, I'm sure you'll find this, would certainly in the face of it appear to be more pluralistic than Westminster. I certainly know within my own party we have range of people from manual backgrounds. Have you seen the Herald stuff? The Herald newspaper has been doing in the past week...

EMR – Yes, “Where does your MSP come from?”

NF – It explained about school, occupation, and they've done another one, I can't remember, anyway. So you're fine from that a significant number of us from either manual backgrounds, certainly not administrative backgrounds, certainly not in the professions and that type of things. I think the schooling and universities showed the background of people who come from non private education. I think what they did say, was that as far as universities were concerned that Glasgow University dominated the academic background. The good thing I think is that a number of people have gone later in life rather than straight from school, so I think it's a more diverse mix.

EMR – What do you make of your party's choices to ensure that women are selected for different elections?

NF – I remember back at the beginning, I think the objective of that was absolutely correct; there was a huge imbalance and we needed to correct that. Where it becomes an issue is where you have a constituency where, so we twinned the constituencies. So let's say you have a twinned constituency, where in constituency A there is a male candidate selected, and in constituency B there is an outstanding male candidate and a weak or poor woman candidate, the woman candidate would get selected, simply because of the twinning mechanism. Now that's where the system becomes a bit problematic. And I would say that equally, the same, if it were constituency A that had an outstanding woman candidate and constituency B had an outstanding woman and a crap man, the man gets selected, that's where the system becomes problematic. So I have no problem with the objective and it has been successful, there's no doubt it's been successful, but it's fairly crude to resolve the problem. Now, if you're then going to ask me: “How did they resolve anything good in that?” I don't know, I really don't know, but that would

be my major criticism. However, I think you only need to look at the make-up of the parties and I think we are still considerably well represented, so it has worked, but with problems.

EMR – Now, more to do with the work that you do in Parliament, do you feel that the way things take place are different from other institutions? How do you perceive Holyrood to be different from others institutions, like Westminster?

NF – In terms of gender representation or just overall? Overall, I think it's very accessible, even physically accessible, you come in here, you're through security, you're through to meet your MSP within a few minutes. I've not ever worked at Westminster but I've been there a few times. It's less formal I would say, all of the historic conventions and arcane practices down there, we don't have here. I suppose it depends whether you're a traditionalist or modern – I hate using the term “moderniser” because that was a Blairite term – whether you think updating working practices is... I think the working practices and here are very good. The building is very good, a very comfortable and functional building. When I came in here the first thing we did was speak to all the staff, the cleaners, the dinner – the canteen people, the security and asked them if this is a good building to work in, and they all said it is, it's very functional. That's good. In the debating chamber we have microphones, we have electronic voting, we have lecterns, all that stuff that makes it very comfortable, very easy to work in. You've got a desk to write on, you've got a computer socket if you need it. Westminster don't even have enough seats for everybody. So I think if you're looking at a functional modern building, this works very well. In terms of other stuff like – I think the myth in here was that committees was the strength of the Parliament, before I came in. I think it's absolutely rubbish, that is just nonsense. It's a myth that we have allowed to build; the committee system has major failings, particularly when there's a majority government. They just control everything, close down debate, and some of the ways in which business in the Chamber is ordered. There are significant problems like the way in which debates are staged. There is certainly room for improvement.

EMR – I'm going back to my main theme here, do you feel that the fact Holyrood has a better representation of women than Westminster has an impact on the legislation?

NF – I think it's a bit difficult for a man to say, inevitably, I think it's just a natural thing. If you had a Parliament that only consisted of old Etonians, then there must have a limited view of the world. If you had a Parliament that was only women or only men, then just by the very nature of it, they would have a limited view of the world. That's not to say that men and women aren't different, of course they are. I think inevitably the more diverse and pluralistic, the wider view of the world you're going to get, and I think it's just inevitable that that would impact on legislation. For example at the moment, last year we had an issue about the representation of women on public boards. And during the course of the referendum campaign – the government having rejected our proposal of 50% of women on the boards of for example universities, in government bodies, the government rejected that, now during the referendum they found out that women are less predisposed towards independence, suddenly that's become a big issue. It's similar with childcare, Labour people in here have been banging on about childcare forever, suddenly childcare becomes a huge issue in the referendum.

It's cynicism and it is just dreadful. Every single thing that happens in here is seen, at the present, through the referendum, the referendum is everything. So if an opinion poll came back and said that actually everyone that wears a blue jumper will vote for independence if we give them an extra hundred quid, tomorrow there would announce that everybody who wears a blue jumper is getting a hundred quid. It's as cynical as that, I really think that the representation of people on boards rejected on the last year is now suddenly one of the biggest issues, childcare rejected and then even further than that, we saw last week two new ministers appointed to the Cabinet. I mean, that was just breath-taking, the cynicism, because I think, certainly Angela Constance, I don't know about Shona Robinson, certainly Angela Constance attended Cabinet anyway and she wasn't a full member of Cabinet but she attended. So now she's made a full Cabinet member and the only thing that changes is her salary. All it is is to try and show that we now have 40% of Cabinet that are women, it's extremely cynical and tokenistic, I think. If there were so serious about having women representation, there would have been in a long time ago, not when it becomes an issue during the referendum. I know a number of women in the Labour group will say that's very cynical.

EMR – How about the way debates are conducted, a lot of people considered Westminster to be confrontational, Holyrood was envisaged not be? Do you buy into that?

NF – Not particularly, politics is politics. There's always going to be a passion for ideas and ideals, and it should be, it should be passionate, it should be at times treacherous and all that, that's the nature of the business. If it was just all one big love-in then it would be rather dull business and actually that would be very contrived as well because there are things that I would agree with all political parties on, but there is much much more that I agree with nothing that they say, some of the issues... I think there are a number of things, debates in here, where there are consensus just as there are as there are at Westminster. On the big fundamental issues there are clear dividing lines between a number of the parties, I don't think it's much different. I think possibly they keep talking about the way out of the chamber, [inaud.] maybe it does. I think some of what you do is learned behaviour from others, so if you went into Westminster [inaud.] being confrontational and all that but equally in here, you can learn behaviour that I think is not... People are too reluctant to get any of that. There's, for me sometimes a very obvious extreme in here, where actually we should be causing much more of a stir, much more confrontation, but because people just think: "It's not how I'm supposed to be doing it in here". For example, if something happens in the debate, if the same thing happened at Westminster, you would have ten MPs on their feet, saying "point of order" "I want to raise that", that doesn't quite happen in here. I don't know if it's the fewer numbers that we have here, certainly, we have about a quarter maybe, something like that, roughly a quarter, so there's less people to kind of use the Parliamentary system to cause – It's not causing trouble for the sake of causing trouble, sometimes you have to do that to make a point. I think probably numbers have an impact on that as well.

EMR – There was another thing that came up in the literature that I was reading, perhaps more to do with the 1990s; Scottish people are very keen describe the Scottish Society as chauvinistic, male-chauvinistic, do you think that was true that time? Do you think there are some remnants?

NF – I certainly think things have changed, there would probably be an element of that in there, but certainly things have changed. There is much less of that and good for it. I think as women have become more involved in the professions, there's more equality in terms of jobs and all that kind of stuff. I think things have advanced very significantly. So I think that there's been a huge change, definitely.

Transcription de l'entretien accordé par John Finnie², député indépendant au Parlement écossais pour la région de Highlands and Islands, le 30 avril 2014.

EMR – [...] I'm not only interviewing women as some MSPs might have imagined.

JF – Gender is everyone's issue.

EMR – Exactly. My first questions are more to do with your career, how you entered politics, what made you become a politician after having served in the police for so long.

JF – Well, I became involved in politics when I was 16 and that would have been in the early 70s, when there was a surge in support for the Scottish National Party, I joined the Scottish National Party then. I was very concerned at how disenfranchised Scotland was, in the settlement with the rest of the UK, I was concerned about the American forces which were on the Holy Loch on Clyde. So I campaigned in the 1974 election and then I had a career in the police, during that time I was a member but I was unable to take an active part, and when I retired from the police in 2006, I stood in the local authority by-election, and I came third. The full elections were in May 2007, and I stood and was elected, and I was then elected leader of the Scottish National Party group in the Highland Council, and we formed the first political administration in the Highland Council. So, during my police career I had been an operational officer but I'd also been an elected representative in the Scottish Police Federation, that's a staff association, like a trade union. And then for the last 14 years of my career I had been a full-time official, so it's a political small beer all that, it was about negotiating terms and conditions, it was about advocating on behalf of people, and there are many similarities between that role, the role of local authority councillor, and the role I find myself in now. I'm now no longer in the Scottish National Party, I don't know if you know, I left because of the decision to join NATO, or remain in NATO, there would have been a NATO anyway. So, politics is about priorities, politics is about choices but to me the most important thing about politics is that it's about bringing about a fairer situation: whether that's fairer for the individual, fairer for the community, fairer for Scotland or for the planet. It's very rewarding to help someone, to help someone with a problem in my previous career, problem with a salary, problem with their holidays or helping someone with their housing, or at the moment, helping someone with housing, health issues, transport matters. So I think most people become involved in politics, and I'm no exception, because they think they can contribute, they think they can do perhaps better, and they want to participate and try and to make things different. Does that answer your question?

EMR – It does. So you see yourself standing for election as the logical consequence of what you'd been doing previously.

² Depuis octobre 2014, John Finnie est affilié au parti vert écossais, mais reste indépendant pour la fin de son mandat parlementaire.

JF – Yes indeed, yes indeed. I can't understand why people aren't engaged with politics at any level, because everything is about politics, back to these decisions: do you spend more on roads, do you spend more on rail, do you spend more on hospitals or more on schools? And everyone drives or goes on a train, or has a child, has an elderly parent, so everything devolves around that decision-making process. And whose interests are served by policies that are made. And it's my view that in this very unfair world that we live in, that a lot of policies are serving vested commercial interests rather than serving the public.

EMR – One of my questions is more related with the gender perspective: do you believe that your gender has an impact on who you are as an MSP: how you perceive your job, how you do it, the interests you may have?

JF – I think we can't stop being who we are, and we can't stop having the background that we do, we can't alter our gender and they are bound to have an impact. I have to say that many people might think that I'm extremely politically correct but I generally don't see gender, I don't see race, I don't see sexuality, I don't see disability, or I try. We all have prejudices, of course. Does it affect how I do my work? Perhaps it does, perhaps it does. I don't see things quite as simply as down to gender. As a police officer I was involved once in a situation in a public house, there were three very well-known, very violent men, and I struggled to restrain one of them, to put them, to arrest them, and my colleague who was a very small woman talked the other two into the van. So I have no illusions that skills are... different skills for different occasions, and they don't relate to gender. Because people would assume big bloke he'll... I think people make assumptions on appearance as well, so people will see someone in a collar and tie and a suit and they will think conservative (small C), whereas – I wouldn't choose to wear a tie, I dislike ties intensely, but to feel like that's a uniform, a woman can wear perhaps a less formal uniform. This may seem a very shallow thing, but people make assumptions on appearance. I'm involved in a lot of debates about the referendum just now, and we want to have gender balance on it, but I have to say were I on a panel of four, and it was three women, I wouldn't think to go: "We should have two men." But I probably would the other way be very conscious of saying: "We've under-represented people here", if it was three men one woman. So, I think we need to understand that a lot of change is going to take a lot of time, and we need to understand why women aren't involved in politics, and why it's easy for someone who's had a career, who has a pension for that career to be involved in a job that effectively takes him away from his home four days of the week, and is able to work long hours. So we need to understand that the problems about women engaging in politics are not necessarily about them being women, they are about presumption that they have a caring role for the children, rather than the man. So we need to understand that when we use phrases like "family-friendly policies" that we don't make presumptions about that. I think that there's been a lot of progress in people's attitude to gender. A good politician is a good politician regardless of their gender. That said I am pleased that in the Scottish government, the women are very well represented. But they are there on the ability, they are not there for any other reason, not that I have anything to do with the Scottish government.

EMR – Your decision to stand for election, have you encountered any difficulties on the way: being selected, being elected?

JF – The very first election – I should say that during my time as the Police Federation official that was an elected post, and before that, when I was the equivalent of a shop steward, that was an elected post too, so for most of my adult life I've held an elected position, and been re-elected. So, to be selected to stand politically the first time wasn't challenging, my party hadn't stood in that area and I was asked to I do it and was happy to do it. The next time, because I'd stood, and although I'd come third, it was a credit to my performance and I'd worked very hard, I was again asked to do it. And then, I stood for election to the Westminster Parliament, I forgot about that one. I was selected, there must've been a snap election in the autumn of 2007 – UK election – and I was asked to stand for Westminster. There was a selection process for that involving all the members who were entitled to come to a meeting and there was, we all spoke and there was a secret ballot, I won the ballot, I was unsuccessful for Westminster. And then the system for election to the Scottish Parliament, you're familiar with the system, yes? I was persuaded to put my name forward for the list, how you do that is, how the party I was in did that was, you were allowed to write – I can't remember – 250 words, all the candidates, and that was sent to all the members in the Highlands and Islands, and they were ranked and voted for, I think it was 10 candidates. And we had four on the list that were already elected; I was top of those who hadn't previously been elected. So there was always a slight chance I was going to be elected to the Parliament. I was delighted that my two colleagues who were sixth and seventh on the list were also elected, because the top four were elected to the constituencies.

EMR – Have you seen any differences in the way you conduct your work since you've become independent?

JF – Yes, it's very challenging: you cannot cover the area, it simply cannot be done. The area: the Highland Council area, two other land areas, Moray and Argyll and Bute, plus the three Highland groups. Highland Council is the size of Belgium, is the size of Wales the Highland Council area, there is a population of a quarter of 1 million, it's impossible for one individual to do. If you are in a party you can share up the area, and in any case, with the exception of the two northern isles, the party held all the seats anyway. I got these numbers wrong is because the western isles had an MSP too. I was the top of those who weren't already MSPs. So that's a difference. The biggest difference is: the parliamentary procedures are largely based on the assumption that everyone is in a party. Have you spoken to any of my Green colleagues or Jean about this?

EMR – I have spoken to Patrick Harvey and I have spoken to Jean Urquhart.

JF – Okay. Well, there are challenges about the opportunities to speak, because everything is done on a proportional basis and because I'm 1/128th, you get nothing. So if you are allowed to speak, it's with the good grace of whoever is in the chair. So there are challenges connected with that, and I was in a group, you know about our group: Jean, myself, the two Greens and Margo, who died, were in a group. You need five to be a group, so we're only for now. So, we're no longer a group, so when aren't represented on the Parliamentary bureau, which is the body that does the decisions about timetable and parliamentary business. But on a plus side, I am not restrained on forming opinions and voicing opinions on emerging issues. When I left the party I said: "If it's in the manifesto, I'll continue to support it." But it's amazing how little there is in

the manifesto that's actually transacted as business, so I will make a decision on the basis of what I think is in the best interest of the people of the Highlands and Islands. I do enjoy it, being an independent, I have enjoyed working with my Green colleagues, and I've always wanted to work collaboratively with people. If people have an issue in the Highlands, they're not bothered who wants to sort it, I've always worked with unionist colleagues as well on issues.

EMR – You told me on the way up here that you believe there are not enough women, and a lot of MSPs are similar to you, do you believe that parties should take measures to ensure that the candidate they select are more representative of society?

JF – Well, that's very challenging because I believe in democracy and democracy is one individual having a vote, and I don't know how other parties would select candidates, but I suppose the first question to ask is: How representative of communities are parties? I think, the party I was in has always had – a lot of important people in the party have been women. I am not in favour of social engineering, because people all have different backgrounds. I come from very modest circumstances and I'm very proud of that, I don't think that you can make assumptions because someone now has a big house and a big car that they don't understand issues, and you can't assume that because someone doesn't have a car and has a modest house that they do. I think, on the issue of gender how representative parties are, I don't think they are representative. We have a huge chunk of people who have disengaged from the political process. So if they are disengaged from voting, they've disengaged from actively participating with parties. So I would have to say that all the parties are under-represented by the people, 1 million probably in Scotland who have chosen not to work with the process. Also, I'm familiar with the law of the land, and the law of the land says that positive discrimination is illegal, positive action is legal, and I'm very keen to see positive action. So positive action would be something like, and am sorry if I'm telling you things you know but it would be something like saying: "How under-represented are we?" "But under-represented by minorities, why might that be the case?" Is it the day of the week we hold the meetings, is it the time we hold the meetings? To look at women as well, and targeting people, being aware of any procedure that would limit people being involved. Some meetings are very inconvenient for people early evening, sometimes a lunchtime meeting might be good because the children are at school. And again in saying these things are not making any presumption that the woman is the principal carer, however the reality is that invariably they are. So, I would be wary of having – I'm not necessarily a fan of quotas, in fact I'm not a fan of quotas and I understand some parties who operate them. And I understand the arrangements in the Green party and they seem to operate well. What isn't in anyone interest is to have tokenism, because people can see that, for instance, you might think it would be good to have, I don't know, let me think, a place in the Highlands, the Highlands is a lot more multicultural than it maybe once was, but to have visibly different ethnic minorities groups at one time would have been silly because that didn't reflect the community. So, there is a danger that you actually become part of doing what you're against, which is restricting for pushing, moving things the wrong way. So I'm very much in favour of trying to understand what stops people from becoming involved, that in that self is very difficult, because if they're not involved, they don't want to stand and talk to your on their doorstep. If someone is not even going to jump in the car and drive a few hundred yards along the

road to vote, then they're not really going to be interested in party politics or politics at all. But I think there are opportunities in different ways, because people are turned off by politics but they're not turned off by community politics, so if it's about their school, their hospital, their park, their bus service, then you get lots of people engaged. And I think that's where the opportunity lies, because a lot of people who become involved in politics, a lot of women, Jean – my colleague next door – Jean became involved because she was involved in the playgroup movement. Other people become involved because they have been involved in other aspects of the voluntary sector. So that's perhaps a vehicle to recruit people because they are more likely to be representative of the communities. But I think there are challenges and problems connected with having quotas; I wouldn't want anyone to be said "They're just there because of their gender." Whereas, I think if you look in Scottish politics, then you have the leader of the main opposition party is a woman ³, she is there because people voted for her to be there. The leader of the Conservative party likewise ⁴, and the Deputy First Minister ⁵. I think there are three very powerful examples for women across the political divide, not to mention of course, Alison ⁶ in the Greens, Jean in the independents, and Alison ⁷ in the Liberal Democrats as well. I think we have to understand what motivates people and what might demotivate people. Because if people thought we need three men, three women, one disabled, one visible ethnic minority; that to me is the worst sort of social engineering. We have to understand, just as there's inhibitors to people coming to a meeting if they are in a wheelchair, it may be that there is no disabled access. What stops a young mother becoming involved? Often childcare is a huge issue, transport is a huge issue where I live too.

EMR – You mentioned standing for Westminster, was it a conscious decision to then stand for Holyrood? Did you have a preference?

JF – I have to say the Westminster issue wasn't so planned. I was asked would I stand. [...] it was when Gordon Brown took over. And I was happy to stand. I have to say it was one of the longest campaigns ever, because the election didn't take place but you were still the candidate, so long time you had to keep things taking over. People only get motivated about election time. My preference would always have been to stand for Holyrood, I wanted to be unemployed very quickly at Westminster, so I wanted to go there and we were hopeful that the situation would move on with the Scottish parliamentary elections. Things were very, the strides forward are huge. If I'd said 20 years ago that there would be Scottish Parliament, and we would have referendum on independence, people would have laughed. Things move very quickly. But this is where I want to be, not Westminster, Westminster is a different country to me.

EMR – Since Holyrood has a higher proportion of women than most European parliaments for instance, do you believe that you can feel an impact of the presence of women on the matters handled and the way they handled, for instance?

³ Johann Lamont, alors à la tête du parti travailliste écossais.

⁴ Ruth Davidson.

⁵ Nicola Sturgeon.

⁶ Alison Johnstone.

⁷ Alison McInnes.

JF – I think so, I think that it can't help but be the case that when across the Chamber, senior politicians are women, that that's not noticed by the public. I think the fact that we have women Deputy First Minister, Cabinet secretaries now, and ministers leading on issues. The Children's Minister being a young woman with children is a great signal. But I don't see any reason why an unmarried man with no children couldn't do it, but it brings some strength to it and I think it can help with the empathy that will be apparent there, to issues about youth unemployment as well, equality issues, the Minister's responsible for that. I think that it's a positive influence that women have in Holyrood.

EMR – One thing is to do with how the Parliament was conceived to be at first, and it was based on a model that would be completely different to Westminster, it was hoped that it would be less confrontational, is that something that you see happening?

JF – My biggest disappointment about the Parliament – and I consider it a privilege to be here and if it stopped tomorrow, I would consider myself very lucky – my biggest disappointment is that a lot of people, their understanding of the Scottish Parliament is based on half an hour every week and that's First minister's Question, which is worse than Prime Minister's questions, because there is a smaller number of backbenchers who get to contribute and the parties, and I have to say, the opposition party, the Labour Party have turned it into the worst form of theatre. The purpose of that as I would understand is to scrutinize the most senior person, not to miscall, not to go on about factors unconnected with the operation of the parliamentary business. That disappoints me greatly and that mirrors what happens at Westminster. I would like people to see what happens on the committees, this is a single-chamber Parliament, the role of the committees is vital. The scrutiny role they do is crucial, we don't want bad laws. And the collaborative working that takes place in the committees across the parties and no party, is more what I would like people to see. So it was supposed to be a different parliament and I think in many respects it is: the room that you're in just now is the same as a Cabinet Secretary's room. There's a lot more equality, the most impressive thing that a lot of people don't understand is how open the Parliament is: in the evening, this place is very very busy and there's lots of events happening, a lot of public coming in, charities, third sector organisations, see the MS charity at the bottom of the stairs there. So I'm disappointed at First Minister's questions, because 25 seconds, 30 seconds in that evening news is what people think my week's work's about, and it's not. I don't know if you've had similar feedback from others.

EMR – Well, yes, and commentators have commented on the fact that things can get confrontational, for instance the layout of the chamber is not sufficient for party politics to have changed completely.

JF – Well, it's not so confrontational as a sword's length apart at Westminster. Short of a complete round, I don't know how you would alter it. I have to say it's not the architecture of the place that causes the aspects that concerns me, it's people thinking what's important. And I think, I would like people to reflect that, when someone's questioning the First Minister, that's who they are questioning; they are questioning the First Minister, the First Minister at the moment happens to be Alex Salmond, next month it could be someone else. In two years' time, it could be someone else. And it's the post that's being scrutinised, not the person. And I think there is a great disservice

paid the Parliament by people who are disrespectful to post-holders, and I mean disrespectful by nicknames, suggestion that people are dishonest, those are very very serious accusations to me. And if people are dishonest I want them taken to task. I would like to think that it's connected solely with the impending referendum and clearly I'm hoping for a "yes" vote, perhaps things will calm after that, whatever the outcome. Whatever the outcome, people will need to be respectful. I like robust debate; I've been engaged in robust debate. I have very strongly opposing views too many people in this chamber, but I have never ever resorted to miscalling and individual, or suggesting that their motives are inappropriate. I think that that devalues politics and I wonder, sometimes I wonder if that's the intention is to devalue this place, because there are not many places where there isn't an understanding across parties and across the chamber that most people are involved in politics because they want to improve things. Clearly I don't agree with the overwhelming majority of them – sorry I forgot your question, I just got animated by that.

EMR – It was about is the intention to make the debating less confrontational.

JF – I like robust debate, I think it's important to scrutinize, but of course your robust debate is lost if you resort to name-calling. So if in a seven-minute speech for six minutes 55 seconds you clinically analyse your opponent's position, you show where their position is flawed, you evidence how you're doing that, but then you miscall them, then it's lost, as far as I'm concerned.

EMR – Also, when the Parliament was established, the fourth principle was the notion of equal opportunities, and I've read that you're on the Equal Opportunities Committee. To what extent do you believe that the Parliament is living up to its standards in terms of equal opportunities?

JF – We could have a very lengthy debate about what you mean by equal opportunities, what people mean by equal opportunities. I don't see any inhibitors to anyone who is elected here participating fully. My frustration is about the speaking allocations, would apply regardless of gender, sexuality, whatever. I think, by and large, there will always be ways to improve things. I think that the fact that there is group of parliamentarians, the corporate body, who are involved in looking at how that Parliament can operate effectively, then the equal opportunities will be key to that. I suppose in some older buildings there might be challenges around disabled access for instance, and that isn't an issue here, there is a crèche. But I think the barriers to totally having equality of opportunity in here, matters will be the same as outwith the place, they are time, childcare, transport. Because it would be very challenging for a young mother, whether it be a young mother or a young father, from the Highlands, would have to leave their children, if they were elected to here. They would certainly have to leave them during the day, whether they came down here with them or not, that presupposes childcare. The equal opportunities committee looks at a range of issues, I don't think they have any great deal looked at matters within the Parliament, other than fairly recently when they changed to Parliament sitting three days a week, rather than two days. And we did have concerns, and the concerns have been voiced about evening sittings and what that means but these settings are very rare, and have been planned. And the implications are not solely for parliamentarians but for the staff who support the whole issue, who are

vital to the process. I mean this place doesn't work without everyone, and I include the people who come in here and clean the office, who are, to me, as valued as anyone else, you know.

EMR – I had a question more to do with society: a lot of commentators on the Scottish society in the 1990s, specifically, were saying that Scotland was specifically chauvinistic, is that something you would agree with?

JF – I think that's changed. I think Scotland is socially conservative in many respects but societies around the world are changing and Scotland is no different, I mean, my own part of the world, the Highlands they are very conservative (small C). I think there are – I suppose chauvinism we can't be complacent about. But I think Scotland is a very equal place, in many respects, there's huge inequalities in other respects: because of course, were a very rich country and we still have horrendous levels of poverty, financial poverty, health poverty and energy. But I don't think that accurately reflects Scotland now, I'm often interested to know why someone would say something like that and what they would base it on, you know. Probably one of the very interesting debates Scotland's had is on the equal marriage issue, which certainly showed that we've a long way to go in many quarters, to putting about a genuinely equal society, with some people thinking it's okay to use highly intemperate language. We've hopefully moved on from that. I was on the Equal Opportunities Committee and we were responsible for – I don't know if you've followed the debate at all – and it got a lot of what I would consider abusive comments from opponents. Perhaps they wouldn't see it like that. When someone starts a sentence by saying: "I'm not a racist but..." or "I'm not against because I've got a gay friend", sounds like you're just about to be against. So there is a lot of that.

EMR – If I may turn to the future, with the referendum, do you see any changes in terms of gender equality?

JF – I see opportunities, I'm not complacent, I'm hopeful that we will have a "yes" vote. I think that will see us review everything. And there will be opportunities connected with, for instance, proposals for a constitution, and embedding issues in that. I have to say though, you can have all the laws in the land, you really need to have people to have their attitudes right, and that will take time, because my grandchildren have no concept of being discriminated against in a relationship to race, sexual orientation, whereas not that I would have, I think you become more enlightened. People are apprehensive about what they don't know. I came from a place where I never knew any gay people, clearly there would have been gay people in the community. So I think that Scotland is far more outward looking than the rest of UK. I'm first and foremost an internationalist, then a nationalist and most people I know who support independence, that's the way, we look beyond. Whereas if you look, the comparison with the rest of the UK, and primarily England, because Wales and Northern Ireland have their own – where you have people wanting to come out of Europe, there is overt racism with UKIP, and a shocking pandering to that by the Unionist parties, and by that I mean the Labour Party, the Conservative Party and the Lib Dems. UKIP using the phrase "British jobs for British workers." Gordon Brown, the Labour Prime Minister, used that phrase, many years ago! So, I know that people in the North of England are very keen to see Scotland

be independent and act as a beacon for the rest of the UK to improve things. These are very small islands, and they are very small islands in the North-West coast of a big continent, and terribly important to us, Scotland, very proud to be Scottish. But we don't live in a wee bubble, we live part of the British isles, the geographic thing, part of Europe, part of the world. And we can only improve things, we've got the challenge of climate change and all the problems associated with that. And Scotland will improve because we will also require a different immigration policy, we need migrants to come here, they'll be very welcome here. I'm no economist but if you've got a country and it's one small country, part of the country where everyone is benefiting, 4/5 jobs created in the United Kingdom have been created in the greater London area. Now, that's bad news for the South-West of England, that's bad news for the North-East of England, that's bad news for the Midlands, that's bad news for Wales, that's certainly bad news for Scotland. So it's an overheated economy and that creates problems and the racists will play on that. The rise of the fascism across Europe is extremely worrying, the West pandering to it. The very simple Russian are baddies and Ukrainians are goodies is a shocking simplistic view of the rise of the far right in the Ukraine and the credibility it's been given. I'm not complacent about Scotland, I hope we are welcoming in Scotland, I hope that we can build on that. I think that with a growing ageing population in Scotland, a significant part of the population is going to be over eighty, who's going to care for those people? Because the care sector is a poorly paid sector, we need to value our older people and to value older people we need to value the people who are paid to look after them. So I think there's opportunities to lift everyone up along the way. Politicians don't need more wages, I don't need more wages, I can get by with less wages. Care workers need more wages, assistants in primary schools need more wages. So I think there are opportunities to have a different approach taken and I think in the event of Scotland being independent, and I'm hopeful and comfortable and I think we'll see a different attitude prevail. I think we'll see the Labour Party reconfigure like the old Labour Party. We want to see a redistribution and greater equality, because people talk about equality, to me equality isn't about how many women you've got in Parliament, it's not about how many disabled folk participate in sport, it is about how society is looked at as a whole. In the town that I live in in the Highlands, one mile apart life expectancy has a fourteen years difference, fourteen years difference a mile apart in Inverness, that's shocking, absolutely shocking! Life expectancy in parts of Lanarkshire is less than in North Korea, absolutely outrageous! Very very wealthy country, we need to redistribute the wealth and as part of that process, if we can get consensus around that, then there's certainly not a consensus for hard Labour politics, certainly evidence that if you look at, despite what the Labour Party are saying at the moment about universalism. You know what universalism is? That means everyone gets something: so everyone gets free prescriptions rather than you work out who need the money because actually, the cost of working it out is more than the cost of the prescriptions. It's that consensus, that social democratic consensus that's delivered free prescriptions, free personal care, free concessionary travel for pensioners. And I think there is an opportunity after independence to see, to build on that and say: "Right, let's make things even better, let's provide." Why wouldn't we provide free childcare? How do we pay for it? Pay for it out of tax. Why wouldn't we have more public transport? More transport in public ownership? At the moment it's heavily subsidized anyway, now one of the greatest barriers to equality is people's ability to move about, whether that's for jobs, whether that's for education, whether that's for social, you know. There is no point

in having excellent facilities, if people in a housing estate can't get to them. I think there are opportunities. And there'll be pressures because the pressures will be from the multinational companies who will see an independent Scotland as an opportunity to make even more profit. I'm optimistic that with good will and every one's power, we can make Scotland a more equal place. And I think there is evidence to show, and the evidence I would always quote is the free personal care: that means older people in homes are paid for by the State. Free personal care, free prescriptions – do you know what prescriptions, medication – because if you don't have that, then what you have is a tax on illness, you're taxing people in illness. Free education: Scotland was the country in the world that established free education. As the First Minister said: people go to university because of their ability to learn, not their ability to pay. Again, I'm proud that we have that, and I'm dismayed that the parties in there talk that down. I can go to any country in the world and say: "The country that I come from doesn't tax people who are sick, doesn't tax old people, it doesn't make them pay." I think these are very credible things and I think we can do more.

EMR – Do you believe that people in Scotland are willing to pay more taxes?

JF – I think that's a tremendously good question, I think that people in Scotland will probably not be inclined to pay taxes unless it's properly explained to people what the taxes are for. And there are challenges, there are huge challenges. An independent Scotland will probably need more parliamentarians, it will probably need – because of all of the events, all the issues that are tied there, but of course will also have greater access to its resources. The other thing is of course, that, yes, I personally favour tax going up, I think the general public are not in favour of tax going up. But what the general public don't appreciate is that despite apparently low levels of direct taxations on their wages, indirect taxation in the United Kingdom is as high as anywhere, with things like national insurance contributions, VAT on goods that they buy. I think that any party that is to say to someone: "There will be no issues for older people, and we have a growing ageing population, we'll put a penny on income tax, there'll be no issues for that, that we will put another penny on, and that will be free childcare." And I'm being very simplistic here. I think there's historic research that says that people all have their different priorities: if you have children, school is important, if you're an older person with an elderly relative, care homes are important, hospitals are important. It is just a chance for politicians to give their options, because what seems clear in Scotland is that people want Scandinavian-style public services. But you don't get that and have US levels of taxation; the two just don't come together. So, perhaps it needs to be explained to people. Politics is about priorities, and I would fund some of these things by not funding other things. I don't see an independent Scotland as the present Scottish government sees it require to spend a slightly greater percentage of GDP on defence, just to show that the SNP isn't having an attack at the military. There'll be no prospect of getting rid of Trident – nuclear missiles – by voting "no". There is a chance of getting rid of them by voting "yes". I think any country's obligation is to defend itself, but to defend yourself you assess what the risks are, and the risks across the world, with a few exceptions are the same, they are: continuity of energy supply, continuity of food and water, cyber attack. These are the threats, these are the primary threats; terrorism, territorial threats from other sovereign nations are not. We need to perfect our resources, the UK doesn't protect Scotland's resources, it doesn't protect

because it's got no aerial maritime capability. I don't know that we need tanks, I certainly wouldn't want any tanks. How much does a tank cost? And how many hours of childcare would that be? I think we need to look at everything around. I think there'll be slow change. I think there'll be a reconfiguration of Scottish politics after independence, and that will see a resurgence of the Conservative Party, I don't doubt. So that will need to be countered by very clear understanding of what the priorities are. And the priorities are for me for the government to look after the population, and the corporation play their part for that by taxation. But that has to be a very clear link. People need to understand what they're paying for. So why is it that in private ownership we are paying more for rail than we did when it was in public ownership? Things like that. So the East coast service which runs from Inverness to London is a private franchise, it failed twice in private ownership, it was run directly by the government, it made a profit of up to 8 million over three years, so the UK government is going to privatise it again. More money for Mr Cameron's mates. So, I think if that's explained to the people, and one of the challenges is of course that you need to get the information out and at the moment we have challenges around the media coverage of politics in Scotland. Big challenges. But I think we need to get on with it.

Transcription de l'entretien accordé par Murdo Fraser, député conservateur au Parlement écossais pour la région de Mid-Scotland and Fife, le 29 avril 2014.

EMR – Perhaps a general question to start off with; how would you describe yourself as an MSP? If you'd like me to narrow it down, what I mean by that is: is your work guided by specific interests?

MF – Yes, okay. I suppose to start at the beginning, why am I in this job, I suppose, is because I believe in public service. I was a lawyer by profession, had I been motivated surely by money I would have stayed being a lawyer, I wouldn't have given that career up to enter politics, but I have a commitment to public service, an interest in politics, an interest in public policy, that's really why I ended up as an MSP. I suppose what interests me in the job are a number of things, essentially a belief that I want to help build a better country, I want to represent my constituents and do a good job for them, particularly at the moment because we're in the middle of the referendum campaign, the belief in terms of political decisions, is that Scotland is a better place part of the UK, therefore I'm focused on that and the political outcome. But there is a whole range of political interests I have, in the economy – I am the party spokesman on economy issues – or on education there is a strong interest, where I think in terms of direction of policy, I'm very committed to see policy changes, to argue for them.

EMR – I was also interested in how you first joined the Conservative party.

MF – Yes, I think I was a student when I joined. I didn't come from a particularly political household but I was quite engaged in current affairs. When I went to university, there were a lot of interesting debates happening at that time, it was back in the 1980s, around things like nuclear weapons, the power of the trade unions and the changes in the economy, they were happening at that time and I thought there were a lot of causes I believed in and that I thought were worth fighting for. That's why I got interested and joined the Conservative party at that time.

EMR – And from being a member, to actually wanting to stand for election?

MF – I was quite involved on the voluntary side of the party, doing various things, and it's always a sort of natural progression that people will come forward and ask you, because the parties are always looking for candidates to stand. They will come forward and ask you: “We think you'd make a good parliamentarian, would you consider standing?” So there wasn't ever a moment where I said: “Yes, I want to be in Parliament.” It's the sort of thing you fall into, your thinking develops over time, whether that's something you might want to do.

EMR - So you've been in Parliament since the beginning...

MF – Not quite, I came in in 2001, so it was halfway through the first term.

EMR – So you've seen all four sessions, is what I meant, have you seen any evolution in the way things are conducted? I'll explain my question perhaps a little bit better: obviously I've been reading about the Parliament and how it was set out to be, and after a while a lot of commentators have been writing that it has not lived up to its standards that were set. It seems to me that some people were disappointed and perhaps it's not just that it hasn't been built according to those principles but that over time things have changed.

MF – Yes, I think that's fair. I remember back to the days of the Constitutional Convention and there was a great ambition at the time that the parliament would be very different from Westminster, in terms of its style of politics. And some of that was around working arrangements: it was supposed to be family-friendly hours, which we might come onto later and I'll give you my view on. So, the structure of the Parliament, the way of the hours make it more appealing than Westminster, and perhaps more significant than that was an ambition of a different style of politics, a move away from the very confrontational politics we get at Westminster. And I think, I'm not sure even at the very start we fulfilled that ambition of a less confrontational style. Certainly now, I don't think anybody would seriously argue that the style of politics here is less confrontational than at Westminster, in fact it is sometimes worse. I think the difference, and this has been the biggest disappointment, is that people said: "One of the problems with Westminster is, there is too much party discipline, the whips have too much control, it represents too much control, there's not enough room for freedom of action." And it was one of the hopes of the founders of the Scottish Parliament, that it be very different here, that it be much more relaxed party discipline, much more opportunity for people to speak their mind, and do and say their own thing: in fact the opposite has happened. I think on any objective analysis that party discipline here is much stricter than at Westminster. I mean if you just look at the voting records, the number of rebellions you get particularly from the government party, it isn't about blaming them. The Labour-Liberal coalition for the first two terms, there were occasions when, particularly the Liberal-Democrat members of that coalition would rebel, not very often but it would happen very occasionally, sometimes maybe one or two. Since the SNP became, first a minority government then a majority government, I can think of one example there's been any sort of rebellion: that was on the proposals to abolish the requirement for corroboration in Scots law. And even then it was only one SNP member, Christine Grahame, as the Justice Committee convener, who abstained on the vote. Apart from that, you can predict in advance every vote exactly what the outcome will be. In contrast with Westminster where, in my own party out of what 320, roughly, Conservative MPs, David Cameron has probably 20 to 30 who are serial troublemakers, who will rebel on various issues, with some regularity. That would be completely unheard-of here. If you think about things like Question Time, Ministerial Question Time, or even debates, every speaker from the government party here will slavishly stick to the government line. Every question to the First Minister or to a government Minister from the SNP backbenchers will be a complete set up, you know, soft ball, looking for the answer that they want. If it were Westminster, you will regularly see the Conservative or Liberal backbenchers asking the Prime Minister or other Ministers difficult, challenging questions. So I think there's been a huge disappointment, in terms of what we hoped the Scottish Parliament would be, it has become so rigid, so stuck to the party line.

EMR – Do you believe it's to do with how the Parliament functions or more to do with the fact that it is because of the specific functioning of the SNP?

MF – I think there's a couple of reasons for this. One is, I think, the size of the Parliament, and I think, particularly when we had the minority SNP government, because they have then to ensure complete discipline, they couldn't afford to lose anybody in the vote. And so I think a kind of culture was built in terms of absolute discipline. Had the Parliament been bigger – even now they've got a majority, but only by one I think technically now – so they'd be more scope in that scenario for people to rebel and leave the party line. Because the Parliament is so small and the numbers are so tight in voting times, it's more difficult to do that. But I also think there's a kind of cultural issue that's grown up, particularly I think because of the context of the independence referendum, the SNP members are very loyal, very focused on supporting their government at this crucial time. Once we get past the independence referendum, whether it's "yes" or "no", you might see it starting to break down a bit. I'm not sure it will, but you might see it, because I think it's one of the reasons why they are staying so loyal, because they are all committed to this ambition. And I think that has been mainly a function of the SNP being the biggest party, you didn't see that to the same extent when it was Labour and Liberal-Democrats, that's been the difference, this very strict party loyalty that they have in the SNP.

EMR – So we spoke about how you went into the Conservative party at first, but then from that to standing for an election, were there any difficulties that you've encountered on that path?

MF – Well, I stood a couple of times and I didn't win, so there were difficulties, but I managed in the end, and since then I've been successfully re-elected so, I haven't, as a personal experience, had many great difficulties.

EMR – At party level was my first question.

MF – Yes, personally, I can't find any grounds for complaint.

EMR – I have another question which is more to do with your identity, which is made up of different components, so one is your background as a lawyer previously perhaps, another one would be your gender, there might be many other components: do you feel that each of those dictate to some extent how you behave as an MSP, what your interests are, the difficulties you might encounter in Parliament?

MF – Interesting question, I'm not quite sure how to answer that. I suppose, in some ways you develop your own interests, you end up doing a job for the party; on the party's spokesman on the economy and energy, prior to that I've being the party's spokesman on education, health, I've done different jobs. So you have that role, but you also develop your own interests; my big interest is in energy policies, so that fits quite well, interests in other things like autism, where I don't have any formal role but it's something I pursue, separately through other meetings and Parliamentary questions. So, I guess there is quite a lot of freedom to pursue issues that are of interest to you and I don't feel personally constrained about pursuing things that I find worth doing because

I'm in this job, I think there is a lot of freedom to pick the things you want to do and issues you want to dig into.

EMR – Would that depends on your party or just on the make-up of the Parliament and how it works, that freedom?

MF – From the party's point of view, the party let you get on and do what you want to do and I think Parliament as a whole is too. I can't speak for other parties, how they operate, but my party, we always try and fit people into roles, subjects that they might be interested in. We find that it works quite well.

EMR – How about the representation of women, Holyrood has a higher rate than most other parliaments, do you believe that parties need to take measures to ensure that?

MF – I don't support positive discrimination, I don't think you need to do that. I do think you need to do other things, to give you an example, I think the Labour Party have 50% of women roughly, they don't quite have 50%, and they use mechanisms to ensure that. We've got, I think, 40% women in our group, and we deliberately say we don't believe in mechanisms. One of the interesting things about this is that the people who are most opposed to mechanisms like that, in my experience, in our party, are the women parliamentarians who get very very annoyed at the suggestion that they need some sort of artificial systems to be elected. So, I think without mechanisms we've got out of 15 members, with got six women, so we've got 40%: we managed to achieve that without any sort of artificial mechanism. But I think what you need to do is really two things, I think you need to make sure that, first of all you have role models in the party for women. Now, out of the three leaders we've had since the Scottish Parliament was set up, two of them were women, so I think we can point to a pretty good track record of women in leadership roles. And the second thing I think you do need to do is some kind of pro-active mentoring and encouragement for women candidates and bring them forward. I also think that, I mean, if you look at our six women none of them have children of school age, they've all either have children who are grown-up or in the case of three, who are not married, one who is married and has no children at all. So, I think there is a real difficulty in recruiting women with school-age children to come and stand for Parliament. As somebody who is a father of school-age children, that is difficult enough, because with all this chat of family-friendly hours, it's all a bit of a joke because that assumes that your working-day ends at 5 o'clock, which it does not if you're in this job, because there are so many other commitments you have in the evenings and at the weekends that, I think, trying to do this job, particularly as a mother, in reality being – this may or may not be right, but in our society, most of the child-rearing responsibility tends to fall on the women – and I think it's very difficult, if a mother had young children, to be in this job, simply because it is so demanding. I think the only women who can do that has an extremely supportive partner who takes on that role, or if you have not just full-time childcare, but somebody actually who is paid to do childcare in the evening and at the weekend, so either a grandparent or someone you employ, otherwise it would be extremely difficult to do it as a younger woman.

EMR – Do you find it difficult as a father to juggle between your private life and...

MF – Yes, particularly at the moment with the referendum in September in mind, it's just horrendous with events, debates, public meetings every weekend we're campaigning, so trying to find time to spend with my children, which I want to do, is extremely difficult, I have to be very disciplined in terms of my diary, the commitments that I accept, trying to make sure that I'm making some time available.

EMR – Do you believe that the family-friendly working hours as they were thought out to be do not live up to the standards that they set for themselves, or is it just that there were added elements that were not taken into account?

MF – I think it was always a conceit, from the start, that you could have a Parliament that had family-friendly hours, because it started from an entirely false premise that the work of a member of Parliament stopped when Parliament stopped. And nobody in their right mind would have believed that was a reasonable proposition to put. And apart from anything else, unless you actually live in Edinburgh, even if you did managed to get out of the door at a quarter past five, which very very few people do, even if you did, unless you actually live in Edinburgh, you only get home at a reasonable time because, the great majority of members of the Parliament are not living in Edinburgh, their families are further afield. I live an hour away in Perth, so I'm actually one of the more fortunate ones. So even if I get out of the door after the vote, I'm lucky if I go home much before 7 o'clock. So I just see the children before they go to bed, but that's about it. And I'm part of the lucky ones. I'm not sure there's much you can do about that, I don't think there is an answer to that, that's just the job, unless people completely change their expectations of what they expect their representatives to do. I think we should just not kid ourselves that you could create a family-friendly parliament, I'm not sure these things exist.

EMR – Well, a lot of commentators still highlight the differences between Holyrood and Westminster on that account, do you think that there are other differences that make Holyrood live up to this?

MF – Clearly, there are advantages, if you're from Scotland; one of the reasons I'm not in any way attracted to Westminster, is the thought of flying down on a Monday morning and flying home on a Thursday evening. This is of no interest to me, to be away from home four days a week. At least if you're based in Holyrood, and you've got a family, you can see them through the week, that you couldn't do if you were at Westminster, so that's better. And I think if you were a Westminster MP with a family, the only way it would work would be if you based your family in London, and you actually see them during the week, otherwise that would just work.

EMR – And in terms of other ways of functioning, we spoke of the rebellion that is possible in Westminster that is not occurring here, how about committees? Do you believe that the way there were, again, established makes them more efficient, or is Westminster perhaps on par with that?

MF – Again, I think, when the committees were set up, the intention was that people would come to the committees purely as individuals and leave their party political allegiances at the door. That pretty much worked for the first couple of times. And again

I think particularly in the last 2 1/2 years, since the SNP majority government, I think you see quite a change in the nature of the committees, and you've seen as MP members of committees come much more partisan. And I can think of loads of example I've heard either on my own committee, or from other colleagues I've heard, about SNP members in committees, quite deliberately seeking to influence committee reports, for example, to make sure there's no criticism of SNP government policy coming forward. That is in complete contrast with what you get today at Westminster, where you will regularly get Westminster committees, all of which, of course, have a majority on them from the government parties, they will regularly produce reports critical of the government actions or the government policy, which is as it should be, but you don't get that here at all. You will never see get a committee criticising the government, with again one exception of the Justice Committee's reports on corroboration, but that is so significant because that is the only example in the last three years.

EMR – Do you believe that it undermines the accountability of the MSPs or the Parliament?

MF – I think it makes a mockery of the parliamentary system, particularly of the committees, which were set up to provide proper scrutiny of government and of legislation, and it's not doing that because the members of the committees are not taking responsibilities seriously.

EMR – Again, do believe that it might change after the referendum?

MF – Yes, yes, well maybe, yes. It's very hard to say, but it might do, because that is one of the major reasons why I think the SNP members are so disciplined is because they've got this goal in sight and they will do anything to disrupt things until that's out of the way, so that might loosen up a bit post-referendum.

EMR – Obviously, we can't predict the future, but would you be rather confident to say that if the majority changed then things would go back to what they previously were, or has that perhaps been set now?

MF – That's a very difficult question to answer without a crystal ball, I just don't know.

EMR – Obviously, I'm interested in the representation of women, and as it's higher here in Holyrood than other parliaments in Europe, do you believe that it has an impact on the legislation, to have more women in Parliament?

MF – I'm not sure how to answer that. I'm trying to think of some examples. You probably do see more of a focus on women's issues, I'm not sure it would directly impact on legislation, it probably has an impact on women's issues. Issues like for example childcare probably get more prominence than they would in Westminster, for example, simply because of the regiment of women who are here. And issues like for example domestic abuse probably get more attention than in Westminster.

EMR – And do you believe that the presence of women has an impact on the way matters are handled, say in debates?

MF – Well [rises] that's a good question! I guess I gather that the subtext of your question is: is the style of debate different because women are taking part?

EMR – Which again might be difficult to answer because Parliament is different...

MF – It's difficult to know what to compare it with. I mean, certainly, I don't detect in the parliamentary exchanges between for example Johann Lamont and Nicola Sturgeon that there's any real difference on account of style and quality, than between any of the male counterparts. So I'm not sure there is much evidence of a big difference, I don't know. Did you see the famous TV debate between Johann Lamont and Nicola Sturgeon?

EMR – I saw the beginning of it, but I have to admit I didn't have much time to see it, but after a while I couldn't really make out what they were saying.

MF – That was horrific. It was quite interesting because up until that point a lot of people had decried the quality of the independence debate, and one of the arguments being deployed was because it's too male, we need more women's voices in the debates. After that particular debate was broadcast, nobody said that any more.

EMR – No, and the commentators that were there on the spot were asking the question “Is its going to be different because they are women?”, and of course they came to the conclusion that it wasn't.

MF – Exactly, exactly.

EMR – In the literature I've been reading – specifically during the time the Parliament was being set up – a lot of commentators in Scotland were saying that Scotland was a specifically chauvinistic place: would you agree with that statement, perhaps as they were saying it in the 1990s or nowadays?

MF – I don't know, I don't know I'm qualified to give an opinion on that to be honest. That's never struck me, I think Scotland has always been a place with very strong women leaders, certainly in my own party, we've always had very strong women leaders, and that's never been my impression, that we were particularly chauvinistic.

EMR – So, I suppose you and your party believe that having those women role models is what brings more women to the fore.

MF – Yes, I think that's part of it. I think it's also very important that we don't treat women in any way as a secondary class. So, I know Labour have this issue where they say: “Right, we'll create those mechanisms to create 50% women.” Women I've spoken to in my party – as part of your research, you're doing the same – but women in my party actually feel really offended by that and they think one of the strengths of our party is we don't do that, we treat women equally, we treat them exactly the same as men, and that for them is a plus point, is an advantage, then progressing in the party they are not seen in anyway as being inferior.

EMR – One of the things I forgot to ask is what drew you specifically to the Conservative party when you were younger, and what now makes it still close to your heart?

MF – Yes, basically a belief in conservative values: a belief in individual liberty, a belief in institutions, a belief in a strong society, a belief that society works better without the government trying to do everything and encouraging people to do more things for themselves. That kind of philosophical outlook on life is what attracted me to the Conservative party and what I still believe in.

EMR – So that would have been under a Conservative Premiership?

MF – Yes, yes, Margaret Thatcher was the Prime Minister at the time, and to me had come in at a time when the country needed a bit of a shakeup and reform, and was on that process of reform and I thought we were going on the right track at that time.

Entretien accordé par Maria Fyfe, députée travailliste au Parlement britannique pour la circonscription de Glasgow Maryhill de 1987 à 2001, le 2 mai 2014.

EMR – I'm interested in different aspects of your career and your time in the Scottish Constitutional Convention.

MF – You want to hear the story of that, okay.

EMR – And also how you got involved in politics, how you joined the party, how you decided to stand for election.

MF – I'll begin at the beginning then. I joined the Labour Party shortly after the Labour lost the general election in 1959, it had lost three in a row and people were thinking the Labour Party was finished. But, I was 19 then and I can remember what things were like before we had a National Health Service and what the Welfare State brought in. So, some of my friends went along to local Labour rooms and said: "can we help?" And they said: "come in". So I joined, and got involved, and stayed involved all the rest of my life. I didn't think of becoming a councillor, but I did that because Jimmy McFadden who was then the leader of the council Labour group told party members that they desperately needed new candidates. And so I decided I would do that, and so I enjoyed my work as a councillor for several years. At that time I became the convener of the Personnel Committee, it had been called the Manpower Committee would you believe? So it had to change its name to the Personnel Committee. Then, the chance to go to Parliament arose because the city member in Parliament for Maryhill in Glasgow decided to leave Parliament when he was still only in his mid-40s and that surprised everyone, but he created a vacancy for the next general election. And I had been going to stand in hopeless seats, just to give the party a candidate, I was going to stand alone in the constituency where I live. In short then, I won that selection and became MP for Maryhill for the next 14 years. I was very conscious of the fact that the year I got elected in 1987, I was the only Labour female MP in the whole of Scotland, and only the 10th of female Labour MPs and that had got to change, that was not nearly good enough. There were more new men that were elected that year than there had ever been in total women, that was not acceptable. So I set about organising with other women in the party to try various systems for getting more women in, like saying there had to be a woman in every shortlist but that didn't work. It didn't work because people twigged that all they needed to do was have a woman on the shortlist but still vote for others, for a man. Then, when John Smith was party leader he said that every second vacancy in a winnable seat had to be a shortlist of women only. So that's a big step forward, that's what brought in the 1997 large intake. And then of course we were planning for the Scottish Parliament, and when people who wanted to have a devolved parliament in Scotland started to organise, create a campaign for it. And we created the Scottish Constitutional Convention, and when we first met it was obvious that there was a terribly small number of women who represented society there. So I remember raising that in the first meeting and saying 'we've got to organise to get equal numbers of women in this Parliament'. When I raised that [interruption]. Where was I? Oh yes, in

the group of Scottish Labour MPs, I can remember saying that I wouldn't be interested in the Scottish Parliament unless we had representation of women, otherwise if it was going to be just for the boys, I wasn't interested. So we had to campaign to get that attended to, so we started campaigning to get 50/50, that originated with the Scottish TUC's Women's Committee. So was the STUC's Women's Committee's idea but I took it up in Parliament but it didn't get passed in Parliament to have a statutory right, but the Labour Party did take it up as I'm sure Catriona [Burness] has told you and we were the only party that delivered on 50/50, when the Parliament first got together. So that's the history of that briefly.

EMR – I have to admit that I wasn't aware that you'd published your autobiography so I only just started reading it.

MF – It's only about those 14 years in Parliament, is not really an autobiography. You've got a copy? Well, you'll find a lot of that in there, there is a chapter on 50/50.

EMR – I've read that. One of my questions is: do you think that you've encountered many hindrances on the way to being selected and elected because of your gender or did the circumstances make it [...]?

MF – In the actual selection, no. But that was because I was chosen in the local party that I belonged to. They knew me already as a working councillor for many years. My job had also been a trade union studies lecturer, I taught TUC courses to union reps, so that I was widely known in the Labour movement. That helped too, and also because the trade unions were being criticised for failing to put forward older women. I belonged to what was then called the Transport and General Workers' Union it's nowadays called Unite [the Union]. They were aware of their lack of women coming forward, so when I spoke to their Scottish general secretary, a guy who is dead now, his name was Hugh Wiper. It was quite comical because he said to me: "They'll never pick you in Maryhill because they're too right wing". But I said "Things have changed, the boundaries have changed", so as unlikely as it used to be – well he agreed to let me try for nomination by the Transport and General Workers' Union. They wouldn't say 'you can go ahead, you're one of us', you had to do quite a stiff interview with their Finance and General Purposes Committee in Scotland, and when they approved of you, you had to go down for a similar interview in London with the top officers of the union. Having got through that lot, the rest was essentially [rires].

EMR – I have to apologize because I haven't read the whole book, so I suppose this is something that you deal with, but this is to do with how difficult it is to be a woman in Parliament.

MF – Oh! [rires] You'll see stuff in the book. I found that they seemed to be so unused to having women around that there just weren't organised for it. The thing that I thought was hilarious was the ribbons hanging up in the cloakroom, as if women weren't going to be there, and it's not as if men carried swords anyway, not for a couple of hundred years! It's just creating that impression of it being a place for men. Have you ever been to the House of Commons? Well, if you ever go there, the corridors are filled with pictures of men and 99% of them I have never heard of, they go back centuries. There's

hardly a woman's face to be seen; there is Margaret Thatcher, and there is Emmeline Pankhurst's statue outside, and that's about it. And again, it creates the impression that it's a place for men. And what women in all parties suffer is that boorish behaviour in the Chamber, which is something that you never expected, you don't realise is there. There's always that talk about it nowadays in the media, but then it was something people didn't know about. Parliament wasn't televised and a lot of this kind of things just went on without people realising. Women would think 'but it's not because they're men, because we've worked with men in other jobs before we came here and the men in those jobs didn't behave like that': trying to shut you down and silence you, make sexist remarks. Normally folk just don't behave like that and if they did their boss would stop them, you'll get in trouble if you do that.

EMR – Another question I have is about the Scottish Constitutional Convention, whether or not there were other women and if they were advocating the idea of gender equality within Parliament.

MF – Oh yes. Well, there were of course quite a small number of women, the Labour women, the Lib-Dem women. The Lib-Dem women supported the idea but didn't actually deliver it. And whether women were involved in that at all. So those of us who were there were supportive of the idea. If it hadn't been for the women who were active in the party like Johann Lamont and Margaret Curran and Rosina McRae – although I was there in Parliament I needed the strength of their commitment in to keep up the fight in Parliament. People knew that there were women outside in the party that were not going to be put off.

EMR – I'm also curious about the practical aspects of things: how the debates were conducted, because of course a lot went on in separate committees, and then there was the Women's Issue Group...

MF – In the Convention, we created – I think it was called a Women's Issues Working Party, whatever it was called I chaired it – it was about the issues that affected women, like saying we're not all able to get the position that we call equal rights, to be elected. There's things to do with the running of the Parliament, like why shouldn't the Parliaments fit in with the Scottish school holidays, there were some people laughing at that and saying 'why would we do that?' Because we have children! I raised that because I was fed up with the way Westminster conducted itself, MPs would not even know when the summer or the Easter break was going to start until it was announced very late in the day, you couldn't make plans ahead if you had a family, to go on a holiday anything special because you didn't know when you were actually going to get away. The comical thing was the way we found out was the catering staff told us [laughs] when they would be off on a given date. Oh, pathetic. And there were also things – to back to Westminster again – there were things like, just silly traditions, like saying that it was okay to chuck your finished papers on the floor in the committee, because people came in to pick them up. They wouldn't provide bins, we were told it was against the traditions of the House.

EMR – Has there not been any improvement since that?

MF – I don't know about the bins. I'm told that they are quite as rude and aggressive as they used to be, because – and there's been a question of members, a lot of women that came in were less likely to behave like that and it just gets picked up on. For the Convention, we had this working party which had to do with having equal rights, with having a system that was helpful to families. That was quite a struggle because there were some people who were trying to evade carrying it out but without giving away the fact that they were trying to evade it. There were some people on the other committee who said 'why don't we leave it this time and try to sort it at the next elections'. And I thought: "Come off it! They'll bums on seats then, harder to shift, we've got to do it now at the start!" I thought sometimes "these people think I'm daft!"

EMR – And then, was there a sort of interaction with the ideas that came in the Convention and those that emerged from the STUC, was that through the Labour party?

MF – They got fed into the debate in the Labour party. They were men who were pushing for – this never lasted a chance in the Scottish Conference, they kept it on the table.

EMR – And the idea of 50/50 came from the STUC. How was that treated – as that was rather radical?

MF – Yes. There were male Labour MPs who were dead against it, they said it wouldn't afford us the freedom of a constituency party to choose who they liked. Some even asked 'Do we have enough women of the right calibre?'

EMR – I might come back to that, but I think the issues that people raised back then are still being raised nowadays.

MF – It's not as if all women agreed with us. Betty Boothroyd who was Speaker for a while just had no time for all the women who came in an all-women shortlists. Her attitude was that if you're not hardy enough just stay off the battlefield. So I thought that was pretty deplorable that women who had risen to the top – but there you go.

EMR – I also read about – in your book – there's a part about making Parliament truly representative, and that was to do with the electoral system to be chosen.

MF – Oh yes, there was a long debate about that as well, because some people thought that the way to do it was to create multi-member seats. They thought that people would be embarrassed to have a large number of members in a seat and all of them white and male. But if you knew the politics of this country, you would know that's a joke: they wouldn't be a bit embarrassed, they would be quite happy to have an all-male and all-white, that wouldn't have worked. Besides, it's not a good way to have a parliamentary system anyway, to have multimember seats. We learnt from Irish colleagues, who said that was the bane of their lives because when let's say you got a large multi-member seat and if one of them makes a proposal that seems like something that would gain votes. I asked one time: 'Why are there so many small airports in Ireland? It just seems incredible'. I was told: because if one elected member says "Let's have an airport here", the others can't disagree. [rises] They're scared of losing votes, so

they all campaign away for it in the Irish Parliament and: lo and behold, there is yet another airport. It's ludicrous, that's the way it happens!

EMR – And I think you mentioned the lack of accountability that the people elected would have towards their constituents.

MF – Yes, because it's just too big. You can't have useful connections with local bodies that you ought to be familiar with as an MP, because it's just too big.

EMR – Obviously there would have been much bigger constituencies.

MF – That's right. What they were thinking of was Glasgow having two constituencies: north of the river and south of the river. How can you possibly get around all the tenants associations and committee councils not to mention other bodies, in half the city, that's ludicrous!

EMR – You would have to be responsible for half-a-million people.

MF – Exactly.

EMR – I'm not quite sure then what the difference between the working group on making the parliament truly representative – how different it was from the working group on electoral system. The particulars get confusing.

MF – Because they were crossing ground always. The one on the electoral system was simply trying to find an answer to this conundrum. Labour realised we can't possibly have first-past-the-post because the others wouldn't agree; thinking we would have a Labour domination forever and ever. So we had to accept we can't have that, but what would be the best, because as you probably know there are several systems of PR, so a lot of pondering over that and the pros and cons of the different electoral systems and we had advice from political gurus. And that's what they were doing in the committee. Whereas the committee I chaired was thinking about, well first of all how do we achieve 50/50 or something close if we can't get that, secondly the kind of arrangements we would have, because the ones involved in the electoral system weren't really interested in things like the working hours and the working year and stuff like that, childcare, you know, would we have a crèche? So that's the difference, the practical arrangements, and getting women elected was one committee, the other one was purely involved with the electoral system.

EMR – How did the different solutions to reach 50/50 were put forward, advocated and then debated within the group?

MF – Well, in the Labour Party. I'm not sure what you're asking.

EMR – Whether or not it should be up to the parties, whether or not up to having all women shortlists, or twinning?

MF – What I tried to do was create a legal requirement parties had to deliver 50/50, but that didn't work. The Labour Party itself took advice from the Lord Chancellor, who said: “No, you can't do it, it's against European law”. And that's explained in the book, you'll find that. But they did agree to let us try to achieve 50/50 in the Labour Party nominations. Even then they had some difficulty because they were Welsh councillors who were taking the party to court for failing to put them on a shortlist, and so there was worry that we might be falling foul of the law. But to its credit the Scottish executive of the Labour Party went ahead with it anyway, they just took the chance on it. So that's how it came about, and in the teeth of strong opposition from people who felt it was unfair to meddle in. And I remember Rosina McRae made a very good observation, she said – or was it Johann, one of these two said – “well no man ever complained of being on an all-male shortlist”. [rires] Oh yes, and it was Johann who said: “We've been told that this is unfair to young talented men coming up who are being excluded, well, women have only 6% of the seats, they should take up the problem with the 94%.” We just tackled it with clear logical arguments about the situation, we got the party to agree with us, it was quite a long struggle and another book that might be worthwhile reading is Canon Kenyon Wright's, who chaired the Convention, wrote his own memoirs of these days, have you come across it? It's an extremely good source.

EMR – I suppose the opposition was coming both from within the party and from opposing parties?

MF – Oh yes. In the party there were people who felt that this was too revolutionary. Outside, the Tories weren't interested, the SNP hadn't taken part anyway in the Convention and did nothing within their own ranks. Interestingly, they did produce quite a large proportion of women anyway, without doing anything, but then it dropped severely from where they were then. And the Lib-Dems after making all the right noises produced *two* women, *two*, but that's the Lib-Dems for you.

EMR – But there was some hope at the beginning at least that it would be within the provisions of the Act that would be produced that there would be mechanisms? Or was it reliable on the support from all the parties?

MF – No. Once we realised that our own party wouldn't promote a legal requirement on 50/50, we stopped pushing other parties. We just had to agree that each party would use its own rules of doing things, to try to achieve it. But in the end, although there was an agreement made between us and the Lib-Dems, the Lib-Dems ended up doing nothing.

EMR – Was there a lot of disappointment on the part of people who were campaigning within the STUC?

MF – They just thought: “That's the Lib-Dems for you!”

EMR – Or just generally that the outcome hadn't been as high as they'd hoped perhaps?

MF – Well, we were pleased we had hit 37% because that was up there with the Scandinavian countries so we felt, although it wasn't 50/50, a good job had been done, we were happy about that.

EMR – How do you regard all those provisions that that the group helped establish, that were in favour of the representation of women (the crèche, the family-friendly working hours)?

MF – Of course I'm pleased about the family-friendly working hours and the holidays, but the crèche, that was not up and running, they ended up not doing it. That was up to them, the women that were there then. I'm happy with the outcome, it's one of the things that I take most pleasure in having been active politically active in those years, it was one of the best things that came out of it.

EMR – The majority party in Parliament now are not the party that would favour positive discrimination to help women achieve election.

MF – Do you mean a Scottish Parliament?

EMR – Yes.

MF – It's an interesting thing, because the SNP talk about having 40% of women on board rooms, they have just had two women being promoted to Cabinet level but they don't have extra responsibilities, the level spent that they are responsible for is far less than their male colleagues. That's just pure tokenism, they are not doing anything about putting up the number of female MSPs and as far as their policies for women, it's pathetic how little it is. They have a very ill thought out plan for childcare, they have women in boardrooms and that's it. It's not nearly good enough.

EMR – It's interesting that you should say that it's tokenism, because their arguments against quotas is that it promotes a form of tokenism.

MF – I think they've really never taken any interest in those kinds of issues. When Labour [balloted on] the National minimum wage, that made the nationalist MPs – went home to their beds, they took no part in the fight for the national minimum wage and every time Labour brought forth anything to do with including a lot of women, people just absolutely [inaud.]. And I think there is something deeply embedded in nationalism which makes it a rather masculine-dominated outlook. Do you think so too?

EMR – I wonder because they always put forward those charismatic figures that were women in their party, they like to go back to, they put forward Winnie Ewing, Nicola Sturgeon as being [...]

MF – That's because they won the elections, what did they actually do as women? Not much, if truth be told. Margo is famous for campaigns such as making life easier for prostitutes and of course the right to decide on your own death, but they are always issues about public concern but they're not party political, and they're not women specific. Winnie Ewing did nothing remotely about women in her time.

EMR – Is that one of the main reasons you think they should be a gender-balanced Parliament is that women bring about certain issues that men overlook?

MF – Men just don't think about, it's got to be women who will stand up for women, not just having a woman filling a seat because she's a woman.

EMR – Do you also believe that having a gender-balanced Parliament changes its way of functioning?

MF – Yes, people noticed this, they call it critical mass, after which things begin to change.

EMR – Yes, that's what was said about the first parliament's elections.

MF – When those new women got elected, a lot of the Scottish press were really horrible to them. There was a class snobbery as well, to women as well. They made fun of Glasgow and Lanarkshire accents. They thought they weren't up to the job, but they never criticised male MSPs or MPs in the same way. And the fact that those women created a lot of legislation, that certainly never happened before, so it's good.

EMR – So, you said he became very much aware of the lack of women in the party on the day you were elected.

MF – Oh before that, that's one of the reasons I stood. Because I realised that time before I was elected we had one Labour female MP in Scotland, her name was Judith Hart, I knew she was retiring, and I thought we could easily end up with no woman at all: this has got to stop. I was aware of it for a long time, I was aware of it as a councillor, when again women were in a minority over there, but not as badly a minority. And assumptions made about the kind of issues that women were interested in, and expected to be interested in. You'd think 'No, we're here to play a full part!' So, yes, that was really one of the reasons why I was determined to try for the Maryhill seat; because I wanted something done about that.

EMR – Do you believe that there are women's issues that should be addressed? This is something that came up within the referendum campaign, that women's votes were crucial so the SNP are trying to target them supposedly.

MF – Well, I think the SNP are making a hash of trying to target women and it's clear that a majority are voting no, maybe that's the reason why I'm producing another book. There's a collection of essays that has just gone to the publisher, from women who are all voting no and they've all got their own individual perspective on that. That's just nonsensical the way the whole referendum debate is being conducted: it's as if all the women had one reason for voting no. Why would they? They've got different issues in their lives, different personalities, different attitudes. And none of that is getting a look in, because the only female columnists all happen to be "yes" supporters in the Scottish press, well at least the only ones I'm aware of. I found that in Westminster that to raise issues in the diary like the imposition of VAT on tampons. People think that's a terrible waste of time in Parliament, but why not? There are a lot of sorts of things like that, like

have a crèche in Westminster they had 14 bars, and a rifle range, and a chess circle. You think “this is just appalling”, you know. And it's not as if they had the excuse of “Well, you know, there's hardly any women anyway”, because there's a huge female staff in the place; catering staff, librarians, secretarial, clerical staff, huge! The place would fall apart without them!

EMR – I've been interviewing some MSPs, those who had a bit of time to spare and – depending of course on their party, they would have different outlooks – but I eventually interviewed male MSPs as well and the male MSPs didn't seem to think there was a huge gender issue to be addressed. I had one man tell me that the crèche should be for male MSPs which I thought was an interesting point to make, but his point was that society had changed. And that's something that I'm also interested in, because in the 90s there were quite a number of commentators who are writing that the Scottish society was specifically chauvinistic; do you agree that it was then? Do you think that it still is?

MF – I think things are changing bit by bit; the men of my sons' generation are very different from their dad's generation. I remember when my late husband pushed the pram; he was stared at in the street, a man pushing a pram! My sons would think nothing of it and younger men in today's society, I think they're far more inclined to take women's equality for granted, older men not. So, yes of course, the crèche should be for any parent who requires it, this is far more likely to apply to the mother.

EMR – But it seemed to me they had a view that society had evolved sort of naturally, on its own, without it having been the input of, for instance, your campaigns.

MF – Well, I don't believe it just happened either, I think it was the case of these issues being relentlessly [inaud.] and the fair-minded men realising this was right.

EMR – Was the Labour Party – in term of its male membership – rather inclined to hear those propositions at the time?

MF – It varied, there were some that were highly supportive, and there were those who regarded the whole idea as deplorable, they thought it was absolute nonsense, to do this and have our own say. It was just a case of we should simply leave it to party members to choose a candidate, choose the best candidate there was; they shouldn't have to be told whether it was a man or a woman. They were really angry about it, but that's accepted that you have to take these kind of steps to break through. The thing is, I think it tells of mental attitudes I think, the breakthrough has largely happened because they've seeing women in positions of authority and handling it as well as the men, or better.

EMR – Was there a notion that these measures, mechanisms, should be temporary or were they meant to last?

MF – Yes, there was a time when the issue of the 50/50 for Westminster seats, it was said that we would keep this up until we had achieved our objective.

EMR – The party still has to [...]

MF – Yes, because there are so many bums on seats and people don't like to stand anywhere, they like to sack somebody; it appears satisfactory, they want to dump that person. It was different for creating the Scottish Parliament because it was brand-new, there wasn't in anyone already in their seat, so it was easier.

EMR – And in the campaign was there an idea that there should be other measures to accompany those quotas or mechanisms, such as [training]?

MF – Well there have always been some people who have thought it was a matter of offering women training. And that still exists, it annoys me a bit, because I think the men don't think they have to go and get trained. I think if women have a problem with having enough confidence then, practice doing things, like public speaking, taking part in debates, will create a confidence, but not in the sense of training, just taking an active role in the party. There is a distinction I think we need to use it. Just think it's a matter of training and buying the right clothes and I think “no”. People are already complaining the MPs don't seem like them, like the electors themselves, it's as if there's a kind of way of dressing the MPs do that no one else does. That's because the whole issue of the folleting of MPs, the thing with Barbara Follett, it's in the book look it up. Barbara Follett was asked by Tony Blair to help him smarten up the Labour MPs' appearance. So she gave advice on our clothes and especially for the men, what colours suited their complexions. I would say that a lot of male Labour MPs would never be anybody's notion of fashion, but who cared about that.

EMR – Well the media.

MF – The thing is the Labour voters, they like to have somebody who is closer to them. Anyway, again it's in the book!

Entretien accordé par Patrick Harvie, député vert au Parlement écossais pour la région de Glasgow et co-organisateur du parti vert écossais, le 28 avril 2014.

EMR – Maybe I'll start with this because I saw on your presentation on your website that you had a gender balanced leadership arrangement, I thought maybe your party was willing to find equal representation and was working towards that.

PH – Yes, the Scottish Green party has – we don't use the term leader – we have co-conveners, that's of our national council. We take the same approach with some branches and committees as well within the party, where they will be a female co-convener and a male co-convener. And how they share the workload of which ever job it is varies, it depends as much on the individuals as any other factors, but in terms of the national, the figures, who the media would interpret as the leaders, we have co-convenership. It's not ideal at the moment because we have very few MSPs and so I'm a co-convener and an MSP, the other co-convener is a member of Edinburgh City Council. And so from the media's point of view, it's not easy to represent that on the basis of parity, but within the party in terms of actually doing the job, all the internal aspects of the role, it's a shared position between myself and Maggie. In some ways, it's as much about the presentation as it is about the internal organization of the party though, so ideally, we'd like to be in a position again to have male and female co-conveners both in Parliament and to be able to demonstrate equal status a little bit more effectively. So, it's an effort along those lines, it's not ideal, and, although there have been occasional debates whether to change the structure and have a single figurehead, which in some ways is better democratically because it gives the membership the ability to choose between different visions of where the party should be going, I think at the moment most people in the party are comfortable with having two people, one man, one woman, sharing that role. And we've managed to put procedures in place for candidate selection as well, trying to achieve gender balance in the candidates that are being put forward for office, in elections as well.

EMR - That would have been my next question really. So for the next election, is that something that you going to organise? Is that going to be for constituencies as well as this?

PH - Well the next election after this European election in May will be the Westminster election next year, so, we have two levels of the gender balance requirement in principle. One is minimum of 40% of our candidates in a given election must be women, the other is that a minimum of 50% of “winnable seats” must be women. That's a bit more difficult to achieve and the mechanisms that we have to put in place to deliver those objectives are different for each election. So an election like the European election, for example, where you've got one national list, you can zip it in terms of gender, you can make sure there's a woman at the top of the list, and there you go, you've got only one seat that for the Greens is conceivably winnable, that's at the top of the list and so you've got your 40% plus your 50% achieved. It's harder in relation to local council elections for example where you need to present a much larger number of

candidates; where each branch, Glasgow and Edinburgh and one or two other branches have got the capacity to deal with this pretty effectively, smaller branches where you've got very few people who want to be candidates, very few people who actually want to be elected and sometimes a branch will simply have one or two people and they're the obvious candidates, the gender balance will be what it is. It's not always achievable to reach a quota like that, and so you have to try and achieve balance across the country, each individual council area might not achieve balance. And it's also very difficult to decide what you would class as "winnable": Glasgow or Edinburgh might say "we want to regard one seat in every single council ward as winnable", or they might decide "were targeting seven or eight, so those are the ones we are going to class as winnable". So again, you've got a different requirement there. And in Holyrood terms, one of the things that we found is in the 2007 election, where we went down from seven MSPs to two, not only you can't predict which regions are likely to return an MSP, if you're going to have a bad night, you can't predict which regions are more likely to lose their MSP. So, if you want to end up with a gender-balanced parliamentary group, you need an approach that works for a range of different scenarios about how well you're going to do on election night. So we've got a pretty strong agreement across the party, that these two objectives – the 40% and the 50% rules – are what we want to achieve; actually guaranteeing that you get that as an outcome becomes fiendishly [difficult], because you need not only to achieve that, you've also got to make sure that candidates feel supported in coming forward. You don't want good male candidates to be effectively given the message they're not wanted, you do want good quality candidates for men and women. And you also want members – who might sign their donation every month or they might give out the leaflet, but they are not heavily involved as activists, they don't understand maybe how the voting system works for the candidate selection – you need them to feel that they have a democratic choice and that the result is fair instead of coordinated. So trying to balance those various factors gets very complicated, so far, at the moment, we're achieving it okay: in Holyrood we regard Glasgow and Edinburgh, or Glasgow and Lothian rather, as a group, so those are the two that we already have an MSP for at the moment, and they're gender balanced, so if Alison and I both re-stand, we would be at the top of those lists. And that's balance within those groups. We regard Central Scotland and West of Scotland as a group, because they are the two that we have never returned an MSP in, so if they are gender balanced that's fine. The other four we regard as a group of four, so we want gender balance across the top of those four lists as well. Obviously the thing to avoid is managing to achieve gender balance in your overall number of candidates but only having women in the least winnable seats, that wouldn't achieve the balance in the parliamentary group. So, it gets a little bit complicated trying to get the system to achieve the objective, even if we agree what the objective should be.

EMR – And you mentioned the candidates putting themselves forward if they feel that they feel that they're being supported, does the party provide support in any ways?

PH – I think for the most part again it depends on local branches. The party has very little in the way of paid professional backup: one person in Edinburgh who largely is administrative. So anything we want to do by way of candidate training, candidate support; it's all voluntary, and that depends on the capacity of the local branch, and the scales and the experience that they've got. Just recently, we put in place a candidate

vetting process, and the intention with that is as much about supporting candidates through volunteering, thinking about being a candidate, having a first go at being a candidate, and eventually – it might take a few years or a few elections even – get to the point where a person is a credible candidate, a skilled and experienced candidate and can be an effective local councillor, say, if they get elected. And for anybody, it's going to take a while to get that point, some people quicker than others, but you're not expecting simply to recruit somebody and overnight they're a brilliant local politician. So the vetting process is intended to be not just about saying "no" to everybody who doesn't meet a certain standard, or saying "yes" to everybody who gets over a certain standard; it should be about bringing people along, about trying to make sure you're identified: "well, okay, this person is good enough to be a candidate, perhaps not in a very winnable situation, but we want to identify what they need if they are going to move forward and become a more credible candidate, in a more winnable, more open constituency." So that's the intention behind it, it's not getting there yet, it's not achieving all of that yet, and I think it's going to take a while before that kind of system starts to develop properly, the way it was intended to.

EMR – I now have more personal questions, related to your career specifically. How would you describe who you are as an MSP? Or perhaps I can guide it a bit, towards my interests in particular, because in the news when they have been gender-related topics, I've seen you been quoted often, I was wondering if that was an issue that you are particularly interested in, or if that was just a coincidence in the last few months?

PH – Well, I mean my background before I was in Parliament was in sexual health project, gay health project in Glasgow, working with LGBT young people. So I suppose, you might argue that I've got a slightly different experience of, kind of sexual gender politics than perhaps somebody from a different background. I'm not exactly sure what you're looking for here, on binary approach to gender for example, I doubt there are many MSPs who would have a particular view about that, but I come with that kind of perspective.

EMR – Do you think that it influences your way of acting as an MSP, perhaps in Parliament?

PH – I hope so. I'm not sure always conscious of it affecting me in the way that I do my job, I'm sure it does, I'm not sure I have a clear sense of that. Maybe it needs somebody with an external perspective to pick up on that, I don't know.

EMR – Some parties, yours specifically, are interested in equal representation, and the idea behind it is first to have a representation that represents the actual people, but also that it might change the way things are done in Parliament. Do believe that things are done differently?

PH – I think it can, I mean I think trying to achieve a parliament that looks like society is a good thing to do in its own right and even if it didn't achieve the kind of political change that one might hope that it would, I think just in terms of trying to reconnect people with politics. A lot of people, quite justifiably, have felt disconnected from politics and disillusioned with politics and just not having any sense of relationship with

it because quite often because politicians just don't look like humans, you know they don't look like society. And I think trying to achieve a parliament that has a diversity, not just in terms of gender balance, but the age spectrum, the kind of backgrounds that people come from, the work they've done before Parliament, I think that's an objective in its own right, it's something that all parties ought to be trying to achieve, rather than churning out PPE⁸ graduate clones that go working in a politician's office to being in a council to be an MSP or an MP, and going through that standard mass production route if you like. I would like to think that there is a positive feedback, particularly of things like gender and the impact on equal domestic labour, on people's ability to get involved in politics. If we're going to achieve gender balance in Parliament, I think that's not just something that would help to achieve the policies that make society more equal, it's only achievable if we've already got some progress towards policies that make society more equal and remove things like the underrepresentation of women in the labour market, the unequal distribution of domestic and unpaid labour, whether that's domestic labour, caring, what have you. Policies like the Citizen's Income⁹ intended not just to distribute wealth in society but to financially recompense work which is part of our economy but which is unpaid at the moment. I think if in 20 years the Scottish Parliament has got much closer to equal numbers of men and women as members, as senior members of staff, all aspects of how the Parliament functions, it will not only help to achieve progress, it will be because we're already making progress towards a more equal society more generally. Hopefully it's a kind of positive feedback, it could be a vicious circle or a virtuous one, if you see what I mean. Does that make sense?

EMR – Yes, it does. Does the Green party intend to be more representative in terms of other minorities as well? Are there things done?

PH – We don't have formal mechanisms on characteristics other than gender at the moment, and partly that's simply a question of scale. If you're a very large party and you're trying to elect hundreds of councillors right across the country, large groups of councillors on every council in Scotland, then I think there are easier ways of approaching from a kind of mechanistic point of view issues around disability, issues around ethnicity or what have you. For a very small party, with a smaller pool of people, it becomes statistically very very difficult to achieve that. So I think there is certainly work that we need to do on why our membership profile doesn't reflect class diversity very effectively. Well, we're not quite sure on things like disability, we don't measure that even very well, but certainly ethnicity, race, religion and so on, we probably don't reach every community in Scotland, just in terms of our membership and unless we can address that, issues around candidate selection just aren't going to work. You can come up with mechanisms but they simply would fail. So I think, gender, we're rather forward in trying to achieve something there, in terms of getting balance in the number of men and women who get selected to be candidates but who end up getting elected as councillors or MSPs, we haven't achieved the same progress on other equality strands. What's needed there is more than just the will to do it, but it's also the scale and deliverability of it.

⁸ *Philosophy, Politics and Economics*

⁹ Politique proposée par le parti vert écossais (<http://www.scottishgreens.org.uk/news/greens-publish-citizens-income-plan-for-fairer-scotland/>)

EMR – It makes a lot of sense, you’ve got absolute parity in Parliament because there are two people, but if incidentally they were of the same gender: it makes statistics impossible.

PH – Two is an easy number to divide by two.

EMR – I was curious about your career towards politics as well, how you first got into the Green party.

PH – I first got into the Green party by being taken along by my Mum when I was very small and kind of sitting in a corner in somebody’s front room at a branch meeting where it was happening. My Mum was a kind of environmental activist as well as, for a period, a kind of political Green party activist, that's way before there was any PR¹⁰ at any election. So the ‘89 election, the Greens in the UK did very well but nobody elected because there was no proportional system, they came third the European election nationally, I mean UK-wide but nobody got elected. So, it was kind of interesting. I suppose, after I’d grown up and gone to university and came back to Scotland, I got involved with – as I said – I was working with the Gay Men’s project as an LGBT youth worker. During session 1 of the Parliament, the Section 28 campaign was very very high profile, you aware of the section 28 campaign? A piece of very homophobic legislation from the 1980s Thatcher government’s legislation. The first session of the Scottish Parliament, Donald Dewar announced that this was to be repealed, there was a very very vicious backlash, homophobic campaign called “Keep the Clause” was set up. Scotland’s richest businessmen put somewhere between £1 and £2 million into this campaign, we’re not quite sure yet, the Catholic Church were heavily involved, several of the big selling newspapers were involved, running quite a vicious campaign and we were right in the middle of it. The community groups that I was working with all had their funding frozen, there was a legal action against the city council which led to that. So we had the funding crisis, the court case, the Parliamentary campaign, the media campaign; it was a very intense period. And in the middle of it, I found myself giving evidence to one of the committees in the Scottish Parliament and through all of that, it just became clear that this new entity, this new Scottish Parliament, was not only doing something that I thought was relevant and important to my community but actually got it right at the end of the day. I sort of felt that was a moment to get involved in politics again. Robin Harper was the only green MSP at the time, and he’d been very supportive of the campaign. So those kind of early family influences and the more recent experience is what prompted me to join. And then I kind of got lucky, you know. The next election, the 2003 election, was a very very good one for us. That campaign would have been ‘99 and 2000, so it would be towards the end of 2000 that I joined the party and three years later I was elected to Parliament: it's not a typical route for a Green anyway. Normally you spend 20 years standing and losing.

EMR – So, my next question is perhaps a bit irrelevant, but have you found it difficult to get selected and elected?

¹⁰ Proportional Representation

PH – Like I say I was very lucky, you know, it was a little bit of kind of a rollercoaster ride. I joined the party at a time where its membership was very very low; I think there were only 500 members in the Scottish Green party at the time. And the Glasgow branch was very small, it was looking for candidates, I came with not only some environmental background in my kind of political early influences but also social justice background in public policy and some kind of involvement with a connection to the sort of media campaigns that we'd been involved in. I guess I was very lucky that the timing was right.

EMR – You said you came in, you were interested first because you gave evidence to a committee: do you think that the way the Parliament functions, the work through the committees, the evidence taken by actual people, does that make Holyrood more representative?

PH – I think in those early days, yes. And it was always the intention, it was to have a more open, participative process than Westminster. In some ways Westminster has caught up since then, and has begun in some aspects to overtake – obviously Westminster is geographically remote from most of the country, certainly from Scotland so that the proximity is helpful, but I think the systems that were set up were kind of ground-breaking actually in 1999 and some of them are a bit stale now. And I think there is an awareness across the Parliament that some refreshing is needed. But part of the intention was always to have, I think the phrase that the Constitutional Convention used was that the parliament should “share power with the people”, so that was seen as an alternative to having second chamber. You could have one principal parliament and a revising chamber in the way that the House of Lords is, hopefully elected, but that was never seen as the best option. What they wanted was a parliament that would have clear participative systems so that the public engagement was the revising chamber, if you like. And that gives – in theory, when it works well, it does achieve this – it gives people the sense that this is something they're involved with but you don't need to have a formal job title, or a formal role in order to be involved with the decision-making process. And, I suppose, once people settled down to using those systems, and getting used to them, this is kind of human nature that you just keep on doing the same thing. And if you keep on doing the same thing then, then you keep on speaking to the same people, so it needs to be constantly refreshed and reinvented, and I think that's what hasn't happened. Towards the end of the last session, just before the 2011 election, there was a lot of debate amongst the committee conveners about how to reinvent the committee system and try and recapture some of the early more open participative spirits and ethos. Then the new parliament formed and it's always easier to talk about these things at the end of a parliamentary session than at the beginning when government wants to crack on with its legislative programme. So that didn't happen. I would like to hope that after the referendum is out of the way and we win or lose, there is scope or space in the political landscape for some discussion again about how the Parliament functions, and whether it's achieving that participative ethos, or how it can get back to trying to do that better. If we can, potentially, it really reinforces the feeling that politics isn't something for another class of people, the PPE graduates and all that kind of stuff, but something that members of the public, old, young, men, women, whatever social economic background and so on, are able to take part in and have a space in.

EMR – It's very interesting because obviously I've read a lot about the Constitutional Convention and some reports published 10 years after, sort of taking stock in saying well there's a bit of disillusion. It came perhaps over time, it wasn't that the conception itself, the way it was thought out was wrong but that the way it had been used had become too complacent.

PH – I think it would be silly to imagine who would be some kind of magic formula that just gets it right. I think it's about constantly trying to reinvent or refresh the system, constantly trying to remind yourself what you are looking to achieve and if you can do things in a better way. The online world is interesting here, because in '99, the idea of public petition system, the idea of being able to email your MSP – some of it sounds really really basic now – was quite new. A lot of people in those days didn't have an email address. There are still people who don't have email or an online but it's a smaller proportion of the population and a great many more people use far more innovative, creative, participative online tools than Parliament has ever been engaged with properly. And so that sense of technology and social media particularly, and open processes, collaboration online, that's taken off dramatically and what were quite innovative ground-breaking ideas in 1999 look really stale by comparison. So, I think it's going to be interesting to see if we can learn how to do things a bit better than just committees having at Twitter account, not really making best use of that potential for collaboration.

EMR – You said that in the meantime Westminster has caught up.

PH – In some respects, yes. So, things like the petitions system: No 10 has its petitions system, there are approaches to trying to find a way to – the idea having a threshold once a petition gets over a certain number, it can introduce business into the floor of the Parliament, perhaps Westminster or Holyrood whatever it is, secondary debate Chambers and so on. And Holyrood hasn't really thought about how it the formal business of Parliament can be kind of infused with that participative spirit. There are certainly ways that we can do it if the will was there. The committee system as well – in Westminster – has become more open to hearing public evidence, holding meetings outside of Parliament, and the election of independent committee chairs I think has also achieved a degree of political status – status isn't quite the right word – it's obviously not party politically independent, but there is a bit more of independence from the whips system. The committees have managed to achieve that, and I think that helps them to decide their own work programme more openly, more creatively and Holyrood doesn't have that: the party whips choose the committee convenors and the committee members. So, I think there are ways that we can change the formal business and allow that to be affected by participative process or open processes.

EMR – Do you mean to say that the parties sort of assign their MSPs towards certain committees?

PH – Oh yes, and that's always been the case, it's not that we've regressed into a worse way of working, but we haven't continued to advance that sense of participation. So whips decide, or party leaders with their chief whip for each group will decide, I suppose we should call them business managers, but effectively it's the same system as the whips down South, they decide which members of their Parliamentary group will be

committee convenors, which members will be put on to which committee. So, if you're a group of two, it's relatively easy, you sit down together and you decide. If you are group of 15 or 30, or like the SNP 60 odd, an individual member has got very little control, they go where they are put. A committee as a whole has got no choice at all about who its convener will be, that's decided at a party political level by the leadership and the business managers. So, we could certainly do that a little better, the idea of, you know, members actually getting to decide for themselves, in the way we elect the Presiding Officer, you get to have members choosing who the convener will be.

EMR – Would you say that you can feel that the better representation of women in Holyrood than, say Westminster, has an impact on the way that the legislation is handled? Perhaps certain ideas put forward?

PH – Part of me is sceptical and would lean towards saying no, another part of me is aware that I don't have direct first-hand experience of Westminster. And the kind of comments that I've heard from our own colleague Caroline Lucas at Westminster and from colleagues in other parties who've been at Holyrood and then gone to Westminster, the kind of comments I've had suggest that, no, Westminster is dramatically worse. So, I think I would kind of reserve judgement on that maybe suggest speaking to somebody like Margaret Curran or Cathy Jamieson who've got experience of Holyrood and then went to Westminster, and I think they might have a different perspective on that.

EMR – That's because I saw you being quoted on a recent piece of legislation on gay marriage and you were saying that it came before in Westminster but in Holyrood it was perhaps more inclusive.

PH – Yes, I mean that was an interesting one. On LGBT, human rights and equality – before devolution there was a genuine fear in society amongst LGBT campaigners that Holyrood would not do the right thing, that Scotland was still a socially conservative, heavily religious part of the UK. And that's part of the reason why, for example, abortion was never devolved, the whole rest of the NHS was devolved but people thought: “No, the Scots, they'll do the wrong thing, they'll vote the way the Catholic bishops tell them to vote”. It was paranoid to a certain extent, but abortion services were kept reserved to Westminster. Now we see the reverse is true: it's actually in Westminster that a kind of anti-choice agenda has got more purchase and I think if abortion was devolved, I don't think there would be the same degree of attack on abortion rights in Scotland, in the Scottish Parliament as there is in the UK Parliament. But on LGBT issues that same anxiety was there and over the years we've demonstrated that there was nothing to fear. Sometimes Scotland has been ahead of the game, sometimes it has been a little bit behind: we repealed section 28 before Westminster did, we got the first recognition of same-sex relationships in the Adults with Incapacity Act, no actual relationship registration but a legal recognition that people whose partner was incapacitated or that they needed to exercise some kind of legal decision-making process about a partner, that partnership was recognised. So, Scotland was ahead of that, we were ahead on hate crime legislation, on other things, I think adoption may have come just slightly ahead at the UK level and then we caught up and the equal marriage thing: the Scottish government introduced the first proposal, they took longer to consult and they took longer to legislate and they ended up with a better Bill as a result, I

believe. Certainly on some of the trans issues it's better, some of the details around definitions and so on I think is generally more inclusive. And I think the UK legislation, although it was rushed through, and it got there first, and people are getting married already, which hasn't happened yet in Scotland, I think they're going to have to go back to it in a few years time and correct some of the mistakes that they've made. So, it's probably better to spend an extra six months and get it right first time, in my view. The reality remains that the Scottish Parliament – although sometimes it's been slow and some issues, faster around others – it has never once voted in any way against LGBT equality. Every time an issue of LGBT equality has come up, it's done the right thing, and that's not true of Westminster. I think we probably get a reasonably good record on that across the political parties, even the Tories are not as bad as they are down South.

EMR – You've actually sort of broached on the question that I had, it's specific I think to the material on the 1990s, a lot of Scottish commentators were saying about the Scottish society but it was specifically chauvinistic and you've said that it's proven not to be true. Do you think that it's because it has evolved? Do you think that it was a perception that was wrong even at the time?

PH – On the kind of social conservatism and particularly the influence of conservative churches and church hierarchies, I think Scotland was already evolving, Scotland was already changing and becoming less like that picture of what society wants. Undoubtedly, it had been the case, for example when male homosexuality was decriminalised, Scotland baulked at it and the legislation wasn't changed in Scotland: decriminalisation didn't come until 1980 or 81 in Scotland. And that's not because the UK government couldn't be bothered, it was because the Scottish politicians wouldn't wear it. Scotland had already been changing prior to 99, I think it just hadn't been recognised, particularly some of the Catholic communities, where previously, I think the Labour Party in particular, had treated them almost like a block vote and that if you got the bishops on side, they would deliver the block vote for the entire community. It's not true any more, it hasn't been true for a long time. And I think a lot of people, even if they are nominally or in identity terms Catholic, don't necessarily practice religion in a very active way, don't necessarily go to church or chapel, and certainly don't like being told how to vote by priests and bishops, and that has changed substantively from, let's say, the 70s or 80s. And I think that had started to change before devolution, but that change hadn't been really recognised, partly that's just a consequence of there not having been a Scottish democratic polity. Because there was no parliament there was no place for that social and political change to find its expression; the closest that we had to parliament was the Church of Scotland General Assembly, there was the only roughly democratic-ish, geographically dispersed, representative assembly. Because it's a religious one it was never going to demonstrate that change. So the existence of the Parliament has reflected but it's also allowed new ideas to find their expression, for society to come to know itself a little bit better.

Entretien écrit avec Fiona Hyslop, députée nationaliste au Parlement écossais pour la circonscription de Linlithgow et alors Ministre de la Culture et des Affaires extérieures, le 8 mai 2014.

EMR – How would you describe who you are as an MSP and a minister?

FH – I am the Constituency MSP for Linlithgow in West Lothian and I represent the Scottish Government as the Cabinet Secretary for Culture and External Affairs.

EMR – Do you believe your gender has an impact on your role as an MSP and a minister (in terms of your interests and how you perform your job)?

FH – I stood for election initially because I wanted to see more women in politics and have a Parliament that was reflective of its people, but no my gender has not impacted in my work.

EMR – Have you encountered any difficulties on your way to being selected and then elected? Would you consider some to be linked to your gender?

FH – Not in relation to gender.

EMR – How about in Parliament and in the government

FH – The Scottish Government Cabinet has 40% women and this should be reflected in other organisations and businesses.

EMR – Do you believe that your party should take measures to ensure that women are selected for elections?

FH – We have a Women's Academy to help get women involved in politics at all levels. I did argue previously, prior to 1999 that my party should have had "zipping" on the list but this was narrowly defeated.

EMR – In what ways would you say is Holyrood different in the way it works to other political institutions?

FH – We have a fairer voting system, MSPs can stand as constituency MSPs and/or as regional MSPs. - Each constituency has 1 MSP and 7 regional MSPs that constituents can have access to.

EMR – How can you account for the better representation of women at Holyrood than, say, at Westminster?

FH – The proportional representation system and strong politics will help all parties to improve the numbers of women and there was a strong percentage of women right from the start in 1999.

EMR – Do you feel that the presence of women has an impact on the legislation?

FH – Yes.

EMR – Do you feel that the presence of women has an impact on the way matters are handled?

FH – Yes.

EMR – Do you feel that other intrinsic qualities make Holyrood different from other political institution

FH – Yes - Principles of democracy, accessibility, transparency and equal opportunities.

EMR – Do you believe the Scottish society to be specifically chauvinistic? Why (not)?

FH – Not specifically, societies across the world can be chauvinistic in some form. There is still a pay gap between men and women which I think is unacceptable.

EMR – Are there any plans for an independent Scotland to offer women better representation ?

FH – We in the SNP will always strive to have a party as equal as we can and we hope that other companies will aim for this too. With the powers of Independence, we would ensure 40% of Board Members were female. The following line is a quote from the Deputy First Minister, Nicola Sturgeon in January:

"We are still under-represented in the governance of companies and public authorities. A stronger voice for women at the top tables will help ensure that the policies that flow from these boards challenge inequality rather than perpetuate it. So, with responsibility for equalities, we would take action, backed by legislation if necessary, to ensure that a clear target - I would argue at least 40% - of places on boards were occupied by women ¹¹."

¹¹ <http://www.snp.org/media-centre/news/2014/jan/sturgeon-sets-out-gains-independence-women>

Entretien accordé par Johann Lamont– MSP travailliste pour la circonscription de Glasgow Pollock (quelques semaines avant son élection à la tête du parti travailliste écossais), le 19 novembre 2011.

EMR - How would you describe who you are as an MSP? Does it have an impact on who you are that you're a woman?

JL - Well, I guess - that's an interesting question. I think the Parliament is a different place because of women like me, in the way in which we operated politically in the '70s and 1980s. The Parliament had very high levels of women's representation and the Scottish the Labour group in particular had equal representation of men and women in the first Parliament. And that is because – particularly feminists – but women in the party, and in the broader Labour movement, and in the women's movement, came together and made the case for it, and we put in internal measures in our party. So, I obviously thought the women's representation was really important or I wouldn't have campaigned for it, but it was with a purpose, and therefore, the kind of priorities I have as an MSP are very much shaped by an understanding of women's role in society and the way power operates and therefore more broadly how disadvantage and inequality work. So, my feminism informed – I'm a socialist as well – but they informed what I thought of politics. As a young woman and as a child, politicians were generally men, although there were some interesting women role models. I think what the political change was in my generation, although there have also been people arguing for it before, which was that the role of the trade unions and labour movement wasn't just about wages and conditions, it was about what happens in people's communities, what happens in their own homes, that creates a disadvantage. So, there is one huge disadvantage which is income inequality, but actually, you then start looking at domestic abuse, violence against women, inequality in the work place, the fact that women are not in positions, still aren't hugely in positions of influence and power, it begins to make you think what the purpose of government is. So, as an MSP, it makes me think, it's not just about saying we want to do good things, but how do policies affect different groups. So the whole argument around equality legislation, equality impact assessment: you've got a smaller cake, you're going to have to make cuts, and these cuts have to be made in a fair way, and I think, that – as a woman – has shaped a lot the way in which I would operate politically. It also probably means that I don't want politics to be theoretical, it's not about, theoretically, we believe in free education, if you still have limited access for groups, so it's about combining policy and delivery, for me, that is really important.

EMR – I'm interested in what you said on the internal measures that Labour decided on for the first election, but then that wasn't followed through.

JL – Well I think a lot of people believed, and there's a history around this which I'll go back to in a minute, but people believed once you've got 50/50 representation, you then make that difference, you change the culture of the organization in which people are operating, you change the culture of your own party, and indeed there had been a journey by the party which brought them to that place. And, I suppose, I'm a quite

cynical person or a sceptical person, but I didn't expect it to go back quite so quickly. So we now have to look at creating state measures. I think the history of your own party, is that it goes through phases that are: women's structure, women's organisation then won the argument in quotas and people who won the argument in quotas, and people who won the argument in quotas then said 'we don't need women's seat, you don't need women's seats when you've got quotas'. We didn't have women's conference any longer, we didn't have women's sections, and I actually think what then happened was the political impetus around representation was lost. So, there's plenty men who'll say, certainly in executive, 'we always want to make sure it's 50/50 and everything', but then don't - when it comes to selections - make that connection. So, I think we need to go back to women's structures again, where women can support women who are running, support them to take on these kinds of jobs. Having said that, we are still better, I think, than the other parties - far better than the other parties - and sadly our defeat meant that... The system is that if you do bad in the constituency section, you will get top-up seats in your list, and because we were strict about zipping the list, we actually ended up in a far stronger position in gender terms than we would have been otherwise.

EMR – Would you campaign in favour of a strict 50/50 policy being adopted by your party?

JL – Well, I think we need to look at how – I think probably we need all women shortlists in Scotland now, because the 50/50 system worked when it was a completely blank sheet of paper and there was nobody already there. So you have to work with the fact that there are people already sitting and you're not talking about removing people from their seats if they are doing a good job, and all that kind of stuff. I also think possibly we need to look at, or explore the possibility, of the legislation supporting positive action measures, because our party was the only one that did it. We created a political context in which it was difficult for other parties to do it, other than look for women candidates, and so on and so on. Like a lot of these things, sometimes it's better if a law obliges parties to do it, in a surrogate place.

EMR – That would have been my further question actually. You already answered; you explained how as a woman your interests as a representative were...

JL – I do think as well, as a politician – I didn't really call myself a politician until relatively recently – the kinds of things that I give a priority to, locally... The biggest priority for me is meeting with constituents in my surgeries, and I do all-morning surgeries, which I think is, it's not completely unusual. And I think that connection to ordinary people's lives and having an understanding of... It's not just the individual problem the person brings to you, but what they then say of the system they are operating in. So I try not to have politics be theoretical, I have always from the beginning of age believed the economy should run this way. I'm really interested in unintended consequences; things that people think are fixed but aren't, and it's only by talking to people... For example, we've got a fantastic NHS but if you talk to individual families about their experience it's a different thing. So, in a lot of that, you'll be talking particularly to women; carers have now become a huge political issue, but not because somebody decided "let's have a campaign about carers", but because carers themselves

forced themselves onto the political process, spoke to people, individual elected members. And I think women politicians are more predisposed to listen and to give priority to that kind of work.

EMR – Right, my other question was obviously: you were elected in that context of equality between men and women [in the] selection, but would you say you had difficulties being selected and being elected because of your gender?

JL – Well, it was never explicit, but my children were very wee at the time, they were very small. By the time I was elected, or just after I was elected, my daughter turned four and my son turned two. But during the selection process, they were really wee, so that brought all of its own challenges and while it was never said explicitly, it was brought to my attention, [that some] were wondering how I could do that job with my children being so young and I don't believe a man would have been asked that question. And the way I dealt with that, was actually I addressed it at the selection meeting and I said "I understand some people feel it might be an issue with my children being so young, but I think the father might have something to say about that, because I think he regards himself as a good dad who cares deeply about his children", and that kind of dealt with it. But it was there, it was never said to my face, but it was obviously there.

EMR – Would you say though that the way the Parliament was structured, and how it was meant to be family-friendly has helped?

JL – I think I was probably one of the folks with the youngest children there, of the women; it never seemed to be a problem for the men, but for the women. And, they always said: "It's family-friendly hours", and I used to say, "Well I don't know whose family it's friendly to, it's not mine". But it was better than what was happening elsewhere. So we finished at 5 o'clock. Because I was Central Belt, I could go home, and so I could come back forward every day. So to that degree, it was better than other places, and what I think is a bit adrift now, because my argument always was, as with everything else, "let's not just be blathering for the sake of it, let's not have debates for the sake of them". This has to be a productive place, and we give priority to getting things done, because I just said at this time in my own life, to be able to balance these things. Also, actually I think it meant that, if you want to be in your community, and work locally and it gives you space to do that because we don't sit on a Monday and a Friday, so you're closer to people, you're closer to their concerns, I think. One of the very difficult things for MPs in Westminster coming home is that they have to squeeze all of their local community stuff into one day or into the weekend, and I just think that it's very difficult. I think we give more space to that. What we missed out round the Parliament, like any parliament, there is effectively a fringe, which is like cross-party groups, and, events out with sitting times. When our children were wee and small in particular, I didn't have the time to do that. So there is a kind of networking built-up round these things with the folks that were staying over, so in a sense we weren't part of all of that informal process in the Parliament in which decisions were being made.

EMR – Would that mean then that you would not have been considered as as important as other MSPs because you were not able to take part?

JL – Well, it's difficult to tell, but you were indifferent, you would not necessarily be part of the formal networking and I think it's probably true for women generally who are working, that they can't stay on in the office, or be very obviously there, when a lot of maybe judgements are made, you're always the one who's scooting out the door in a rush to get away. So I think it's probably true in any workplace when people's children are young. My kids are older now and I've got more space to be involved in now.

EMR – You said that you think that the Parliament used to be a productive place, and no argument for argument's sake going on. Do you think that because it was created from a blank slate, and it was envisaged as something that, as a parliament that would be less confrontational, that goal was achieved?

JL – No.

EMR – How would you describe it then?

JL – Well, physically the chambers are different, you could argue it's not quite so confrontational as the House of Commons, but it is, it *can* be aggressive. The committees have got a really really important role, and, I was both as a convenor of a committee and as a Minister in the committee structure. It can be quite – it is a difficult place to be, but in a good way, because you have to explain yourself, you get the opportunity to get reason, development, thinking through legislation, and I think that we did a lot of stuff in the first two Parliaments in particular, where the committees had an identity of their own. There's some abuse of the committee process, where somebody would put out a press release saying "I'm going to say this thing in committee", then go and say it and then go back out and say "I've said it", so this uses a bit of a vehicle and that doesn't help very much. There is a lot of stuff, where, across the Parliament, they wouldn't particularly take the government to task, and that would include the government backbenchers. In the last Parliament, it was a minority government, all of the government backbenchers were unbelievably disciplined, even in committee: didn't ask a hard question, would never sign up to a critical report, which had happened on a regular basis in the first eight years. So, there is a bit of an inhibition on the committee structure, from what it was intended to be, and the test of this government with an SNP majority, the biggest test is for their backbenchers to influence what their government is doing. We can just do what we can do, we can't win a vote unless they unshackle themselves a bit from their own party' discipline, and in Parliament, being a unicameral Parliament, that is such an important thing. If we've got MSPs completely signed up from whatever the government does any on occasion, and that's a majority, then we've got a real big problem. And I follow the coalition politics down in Westminster, and more generally how backbenchers conduct themselves, it's an interesting extent to which, in what is supposed to be a more confrontational parliament, there's more space for backbenchers to speak out.

EMR – So, you'd say that comes from the structure of the Scottish Parliament, rather than the structure of parties, for instance?

JL – It doesn't come from the structure of the Parliament, but what it does tell us is we can't be complacent about our own structures. If you impose a very disciplined party

process on a unicameral parliament, where are the tests for the legislation coming from? We had a bit of legislation gone through - the sectarianism legislation where we were very concerned about the timing, and the Lord Advocate said “well, you can sit around and talk about it for a while and then do it, or you can just do it.” The implication of that was that sitting and talking about the legislation was just some kind of rubber-stamp process, something that you just did for the sake of it. But we insisted that it go into committee, and once it went into committee, all these huge issues came out about the challenge this legislation was going to present. So, we have to be careful that people understand what the purpose of these structures is, and therefore resist the temptation to whip their own members through the committees. Otherwise, it’s just a disaster, because there’s nobody saying: “Well, actually we’re not really sure about this”. Or, more importantly, the other thing that I’ve always said about the committee structures is the means by which the walls of the Parliament are breached, that is: the external organisations’ influence begin to shape thinking. So they get witnesses along, and you have to listen to them. If you’ve got a good committee, they’ll pick up an issue and then pursue it with the Minister. In Westminster, my impression is that committee structure is very much like, “whatever, just say what you want, and we don’t want to listen”. But then of course, it externally goes to the House of Lords to be tested, so there’ll be something testing the legislation. I’m not advocating an unelected second chamber, but I think the elected members of a unicameral parliament have really got huge responsibilities.

EMR – I understand you’re advocating some sort of checks somewhere. Well, you’ve been re-elected successively, what account would you give of that? Would you say part of it was your constituency being pleased with the work?

JL – Yes, yes, I think when things get really tough, I mean, I think politicians flatter themselves what their personal vote is. I don’t think it is that big, but can sometimes be the difference between surviving and not, when there is a huge swing against you. It’s been a challenge, this seat is an interesting seat because it kind of sits in the middle in terms of prosperity in Glasgow: so there are some pockets of real poverty, but there’s lots – as you can see around here – lots of modern estates and very stable communities as well, Labour supporting communities by and large. But in the past we’ve had Tommy Sheridan from the SSP who was the main contender against me, that was a hard to have battle because he was the leader of a party, he was all over every newspaper, all of the time, and I still managed to beat him – twice. So, it’s always been a bit of a battle, and I just think a lot of the positive messages from Labour around education, equality and services resonate with people and the way they feel, and around things like safe communities and so on, people voted for us. My constituency changed at this election, and it brought in a big chunk of Govan. Interestingly, there are more economic challenges, quite significant levels poverty, but it’s an area that the SNP had worked very hard. It used to be Nicola Sturgeon’s constituency, and I think we have a lot of work to do to build confidence in Labour there.

EMR – Well you’ve broached on that topic about how women are more prone to see things in terms of equality: would you say that [as] Holyrood has a specifically higher proportion of women, than, say, Westminster, [it] has an impact on the legislation?

JL – I think it has looked at unintended consequences – what are the consequences for families and communities – has done enquiries into areas of work that you wouldn't maybe have expected to get priority otherwise. One very small example of it – and people talk about it quite a lot – is what the Parliament did on domestic abuse, which shifted from saying not just that this was a problem, and also that it was a gender problem – it was by and large male violence against women – but that it wasn't enough to say “oh, isn't that a shame”, but you had to address the justice system. So, we've ended up with a domestic abuse court in Glasgow, sadly that's not been rolled out, but it was established provision, we needed a safe place for women to go, and protection, we needed housing services, police, to understand what the problem was, and to take it seriously. And there's a lot of things that we did in the first eight years, and that was one of which we were very proud of. A lot of the other things we did, the new SNP administration coming in didn't want to pursue because it was seen as Labour. But the political argument around domestic abuse was so strong, the external perception of the importance of that was so strong, that the SNP did hold on to it and, actually it has gone beyond party politics in the sense that it became something that people feel so strongly about, that they can't dismantle it.

EMR – Would you say then that the Labour party is seen as more inclined to work towards women's issues than any other party in Scotland?

JL – I would say within the Parliament, there are more explicit feminists in the Labour benches than there are in the others. And we're a bit weakened now, I think, we've lost some very strong advocates who came out of the women's movement, the women's and Labour movements and gave it such a huge priority. And it's what gets us up in the morning. You know, if the SNP what gets them up in the morning is independence, and then the equality issues, there are clearly large numbers of folks in the SNP who are committed in these issues, and one or two are very obviously advocates in women's issues as well, but it's not the *raison d'être* of their party. It would be something that they would trade off – in my view, maybe they wouldn't agree with that – because there is always something more important for them, which is independence, presumably after that we are all free and we can be more equal as well. They have an anti-poverty strategy just now, and they call it an anti-poverty strategy but, actually, it's nothing to do with it: council tax freeze, free school meals and free prescriptions, that's their anti-poverty strategy. But of course, none of these actually helps them reduce poverty. Council tax freeze: all it does is affect services. Free prescriptions: the poorest have free prescriptions anyway, it's the same with free, free meals. So there's an irrational argument around some of these things. But, as I think, if you're focused on making a difference, you wouldn't settle for that. You'd say: “well, actually that would sound fine in terms of addressing needs, but you're not going to change anything with that”. So, across the parties, there are people who would advocate greater equality for women, I think it's closer to Labour's heart, in terms of its priorities. And I actually think that women's organisations, even where they're not Labour supporting, will recognize that what was done in the first few terms around women, and the kind of drive around women's representation, was very much centre to the Labour party.

EMR- I have a question as a foreigner really; I've been reading obviously about Scotland, and Scottish people tend to describe themselves as living in a chauvinistic

society. Would you agree with this? Would you say that Scotland is specifically chauvinistic?

JL – Whether it is more or less than other societies I don't know, and some bits of Scotland will be different from other bits and they're large chunks of Scotland which are just like living in any big city across the United Kingdom and there is not so much difference between them as we'd imagine. There are significant levels of male violence, whether that's greater than other parts in the United Kingdom, I suspect not. Whether the levels of representation in the Scottish Parliament remain significant, and there is resistance to it, yes. I'm not sure it is worse than other... I don't know enough about other people's experience of men dominating positions of influence, but I don't think it's, I don't know if it's any worse, there is male violence, there is hard drinking, but whether that's out of a culture being Scottish or whether that's out of something that's more broadly true of the United Kingdom, for example, I'm not sure. My own family come from Tiree in the Hebrides, I was brought up in the city but they came from a very remote, fragile community. So if there was male violence and male chauvinism there, it expressed itself slightly differently, I think. And our girls are over-achieving in school and under-achieving in the boardroom still. Is that any different from other parts of the world, I don't know. And I think there's a bit of Scottish men always playing up to their own stereotypes. Having said that, there is a big issue about violence. I suspect male chauvinism doesn't respect national boundaries. Probably not.

EMR – I would tend to agree, I was actually surprised to read Scottish people saying this about themselves, and sort of putting themselves down, as being worse than everybody else.

JL – I don't know if it is, because you know, what happens in inner cities, and what happens in cities more generally and places where there is a lot of... Well, we're only two generations away from men who'd have been working six days a week in the shipyards and in heavy heavy jobs, and in mining. So even their capacity to be involved in the upbringing of their children was limited. The father was at sea, he was away a lot of the time, so, the new generation... I mean, I can remember a discussion, when I would be – what – in my twenties, about whether – still - about men pushing prams. Now, it's not just the indulgence of the middle classes, across class you see men involved with their children's lives. Having said that, there's clearly an issue about men who don't involve themselves in their family and have an aggressive and violent relationship with them. But I think there's been a huge change, and it's a sadness, you look back to men, to my father's generation, who didn't really know their own children and didn't really act and engage in their upbringing, which is just sad; even when they loved them dearly and they provided for them, that was their role. When there was no violence or anything, that was their role. So it's not a chauvinistic thing, it was about people who were forced into different roles. I think that's changed.

EMR – Would you say, though, that stereotypes affect your role as an MSP, and perhaps how you're perceived by other MSPs when you're at Parliament, for instance talking? Would you say a woman or a man would have a different way of addressing the crowd?

JL – Well, we’ve got an interesting situation with our own First Minister, who – to be fair to him – is aggressive and unpleasant to everybody, in my view. And not always, I’m sure he’s got a charming side as well, but in the Parliament he’s very [aggressive and unpleasant] – that’s kind of the model, that’s the stereotype he lives up to. I was a bit concerned last week, the way in which he treated one woman who was asking a question, I thought he was unnecessarily patronising to her. And I am worried that that culture is what the media reward, they say “This is a clever man”, they put people down, and it doesn’t really add to the sum of human happiness [...] I think he’s got capable women around and about to be fair, and he does give them their place, but there’s a bit of a culture around that’s what Holyrood is, that’s the definition of what Holyrood is, I think we need to move away from that. It closes too much down, and it rewards the kind of behaviour that while I was still a schoolteacher would have merited a sharp talking to, at the very least. So the people will still apply stereotypes to feminists, or I’d be described as a grim feminist, I couldn’t just be a feminist. There’s bits of truth about you that become the truth, but actually have absolutely nothing to do with the truth; it’s just that people attach labels to you. On the other hand, it also means that people listen to you in a different way, on different issues, really. There is a very fine line between being passionate about something and being chauvinistic about it, being arrogant about your own positions. So, I think we like politicians who care about and believe in what... I think, in the last – maybe twelve, fifteen, years - we’d reward people who looked as if they could argue any old line, whether they believed in it or not, that’s not going to help either. Just being able to answer a particular line and argue it, it’s the debating chambers of our universities and private schools, where they rewarded people for being able to argue something, regardless whether they believed in it or not, and I just think “what a waste of time and energy”, ruining your skills arguing for something you don’t believe in, it is hard enough to argue you do believe in.

EMR – Would you say you can see a different style in women and men MSPs?

JL – Well, they used to say: “Oh well, women are less confrontational, and they are much more willing to listen”. I don’t know if that’s true, actually. I suppose, you might say a man’s aggressive and I’m assertive, when I express very strong views. And I would be quite tough in dealing with other people and kind of arguing my corner. But it doesn’t feel like a diff... A very good friend of mine was a woman MP¹², from a number of years, and she, indeed, was part of a Labour group that were down from Scotland, I think there was fifty of them, and she was the only woman in the group and she describes getting up on her feet and in the House of Commons people just directly facing and baying¹³ at her and talking about her appearance and being really aggressive about her voice. We don’t have that to be fair. We don’t have that, you’ve got people reacting and shouting but we don’t have that very personalised aggression. So I think we have moved on to that point of view.

EMR – And do you think that the media are treating MSPs any differently than MPs, for instance?

¹² Maria Fyfe.

¹³ Hausser la voix (Scots).

JL – Well, they certainly have a general contempt for MSPs and they, again, just see things, certain things as the truth that anybody talented goes to Westminster, and that's simply not true, it's just simply not true and if there was any study of it, they would realise that. MSPs are very visible and very there, and you can't protect yourself with tradition because this Parliament is new. It's, I think, in a fine Scottish tradition, a kind of democratic tradition, where you don't have this huge sense of hierarchy and entitlement, which then means that if you make yourself open and available in that way, you get treated as such, so, there's less, deference, it's not – I'm not arguing for deference, but you can see where that then plays in. And with the MPs' expenses scandal exploding, then you get caught up in it as politicians. So the political class is going to suffer, we suffered as well. I do think in the earliest stages of the first parliament the media argued very hard for the Scottish Parliament, as soon as it arrived, spent a lot of time criticizing it, and criticizing decisions and attacking it - and it wasn't just the tabloid press - particularly picked on the women, even commented, were describing women in terms of their shape or accent. And there are still a bit, I think, of those even amongst those that would regard themselves as the commentators on political issues, would say, "well actually these women, were forced on us and therefore the best quality wasn't there". They wouldn't maybe be as explicit as that but there is a bit of a feeling around that, and they don't maybe value things that we would value in a politician, because they don't see it. So somebody who spends her time briefing the press would seem to be talking to the right people, and can create an image of themselves whereas somebody maybe doing a lot of thinking and a lot of working and quietly making speeches but not sending her speeches out to the press, would not be valued in the same way.

EMR – So, even though it is a new class of politicians and it is a new way of doing politics, there is still that notion of being a professional.

JL – Well, for some people, you don't do things unless you get a press release out of it. Or you do something, then, what you do is you put a press release to let people know that. My worry is that it then becomes: you don't do it unless it's newsworthy. So your life is round the things that are newsworthy, rather than actually a job, a tough job of representation, which is really difficult. And when people say things to you about a bit of legislation you supported, but it has this consequence for them, you have to shape your thinking to what you're telling rather than saying well, basically produce this, this kind of way. I think a new professionalism in politics is about being available and accessible to people. There was a time and a generation when people only visited their constituencies once in a blue moon and certainly wouldn't have had surgeries, or there would have been somebody else doing their surgeries and it was very much more down the track. Modern communications and accessibility actually brings huge pressure because people expect things to be dealt with in two minutes. And, so that's become a different job from that point of view as well.

EMR – Would you say then that the ideals of transparency and representativeness were achieved in a way?

JL – Well, as long as you hold them as things you still want to do, you're never going to achieve perfection, but we can't downplay its importance or be theoretically transparent,

theoretically accountable or theoretically be representative. I think you've constantly got to be rethinking and refreshing yourself what you do. Am I doing this because it makes me feel good or does it actually makes a difference? There is a dilemma: do I choose a community or do I choose a party? And I think all politicians have that dilemma.

EMR – Is there anything that you're specifically proud of having done over the last twelve years now?

JL – I know, well, important things like making sure that you've got investment locally and fought very hard. There is a shopping development there that we got local jobs out of it, and there is a series of way that affected the community. There's all sorts of issues around the way in which the justice system treats people, I've come and directed it out of individual cases, I helped change the law to make it more responsive to people who are victims: you know, somebody who has lost their father who was murdered. There is all sorts of things about the way in which organisations didn't listen to what was happening to them and we've changed that. Or, even, when somebody's jailed, let somebody know, notifying them that the person might get out. There is all sorts of things round that. Our figures on child poverty throughout our period in government, they've got better and better. We've gone backwards on that so I was kind of proud of all those. Loan city. We did a very difficult thing, which was to transfer - or to add to the transfer - housing from the city council to housing association, sector housing association, which then meant that the debt got written off. Glasgow had a huge housing debt, which just was such an encumbrance on rent. So now, the only organisation virtually in the city that's got money to spend is this Glasgow Housing Association. So, I had some challengers, it brought a lot of investment, and a lot of improvement into the city's housing stock. So, I'm proud of that too.

EMR – I meant to ask you about how you first got into politics; how you first joined the Labour Party.

JL – Right. Well, Labour-supporting family, and from when I was very wee, very interested in politics, from a very young age. A very strong sense of - that children who went to private schools got advantages that children who went to state schools didn't. And that, if your dad was working and brought money home rather than spending it at the pub then you had more chances. Brought up in a way, my mother was very religious and had a very strong sense that we're all equal, she would say "in the sight of God", so strong sense from that perspective of having been valued and when I went to university I joined the Labour club, I just got really active then. And I only got into politics with this long campaign to make sure that the Scottish Parliament had equal representation. And then somebody said "And you'll be standing" and I said "Well, my kids are very wee". And they said - one of the strands of arguments are always "Well, women *could* become MPs, but they don't ever put their names forward". So, we got to a stage where we're fearful and not enough women would put their names forward. So somebody said, "Well, if you don't put your name forward" and they then can turn around and say, "Well, there aren't enough good women, or there weren't enough women who are interested". You allowed them to prove their case. So, I ended up standing and getting elected, so it was all a bit accidental. I've never seen it, I've never really... I taught for

20 years. So, that was my professional career, this is different, it's never felt the same. And so, I didn't come in when I was 22, with an ambition. I've not got – this all sounds very pious – but I don't have political ambitions, ambitions for my party but I've never had political ambitions. And I've been very fortunate that I've been allowed to do things and take the opportunity to make decisions and influence and shape things, but it wasn't because I've got a life plan that sees me standing somewhere. I think women start later, they get elected later, there's women in the history of our party had to make active choices not to have children – like Barbara Castle and others, that didn't have children themselves, and kind of got immersed in the political process and made a huge difference. My friend Maria [Fyfe] became an MP when her children were older. At the time she went down, so it was quite different from young men in their late twenties, thinking “I wonder which MP's retiring” and they move into that seat and they get all the right connections. That's quite a different journey, I think, that women politicians generally make. Whether the younger generation of women are not trusting to act in the way that we did. But I think our legacy (the women in the women's organisations and in the trade union and Labour movement): we created a Scottish Parliament. And so at least in terms of women vote, the communities are represented. And that was precious and we have to find someone who will hold on to that.

EMR – You said it was accidental that you got involved. It was mainly triggered by the idea that there was something new that was coming along, was it you wanting to really put forward that idea of equal representation?

JL – Well, I was quite happy to argue and not worry about who would then be the women who would do it, face it.

EMR – Were you campaigning then?

JL – So I was campaigning, well, I fought with good women friends through the structures of the party to change the rules. You know, externally women's organisations and the trade unions fought their 50/50 campaign. But we willed the means for it to happen inside the party and it wasn't easy and it certainly wasn't the place to go if you wanted to be universally popular. You were just a flipping nuisance, you know, “it's women's stuff”, and “shouldn't we want just the best candidates”, you happen to say to folk, “in a free market you don't get the best candidate, you might the best man, but you're excluding women who are not being considered”. So I argued it from the point of view of where my feminism took me as opposed to in terms of my own self-interest. And so the “accidental” bit was that I ended up – and I genuinely hadn't thought about it, and someone said to me “would you put your name forward in our panel system?” And I hadn't thought about it, the children were very wee, well I just let my name go forward, and it kind of took on a life of its own. And even then, I wouldn't have been able to stand in the seat that I stood in, but for other circumstances that emerged. So, I don't mean that I'm entirely someone who is buffeted by life and fetches up on a shore of somebody who's doing something. I just mean that my starting point wasn't that I wanted to be there. My starting point was I want this institution to look like that.

EMR – And you were a conscious feminist then?

JL – Uh-huh, oh yeah. Well, it's interesting because I think what happened to me was ever since I was young - my mother was a very strong person. I wouldn't have used the term "feminist" but of course, coming through the 70s and the kind of fight against this world and that kind of stuff, and my whole family believed very much in education and they didn't say, well "your education is less important" than my brother's. So from that point of view, although in a lot of ways we were living in very traditional structures, I was very valued for my own abilities. And, when I was at school, I was in school with boys and girls, and I regularly beat the boys and I know I wasn't intimidated by them in any way, shape or form. But when I went to university - which would be 74 - there was that beginnings of the debate around, particularly domestic abuse, which really had an influence on me. Erin Pizzey wrote a book called *Scream Quietly or the Neighbours Will Hear*, and I wasn't aware of people in my own family or anything who suffered domestic abuse. I'd heard sometimes of men being very violent to their wives, out in the street in Glasgow you could hardly hide from it. So it wasn't something that was close to me. When I went to university I kind of thought, "actually it doesn't matter how clever that woman is, if she's living in that circumstance". So, I had quite a meritocratic view, that I would do well because I was clever. Then I started thinking the evidence was there in front of you: actually no matter how clever you are, there comes a point where it's not enough. So, of course you heard a lot of talk about the heady days of Germaine Greer and women's structure and organisation beginning to develop. But I did go into the Labour Party and I didn't go into some of the women's parties and I didn't go into some of the alternate left parties because they weren't rooted in people's real life experience. [...] So, forward to my late thirties: already active as a feminist and a women's organizer and as a woman inside my own party for 20 years.

[...] The national minimum wage was one of Labour's great achievements, but I'm old enough to remember when trade unions were resistant. And the unions, which were dominated by women workers, forced the argument. But, you know, there was this thing about free collective bargaining; which was just a form of the free market. If you're strong, if you're a proud worker, a miner, you could push your wages up because people needed you to be working. You're a care worker; you're not getting any industrial clout. But what happened was that they got political clout, then that shifted over entire political agendas in the party. So people forget, because things become the truth that you're always in favour of them. But the unions were afraid about differentials and what were the knock-on effect, and you end up basically with the national minimum wage, it would be, well not quite a national maximum wage but you would depress wages, it wouldn't just be a safety net but it would be a way of keeping wages down. That's interesting.

EMR – I don't think I was aware of that.

JL – NUPE was the union at the time who fought – NUPE represented public service workers, with disproportionate women workers and shop workers union so of course disproportionate women in there as well. In low-paid jobs. Well, in the Labour government in – Callaghan – in '76-77, they had what they called a social contract and maybe you could have a look at this yourself. But it was something like - I can't remember - across the board people were to get £6 a week and the trade unions were in uproar about it. But of course, if you're working in a shop, you're getting a pay rise of

£6 a week; it was a phenomenal change for you. It was an active form of redistribution but the unions wouldn't have it. Because I remember thinking "Why am I supposed to be against this? This makes sense to me", but things change.

Entretien accordé par Hanzala Malik, député travailliste au Parlement écossais pour la région de Glasgow, le 28 avril 2013.

EMR – How would you describe yourself as an MSP ?

HM – How would I describe myself ? First of all, I would like to think that I'm easily accessible to people, and secondly I would like to think that I'm in a position to try and assist as many of those people who do contact me as possible. I don't always succeed, but you can only try, and I try.

EMR – Do you think that it makes a difference in the accessibility that you're a regional MSP ?

HM – Actually, I'm not sure whether I like the idea of regional MSPs, because I think that accountability is not as clear-cut as it would be for a constituency MSP. I'm a firm believer that there need to be very clear boundaries for people, and to expect more than one person to be covering the region means stepping over each other trying to do things for people and sometimes that hinders people rather than assists people. It creates a sort of duplication and people who are trying to resolve a problem sometimes get quite annoyed that they had have five or six enquiries for the same enquirer. And that can, I think, sometimes disadvantage people rather than assist people. I also don't like the local council boundaries, for example you have three to four councils in a given area, that again is not very clear, and sometimes you get people who are referred to as ambulance chasers, they tend to be over-keen to help everybody and everybody's trying to do the same thing. It actually doesn't work, but I think accountabilities is poor and suffers because of this type of issue. I think there needs to be clear boundaries and one person needs to be accountable for an area, rather than more than one.

EMR – So you would much rather have smaller areas with one person responsible?

HM – Well, I'm not sure whether it needs to be a small area, current constituency sizes are quite reasonable but there shouldn't be any additional MPs or councillors or MSPs covering the same area, I think it's counter-productive.

EMR – I was also wondering if you believed that the different aspects of your identity, one would be your gender, another one would be having two heritages as I saw on your website, does that have an impact on your role as an MSP, do you think?

HM – I think for every skill an individual has it's a bonus, so if for example you're bilingual or you have a great in-depth knowledge of religions or cultures, these are add-on benefits. So it's like a basic computer and then you have add-ons, different bits of software, so the more add-ons you have, the better your computer performs and the more you get from your computer, same with human beings. So if human beings have got additional skills to offer other than simply being normal run-of-the-mill individual. And that is benefits not only to the elected member but also to the constituents because they indirectly benefit from their skills. So that's always an advantage I believe and it's a good thing to have. I think it adds value and that's important because then the

constituents' quality of life can be improved. So that's added value and I think that's a good thing to happen.

EMR – Do you feel that your constituents might turn to you rather than another MSP because of that?

HM – I get a lot of constituents, particularly from the minority communities who specifically come and seek me out because they feel that I can relate to their needs better. Now, it may not be strictly true, but nevertheless they feel that and a number of them will engage with me because of my linguistic skills or my cultural awareness skills. They certainly believe that it helps them. I think that even if they met somebody else, they may struggle through but they might get their point of entry there. But I think it's the convenience of coming to see somebody, particularly the elderly I believe, feel very comfortable coming to somebody who can speak their language and understand the cultural backgrounds so they don't need to do a lot of explaining. Yes I do think people come specifically to see me, and I don't mind, I'm quite happy for that to happen.

EMR – And in Parliament, has that an impact as well?

HM – In Parliament as well, I'm, for example, very keen about educational issues because that affects everybody in the communities, particularly some of the minority communities, which are always disadvantaged in one way or another. And also in terms of employment opportunities or training opportunities for people from minority communities, that also they seem to be at a disadvantage. Every time there is a hiccup in the system, for example September 11th or 7/7, or these issues, they always have a knock-on effect and the minority communities do indirectly suffer from that. So to try and get back on track in terms of ensuring that minority communities are not disadvantaged in any way it's important that the governments play their role in full, and if and when they don't do that, somebody from that background are more likely to spot the gaps and bring it to the government's attention, which I do from time to time.

EMR – I read on your website that you came from a firm Labour background, with your family close to Labour, is that a reason why you got involved with the Labour Party but also is that a reason why you got into politics?

HM – Why got into politics was because of my father, who was keen to see me in politics, but also our previous ex-MP Maria Fyfe also felt that I would be a good local councillor because I was involved in a lot of local issues, not so much as electioneering or campaigning, or political activity, but more in general supporting communities needs in helping people forms and signposting where they should be going for help. And she felt that the type of work that I was already doing in the community would be more useful and beneficial, that as an elected member I would be better equipped to assist people, life would be more easier to do that. So in the beginning is not particularly keen to become elected. Why a Labour Party member? Well my father had encouraged me to join the party because he had felt that this was a party for the people and it represented the aspirations of ordinary people. I sort of passively agreed with that, until I became a member and started going to the meetings and, very quickly realised that in fact he was right, that it was a party that actually did care for the ordinary people. That encouraged

me to become even more active, but I wasn't never really seeking office as such but it just happened. My MP was keen that I should go for office and the Woodlands ward, the councillor there was unwell for a lengthy period of time and she felt that I would maybe fill that gap, considering that there were lots of ethnic minority people in that area anyway, that it would be helpful for them as well. And she was right; it proved to be very successful for me and them.

EMR – Was standing for Parliamentary election the next step?

HM – Parliamentary election I think I was more or less pushed into by my own constituents, I think, a lot of my constituents felt that I should really be in Parliament, that the calibre of politics that I was doing, the work that I was doing in the community, they were more eager to see me progress to the next stage than I was myself. I have to say that I was quite comfortable in the council, I had reasonable political positions within the council to be able to address many of the concerns from the community. However there was a lot of pressure from within the community to progress, rather than me wanting to progress. I wasn't particularly overly zealous to go forward. But after a period I realised that I had more or less done all the senior posts that I was going to get in the council, so maybe it was time to move on and I went for that move and it happened for me.

EMR– Do you feel that your work is more efficient now? Are you equally happy with having had both experiences?

HM – In terms of my efficiency...

EMR – It's not perhaps the right word to use...

HM – Yes, in terms of my efficiency, it's probably the same, in the sense that I usually try to have a 48-hour turnaround. So if a constituent comes to me for any issue, I'm very keen to ensure that I have a turnaround period of 48 hours, that it happens within 48 hours. A lot of the time, I have to wait for people to respond to me, which means that sometimes that 48-hour turnaround is merely a message to say that I'm dealing with their issue and that I'm waiting for a response from whoever and that I would come back to them. I don't particularly like that type of response because it's almost like you're flogging somebody off, I'd rather actually have a proper reply to their enquiry, but that's not always possible because you're relying on others. I have to say that I felt more comfortable as a councillor than I do as a member of Parliament. And the reason for that is pretty simple: it's that the parliament work is different from the council work. Parliament work mostly is dealing with legislation, whereas the council work is dealing with providing services. So they're two different animals, and I think someone like me who's been a councillor for 17 years then finds it difficult not getting responses immediately as a member of Parliament. So you're sort of stretched and divided between the two because I also continue to support people's enquiries in the council; even though they have local councillors, people would prefer me to continue to deal with their enquiries as I have done historically, which is understandable. But even now sometimes, I question myself to say: "Is this the best thing I should be doing for my constituents?" And I'm not totally convinced that the Scottish Parliament is the place

where I should be, sometimes I still feel that perhaps I should reconsider coming back to the council. Time will tell, because time has a habit of clarifying the mist, so I will see as it lifts what is left behind.

EMR – Say you might eventually go back?

HM – I might actually come back to the council, but I'm also aware of my age factor, I actually want to retire at 65, so I have to work it so that if I am doing that I need to get my skates on because and 57 at the moment. So I don't really have a great deal of time to play with. I don't want to be one of those politicians, who dies in office, out of age rather than out of natural causes. I want to spend time with my family as well. So, I want to retire at retiring age, I don't particularly want to go beyond that, if it can be helped.

EM – Do you feel that you are able to juggle between having a personal, private, life and your duties to your constituents?

HM – It's very difficult, person life for a politician is always a very difficult one. I think all politicians struggle with that challenge. If I was fair, I would say that in my early years I was very guilty of not giving my family the time that they deserved, and now that I've discovered that fact, it's rather late in the day. However that said, I have grandchildren now and I want to give them time. I feel I may have failed with my own children, I don't want to fail my grandchildren.

EMR – So from what you've said I wouldn't particularly assume that you've found it difficult to be selected or elected in the different roles that you've had.

HM – Yes, I think there is difficulty, there is a perception within the minority communities that they're unduly challenged, I think there is a very small element of that. However, that said, if you know the system, and I have learnt over the years I've learnt the system, then you can be reasonably successful. It's fair to say that there's always been an element within my constituency that I should not be successful, but despite those efforts, I think generally speaking, people do support you, and that if you do a good piece of work, they recognise that, and they don't hold that against you. But there will always be available, it doesn't matter what you do for them, they will never be satisfied.

EMR – Would you say that to help people from various minorities, or perhaps women too, to become elected, then the idea would be to help them get to know the system better? In that way get rid of the hindrances?

HM – It's easier said than done. A lot of people say things, that they're looking for this, and are looking for that, and they want this, and they want that. I've heard speeches from very senior Labour Party politicians as well as other parties, that they want to see more women, and more minority communities in office. But they don't actually do anything about it, it's just a lot of rack rick and a lot of nonsense. The Labour Party is the only party that took women's representation seriously in terms of 50/50 and pairing of constituencies and so on. But in terms of minority communities I'm sorry to say that

all political parties right across-the-board have failed very badly. And I don't say that they mislead people, I say that they lie, they don't actually make any effort whatsoever to encourage minorities to come forward, because in politics it's rat eat rat, you know. There is no such thing as putting people on a pedestal, or giving them something on a plate, that doesn't happen. So for them to suggest that they want to see more people whom the minority communities coming forward, they're not saying it because they are going to do something about it, they're just simply saying that if it happens if it happens, if it doesn't it doesn't. They don't really do anything about it.

EMR – Is that something that you would like to push forward?

HM – Not particularly. I think that it's really a job for the senior politicians in the parties to do that, it's not my job as a foot soldier to do that.

EMR – Raising the issue?

HM – Well, you know as an individual, there's only so much you can raise and so much you can do, after which you become a nuisance. It needs to be very carefully thought how one does these things. You do it, but you do it in small bites. I do what I call a guerrilla tactic: you mention it, you embarrass them, and then you take a step back and you hope that somebody will take it on and were nobody does it, you take it on again. And you keep doing it in small bites, that way you get away with it, you're not a nuisance, but at the same time, you keep reminding them. One thing is very clear, in terms of ethnic minorities when somebody asks me what political parties are doing for them, I simply say they are doing nothing. And I challenge parties to show what they have done.

EMR – I have a question about the Parliament itself, how it works, because you've been a councillor before: do you think that the Parliamentary institution itself, well it was envisaged to be very accessible and have high accountability to constituents, do you believe that it has achieved the standards that it had set itself?

HM – No, I don't unfortunately. I believe that it's an opportunity missed, I think that the Scottish Parliament – see we have four tiers of government now: you got the European Union, you've got the Westminster Parliament, you've got the Scottish Parliament and then you have the local councils. That's four tiers of government; I think that's too many. I think that the Scottish parliament and the local authorities can somehow merge and do the same duties together. And I think that if they were to perhaps double the size of the current Parliament and do away with the local authorities altogether, and the Parliament deals with those duties as part and parcel of the duties of the Scottish government, I think that would be better. I also believe that they should do away with MSPs who are not from direct constituencies, so that every constituency has their own MSP/councillor, they play the same role, but they're accountable directly to their electorate. Which means: one, you've done away with a fourth tier of government – you've reduced that expenditure – you've also made the MSP more accountable because at the moment the MSPs are not as accountable as perhaps councillors are. And also think in terms of what the MSPs are doing, I think there is a lot of waste in the Scottish Parliament. I did one year of council duties as well as MSP duties and it's

doable, is not that is not doable. And if it's doable why is it not happening? And I think there's a lot of overlapping going on within politics like in any other sector in the industry. And if we can rationalise industry, why don't we rationalise politics? So I think that we need to rationalise the Scottish Parliament and local authorities in Scotland. And I think that we need to make it more accountable, which it isn't at present. So if every constituency was reduced by say 50%, so you got double your MSPs, you do away with this kind of waste, first past the post simple, straightforward, and if your MSP is not delivering for you, you simply don't vote for them next time around, it's as simple as that. And I think people will then become more accountable for what they're doing.

EMR – So you wouldn't think that first past the post might be unfair?

HM – No, not at all. At the end of the day, accountability is more important than the method that is used. If you have a system where someone is not accountable, then there'll be a lot of people who just ride the wave and don't actually do anything productive, and I think they need to be identified. We're very quick to point retailers who are not performing, were very quick to point at insurance brokers who are not performing, why not politicians? I mean, I start normally, even in the council are used to start at seven or eight in the morning and I didn't finish until seven or eight night, there was not enough hours in the day for me to do the work that was doing. Yet I saw people who waltz once a week, once a fortnight, for a couple hours and go home, and I just think, how do they do it? The reason why they do it is because they are not doing anything. That's so unfair, so unrealistic, that they are just allowed to not do anything. If they were elected and they were responsible for a piece of real state, all the people living in that area there are your responsibility, if they are not responsible for their people, they won't be re-elected.

EMR – To some extent, you believe that some regional MSPs I just not doing the work?

HM – I think there are a lot of councillors and MSPs who are not carrying their load and I think that happens in all walks of life. But we have managed, in terms of resources, companies have managed to rationalise themselves, whereas in politics people are afraid to take the first step. People are bit has hesitant to do away with local democracy, my argument to that is: you are not doing away with local democracy, all you're doing is making it more accountable, and you're giving people more work to do, by giving them both tasks of Scottish Parliament as well as local authorities. But you're putting more numbers in there to do the task, and you're making it cost-effective. What's wrong with that? Accountability is still there. In fact it's more clearer.

EMR – I have a question which is more linked to my research: how could you account for the better representation of women at Hollywood rather than Westminster?

HM – Well Labour Party made it clear that they would twin constituencies where there would be one man and one woman, and that's the way they have increased the percentage of women representation. Other political parties have not done that. If there were to do that, then that would change the whole structure. However you know, sometimes, we've see people coming through who perhaps wouldn't normally have

come through because of this system. Labour has also had what they call women-only seats, which means that only a woman could stand in those seats. Now, sometimes, you get women coming through who are perhaps not fit for purpose. But the thing is that these things take time to develop and establish and whilst you get people coming through who are maybe not fit for purpose in the first term, they may learn and become fit for purpose in the second term. And we see that all the time with men. When I went and joined the council I didn't know half the services it provided, yet by the time I'd left the council I'd held many senior positions within the council. So you do learn on job, so people who do manage to come in and learn and become very very good.

EMR – Do you think that should be transferred to other minorities?

HM – I think that the council needs to represent the community out there. So if for example you have a 6% minority, which is a visible minority community, then you need a 6% visible minority community in Parliament as well. That's the very least they need to do. So, political parties have a responsibility to try and ensure that there is political representation within their parties that reflect the communities out there. I think it has a lot more than just showing Brown faces around desks, it also reinforces to the minority communities that they are part and parcel of the community here, they are citizens, they are nationals, and they are treated equally like everybody else. And their representation is also there, whether it be male-female is irrelevant, the fact is from the minority community, who know their language and culture, as well as the indigenous communities' language and culture. And they are in a position of power, as – what's the word, it's called, not symbols, I'll remember it later. But people need to know that people from minority communities can be successful.

EMR – Well that's symbolic representation, isn't it?

HM – Yes, but I think it's important. We started doing that for women, so why we can't do it for other communities as well?

EMR – And about that, the Parliament itself, is accessible to people in different languages as well...

HM – The word I was thinking about was role models. I think it but important because, I think that minority communities – I go around the world and I see minority communities around the world and many of them have always the grievances of the indigenous communities, like the Christians in Pakistan for instance, or Muslims in India and so on and so forth. And I've always said to the minority communities, it doesn't matter which minority community you are, in which country you are, you will always need to work that much harder to get on, because you're competing with a bigger majority. And normally it's comfortable for people to employ people from their own background. So you have to be better than their people from their background to be employed. And it's the same here for us, I have to prove myself that I'm a Scot. I mean, my mother is Scottish and I was born in Scotland but nevertheless I'm always on test, people have to be reassured that I'm Scottish, I have to prove my Scottishness. So I tend to be more Scottish than most Scots are, because more aware of much what my responsibilities are and how I have to conduct myself, so I tend to be more stronger in

terms of being a Scot than most Scottish people, because they don't have to prove anything so they don't bother. I have to prove something so have to bother. It's like if I'm leaving a cab, I have to make sure a limit it because I don't want to be seen as an Asian who doesn't give a tip, but at the same time I'm Scot.

EMR – There are also stereotypes there.

HM – Exactly. So there are issues like that. There is also how you conduct yourself in public, what you do, what you don't do. The dos and the don'ts. And the fact that I'm in politics is an additional burden and responsibility than how you conduct yourself. Those are issues, it's like who you are and what you are, and where you are, then you have to conduct yourself accordingly. So there are huge challenges in minority communities and I think that sometimes we don't actually give them the credit for what they actually do. There was a survey carried out amongst university students and it was found that the minority community students were the most Scottish than the Scottish students were. And that's not because for some reason they're more Scottish, it's simply because they're always on trial, whether they like it or not, subconsciously they're always on trial, they are always having to be aware of the fact that they're Scottish, and they have to prove that their Scottish. So that their lifestyle shows, they mimic the Scottish sort of culture, better than the Scots do. There will always be that. And to then not give them the recognition means that they lose heart, they say: “why am I doing this? Why am I trying to be something and not? Nobody else is going to recognise me anyway. I'm always going to be the Asian, I'm always going to be the minority community person, I'm always going to be disadvantaged.” So we need to make sure that all our citizens feel that they are valued, we need to make sure that all our citizens feel that they are who they are, that they are British and they are living in the United Kingdom and they are part and parcel of the community here. And to ensure that that happens, they need to then see people of their background represented in various offices, various political arenas, in the services etc etc etc. at the moment that's not happening. And I think in Scotland, we have sled back down the scale, rather than go up the scale.

EMR – Is that a recent thing?

HM – I think the reason was September 11th was the biggest reason, since then I think we've suffered a great deal, because people took their foot off the accelerator, they got away with it basically. They got away with the responsibility because right now there's not the drive that was there before that. It's beginning to creep back in, but a lot of people are now finding themselves in very embarrassing situations, there are really behind where they used to be ten years ago. So people are having to play catch up. There's that element. It's a difficult challenge for all because we are in a time when people are being prudent in terms of how many people they are employing, how many people are doing the job, in restructuring how many people they need to let go. And they really need to be careful of who they are letting go, and how they are employing because they really need to show that there are representing all the communities. Disabled people for example, I think, today are I think the worst in terms of employment. People have just totally taken their eye off the ball on that one. So it's not just because you may be a Brown face, but all the minorities right across the board are suffering from that right now, because, I think, people have felt like “because of the

recession we'll get away with it". But I don't think so, I think the challenge is even greater, I think people really need to pay attention to what they're doing. There are responsibilities and challenges, and people have to face up to those. And if it means being more diligent and what they're trying to do, then that's what it means.

EMR – Do you think the rules are as strict as they should be?

HM – I think the laws are fair the way they are, I think we have sufficient legislation to look after people's interests, of the various minority communities. What is not happening is that while the law is there, what's not happening is that while people are being by the law and they are not obeying by the social needs, there is another word for this which I'm now struggling to find. There are laws to do things and then there are common human needs that need to be addressed: that's not happening. So, that has to change. People are becoming quite subtle in how they deal with minority issues. So they try to guide themselves within the realms of the law and not breach the law or legislation, but at the same time they fail themselves and the communities therein how they practice that.

EMR – Do you think that a Parliament would be more representative of all different minorities would be different in the way that it legislates?

HM – I'm not sure if that would be the result. It would certainly take on board issues from minority communities far earlier than they tend to do. That certainly would happen. I'm not sure how much more effective it would become. At the end of the day the legislation is carried out initially by politicians and by taking evidence and so on, and I think even by taking evidence I have noticed that there is not many people from the minority communities giving evidence. And that obviously has an impact on how evidence is collected. And then if you also have a shortage of minority community politicians as well, you have a double whammy in the sense that you don't have sufficient numbers of MSPs in Parliament who would support each other, and advise each other, but also the fact that when you take evidence from experts you don't have the minority community people amongst them either, it means that there's a gap, there's a huge gap between listening to the aspirations of the minority communities and their fears and not listening to them. So people are making decisions based on indigenous communities fears and expertise but without the added value of minority communities' experience and their aspirations. So it's like everything else you have a number of options and if you choose to go with the mainstream with everything then it means that there is an option that you've missed out from the minority communities throughout your decision-making process and then when you make a decision and then you find that a minority is upset about it, and then you say "why are they so upset?" Well the reason they're upset is no one's actually consulted with them throughout the whole process, and you've made a law which is against their religious beliefs, or their cultural beliefs, or their norms and then you've upset them. So it's better to talk to people before rather than after the event.

EMR – Do you think that there is a lack of evidence being collected from minority communities because politicians tend to forget about them in the first place or because they will not put themselves forward to be heard?

HM – No, I think people usually say it's a two-way traffic, but it's not really, because I think the role models have a responsibility whereas normal people don't particularly have the responsibility. However they should make themselves available if they are required to, and people are willing to do that. I think the responsibility lies on the door of the legislators, I think the civil servants have got to play a bigger role in this, in terms of who they're asking politicians to agree to call for evidence, because at the end of the day civil servants will make a list of people coming in and they will make a come recommendation to councillors or MSPs or MPs: "these are the people that were thinking of writing to give evidence on A,B or C." It's up to the politicians to say: "where are the minority people amongst all of this?" At the moment that's not happening. I mean, to the best of my knowledge I think that the European External Relations Committee is the only committee that has had equality training, all the other committees have not had equality training in the Parliament. That in itself is a crime, because if you don't have equality training then how do you expect to represent everybody equally? They're lucky I'm not the chair of the Equalities Committee because I would insist on everybody having training, and everybody's staff had training. It's a prerequisite for the job I think. You know, we complain about the police handling of people at the airport and we want the police officers to be trained with that, we want everybody to be trained to deal with everyday life issues, not just specific border agency people or everybody else. People who are legislating it's very important that they also have knowledge and training of what their community's aspirations are. And if they're not been trained then they don't know.

EMR – Do you think that if people don't come forward, from various cultural backgrounds, then they're simply not aware of those issues?

HM – Yes, ordinary people in ordinary walks of life that may well be the case, but politicians they deal with people, they deal with issues and they ought to know. If they don't know then I don't think they are qualified for the job. And also more importantly, the civil servants who are providing services to elected members, they ought to know their legal responsibility.

EMR – In the literature that have been reading from my research, I've come across a lot of comments on the Scottish society being specifically chauvinistic, male chauvinistic, would you agree with that statement?

HM – I think all societies are, not just Scots, but right across the world. I do a lot of travelling, and I've done a lot of travelling by road and I've learnt something over the years. I remember driving to Pakistan from Scotland and going through Europe and then Eastern Europe and then into Asia and wherever you went, you saw older men sitting, drinking cups of tea, and either smoking hubbly-bubbly, or playing drafts or chess or whatever, on chair in corners of shops, and all the women are in the fields, working. I think this is common throughout the human race and men will get away with what they are allowed to get away with. So, in these countries they get away with it, so they do it. And in the West, a wife will say: "Your dinner is in the oven or the microwave", or whatever, if you're late, that doesn't happen in Second and Third World countries because men get away with a lot more than they should be getting away with. And they will continue to get away with these things as long as there is a lack of education and a

lack of communication, a greater understanding of all human beings' responsibilities. I think men tend to be chauvinist because physically they are stronger than their women counterpart, and they know that if they don't do it, the wife will do it or the partner will do it anyway, because she's the weaker partner. And while this is unfair and unreasonable, this is what happens. And it takes a lot of courage and education to change that. It'll happen but it's taking a very long time. People make all sorts of claims, I remember as a Muslim young boy, a young man eventually that my faith gives women equal opportunities, not other religions do, but I don't really see it being practised. So, it's the same with legislation in the UK today, in terms of equal opportunities for men and women but when you look at the salaries that women are getting you can see clearly they are not being treated equally. So society is changing, it's very very very slow, painfully slow, I would add, but things are changing. It's like women getting the vote, why weren't they in the first place? Aren't they part of the human race? Of course they are. They are the most important element of the human race, they produce our next generations yet we fail to treat them equally, despite the fact the legislation is – despite the fact there are religious commandments there, we still fail to do it. And the only reason men don't do it because they get away with it.

EMR– Is there a strong religious component to your identity, in how you perceive society or your role as a politician?

HM – I think if I was honest with myself, I would say that I'm a very modest Muslim. I'm not particularly very strong in terms of how I practice my faith, but I would like to also think that take the good things out of the faith, in terms of how I live my life. There's a number of things in my faith, which I think are really worth sharing, and one is how women are perceived in the faith. I think women play a hugely important role in family life, they have a lot more patience that we men do in terms of how they bring up the family and they make a lot more sacrifices than we do. When I say “we” I mean men. Well we have to recognise that, I think it's very very important. Also I think, what I have learnt in my faith is try not do something that actually offends other people, I think that's very important. It doesn't matter how strong you are in your faith yourself, how different somebody else's faith is, my faith actually tells me to respect your views. If I don't respect your views, I'm actually breaking my own commandments. So it's important that I not only respect your views, but I don't insult in anyway and hurt you anyway, because that's wrong and my faith tells me not to do that. And most people do it. I mean, the wars around the world, which occur due to supposedly faith, it's wrong because faith doesn't teach you to do that. I think “live and let live” is important; what you do in your life, you're responsible for and you'll be judged on the day of judgement according to what you did in your life, not what I think you did in your life, not what asked you not to do and do in your life, but what you actually do. I'm responsible for what I do, so my responsibilities are that I have to be kind, I have to be in a position where I am not hurting you, in a position where I am not forcing you to do things you don't want to do, not insulting you and hurting you in anyway, not stealing from you etc., those are all my responsibilities, if I don't carry them out then I'll be punished accordingly. What you do in your life, you will be either rewarded or punished accordingly, I'm not a judge, it is not my job to judge you, that's God's job. Unfortunately a lot of people take that responsibility on, even though they don't have that authority or right to do but were very quick to judge others, and we should be doing

that. And because I don't judge other people I don't have a problem, so you can do anything you like and am okay with it. It's nothing to do with me.

EMR – But a politician has some authority though.

HM – No, our position – I've always felt that my responsibilities to give advice, is not to tell you what to do, you have to make that decision yourself. So if you were to come to me, and I get a lot of constituents who come to me for things that have nothing to do with my job, in terms of advice on marriage, family problems and so on and so forth, and I always say to them, “I can only give you advice, I can't tell you what to do, you have to make your own decisions, and you have to live and let live.” We're not all perfect we all make mistakes in our life, it's always easier to forgive than not to forgive. I says “if you don't forgive, you hurt yourself and the other person, if you forgive somebody, you might not hurt the other person but you not hurting yourself either because you're forgiving them.” I was once given advice by a friend who said to me once, I was upset with somebody and they said: “why don't you simply forgive them?” I says: “what? What do you mean forgive them?” He says: “well you ask God for forgiveness all the time, why should he forgive you, if you're not willing to forgive?” And that was very good advice. And the moment I forgave that individual, I actually felt quite relieved, some I made a policy of life, is I'm not going to hold grudges against anybody, regardless of... You can swear to me ‘till the cows come home, I'm not going to be bothered because it's not going to hurt me. The other thing is I'll say is “I've forgiven that person”: it doesn't mean that I come up and hug you and kiss you, I simply forgive you and that way I have no pressure on my mind, on my shoulders, that I have this issue with somebody, because I have no issues with anybody. And life is so much more comfortable that way. I think if more people did practice that, we would find that we don't have the problems that we have around the world today.

Transcription de l'entretien accordé par Jean Urquhart, députée indépendante pour la région de Highlands and Islands, le 29 avril 2014.

EMR – I'd like to know a bit about how you got involved in politics at first. So you used to be part of the SNP, so when did you get involved, what drew you?

JU – I – this is going to sound perhaps controversial given the First Minister's, or the noise that's been made about the First Minister's remarks about Putin – but I did go on a visit to the Soviet Union, when it was the Soviet Union. And because of what I realized there, and the kind of misinformation that we were fed about the Soviet Union, in some ways, here, and some of the things that I learnt about Scotland, which I had never known before, I came back with a kind of different view of Scotland, because I'd never been a nationalist before, and I'm not sure that I'm a nationalist, but I'd never considered Scotland as self-governing. And then I started to pay attention to some of the things that were lacking in Scottish education, Scottish public life, Scottish communications about our country, and realised that, actually, it was too much, and that were we have our own government, our own Parliament, then many of these things would just there as of right, and not a kind of argument about being inward-looking or narrow-minded, or lacking international view, and all of that. And so I joined the party, and I found a lot of people who were just as internationalist and that was quite interesting and I enjoyed it very much. But I also had been very active in the campaign for nuclear disarmament, for probably about ten years before joining the SNP. And that was the kind of final reason I became committed because they had policy of no-nuclear weapons and no-membership of NATO. That of course came full circle in the end. That was one of the reasons that I joined the party.

EMR – And that was during the constitutional debate, in the 80s?

JU – I joined the party in the late 80s, yes. And the Convention started and there was debates about that and the Parliament, about whether we should be part. There was a lot of nervousness in the party about devolution because it would... We were possibly as wrong about devolution and what it might achieve, as George Robertson¹⁴ was wrong about its effects on the SNP: we thought that it might stultify any future, any growth in self-determination for the country to have its own government, and George Robertson was wrong to say that it would stop the SNP stone dead. I think the SNP probably thought that he might be right, and that people would settle for that and nothing further, but it doesn't seem to be the case.

EMR – Were your views then that it wouldn't be enough?

JU – No, my view was that it was a good thing; I was it irritated with the party for not being part of the group that was pushing for it. But I was pleased that they came in the

¹⁴ Ancien député travailliste à Westminster pour la circonscription de Hamilton, Secrétaire d'État pour l'Écosse du cabinet fantôme puis Ministre de la Défense, puis secrétaire général de l'OTAN.

end and I think the force that delivered the Parliament would have been weaker if Alec¹⁵ hadn't joined it with Donald Dewar. I think there was a great confidence in Scotland because there were these three parties standing shoulder to shoulder, and also because I think there was a kind of real resentment to the Conservative party, and that helped as well. You know, that they weren't there, so it was like even Tories who are unhappy about the new philosophy of the Conservative party, that was Thatcherism, I think a lot of them left and voted Labour in 97 as well because we had a high score for Labour. So there was a kind of real satisfaction that this might happen if we voted for something different and it did, and there was a high vote. I mean Mrs Thatcher herself said when she came to Scotland, "Vote No, No" she said, she said it was a ridiculous ballot, and it simply wouldn't work, asking people to vote to increase tax and they did. People surprise you all the time.

EMR – And from joining the party to actually taking part in the political sphere, what drove you there?

JU – Well, I live in the Highlands and our council had always been independent, just like Orkney and Shetland and the Western Isles, it was something like a badge that they wear proudly, that they didn't do party politics. However, I also felt that they didn't do very much and party politics wouldn't be a bad thing. But I was really busy running a small business of my own at the time and our local branch decided it would be a good idea to put up a candidate and I agreed with that, I said: "That's a good idea. Who will we get?" And they said: "Well, you could do it." And I said: "I can't do it, I work 16 hours a day doing what I do and when would I ever get time to get to a council meeting?" And then they said: "But you won't get elected, remember." And I thought: "Well, that's true." And then I did get elected, so that was a bit of a shock, and of course I enjoyed it. I liked, not that we were effective politically at that time – that was 2003 until 2007 – because it was a council of 80 members, it's the biggest council in Scotland and the biggest geographical area as well. Because I think altogether, Liberals, Labour and SNP were something like maybe 12% of the council, the rest were all independents, many of whom of course did have a party allegiance but they never stood on our party ticket, for fear of not being elected. That all stopped in 2007 when we got PR and people were able to have two votes, so they voted in order of preference, so they could vote for somebody that they liked or that they wanted to represent them, which is what the independent had always been, but they could also give a wee bit of a tick to the Greens or the Labour or whoever they wanted. And so it changed the colour a bit, it became then a political council in the event, and that was great, it was really good to see it, because up until then, all the direction came from the officers and the Chief Executive, not that they might be leading astray or anything, but it absolutely stultifies thinking. Members get very comfortable with waiting for the officers to come up with solutions rather than actually having maybe to speak to their own constituents, or think about their own communities. So I really liked it from that point of view because it was challenging all the time, all with a view to making something better happen. So that was good, and then I kind of got into that and then I decided that I would retire. I wouldn't anything more, I wouldn't stand again for the Council, I'd done nine years, and it is a bit of a sentence, say, if you are not a real politician. I kind of keep looking over there to

¹⁵ Alex Salmond.

real life, you know, “I can’t do that because I need to do this.” People don’t realise, you end up missing family funerals and weddings, just taking part in what everybody else just assumes, it’s impossible, because you’re committed to being on a platform with somebody else or you committed to being away months in advance, so you can’t return. And then this was a bit of a surprise as well, because I stood in Shetland because we didn’t have a candidate in Shetland. So I went up there with six weeks to go to the election and then got elected on the list in that kind of tsunami wave that happened with the SNP. So that was a great shock. And then everything of course is about the referendum, in a good way I think. What will make Scotland a more interesting and a better country and I think we’ve got lots of boils we need to lance as well. Scotland has a pretty horrible history in lots of ways, right into the slave trade and all of that. We need to atone for some of these things, at least recognise what the country’s done, the same with the Empire, I imagine probably the vicious, very cruel members of the Empire as well. And I don’t think will grow up, we have to stop blaming England for everything as well, all our ills. And there’s a real possibility that we can grow up as a nation and have a very good relationship with England, but otherwise we’ll just carry on with the kind of “Auld Enemy”, you’re English-I’m Scottish ping-pong going on all the time, which is really pathetic. I can’t quite believe that people do it. And I’m fearful because I really think that the media are still there, that’s what they do, *The Daily Mail* and *The Daily Express* and all of them, would like to tell you that Scotland hates the English and just want to beat them up and get them out of here. And people say to me: “No, I am going to vote ‘no’ because I’m English.” That’s not a reason for voting “no”, you know. You live in Scotland, I don’t give a toss whether you’re Polish or French or Dutch or Swiss, people here are voting as well. But will we get all this across in the next four months? I don’t know, it’s a hard call. Hopefully. But it’s coming, people are beginning to feel, to see it in a different light, in spite of the nonsense that is being talked about in the press. I guess it’s that confidence and faith in people who live here to recognise the wolf in sheep’s closing when it comes knocking at the door to tell you: “This is too scary, too risky, you mustn’t do this.” Whereas in fact, it’s pretty scary staying where we are, I think. And for England too, and I feel people do realise that Westminster really does have to change, and it hasn’t changed, it has to change, individual members of Parliament, of Westminster Parliament, will tell you that it needs to change, it’s a nonsense what’s going on there. But nobody changes it, this will change dramatically and that can only be through a good thing. We may end up with something far more akin to the Lib-Dem’s federal system anyway. Everything will be negotiated and worked on, and it can be but worked on as for nations instead of just that Westminster-Scottish thing. I think the debate after the 18th is the one that will become really interesting for everybody. All kind of views can be held then.

EMR – As I’m dealing with the representation of women, I’m obviously interested in gender differences; do you believe your gender – or other aspects of your identity – have a strong impact on who you are as an MSP, how you conduct your work, what fields you interested in, that sort of thing?

JU – I always find this a quite difficult question, it’s like saying: “What’s the woman’s view?”, when you’re the only woman in the room of 30 men or whatever. My experience, limited as it’s been, in Highland Council and now here, is that I’m even more interested in making sure that more women come into politics, because the

conversation changes, the debates change, the questions are different. And I think you get a much more grounded debate rather than saying that women are just as every bit as good as men so why shouldn't there be 50% representation. I think women are every bit as interesting and diverse and different as men are, and therefore as long as they're not in the debate then there's a big gap and there is a whole series of things that will never be considered, I think, just because of that different experience really, a different way of thinking that they bring to the table. And so, I think it's more necessary than it ever was that we have better representation in the Scottish Parliament. I've attended one or two launches of branches of Women for Independence and everybody just get annoyed with the fact that the only thing that they're invited to have an opinion about is the carers' role, or children, and I think that's very fair. Immediately, if you say "woman" and think of associated words game, when I say "pot", you say "black", or you say "pan", , if you do that with men, and you put "woman", then immediately there is a whole lot of things underneath that that we know, you could write them on a blank sheet of paper and you could pretty much guess what they would write. Whereas if you suggest women that they think about economics, and they think about the serious business of education, lifelong learning, transport, how it works. I think we could have a very different transport system in Scotland if it were down to women, I don't think they would put up with any waste. If there's a train going somewhere that's not taking enough people there would just stop it and put a bus on that took the same number of people, or a mini-bus, or put it on three times a week instead of six times a week. There is kind of practicality that women bring, they don't have to have the high-speed railway because it makes them feel good. So I don't think there's any topic that women should be out of bounds to talk about. And equality, equity of numbers, I think is just practical common sense and right to do.

EMR – So if you believe that women have a different take on things, do you feel that the Scottish Parliament, because it has a higher representation of women than other structures, has a different take on things?

JU – I think it does, I think it shows and I think it could be even better still. I think even the debates are sometimes pretty awful here, but I do think that the representation of the Scottish Parliament is much more akin to the population than the Westminster government is. I also think that smaller is better, for getting a thing done. If you want to have information, you can just go out in the street, you can go out to your constituents, everybody knows who you are, because we're a small country, there can be a downside to that, but it makes it much easier. And also people will be there. Nobody knows their MP, unless it's in the paper it's something controversial, nobody here a) knows who their MPs are, because there's very little about Westminster reported in the Scottish press, which is not right, but that's the way it is, so they don't know who they are and they don't know what they've voted on. Whereas in Scotland you get very quickly hounded, depending on whether you vote for same-sex marriage or against it. And a good thing about that is that actually it means you have to be sure of why you think something, it's that old philosophical enquiry thing, when I say: "Why? But why? But why?" And you have to dig deeper every time, to be very clear about why you do believe you're doing the right by voting for or against. I like that because it holds you accountable to your own opinion, your own beliefs. But it means you have to explain that. And quite often, when you do explain it people get it, they say: "Okay, well, I can

see where you're coming from, it might not be my view.” So the big things, like some of the more controversial issues that have come up I think, there is a bit more accessibility to the decision-making process, not enough and by a long shot poor presentation from the people least likely to come, and probably most likely to need to know what the government is deciding about the welfare and anything else. I think we can work on that, do something about it. And the great thing about the constitutional change, debate, is that I think it's engaged with people who haven't been bothered with politics, or have given up, or have got bored by them, or have just felt kind of helpless. And the genie is out of the bottle, there is a whole range of people, old people, young people, who are getting involved in, either campaigning if they are on one side or the other, or just taking a new interest in politics. And the idea that country can go back, whatever the vote, after the 18th September, or that some of these people are just going to be put back into their box, I don't think it's possible. There is a crowd of young folks in Easterhouse, who, if nothing else I think they'll stop their own political party, and stand for representation. The genie won't go back in the bottle now and I think that will have an effect elsewhere. I also think if the vote is really close, that we may well end up with another one, and that's another issue for Westminster, who said there would be no change. The Tory party said no change, Ruth Davidson declared it when she became the leader, there was a line in the sand for devolution, and we'd reached it, there will be no further devolution. Now they are saying: lots more devolution. And Labour are trying to outdo them, with the amount of “further powers” that would be offered to the Scottish Parliament. So let's say it's a close “no” votes and let's say we get through a parliamentary session with nothing delivered, or two parliamentary sessions with nothing delivered, which is kind of what everybody thinks will happen, because there's no will in Westminster for anymore, I mean the Scottish Parliament is just a pain in the arse really I think; people will be aware of that. So there is a tension after the 18th regardless, not just between people who desperately want independence and those who desperately don't want it for whatever reason, but a tension with Westminster that says: “We've got photographs of the billboards ‘Better Together, far more powers for the Scottish government’, where are they?” And I just think, there is no political will for that therefore even if we get something, it won't be good legislation, because nobody wants anything to be happening. And power devolved is still power retained, so they can have an agreement, one government can say “You can have it”, the next one will take it back. Who knows? But we will still be a puppet at the end of the string, really. They've put out some classic propaganda from the UK government, with the stamp of the UK government, with absolute bullshit on it: oil will run out between 2016 and 2017, I mean... Anyway... It's all politics, but if anything we'll get more people supporting us, just because it's so arrogant and just incredibly patronising. Nobody likes it, a constant reference to English people, how many Scots people in England and how many English people in Scotland, it has got nothing to do with that. Really, it's not the point, there's lots of Polish people in Scotland and Pakistani people and Egyptian people and Spanish people and Chinese people in Scotland. It's just about the country and its governance. And it really is not about nationality. And people from England have chosen to live here, so it's their decision about what the best for our own governance is. To kind of build up this national identity thing is really bad, especially when they show it as Salmond and the nationalists as though this kind of really evil, something that crept into society unnoticed almost and then we're beginning to see the worst side of British nationalism if not through UKIP then, if not through the coalition

government, which we see as well. I mean Cameron's speech, Osborne's speech, they're shocking. If you stop to analyse what they're saying, they are worse than UKIP. "We'll be a foreign country". Scots have gone to foreign countries, there's 49 million of us as a diaspora, but it shows that it is scary place, for the Westminster government to have some other sense of themselves that we don't share. I think the difference at least in the political culture is showing.

EMR – There's always been a sense of a different relationship towards the EU for instance.

JU – There was a poll, quite a wee while ago now. I think England was something like 40-60, England was 50/50 for Europe and against Europe, and Scotland was 68-32 or something like that. There's definitely... But then I think I can understand that too. I think Europe is much more in the DNA here, because we've been the poor relation in the British Isles – and by that I mean recognised figures of poverty; poor housing, ill-health, and so on – and we've gained from Europe, because that's what Europe does, it helps the one with the wooden leg, to compete with the person with two legs. So we've had all the infrastructure in the Highlands and Islands: bridges, roads, telephone systems, all kinds of things like they've helped us to be much more active Europeans. And people see that, the blue flag with the yellow stars is on every capital investment across the Highlands, and often in spite of Westminster because Westminster have to approve and there were lots of things that we wanted to do and they said "no", it was a really frustrating time. And we had to get round all of that and work with Europe, but the European officials could see that, for example, we needed schools and England said you couldn't get European funding for schools, that should come out of local authority funding for infrastructure, and so we got the money for community schools. So we got all the facilities of the schools and we just had to do a few classrooms, so we built community centres with educational facilities on the side, in order to be able to invest the money but people noticed it, the thing is that we listed all the things that we worst off at and then had the Westminster government say we couldn't spend the money on that, we couldn't spend it on harbours, when harbours was what we needed. So you know they've never really got it I think. They easily could have just said: "You decide." What difference would it have made? And everybody would have thought much more of them because of that. They thought it was their money, well, it was their money, it was our money. Just to have an imposition on how it could be spent seemed just having it for having it's sake.

EMR – You previously made a comment about how you felt it was necessary for the Parliament to reflect equity in numbers between men and women; do you believe in any sort of mechanism interfering with the selection of women?

JU – I'm not comfortable with it and I'm not popular with my feminist women friends for saying that, but I do think there is a culture that has to change, women need to change it. I really hate the idea of going along to a political party that is largely men, because more men join political parties than women, and saying that women are a special case, whereas I think people who will make this happen are women not men. So I think through every women's organisations encouraging women to put themselves forward for community councils, for county councils, for regional councils, and for

Parliament and to join political parties and have their voice heard, because that's what men have done. There is a system, and unless we're going to start a women's political party, that might not be a bad idea. I think it's about a change of culture and an acceptance that often the people the people that are working hard in communities and making them work are women. Raising that profile, having recognition for that work that women do, so that it's not one woman who turns up for a political party meeting is asked to make the tea, bring the cake and take the minutes. In fact, around the organisation we don't get any credit for it, I've never been asked for my opinion, and that's completely unacceptable. But we've moved on from there, I mean that was acceptable 25 years ago, not now, I don't know any woman that would accept that role any more. And I used to knock on doors and people would say: "My husband decides who votes", or "I don't pay any attention top politics but my husband does, he's very keen on it." Fantastic that you have that trust and faith and belief, but thinking for yourself is so much better. So I think fewer and fewer people would do that now, I don't know many young people who would say "my husband." I'd like to think that anyway. And also I think the arrival of the Scottish Parliament, and also people being influenced by other people. If I can be here, then it must be possible for anybody.

EMR – Have you found it difficult along the way to be selected and elected, as a woman?

JU – No, I think I've been aware of comments like: "I really like Jean, I think she'd be very good but I think we need a man" or "I backed a woman the last time and she didn't win, so I'm putting my money behind a man this time." I've had these things said to me, I just think: "My God." Women have always had struggle, we can be inspired by the suffragettes because they got there in the end. We have to just keep pushing at the door, people have went through more hardship, have had their feelings hurt, and get a bit frustrated with it but they didn't have a voice at all. So we should remember that, look how far we have come and try and encourage younger women to take an interest. My daughter has had her first baby and she's running the family business and I think: when would she be influenced by a party, what space in her life is allowing her to, she's not read a newspaper or looked up, because she's really busy and she is the person who takes responsibility of the baby while her husband is on a job share with her really, he looks after her as well, he'll have gone in, maybe when the baby under his arm, looking to see what the news is and so Rebecca probably is just talking to her baby. I see that, I see these differences. I'm not saying my daughter is wrong, there is a time when politics isn't at the top of your list. But I think to make a country's decision that it's not, so having it in your sight as an option as things we can do and be active in if you want to be active, I think we get to that place with young women, so that it's not only boys who go off to do politics, international studies, or whatever at university, politics and economics. Women have to just accept that it could be a career they could have as well. Do I think that that can come about by fixed lists and zipped lists and other things? I don't think so, it's one of these things that has to be much more in the fabric of everyday life.

EMR – Have you encountered any difficulties as a woman here in Holyrood?

JU – There’s one or two aspects I don’t like: I’m the only woman on the Finance Committee, and I feel that. I love it when there’s women, women come to give evidence: there’s a kindred spirit in the room. And I think that, just going back to an earlier remark, whatever meeting you have, if it’s all men, it won’t necessarily be all bad but it won’t be kind of comprehensive, until you have women there as well, and not one or two as tokens, but actually 50%. As somebody who has been at meetings where I’ve been the only woman, at meetings where there’s been equal members whatever it is, I think the difference is palpable. I think it’s so refreshing to hear, and also for men just to hear it too, because it’s not only women. I don’t think we’ll only get a change through men, I don’t think they’ll go to a group of men to say “This is what we would like”, that does not feel right. But I think as women become more assertive about these things, then I think men will stop thinking about it too. And also there are still men that show off, men who kind of show off because there’s women in a room or whatever, that’s bizarre! So I think there’s a bit of behavioural development as to what equality is. Can you imagine if any NATO committees and things were half women and half men; I think we would have had half the wars that we have had. I think they are much more likely to say: “Hang on a minute, there’s a practical solution to this, who should we be talking to?” I think men are much more likely to put down these red lines – and then break them anyway – and say: “We won’t do this unless you do that.” And then they don’t do that. And that comes about to an endless confrontation, “My gun is bigger than your gun” instead of: “Let’s leave the guns over there and have a cup of tea”. Actually, they would find that they quite like those people, people portrayed as terrorists, I don’t know, but Saddam Hussein, I find it hard to think that people could be so cruel. But I also find it impossible to think we could treat that country the way we did. Pretty cruel to kill thousands of people because of not liking their leader, there’s no logic to that, hasn’t done us any good, hasn’t done the Iraqis any good. Has it furthered the cause of peace and friendship around the globe? I don’t think so. So what was the point? Apart from oil been controlled by American oil companies? That seems to be the only outcome. And the country having been much the poorer in terms of its culture, buildings, architecture, history, heritage, sense of itself. Blah blah. No, women... We do, because they are great. I mean, well, we can’t talk about representation if we don’t have 50% women, or 52 in Scotland.

EMR – You mentioned it before, about the difficulties of juggling a private life and a political one: do you believe that Hollywood achieves something better? This is how it was envisaged to be at first, family-friendly working hours and so on. Does that live up to its standards?

JU – I think it tried because it tried to believe that you could do politics between 9 and 5, and I’m not so sure that that’s possible. I think the reality of politics is that it really is a very different way of life, generally. But having said that, I think the Parliament did try to do that, the bell is at 5 o’clock, not at midnight, not at two in the morning. But that presupposes that – maybe it doesn’t, maybe that’s my own failing – that that’s about women getting home making the tea. So long as it’s about both, and it’s recognising... And I think it’s much more about that now, because we have so many women, not enough, and women with young families, as well, quite a few, and in the Cabinet, and I don’t mean the two newest ones, but earlier, they’ve got young families as well. And quite a lot of the male MSPs have young children. So I think that, I have to accept that

the 9-to-5 thing is not just about women, but also I think it has to be about the role back at the ranch, about your children understanding what politics is, and I would find it really difficult, I know I would. Maybe that's just because of my age, or whatever. My husband died a while ago, and I can't imagine just doing what I do if he were also alive and work and doing things, I don't know when I'd see him, I would have to put him in the diary, to make an appointment to get a chat with him. But then having said that, people do cope with things, I mean I always think that because I'm on my own, I'm free to do it and I can do it three weeks at a stretch and never go home, and just keep going and going to different parts of the constituency and coming back here because I can. And if I couldn't, then you make other arrangements, I would either arrange to meet my husband somewhere else or he could come down or I don't know. People manage. But I think actually for everybody to recognise what the job is would be something. I suppose it's a bit like schoolteachers, suddenly they say: "You're on recess again!" And you think: "Well, yes but I'm working." "Are you?" And I'm not sure it would have made a difference, but I think that's why the SNP changed from three debates on two days to three debates on three days, because people said: "God, were only in there two days a week." So I think for the people who haven't been here, who don't understand the committee system and what work people do, think it would be healthy. Even to the extent of people thinking: "I could do that." Instead of a kind of mystery about job. I think people should do it, I think that would be great, sometimes I think we shouldn't let people do more than a term, maybe two. You can do it for two terms and it's a real privilege to represent your community and your country, you do absolutely your best for these ten years or eight years, whatever it's going to be, and then you get back to real life. I'm not sure that I approve of the professional politician that comes in at 23 and is still there at 63. Certainly it wouldn't have worked for me because I feel like the only things that I have done well, or I feel certain amount of satisfaction from, are things in areas that I understand and can fight for, because I know that what's happening is just mad, I really can articulate a case against, because you understand it from the grassroots. Without that, I sometimes think a politics degree is not enough. It's a bit like primary school teachers, I wouldn't let anybody train to be a primary school teacher until they were 25 or something, and had spent eight years after school – I don't know – travelling the world, or working in Sainsbury's, a bit of all of that, something that they could take, because that's where you get stories, that's where you have better understanding and you learn tolerance and all these things. If you have to work with the public or clean lavatories, whatever, you learn a bit of humility, you learn a bit of understanding and these are qualities I think you need if you want to do this job. Lots of different people come to see about lots of different things. I think having an intuitive reaction often is good, intuitively you know that this is something that needs to be done here, and intuitively you know when somebody's pulling the wool over your eyes at it and there are people who want you to fight their corner when they know that there are really wrong, they haven't told you the truth about the situation. I'm not sure that being a professional politician teaches those things. And, again, I would see women as having that kind of empathy, a sharpness and a kind of clarity of thought. Whereas men can be all over the place, about social issues, or things that are not quite right, or they'll run off with part of the story and not look at the whole piece. Whereas I think women are wee bit slower, cannier, but they can get the whole picture, if that makes any sense. I think we need more women. If we are going to have people that come in and stay in and be politicians for life that I think they need sabbaticals. I would say that for teachers to

actually, I think you should do no more than seven or eight years at a stretch and then get a year off, and go to India and discover painting pots or weaving palm leaves or something, just completely away from it to do some self-discovery and then come back. And I think that could happen here, just like we don't let people stay on boards and be re-elected and are elected and re-elected. And we shouldn't do it here either because it's too important for that. I think whoever you are, whatever job you do, eventually you take things for granted and that'll be done, that'll be done and just stop looking maybe, stop rewinding to think of what you doing. So I think any break in that contract is a good thing. But then if I ruled the world, I wouldn't let everybody sit on their seats until they'd spent six weeks touring around Scotland to discover about the country that they're going to govern. I don't think anybody should come in here until they've tried to go by public transport to at least half of the local authority areas including Shetland and the Borders, and as many as they can in between, by public transport, to visit the country that there going to make decisions about. And talk to farmers, and pharmacists, and typists, and factory workers, and fish farmers, and crofters and everybody, and then I think you have a feel for the country. I'm never going to get that, not without becoming First Minister: "This is what we are doing!"

EMR – Do you think that actually coming from a region that is remote and perhaps rural has giving you this take on things? As opposed to people who are elected here in Edinburgh for instance?

JU – Yes, I think it probably does but what is frustrating is seeing, I mean, for example Shetland at that time 17,000 people in a council of 22, would actually have had a better deal with oil and gas than Westminster did. Why would we not want to know that in Scotland? So for me, it's actually about looking at some of the amazing things. Scotland doesn't know Scotland because we don't have any broadcasting service that devolves itself in any sense, don't have a television station that's nationwide. We have Scottish television and to be fair to them they do a bit, but I think, we could know ourselves much better. People don't tell you that, but it's a fact that Shetland did, they do have an oil fund of 400 million. And that might not seem like a lot but for 22,000 people, to get 12 million a year, it's a million pounds a month into the community, is impressive. Westminster didn't do it, sold-out in fact, did quite the reverse. That's really irritating, at least at their best, it's criminal against the people we might have helped because of that industry, instead of lining the pockets of a few and floating BP on the stock market and watching it being sold off. Can we do better than that? Yes, really, of course we can.

EMR – And do you believe that having left the party has had an impact on your work here? Do you see a difference between when you were affiliated and now that you're independent?

JU – Yes, leaving the party was; it took me three days, it's not an easy thing to do, it is a bit like leaving your family. And also not knowing how people are going to react, well, knowing that they are going to be angry, being the kind of public enemy or something. But actually, I think both John¹⁶ and I – and I feel particularly fortunate – that didn't happen. It was, because of the vote itself, on NATO, there is a recognition that half the

¹⁶ John Finnie, député indépendant, aussi ancien SNP (cf entretien John Finnie).

party don't want to be a member of NATO, and that has to be an issue for the party itself, I mean its policy, just as it would be we win by few votes, to have independence. It has to be an issue at one point about how many million votes that didn't do that, it has to be the first concern. And so I think there was a concern within the party, that we hadn't left for any other reason. I didn't leave the party because I didn't like the people, or wasn't agreeing with all the policies, I stood on the manifesto that said we wouldn't be in NATO, so I kind of felt the party had left me. But also I did make an effort to make sure that I spoke to everybody, even the people who didn't want to speak to me, and eventually they go over that. This isn't about personal thing. And in fact, I think given the time that we live in, it's actually been easier to do. There is a "yes" campaign to jump into, ready-made with all same philosophy of the party; more or less if it was something that was in the manifesto then I support the party and vote with them, and they know that. And if there's anything that's not, then I'm happy to hear their case. I have voted against them on a couple of things. But, the big issue for us just know is independence, and I think that there's really good people, there's some really able people in the SNP. And I think that the fact they've never been in government before, they've never done anything like this before, and I think, to be honest with you, Alec and Nicola¹⁷ are pretty good, given that they don't come from – Alec possibly more so – a long line, they can't look back and say: "When our party was in government in 1876" or anything like that. They are it, 2007, was it. And they had everything to learn, and, from what I gather a fairly hostile civil service, because there was seen as the kind of rebels, or whatever. And now, first time in government with a majority, and just like the Labour Party have had to learn about being in opposition, because that was something they never imagined they'd have to consider. So the SNP never imagined the day when they would have a majority. All of that that has been new, and at the same time, there's been the weight of this massive Westminster machine, that is not about cheeky counts, coming along to puncture the wheels, at all, it considers that it will roll on in its, I think, elitist manner, for years to come, or for generations to come, if people let that happen, regardless of who they vote for, whether they put in a Liberal government, or a Green government, because the system is so fixed. And that's what we're seeing, I think, is that suddenly, because up until Christmas nobody was bothered, I mean English papers didn't mention Scottish independence, *The Guardian* mentioned Scotland for God's sake, well they did a special supplement on 2011 for a week after the election. But then they immediately forgot after that, a couple of pages about how Scotland had elected a majority government in a system that was designed not to do that. It was kind of "Oh look." And then it was forgotten, until the polls started to narrow and now some of the things that I hear, I'm a bit of a Radio Four, I don't have television but I'm a bit of a Radio Four fan, that annoys me sometimes, people on any questions things like that are just showing how ignorant they are, either of the Scottish Parliament, or of Scotland. And I don't blame them because we're the same. I think that was maybe the problem, we've never sold the Union, if it had worked I guess we'd all feel British. And it would have been like saying you were Pict, or something, Picts stopped being Picts and became Scottii. But we haven't stopped saying we're Scottish, and we haven't stop saying we're English. These should be old-fashioned terms if the British Isles had really kicked in. I think it hasn't kicked in because we haven't included, we've been exclusive

¹⁷ Alex Salmond et Nicola Sturgeon, alors Premier ministre et Vice-Premier ministre.

from Westminster, but I'm regretting we're not a republic. I would have a referendum immediately on the Royal family. Quite a lot of people would like that too.

EMR – Is that a view that is shared?

JU – Probably not.

EMR – I haven't heard any of that coming up in the debates.

JU – All the radical independent movement. Have you met with them? There are amazing. There is that chap called Jonathan Shafi, you can look him up. He, together with others, had what they call radical independence conference for people who were not in the SNP but wanted to vote “yes” and I think he booked the University union thinking maybe he would get a hundred or a couple of hundred people at the most, if he really worked at it, and he moved to the Radisson Blue Hotel in Glasgow when he got to 1200 people signing up. And last year he had a second conference, I spoke at the first one because I had just left the party at the time, I got invited as a bit of anti-NATO person. But I think they had over 2000 people, not there but tried to come. They couldn't get a venue that they could afford, and there's now radical independence groups all over Scotland. There's a conference in Inverness, a week on Saturday, with loads of very good speakers and people exciting. They are not all republicans, but there's people coming out of the woodworks. I mean, when you go round, there's lots of people came off the voters register at the time of the poll tax and they never bothered coming back on again, people thought: “What's the point?” No point voting for Labour over Conservative anyway. But suddenly they're, I think I heard something like 86% had registered to vote this time, and we never see that number event, if they actual vote as well, it'll be interesting. There's meetings happening literally from Unst¹⁸ to Dumfries, and lots of people coming out. I think it's the first time in generations that anything has interested people in what's happening, and it's going to get increasing, I think. More people in Europe want to know what we're doing. Suddenly the world's eyes are on Scotland. And the threats are there, threats are coming thick and fast, George Robertson's forces of darkness, this small unimportant little country suddenly is going to be the cause of the end of the Western world as we know it, all that kind of stuff. So, it will be interesting, are we smart enough, bold enough, tough enough, or are we risk-averse? Are we not going to do it? Do we have any sense of what's going to happen? And what does a “no” vote mean? Everybody has different versions of what that looks like. And people can be as terrified as I am about “no” vote by a “yes” vote, I have to accept that. Somehow trying to keep the argument calm, because I find it really hard to see why anybody would vote “no” to self-governance. I don't get it. Because anything we've done together, we can carry on doing together. There's nothing to say that we wouldn't have gone into World War II, we wouldn't have joined forces, if the thing is right to do, it's right to do. And we currently share things that are devolved; when London had the rights we sell 1200 police from Scotland. Why wouldn't we do that? It's our neighbour, it's our next door neighbour. But it is that, it's our next door neighbour. When it's the right thing to do, we can do it. When it's the wrong thing to do, like go to Iraq, we can not do it, not support them. The idea that we get it all right and

¹⁸ Ile au nord de l'archipel des Shetland.

they get it all wrong of course is nonsense too, because we'll make huge cock ups, I'm sure of that. But that'll be okay, they can come and shout at our MPs in Edinburgh till we get it right or change them. And be much more closer, I do think, when we look at small countries, with populations the size of ours, they are quicker on their feet, they can react, they can do things, people are much more in control of their parliaments in terms of influence, of knowledge of other countries. I think we've lost all that, we need to get it back. And women are at the centre of that too. And I think they also understand much more, I think they can relate the everyday to the local events, to national events, to international events. I think they care about food banks, the growth of food banks, I don't think they are convinced by the austerity budgets when they see what it does. I think they are much more practical and seasoned at doing the right thing. I think they would prioritise things easier as well, than men do. I suggested to somebody in local government recently that they were putting a lot of money into an organisation and hardly any into another one, both of whom had the same objectives, and the one they put their money into had a terrible outcome in terms of their objectives, and the one they put hardly any money into had a fantastic outcome. And they said: "There's not really anything we can do about that." And it stayed with me, you know. They said: "You know how these things are set up, politically it wouldn't do." And I just thought: "No I don't, you don't, if you're affecting more change for this number of children, by doing something this way, with starving the organisation funds, and in these days of money being available, why would you do this? Why would you do that?" I know it sounds ridiculous, but it's a boy thing! We've set up that organisation, encouraged them, we've given them money, it employs a number of people: undoing that is too difficult. But over here is this voluntary organisation, if they go to the wall we don't notice. Because we didn't actually set that, somebody else did, we just help them along with petty cash, no obligation. And I don't think women ever care for that, they just want to see results; more children out of poverty is a number one priority I think. Because it's really what everybody judges a nation, how well we look after people, our poor. For whatever reason actually it doesn't matter what makes you poor, that's just an opinion, but for people who live through that, and end up there, then that has to be a priority for the country. That's something worth fighting for, and women will do that. I do think that they are not bothered about what anybody thinks of them or says, in the same way as men. People would not [inaud.], I realise that. We could do with more chance to prove that I'm right, it's just evidence, and we can't have the evidence until we've got 50% women, that's a risk that the men will have to take.

EMR – I had a final question perhaps, which was in the literature that I'm reading, about the 1990s, a lot of commentators were saying that the Scottish society was very chauvinistic.

JU – In the '90s?

EMR – Well, yes, this is when it was written, would you agree with that statement, perhaps for the '90s? Do you think it has any remnants nowadays?

JU – I think I will probably have to say I don't know. I think there are huge sways of areas in the Highlands where we were a matriarchal society, Shetland being one. Well, particular areas where women were left: so, if your husband was a whaler and he went

off to the South Atlantic for months at a time, then, you were wearing the trousers so to speak, you were rearing the children, probably keeping livestock and you might even have been doing a bit of fishing. So these women were pretty hardy and would not take kindly to a man coming back at the end of six months and declaring – I think even some of the reports from the whalers, just to use that example, would confirm that too. On Skye it was the women that led the battle of the Braes, women who stood up for land reform, in Glasgow it was the women who went on rent strike, not the men. So I think we've got an incredible history of taking the lead. And we've got a few months to go, maybe the women will take the lead in the independence campaign. We have to remind them of where they've come from and what their fight really is. That would be fantastic, to see hundreds and thousands of women out in the streets saying: "We want local government and we want to be part of it, and we will have our say, and we want fairness and equality." And it's all there, it's all possible, the thing is, it really is an option, the possibility of getting it without a "yes" vote is diminished, there's no doubt about that. So whatever you're hoping for, and true it can be a false hope, it might never happen, but it certainly won't happen the other way. At least you've got a hope for hope with a "yes" vote and change. And too many people are talking about the changes they want to see for nothing to happen, with a "yes" vote, but the possibility of nothing happening with a "no" vote, it's quite high. And women understand that, I think, if we just get to them. I fear for older women who are perhaps more isolated, who watch television and read the papers, because we don't have the media, we don't have anybody in the media saying independence is a good thing. And that's hard, it's almost like – as I said earlier – it's a kind of underground movement, really. It has to be people speaking to other people. Suffragettes didn't have the media with them either, or the poll-tax campaign, the media absolutely were against that and against the suffragettes, so there's hope.

Entretien accordé par Sandra White, députée nationaliste au Parlement écossais pour la circonscription de Glasgow Kelvin, le 19 septembre 2011.

EMR – My first question would be just to ask you how you would describe yourself as an MSP, and if being a woman is a major characteristic of that.

SW – Describe myself as an MSP. Basically, I think of myself as more of a community activist. I like to get out and about in the community, and I see my job as an MSP to obviously represent constituents but also to raise any issues they have pertaining to the way they live or to raise that in the Parliament. So, I see myself as a voice for the people who don't necessarily have a voice, in that sense, both locally and internationally as well.

EMR – Yes, I've been told you're quite involved...

SW – Yes, I'm quite involved in Palestine and Middle East stuff, and asylum seekers as well. Being a woman MSP – I think, first if you're talking within Parliament-wise and groups in the Parliament, sometimes it's more difficult being a woman, because it's still an all-boys' club to an extent. And women while also very good at networking outwith the Parliament, they don't tend to network with each other in the Parliament. And I think that's something that we really have to look at. Men MSPs will speak to each other – perhaps over a pint, or whatever it may be – women MSPs tend to be perhaps more diligent; they work on in the office, they have families as well and to go home to. So I think, for women to network with other MSPs is more difficult. And that's probably a bit of a downfall, and obviously there's still a macho culture. I think if you look at the make-up of some of the committees, you'll find, like, the economic committee, the finance committee, very seldom get a woman convener of these committees and I think it still unfortunately tends to be down that line. It's improved a lot from when I started in politics in 1989, but I think there's still a way to go in that respect.

EMR – Oh, I'd like to react to that idea of a macho culture because it's something I hear a lot coming from Scots themselves.

SW – Yes.

EMR – How could you account for that?

SW – I think it's probably just a culture thing basically. You know, it's years and years – there are a number of people, younger men in particular, who see their roles as being entirely different and fairly equal. But I think it's something that comes through. Even socialisation in Scotland: there were men-only pubs at one point, some are still men-only, lots of clubs don't make themselves available to women. And even in politics, most women will join a political party and they'll be asked to be a social convener or perhaps bring a cup of tea, and that seems to be unfortunately the norm. And women are not – not all of us, but a number of us aren't confident enough to push

themselves forward and say: “I would actually like to be a convenor”. And men always seem to find the time to go to meetings, whereas women don’t – they don’t push themselves as much. I think that’s a generalisation of it, I don’t think it’s just immune to Scotland as such, but certainly compared to perhaps well Westminster. The Scottish Parliament has got better representation of women than Westminster has but I still think there’s a macho culture in certain countries, Great-Britain, Scotland, England, Ireland and Wales, I think maybe other European countries are a bit more forward thinking than we are. Although, when you look at Norway, Sweden, women have always been to the forefront. The SNP has always had strong women in that respect.

EMR – You were mentioning the SNP’s strong women and obviously they’re quite well known. Do you think that they’re representative though?

SW – Yes, there, it seems to be strange. When I was about fourteen, fifteen, I always believed in independence, none of my family, they’re the old-school trade union and Labour party. I don’t know where it came from but I always believed in independence, I always followed that very closely, followed Winnie Ewing, Margaret Ewing and various other people that I thought were very strong women within the SNP movement. But overall, it just seems difficult, perhaps it’s because SNP-wise we wanted to have independence, so we were always on the outside looking in. The SNP, ten, fifteen, twenty years ago, wasn’t somewhere you came to to get a career. It was a movement and a belief – perhaps that’s why you had strong women, because you get very strong women. And the suffragette movement who were always fighting injustice and I think that’s where women are the strongest when they fight injustice. And for me, it was the injustice of Scotland not being able to look after its own affairs. Maybe that’s what attracts women to certain causes. I watched a programme last night on the TV called the Chile one, about Chile and it was very interesting, Chile and Bolivia – they’ll probably make them on as a repeat - and the strong women there in the trade union, it was quite amazing, who got things done. So, I think maybe you’ll find women in that level and they feel that they can do so much more on the grounds, to push and change things, than perhaps they can do, within a formal setting like a, like a parliament basically, you know.

EMR – So, within the SNP, you haven’t felt your gender as being a hindrance?

SW – No, certainly I haven’t felt the gender as being a hindrance. But certainly - I haven’t done it so much in the last couple of years – but we used to have a women’s group within the SNP, (councillors, MPs, MSPs) where we would travel around the country and speak to young women members. I’d say to them: “Look at me, I’m just an ordinary person, I’ve joined the SNP, look what I’ve got, look what my views are”, and encourage them to come in more, and well, I’ve never found it discouraging to me. But there’s certainly people within the SNP, who don’t feel encouraged enough or confident enough to come forward. And certainly, when we were looking at focus groups for the SNP, women were one of the ones that were less likely to vote SNP than others. It’s changing now but in the beginning it wasn’t that way. So, it tells you, women – perhaps - have got much more to think about: they’ve got houses, they’ve got kids, that type of thing, multitasking and obviously, if you get elderly relatives, elderly relatives usually fall to the women in the family, who will look after the elder relatives, the carers side of

it, as well. So, I think, all these facets makes it more difficult for women to be very focused on one thing, because there are so many other things going on in their lives. I think that's probably one of the major problems. They are seen as having to take on these other roles, whereas men are just able to... I've always been amazed – I wish I had a mind like that, basically where you come in and you've got your work and actually you focus, and you leave your work and then you come home and there's somebody else to pick up the pieces. And I suppose it's the role and the model that society knows, which – I think – has got to change.

EMR –I suppose at one point you decided you wanted a career within the SNP, did you feel that it was difficult as woman to get selected on even elected?

SW – Well you came across it, but you never joined the SNP for a career. That is a big difference. Maybe now it's changing. It's usually - I call them you men in suits, more than young women...

EMR – Now that you're becoming more prominent?

SW – Yes, now that we've become more prominent, I think, we're starting to see the SNP unfortunately change, in the way that the Labour Party has changed as well, where you get people who have been at university, and they come out of research and they go into, you know, be an MP, MSP, councillor. So there is a clear pattern there, there never was before. And I think if you ask anybody over the age of forty in the SNP, you'll find that nobody joined the SNP for a career. For me it's always been about one thing and that's independence. I just happened to get elected on the road, on the way. But my fulfilment will be when Scotland becomes independent and then I will say: "I've done my job." And I will leave and I'll leave it to somebody else [rises]. I've always said that and I certainly always would do that. So it was never a career move. Plus the fact that you would never have got a career in the SNP anyway, considering that we were always fourth or fifth in the polls. If you were campaigning, people would throw bricks at you and all this kind of stuff. So, for me, and for others, it certainly was never a career move. But, I think, you're right; we're starting to see it changing now. I never had any problem with being elected, I mean I stood in a by-election in 1989 – I joined the party in 1983 and stood in a by-election in 1989 for a council seat and I won by 16 votes. I didn't have a problem with being selected. In fact, there were two of us – myself and a lady called Margaret Kelly were the two candidates – so I won that and I never said to anybody that I would actually stand at Westminster, Scottish Parliament etc. etc. I never had any problems with getting elected or anything like that. Because it was genuinely a movement, they wrote to the best person they thought to put that forward. And now I do see it change slightly, and I don't think it's for the good basically. I don't think it's a good thing.

EMR – Do you think now that, because the party's gained prominence and people may go into it for a career it's going to change, its structure, and even after supposedly independence...

SW- Well, I don't know about change its structure. I certainly think they'll be some changes within that. Because obviously if you're getting a lot of younger people – it's

not older people, it's obviously younger people coming from university - they will have a different outlook, I'm not saying different beliefs but there'll be different things and you will get the jostling within for a position etc. etc. So, I think there will be changes and I don't think it's a good thing because I really think that the SNP is a cause as well as a political party and I think you've got to have that fight and that belief of independence to do a proper job, and represent not just the people who voted for you, but to represent the party and the belief of the party and what it stands for. I think when you turn it into a career, you lose a lot of that, you lose that and it's not something that I'm particularly happy to see, or maybe proud to see. Later on, when we get independence, the SNP will still be a party. Although many years ago, it was: if we get independence the SNP would disband. That was one of the issues that was on the cards, and then, obviously and quite rightly so as well, we've got quite a lot of quality people there. Why would you want to do that? Take the party through, take the country to independence and then leave it? It's just crazy! But at that particular time, twenty-thirty years ago, it was thought: "Well, we are a movement and that's what we are moving towards and then everybody will disband and join other different parties." But obviously they won't now, once we have independence, the SNP will stand, maybe they'll change their name - social democrat - I don't know, but certainly, they will still be there. They'll be there once we get independence as well because there are a lot of good people there who you couldn't let go: Nicola, various other folk, you just couldn't let them go.

EMR - You said you joined the party in nineteen...

SW - eighty-three...

EMR - 1983, but you said independence had always been a dream of yours.

SW - Yes, absolutely, yes.

EMR - Well, there is a gap though, between having ideals, and joining a party and wanting to do something, to be active.

SW- That's right, I think the reason I joined the party was pretty straightforward actually. I'd always believed in independence, and had, campaigned - it wasn't professionally campaigned or anything like that. But when my kids were young, we never had nursery schools, we didn't have tenants' associations, all local community stuff and I set up police schemes, and tenants' associations and that type of thing. And they were very successful and they were good for the community. And then the council was saying "Well, we cannot afford to do these kind of things anymore." And somebody says "You know, the best way to do that is, to get founding and to keep them on going is to get elected to the council." And of course, I thought: "Well, that's quite a good idea, I'll probably do that." And the only party that I'd ever been interested in was the SNP. So that's why I joined the SNP and started to do the stuff, started to get elected in the council, started to do that, and then started to do more and more to see - basically the ideals were still there. I think if you lose the ideals and the beliefs, well, for any party, you might as well not be there. What are you there for if you don't still believe in the ideals of that particular political party? And I just became much more involved in

other issues, you know, international issues – I'd always been interested in trying to get rid of that, things like that. It opens a door free for more areas you can actually look into. And you can look at specialist areas as well. So I just sort of evolved from there, basically.

EMR – And it was a very crucial period obviously, to join the SNP.

SW – Yes. Well, I obviously didn't join them when we were on a high. I joined when we were down in the doldrums after 79; I joined just after that, basically. So, nobody could accuse you of jumping on the bandwagon when you're unsuccessful. A number of people I know joined at that particular time as well. I mean, I had always been on the fringes, if there were any meetings I would go along. But I was always interested in Amnesty International, in Green Peace and that as well, I went on any meetings like that. But when the opportunity came, the party I chose to join was the SNP.

EMR – And what did you make of the campaign for a parliament at that time?

SW – It was a strange campaign for the parliament at that time. A lot of people were in the forum and there were a number of people in our party that didn't believe in it, they just wanted to go straight to independence, they said: "Oh it's going to take us down". And I thought: "Well, you know, it's better than nothing, we can get something out of this." So there was myself and a Labour politician who came from Barrhead, who went round, well, basically the West coast - Glasgow, Renfrewshire - and you know, held public meetings, to explain to people "This is what the Yes/Yes vote would give us, or Scottish Parliament vote would give us". So, in our party as well, a lot of people just did not want to go for it. You know, I campaigned, I'm trying to remember what his name is now, Ewan, something like that, who came from Renfrewshire, he was actually the leader of the Renfrewshire Labour Party county council at that particular time. And himself and I went round the country, explaining to people "You know, you need to vote for this, you need to support it." So, I was pretty actively involved in that as well, basically, just to get the parliament set up.

EMR – Basically, what my research is interested in is that movement for devolution being paralleled by a women's liberation movement saying: "Let's take this opportunity with this blank slate to have greater female representation." So what were you thinking at that time? Of the Campaign for 50/50 for instance?

SW – I mean, I wasn't for positive discrimination. Simply because I had never been discriminated within the party and we always had strong women in the SNP, and I always thought – and I still think – that people should be elected on their ability. And I have never encountered anything that has stopped me from moving on in the party. But, I was willing to, like round for the Scottish Parliament, I was willing to listen to people's views and give them an opportunity. It came to the SNP conference and it was voted down, lots of women voted against it, so it wasn't as if we were saying: "we won't even look at it". It *was* looked at, but the party - at the conference - decided that we didn't need to go, you know, positive discrimination. And it was turned down, and I mean - I don't know - maybe it was different in my day, but I still think we do have strong women in the party, and the people can see, like Nicola is an excellent example

of that: she's on the television a lot, she gets really good coverage, she knows her brief. And if you can look at that as an example of what women can do, then I would hope that would persuade you to either join a political party or vote for a political party, more than just saying: "Well, because you're a woman, you're automatically going to get a seat". I really don't believe in the positive discrimination one so...

EMR – So you wouldn't really say you've encountered difficulties based on your gender then?

SW – No, not in the SNP anyway, no, I haven't.

EMR – And how about in Parliament, regardless of your party?

SW – Well, no I think in Parliament, I think you'll see the difference, as I said, when you look at, I remember raising an issue with our own whip, at the time in business managing, in fact we had a finance committee and there was no woman on that finance committee, and I said: "That's wrong, that's absolutely wrong." So I think in Parliament, you get people from all different parties, yes, but I think collectively, you're back to the old macho gender. And I think it's slightly changed now, I can't remember who's the head of the finance committee, but certainly up until a year ago anyway, very few women would have been convenor of the audit committee which checked all this stuff, convenor of the board of legislation committee, convenor of the finance committee, the economy committee, I think you'll find, if you look that up, you'll see that they were on the committee but they didn't have a substantial role. But I think the Parliament lets itself down in that, not just party-wise but every party. Certainly, I can see it and other areas where I do pick up and have raised this at the party as well; at a party conference, SNP conference and I look up on the stage and all I see is men. And I'll go to the chief whip of the party and say: "Look, this is getting televised, you're supposed to be trying to get women involved. This is supposed to be democracy and there's not one woman up on that stage." And I think you've got to keep saying that constantly, all the time, you've got to remind them. It's certainly that part I have noticed has slipped away in that respect. And I think that's a big problem. It's easy for them to slip back into that - men - and if they are the ones with the powerful jobs in the party and in the Parliament, then, I think it's incumbent on us to continue to remind them that there are just as good women here who should be on that platform. So, I think it's becoming difficult again. You know, as I said, I've never ever encountered any difficulty, because I always had like Winnie Ewing on the top platform, Roseanna Cunningham on the top platform, Margaret Ewing on the top platform, a number of other ones who went on the platform, who were very influential in my life in the SNP anyway, who were there, who were encouraging people. And I think what we did; we've slipped away from that. Certainly see it coming, certainly see it just now anyway, that you've got to remind them: "By the way, you have to have women on that platform". So, maybe, men are slipping into their comfortable modes – you know deep down it's always there, I don't know.

EMR – So, would you say it is a question of having specific figures as role models?

SW – I think so. I mean there was a lady called Helen Davis – she’s long dead now – when I used to go to party conferences, she came to me and spoke to me, and said “I think you should put yourself forward, Sandra, for Westminster or whatever it may be.” And I had three young kids at the time; “Oh, I don’t know Helen.” “No, no you’ll be absolutely fine!” And I don’t even think it’s about your gender sometimes, it’s about your background as well. Bare in mind, I left school at 15, I went back to further education when I was 33, and funnily when I went back that’s when I stood for the election. So I was doing university and council at the same time. So it’s never just your gender, it’s your background as well. Am I good enough for this? Can I give it enough time? And I think you’ve got to have role models there that you can relate to, and it doesn’t necessarily have to be professors and people who have come straight... And Margaret Ewing was a wonderful role model as well, Margaret was very clever, she was a teacher, yes, but apart from that she had a really good head on her shoulders, she could talk to people and she’d been across all social aspects. And I think that’s a talent, and people like that will get you, will encourage you to join, encourage you to get involved. So I think you do need really good role models up there. We can have perfectly good women up there, but they may not be great role models. So, I think it’s important you get the right role models.

EMR – Do you think it’s part of your role as well to encourage the younger generation?

SW – Yes, we used to have that, we used to go around the country. But also the STUC has meetings where they, you know they have them in Maryhill, Drumchapel, places that are less affluent. And I will go there as well, round with them, and talk to the young kids, I think it’s good to get into schools, and talk to the kids in school, to tell them that this is part of your life, everything we do affects you, so I want to hear your ideas, if I can do it, you can do it. I think it’s very important to encourage them.

EMR – I also had a question about your being re-elected. And this year has been different for you.

SW – Yes that’s right.

EMR – That’s a twofold questions really: how do you account for your previous re-elections and how has this year been different concretely speaking?

SW – Yeah, well, obviously there is the list system and the first-past-the-post constituent in Scotland, in the Scottish Parliament so we stand, and you can stand for the first-past-the-post and that’s all or you can stand on the list as well. Well, the Labour party always had that you couldn’t stand on the list and in a constituency, whereas other parties you could do both, you could stand in both. So what you did was, you would put your name forward to stand, and you would get a constituency to back you, for example Kelvin in Glasgow, they backed me from 1999, way back even before that, when I knew them, they backed me to stand for their constituency, which I did do. And then the party has what they call a list system, if you go on your grounds in Glasgow and give a wee spell¹⁹, and people vote for you. And I think the reason I was successful was

¹⁹ Livre, par extension discours.

because I'm very much a grass roots person, like today for instance I was out meeting lots of wee small traders in Byres Road and Dumbarton Road, just getting a feel for what we can do there. On my - what I call walkabouts - you meet people in streets and they will talk to you, so I always find that's kind of one of my strengths to go out, and sell the message of the SNP, but also have a chat with people, and approach them, and I'm quite approachable that way. So, I've always been known to be a community activist, so therefore people in the SNP would know me as that, and they would say: "Well, you know, Sandra will stick out for us and support us", so I'd do this and the other. So that was why, you know, you would get that extra support from them. Obviously there are some candidates who - there was a bit of jiggery-pokery going on and things like that, as you get in any party. They would ask people to specifically vote for them and not the other one, and all that stuff. But I never bothered with that, I just put my stuff out and spoke to people and that's how I would get elected. So that's what I did, and this time around, when we first started in Kelvin, the Labour Party's majority was 16,000 and last year it was 1200. So, you know, in the ten years - eleven years - whittled, whittled, whittled it down continuously so we knew we would win this time - first-past-the-post - whether we would take it in a landslide we didn't know, but we worked really really hard. You've got to have your activists behind you as well. You've got to have your activists behind you, if you're going to do something you've got to lead, you can't sit back and not work and expect others to do. You've got to lead by example, so I was very fortunate to have a great team behind me as well, and some really good people who would knock on doors all the time and phone in, you know, all the canvassing stuff. So, that was excellent and we won this time around. We didn't get a swing the way the rest of the country got it, because Kelvin is a really really strange seat. There was a real stronghold of Labour way back in the early years of George Galloway and that. But previous to that, you had a big Lib-Dem vote with Roy Jenkins, and of course the Green Party started to come in and own a place. In Scotland the Green Party's strong, although with this one who's been elected in Edinburgh, the only place that's really strong is Glasgow²⁰, and that's Glasgow Kelvin where you've got a number of councillors, plus the fact you've got a lot of people, obviously from university, all up the kind of affluent areas, who are very environmentally conscious and will vote Green. So, it was always a four-way split. First of all it was a three-way split, then it became a four-way split. But the SNP gets stronger and starts to campaign in the area, so Labour actually increased its vote in Kelvin by 0.05% and we increased ours by 4%, so just under 895 votes I think, we won by. We didn't get a huge big swing the way we did in the rest of the country. It has never been that type of seat; it was a seat you had to work at. Then we took it, and that was a big difference on that one.

EMR – Has it affected you, as an MSP within Parliament, are you treated any differently?

SW – Constituency-wise?

EMR – Yes, and then by your peers?

²⁰ Aux élections de 2011, les verts ont eu deux candidats élus : un homme pour la région Lothian et une femme pour la région de Glasgow.

SW – Well, absolutely. I used to think, as far as I'm concerned, if you're elected, that's you elected and, you know, basically "bums on seats", if you want to call it that way. It was always, it adds up to the numbers. Constituency MSPs were always looked - well look at it the other way around: list MSPs were always looked upon as being different, not as much valued as constituency MSPs. I never saw it that way, obviously when I was a list MSP I didn't see it that way. I thought we're all valued for the same stuff and it depends on how much work you put into, whether you get valued or not. But I think people outside the Parliament see us differently, constituency-wise. I mean, you will be the first person to call for any business, or any group or that type of thing, they would just go straight to a constituency MSP. And Parliament-wise, certainly, people in the committees, the clerks, they are treated just the same, as I would have done when I was a list MSP. So, I think it's outside agencies that treat you differently. Because you're a constituency MSP, they come straight at you. But then again, you may look at it even differently again, by saying: "well, you're actually MSP of government". Now, I don't know if that has more effect than being a list or a constituency MSP has. I think it probably has more affect than what position you are, whether you're list or whether you're constituency. So I think, that's got a lot to do with who's in government.

EMR - That's changed as well.

SW – Well, absolutely, I think that's possibly why I'm more approached. Because you're in government, not necessarily because you're a constituency MSP or not, that's the difference.

EMR - I also wondered how you perceive Parliament to be, as perhaps compared to Westminster, how it was envisaged to be: new and less confrontational and more transparent...

SW – Yeah, it was envisaged to be that, I don't think it's less confrontational. I think, even though it's shaped in a horseshoe way, that you're not supposed to confront each other; you still get confrontation because the politics of it don't change. Even if you set it somewhere else, the politics don't change. I think it's the place you are booing, you are hooing, things like that and the Scottish Parliament isn't Westminster. But confrontational-wise, I think the politics – particularly from the unionist parties – are still the same, so I think you're still going to get the confrontation. And people have been standing for the Scottish Parliament and other parliaments as well for a number of years and to try and retrain folk is difficult basically also. I don't think there is as pompous a ceremony as Westminster is, but I still think it's confrontational. I'd really like it to be all nicey-nicey, and things like that.

EMR - It was in Winnie Ewing's autobiography that she wrote that because she'd experienced all three parliaments, she did feel that it was less confrontational than Westminster.

SW – Yes, I think that for Winnie being SNP as well had a lot to do with it too, and people just were not nice to Winnie at all, down there - obviously you've read the book. They were not nice and you didn't get help or anything like that like, it'd be just "on you go and you can find yourself here, there and everywhere." So I think it was more

difficult there. But I find with Westminster, it's cold and there's far too much of the old ceremony and Parliament here is smaller and perhaps it's less confrontational - the way Winnie sees it, shouting back and forth - but you still do argue and maybe it doesn't come across as confrontational, but I still think it can be.

EMR – Perhaps less aggression for aggression's sake?

SW – Yes, aye, maybe that's good a way of putting it, yes. You still get your point across... I mean you've only got what? You're jumping up and down, putting your hands up, whereas in the Parliament, you have a set slot, you've got a subject to talk to. So, you've researched it, you've looked at it so you wouldn't just jump in there: "Oh I've got to pick a name and fire something out", you know what you're going to say. So possibly, that's where the less confrontational comes from, that it's more measured. But it's still there - I think anyway [rires].

EMR - And do you feel that there is more accountability to the constituency, compared to Westminster?

SW – Well, I think so, because you cover a lot more. To be perfectly honest, I don't know what they do in Westminster, our own MSPs as well. Well, basically, we cover all the things that affect people's life, on the ground we cover. So, there's obviously more accountability, I mean, I can go out there and speak to small businesses, there are certain things - that's the big thing, that's the reason it's up ahead with small businesses - really very costly, we don't have that power. Obviously, there is not a lot I can do about the VAT. [...] Everything we do touches everybody's ordinary lives, even though we still - MPs still meddle in things that we shouldn't, in things like emigration and Trident, and all these foreign affairs, but you also get that, people raise that with you also. Whereas you might be going there for something entirely different, and they chat. But they will raise international issue, and they think that the Scottish Parliament can look at that. So, I think it's much more accountable with the fact we deal with all the things people are dealing with on the ground, but then we also deal and meddle with things that are not necessarily responsible for. So, we are the first point of call, I think we are more accountable than Westminster, we are seen to be more accountable than Westminster as well. That's why when we get rid of Westminster we'll be fine! [rires]

EMR – Do you think that there is a feminine style of politics?

SW – Well, there's lots of feminine styles of politics, isn't there? Yeah. Johann Lamont, for instance, she's very much a feminist, and Margaret Curran was the same, but maybe the definition of feminist has changed slightly from before, when we didn't have so much, in the way people would perceive, in the way of power, because there wasn't as many women elected. But I suppose – different forms of feminism...

EMR – Would you say that because there are a lot more women in Parliament in Scotland than there are at Westminster, the issues are different?

SW - Oh, you're talking about. I think there are, I mean they do. Down at Westminster, the big issues involve defence really, what's the defence? It's all about aggression, isn't

it? There's a lot of aggressive politics down there, such as defence, war, etc. etc. And it's not to say we don't - we look at them up here, or deal with them. We certainly do tend to - violence against women, that type of thing. It takes, you know, poverty, kids - it takes much more centre stage in there. So, whether to call it feminism or not, but that certainly seems to be the point, we do deal with these issues in more detail, and more depth, and more often I would say, than they do certainly in Westminster. So, probably, that's what you'd mean by a form of feminist politics, yeah.

EMR - Oh, no, I mean, female sort of...

SW - I thought you were saying feminist, burning bras and all that stuff.

EMR - I'm not saying necessarily feminist, but female-style politics.

SW - Yes, yes. Absolutely, I think female equality do come through in the Scottish Parliament. And everyone's happy to debate them, and accept the fact that there is a number of issues that have been swept under the carpet - I mean really, definitely to keep focused on. Particularly, employment - although we don't have the powers over employment - but basically monitoring the glass ceiling, seeing people who get minimal wage, which we discuss quite a lot in the Scottish Parliament, particularly the public sector which we can have some control over. Equality issues, yes. And we have the equality committee as well, which looks at these issues in great depths. I think female politics, as you call it, does feature quite a bit in the Scottish Parliament. More so than in Westminster.

EMR - I think we've actually touched upon all of my questions, because you mentioned yourself, the chauvinistic quality of the country...

SW - Well, yes, it's coming though, to an extent, again. But we just need to make sure that it doesn't come through. But I think every successful party has that, unfortunately it's there and whether it shines through or just comes through, I don't know. But, certainly, if you're successful, you're going to have people who want to jump on the bandwagon, and I think that's unfortunate.

EMR - Do you think that now there are things being done to counter this sort of position?

SW - Hum. People, like myself and others, complaining about it [laughs] and saying "you've got to put it through proper procedure" and all that stuff. I guess it's got to be; you've got to look at it. No, I think the thing is, as long as - first of all, you've got to make people aware of the fact, [you] have to look at it and make sure it's not happened to a degree where you can't stop it. You've got to get it early and nip it in the bud early, and make sure that everybody has the same opportunities. But it's up to MSPs as well, because they'll take people on as researchers and then before you know it these researchers become MSPs or whatever it may be. So you've got to keep an eye on that as well. We try to encourage - well I say I try, I as others - encourage women to come into politics and to get involved. But I think we do not bad, in the Kelvin branch and all that. And I think we're doing not too bad in the party, but there are certainly not as

many women MSPs now as we had previously. You know, so that's something we need to... We're very aware of that, and we need to keep an eye on it as well, you know.

EMR – And do you think the party is doing enough – has done enough - on the laws it wants to implement?

SW - You would think it had, you would think it had because you're covering the environmental aspects of it, you're looking at the carers part of it, you're looking at education, things that predominately women would be looking at. And certainly more women are voting for the party. Whereas five years ago even, or even in the last election, it was women we had to try and reach to get. So, I mean, these focus groups we'll give you feedback, questions that they asked etc. Now, it could be that certain people just don't like the leader of the party maybe. It could be that even. People just perceive "Oh, I don't like him, or I don't like her", and they won't vote for you. So, it's trials and errors to find out why, because, I think, it can be quite, kind of insulting if you thought "well, there's no point in talking to them on the phone or face to face, so we'll just stick to education and child care". Some of the women will think, "that's great, that's what I want to see", but others might think "well, you know, I'm not particularly interested in child care, I'm a lot more interested in what happens in the African countries or whatever it may be". So, it's quite a balance. I don't know why we found it difficult to... Maybe it was the message – I think that was one of the things that came out of the focus groups, that women were more hesitant towards independence than men were, you know. And certain age groups the same. I think at the moment, the age groups that support independence - it's between 40 and 55, which is not a bad... You would think it'd be the younger ones who would be more supportive, wouldn't you? But, it depends on what appeal to people, and I don't really think you can put your finger on it saying, "well, women's issues, these issues they appeal to women and such and such issues don't". So, it's very difficult to gauge, but certainly we are getting more women supporting us now than we did five years ago, or four years ago.

EMR - Well, do you think the party's strength has given more, in terms of prominent members?

SW – Well, I think so, I mean, Nicola in particular has really pushed it forward and Shona who was a deputy. Health is a huge big issue, isn't it? And Nicola knows her brief very well, and we've got strong women, and Christine Grahame in the justice committee. Roseanna's very strong, in fact Roseanna was many many years ago when she first joined the party, she was probably a leader in green politics, she brought all that environmental part to the party and pushed it, that's why we hear the Green Party saying... We still have better policy, similar, better policy than the Green Party has and we always did have. Way back in the 70s, we always had good environmental policies. And Roseanna ran with it and pushed it. So, I think we've got good strong women there, and subjects that cover everything basically. And I think John Swinney comes across and is genuinely a nice man, but I think he comes across well to all voters, regardless of the agenda. But I think whoever is the front person I think people have got to like them, even before they listen to the policies you've got, in that respect. So I think we've got some really strong women to push that message across and I think from our party's point of view anyway, it's got to be a positive message. You've got to put a positive

message across because, sometimes, negative politics works, but not all the time. And I think that's what happened to other parties, it was far too negative in that respect. And I think Nicola comes across as a very positive person, she's feminine as well, I mean you don't want women look like men just for the fact that can push certain policies across like men, you know. So I think the front person who puts forward the policy has got to appeal to people as well. But that will only last a wee while, and then you've got your substance after that.

EMR - Do you think the party was first perceived as a single-issue party and then it showed that it was able to do more?

SW - Yes, absolutely. I would very much say so, it would very much be a single-issue party, it would be for independence and that was it, basically. "Let's go for independence", that was it! That for me was that particular time. And then obviously, in if you wanted to be taken seriously and stand in elections, you had to start and look into the various policies you were going to put forward, and I think we've been really good at looking things, in different ways, inventive ways. You can look at things and rather than saying, "oh well, we can't do that", we're looking at it from a different way. Yes, it certainly was perceived as a single-issue party, but now obviously it's much broader than that, and it's for the better. I mean we've all be educated through the years, haven't we? Well, I certainly have anyway! I think most people have as well.

EMR – And so, the idea of putting forward a referendum - well it's been established - so I suppose the government has regular polls to know where it's at. Are women more supportive now?

SW – I think they are more supportive; it all depends on the question that's asked, whether it be two or three questions. I think, maybe women are more cautious to an extent. My worry is, if you've got three questions, people will take the easy way out, they'll say, "well, we'll not go straight for it, we'll go for the one that says give Holyrood more powers". Well, it's not just women but it tends to be the culture of this country, that, I don't know, a bit of the devil you know type thing, maybe I should just stay where I am but get a wee bit more powers. That's a bit difficult one to see what the third question's going to be, I think. But yes, certainly women are more supportive of more powers, whether more supportive of full independence for me definitely remains to be seen. It will be how we play it out.

EMR – You mean the vote for the SNP wasn't interpreted as a clear support for independence?

SW – I don't think so, you know, although, talking to people in the street, there is a huge sea change. I think the first time was - when we got the minority government - there was a case of "well, I quite like what the SNP are saying and everything they do in this Parliament" or whatever party's in affects us directly; education, care, health all that stuff. And they've seen us as being "now we're going to do something a wee bit different". And they voted us in, and then they saw the good job we did. So then, they voted us in again, but with a majority this time, completely against the whole system and everything that what set up to stop anybody from getting a majority. So that in itself

was absolutely amazing. But I think they voted us in that time because they trusted us, not necessarily because they thought we could be independent. And that's my honest opinion, I'd love to say, "absolutely, they would do that", but now we've got to deliver what we said, and we've also got to put our case for independence, over the next two years, say. We've got to say "well, we may be responsible in some way for the Westminster debt", we've got to be responsible enough to do that. So we're going to have to lay all these things out, this is where we lay the cards on the table: and this is what we're going to get, this is what we're going to lose, various things like that. And we've got to be honest with people, otherwise the media will just drip-feed them - this is the worst thing that could happen - "you're going to be plagued if we go for independence". We know how they are going to react. We've got to be there first, we can't react, we've got to be proactive and get our message across and let the folk know that we can do it. It will depend on what the third question is I suppose.

EMR - So how do you feel about the media and how they portray the party?

SW - Oh the media, they would just like to destroy you, I mean, they would just like to destroy you. If you look at - you're talking about, 300, over 300 years of rule from Westminster - imagine Cameron being the one Prime Minister that oversaw the break-up of Great-Britain, I don't think he'd like that. And the media are very much unionist, they don't want Scotland to be independent, so we get bad enough stick, you'll see there'll be an awful lot more, coming forward, an awful lot more. And it's all the wee innuendos, and all the wee bits inside. Take for instance a very silly thing, but - was it two weeks ago? - Scotland were playing Czechoslovakia, football - and I was staying over, it was a Wednesday night, I was staying over on the Wednesday night and we thought we were going to watch the football because it's very important game, we've got to watch that. Because of the Sky TV, they weren't any pubs round about where we were that were showing it on the TV, so we thought we'd go back to the wee apartment and we'll get it on the TV, didn't have Sky TV, we'll listen to it on radio Scotland, didn't have radio Scotland. Now, we could listen to Radio 5 Live and hear the England game and I thought, "You know, this is ridiculous, you live in Scotland but you can't, one, watch your own country play football, and two, you can't even listen to it on the radio." And it's these wee subliminal things, it has been going on for hundreds of years basically and they are getting a bit better with radio Alba, TV Alba and various others, but it becomes a way of life that people don't expect to hear about themselves. And the media will certainly, I think, be worse when it comes - we really need to watch what we're doing and what we're saying and make sure the media don't jump on some kind of bandwagon to undermine us. And they'll do it all the time. And no doubt some folk will believe them and others won't believe them. So, we've got to be very, I think we're very smart and very careful. We've got a really golden opportunity here - for the years that I've been in the party and supporting the party - that we can get somewhere this time. We can actually do it, and that would be wonderful. And I could retire! [rires] and have a life!

EMR - And then, to finish on the subject of the media, do you believe that they treat women differently than men?

SW - Oh gosh, I mean, absolutely! Obviously the Presiding Officer, basically, they wouldn't say half the things they say about the Presiding Officer that they would with men and they wouldn't be asking the Presiding Officer, "what kind of clothes you're going to wear, what kind of make-up are you're going to wear" and all that stuff. Yes, absolutely, they do, they treat her with a bit of frivolity, they don't give it the *gravitas* it should have. And the media, obviously socialisation, people see the TV, what they want to see, what they want to hear, and read the newspapers, basically, and I just think they dumb it down, and they make it - for the women in particular you've got to look a certain way, get your hair done. You've got, "oh she had that same dress on three days in a row", all this rubbish, you know. Whereas, as I was saying to Bill, "you can wear a suit with three different shirts, whereas I've got to have a different dress, a different jacket", you know. There are certain things, - back and forth - so I think, the media, is something that should really wake up. They even do it with their own presenters, don't they? On the TV, you know, all that stuff "oh look she's lost weight", or "she's scrawny", all this. Yes, they've got this ideal that we're all supposed to live up to. Whereas when you look at some of the men you think... and they've been there for donkey's [years]. That's something, a bugbear of mine: football, politics, you look at these kind of - oh I hate that programme - Top Gear with Jeremy Clarkson, but you look at these programmes and these guys have been there for years. There's so new talent coming forward, you know what I mean, they're trying to change a wee bit in the football, by having the women there etc. etc. But it's the same old same old. And it's an old boys' club again, like Westminster, an old boy's club.

EMR - Sometimes the woman's that there; it's just because she's pretty.

SW - That's what I mean, you know, what's the point? To me, that's more damning than somebody who actually knows what they're saying or doing. And you look at these really successful businessmen and really, you look behind the scenes, there's a woman there who is a secretary, they do everything. Everything! And you're like: "they never get the credit for any of this stuff". And, yes, I think the media have got a lot on their hands for basically, in that respect.

Bibliographie

1 – Sources primaires

1.1 – Entretiens avec des acteurs-rices politiques

- Allard Christian, « Entretien avec Christian Allard, député nationaliste au Parlement écossais pour la région de North East Scotland », 30 avril 2014.
- Attwool Elspeth, « Entretien avec Elspeth Attwool, ancienne députée libérale démocrate au Parlement européen », 23 septembre 2011.
- Buchanan Cameron, « Entretien avec Cameron Buchanan, député conservateur au Parlement écossais pour la région de Lothian », 29 avril 2014.
- Davidson Ruth, « Entretien téléphonique avec Ruth Davidson, députée conservatrice au Parlement écossais pour la région de Glasgow et à la tête du parti conservateur écossais. », 14 mai 2014.
- Ewing Fergus, « Entretien avec Fergus Ewing, député nationaliste au Parlement écossais pour la circonscription de Inverness and Nairn et Ministre de l'Énergie, de l'Entreprise et du Tourisme », 1er mai 2014.
- Findlay Neil, « Entretien avec Neil Findlay, député travailliste au Parlement écossais pour la région de Lothian », 29 avril 2014.
- Finnie John, « Entretien avec John Finnie, député indépendant au Parlement écossais pour la région des Highlands and Islands », 30 avril 2014.
- Fraser Murdo, « Entretien avec Murdo Fraser, député conservateur au Parlement écossais pour la région de Mid Scotland and Fife », 29 avril 2014.
- Fyfe Maria, « Entretien avec Maria Fyfe, anciennement députée travailliste au Parlement britannique et membre de la Scottish Constitutional Convention », 2 avril 2014.
- Gilmore Sheila, « Entretien avec Sheila Gilmore, députée travailliste au Parlement britannique pour la circonscription d'Édimbourg Est. », 26 avril 2014.
- Harvie Patrick, « Entretien avec Patrick Harvie, député vert au Parlement écossais pour la région de Glasgow », 28 avril 2014.
- Hyslop Fiona, « Entretien écrit avec Fiona Hyslop députée nationaliste au Parlement écossais pour la circonscription de Linlithgow et Ministre de la Culture et des Affaires extérieures », 8 mai 2014.
- Lamont Johann, « Entretien avec Johann Lamont, députée travailliste au Parlement écossais pour la circonscription de Glasgow Pollock », 19 septembre 2011.

Malik Hamzala, « Entretien avec Hamzala Malik, député travailliste au Parlement écossais pour la région de Glasgow », 28 avril 2014.

Urquhart Jean, « Entretien avec Jean Urquhart, députée indépendante au Parlement écossais pour la région des Highlands and Islands », 29 avril 2014.

White Sandra, « Entretien avec Sandra White, députée nationaliste au Parlement écossais pour la circonscription de Glasgow Kelvin. », 19 septembre 2011.

1.2 – Textes de loi

1.2.1 – Parlement britannique

« Equality Act 2010 », [<http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2010/15/contents>], consulté le : 31 janvier 2014.

« Equal Pay Act 1970 »,

[http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1970/41/pdfs/ukpga_19700041_en.pdf], consulté le : 7 octobre 2014.

« Parliament Act 1661 », [<http://www.legislation.gov.uk/aosp/1661/7/paragraph/p1>], consulté le : 5 septembre 2013.

« Parliament (Joint Departments) Act 2007 »,

[<http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2007/16/introduction>], consulté le : 5 septembre 2013.

« Referendums (Scotland and Wales) Act 1997 »,

[<http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1997/61/contents>], consulté le : 5 septembre 2013.

« Scotland Act 1998 », [<http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1998/46>], consulté le : 20 juin 2012.

« Scotland Act 2012 », [<http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2012/11/contents/enacted>], consulté le : 14 octobre 2014.

« Scottish Parliament (Constituencies) Act 2004 »,

[<http://www.legislation.gov.uk/ukpga/2004/13/introduction>], consulté le : 5 septembre 2013.

« Sex Discrimination Act 1975 », [<http://www.legislation.gov.uk/ukpga/1975/65>], consulté le : 20 juin 2012.

1.2.2 – Parlement écossais

- « Adoption and Children (Scotland) Act 2007 »,
[<http://www.legislation.gov.uk/asp/2007/4/introduction>], consulté le : 5 septembre 2013.
- « Breastfeeding etc. (Scotland) Act 2005 »,
[<http://www.legislation.gov.uk/asp/2005/1/introduction>], consulté le : 5 septembre 2013.
- « Domestic Abuse (Scotland) Act 2011 »,
[<http://www.legislation.gov.uk/asp/2011/13/contents>], consulté le : 5 septembre 2013.
- « Education and Training (Scotland) Act 2000 »,
[<http://www.legislation.gov.uk/asp/2000/8/contents>], consulté le : 11 février 2014.
- « Family Law (Scotland) Act 2006 »,
[<http://www.legislation.gov.uk/asp/2006/2/contents>], consulté le : 5 septembre 2013.
- « Forced Marriage etc. (Protection and Jurisdiction) (Scotland) Act 2011 »,
[<http://www.legislation.gov.uk/asp/2011/15/contents>], consulté le : 5 septembre 2013.
- « National Library of Scotland Act 2012 »,
[<http://www.legislation.gov.uk/asp/2012/3/contents/enacted>], consulté le : 29 août 2013.
- « Prostitution (Public Places) (Scotland) Act 2007 »,
[<http://www.legislation.gov.uk/asp/2007/11/contents>], consulté le : 5 septembre 2013.
- « Protection from Abuse (Scotland) Act 2001 »,
[<http://www.legislation.gov.uk/asp/2001/14/contents>], consulté le : 11 février 2014.
- « Protection of Children and Prevention of Sexual Offences (Scotland) Act 2005 »,
[<http://www.legislation.gov.uk/asp/2005/9/contents>], consulté le : 5 septembre 2013.
- « Protection of Children (Scotland) Act 2003 »,
[<http://www.legislation.gov.uk/asp/2003/5/contents>], consulté le : 11 février 2014.
- « Regulation of Care (Scotland) Act 2001 »,
[<http://www.legislation.gov.uk/asp/2001/8/contents>], consulté le : 11 février 2014.
- « Scottish Independence Referendum (Franchise) Act 2013 »,
[<http://www.legislation.gov.uk/asp/2013/13/introduction>], consulté le : 5 septembre 2013.
- « Scottish Register of Tartans Act 2008 »,

- [<http://www.legislation.gov.uk/asp/2008/7/introduction>], consulté le : 5 septembre 2013.
- « Sexual Offences (Procedure and Evidence) (Scotland) Act 2002 », [<http://www.legislation.gov.uk/asp/2002/9/introduction>], consulté le : 5 septembre 2013.
- « Sexual Offences (Scotland) Act 2009 », [<http://www.legislation.gov.uk/asp/2009/9/introduction>], consulté le : 5 septembre 2013.
- « Standards in Scotland's Schools etc. Act 2000 », [<http://www.legislation.gov.uk/asp/2000/6/contents>], consulté le : 11 février 2014.
- « The Interests of Members of the Scottish Parliament Act 2006 (Modifications to the Schedule) Resolution 2011 », [<http://www.legislation.gov.uk/ssi/2011/40/contents/made>], consulté le : 5 septembre 2013.
- « The Parliamentary Copyright (Scottish Parliament) Order 1999 », [<http://www.legislation.gov.uk/uksi/1999/676/contents/made>], consulté le : 5 septembre 2013.
- « Union with England Act 1707 », [<http://www.legislation.gov.uk/aosp/1707/7>], consulté le : 5 septembre 2013.

1.2.3 – Directives européennes

- « Directive 79/7/CEE du Conseil, du 19 décembre 1978, relative à la mise en oeuvre progressive du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière de sécurité sociale », [<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:31979L0007>], consulté le : 4 septembre 2014.
- « Directive 76/207/CEE du Conseil, du 9 février 1976, relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi, à la formation et à la promotion professionnelles, et les conditions de travail », [<http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:31976L0207>], consulté le : 4 septembre 2014.
- « Directive 75/117/CEE du Conseil, du 10 février 1975, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à l'application du principe de l'égalité des rémunérations entre les travailleurs masculins et les travailleurs féminins », [<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=CELEX:31975L0117:FR:HTML>], consulté le : 4 septembre 2014.

1.3 – Rapports et discours

1.3.1 – Rapports officiels

- Breitenbach, Esther et Wasoff, Fran, *A Gender Audit of Statistics Comparing the Position of Women and Men in Scotland*, Édimbourg, Scottish Executive Social Research, 2007, 337 p.
- Burnside, Ross, Herbert, Stephen et Curtis, Stephen, « *Election 2003* », *SPICe briefing*, 2003, 49 p., [<http://www.scottish.parliament.uk/business/research/briefings-03/sb03-25.pdf>], consulté le : 27 août 2013.
- Consultative Steering Group, *Report of the Consultative Steering Group on the Scottish Parliament « Shaping Scotland's Parliament »*, The Scottish Office, 1998, 139 p., [http://www.scottish.parliament.uk/PublicInformationdocuments/Report_of_the_Consultative_Steering_Group.pdf], consulté le : 8 avril 2014.
- Cracknell, Richard et Keen, Richard, *Women in Parliament and Government*, House of Commons Library, 2014, 18 p.
- Cracknell, Richard, McGuinness, Feargal et Rhodes, Chris, *General Election 2010*, final edition, House of Commons Library, 2011, 117 p.
- Curtis, John, Prof et Steven, Martin, Dr, *The 2011 Scottish Parliament election: In-depth*, The Scottish Parliament, Electoral Reform Society, 2011, 40 p.
- Equal Opportunities Committee, *1st Report*, Equal Opportunities Committee, 2003.
- Herbert, Stephen, Burnside, Ross, Earle, Murray, Edwards, Tom, Foley, Tom et McIver, Iain, « *Election 2007* », *SPICe Briefing*, 2007, 80 p., [<http://www.scottish.parliament.uk/business/research/briefings-07/SB07-21.pdf>], consulté le : 27 août 2015.
- House of Commons, *Women in the House of Commons: factsheet*, 2010, 10 p.
- House of Commons, *Women in the House of Commons: factsheet - Appendix B*, 10 p.
- House of Commons Public Information Office, *General Election Results of 9 June 1983*, Factsheet No 22, House of Commons, 1984, 13 p., [<http://www.parliament.uk/about/how/guides/factsheets/members-elections/m09/>], consulté le : 5 juin 2014.
- House of Commons Public Information Office, *General Election Results 11 June 1987*, *Factsheet No 47*, 16 p., [<http://www.parliament.uk/about/how/guides/factsheets/members-elections/m11/>], consulté le : 5 juin 2014.
- Keen, Richard, *Membership of UK Political Parties*, House of Commons Library, 2015, 24 p.
- Leeke, Matthew, *UK Election Statistics: 1945-2003*, House of Commons Library, 2003, 65 p.,

- [<http://www.parliament.uk/documents/commons/lib/research/rp2003/rp03-059.pdf>], consulté le : 12 juin 2014.
- Mellows-Facer, Adam, *General Election 2005*, House of Commons Library, 2006, 153 p.
- Morgan, Bryn, *General Election Results, 1 May 1997*, House of Commons Library, 2001, 93 p., [<http://www.parliament.uk/documents/commons/lib/research/rp2001/rp01-038.pdf>], consulté le : 3 septembre 2013.
- Morgan, Bryn, *General Election Results, 7 June 2001*, House of Commons Library, 2001, 100 p.
- Office Chamber, *Motions, Questions and Answers Search*, 11 août 2012, [<http://www.scottish.parliament.uk/parliamentarybusiness/28877.aspx?SearchType=Advance&ReferenceNumbers=S4M-07333&ResultsPerPage=10>], consulté le : 12 février 2014.
- Office Media, *Session 4 (11 May 2011 - present)*, 9 octobre 2013, [<http://www.scottish.parliament.uk/msps/53471.aspx>], consulté le : 17 janvier 2014.
- Schofield, Caroline, *Changes since the 2011 Election*, 11 novembre 2013, [<http://www.scottish.parliament.uk/visitandlearn/Education/63919.aspx>], consulté le : 17 janvier 2014.
- Schofield, Caroline, *The 2011 Election*, 10 mars 2013, [<http://www.scottish.parliament.uk/visitandlearn/Education/30313.aspx>], consulté le : 17 janvier 2014.
- Scottish Government, St Andrew's House, *Choosing Scotland's Future: A National Conversation: Independence and Responsibility in the Modern World*, 14 août 2007, [<http://www.scotland.gov.uk/Publications/2007/08/13103747/12>], consulté le : 17 avril 2014.
- Scottish Government, *Scotland's Future: Your Guide to an Independent Scotland*, Édinburgh, The Scottish Government, 2013, 707 p.
- Scottish Parliament, *1999 Election Results*, Scottish Parliament, [<http://www.scottish.parliament.uk/msps/19172.aspx>], consulté le : 18 novembre 2013
- Scottish Parliament, *2003 Election Results*, Scottish Parliament, [<http://www.scottish.parliament.uk/msps/19171.aspx>], consulté le : 18 novembre 2013.
- Scottish Parliament, *2007 Election Results*, Scottish Parliament, [<http://www.scottish.parliament.uk/msps/19169.aspx>], consulté le : 18 novembre 2013.
- Scottish Parliament, *About Legislative Consent Memorandums*, [<http://www.scottish.parliament.uk/parliamentarybusiness/Bills/31308.aspx>], consulté le : 6 février 2015.
- Scottish Parliament, *MSP - Session 2 videos*, Scottish Parliament, 2003.
- Scottish Parliament, *How can I get involved?* ,

- [<http://www.scottish.parliament.uk/vli/myvhsp/action/how.htm>], consulté le : 5 octobre 2009.
- Scottish Parliament, *How the Scottish Parliament Works*,
[<http://www.scottish.parliament.uk/visitandlearn/9981.aspx>], consulté le : 5 octobre 2009.
- Scottish Parliament, *Page d'information du Parlement écossais - en français*,
[www.scottish.parliament.uk/Apps2/sch/SiteSearch/BasicSearch.aspx],
consulté le : 5 octobre 2009.
- Scottish Parliament, *Interests of Members of the Scottish Parliament Act 2006*,
[<http://www.legislation.gov.uk/asp/2006/12/introduction>], consulté le : 5 septembre 2013.
- Scottish Parliament, *Previous MSPs*, Scottish Parliament,
[<http://www.scottish.parliament.uk/msps/518.aspx>], consulté le : 12 septembre 2013.
- Scottish Parliament, *Scottish Parliament Statistics 2010-2011*, Édimbourg, 2012,
136 p., [http://www.scottish.parliament.uk/Annualreportsandaccounts/SP_Stats_2010to2011.pdf], consulté le : 28 août 2013.
- Scottish Parliament, *Scottish Parliament Statistics 2009-2010*, Édimbourg, 2010,
128 p., [http://www.scottish.parliament.uk/Annualreportsandaccounts/SP_Stats_200910v2.pdf], consulté le : 28 août 2013.
- Scottish Parliament, *Scottish Parliament Statistics 2008-2009*, Édimbourg, 2009, 114 p.
- Scottish Parliament, *Parliamentary Business: PE1169*, [<http://scottish.parliament.uk/parliamentarybusiness/CurrentCommittees/40017.aspx>], consulté le : 6 février 2015.
- Scottish Parliament, *Parliamentary Procedures, Chapter 9: Public Bill Procedures*,
[<http://www.scottish.parliament.uk/parliamentarybusiness/26514.aspx>],
consulté le : 6 février 2015.
- Scottish Parliament, *Standards, Procedures and Public Appointments Committee Report*, [<http://archive.scottish.parliament.uk/s3/committees/stanproc/reports-09/stpr09-04.htm#ANNB>], consulté le : 5 février 2015.
- Scottish Parliament, *Standing Orders of the Scottish Parliament*,
[<http://www.scottish.parliament.uk/parliamentarybusiness/17797.aspx>],
consulté le : 5 février 2015.
- Scottish Parliament, *The Presiding Officer*,
[<http://www.scottish.parliament.uk/abouttheparliament/presiding-officer.aspx>],
consulté le : 28 août 2013.
- Scottish Parliament, *Who to get in touch with?*,
[<http://www.scottish.parliament.uk/vli/myvhsp/action/who.htm>], consulté le : 5 octobre 2009.
- Scottish Parliament Corporate Body, *SPCB(2009)Paper 29*, 2009, 9 p.,
[http://www.scottish.parliament.uk/SPCB/0401_Paper_29.pdf], consulté le : 29 janvier 2015.

- Scottish Parliament Corporate Body, *SPCB(2009)Paper 83*, 2009, 6 p.,
 [http://www.scottish.parliament.uk/SPCB/1209_Paper_83.pdf], consulté le : 29 janvier 2015.
- Scottish Parliament Corporate Body, *SPCB(2008)Paper 102*, 2008, 13 p.,
 [http://www.scottish.parliament.uk/SPCB/1126_Paper_102.pdf], consulté le : 29 janvier 2015.
- Scottish Parliament, *Effects of the electoral system*, 10 mars 2013,
 [<http://www.scottish.parliament.uk/visitandlearn/Education/18663.aspx>],
 consulté le : 17 janvier 2014.
- Scottish Parliament, *Session 1 (12 May 1999 - 31 March 2003)*, 28 février 2013,
 [<http://www.scottish.parliament.uk/msps/24067.aspx>], consulté le : 17 janvier 2014.
- Scottish Parliament, *Session 2 (7 May 2003 - 2 April 2007)*, 11 juillet 2012,
 [<http://www.scottish.parliament.uk/msps/24068.aspx>], consulté le : 17 janvier 2014.
- Scottish Parliament, *Session 3 (3 May 2007 - 22 March 2011)*, 11 juillet 2012,
 [<http://www.scottish.parliament.uk/msps/24069.aspx>], consulté le : 17 janvier 2014.
- Scottish Parliament, *The 1999 Election*, 20 avril 2011,
 [<http://www.scottish.parliament.uk/visitandlearn/Education/16286.aspx>],
 consulté le : 17 janvier 2014.
- Scottish Parliament, *The 2003 Election*, 10 mars 2013,
 [<http://www.scottish.parliament.uk/visitandlearn/Education/16288.aspx>],
 consulté le : 16 janvier 2014.
- Scottish Parliament, « The 2007 Election », 10 mars 2013,
 [<http://www.scottish.parliament.uk/visitandlearn/Education/16289.aspx>],
 consulté le : 17 janvier 2014.
- Scottish Parliament Statistics, *Scottish Parliament Statistics 2004*
 [Rapport], Édimbourg, 2004.
- Scottish Parliament Statistics, *Scottish Parliament Statistics 1999 - 2000*, Édimbourg,
 2000.
- SPICe, *Scottish Parliament Fact Sheet: Scottish Parliament Firsts*, Scottish Parliament,
 2011.
- SPICe, *1999 Election Results*, 2011,
 [<http://www.scottish.parliament.uk/msps/19172.aspx>], consulté le : 4 octobre 2013.
- Tetteh Edmund, *Election Statistics: UK 1918-2007*, House of Commons Library, 2008,
 74 p.
- Tetteh Edmund, *Scottish Parliament Elections: 3 May 2007*, House of Commons
 Library, 2007, 36 p.
- The Smith Commission, *Report of the Smith Commission for Further Devolution of
 Powers to the Scottish Parliament*, Édimbourg, 2014, 28 p., [<https://www.smith>

commission.scot/wp_content/uploads/2014/11/The_Smith_Commission_Report
1.pdf], consulté le : 30 décembre 2014.

1.3.2 – Organismes indépendants

- Breitenbach, Esther, *Gender Statistics: an Evaluation*, Glasgow, EOC Scotland, coll. « Working paper series », n° 51, 2006, 148 p.
- Brown, Alice, *Equality Issues in Scotland: a Research Review*, Manchester, Equal Opportunities Commission, coll. « Research discussion series », 1994, 156 p.
- Burness, Catriona, *Women and Parliaments in the UK*, Glasgow, Active Learning Centre, 2011, 47 p.
- Burness, Catriona, *In Search of 50/50, a Scottish Perspective on Women and Parliament*, Glasgow, The Active Learning Centre, 2010, 24 p.
- Christie, Campbell, *Address by Campbell Christie, General Secretary of Scottish TUC to 1990 Annual Women's Conference*.
- Christie, Campbell, *Notes for Speech by Campbell Christie, General Secretary, STUC - Scottish Constitutional Convention*, 19 janvier 1990.
- Christie, Campbell, *Presentation of General Council Supplementary Report on Constitutional and Electoral Reform by Campbell Christie, General Secretary of the Scottish TUC*, 18 avril 1990.
- Christie, Campbell, *Speech for Campbell Christie, General Secretary of the STUC to STUC Women's Conference*, 22 novembre 1989.
- Christie, Campbell, *STUC General Council Report (1998)*, Perth, Scottish Trades Union Congress, 1998.
- Christie, Campbell, *STUC General Council Report (1997)*, Glasgow, Scottish Trades Union Congress, 1997.
- Christie, Campbell, *STUC General Council Report (1996)*, Edimbourg, Scottish Trades Union Congress, 1996.
- Christie, Campbell, *STUC General Council Report (1995)*, Perth, Scottish Trades Union Congress, 1995.
- Christie, Campbell, *STUC General Council Report (1994)*, Dundee, Scottish Trades Union Congress, 1994.
- Christie, Campbell, *STUC General Council Report (1993)*, Glasgow, Scottish Trades Union Congress, 1993.
- Christie, Campbell, *STUC General Council Report (1992)*, Perth, Scottish Trades Union Congress, 1992.
- Christie, Campbell, *Speech by Campbell Christie, STUC General Secretary*.
- Christie, Campbell, *STUC General Council Report (1991)*, Dundee, Scottish Trades Union Congress, 1991.

- Christie, Campbell, *STUC General Council Report (1990)*, Glasgow, Scottish Trades Union Congress, 1990.
- Christie, Campbell, *STUC 92nd Annual Report (1989)*, Aberdeen, Scottish Trades Union Congress, 1989.
- Christie, Campbell, *STUC 91st Annual Report (1988)*, Ayr, Scottish Trades Union Congress, 1988.
- Christie, Campbell, *STUC 90th Annual Report (1987)*, Perth, Scottish Trades Union Congress, 1987.
- Christie, Campbell, *STUC 89th Annual Report (1986)*, Aberdeen, Scottish Trades Union Congress, 1986.
- Clark, Julia, Mortimore, Roger et Rake Katherine, *Women's Vote: Myth and Reality*, Fawcett Society, Ipsos Mori, 2007.
- Cockburn, Cynthia, *Women, Trade Unions and Political Parties*, Londres, Fabian Society, 1987, 27 p.
- Dalgety, Susan et Phillips, Danny, *Women in Power: The Impact of Women Ministers on Post-Devolution Scotland (1999-2007)*, Glasgow, The Active Learning Centre, 2010, 32 p.
- Elgood, Jessica, Vinter, Louise et Williams, Rachel, *Man Enough for the Job? A Study of Parliamentary Candidates*, Manchester, EOC, coll. « EOC Discussion Series », 2002, 152 p.
- Engender, *Women in Scotland 2012: Facts and Stats – Engender's 2012 calendar in association with Women into Public Life*, [<http://www.engender.org.uk/wp-content/uploads/2012/03/Engender2012CalendarFinal.pdf>], consulté le : 17 octobre 2013.
- Engender, *Politics in your Pocket*, [<http://www.engender.org.uk/wp-content/uploads/2012/03/PIYP-FINAL.pdf>], consulté le : 17 octobre 2013.
- Engender, *Gender Audit 1996*, Édimbourg, Engender, 1996, 86 p.
- Engender, *Gender Audit 1995*, Édimbourg, Engender, 1995, 58 p.
- Engender, *Gender Audit 1994*, Édimbourg, Engender, 1994, 37 p.
- Engender, *Gender Audit 1993*, Édimbourg, Engender, 1993, 52 p.
- Engender, *Where Are The Women? Historic Elections Return Men In Grey Suits*, 16 mai 2007, Engender.
- EOC, *Research Bulletin n°1*, Manchester, EOC, coll. « Research Section », 1978.
- EOC, *Women in Parliament: A Comparative Analysis*, EOC, 2001.
- Fawcett Society, *Women in Politics – International Comparisons*, 2008, 2 p.
- Fawcett Society, *Women in Politics: A Briefing*, 2006, 7 p., [<http://fawcettsociety.org.uk/documents/Women%20and%20politics%20briefing%20June%202006.pdf>], consulté le : 30 août 2013.
- Fawcett Society, *Are We There Yet? 30 Years of Closing the Gap Between Women and Men, 1975-2005*, 2005, 25 p.
- Fawcett Society, *Women's Representation in British Politics*, 2005, 7 p.

- Fitzgerald, Rona, *Equal Opportunities and the Scottish Parliament: a Progress Review*, Equality and Human Rights Commission, 2009, 48 p.,
[http://www.equalityhumanrights.com/uploaded_files/Scotland/equal_opportunities_and_the_scottish_parliament_-_a_progress_review.pdf], consulté le : 30 août 2013.
- Foyer, Rozanne, *Shaping the Future - STUC Women's Conference Agenda and Report*, Perth, STUC, Women's Committee, 2002.
- Foyer, Rozanne, *Working for Women - STUC Women's Conference Agenda and Report*, Perth, STUC, Women's Committee, 2000.
- Hurley, Norma et Stevenson, Blake, *A Methodological Workshop on Attitudes to Equality in Scotland*, Equality and Human Rights Commission, 2008, 46 p., [http://www.equalityhumanrights.com/uploaded_files/attitudes_to_equality_scotland.pdf], consulté le : 30 août 2013.
- Ipsos MORI, *Referendum voting intentions*, [[http://www.ipsos-mori.com/contactus/offices/scotland/indyref2014/polling/votingintention.aspx#gallery\[m\]/0/](http://www.ipsos-mori.com/contactus/offices/scotland/indyref2014/polling/votingintention.aspx#gallery[m]/0/)], consulté le : 6 avril 2014.
- Ipsos MORI, *Scots want EU referendum but would vote to stay in*, 2013, [<https://www.ipsos-mori.com/researchpublications/researcharchive/3131/Scots-want-EU-referendum-but-would-vote-to-stay-in.aspx>], consulté le : 20 février 2015.
- Kenny, Meryl et Mackay, Fiona, *Women's Representation in the 2010 General Election: A View From Scotland*, Engender, 2010, 7 p.
- Labour Party, *Labour's Green Paper on Devolution - A Consultative Document*, Glasgow, 1984.
- MacPherson, Suzi et Bond, Sue, *Equality Issues in Scotland: a Review of Research, 2000-08*, Equality and Human Rights Commission, 2009, 252 p.,
[http://www.equalityhumanrights.com/uploaded_files/Scotland/equality_issues_in_scotland_a_review_of_research.pdf], consulté le : 30 août 2013.
- McDonald, Ronnie, *Women's Conference Agenda and Report*, Perth, STUC, Women's Committee, 1998.
- McDonald, Ronnie, *STUC Women's Committee Agenda and Report*, Perth, STUC, Women's Committee, 1996.
- McDonald, Ronnie, *STUC Women's Conference Agenda and Report*, Perth, STUC, Women's Committee, 1995.
- McDonald, Ronnie, *Women's Advisory Committee Agenda and Report*, Stirling, STUC, Women's Committee, 1980.
- McMillan, Joyce et Fox, Ruth, *Has Devolution Delivered for Women?*, Hansard Society and British Council Scotland, 2010, 31 p., [<http://hansardsociety.org.uk/blogs/downloads/archive/2010/05/24/has-devolution-delivered-for-women.aspx>], consulté le : 28 août 2013.
- Milne, James, *STUC 88th Annual Report (1985)*, Inverness, Scottish Trades Union Congress, 1985.

- Milne James, *STUC 87th Annual Report (1984)*, Aberdeen, Scottish Trades Union Congress, 1984.
- Milne James, *STUC 86th Annual Report (1983)*, Rothesay, Scottish Trades Union Congress, 1983.
- Milne James, *STUC 85th Annual Report (1982)*, Perth, Scottish Trades Union Congress, 1982.
- Milne James, *STUC 84th Annual Report (1981)*, Rothesay, Scottish Trades Union Congress, 1981.
- Milne James, *STUC 83rd Annual Report (1980)*, Perth, Scottish Trades Union Congress, 1980.
- Milne James, *STUC 82nd Annual Report (1979)*, Inverness, Scottish Trades Union Congress, 1979.
- MORI, *Scottish support for Independence/Devolution 1978-95*, juin 1995, [<http://www.ipsosmori.com/researchpublications/researcharchive/2781/Scottish-support-for-IndependenceDevolution-197895.aspx?view=wide>], consulté le : 5 juin 2014.
- O’Cinneide, Colm, *The Place of Equal Opportunities in the Devolution Settlement: a Legal Analysis*, Equality and Human Rights Commission, 2009, 59 p., [http://www.equalityhumanrights.com/uploaded_files/Scotland/the_place_of_equal_opportunities_in_the_devolution_settlement_-_a_legal_analysis.pdf], consulté le : 30 août 2013.
- Perfect, David, *Gender Pay Gaps, 2012*, Manchester, Equality and Human Rights Commission, 2013, 48 p., [http://www.equalityhumanrights.com/sites/default/files/documents/research/Briefing_papers/bp_6_final.pdf], consulté le : 19 février 2015.
- Scottish Conservative and Unionist Party, *2007 SP Regional Candidates*.
- Scottish Conservative and Unionist Party, *List of the Conservative Regional Candidates for the 1999 elections by Region*.
- Scottish Constitutional Convention, *Scotland’s Parliament: Scotland’s Right: presented to the people of Scotland by the Scottish Constitutional Convention on the thirtieth day of November, nineteen hundred and ninety five in the General Assembly Hall*, Édimbourg, Scottish Constitutional Convention, 1995, 36 p.
- Scottish Green Party, *Full list of Scottish Green party regional candidates for the 1999 Holyrood election*.
- Scottish Parliament et Welsh Assembly, *Women’s Representation in Scotland and Wales*, Electoral Reform Society, 2011, 22 p.
- Scottish Women’s Aid, *Annual Report 2011/2012: Celebrating 35 years*, Édimbourg, 2011, 19 p.
- Scottish Women’s Budget Group, *Parliamentary Scrutiny of Spending Plans and Spending Reviews*, 2008, [<http://www.engender.org.uk/UserFiles/File/SWBG%20Parliamentary%20Scrutiny.pdf>], consulté le : 28 août 2013.

- Scottish Women's Budget Group, *Promoting Gender Equality in Public Spending*, 2008, [<http://www.engender.org.uk/UserFiles/File/Partnership%20Work/Final%20SWBG%20ResponseSBSR07.pdf>], consulté le : 28 août 2013.
- Scottish Women's Budget Group, *Scottish Budget and Spending Review*, 2007, [<http://www.engender.org.uk/UserFiles/File/Partnership%20Work/Final%20SWBG%20ResponseSBSR07.pdf>], consulté le : 28 août 2013.
- Scottish Women's Convention, *What Women Want! A Manifesto by the Women of Scotland*, 2011.
- Scottish Women's Co-ordination Group, *50/50 Action Pack*, 2002.
- Scottish Women's Co-ordination Group, *A Scottish Parliament for Women*, Scotland Forward, 1997.
- Senior, Mary, *Eightyeth Scottish TUC Women's Conference*, Glasgow, STUC, Women's Committee, 2007.
- Senior, Mary, *Seventy-Ninth Scottish TUC Women's Conference*, Perth, STUC, Women's Committee, 2006.
- Senior, Mary, *Seventy-Seventh Scottish TUC Women's Conference*, Stirling, STUC, Women's Committee, 2004.
- Shepherd-Robinson, Laura et Lovenduski, Joni, *Women and Candidate Selection in British Political Parties*, Fawcett Society, 2002, 60 p., [<http://fawcettsociety.org.uk/documents/report%283%29.pdf>], consulté le : 3 septembre 2013.
- Speirs, Bill, *STUC General Council Report*, Glasgow, Scottish Trades Union Congress, 1999.
- Squire Judith et Wicham-Jones Mark, *Women in Parliament: A Comparative Analysis*, Manchester, EOC, coll. « EOC Discussion Series », 2001, 8 p.
- STUC, *Power for Change - The Agenda for a Scottish Parliament*, Glasgow, 1992.
- STUC Women's Committee, *Equal Voice*, Glasgow, 1986-1994.
- STUC Women's Committee, *Inspiring Women*, Word Power Books, 2013, 80 p.
- STUC Women's Committee, *The Women's Agenda for the Scottish Parliament*, 1999.
- STUC Women's Committee, *Women's Handbook*, Glasgow, STUC, 1990.
- Sutherland, Leslie, *Women's Forum Scotland - our voice?*, STUC, Women's Committee, coll. « Equal Voice », 1989.
- Women's Conference, *Agenda*, STUC, Women's Committee, 1989.
- Women's Conference, *Agenda*, STUC, Women's Committee, 1984.

1.3.3 – Discours, autobiographies et mémoires

- Ewing, Winnie, *Stop the World: the Autobiography of Winnie Ewing*, Édimbourg, Birlinn, 2004, 384 p.

- Fyfe, Maria, *A Problem Like Maria: A Woman's Eye View of Life as an MP*, Édimbourg, Luath Press Ltd, 2014, 256 p.
- Harvie, Chris, « Diary of a Candidate », *Scottish Affairs*, 2007, n°60, été 2007, pp. 43-60.
- King, Oona, *The Oona King Diaries: House Music*, Bloomsbury Publishing PLC, 2007, 384 p.
- National Archive of Scotland, « Declaration of Arbroath », 1320, [<http://www.nas.gov.uk/about/090401.asp>], consulté le : 17 avril 2014.
- Thatcher, Margaret, *The Downing Street Years*, Londres, HarperCollins, 1993, 976 p.
- Thatcher, Margaret, « Speech to the College of Europe (« The Bruges Speech ») », 20 septembre 1988, [<http://www.margaretthatcher.org/document/107332>], consulté le : 26 juin 2014.
- Thatcher, Margaret, « Speech to General Assembly of the Church of Scotland », 21 mai 1988, [<http://www.margaretthatcher.org/speeches/displaydocument.asp?docid=107246>], consulté le : 24 juin 2014.
- The Women's Library, *The UK Women's Liberation Movement: Scottish Women's Liberation Movement Workshop*, Université d'Édimbourg, 2009.
- Wright, Kenyon, *The People Say Yes*, Argyll, Argyll Publishing, 1997, 240 p.
- Members' Business - Scottish Parliament: 11th September 2013, [http://www.youtube.com/watch?v=uz5BT_99Lco&feature=youtube_gdata_player], consulté le : 12 février 2014.

2 – Études

2.1 – Articles, communications

- Alexander, Morag et Davies, Wendy, « Gender Equality in the 21st Century in Scotland? », *Scottish Affairs*, 2001, n°35, printemps 2001, pp. 88-103.
- Bahl, Kamlesh, « Development of Equal Opportunities in 1995 and Beyond », *Scottish Affairs*, 1995, n°13, automne 1995, pp. 82-99.
- Barnett Donaghy, Tahnya, « Benefits and Obstacles for Women Candidates: An Account of Scottish Women Candidates' Experiences », *Scottish Affairs*, 2004, n°46, hiver 2004, pp. 76-92.
- Bond, Ross et Rosie, Michael, « Being and Becoming Scottish », *Scottish Affairs*, 2006, n°55, printemps 2006, pp. 1-10.

- Breitenbach, Esther, « Developments in Gender Equality Policies in Scotland since Devolution », *Scottish Affairs*, 2006, n°56, été 2006, pp. 10-21.
- Breitenbach, Esther, « A Scottish Executive Gender Equality Strategy », *Études écossaises*, 2004, n°9, coll. « Ellug », pp. 185-204.
- Breitenbach, Esther, « “Curiously rare” ? Scottish Women of Interest or the Suppression of the Female Construction of National Identity », *Scottish Affairs*, 1997, n°18, hiver 1997, pp. 82-94.
- Breitenbach, Esther, « Monstrous Regimentation: the Oppression of Women by the Calvinist Church in Scotland », *Scottish Women’s Liberation Journal*, 1997, n°4, pp. 17-24.
- Breitenbach, Esther, « Review: The Gender Impact of Compulsory Competitive Tendering in Local Government », *Scottish Affairs*, 1996, n°15, printemps 1996, pp. 123-127.
- Breitenbach, Esther, « « Sisters Are Doing it for Themselves »: The Women’s Movement in Scotland », in Alice Brown et David McCrone (dir.), *Scottish Government Yearbook 1990*, Édimbourg, Unit for the Study of Government in Scotland, 1990, pp. 209-226.
- Breitenbach, Esther, « The impact of Thatcherism on Women in Scotland », in Alice Brown et David McCrone (dir.), *Scottish Government Yearbook 1989*, Unit for the Study of Government in Scotland., Édimbourg, University of Edinburgh, 1989, pp. 174-205.
- Breitenbach, Esther, « A Comparative Study of the Women’s Trade Union Conference and the Scottish Women’s Trade Union Conference », *Feminist Review*, 1981, n°7, printemps 1981, coll. « Palgrave Macmillan », pp. 65-86.
- Breitenbach, Esther, Brown, Alice et Myers, Fiona, « Understanding Women in Scotland », *Feminist Review*, 1998, n°58, printemps 1998, coll. « Palgrave Macmillan », pp. 44-65.
- Brown, Alice, « Taking Their Place in the New House: Women and the Scottish Parliament », *Scottish Affairs*, Été 1999, n°28, pp. 44-50.
- Brown, Alice, « Gender and National Identity: Introduction », *Scottish Affairs*, 1997, n°18, hiver 1997, pp. 41-44.
- Brown, Alice, « Women’s Political Representation in Scotland: Progress since 1992 », *Scottish Affairs*, 1996, n°14, hiver 1996, pp. 73-89.
- Brown, Alice, « Editorial: Women in Politics », *Scottish Affairs*, 1993, n°5, automne 1993, pp. 1-4.
- Brown, Alice, Myers, Fiona et Breitenbach, Esther, « Researching Women in Scotland: Problems and Opportunities », *Scottish Affairs*, 1994, n°8, Été 1994, pp. 71-85.
- Brown, Sally, « Research on Gender and Education », *Scottish Affairs*, 1993, n°5, automne 1993, pp. 107-117.

- Burch, Martin et Holliday, Ian, « The Conservative Party and Constitutional Reform: the Case of Devolution », *Parliamentary Affairs*, juillet 1992, coll. « Oxford University Press », pp. 386-398.
- Burness, Catriona, « Drunk Women don't Look at Thistles: Women and the SNP 1934-1994 », *Scotlands*, n°1 (2), pp. 131-154.
- Camp, Edwige et Molinari, Véronique, « Les femmes au Parlement écossais », *Études écossaises*, 2004, n°0, coll. « Ellug », pp. 11-26.
- Denver, David, « A Historic Moment? The Results of the Scottish Parliament Elections 2007 », *Scottish Affairs*, 2007, n°60, été 2007, pp. 61-79.
- Denver, David et MacAllistair, Iain, « The Scottish Parliament Elections 1999: An Analysis of the Results », *Scottish Affairs*, 1999, n°28, été 1999, p. 23.
- Dixon, Keith, « Le Retour du Chardon: nationalisme et dévolution en Écosse (1967-1999) », *Études anglaises*, avril 2006, Vol. 59, pp. 441-452.
- Finlay Richard, « The Early years: From the Inter-War Period to the Mid-1960s », in Gerry Hassan (dir.), *The Modern SNP: from Protest to Power*, Édinburgh, Edinburgh University Press, 2009, pp. 19-30.
- Finlay, Richard J., *Modern Scotland: 1914-2000*, Londres, Profile, 2004, 424 p.
- Fletcher, Ruth, « Competitive Tendering: A Move for Efficiency or an Attack on the NHS », in Alice Brown et Richard Parry (dir.), *Scottish Government Yearbook 1990*, Édinburgh, Unit for the Study of Government in Scotland, University of Edinburgh, 1990, pp. 134-152.
- Harvie, Chris, « Review: l'Écosse Contemporaine' », *Scottish Affairs*, 2007, n°58, hiver 2007, pp. 138-139.
- Innes, Sue, « Reputations and Remembering: Work on the first Biographical Dictionary of Scottish Women », *Études écossaises*, 2004, n°9, pp. 11-26.
- Kenny, Meryl, « Gender, Institutions and Power: A Critical Review », *Politics*, juin 2007, vol. 27, n°2, pp. 91-100, [<http://dx.doi.org/10.1111/j.14679256.2007.00284.x>], consulté le : 18 octobre 2013.
- Kenny, Meryl, « The Scottish Parliament's Record on Women's Representation is in the Balance », [<http://www.democraticaudit.com/?p=1392>], consulté le : 17 octobre 2013.
- Kenny, Meryl et Mackay, Fiona, « When Is Contagion Not Very Contagious? Dynamics of Women's Political Representation in Scotland », *Parliamentary Affairs*, 29 janvier 2013, pp. 1-21, [<http://dx.doi.org/10.1093/pa/gss109>], consulté le : 17 octobre 2013.
- Kenny, Meryl et Mackay, Fiona, « More of the Same? Women and the Scottish Local Government Elections 2012 », [<http://genderpoliticsatedinburgh.wordpress.com/2012/04/18/more-of-the-same-women-and-the-scottish-local-government-elections-2012-5-2/>], consulté le : 20 juin 2012.

- Kenny, Meryl et Mackay, Fiona, « Why hasn't women's representation « caught on » in Scotland? », *Gender Politics at Edinburgh*, [<http://genderpoliticsatedinburgh.wordpress.com/2013/02/12/why-hasnt-womens-representation-caught-on-in-scotland/>], consulté le : 17 octobre 2013.
- Kenny, Meryl et Verge, Tània, « Women, Gender Equality and Constitutional Change: Lessons from Catalonia and Scotland », [<http://genderpoliticsatedinburgh.wordpress.com/2013/02/21/women-gender-equality-and-constitutional-change-lessons-from-catalonia-and-scotland/>], consulté le : 17 octobre 2013.
- Leruez, Jacques, « L'Écosse vers l'autonomie politique », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°65, janvier-mars 2000., pp. 109-124.
- Leydier, Gilles, « Les années Thatcher en Écosse : l'Union remise en question », *Revue française de science politique*, 1994, vol. 44, n°6, pp. 1034-1053, [<http://dx.doi.org/10.3406/rfsp.1994.394883>], consulté le : 7 mars 2014.
- Lindsay, Isobel, « PR and the Female Deficit – A Compromise », *Radical Scotland*, mars 1989, pp. 15-16.
- Littlejohn, Doris, « Women, Employment and the Law », *Scottish Affairs*, 1994, n°8, été 1994, pp. 55-70.
- Lovenduski, Joni et Norris, Pippa, « Westminster Women: the Politics of Presence », *Political Studies*, 2003, Vol 51, pp. 84-102.
- Lynch, Peter, « The Scottish Constitutional Convention: 1992-5 », *Scottish Affairs*, 1996, n°15, printemps 1996, pp. 1-16.
- Macintosh, Margaret, « Gender and Scottish Education », *Scottish Affairs*, 1993, n°5, automne 1993, pp. 118-124.
- Mackay, Fiona, « Gender and Political Representation in the UK: The State of the 'Discipline' », *British Journal of Politics & International Relations*, février 2004, vol. 6, n°1, pp. 99-120, [<http://dx.doi.org/10.1111/j.1467-856X.2004.00129.x>], consulté le : 18 octobre 2013.
- Mackay, Fiona, « In a Different voice? Scottish women Politicians and the Vocabulary of Care », *Contemporary Politics*, septembre 1998, vol. 4, no 3, p. 259.
- Mackay, Fiona et Kenny, Meryl, « Women's Representation in the 2007 Scottish Parliament: Temporary Setback or Return to the Norm? », *Scottish Affairs*, 2007, n°60, Été 2007, pp. 80-93.
- Mackay, Fiona et Mcallister, Laura, « Feminising British Politics: Six Lessons from Devolution in Scotland and Wales », *Political Quarterly*, octobre 2012, vol. 83, n°4, pp. 730-734, [<http://dx.doi.org/10.1111/j.1467-923X.2012.02365.x>], consulté le : 18 octobre 2013.
- McCrone, David, « The Same but Different: Why Scotland? », *Scottish Affairs*, 2006, n°55, printemps 2006, pp. 11-22.
- McCrone, David, « Opinion Polls in Scotland: June 1990-June 1991 », in Lindsay Paterson et David McCrone (dir.), *Scottish Government Yearbook 1992*,

- Édimbourg, Unit for the Study of Government in Scotland, University of Edinburgh, 1992, pp. 224-235.
- McKie, Linda et Hearn, Jeff, « Gender-Neutrality and Gender Equality: Comparing and Contrasting Policy Responses to ‘Domestic Violence in Finland and Scotland », *Scottish Affairs*, 2004, n°48, été 2004, pp. 85-107.
- McKie, Linda et Riddell, Sheila, « Public Policy and Equality: Mainstreaming Equality », *Scottish Affairs*, 2006, n°56, été 2006, pp. 1-9.
- Mège-Revil, Élisabeth, « Second wave feminism crossing over to mainstreaming: le féminisme, du mouvement associatif au débat constitutionnel en Écosse. », Caen, 2014.
- Mège-Revil, Élisabeth, « The Equal Opportunities Committee in the Scottish Parliament: how far can it go? », Barcelone, 2013.
- Mitchell, James, « When it Comes to Devolution, the Power Remains at Downing Street », *Parliamentary Brief*, décembre 2008.
- Nash, Andrew, « Re-reading the ‘Lad o’Pairs’ », *Scotlands*, 1996, vol. 3.2, pp. 86-102.
- Norris, Pippa, Vallance, Elizabeth et Lovenduski, Joni, « Do Candidates Make a Difference? Gender, Race, Ideology, and Incumbency », *Parliamentary Affairs*, 1992, vol. 45, pp. 496-517.
- Riddoch Leslie, « Zero Tolerance: the Second Wave », *Harpies & Quines*, 1994.
- Sinclair Maggie, « Feminism in the Eighties », *Radical Scotland*, janvier 1989, pp. 22-23.
- Sutherland Leslie, « A Woman’s Place: Who Decides? », *Scottish Affairs*, 1995, n°13, automne 1995, pp. p.100-117.

2.2 – Ouvrages, chapitres d’ouvrages

2.2.1 – Histoire politique de l’Ecosse, du Royaume-Uni

- Bell, Emma, Meyer, Alix, Mège-Revil, Élisabeth et Pulce, Marion, *Le pouvoir politique et sa représentation : Royaume-Uni, États-Unis*, Neuilly, Atlante, coll. « Clé Concours », 2011, 445 p.
- Brown, Alice, *The Scottish Electorate: the 1997 General Election and Beyond*, New York, St. Martin’s Press, 1999, 200p.
- Brown, Alice, McCrone, David et Paterson, Lindsay, *Politics and Society in Scotland*, Basingstoke, Macmillan, 1996, 254 p.
- Brown, Gordon, *The Red Paper on Scotland*, 1st edition., Edinburgh, EUSPB, 368 p.

- Camp-Pietrain, Edwige, *L'Écosse et la tentation de l'indépendance : Le référendum d'autodétermination de 2014*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2014, 216 p.
- Camp-Pietrain, Edwige, *La dévolution : Écosse-pays de Galles*, Neuilly, Atlante, 2006, 318 p.
- Carman, Chris et Shephard, Mark, « Committees in the Scottish Parliament », in *The Scottish Parliament 1999-2009: The First Decade*, Édimbourg, Luath Press, 2009, pp. 21-27.
- Chaney, Paul, Mackay, Fiona, Mcallister, Laura (dir.), *Women, Politics and Constitutional Change: the First Years of the National Assembly for Wales*, University of Wales, Board of Celtic Studies et Social Sciences Committee, Cardiff, University of Wales Press, 2007, 156 p.
- Civardi, Christian, *L'Écosse contemporaine*, Paris, Ellipses, coll. « Les essentiels de la civilisation anglo-saxonne », 2002, 175 p.
- Colley, Linda, *Britons: Forging the Nation, 1707-1837*, 2nd ed., Londres, Yale University Press, coll. « Yale Nota bene », 2005, 429 p.
- Devine, T. M., *The Scottish Nation: 1700-2007*, Londres, Penguin, 2006, 768 p.
- Dixon Keith (dir.), *L'Autonomie écossaise. Essais critiques sur une nation britannique*, Grenoble, ELLUG Editions, 2001, 226 p.
- Duclos, Nathalie, *L'Écosse en quête d'indépendance ? Le référendum de 2014*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, coll. « Essais », 2014, 298 p.
- Edwards, Owen Dudley (dir.), *A Claim of Right for Scotland*, Édimbourg, Polygon, 1989, 216 p.
- Fairley, John, « Les Collectivités locales écossaises », in Keith Dixon (dir.), *L'Autonomie écossaise. Essais critiques sur une nation britannique*, Grenoble, ELLUG Editions, 2001, pp. 139-162.
- Gamble, Andrew, *The Free Economy and the Strong State: the Politics of Thatcherism*, 2nd ed., Basingstoke, Macmillan, 1994, 282 p.
- Gray Alasdair, *Why Scots Should Rule Scotland*, Édimbourg, Canongate, 1997, 118 p.
- Hassan Gerry, « Scottish Nationalism and Scottish Labour », in Gerry Hassan (dir.), *The Modern SNP: from Protest to Power*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2009, pp. 147-161.
- Hassan, Gerry (dir.), *The Modern SNP: from Protest to Power*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2009, 230 p.
- Hassan, Gerry (dir.), *The Scottish Labour Party: History, Institutions and Ideas*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2004, 272 p.
- Hutchinson, David, *The Media in Scotland*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2008, 286 p.
- Jeffery, Charlie et Mitchell, James (dir.), *The Scottish Parliament 1999-2009: the First Decade*, Édimbourg, Luath Press, 2009, 192 p.
- Leruez, Jacques, *L'Écosse: Vieille nation, jeune État*, Crozon, Armeline, 2000, 344 p.

- Leydier, Gilles, *La Question écossaise*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. « Univers anglophone », 1998, 252 p.
- Lynch, Michael, *The Oxford Companion to Scottish History*, Oxford University Press, 2011, 768 p.
- Mackay, Fiona, « Travelling the Distance? The Equal Opportunities and the Scottish Parliament », in Charlie Jeffery et James Mitchell (dir.), *The Scottish Parliament 1999-2009: The First Decade*, Hansard Society., Édimbourg, Luath Press, 2009, pp. 49-55.
- Mackay, Fiona, « United Kingdom », in Yvonne Galligan et Manon Tremblay (dir.), *Sharing Power: Women, Parliament, Democracy*, Aldershot, Ashgate, 2005, pp. 107-122.
- McCrone, David, *Understanding Scotland: The Sociology of a Nation*, 2nd edition., Oxon, Routledge, 2001, 224 p.
- McEwen, Nicola, « Pragmatic Nationalists? The Scottish Labour Party and Nationalism », in Gerry Hassan (dir.), *The Scottish Labour Party*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2004, pp. 160-175.
- McLean, Bob, « Labour in Scotland since 1945: Myth and Reality », in Gerry Hassan (dir.), *The Scottish Labour Party*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2004, pp. 34-50.
- Megaughin, Emma et Jeffery, Charlie, « Chapter I, Introduction: The First Decade in Perspective », in Charlie Jeffery et James Mitchell (dir.), *The Scottish Parliament 1999-2009: The First Decade*, Édimbourg, Hansard Society, 2009, pp. 9-14.
- Mitchell James, « From Breakthrough to Mainstream: The Politics of Potentiel and Blackmail », in Gerry Hassan (dir.), *The Modern SNP: from Protest to Power*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2009, pp. 31-41.
- Paterson Lindsay, *The Autonomy of Modern Scotland*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 1994, 211 p.
- Simpkins, Fiona, *La dévolution en Écosse et au pays de Galles La réinvention de la nation 1977-2007*, Université Lyon 2, 2008, 337 p.
- Smout, T. C., *A History of the Scottish People, 1560-1830*, New Ed edition., Londres, Fontana Press, 2011, 544 p.
- Smout, T. C., *Century of the Scottish People: 1830-1950*, Londres, Fontana Press, 2010, 372 p.
- University of Edinburgh, *Equal Opportunities in Local Government in Scotland and Wales*, Édimbourg, University of Edinburgh, Unit for the Study of Local Government in Scotland, 1999, 58 p.
- University of Edinburgh, *The Scottish Government Yearbook*, Édimbourg, Unit for the Study of Government in Scotland, 1992, 282 p.

2.2.2 – Femmes et politiques, féminisme

- Auer, Christian, Dubois-Nayt, Armel et Duclos, Nathalie, *Femmes, pouvoir et nation en Écosse. Du XVIe siècle à aujourd'hui*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2012, 150 p.
- Auer, Christian, *Luttes et résistances des femmes écossaises : 1838-1915*, Paris, L'Harmattan, 2013, 240 p.
- Bashevkin, Sylvia B., *Women on the Defensive: Living Through Conservative Times*, Londres, The University of Chicago Press, 1998, 318 p.
- Breitenbach, Esther (dir.), *The Changing Politics of Gender Equality in Britain*, Basingstoke, Palgrave, 2002, 223 p.
- Breitenbach, Esther, *The Women's Movement in Scotland in the 1990's*, Édimbourg, Dept. of Politics, University of Edinburgh, coll. « New Waverley papers », n°95-4, 1995, 26 p.
- Breitenbach, Esther et Mackay, Fiona, « Feminist Politics in Scotland from the 1970s to 2000s: Engaging with the Changing State », in Esther Breitenbach et Pat Thane (dir.), *Women and Citizenship in Britain and Ireland in the Twentieth Century: What Difference Did the Vote Make ?*, Londres, Continuum, 2010, pp. 153-170.
- Breitenbach, Esther et Mackay, Fiona, « Keeping Gender on the Agenda: Local Government in Scotland », in Esther Breitenbach et Fiona Mackay (dir.), *Women and Contemporary Scottish Politics: An Anthology*, Édimbourg, Polygon, 2001, pp. 147-162.
- Breitenbach, Esther et Mackay, Fiona (dir.), *Women and Contemporary Scottish Politics: an Anthology*, Edinburgh, Polygon at Edinburgh, 2001, 304 p.
- Brown, Alice, « Deepening Democracy: Women and the Scottish Parliament », in Esther Breitenbach et Fiona Mackay (dir.), *Women and Contemporary Scottish Politics: An Anthology*, Édimbourg, Polygon, 2001, pp. 213-229.
- Brown, Alice, « Women and Politics in Scotland », in Esther Breitenbach et Fiona Mackay (dir.), *Women and Contemporary Scottish Politics: An Anthology*, Édimbourg, Polygon, 2001, pp. 197-212.
- Brown, Alice, *Women In Scottish Politics*, Édimbourg, University of Edinburgh, 1991, 40 p.
- Brown, Alice, Barnett, Donaghy, Tahnya, Mackay, Fiona et Meehan, Elizabeth, « Women and Constitutional Change in Scotland and Northern Ireland », in Karen Ross (dir.), *Women, Politics, and Change*, Oxford, Oxford University Press, 2002, pp. 71-84.
- Busby, Nicole et Macleod, Callum, « Maintaining a Balance: the Retention of Women MPs in Scotland », in Hansard Society for Parliamentary Government (dir.), *Women, Politics, and Change*, Oxford, Oxford University Press, coll. « Hansard Society series in politics and government », 2002, pp. 30-42.

- Campbell, Beatrix, *The Iron Ladies, Why Do Women Vote Tory?*, Londres, Virago, 1987, 314 p.
- Campbell, Rosie et Childs, Sarah, « 'Apathetic, parochial, conservative'? Women, élite and mass politics from 1979 to 2009 », in Esther Breitenbach et Pat Thane (dir.), *Women and Citizenship in Britain and Ireland in the Twentieth Century: What Difference Did the Vote Make?*, Londres, Continuum, 2010.
- Childs, Sarah, *New Labour's Women MPs: Women Representing Women*, Londres, Routledge, 2004, 272 p.
- Christianson, Aileen et Greenan, Lily, « Rape Crisis Movement in Scotland, 1977-2000 », in Esther Breitenbach et Fiona Mackay (dir.), *Women and Contemporary Scottish Politics: An Anthology*, Édimbourg, Polygon, 2001.
- Collie, Lizbeth, Hoare, Jo et Roddick, Jacqueline, « Women in the Green Party », in Woman's Claim of Right Group (dir.), *A Woman's Claim of Right: Women, Representation and Politics*, Édimbourg, Polygon, 1991, pp. 66-72.
- Cuthbert, Jean et Irving, Lesley, « Women's Aid in Scotland: Purity versus Pragmatism? », in Esther Breitenbach et Fiona Mackay (dir.), *Women and Contemporary Scottish Politics: an Anthology*, Edimbourg, Polygon, 2001, pp. 55-68.
- Eileen, Maitland, *Woman to Woman: An Oral History of Rape Crisis in Scotland 1976-1991*, Glasgow, Rape Crisis Scotland, 2009, 195 p.
- Ewan, Elizabeth, Innes, Sue, Reynolds, Siân et Pipes, Rose, *The Biographical Dictionary of Scottish Women: From Earliest Times to 2004*, Reprint edition., Édimbourg, Edinburgh University Press, 2007, 440 p.
- Fairbairns, Zoe, *Saying What We Want: Women's Demands in the Feminist Seventies and Now*, York, Raw Nerve Books Ltd, 2002, 32 p.,
[http://www.zoefairbairns.co.uk/Saying_What_We_Want.pdf], consulté le : 26 mai 2014.
- Fausto-Sterling, Anne, « Nature », in Catherine R. Stimpson et Gilbert Herdt (dir.), *Critical Terms for the Study of Gender*, Londres, University of Chicago Press, 2014, pp. 294-319.
- Galloway, Kathy et Robertson, Judith, « Introduction: A Woman's Claim of Right in Scotland », in A Woman's Claim of Right Group (dir.), *A Woman's Claim of Right in Scotland: Women, Representation and Politics*, Édimbourg, Polygon, 1991, pp. 1-6.
- Gamble, Sarah, *The Routledge Companion to Feminism and Postfeminism*, Londres, Routledge, 2001, 370 p.
- Gerver, Elisabeth, *Strategic Women: How Do They Manage in Scotland?*, Aberdeen, Aberdeen University Press, coll. « Scottish women's studies series », 1991, 192 p.

- Grieve, Sandra, « Women in the Scottish Liberal Democrats », in *Woman's Claim of Right Group* (dir.), *A Woman's Claim of Right in Scotland: Women, Representation and Politics*, Édimbourg, 1991, pp. 60-65.
- Hanisch, Carol, « The Personal is Political », in *Notes From the Second Year: Women's Liberation*, New York, Radical Feminism, 1970, [http://womenshistory.about.com/od/feminism/a/carol_hanisch.htm], consulté le : 20 août 2014.
- Henderson, Shirley et Mackay, Alison, *Grit and Diamonds: Women in Scotland Making History 1980-1990*, Édimbourg, Stramullion, 1990, 288 p.
- Innes, Sue, « A Liberating Event for Scottish Women », in Esther Breitenbach et Fiona Mackay (dir.), *Women and Contemporary Scottish Politic: An Anthology*, Édimbourg, Polygon, 2001, pp. 43-45.
- Innes, Sue, *Making it Work: Women, Change, and Challenge in the 1990s*, Londres, Chatto & Windus, 1995, 384 p.
- Kenny, Meryl, *Gendering Institutions: The Political Recruitment of Women in Post-Devolution Scotland*, Édimbourg, The University of Edinburgh, 2009, 280 p.
- King, Elspeth, *The Hidden History of Glasgow's Women*, Édimbourg, Mainstream Publishing, coll. « The Thenewfactor », 1993, 192 p.
- Knox, William W. J., *Lives of Scottish Women: Women and Scottish society, 1800-1980*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2006, 234 p.
- Lindsay, Isobel, « Constitutional Change and the Gender Deficit », in *Woman's Claim of Right Group* (dir.), *A Woman's Claim of Right in Scotland: Women, Representation and Politics*, Édimbourg, Polygon, 1991, pp. 7-13.
- Lovenduski, Joni, *Feminizing Politics*, Polity, 2005, 208 p.
- Lovenduski, Joni et Randall, Vicky, *Contemporary Feminist Politics: Women and Power in Britain*, Oxford, Oxford University Press, 1993, 388 p.
- Mackay, Fiona, « Women and the Labour Party in Scotland », in Gerry Hassan (dir.), *The Scottish Labour Party: History, Insitutions and Ideas*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2004, pp. 104-123.
- Mackay, Fiona, « The Case of Zero Tolerance: Women's Politics in Action? », in Esther Breitenbach et Fiona Mackay (dir.), *Women and Contemporary Scottish Politics: an Anthology*, Edimbourg, Polygon, 2001, pp. 105-130.
- Mackay, Fiona et Kenny, Meryl, « Women's Representation and the SNP », in *The Modern SNP: from Protest to Power*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2009, pp. 42-54.
- Mackay, Fiona, Myers, Fiona et Brown, Alice, « Towards a New Politics? Women and the Constitutional Change in Scotland », in *Women Making Constitutions: New Politics and Comparative Perspectives*, Alexandra Dobrowolsky et Vivien Hart (dir.), Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2003, pp. 84-98.

- Mair, C., « Women in the Scottish Conservative Party », in Woman's Claim of Right Group (dir.), *A Woman's Claim of Right in Scotland: Women, Representation and Politics*, Édimbourg, Polygon, 1991, pp. 60-65.
- Mateo Diaz, Mercedes, *Representing Women?: Female Legislators in West European Parliaments*, European Consortium for Political Research, Colchester, ECPR Press, coll. « ECPR monographs », 2005, 275 p.
- McDermid, Jane, « Missing Persons? Women in Modern Scottish History », in Terence Brotherston et Deborah Simonton (dir.), *Gendering Scottish History: an International Approach*, Glasgow, Cruithne Press, coll. « The Mackie occasional colloquia series », 1999, pp. 37-45.
- McRae, Rosina, « Women in the Scottish Labour Party », in A Woman's Claim of Right Group (dir.), *A Woman's Claim of Right in Scotland: Women, Representation and Politics*, Édimbourg, Polygon, 1991, pp. 47-55.
- Mège-Revil, Élisabeth, « Quelle place pour les femmes dans le Parlement écossais ? », in Françoise Barret-Ducrocq, Florence Binard et Guyonne Leduc (dir.), *Comment l'égalité vient aux femmes. Politique, droits et syndicalisme en Grande-Bretagne, aux États-Unis et en France. Entretien avec Claudie Baudino*, Paris, L'Harmattan, coll. « Des idées et des femmes », 2012, pp. 139-158.
- Nairn, Tom, « Gender goes on Top of the Agenda », in Esther Breitenbach et Fiona Mackay (dir.), *Women and Contemporary Scottish Politics: an Anthology*, Édimbourg, Polygon, 2001, pp. 195-196.
- Nelson, Fiona, « Part-time Women Workers in Glasgow », in Glasgow Women's Studies Group (dir.), *Uncharted Lives: Extracts from Scottish Women's Experiences, 1850-1982*, Glasgow, Pressgang, 1983, pp. 181-206.
- Pascall, Gillian, *Social Policy: a Feminist Analysis*, London, Tavistock, 1986, 220 p.
- Phillips, Kate, « What Women Know », in Glasgow Women's Studies Group (dir.), *Uncharted Lives: Extracts from Scottish Women's Experiences, 1850-1982*, Glasgow, Pressgang, 1983, pp. 118-140.
- Rafeek, Neil C., *Communist Women in Scotland: Red Clydeside from the Russian Revolution to the End of the Soviet Union*, Londres, I.B.Tauris, 2008, 256 p.
- Randall, Vicky, *Women and Politics*, Londres, Macmillan, 1982, 227 p.
- Rees, Teresa, « The Politics of 'Mainstreaming' Gender Equality », in Esther Breitenbach, Alice Brown, Fiona Mackay et Janette Webb (dir.), *The Changing Politics of Gender Equality in Britain*, Basingstoke, Palgrave, 2002, pp. 45-69.
- Ross, Karen, *Women, Politics, and Change*, Oxford, Oxford University Press, coll. « Hansard Society series in politics and government », 2002, 212 p.
- Rowbotham, Sheila, *Hidden from History: 300 Years of Women's Oppression and the Fight against it*, Londres, Pluto Press Ltd, 1977, 182 p.

- Sanders, Valerie, « First Wave Feminism », in Sarah Gamble (dir.), *The Routledge Companion to Feminism and Postfeminism*, Londres, Routledge, 2001, pp. 16-42.
- Sawer, Marian, Tremblay, Manon et Trimble, Linda J. (dir.), *Representing Women in Parliament: a Comparative Study*, Londres, Routledge, coll. « Routledge research in comparative politics », n° 14, 2006, 278 p.
- Sharp, Carol, « Women Councillors », in Woman's Claim of Right Group (dir.), *A Woman's Claim of Right for Scotland: Women, Representation and Politics*, Édimbourg, Polygon, 1991, pp. 34-46.
- Shelton, Anita, « Black Women's Agency in Scotland: A View on Networking Patterns », in Esther Breitenbach et Fiona Mackay (dir.), *Women and Contemporary Scottish Politic: An Anthology*, Édimbourg, Polygon, 2001.
- Stokes, Wendy, *Women in Contemporary Politics*, Annotated edition., Cambridge, Polity Press, 2005, 256 p.
- Thane, Pat et Breitenbach, Esther, *Women and Citizenship in Britain and Ireland in the Twentieth Century: What Difference Did the Vote Make?*, Londres, Continuum, 2010, 242 p.
- The Woman's Claim of Right Group (dir.), *A Woman's Claim of Right in Scotland: Women, Representation and Politics*, Édimbourg, Polygon, 1991, 160 p.
- Thornham, Sue, « Second Wave Feminism », in Sarah Gamble (dir.), *The Routledge Companion to Feminism and Postfeminism*, Londres, Routledge, 2001, pp. 29-42.
- Walters, Margaret, *Feminism*, Oxford, Oxford University Press, coll. « A very short introduction », 2005, 159 p.

2.2.3 – Autres

- Pitkin Hanna Fenichel, *The Concept of Representation*, Londres, University of California Press, 1972, 323 p.
- Renan Ernest, *Qu'est-ce qu'une nation? ; suivi de Préface aux Discours et conférences ; et Préface à Souvenirs d'enfance et de jeunesse*, Marseille, Le Mot et le reste, 2007.

3 – Dans les médias

3.1 – Articles de presse, documentaires, émissions de radio, sondages

- Barry, Maggie, « Nicola Sturgeon spills the beans on her home life as she reveals she's a disaster in the kitchen », Daily Record, 27 novembre 2012, [<http://www.dailyrecord.co.uk/news/politics/nicola-sturgeon-spills-the-beans-on-her-home-1458433>], consulté le : 12 mars 2014.
- BBC, « Press Releases Scotland's History: The Top Ten », 12 janvier 2006, BBC - press releases, [<http://www.bbc.co.uk/pressoffice/pressreleases/stories/2006/12-december/01/scotland.shtml>], consulté le : 29 août 2013.
- BBC, « Scotland's Smoking Gun », 28 janvier 2014 [<http://www.bbc.co.uk/programmes/b03t7cbs/episodes/guide>], consulté le : 16 avril 2014.
- BBC, « Referendum Connections », 9 avril 2014 [<http://www.bbc.co.uk/programmes/b03t7cbs/episodes/guide>], consulté le : 16 avril 2014.
- BBC, « Scotland's Top Ten Battlegrounds », 11 février 2014 [<http://www.bbc.co.uk/programmes/b03t7cbs/episodes/guide>], consulté le : 16 avril 2014.
- BBC News, « 12 May 1999: Winnie Ewing reconvenes the Scottish Parliament », 31 octobre 2009, BBC Democracy live, [http://news.bbc.co.uk/democracylive/hi/historic_moments/newsid_8187000/8187312.stm], consulté le : 27 août 2013.
- BBC News, « Newest MSP Christian Allard speaks in English and French at swearing in », BBC News, mai 2013, [<http://www.bbc.com/news/uk-scotland-scotland-politics-22538511>], consulté le : 10 décembre 2014.
- BBC News, « UK Politics: Ron Davies' fightback begins », février 1999, [http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/politics/272015.stm], consulté le : 11 février 2015.
- BBC News, « Scottish Elections 2007 », BBC News, [http://news.bbc.co.uk/2/shared/vote2007/scottish_parliament/html/scoreboard_9999.stm], consulté le : 25 octobre 2013.
- BBC News, « Scottish Parliament election 2003 », BBC News, [http://news.bbc.co.uk/2/shared/bsp/hi/vote2003/scottish_parliament/html/atoz.stm], consulté le : 4 octobre 2013 .
- BBC News Politics 97, « 3 May 1979 », [<http://www.bbc.co.uk/news/special/politics/97/background/pastelec/ge79.shtml#result>], consulté le : 5 juin 2014.
- Carrell, Severin, « Alex Salmond announces Scottish independence referendum date », The Guardian, 21 mars 2013, [<http://www.guardian.co.uk/politics/2013/mar/21/scottish-independence-referendum-date>], consulté le : 17 avril 2014.
- Devine, Cate, « Court declares Scotswoman born a man is now genderless », Herald Scotland, avril 2014, [<http://www.heraldscotland.com/news/home-news/court->

- declares-scotswoman-born-a-man-is-now-genderless.23862285], consulté le : 2 avril 2014.
- Hearst, David, « SNP votes to take step back on devolution road », *The Guardian*, 15 septembre 1984, [<http://search.proquest.com/docview/186460314?accountid=14563>], consulté le : 3 octobre 2013.
- Holehouse Matthew, « Margaret Thatcher: a Pioneering Woman With No Time for Feminists », [<http://www.telegraph.co.uk/news/politics/margaret-thatcher/9979922/Margaret-Thatcher-a-pioneering-woman-with-no-time-for-feminists.html>], consulté le : 25 juin 2014.
- Murray, Jenni, « What did Margaret Thatcher do for women? », *The Guardian*, 9 avril 2013, [<http://www.theguardian.com/politics/2013/apr/09/margaret-thatcher-women>], consulté le : 25 juin 2014.
- Rhodes, Mandy, « Leading ladies », *Holyrood Magazine*, mai 2014, [<http://www.holyrood.com/2014/05/leading-ladies/>], consulté le : 6 juin 2015.
- Rhodes, Mandy, « Interview: Johann Lamont », *Holyrood Magazine*, juin 2009, [<http://www.holyrood.com/2009/06/pollyanna-politics/>], consulté le : 13 mai 2014.
- Stone-Lee, Ollie, « Thatcher's role for women », *BBC News*, 22 novembre 2005, [http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/politics/4435414.stm], consulté le : 25 juin 2014.
- STV, « Scotland's Road to Referendum - Part 1 », 4 juin 2013.
- STV, « Scotland's Road to Referendum - Part 2 », 11 juin 2013.
- STV, « Scotland's Road to Referendum - Part 3 », 18 juin 2013.
- Thatcher, Margaret, « Woman's Hour », 9 avril 1970, [<http://www.bbc.co.uk/programmes/b03gvpwn>], consulté le : 27 juin 2014.
- Thatcher, Margaret, « Woman's Own », 23 septembre 1987, [<http://www.margaretthatcher.org/document/106689>], consulté le : 27 juin 2014.
- Thatcher, Margaret, « Woman's Hour », octobre 1993, [<http://www.margaretthatcher.org/document/101845>], consulté le : 25 juin 2014.
- Timmins, Nicholas, « Labour women hope to put more names on Emily's List », *The Independent*, février 1993, [<http://www.independent.co.uk/news/uk/politics/labour-women-hope-to-put-more-names-on-emilys-list-1471296.html>], consulté le : 24 février 2015.
- Williams, Craig, « What Women Want », 22 avril 2014 [<http://www.bbc.co.uk/programmes/b03t7cbs/episodes/guide>], consulté le : 16 avril 2014.
- Williams, Zoe, « The accidental feminist », *The Guardian*, 21 octobre 2004, [<http://www.theguardian.com/world/2004/oct/21/gender.uk>], consulté le : 25 juin 2014.

3.2 – Sites internet

3.2.1 – Sites officiels

3.2.1.1 – Institutions officielles

« Convention of Scottish Local Authorities », [<http://www.cosla.gov.uk/>], consulté le : 29 août 2013 .

House of Commons Information Office, « The House of Commons Chamber », [<http://www.parliament.uk/documents/commons-information-office/HoC-Chamber.pdf>], consulté le : 30 janvier 2015.

« Parlement britannique », [<http://www.parliament.uk>], consulté le : 30 janvier 2015.

« Parlement écossais », [<http://www.scottish.parliament.uk/>], consulté le : 30 janvier 2015.

« Textes de loi britanniques », [<http://www.legislation.gov.uk/>], consulté le : 29 août 2013.

3.2.1.2 – Organismes indépendants

« 50/50 Democracy », 50/50 Democracy, [<http://www.5050democracy.eu/>], consulté le : 29 août 2013.

« Counting Women In », Counting Women In, [<http://www.countingwomenin.org/>], consulté le : 29 août 2013.

Engender, [<http://www.engender.org.uk/>], consulté le : 29 août 2013.

Equality Human Rights, [<http://www.equalityhumanrights.com/>], consulté le : 29 août 2013.

« Hansard Society », Hansard Society, [<http://www.hansardsociety.org.uk/>], consulté le : 29 août 2013.

« I.C.M. », [<http://www.icmresearch.co.uk/>], consulté le : 29 août 2013.

« Ipsos MORI », [<http://www.ipsos-mori.com/>], consulté le : 29 août 2013.

« Rape Crisis Scotland », [<http://www.rapecrisisscotland.org.uk>], consulté le : 17 avril 2014.

« Rights of Women », [<http://www.rightsofwomen.org.uk/>], consulté le : 17 avril 2014.

« Scottish Women's Aid », [<http://www.scottishwomensaid.org.uk>], consulté le : 17 avril 2014.

The Electoral Reform Society, [<http://www.electoral-reform.org.uk/>], consulté le : 29 août 2013.

The Scottish Women's Budget Group, [<http://www.swbg.org.uk/>], consulté le : 29 août 2013.

« The Scottish Women's Convention », The Scottish Women's Convention, [<http://www.scottishwomensconvention.org/>], consulté le : 29 août 2013.

The Fawcett Society, [<http://fawcettsociety.org.uk/>], consulté le : 29 août 2013.

« Women's Support Project », [<http://www.womenssupportproject.co.uk>], consulté le : 29 août 2013.

« YouGov », [<http://www.yougov.com/>], consulté le : 29 août 2013.

« Zero Tolerance », [<http://www.zerotolerance.org.uk>], consulté le : 29 août 2013.

3.2.1.3 – Partis politiques

« Discours de Margaret Thatcher », Margaret Thatcher Foundation, [<http://www.margaretthatcher.org/speeches>], consulté le : 29 août 2013.

« Parti conservateur et unioniste écossais », Scottish Conservative Party, [<http://www.scottishconservatives.com/>], consulté le : 27 août 2013.

« Parti écologiste écossais », Scottish Greens, [<http://www.scottishgreens.org.uk/>], consulté le : 27 août 2013.

« Parti libéral-démocrate écossais », Scottish Liberal Democrats, [<http://www.scotlibdems.org.uk/>], consulté le : 27 août 2013.

« Parti nationaliste écossais », Scottish National Party, [<http://www.snp.org/>], consulté le : 27 août 2013.

« Parti socialiste écossais », Scottish Socialist Party, [<http://www.scottishsocialistparty.org/>], consulté le : 27 août 2013.

« Parti travailliste écossais », Scottish Labour Party, [<http://www.scottishlabour.org.uk/>], consulté le : 27 août 2013.

3.2.1.4 – Journaux, radios, chaînes de télévision

BBC, « Scotland's History », [<http://www.bbc.co.uk/scotland/history/scotlands-history/>], consulté le : 29 août 2013.

Herald Scotland, [<http://www.theherald.co.uk/>], consulté le : 5 mars 2015.

The Guardian, [<http://www.guardian.co.uk/>], consulté le : 5 mars 2015.

The Independent, [<http://www.independent.co.uk/>], consulté le : 5 mars 2015.

The Scotsman, [<http://www.scotsman.com/>], consulté le : 5 mars 2015.

The Times, [<http://www.timesonline.co.uk/>], consulté le : 5 mars 2015.

3.2.2 – Pages spécifiques diverses

Boothroyd David, « Scottish Parliamentary Candidates 1999 »,

[<http://www.election.demon.co.uk/scotcand.html>], consulté le : 17 novembre 2013.

Election Demon, « United Kingdom Election Results »,

[<http://www.election.demon.co.uk>], consulté le : 12 novembre 2013.

Engender, « A record number of Scottish women MPs elected – but that’s not saying much ! », communiqué de presse, 5 août 2010.

History Blog, « Thatcher and the glass ceiling | History of government »,

[<https://history.blog.gov.uk/2013/05/07/thatcher-and-the-glass-ceiling/>], consulté le : 25 juin 2014.

History Learning Site, « 1979 General Election »,

[http://www.historylearningsite.co.uk/1979_general_election.htm], consulté le : 5 juin 2014.

Inter-Parliamentary Union, « World classification as of 1st January 1997 »,

[<http://www.ipu.org/wmn-e/arc/classif010197.htm>], consulté le : 30 mars 2014.

Scottish Parliament, *Equal Opportunities Committee*, [<http://www.scottish.parliament.uk/parliamentarybusiness/CurrentCommittees/29807.aspx>], consulté le : 5 février 2015.

Scottish Political Archive, « Radical Scotland Magazine - Scottish Political Archive »,

Flickr, [<https://www.flickr.com/photos/scottishpoliticalarchive/9065873257/in/photostream/>], consulté le : 23 mai 2014.

Scottish Greens, « Equal Marriage passes at Holyrood! »,

[<http://www.scottishgreens.org.uk/news/equal-marriage/>], consulté le : 5 février 2014.

Scottish Women’s Budget Group, *Frequently Asked Question* ,

[<http://www.engender.org.uk/UserFiles/File/SWBG%20/SWBGFAQs.pdf>], consulté le : 28 août 2013.

UK Political Info, « Women MPs & parliamentary candidates since 1945 »,

[<http://www.ukpolitical.info/FemaleMPs.htm>], consulté le : 27 août 2013.

Index des acteurs-trices politiques

- Christian Allard 166, 246, 251, 289, 307, 442, 467.
Elspeth Attwooll 180, 274, 287, 316, 442.
Cameron Buchanan 221, 290, 326, 442.
Tony Blair 5, 63, 154, 185, 199, 252, 307, 315, 341-342, 344, 375.
Gordon Brown 307, 315, 351, 354, 459.
Ruth Davidson 283-285, 309, 332, 334, 351, 416, 442.
Kezia Dugdale 246, 285.
Fergus Ewing 25-26, 115, 136-137, 260, 289, 337, 442.
Winnie Ewing 24, 26, 44, 46, 94-97, 107-109, 115, 136, 158-160, 162, 184, 189, 240-241, 243, 259, 281, 312, 337, 372, 427, 431, 434, 454, 467.
Neil Findlay 221, 252, 259-260, 264, 286, 290, 330, 340, 442.
John Finnie 151, 246, 254, 257, 259, 266-267, 269, 276, 290, 347, 421, 442.
Murdo Fraser 221, 262-263, 267-269, 286-287, 291-292, 358, 442.
Maria Fyfe 59-60, 62-64, 94, 96, 107, 109, 111-112, 114, 117, 122-123, 125, 152, 174, 179-180, 261-262, 282-283, 285-286, 290-291, 301, 366, 395, 399, 401, 442, 457.
Sheila Gilmore 36, 39-40, 48-49, 76-77, 110, 124-125, 137-138, 301, 442.
Patrick Harvie 13, 133-136, 138, 170, 221, 226, 248, 254, 260-261, 274-275, 278-279, 286, 290, 292-293, 376, 442.
Fiona Hyslop 123, 221, 253, 288, 332, 385, 442.
Johann Lamont 36, 40-42, 114, 135, 137, 166, 238, 253, 256, 258-259, 261, 274, 283-285, 292-293, 297, 299, 309, 332, 334, 351, 364, 370, 389, 435, 442, 468.
Hanzala Malik 221, 253, 255-256, 265, 286, 400, 443.
Alex Salmond 46-47, 219, 258, 285, 319, 332, 352, 413, 416, 422, 467.
Nicola Sturgeon 25-26, 285, 297, 309, 323, 334, 339, 351, 364, 372, 388, 391, 422, 467.
Margaret Thatcher 5, 8, 34, 46-51, 53, 58, 62-63, 94, 99-108, 241, 307, 311-313, 315, 365, 368, 382, 413, 455-456, 458, 460, 468, 470-471.
Jean Urquhart 253-254, 262, 265, 269-270, 273-274, 290, 412, 443.
Sandra White 25, 140, 160, 193, 221, 246, 256, 265-266, 270, 273, 277, 283-284, 288, 426, 443.

L'année 2009 marque le trentième anniversaire de l'accession au pouvoir de la première femme Premier ministre du Royaume-Uni, Margaret Thatcher, et ainsi le début d'une période dont la politique est marquée par son idéologie, celle du parti conservateur sous sa direction. Certains avancent même que la politique entreprise par le parti travailliste par la suite, et ce depuis son élection en 1997, est une poursuite du travail entrepris par les conservateurs sous la direction de Margaret Thatcher. Or, la période des trente années précédentes a aussi vu une évolution spectaculaire des statuts des composantes de l'Union britannique. En effet, 1979 est l'année du premier référendum sur la question constitutionnelle. Si ce référendum, par sa nature même, était voué à l'échec, il ne mit pas pour autant fin à un travail acharné des partisans de l'autonomie écossaise. Sous l'influence de courants nationalistes, les nations de l'Union britannique acquièrent davantage d'indépendance dans le processus nommé dévolution. La fin des années soixante-dix est aussi une période de mobilisation quant à la question de la représentation des femmes dans la société écossaise, et plus particulièrement dans la sphère politique.

Ainsi, ces deux problématiques (d'une part la question constitutionnelle et d'autre part la place des femmes en politique) semblent intimement liées dans la période 1979-2009, puisque la population écossaise ainsi que des groupes de réflexion constitués de femmes ont travaillé ardemment afin d'obtenir une meilleure représentation dans le monde politique, et de manière générale, dans la société. Ce travail de recherche s'interroge quant à l'incidence qu'a pu avoir cette période de changements sur le statut des femmes en Écosse – y a-t-il eu une amélioration de leur représentation ? Et si c'était le cas, ce changement serait-il imputable au nouveau système politique mis en place ? Les dix premières années de travail du nouveau Parlement écossais (1999-2009) sont analysées à travers du prisme de la question de la représentation des femmes et du particularisme (ou non) de la politique menée par une instance plus féminisée.